



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Wir führen eine allgemeine Aussprache über die Volksinitiative und behandeln auch das Eintreten auf den indirekten Gegenentwurf.

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: La question de l'imposition individuelle est un véritable serpent de mer de la politique suisse. Aujourd'hui, nous avons donc peut-être l'occasion de commencer à écrire l'histoire des impôts dans notre pays. En tout cas, c'est l'ambition de la Commission de l'économie et des redevances (CER). Il faut savoir que, dans le message, des propositions datant de 2005 sont mentionnées en vue de leur classement et que, en 1984 déjà, le Tribunal fédéral estimait que la charge des couples mariés était beaucoup trop élevée par rapport à celle des personnes seules, dans certains cas.

Le débat d'aujourd'hui est lié au dépôt de l'initiative pour des impôts équitables, avec 112 218 signatures, le 8 septembre 2022. Cette initiative a une teneur assez simple au niveau constitutionnel: l'article 127 alinéa 2bis de la Constitution serait modifié pour dire que les personnes physiques sont imposées indépendamment de leur état civil. Cette phrase très simple a en réalité des conséquences fiscales importantes, et même des conséquences fondamentales pour l'économie et l'organisation de la société. Vous l'avez remarqué, il y a une minorité et une majorité, qui sont respectivement opposée et favorable tant au contre-projet qui vous est



proposé aujourd'hui qu'à l'initiative populaire elle-même. La majorité de la commission met en avant quatre grands arguments pour défendre l'idée d'une imposition individuelle.

Premièrement, l'imposition individuelle met en place une série d'éléments incitatifs bénéfiques pour les gens, afin qu'ils ne soient pas découragés d'acquérir un second revenu au sein du ménage. Aujourd'hui, si une personne gagne un revenu substantiel au sein d'un ménage, elle est imposée à un taux relativement élevé. Comme tous les revenus du couple sont soumis au même taux d'imposition, si une deuxième personne décide d'acquérir un revenu supplémentaire au sein du ménage, ce revenu est imposé au taux plus élevé appliqué au premier revenu du ménage. Cela fait qu'il est relativement cher pour une personne qui n'a aucun revenu et qui apporterait le second revenu du ménage de se décider à acquérir un revenu. L'imposition individuelle change le paradigme. Elle fait que les deux revenus sont considérés complètement individuellement, comme pour des concubins. Par conséquent, si le premier revenu est imposé à un taux

AB 2024 N 1570 / BO 2024 N 1570

très élevé, le second revenu bénéficiera d'abord des tranches d'imposition les plus basses. Un second revenu de 10 000 francs ne serait ainsi pas imposé, ce qui n'est pas vrai si les 10 000 francs sont imposés comme le revenu très élevé du conjoint.

Deuxième argument important, cette logique-là se cumule à d'autres frais qui sont liés à l'acquisition du second revenu. Si vous n'avez qu'un revenu, il se peut que l'autre personne – pas toujours, mais malheureusement souvent la femme – se retrouve à devoir s'occuper des tâches ménagères et des enfants, sauf si la société évolue et que ces tâches sont mieux réparties – ce qui serait évidemment une bonne nouvelle pour beaucoup de gens ici. La réalité est que, si les deux personnes doivent travailler, il faut trouver des solutions, par exemple pour garder les enfants ou encore pour rémunérer quelqu'un pour effectuer les tâches ménagères. Cela induit des coûts, et c'est souvent le deuxième revenu qui est comparé au coût d'opportunité, c'est-à-dire à ce que l'on doit payer pour faire garder les enfants ou encore se faire remplacer pour des tâches domestiques. Si l'on facilitait l'acquisition de ce revenu en diminuant les impôts sur le second revenu, automatiquement, cela pousserait davantage de personnes à se mettre au travail et à chercher un emploi. Dans un pays qui a besoin de main-d'œuvre qualifiée, c'est une bénédiction.

D'autant plus que certaines personnes, évidemment, préfèrent favoriser la main-d'œuvre locale plutôt que d'"importer" de la main-d'œuvre étrangère. Ces personnes, qui sont donc soucieuses de l'immigration, notamment dans le domaine professionnel, devraient évidemment préférer l'imposition individuelle, puisque celle-ci permet d'inciter la main-d'œuvre domestique à travailler.

Enfin, l'argument qui est aussi donné est souvent un argument d'égalité de traitement. Il n'y a pas de raison de traiter différemment les personnes en fonction de leur état civil, qui est un choix privé. Il s'agit aussi de dire: quel que soit notre avis sur l'Etat, il n'a pas à se mêler de nos choix de vie privés.

La minorité estime que le projet est compliqué, puisqu'il s'agit de remplir une déclaration qui, cette fois-ci, sépare les revenus. Cette minorité est attachée à la vision traditionnelle de la famille, favorable au cumul des deux revenus, mais qui évidemment favorise le fait qu'un gros revenu sans autre revenu est mieux traité que, par exemple, deux revenus égaux. Cela complique aussi la tâche pour les personnes, selon la minorité, puisqu'elles doivent évidemment faire attention à ce qui leur appartient à eux, comme le prévoient par exemple les régimes matrimoniaux. Enfin, la minorité est favorable plutôt à une solution de splitting, qui sera abordée lors de la discussion par article, si vous acceptez d'entrer en matière.

Techniquement et mathématiquement, l'imposition individuelle est la seule possibilité d'égalité parfaite entre couples mariés et concubins. Il est mathématiquement impossible d'avoir un autre projet qui cumule les revenus, mais qui serait parfaitement équitable entre les deux situations. Forcément, dans un sens ou dans l'autre, s'il n'y a pas d'imposition individuelle, il y a une différence de traitement, dans certains cas en tout cas.

Le Conseil fédéral a publié le 21 février 2024 son message relatif à l'initiative et au contre-projet indirect, sur lequel nous nous prononçons. Le contre-projet indirect prévoit: l'imposition individuelle; une répartition de moitié des déductions pour enfants; une augmentation de la déduction pour enfants, qui a un effet sur les barèmes; des adaptations du barème, puisqu'il n'y a plus de barème spécifique pour les couples, mais un barème unique et une imposition individuelle; et une imposition généralisée dans le pays à tous les échelons institutionnels.

Actuellement, le projet qui est sur votre table, tel qu'il est encore en discussion en ce qui concerne la majorité et les minorités, induit des pertes fiscales de 800 millions de francs pour la Confédération et de 200 millions de francs pour les cantons du fait de la part cantonale.

Enfin, il faut savoir qu'il induit aujourd'hui une baisse des impôts. S'il y a des gagnants et des perdants, il y a une réalité: c'est qu'en moyenne et majoritairement les gens sont gagnants en passant dans le nouveau



système, ce qui se traduit évidemment par ces fameuses pertes fiscales de 1 milliard de francs dans le projet qui nous est soumis.

Nous avons donc discuté, mais pas uniquement, de la question de l'imposition individuelle, parce que ce débat ne peut pas se faire sans considérer aussi le débat important que nous avons aujourd'hui sur l'imposition des couples mariés. D'autres modèles existent, et ils ont été étudiés par la commission.

La commission a tenu de nombreuses séances pour discuter de ces éléments. Elle a d'abord écouté le comité d'initiative, les cantons et les communes. Deux séances ont été consacrées à des auditions, puis, en deux séances, la commission a discuté plutôt du fond, soit d'un côté de la question des pertes fiscales acceptables, et donc des modifications de barème: est-ce qu'on doit ou non augmenter, par exemple, les barèmes pour les personnes plus riches pour compenser les pertes fiscales induites par la réforme, et si oui dans quelle mesure? De l'autre côté, des personnes plutôt opposées à l'initiative proposaient aussi des modèles alternatifs, comme celui du splitting intégral ou d'un splitting spécifique. Le splitting consiste par exemple à maintenir la communauté du mariage, mais à séparer le revenu en deux, ici en l'occurrence par 1,75, pour déterminer le taux d'impôt auquel est soumis le ménage. Cela ne permet pas une égalité parfaite entre les couples concubins et les couples mariés et a des effets différents en termes de qui paie et de qui ne paie pas; cela a un effet incitatif différent.

La solution actuellement proposée par la commission de votre conseil, par 13 voix contre 12, consiste à favoriser l'imposition individuelle, ce qui touchera les individus de façon différente.

Le premier effet de l'imposition individuelle sera qu'il y aura une différence en fonction de la répartition des revenus au sein d'un ménage, mais il n'y aura plus du tout de différence en fonction du choix du ménage de se marier ou pas.

Du coup, les ménages où il y a, d'un côté, de très gros revenus et où il n'y a, de l'autre côté, aucun revenu, seront plutôt désavantagés par la réforme. En effet, il serait plutôt logique que l'incitation permette à tout le monde d'avoir un revenu. Les ménages avec des revenus plus équitables et aussi plus élevés seraient plutôt avantagés par cette réforme. Ainsi, cette réforme inciterait les individus à avoir une répartition plus équitable des revenus et des autres charges liées au ménage.

Il y aurait donc davantage de gagnants, mais ce gain se focaliserait sur les familles, sur les couples mariés où plusieurs personnes travaillent et inciterait moins à ce qu'une seule personne cumule les revenus, rendant d'ailleurs l'autre personne du ménage un peu plus dépendante au passage.

La fin des délibérations a eu lieu le 19 août 2024. Nous avons donc décidé d'accepter l'initiative, par 13 voix contre 12, mais nous vous proposerons une suspension du débat sur l'initiative et l'adoption du contre-projet. Nous vous proposons donc aujourd'hui d'entrer en matière. L'entrée en matière a été acceptée par 13 voix contre 1 et 1 abstention. Pour information, le contre-projet a été accepté par 13 voix contre 12.

Je vous présenterai les propositions de minorité plus tard, lors du débat, si vous acceptez l'entrée en matière, mais, en attendant, je vous invite à soutenir la proposition de la Commission de l'économie et des redevances de votre conseil et d'entrer en matière sur le contre-projet pour que nous puissions passer à la discussion par article.

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Die Mehrheit Ihrer Kommission unterstützt die Volksinitiative und beantragt Ihnen, auf den indirekten Gegenentwurf – die Umsetzung der Initiative – einzutreten und das Steuersystem rascher zu ändern.

Die Individualbesteuerung verbessert die Erwerbsanreize der Zweitverdiener, meist sind das Frauen. Sie ist ein Gebot der Gleichstellung von Frau und Mann. Sie ist volkswirtschaftlich extrem sinnvoll: Wir erwarten Beschäftigungseffekte von bis zu 45 000 zusätzlichen Vollzeitbeschäftigten – diese Fachkräfte haben wir in unserem Land unbestrittenermassen nötig. Und obwohl die Gegner und Gegnerinnen es gerne

AB 2024 N 1571 / BO 2024 N 1571

behaupten, wird es nicht aufwendiger oder komplizierter, sondern es wird in vielen Belangen einfacher und logischer.

Zur Einbettung: Die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" des überparteilichen Komitees, getragen von der FDP, initiiert von den FDP-Frauen, wurde am 8. September 2022 eingereicht und ist am 4. Oktober 2022 zustande gekommen. Sie hat die zivilstandsunabhängige Besteuerung, die Erhöhung der Beschäftigung durch bessere Erwerbsanreize für Zweitverdienende sowie die Verbesserung der Chancengleichheit, der Gleichstellung von Frau und Mann, zum Ziel.

Ich bin Mitglied des Initiativkomitees – damit diese Interessenbindung genannt ist. Das Komitee ist breit zusammengesetzt, unter anderem gehören ihm an: die Präsidentin Susanne Vincenz-Stauffacher von der FDP,



zahlreiche ihrer Fraktionskolleginnen und -kollegen, alt Bundesrätin Ruth Metzler-Arnold, alt Nationalrat Martin Landolt, die Ständerätinnen Eva Herzog und Johanna Gapany sowie Ständerat Matthias Zopfi.

Der Bundesrat lehnt die Initiative ab. Es ist aus seiner Sicht nicht nötig, diese Frage auf Verfassungsstufe zu regeln. Er stellt ihr einen indirekten Gegenentwurf gegenüber, welcher das Anliegen der Initiative vollumfänglich und schneller umsetzt.

Das Anliegen hat ja bereits eine längere Vorgeschichte, deren Kurzfassung einer mehrfachen Auftragserteilung gleichkommt: Im Dezember 2019 hat unser Rat das Geschäft 18.034, "Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (ausgewogene Paar- und Familienbesteuerung)", an den Bundesrat zurückgewiesen, unter anderem mit dem Auftrag, eine Individualbesteuerung vorzulegen. Das Parlament hat dann im Herbst 2022 die Verabschiedung einer Botschaft zur Einführung der Individualbesteuerung in die Legislaturplanung aufgenommen. Es wurde eine Motion Markwalder angenommen und zuletzt diese Volksinitiative eingereicht. Es ist also ein vierfach erteilter Auftrag.

Der Bundesrat hatte im September 2021 bereits eine Auslegeordnung vorgelegt, und die WAK-N hatte sich im Februar 2022 zu den Eckwerten geäussert. Im Dezember 2022 wurde die Vernehmlassung mit zwei Varianten eröffnet: mit einer reinen Individualbesteuerung und mit einer Korrekturmassnahme für Eineinkommenspaare. Der Bundesrat präsentierte im Februar 2024 die Botschaft. Der indirekte Gegenentwurf sieht vor, dass alle Personen unabhängig vom Zivilstand individuell besteuert werden; dass die Einkommen und Vermögen von Verheirateten nach den zivilrechtlichen Verhältnissen aufgeteilt werden, so, wie es heute bereits bei nicht verheirateten Paaren erfolgt; dass der Kinderabzug bei der direkten Bundessteuer von heute 6700 auf neu 12 000 Franken erhöht und zur Hälfte zwischen den Eltern aufgeteilt wird. Diese deutliche Erhöhung wirkt der Mehrbelastung entgegen, die für Alleinerziehende oder für Ehepaare mit Kindern mit kleinem oder einem niedrigen Zweiteinkommen sonst entstehen würde. Die Vorlage soll auf allen drei Staatsebenen eingeführt werden. Der Tarif der direkten Bundessteuer wird angepasst, und zwar werden die Steuersätze für tiefe und mittlere Einkommen abgesenkt, der Grundfreibetrag wird erhöht, und der Betrag, bei dem der Maximalsteuersatz von 11,5 Prozent erreicht wird, wird gesenkt.

Diese Anpassungen verstärken die Progression des Tarifs; dem steht eine Abschwächung der Progression namentlich bei Zweiverdiener-Ehepaaren mit relativ gleichmässiger Einkommensaufteilung gegenüber, die durch den Wechsel des Systems entsteht. Ziel der Tarifanpassungen ist eine gleichmässige Entlastungswirkung der Reform über alle Einkommensklassen.

Der Bundesrat geht bei der direkten Bundessteuer bezogen auf das Steuerjahr 2024 von schätzungsweise rund eine Milliarde Franken Mindereinnahmen pro Jahr aus. Davon trägt der Bund rund 800 Millionen Franken, und die Kantone tragen rund 200 Millionen Franken.

Der Anteil der Steuerpflichtigen, die durch die Reform eine Minderbelastung bei der direkten Bundessteuer erfahren, ist deutlich grösser als der Anteil jener, die eine Mehrbelastung erfahren. Im Schnitt resultiert eine Entlastung von 120 Franken oder 0,24 Prozent des verfügbaren Einkommens pro steuerpflichtiger Person. Die Gruppen der Einverdiener-Ehepaare, der Zweiverdiener-Ehepaare, der Unverheirateten wie auch der Rentner-Ehepaare erhalten im Schnitt eine Entlastung. Am grössten ist sie bei den Zweiverdiener-Ehepaaren mit eher gleichmässiger Einkommensaufteilung.

Eine spiegelbildliche Verschiebung ergibt sich für Ehepaare mit einer sehr ungleichmässigen Einkommensaufteilung, also mit keinem oder einem sehr geringen Zweiteinkommen. Diese zahlen heute wegen des Verheiratetentarifs weniger Steuern als Konkubinatspaare in vergleichbaren Einkommensverhältnissen. Für solche Ehepaare kann die Reform zu Mehrbelastungen bei der direkten Bundessteuer führen. Dies betrifft insbesondere Einverdiener-Ehepaare mit Kindern und mittlerem bis hohem Einkommen. Grund hierfür ist der Wegfall des heutigen Verheiratetentarifs sowie die hälftige Aufteilung des Kinderabzugs auf beide Elternteile. Aber auch hier gilt: Die Mehrheit der Einverdiener-Ehepaare erfährt in der Summe eine Entlastung.

Der Übergang zur Individualbesteuerung führt zu einem Beschäftigungseffekt, da der Grenzsteuersatz, der das zweite Einkommen belastet, sinken wird, was auf den Systemwechsel zurückzuführen ist. So ist auf allen institutionellen Ebenen mit bis zu 44 000 zusätzlichen Vollzeitäquivalenten zu rechnen.

Die Kommission hat die Vorlage an ihren Sitzungen im April, Juni und August 2024 beraten. Angehört wurden das Initiativkomitee sowie Vertretungen der Kantone, der Städte und der Gemeinden und auch Fachpersonen aus kantonalen Steuerverwaltungen.

Ihre WAK-N ist mit 13 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung auf den indirekten Gegenvorschlag eingetreten. Sie hat verschiedene Abklärungsaufträge erteilt, welche die Ausgestaltung des Steuertarifs und damit auch die Höhe der Mindereinnahmen betreffen. Dazu liegen Minderheitsanträge vor, zu denen wir in der Detailberatung noch kommen werden. Sie lehnt mit 13 zu 10 Stimmen einen Gegenentwurf ab, welcher anstelle einer Individualbesteuerung ein Splitting-Modell einführen will, weil dies den Zielen der Initiative – namentlich bessere



Erwerbsanreize für Zweitverdienende und die zivilstandsneutrale Besteuerung – widerspricht.

Die Kommission empfiehlt den bundesrätlichen Entwurf zur Annahme. Die Mehrheit der WAK-N erachtet die Vorlage als gut austariert. Sie befürwortet den Grundsatzentscheid für die Individualbesteuerung als modernes Familienbesteuerungsmodell, das den sozioökonomischen Entwicklungen und dem gesellschaftspolitischen Wertewandel am besten entspricht. Sie sagt auch, dass dies das einzige Modell ist, das nicht nur die Heirats- und jegliche Zivilstandsbenachteiligung beseitigt, sondern gleichzeitig auch die Anreize zur vermehrten Erwerbstätigkeit von Zweitverdienenden verbessert und damit die Chancengleichheit von Frauen und Männern stärkt. Das bedeutet auch, dass die finanzielle Unabhängigkeit und damit auch die Altersvorsorge sowie die Absicherung im Falle einer Scheidung verbessert werden kann.

Nicht zuletzt handelt es sich um eine Frage der politischen Kohärenz: Im Zuge der Gleichstellung von Frau und Mann und hinsichtlich des Bundesgerichtsurteils zum nahehelichen Unterhalt, das ein starkes Gewicht auf die Eigenversorgung legt, ist es nur kohärent, wenn wir hier Grenzsteuersätze anwenden, die auf dem eigenerwirtschafteten Einkommen basieren. Die WAK-N findet, es ist eine sehr lohnenswerte Massnahme gegen den Arbeitskräftemangel und für das Unterfangen, das inländische Fachkräftepotenzial besser auszuschöpfen.

Anders als die Kommissionsminderheit, welche ihre Argumente noch selber darlegen wird, erachtet die Mehrheit eine Individualbesteuerung nicht als aufwendiger oder komplizierter, sondern als einfacher und logischer. Für die Steuerpflichtigen wird es einfacher und nachvollziehbarer, weil die Besonderheiten für Ehegatten bei Abzügen oder Tarifen wegfallen. Ob die Ehegatten wie heute ihre Steuerfaktoren zusammentragen und in einer gemeinsamen Steuererklärung deklarieren oder ob sie neu ihre Steuerfaktoren zusammentragen und in zwei Steuerklärungen deklarieren, macht keinen Unterschied bezüglich des Mehraufwands.

AB 2024 N 1572 / BO 2024 N 1572

Aus Sicht der Steuerbehörde – wir hatten Spezialisten und Spezialistinnen in der Kommission – ist zu sagen: Ja, es gibt einen Initialaufwand, man muss die IT auf den neuen Stand bringen und Verknüpfungen im Hintergrund machen. Es gibt zahlenmässig 1,7 Millionen mehr Dossiers. Aber die Steuerbehörde teilt das Argument mit dem Aufwand nicht. Es werde im Gegenzug auch einiges einfacher, namentlich wird die Koordination der Dossiers von Ehe- und Konkubinatspaaren wegfallen, was in der Vernehmlassung seitens der Kantone verlangt wurde. Die Besonderheiten bei Abzügen oder Tarifen fallen auch weg, weil wir ein reines Modell gewählt haben. Das reduziert den Prüfaufwand für die Steuerbehörde und lässt einen höheren Grad an Automation zu. Die Kommission empfiehlt Ihnen darum mit 13 zu 12 Stimmen, auf die Umsetzungsvorlage, den indirekten Gegenentwurf, einzutreten und diese anzunehmen sowie auch die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" zur Annahme zu empfehlen.

Molina Fabian (S, ZH): Frau Kommissionssprecherin, wir haben jetzt gehört, weshalb die Individualbesteuerung eine gute Sache ist, und zwar von einem Mitglied der SP-Fraktion und einem Mitglied der GLP-Fraktion. Es ist aber eine Initiative der FDP, und deshalb frage ich mich, warum die FDP-Fraktion ihre eigene Initiative im Rat nicht vertreten möchte. Finden Sie das nicht auch etwas eigenartig?

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Ich bin seit vielen Jahren Mitglied dieser Kommission und habe das Geschäft schon betreut, als wir das Geschäft 18.034, "Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (ausgewogene Paar- und Familienbesteuerung)", zurückgewiesen haben. Ich habe mich gerne bereit erklärt, hier die Aufgabe der Kommissionssprecherin zu übernehmen, aber selbstverständlich wird die FDP-Fraktion diese Initiative vertreten. Die Initiative wurde von den FDP-Frauen initiiert, sie wird von der FDP getragen; die FDP trägt diese Initiative, und die FDP-Fraktion wird das selber noch begründen. Sie werden das sehen.

Müller Leo (M-E, LU): Bei der Vorlage 1, "Bundesbeschluss über die Volksinitiative für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung", beantrage ich mit einer grösstmöglichen Minderheit in einer 25-köpfigen Kommission, dem Bundesrat zu folgen. Das heisst, meine Minderheit will Volk und Ständen die Ablehnung dieser Initiative empfehlen. Ich begründe das wie folgt:

1. Die Probleme sind dort zu lösen, wo sie bestehen. Die Heiratsstrafe ist in praktisch allen 26 Kantonen abgeschafft. Die Strafe besteht dort nicht mehr. Die Volksinitiative will aber, dass über alle drei Staatsebenen hinweg ein neues Steuersystem für Ehepaare eingeführt wird. Weshalb wollen Sie einen solch gigantischen Aufwand betreiben, um Probleme dort zu lösen, wo sie gar nicht mehr bestehen? Wie gesagt, es liegt am Bund, das Problem zu lösen. Man muss nur das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer anpassen, nicht aber die Steuergesetze aller Kantone.

2. Mit der Initiative soll zwar die Heiratsstrafe abgeschafft werden, gleichzeitig wird aber eine Strafe für Einverdiener-Ehepaare eingeführt. Über 600 000 Ehepaare in der Schweiz, bei denen nur ein Ehepartner berufstätig



ist, würden mit dem neuen Steuersystem bestraft. Das kann doch nicht sein. Das ist doch nicht ein Lösungsansatz, den wir wollen. So wollen wir nicht legiferieren.

3. Administrativ würde hier ein System geschaffen, das einen gigantischen Mehraufwand erzeugen würde. Insgesamt würden in der Schweiz rund 1,7 Millionen neue Steuerdossiers entstehen. Wollen Sie das wirklich? Wir alle klagen immer über unseren administrativen Aufwand, und hier wollen wir ein solches neues System schaffen. Es müsste nämlich jeder Ehepartner, jede Ehepartnerin eine eigene Steuererklärung einreichen. Und die Kantone, vor allem die Kantone, müssten diese bearbeiten; Kantone und Gemeinden müssten die Einschätzungen vornehmen. Es würden auch neue Möglichkeiten für Rechtswege geschaffen, das heisst für den Weiterzug an Einsprachebehörden, an Gerichte. Auch das wäre ein Resultat davon.

4. Es ist ja keinesfalls so, dass die einzelnen Steuerdossiers dann separat und unabhängig eingeschätzt werden könnten. Es müssten ja immer die Steuerdossiers beider Ehepartner beurteilt werden. Es müsste überprüft werden, ob nicht Abzüge zweimal deklariert werden oder eben auch nicht. Es müssten die Kindervermögen zugeteilt werden. Den Ehepartnern müssten die Einkommen aus den Kindervermögen zugeteilt werden. Deshalb braucht es eine koordinierte Einschätzung, und das ist ja keineswegs eine Erleichterung.

5. In der Schweizer Gesetzgebung haben wir beim Eherecht ein gemeinsames Ganzes. Die Ehe ist als persönliche, rechtliche und wirtschaftliche Einheit definiert. Vor wenigen Jahren haben wir die Ehe mit der Vorlage "Ehe für alle" gestärkt – und nun wollen wir die Individualbesteuerung.

6. Im Weiteren widerspricht das dem Ansinnen meiner Partei. Wir haben den Slogan "weniger ich und mehr wir", und die Individualbesteuerung läuft gerade in die entgegengesetzte Richtung, nämlich in Richtung von "mehr ich, weniger wir".

7. Das ganze System der Individualbesteuerung ist dann auch noch zu Ende zu denken. Viele Beiträge und Vergünstigungen werden an Steuerfaktoren angeknüpft, so zum Beispiel die Prämienverbilligungen, die Unterstützung für Kita-Kosten usw. Das müsste alles ebenfalls angepasst und neu aufgegleist werden.

Dass Sie mich richtig verstehen: Ich bin für die Abschaffung der Heiratsstrafe, und das können Sie auch dokumentiert nachlesen. Ich bin nämlich in einem Initiativkomitee, das die Heiratsstrafe abschaffen will. Aber wir wollen sie, wie gesagt, dort abschaffen, wo sie besteht, und daher ist die Initiative der Mitte-Partei die bessere Lösung. Die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" in der heute vorliegenden Form ist Volk und Ständen deshalb zur Ablehnung zu empfehlen.

Ich bitte Sie, meiner Minderheit zu folgen und die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Grossen Jürg (GL, BE): Die Grünliberale Fraktion unterstützt die Individualbesteuerung. Diese Individualbesteuerung ist eine zentrale Massnahme, um den Wohlstand unseres Landes zu sichern, mehr Fachkräfte zu erhalten und nicht zuletzt auch die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben zu stärken.

Die Heiratsstrafe hat ja zwei Bedeutungen: Zum einen betrifft sie die Tatsache, dass verheiratete Paare je nach Einkommensverhältnissen mehr oder eben auch weniger Steuern bezahlen; zum andern betrifft sie die Progressionsstrafe auf dem Zweiteinkommen, also die Tatsache, dass sich Erwerbsarbeit für Zweitverdienende kaum lohnt. Die Erwerbsanreize sind sehr schlecht. Das zu korrigieren ist der Auftrag, den wir hier haben.

Dieser Auftrag wurde bereits vierfach erteilt, nämlich mit der Rückweisung einer Bundesratsvorlage im Rahmen des Legislaturprogramms 2019–2023, mit der angenommenen Motion Markwalder und mit der Steuergerechtigkeits-Initiative. Auch unsere Fraktion hat vor über zehn Jahren eine parlamentarische Initiative eingereicht; es war dies das Geschäft 13.469, "Gleichstellung aller Lebensgemeinschaften", das unter anderem das Steuerrecht betraf. Leider fanden wir damals noch kein Gehör. Aber die vier identischen Aufträge fordern alle die Einführung der Individualbesteuerung, nicht die Abschaffung der Heiratsstrafe.

Die Heiratsstrafe, geschätzte Kolleginnen und Kollegen aus der Mitte- und der SP-Fraktion, fällt mit dieser Individualbesteuerung dann auch noch weg. Aber im Zentrum der Forderung steht die Reduktion schlechter Erwerbsanreize, die aufgrund einer gemeinsamen Progression entstehen. Das gehört ebenfalls korrigiert, und das erreichen Sie eben nicht mit einer gemeinsamen Veranlagung, also auch nicht mit einem Splitting-Modell, wie es den Gegnern vorschwebt. Darauf weisen Ökonomeninnen und Ökonomen im Ausland und im Inland seit Jahrzehnten hin. Sie machen darauf aufmerksam, dass der Schweizer Wohlstand nicht gottgegeben ist, sondern darauf beruht, dass sich eben arbeiten lohnt und dass zahlreiche Erwerbstätige auf dem Arbeitsmarkt tätig sind. Es geht auch darum, dass es sich für Zweitverdienerinnen und -verdiener mit Kindern – das betrifft meistens Frauen – lohnt,

AB 2024 N 1573 / BO 2024 N 1573

dass sie erwerbstätig sind. Die heutige Situation ist eigentlich zutiefst unschweizerisch und gehört dringend korrigiert.





Der Bundesrat schätzt die positiven Beschäftigungseffekte der Individualbesteuerung, sie soll ja auch auf Kantons- und Gemeindeebene eingeführt werden, auf rund 40 000 bis 50 000 zusätzliche Vollzeitbeschäftigte. Das sind rund 150 000 Personen, welche ihr Pensum um 30 Prozent erhöhen. Im Zuge des Fachkräftemangels und des Bedarfs an Arbeitskräften sind wir volkswirtschaftlich dringend auf diese Erwerbstätigen angewiesen. Wir sollten ihnen daher ermöglichen, dass sich die Vereinbarkeit von Beruf und Familie besser lohnt. Arbeit soll sich lohnen – das ist eine volkswirtschaftliche Notwendigkeit.

Heute sind schon rund hunderttausend Stellen unbesetzt, bald fehlen uns mehrere hunderttausend Arbeitskräfte. Diese Entwicklung verschärft sich deutlich, da eine Million Babyboomer in Pension gehen. Weil geburtschwache Jahrgänge nachrücken, fehlen in der Schweiz bis 2030 rund eine halbe Million Arbeitskräfte. In der Altenpflege, im Gesundheitswesen, beim Lehrpersonal, überall drohen Versorgungsengpässe, welche mit Migration alleine nicht lösbar sind. Und diese hat ja auch ihren Preis, nämlich in Form von politischen Spannungen und zusätzlichem Druck sowie Kosten auf dem Wohnungsmarkt und bei der Mobilität. Dies ist darum eine der günstigsten und nachhaltigsten Massnahmen, in das inländische Arbeitskräftepotenzial zu investieren.

In Anbetracht dessen, dass uns in den nächsten beiden Jahrzehnten mehrere hunderttausend Fachkräfte fehlen, ist dies eine Art "low-hanging fruit", die wir unbedingt rasch pflücken müssen. Und ja, das lösen wir natürlich nicht mit dieser Vorlage allein. Es braucht dazu z. B. auch noch Investitionen in die familienergänzende Kinderbetreuung. Aber diese Vorlage hilft bei diesen Herausforderungen ganz klar. Das sieht auch die Wirtschaft so. Economiesuisse, der Schweizerische Arbeitgeberverband und verschiedene Handelskammern unterstützen diese Vorlage und den Wechsel zur Individualbesteuerung. Wir Grünliberalen unterstützen sie ebenfalls mit Überzeugung, und auch die Volksinitiative unterstützen wir mit Überzeugung, weil es einfach notwendig ist, dass wir jetzt einen Schritt vorwärts machen.

In der Detailberatung werden wir einerseits die Modelle ablehnen, die anstelle einer Individualbesteuerung ein Splitting-Modell einführen wollen. Diese Modelle sind als Gegenvorschlag zur Initiative nicht geeignet, da sie in direktem Widerspruch zu dieser stehen: Weder wird die zivilstandsneutrale Besteuerung erfüllt, noch werden negative Beschäftigungsanreize bei Zweitverdienenden reduziert. Avenir Suisse z. B. zeigt in mehreren Beiträgen auf, dass ein Splitting-Modell die Erwerbsanreize für Frauen sogar noch reduziert. Das Resultat wäre, dass wir Mindereinnahmen bei den Steuern in Kauf nehmen müssten, um sicherzustellen, dass Ehepaare einen Steuerbonus erhalten, ohne dass wir damit eine Wirkung erzielen würden und ohne dass wir im Gegenzug eben auch mehr Beschäftigte im Arbeitsmarkt hätten. Die Individualbesteuerung ist die viel bessere Lösung. Sie schafft die Heiratsstrafe ebenfalls ab, hat aber zusätzlich zahlreiche weitere Vorteile und nicht gewichtige Nachteile wie das Splitting.

Und andererseits haben wir angesichts der angespannten Bundesfinanzen und der Rückmeldungen der Kantone und Städte, aber auch verschiedener Fraktionen, welche die Individualbesteuerung zwar befürworten, die Mindereinnahmen aber als zu hoch erachten, einen Kompromissvorschlag eingebracht, um die erwarteten Mindereinnahmen bei der Einführung auf 500 Millionen Franken zu beschränken. Die Individualbesteuerung wird dynamische positive Effekte auf die Beschäftigung und auch auf die Steuereinnahmen haben. Diese entstehen jedoch primär durch den Wechsel auf die individuelle Veranlagung und erfüllen sich auch, wenn die Mindereinnahmen geringer ausfallen. Wir werden Ihnen in der Detailberatung daher eine Variante beantragen, welche den Steuertarif während einer Übergangsphase von zehn Jahren so anpasst, dass die Einnahmefälle bei Einführung geringer ausfallen. Später werden die Ausfälle dann durch die dynamischen Effekte kompensiert, und dann kann man sukzessive zum Tarif wechseln, wie er vom Bundesrat vorgeschlagen wird. Ich komme zum Schluss: Die Grünliberalen werden auf den Umsetzungsentwurf eintreten und bitten Sie, dasselbe zu tun.

Widmer Céline (S, ZH): Die SP-Fraktion hat sich schon immer für die Individualbesteuerung ausgesprochen, und wir werden das auch heute in aller Deutlichkeit tun. Es ist schlicht nicht mehr zeitgemäss, dass nicht jede Person eine eigene Steuererklärung ausfüllt. Jede Person soll gleich behandelt werden, auch steuerlich, unabhängig vom Zivilstand und vom Geschlecht. Das ist ein fundamentales gleichstellungspolitisches Anliegen. Das heutige System, Sie haben es gehört, setzt klare Fehlanreize. Für Zweitverdienende lohnt es sich oft nicht, in den Arbeitsmarkt einzutreten oder das Pensum zu erhöhen. Wir müssen endlich die falschen Steueranreize, die Frauen vom Arbeitsmarkt fernhalten, aufheben. Das ist nicht nur ein Gebot der Gleichstellung, sondern das ist auch ein wirkungsvolles Instrument gegen den Arbeits- und Fachkräftemangel.

Die individuelle Besteuerung ist kein Angriff auf die Ehe, im Gegenteil. Mit ihr wird die finanzielle Unabhängigkeit der Eheleute gestärkt und ihre Vorsorge fürs Alter sowie für den Fall einer Scheidung verbessert. Das ist zentral, besonders für Frauen. Denn mit der neuen Rechtsprechung des Bundesgerichtes zum nachehelichen Unterhalt bekommt das Prinzip der Eigenverantwortung nach der Scheidung viel stärkeres Gewicht.



Es führt kein Weg daran vorbei, die Heiratsstrafe abzuschaffen. Wir wissen es alle, sie ist verfassungswidrig. Nun, es gibt zwei Varianten zur Abschaffung der Heiratsstrafe, eine progressive und eine konservative. Das progressive Modell ist dasjenige der Individualbesteuerung. Das konservative Modell ist das Splitting-Modell, wie es die ebenfalls zustande gekommene Volksinitiative der Mitte-Partei verlangt. Die Initiative der Mitte würde die Individualbesteuerung verhindern, sie würde unverheiratete Paare benachteiligen und sie würde zu massiv höheren Steuerausfällen als die Individualbesteuerung führen.

Wollen Sie wirklich diesen rückwärtsgewandten, teuren Weg einschlagen, der keine Beschäftigungseffekte hat und so vielen Familienmodellen nicht mehr gerecht wird? Nein, die Zeit ist reif für die Individualbesteuerung. Mit dem indirekten Gegenvorschlag haben wir einen konkreten Umsetzungsvorschlag auf dem Tisch. Damit hat der Bundesrat, Sie haben es gehört, den Auftrag unseres Rates erfüllt. Nach der Vernehmlassung hat er die Vorlage nochmals deutlich verbessert. Der indirekte Gegenvorschlag ist ein bestechend einfaches System. Das neue Modell ist für Steuerpflichtige und Steuerbehörden viel einfacher als das bisherige. Beispielsweise gibt es bei der Zuteilung von Kinderbelangen ganz klare, einfache Regeln.

In einem Punkt braucht der Gegenvorschlag allerdings eine Anpassung. Es ist überhaupt nicht zwingend, dass die Systemumstellung eine Milliarde Franken an Steuerausfällen generiert. Dass es Steuerausfälle gibt, wenn man die Heiratsstrafe abschafft, liegt in der Natur der Sache. Aber gerade in der aktuellen Lage, wo die bürgerliche Seite nicht müde wird, zu betonen, dass die Bundesfinanzen rabenschwarz sind, müssten wir hier eine bessere Lösung finden. Es kann nicht sein, dass überall gekürzt wird und gleichzeitig bei der Individualbesteuerung Milliardenausfälle in Kauf genommen werden. Das entbehrt jeglicher Logik. Damit die Individualbesteuerung vor dem Volk eine Chance hat, dürfen die Ausfälle nicht zu hoch sein.

Die SP-Fraktion ist kompromissbereit und überzeugt, dass die Individualbesteuerung machbar ist. Wir stehen am Anfang der Beratung. Wenn wir aber jetzt keinen Gegenvorschlag auf den Weg schicken, dann besteht eine sehr grosse Gefahr, dass das konservative Modell mit der Initiative der Mitte gewinnt. Damit drohen uns Steuerausfälle von viel mehr als einer Milliarde Franken. Dazu bietet die SP-Fraktion sicher nicht Hand. Wir wollen, dass die Individualbesteuerung endlich Realität wird.

AB 2024 N 1574 / BO 2024 N 1574

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie daher, auf den Gegenvorschlag einzutreten und ihn nicht zu gefährden.

Funciello Tamara (S, BE): Die finanzielle Unabhängigkeit von Frauen und Müttern in der Schweiz bleibt nach wie vor ein ungelöstes Problem. Frauen sind immer noch mit grossen Herausforderungen konfrontiert: ungleiche Löhne bei gleicher Arbeit, tiefere Löhne in frauenspezifischen Jobs und tiefere Erwerbsarbeitszeiten aufgrund der Sorgearbeit zuhause, namentlich aufgrund der Kinder- und Angehörigenbetreuung. Dies führt zu Effekten, die einer modernen, offenen und gleichgestellten Gesellschaft nicht würdig sind. Ein Drittel der Frauen sind von ihren Partnern finanziell unabhängig, der Gender Overall Earning Gap beträgt über 40 Prozent, und Altersarmut ist und bleibt weiblich. Der Gender Pension Gap beträgt in der Schweiz alarmierende 37 Prozent.

Dies allem gilt es entgegenzuwirken. Heute haben wir die Chance, einen Schritt in diese Richtung zu machen. Denn aufgrund des sogenannten Schwelleneffektes entscheiden Frauen gemeinsam mit ihren Partnern oft, nicht mehr zu arbeiten, da höhere Einkommen durch die Steuerprogression stärker besteuert werden. Daher fordert die SP seit Langem die Einführung der Individualbesteuerung. Es ist nicht mehr zeitgemäss, dass unser Steuersystem Frauen systematisch davon abhält, erwerbstätig zu sein. Genauso unzeitgemäss ist es, dass die Arbeit, die Frauen zuhause leisten, nicht rentenbildend ist. Durch die Summierung der Einkommen von Ehepaaren entsteht ein Fehlanreiz, der Zweitverdienende – vor allem Frauen – oft benachteiligt. Frauen, die in den Arbeitsmarkt einsteigen und ihr Arbeitspensum erhöhen möchten, sehen sich mit überproportionalen Steuerbelastungen konfrontiert. Der Schwelleneffekt betrifft zahlreiche Frauen in der Schweiz und verhindert ihre berufliche und finanzielle Entwicklung.

Es ist wichtig, zu betonen, dass die Individualbesteuerung von fast allen politischen Lagern unterstützt wird. Diese Reform ist keine ideologische Frage, sondern eine überparteilich anerkannte Notwendigkeit. Die Schweiz ist eines der letzten Länder in Europa, die noch keine Individualbesteuerung eingeführt haben. In den meisten europäischen Ländern ist es längst Standard, dass jede Person unabhängig von ihrem Zivilstand besteuert wird. Es ist höchste Zeit, dass wir diesen längst überfälligen Schritt auch hier in der Schweiz gehen. Gleichstellung ist kein Selbstläufer, sie braucht Investitionen. Und es ist richtig, dass wir für die Gleichstellung von Frauen Geld ausgeben. Denn nur Gleichstellung zu fordern, ohne finanzielle Mittel dafür bereitzustellen, wird uns nicht weiterbringen.

Die Einführung der Individualbesteuerung wird uns Geld kosten. Aber diese Investition ist notwendig, um Frau-



en die gleichen Chancen auf finanzielle Unabhängigkeit zu ermöglichen. Dabei darf es aber nicht nur bei der Individualbesteuerung bleiben. Um echte Gleichstellung zu erreichen, brauchen wir auch umfassende Investitionen in Bereichen wie dem Kita-Ausbau sowie eine Rentenreform, die die unbezahlte Care-Arbeit von Frauen berücksichtigt. Für die SP-Fraktion ist dabei klar, dass es kein Entweder-oder ist. Es kann nicht sein, dass wir bei der Kinderbetreuung sparen wollen, während wir gleichzeitig milliardenschwere Steuerausfälle in Kauf nehmen. Wir brauchen eine Lösung, die finanziell tragbar ist und gleichzeitig die Chancengleichheit auf dem Arbeitsmarkt fördert.

Wie bereits von meiner Kollegin Céline Widmer betont, unterstützt die SP-Fraktion den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates. Es ist ein Schritt in die richtige Richtung. Wir fordern aber, dass die Steuerausfälle minimiert werden, um eben Spielraum für andere wichtige Gleichstellungsthemen zu schaffen. Denn Gleichstellung braucht nicht nur Worte, sondern auch Mittel und Taten.

Lassen Sie uns die Gelegenheit nutzen, um das Steuersystem gerechter zu gestalten und Frauen die finanzielle Unabhängigkeit zu ermöglichen, die sie verdienen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Le groupe des Verts est en faveur d'une imposition des contribuables indépendante de leur état civil. Dès le début, nous avons fait partie des soutiens de l'imposition individuelle. Lorsqu'ils se passent la bague au doigt, la plupart des couples ne se doutent pas que leur charge fiscale augmentera sans que le revenu de leur ménage ait d'ailleurs changé. L'imposition actuelle n'encourage pas le contribuable au plus petit salaire, encore souvent la femme, à travailler davantage, car l'effet incitatif financier est amoindri par la progression de l'impôt du ménage. La question de la garde des enfants est aussi un facteur déterminant dans la carrière des deux conjoints. Dans certaines situations, travailler davantage n'est, finalement, pas rentable.

Ainsi, le système actuel d'imposition cimente un modèle traditionnel de répartition des tâches dans le couple et est défavorable à l'égalité des chances. Les femmes gagnent 43 pour cent de moins que les hommes au cours de leur vie professionnelle et bénéficient d'une prévoyance plus faible. Beaucoup d'entre elles sont financièrement dépendantes de leurs conjoints. Si la femme mariée renonce à faire carrière pour des raisons économiques, elle est donc doublement pénalisée: pour son développement personnel et pour la sécurité de sa retraite. Sur ce point, d'ailleurs, plus la dépendance économique entre conjoints est forte, moins on peut choisir librement de rester ensemble jusqu'au bout de la vie.

La Suisse dispose de femmes et d'hommes bien formés. Depuis quelques années, le nombre de diplômes tertiaires obtenus par les femmes dépasse même celui des hommes. Pourtant, la participation des femmes au marché du travail est proportionnellement beaucoup plus faible. Ainsi, des talents et des compétences pour lesquels nous avons investi, en tant qu'économie nationale, restent inexploités. Si c'est pour des raisons fiscales que l'on renonce à investir davantage d'énergie dans le travail rémunéré, c'est l'économie entière qui se prive de talents et de forces vives, dont elle a pourtant bien besoin. Selon un rapport du Gottlieb-Duttweiler-Institut de 2023, il pourrait manquer jusqu'à 800 000 spécialistes d'ici à 2030 sans immigration ou jusqu'à 400 000 en cas d'immigration modérée. Cette estimation devrait encourager particulièrement le groupe UDC à voter en faveur d'une telle réforme: la pénurie de main-d'oeuvre est un problème connu et un souci pour l'économie suisse.

Je préside la délégation parlementaire pour l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique. L'imposition individuelle a été un objet dans nos échanges bilatéraux passés. Dans son rapport d'étude économique 2024 sur la Suisse, l'organisation internationale écrit ainsi: "Une réforme de la fiscalité visant à améliorer les incitations au travail pour les seconds apporteurs de revenu est une autre piste dans l'optique de stimuler le taux d'activité des femmes à temps plein". Même si ce n'est clairement pas le seul facteur favorisant le travail des deux conjoints, imposer les revenus individuellement représente aussi une évolution sociétale logique pour le groupe des Verts.

Il y a plusieurs raisons pour soutenir l'initiative – on l'a entendu –, ainsi que pour entrer en matière sur le contre-projet du Conseil fédéral: des raisons économiques, d'égalité, de sécurité et de prévoyance pour les femmes ou, encore, de non-pénalité financière du mariage, que plusieurs d'entre nous peuvent d'ailleurs constater personnellement depuis des années.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une réforme qui se fait d'un claquement de doigts. Les cantons devront adapter leur système et sont donc majoritairement opposés à ce changement. Même si tout changement coûte d'abord du temps et nécessite des efforts, il permettra ensuite d'en gagner, rien que lors d'un divorce ou d'un veuvage. Il s'agit maintenant, pour le Parlement, d'entrer en matière sur le contre-projet et de travailler pour que les pertes fiscales soient les plus basses possibles – j'aurai l'occasion d'y revenir au moment de la discussion par article.



Tout changement de paradigme demande un changement de mentalité et d'habitudes. Il s'agit ici, pour le Parlement, de se montrer en accord avec le XXI^e siècle et de construire une réforme de compromis autour de l'imposition individuelle.

Au nom du groupe des Verts, je vous encourage à accepter l'initiative et le contre-projet indirect du Conseil fédéral.

AB 2024 N 1575 / BO 2024 N 1575

Ryser Franziska (G, SG): Es ist Zeit für ein Steuersystem, das alle Bürgerinnen und Bürger gleich behandelt, unabhängig von ihrem Zivilstand, unabhängig von ihrem partnerschaftlichen Lebensmodell und unabhängig vom Einkommen der Partnerin, des Partners. Es ist Zeit, dass wir die Gleichstellung auch im Steuersystem endlich umsetzen. Wir haben heute die Chance, diesen Schritt zu tun.

Die heutige Besteuerung sieht Ehepaare und nur Ehepaare als Wirtschaftsgemeinschaft, in der Wohnungsmiete, Haushaltsgeld und Kinderauslagen gemeinsam bezahlt und jegliches Einkommen gemeinsam versteuert wird. Andere Lebens- und Familienmodelle, insbesondere das von unverheirateten Paaren mit Kindern, werden hingegen nicht als Wirtschaftsgemeinschaft gesehen und zahlen bei gleicher Einkommenssituation heute je nach Kanton mehr oder eben weniger Steuern. Das ist nicht fair und entspricht nicht der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Ein zivilstandsneutrales Modell hebt diese Ungerechtigkeit auf, Heiratsstrafe und Heiratsbonus werden ein für alle Mal abgeschafft.

Damit hebt die Individualbesteuerung auch die heute bestehenden negativen Erwerbsanreize für Frauen und Zweitverdienende auf. Denn wer in einer Ehe lebt und nicht für den Haupterwerb zuständig ist, aber mit einem kleineren Einkommen die Familie finanziell mitträgt, bezahlt heute durch die höhere Progression überdurchschnittlich hohe Steuern auf dem eigenen Lohn – so viel, dass sich eine Erhöhung des Arbeitspensums oft nicht lohnt. Doch genau das sollte der Fall sein. All die gut ausgebildeten Frauen und Männer, die heute neben Familienverpflichtungen gerne noch arbeiten wollen, sollen steuerlich nicht benachteiligt werden.

Das heutige Steuersystem hemmt die Erwerbsbeteiligung und schadet somit dem Arbeitsmarkt und der Wirtschaft. Die Individualbesteuerung ist, neben Kinderkrippen und Elternzeit, eines der Instrumente, die notwendig sind, um die Fachkräfte in der Schweiz zu aktivieren und das inländische Arbeitskräftepotenzial zu nutzen. Die stärkere Erwerbsbeteiligung stärkt auch die finanzielle Unabhängigkeit dieser Personen – mehrheitlich sind es Frauen – und führt zu einer besseren Rente und zu mehr Gleichstellung im Alter.

Natürlich ist der Systemwechsel mit einem initialen Aufwand verbunden: Die Gesetze müssen angepasst, IT-Anwendungen programmiert und eingespielte Prozesse neu definiert werden – bei den Steuerbehörden wie auch am einen oder anderen Stubentisch zuhause. Doch neue Prozesse bieten immer auch die Chance für Optimierungen. Mit einer angemessenen Übergangsfrist steht einer sorgfältigen Umsetzung nichts im Wege. Der Wechsel zur Individualbesteuerung ist richtig. Mit dem Gegenvorschlag haben wir eine konkrete Umsetzung auf dem Tisch, und dessen Bewertung fällt sehr positiv aus. Einzig die Tarifgestaltung, welche die Steuersätze pro Einkommen definiert, genügt noch nicht. Die Kosten für den Bundeshaushalt sind zu hoch. Hier muss korrigiert werden.

Die Fraktion der Grünen unterstützt die Initiative und den indirekten Gegenvorschlag. Wir bieten Hand für ein faires und bezahlbares Steuersystem.

Walti Beat (RL, ZH): Ich bedauere natürlich ausserordentlich, dass es jetzt länger gedauert hat und dass Herr Molina warten musste, bis ich mich hier für die FDP-Fraktion für dieses Geschäft ins Zeug legen darf. Ich mache es deshalb aber nicht mit weniger Motivation.

Lassen Sie mich etwas zurückblenden. 1995 hob der letzte Kanton in der Schweiz das Konkubinatsverbot auf. Es war der Kanton Wallis, und dort war das bis zu diesem Zeitpunkt ein Offizialdelikt, das verfolgt wurde. Seit 2021, wie Sie sich erinnern, steht das Institut der Ehe nun allen Menschen in der Schweiz offen. Die "Ehe für alle" wurde in der Volksabstimmung mit 65 Prozent der Stimmen angenommen. Man dürfte also meinen, es bestehe ein breiter gesellschaftlicher Konsens für eine liberale Gesellschaftsordnung in unserem Land. Das gilt sicher auch für viele Lebensbereiche. Interessanterweise schaut heute lediglich noch der Fiskus unseren Lebensgemeinschaften unter die Decke und knüpft an den Zivilstand unterschiedliche materielle steuerliche Folgen. Fast ein bisschen eine Ironie der Geschichte ist es, dass diese Folgen für die Konkubinatspaare in der Regel positiv sind und die Ehepaare benachteiligen. Sie können sich dazu Ihre eigenen Gedanken machen.

Fest steht auch, was meine Vorrednerinnen und Vorredner bereits gesagt haben, dass diese Heiratsstrafe wirklich abgeschafft gehört. Und das ist ja das Hauptziel dieses Geschäfts. Sowohl der indirekte Gegenvorschlag wie auch die Volksinitiative wollen diesem Missstand zu Leibe rücken. Das ist gut und richtig so, und zwar aus zwei grundsätzlichen Überlegungen, nämlich einer gesellschaftspolitischen und einer volkswirtschaftlichen.



Gesellschaftspolitisch ist die Vorlage deshalb wichtig, weil es unter dem Aspekt der Steuergerechtigkeit keinen Grund gibt, nicht alle Menschen als Individuen gemäss ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit zu beurteilen und zu besteuern. Gesellschaftspolitisch ist sie auch deshalb wichtig, weil wir, wie wir gehört haben, das bestehende System der Aufrechnung von Einkommen in ehelichen Gemeinschaften die Erwerbsanreize für Zweitverdienende, typischerweise oder sehr häufig eben die Frauen, mindern, um nicht zu sagen eliminieren. Das hat verschiedene gesellschaftspolitische und vorsorgerechtliche Konsequenzen und ist für unsere Gesellschaft nicht gut. Dieses Geschäft vertritt also auch ein eminent gleichstellungspolitisches Anliegen.

Volkswirtschaftlich ist diese Vorlage wichtig, weil wir es uns nicht leisten können, das vorhandene Arbeitspotenzial an Fachkräften oder auch nur Arbeitskräften in der Schweiz nicht maximal auszuschöpfen. Schon heute besteht ein Mangel an Arbeitskräften, und das wird sich noch akzentuieren. Die Umstellung, die wir hier diskutieren, hat gemäss Prognosen ein Potenzial von 40 000 bis 60 000 Vollzeitstellen. Das löst nicht alle Probleme, aber bewirkt auch nicht nichts und muss deshalb unbedingt realisiert werden. Die Demografie zwingt uns dazu, diesen Schritt zu machen. Und alle, die jeweils über die hohe Zuwanderung klagen, sollten sich das dick und prägnant hinter die Ohren schreiben, und sie sollten mit Begeisterung bei diesem Projekt mitmachen. Schliesslich geht es auch allgemein um Produktivitätsgewinne in der Volkswirtschaft. Mehr Arbeit bedeutet mehr Steuersubstrat, mehr Möglichkeiten für einen guten Service public, und das gibt dem Staat mehr Handlungsmöglichkeiten und verbessert den Wohlstand für diejenigen, die das Arbeitseinkommen erzielen. Das ist doch eine gute Sache.

Nun, wie soll das alles erreicht werden? Sie haben es schon im Detail und mehrfach gehört, ich will es nur kurz zusammenfassen. Kernelement ist die einzelne Veranlagung aller natürlichen Personen, unabhängig davon, ob verheiratet, im Konkubinat lebend oder selbstverständlich auch alleinstehend. Da ändert sich nichts. Grundsätzlich wird mit dieser Änderung auch die Progression verschärft, nicht im Sinne der Anhebung der maximalen Abschöpfung, sondern indem eine Beschleunigung im Tarif stattfindet. Man erreicht also die maximalen Grenzsteuersätze schneller. Das darf man nicht vergessen, wenn man dem Wehklagen der linken Seite, dass die Progression ungenügend sei, zuhören muss. Diese wird bereits mit der bundesrätlichen Vorlage spürbar verschärft, und daran darf erinnert werden.

Ebenfalls ein wichtiges Element ist die Erhöhung des Kinderabzugs von 6700 Franken auf 12 000 Franken, was vor allem wegen der Aufteilung des Kinderabzugs auf die beiden individuell veranlagten Einkommen eine wichtige Massnahme ist.

In der Summe, über alle Steuerpflichtigen hinweg gesehen, werden wir in der Schweiz deutlich mehr entlastete Personen – die also von dieser Vorlage gemäss bundesrätlichem Entwurf profitieren – als Personen haben, die mehr bezahlen müssen. Aber natürlich gibt es auch hier, je nach Lebenskonstellation, die einen oder anderen, die mit einer etwas höheren Steuerrechnung rechnen müssen. Aber insgesamt sind diese Folgen sehr moderat.

Man kann zusammengefasst sagen, dass prozentual wahrscheinlich jene mit tiefen und mittleren Einkommen wegen verschiedener tariflicher Entlastungsmassnahmen mehr profitieren. In absoluten Zahlen hingegen, also in Franken und Rappen, profitieren eher jene mit höherem Einkommen stärker. Das hat allerdings sachlogisch, wie ich das immer

AB 2024 N 1576 / BO 2024 N 1576

wieder gerne feststelle, mit dem Wesen der Progression zu tun. Entlastet werden kann nur, wer auch belastet ist. Gerade die Bundessteuer ist eine ausserordentlich progressiv ausgestaltete Steuer, und deshalb schenkt das hier mehr ein.

Die Kritik, die hier aufgefahren wurde, geht meiner Meinung nach daneben, wonach insbesondere die Bürokratie und der verwaltungstechnische Aufwand im Zusammenhang mit dieser Umstellung des Systems auf die Individualbesteuerung zu gross seien. Es muss kein einziger neuer Steuerfaktor aufgegriffen werden, der nicht bereits heute irgendwo in eine Steuererklärung einfliesst. Es geht also um die genau gleiche Datenmenge. Sie ist einfach anders verteilt, nämlich auf mehr Eingaben. Es ist auch nicht wahr, dass im Zusammenhang mit der Zuordnung der Steuerfaktoren irgendetwas neu erfunden werden müsste. Genau die gleiche Situation, wie wir sie bei Individualbesteuerten sehen würden, besteht nämlich bereits heute bei Konkubinatspaaren. Es ist also eins zu eins praxiserprobt, und Sie müssen sich überhaupt keine Sorgen machen, dass das nicht gutgehen würde. Hingegen gibt es eine administrative Entlastung, weil es bei Veränderungen des Zivilstandes, also Scheidung oder Tod, keine Umstellungen mehr geben wird. Heute fällt hier ein erheblicher Aufwand an. Das wird in Zukunft nicht mehr der Fall sein. In der Summe ist das alles besser und einfacher. Also Sie können mit Blick auf den Bürokratieaspekt dieser Vorlage sehr entspannt zustimmen und auch die Volksinitiative zur Annahme empfehlen.



Ich will zusammenfassen: Die Vorlage ist finanzpolitisch ausgewogen und in ihren Konsequenzen vertretbar; ich werde gerne bei den Minderheitsanträgen noch etwas auf diese Tariffragen eingehen. Sie ist gesellschaftspolitisch richtig und wichtig. Die Individualbesteuerung ist die einzige Methode zur Beseitigung der Heiratsstrafe, die nicht neue Ungerechtigkeiten und Probleme wie beispielsweise ein Splitting-Modell schafft. Deshalb unterstützen wir auch hier klar die Individualbesteuerung und nicht ein Splitting-Modell. Sie schafft mehr Steuergerechtigkeit für die betroffenen Männer und Frauen im Land, und sie fördert die Chancengleichheit und Gleichstellung, insbesondere der Zweitverdienenden. Häufig sind das die Frauen.

Ich bitte Sie deshalb aus Überzeugung, auf diesen indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates einzutreten und auch die Volksinitiative zu unterstützen.

Pamini Paolo (V, TI): Wir von der SVP-Fraktion lehnen sowohl die Volksinitiative als auch den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates ab, das aus den Gründen, die ich Ihnen in den nächsten Minuten darstellen möchte. Grundsätzlich sind es zwei Gründe: Der indirekte Gegenvorschlag ist ineffizient und ungerecht.

Fangen wir zuerst mit der Effizienzfrage an: Der grösste Witz dieser Legislatur sind gerade die Beschäftigungseffekte, die meine Vorredner mehrmals erwähnt haben. Schauen wir uns diese Beschäftigungseffekte an, der Bundesrat hat ihre Wirkung in der Botschaft abgeschätzt. Nun, man muss die ganzen rund hundert Seiten der Botschaft durchblättern, bevor man an der richtigen Stelle landet, ganz am Ende, auf Seite 98 von 103. Der Bundesrat sagt es, und man sollte das Argument doch anerkennen, da haben die FDP-Frauen und das Initiativkomitee recht: Mit der Individualbesteuerung schafft man Anreize, dass die Nebenverdiener mehr arbeiten. Man reduziert ja die Grenzbesteuerung.

Aber wie gross sind diese Effekte? Der Bundesrat sagt: Hochgerechnet gibt es etwa 10 000 bis 44 000 Vollzeitäquivalente mehr. Ja, das ist nichts, das ist ein Witz. Jährlich, jedes Jahr, kommen 80 000 Einwanderer in die Schweiz – jährlich! Und hier geht es um einen einmaligen Effekt von, wenn man grosszügig schätzt, 44 000 Vollzeitäquivalenten. Spinnen wir diesen Gedanken weiter: Nehmen wir den Extremfall an, es ginge um Frauen, die nur einen Tag mehr, also 20 Prozent, arbeiten würden pro Woche. Das würde heissen, dass diese 44 000 Vollzeitäquivalente etwa 220 000 Frauen entsprechen würden. Ist das viel? Ist das wenig?

Ja, gehen wir von einer Schweiz mit neun Millionen Einwohnern aus, die Hälfte davon, ein bisschen mehr, sind Frauen. Etwa 60 Prozent davon sind erwerbsfähig, das sind 2,7 Millionen Frauen. 220 000 bezogen auf 2,7 Millionen Frauen entspricht – und wir befinden uns im grosszügigen Szenario – 8 Prozent. 8 Prozent der Frauen würden gemäss dieser Überlegung mehr arbeiten. Das ist nichts, das ist der grösste Witz der Legislatur. Ehrlich gesagt, das sind die Zahlen. Und wenn wir das tiefe Szenario des Bundesrates nehmen, also 10 000 Vollzeitäquivalente, dann hätten wir etwa 2 Prozent der erwerbsfähigen Frauen, die motiviert werden, mehr zu arbeiten. Das zum Nutzen der Vorlage.

Was gibt es zu den Kosten zu sagen? Der Bundesrat hat nie, auch nicht während der Kommissionsarbeiten, über die Implementationskosten der Kantone gesprochen. Man findet keine Schätzung dazu. Jetzt, Gott sei Dank, hat mein Kanton Tessin hochgerechnet, wie viele neue Steuerkommissäre nötig wären, um die schätzungsweise 85 000 neuen Veranlagungen zu bearbeiten. Im Tessin – das sind kantonale Angaben – wären zwischen 50 und 80 neue Beamte notwendig. Das würde heissen, dass ein Beamter im optimalen Fall etwa 1700 Veranlagungen pro Jahr bearbeiten kann, im schlimmsten Fall etwa 1060. Das wären – hochgerechnet auf die 1,7 Millionen neuen Veranlagungen, die der Bundesrat uns vorrechnet – schweizweit ungefähr zwischen 1000 und 1600 neue Beamte. Vielleicht ist das, dass wir viele neue Steuerkommissäre anstellen müssen, ja der Beschäftigungseffekt, den viele im Kopf haben.

Wie teuer sind 1000 oder bis zu 1600 Steuerkommissäre? Im Tessin – mit vielleicht etwa 100 000 Franken pro Kopf, inklusive Sozialabgaben – wäre man bei Kosten zwischen 100 Millionen bis 160 Millionen Franken pro Jahr. Aber im Kanton Zürich – mit etwa 150 000 pro Kopf, inklusive Sozialabgaben – könnten wir Kosten von bis zu 240 Millionen Franken erreichen. Das geht voll auf Kosten der Kantone.

Auf der einen Seite motivieren Sie im schlimmsten Fall etwa 2 Prozent der erwerbsfähigen Frauen, im optimalen Fall 8 Prozent von ihnen, auf der anderen Seite sollen die Kantone Mehrkosten von 100 bis 240 Millionen Franken tragen. So viel zur Effizienz.

Ganz zu schweigen natürlich von der ganzen Problematik mit dem Güterstand usw.; in der Kommission wurde diese Frage mehrmals gestellt. Die Antwort war, die Praxis wäre genau dieselbe wie bei faktisch getrennten Paaren. Das heisst, das hätte keinen direkten Effekt auf das Güterrecht. Man zwingt die Leute nicht in die Scheidung, das muss man natürlich anerkennen, aber man würde steuerlich eine faktische Trennung vollziehen. So viel zum Thema Ineffizienz.

Warum ist die Vorlage unseres Erachtens ungerecht? Jetzt wird es technisch, aber das ist notwendig. Die schweizerische Gesetzgebung, das schweizerische Steuersystem geht davon aus, dass die Familie – heutz-



tage der Haushalt, aufgrund der Ausdehnung des Ehebegriffs zählen auch gleichgeschlechtliche Paare dazu – als Steuersubjekt einzustufen ist. Weshalb? Weil es sich aus zivilrechtlicher Sicht um eine Gemeinschaft handelt. Natürlich ist das Bild der traditionellen Familie unserer Fraktion und deren Wählerbasis näher. In dieser Diskussion geht es aber nicht nur darum, das traditionelle Familienmodell zu stärken – homosexuelle Paare sind von der Individualbesteuerung genauso benachteiligt wie traditionelle Familien.

Ein Ehepaar respektive ein gemeinsamer Haushalt gilt als zivilrechtliche, als ökonomische und bisher auch als steuerliche Gemeinschaft. Für uns "Techniker" – ich bin Steuerexperte – sollte das Steuerrecht bekanntlich wertfrei sein. Wertfrei bedeutet, dass das Steuerrecht keine besonderen Verhaltensweisen induziert, sondern die Verhaltensweisen neutral, eben wertfrei, behandelt. Es sollte also keine Rolle spielen, ob der eine Partner – sprechen wir allgemein von Partnern – 150 000 Franken verdient und der andere nichts, ob die Einkommensverteilung im Verhältnis von einem Drittel zu zwei Dritteln oder einem Viertel zu drei Vierteln ist oder ob beide Partner je die Hälfte an das Haushaltseinkommen beitragen. Das steuerliche Ergebnis sollte dasselbe sein. Das ist der Sinn der Familien- respektive Haushaltsbesteuerung.

Die Individualbesteuerung ist hingegen nicht wertfrei und somit das Gegenteil von dem, was die Vorredner gesagt haben. Die Individualbesteuerung – das ist ein erklärtes Ziel des

AB 2024 N 1577 / BO 2024 N 1577

Initiativkomitees – erhöht den Anreiz für Zweitverdienende, das Arbeitspensum in etwa fifty-fifty aufzuteilen, denn genau dort ist der "sweet spot", wo Ehepaare ihre künftige Steuerbelastung optimieren. Benachteiligt sind – guess who? – Familien mit traditioneller Arbeitsaufteilung, aber auch homosexuelle Paare, bei denen nur eine Person arbeitet; die Individualbesteuerung ist ein Frontalangriff darauf.

Ich muss auch den Bundesrat etwas rügen. Seine Idee, durch den indirekten Gegenvorschlag und eine Gesetzesänderung zu bewirken, dass die Initiative womöglich zurückgezogen wird, ist piffig, sorgt aber für eine instabile Lage. Ergreifen wir gegen das Bundesgesetz über die Individualbesteuerung das Referendum – was wir natürlich tun würden –, hätte dies eine Volksabstimmung mit einfachem Volksmehr zur Folge. Mit der Individualbesteuerung und dem indirekten Gegenvorschlag wird aber in Kauf genommen, dass 26 Kantone mit einer Volksabstimmung ohne Ständemehr gezwungen werden, ihre kantonalen Steuersysteme massiv anzupassen. Gerade deswegen ist die Finanzdirektorenkonferenz – das hat hier bisher niemand gesagt – vehement gegen die Vorlage. Dieses Vorgehen ist mit Blick auf den Schweizer Föderalismus äusserst gewagt; ich muss den Bundesrat als Ganzes rügen.

Gegen Ende der Botschaft sind Fragen zur Verfassungsmässigkeit aufgelistet. Diese Fragen wurden auch gestellt – es fehlt die endgültige Antwort. Das Bundesgericht stuft die Individualbesteuerung für Einverdiener-Ehepaare ebenfalls als problematisch ein.

Zum Fazit: Die SVP-Fraktion – die Einzelredner werden die Argumente noch weiter ausführen – stuft den indirekten Gegenvorschlag als ineffizient und ungerecht ein. Deshalb lade ich Sie ein, sowohl die Initiative als auch den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates abzulehnen.

Zybach Ursula (S, BE): Sehr geehrter Herr Nationalrat Pamini, Sie haben gesagt, es gehe auch um Gerechtigkeit. Als ich frisch verheiratet war, habe ich beim Steueramt angerufen und gesagt, dass ich gerne die Angaben zum steuerbaren Einkommen anpassen möchte. Das war damals, als man noch nicht einfach direkt online einzahlen konnte, sondern einen vorgedruckten Einzahlungsschein brauchte. Die Dame auf der anderen Seite hat sich ganz höflich mit mir ausgetauscht und mir gesagt, ich hätte keine Steuernummer, ich würde für sie nicht existieren und das solle gefälligst mein Mann machen. Finden Sie das gerecht?

Pamini Paolo (V, TI): Sie hätten vor der Heirat arbeiten können. Dann hätten Sie eine Steuernummer erhalten.

Zybach Ursula (S, BE): Ich hatte vor der Heirat eine Steuernummer, aber seitdem habe ich keine mehr.

Pamini Paolo (V, TI): Ja, weil Sie als Gemeinschaft gelten. Ich würde das feiern. Das ist etwas Gutes, oder?

Präsident (Page Pierre-André, deuxième vice-président): Nous ne sommes pas dans un dialogue, je vous prie de poser une seule question.

Pamini Paolo (V, TI): Sie können die Frage auch auf Italienisch stellen, wenn Sie möchten.

Funciello Tamara (S, BE): Geschätzter Kollege, Sie haben gesagt, 250 000 betroffene Frauen seien ein Witz. Meine Frage ist: Sie sind ein Vertreter der "Partei der Freiheit". 15 Prozent der Mütter geben an, dass sie unfreiwillig weniger arbeiten, als sie eigentlich möchten. Einer der Gründe dafür ist die fehlende Individualbe-



steuerung und der Schwelleneffekt. Ab wann ist es denn kein Witz mehr? Ab wann ist das wirklich relevant für Sie?

Pamini Paolo (V, TI): Ich danke Ihnen, Frau Kollegin Nationalrätin. Nein, wir sind die Partei der Vernunft, und der Punkt ist, der Witz ist – das sind natürlich nicht die Frauen –, der Witz ist, dass man für 220 000 mehr Frauen 240 Millionen Franken mehr Ausgaben und 200 Millionen Franken Mindereinnahmen hat. Dies ist im optimalen Fall so, im schlimmsten Fall haben wir gemäss bundesrätlichen Schätzungen etwa 50 000 Frauen, die ihr Arbeitspensum erhöhen. Das ist der Witz.

Widmer Céline (S, ZH): Geschätzter Herr Kollege, ich weiss, dass Sie perfekt dreisprachig sind, ich bin aber nicht sicher, ob Sie vorhin den Kommissionssprechern zugehört haben. Sie haben dem Bundesrat eine Rüge erteilt. Aber die Kommissionssprecher haben gesagt, dass der Bundesrat mit dem indirekten Gegenvorschlag einen Auftrag des Parlamentes erfüllt hat. Finden Sie den Auftrag der Mehrheit des Parlamentes, die vom Bundesrat verlangt hat, einen solchen Gesetzentwurf für die Individualbesteuerung zu machen, nicht gerechtfertigt?

Pamini Paolo (V, TI): Danke für die Frage, Frau Kollegin. Meine Rüge betrifft die Wichtigkeit dieser Vorlage. Die 26 Kantone sind massiv dagegen. Die Finanzdirektorenkonferenz, ich wiederhole es, ist dagegen. Bei einer solchen Vorlage hätte man mit dem Gegenvorschlag eigentlich die Bundesverfassung ändern sollen. Dann hätte eine Volksabstimmung stattgefunden, die das Ständemehr verlangt hätte.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Es wird Sie nicht überraschen: Die Mitte-Fraktion lehnt die Steuergerechtigkeits-Initiative ab und ist für Nichteintreten beim Gegenvorschlag. Nichtsdestotrotz will ich Ihnen aber die Gründe nennen.

Für die Mitte-Fraktion ist die Abschaffung der Heiratsstrafe ein zentrales Element. Genau das will sie mit der Änderung des Steuergesetzes erreichen. Sie will vor allem verhindern, dass dabei neue Ungerechtigkeiten für Verheiratete eingeführt werden. Hört man den Befürworterinnen und Befürwortern zu, muss man einfach feststellen, dass dieser Gegenvorschlag alles offenlässt. Niemand weiss, wohin er führt. Wird dieser nun steuerneutral gestaltet, wie die linke Seite sagt, dann werden gewisse Personen innerhalb der heutigen Ehepaar-Kategorien, die man geschaffen hat, mit massiv höheren Steuern belastet. Wird er, wie es die FDP will, Steuerausfälle generieren, dann wird man zumindest schauen müssen, wie die Verteilung innerhalb der Kategorie der Ehepaare neu gestaltet sein wird. Auch dann wird es so sein, dass es Ehepaare gibt, die gegenüber der heutigen Version mehr Steuern bezahlen. Damit wird die Heiratsstrafe nicht abgeschafft, sondern einfach verlagert. Das ist nicht das Ziel. So wird heute Abend, am Ende dieser Debatte, bezüglich des Gegenvorschlags weiterhin die entscheidende Frage sein: In welche Richtung soll dieser gehen?

Initiative und Gegenvorschlag haben eines gemeinsam. Die Initiative der FDP-Frauen ist und bleibt – das können Sie drehen, wie Sie wollen – ein Bürokratiemonster. 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen: Allein der Kanton Zürich sagt, er benötige dafür 150 neue Stellen. Aber der Kanton Zürich behandelt nicht alle Steuererklärungen. Das heisst, für jeden anderen Kanton gilt das Gleiche. Auch der Hinweis, dass in Zukunft mit einer Technologisierung und Digitalisierung allenfalls weniger Stellen benötigt werden, überzeugt nicht ausreichend. Es bleibt eine Mehrbelastung, es werden 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen anfallen. Das ist und bleibt ein Fakt.

Aber viel schlimmer ist, dass sämtliche Kantone, die die Heiratsstrafe bereits abgeschafft haben und die ein Patentrezept hierfür gefunden haben, nun noch einmal an die Arbeit gehen müssen und das Konzept, das wir ihnen hier mit diesem Entscheid aufzwingen, umsetzen müssen. Dabei haben die Kantone bereits gute Regeln getroffen, wie die Heiratsstrafe abgeschafft werden kann. Wir greifen direkt in die Hoheit der Kantone ein und machen uns doppelte Arbeit. Oder anders ausgedrückt: Haben sich die Kantone vergebens bemüht? Ja, vergebens, wenn wir das heute so entscheiden. Dies nur zur Information.

Es gibt bessere Lösungen, und das ist eben nicht das Vollsplitting, bei welchem man der Mitte immer unterstellt, dieses zu unterstützen. Ich stelle fest, dass die Befürworterinnen und Befürworter der Steuergerechtigkeits-Initiative die Volksinitiative der Mitte eben nicht gelesen haben. Dort ist nicht von Vollsplitting die Rede. Wir schlagen ein alternatives

AB 2024 N 1578 / BO 2024 N 1578

Steuerberechnungsmodell vor, das übrigens keine Novität ist, sondern bereits einmal im Detail diskutiert worden ist – und das ist eben kein Vollsplitting. Vielmehr werden bei dieser Variante zwei Berechnungen von einem Programm elektronisch durchgeführt, wobei schlussendlich der tiefere Steuerbetrag in Rechnung gestellt wird.



Gerade die Kolleginnen und Kollegen von der FDP-Liberalen Fraktion müssten eigentlich von diesem Modell begeistert sein. Hier würde es sich effektiv einmal um eine Steuererleichterung handeln, ohne dass man, wie ich es bereits gesagt habe, neue Diskriminierungen einführt.

Die neuen Diskriminierungen – der Vorwurf ist klar: Céline Widmer hat gesagt, das sei die konservative Sicht – betreffen das traditionelle Familienmodell. Das darf es nicht sein. Mit diesem System würden nämlich zukünftig mehrheitlich die Einverdienerfamilien deutlich belastet. Das wäre zum Ersten nicht gerecht, und das wäre zum Zweiten nicht liberal, und zum Dritten kann es ja verschiedene Gründe geben, warum bei einer Familie nur eine Person ein Einkommen erzielt. Vielleicht bestehen keine Jobmöglichkeiten für den zweiten Ehepartner, vielleicht hat man eine Weiterbildung im Sinn, vielleicht hat man einfach eine andere Konzeption vom Leben. Das Steuerrecht ist nicht dafür da, den Leuten einen Lebensmodus aufzuzwingen. Wir setzen uns jedenfalls dafür ein, dass man frei wählen kann, wie man zusammenleben will.

Und dann habe ich oft das Argument der Arbeitsmarktsituation gehört. Herr Grossen von der GLP sagt, man müsse einen Erwerbsanreiz schaffen. Ich behaupte, diejenigen Menschen in einer Ehe, Männer wie Frauen, die heute arbeiten wollen, gehen bereits arbeiten. Es gibt vielleicht Ausnahmen, aber die wenigsten tun das wegen der Steuerbelastung nicht. Vielleicht sind es heute eher Junge, die nicht mehr heiraten, weil sie so steuerrechtlich bestraft würden.

Das Entscheidende wird sein, wie sich dieser Erwerbsanreiz ausgestaltet. Und wenn Sie mit Ihrer Argumentation der Steueroptimierungen recht haben, dann werden wir beim Argument von Nationalrat Pamini landen. Dann wird man irgendwann so viel arbeiten, wie es steueroptimiert sinnvoll ist. Daran glaube ich persönlich aber nicht, denn die Leute – zumindest jene in meinem Umfeld, die ich kenne – arbeiten nicht wegen der Steuern bzw. arbeiten wegen der Steuern nicht. Die arbeiten, weil sie Spass daran haben und das machen wollen. Das ist ein grosser Unterschied, den man in dieser Diskussion immer ausblendet.

Was die Fehlanreize betrifft, Frau Kollegin Widmer: Die Kantone haben es längst geschafft, diese Fehlanreize zu eliminieren, und zwar nicht mit einem konsequenten Vollsplitting, sondern beispielsweise mit einem Ehegattenabzug, einem Zweitverdienerabzug, mit zusätzlichen Lösungen, die bewirken, dass Gerechtigkeit herrscht und dass man den Leuten nicht zwingend ein Familienmodell aufzwingt. Das ist ein entscheidender Punkt.

Frau Kollegin Funciello, Sie haben von höheren Löhnen und schlechten Bedingungen gesprochen. Darüber können wir gerne reden. Das regeln wir aber nicht hier, mit dieser Initiative. Das ist nicht Gegenstand dieser Initiative. Das mag schön und gut sein, was Sie da sagen, es ist aber nicht der entscheidende Punkt.

Und was die wirtschaftliche Gemeinschaft der Ehegatten betrifft: Es ist nun einfach mal so, dass die einzig richtige und wirkliche Rechts- und Wirtschaftsgemeinschaft im Zivilrecht die Ehe ist. Sie bewirkt alle Vor- und alle Nachteile. Aber es darf nicht sein, dass jemand, der diesen Weg wählt, im Steuerrecht benachteiligt wird. Daher ist es auch richtig, dass man die Heiratsstrafe abschafft.

Herr Kollege Wälti, Sie haben gesagt, der Fiskus schaue bei Ihnen unter die Bettdecke. Ich weiss nicht, wo Sie Ihr Familienbüchlein haben. Ich finde ein Familienbüchlein unter der Bettdecke jedenfalls ziemlich "unsexy". Der Fiskus weiss, ob Sie verheiratet sind oder nicht, und dafür muss er nicht unter Ihre Bettdecke schauen.

Das sind aber alles Scheingefechte. Die wahre Frage ist: Wollen Sie die Heiratsstrafe abschaffen, oder wollen Sie das nicht tun? Ich kann Ihnen sagen, die Mitte-Fraktion will das tun. Sie will es konsequent tun, und sie will es so tun, dass nicht die eine oder andere Partei zukünftig benachteiligt wird. Das ist ein entscheidender Faktor. Sie müssen ehrlich sein: Sie wollen die Gesellschaft zu einem Modell des Zusammenlebens erziehen. Wir akzeptieren alle Varianten. Das ist ein persönlicher Entscheid, und das Steuerrecht soll bei diesem Entscheid nicht den Ausschlag geben. Das ist liberal. Es ist freiheitsliebend, wenn man den Paaren die Wahl lässt und sie nicht benachteiligt.

Etwas ist in der ganzen heutigen Debatte vergessen gegangen, ausser bei Leo Müller, der das erwähnt hat: Wir haben heute eine Vielzahl von Gesetzen, die auf der gemeinsamen Steuererklärung basieren. Von der Änderung all dieser Gesetze haben wir hier und jetzt noch nicht gesprochen. Die Konsequenzen, die das in vielen Bereichen, bei Subventionierungen, bei Erleichterungen, hat, wurden weder berechnet noch angeschaut oder diskutiert. Diese Aufgabe würde noch kommen, und diese Aufgabe würde uns das Leben massiv erschweren, das kann ich Ihnen sagen.

Ich weiss, dass ich Sie, sei es die linke Seite oder die FDP, nicht überzeugen kann. Aber einen Wunsch hätte ich: Hören Sie auf, davon zu sprechen, dass die Mitte mit ihrer Initiative ein Vollsplitting will. Das ist schlicht und einfach falsch. Und sagen Sie auch nicht, dass man Fehlanreize nicht anders beseitigen kann. Denn damit tun Sie sämtlichen Kantonen unrecht, die das bis heute schon geschafft haben.

In diesem Sinne: Die Mitte-Fraktion ist für die Abschaffung der Heiratsstrafe – aber nicht so, sondern richtig.

Funciello Tamara (S, BE): Geschätzter Herr Kollege, interpretiere ich Ihr Votum richtig, dass Sie, wenn Sie



sagen, Sie seien gerne bereit, Hand für mehr Gleichstellung zu bieten, auch bereit sind, einen substanziellen Beitrag zu leisten, damit wir eine anständige Kita-Finanzierung haben?

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehr geehrte Frau Kollegin, ich glaube, ich war derjenige, der hier an diesem Pult gestanden ist und dafür plädiert hat, die Kita-Finanzierung nicht abzutraktandieren. Sie haben die Frage dem Falschen gestellt.

Pfister Gerhard (M-E, ZG): Diese Volksinitiative der FDP-Frauen bricht eigentlich mit einer bewährten Praxis in der Schweiz, die die Ehe und die eingetragene Partnerschaft als wirtschaftliche Gemeinschaft betrachtet. Selbstverständlich ist es legitim, mit einer Volksinitiative eine andere Bestimmung in der Verfassung anzustreben. Dafür ist die direkte Demokratie ja da. Aber wenn die Initianten von der Sache überzeugt sind und wenn es, sollten sie recht haben, ein eigentlicher "no-brainer" ist, mit der bisherigen, völlig veralteten Vorstellung von Ehe und eingetragener Partnerschaft zu brechen, dann wäre es ja auch ein Leichtes, für diese Initiative die Zustimmung von Volk und Ständen zu gewinnen. Wenn ein breiter Konsens besteht, dann ist eine Verfassungsänderung in der direkten Demokratie ein Leichtes.

Dann erübrigt sich eben auch dieser indirekte Gegenvorschlag als Vorlage des vorausseilenden Gehorsams oder der vermuteten Mehrheit im Volk. Gerade da muss man sich auch bewusst sein, dass die Allianz, die diesen Gegenvorschlag beim Bundesrat bestellt hat, sehr knapp und brüchig ist. Deshalb hat Frau Widmer recht: Es ist nicht die Schuld des Bundesrates, dass wir hier über einen Gegenvorschlag sprechen, sondern es ist die Verantwortung des Parlamentes. Der Bundesrat hat wie meistens den Auftrag des Parlamentes ausgeführt. Diese Allianz, die verantwortlich ist für diesen Gegenvorschlag, ist aber sehr knapp und brüchig. Erstens ist sie knapp, was die Mehrheitsverhältnisse im Parlament angeht, und zweitens ist sie sehr brüchig, was den Vorrat an Gemeinsamkeiten angeht. Denn die FDP macht mit dieser Vorlage am Montag genau das Gegenteil dessen, was sie jeweils am Sonntag gepredigt hat und wofür sie einmal vors Volk gegangen ist und Unterschriften gesammelt hat. Ich habe es noch nie so bedauert wie heute, dass die FDP ihre Initiative gegen die Bürokratie nicht zustande gebracht hat. Denn wenn das Volk dem zugestimmt hätte, dann wäre sie jetzt verpflichtet, ihrer damaligen Initiative gemäss zu entscheiden und dieses Bürokratiemonster nicht umzusetzen.

AB 2024 N 1579 / BO 2024 N 1579

Und auch die SP-Fraktion, die andere Seite der Allianz, akzeptiert hier in diesem Gegenvorschlag offenbar in gewissen Positionen Steuerausfälle bei der Bundessteuer. Ich bin nicht sicher, wie lange sie das akzeptieren wird. Aber dass diese Allianz auseinandergehen wird und dass sie brüchiger ist als die Ampelkoalition in Deutschland, scheint mir schon heute relativ offensichtlich.

Insofern wäre es redlicher, zuerst die Modellfrage zu entscheiden bzw. dem Volk vorzulegen. Und hier gibt es ein alternatives Modell, das nichts an der gemeinsamen Besteuerung von Ehen und eingetragenen Partnerschaften ändert, aber dann den Steuerzahlenden das jeweils günstigere Modell in Rechnung stellt. Denn auch bei der Individualbesteuerung werden bestimmte Lebensmodelle stärker besteuert als bisher und andere entlastet. Eine Alternativberechnung, wie sie die Initiative der Mitte fordert, würde diesen Streit zwischen den Modellen eben so lösen, dass sie keine Rolle mehr spielen, sondern das günstigere den Steuerzahlenden in Rechnung gestellt wird. Selbstverständlich wäre auch dann wieder zu diskutieren, wie hoch die Steuerausfälle zu stehen kommen, aber, und das ist staatspolitisch der Unterschied, nicht bevor die Bevölkerung den Modellentscheid getroffen hat, sondern nachher. Insofern wäre es redlicher, man würde am gleichen Abstimmungssonntag beide Initiativen dem Volk vorlegen und nach der Entscheidung des Volkes die Umsetzungsge-
setzgebung vollziehen.

Angesichts der knappen Mehrheitsverhältnisse in den Räten, die für diesen anderen Weg ausschlaggebend sind, wäre das der zielführendere Weg. Denn wenn die Befürworter dieser Initiative vollends überzeugt sind, dass ihre Initiative das Zeitgemässeste ist, was man sich ausdenken kann, dass das alles überholte Vorstellungen sind und dass das Volk mit wehenden Fahnen Ja zu dieser Initiative sagen wird, dann sollten sie nicht aus Angst vor dem Volk oder eben vermutlich aus Angst vor der eigenen Courage diesen Umweg über einen indirekten Gegenvorschlag nehmen. Die Kantone wären ihnen in diesem Sinne sehr dankbar.

Stettler Thomas (V, JU): L'initiative pour des impôts équitables répond, selon son titre, à une attente tout à fait honorable, en particulier pour les couples mariés dont les deux conjoints travaillent, qui sont finalement floués année après année en payant plus d'impôts que les personnes non mariées. Le problème est donc reconnu. Le système actuel a été mis en place au temps où, soyons clairs, l'essentiel des femmes ne recevait que peu ou pas de revenus pour leur travail. Heureusement, ce temps est révolu et, aujourd'hui, les femmes, malgré qu'elles endossent encore et toujours la part du lion dans les travaux du ménage, sont un pilier essentiel, non



seulement de notre société, mais aussi dans le monde du travail et pour l'économie.

Pourtant, le taux d'emploi des femmes, en particulier celui des femmes mariées, reste encore bien en dessous de celui de leurs époux. Il va sans dire que l'économie cherche à faire fructifier cet énorme réservoir de main-d'oeuvre. Même l'UDC se réjouirait que le taux d'employabilité de la population résidente augmente, pour ne pas crouler sous la vague migratoire des travailleurs étrangers qui ne prennent pas qu'un emploi, mais qui, par leur arrivée, génèrent des besoins supplémentaires et ne font que repousser la pénurie de main-d'oeuvre. C'est le serpent qui se mord la queue.

Nous sommes donc d'accord, de gauche à droite de ce Parlement, et voyons l'augmentation du taux d'emploi plutôt d'un bon oeil. L'imposition individuelle sera-t-elle utile à ce titre? Je n'en suis pas si sûr. On connaît le potentiel de chaque contribuable à faire de l'optimisation fiscale. Sans aucun doute, chaque couple marié cherchera à mettre en balance et à équilibrer les revenus de chacun afin d'éviter la progression exponentielle de l'impôt fédéral direct. Mais si, en fin de compte, l'une travaille plus et l'autre moins, le bénéfice pour l'économie sera nul. Les projections de l'administration sont donc à prendre avec des pincettes. L'histoire récente sur les projections financières de l'AVS ne nous dit pas le contraire. Nous avons donc une initiative qui rate une de ses cibles majeures.

Si bénéfice il y avait, qu'en serait-il du prix à payer? L'imposition individuelle, telle que préconisée, est un monstre bureaucratique, notamment pour les cantons, qui devront digérer des travaux administratifs gigantesques avec une taxation séparée pour les couples. C'est quasiment doubler le travail pour l'imposition des personnes physiques. Je n'imaginerai pas que les cantons vont faire ce travail gratuitement. Sans parler de la porte grande ouverte au maquillage des bilans et des revenus des couples afin d'optimiser leur fiscalité.

J'en appelle donc à la droite, en particulier à nos amis du groupe libéral-radical, et à tous ceux qui partagent ma conviction qu'il faut moins de bureaucratie, afin de signifier que cette initiative ferait tout le contraire. Si nous voulons combattre la bureaucratie et tendre vers une meilleure équité fiscale, il n'y a qu'une réponse: le "splitting". Diviser par deux le revenu total des couples mariés et imposer individuellement chacune et chacun à hauteur de cette part. Voilà. Diviser un chiffre par deux et appliquer le même taux d'imposition à tous; c'est tellement simple de balayer l'injustice fiscale sans frais administratifs supplémentaires. Réfléchissez-y!

Marti Min Li (S, ZH): Seit 1988 kennen wir das neue Eherecht und damit auch die Gleichstellung von Frau und Mann in der Ehe. Vorher durften Frauen ohne Erlaubnis ihres Ehemannes weder ein Konto eröffnen noch eine Arbeitsstelle antreten. Nur bei der Steuererklärung hört die Gleichstellung auf. Sie ist immer noch geprägt vom alten Bild des Mannes als Ernährer, als Hauptverdiener, als Familienoberhaupt. Die Ehefrau scheint höchstens in der zweiten Spalte auf, sie spielt die zweite Geige, und sie hat, wie Kollegin Zybach ausgeführt hat, nicht einmal eine eigene Steuernummer. Eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung ist also ein Gebot der Gleichstellung.

Das heutige System schafft zudem falsche Anreize, denn es führt dazu, dass es sich für Zweitverdienende nicht lohnt, zu arbeiten oder ihr Pensum aufzustocken. Das betrifft, wie wir wissen, in erster Linie Frauen und darunter auch sehr gut ausgebildete Frauen. Angesichts des Fachkräftemangels ist es keine gute Idee, Frauen künstlich vom Arbeitsmarkt fernzuhalten. Man muss ausserdem sagen, dass gemäss neuer Rechtsprechung des Bundesgerichts die Hürden für den nachehelichen Unterhalt gestiegen sind. Von den Frauen wird erwartet, dass sie möglichst rasch wieder ins Erwerbsleben einsteigen, was bekanntlich umso schwieriger ist, je länger sie dem Erwerbsleben ferngeblieben sind. Und dies nur als Klammerbemerkung: Die viel beschworene Freiheit des Lebensmodells ist spätestens seit diesem Urteil höchstens eine Schönwettervariante.

Die SP unterstützt seit jeher die Individualbesteuerung, sie ist ein wichtiges gleichstellungspolitisches Anliegen, sowohl für die Gleichstellung zwischen Mann und Frau wie auch für die Gleichstellung zwischen verheirateten und unverheirateten Paaren. Nicht ganz glücklich sind wir bekanntlich mit dem Preisschild, dies in erster Linie deshalb, weil wegen des von uns selbst gewählten überengen finanzpolitischen Korsetts bei Steuerausfällen sofort Kürzungen drohen. Aufgrund der besseren Erwerbsanreize wird aber die Individualbesteuerung längerfristig zu mehr Steuereinnahmen führen, sodass diese Ausfälle verschmerzbar sind. Hier muss man sagen, dass der Vorschlag der Mitte-Fraktion, der quasi ein A-la-carte-Menü für jedes Ehepaar vorsieht, ein wesentlich höheres Preisschild hat.

Mit Nachdruck möchte ich aber noch darauf hinweisen, dass mit der Individualbesteuerung allein weder der Gleichstellung zwischen Frau und Mann noch der besseren Erwerbsbeteiligung der Frauen Genüge getan ist. Mathematisch gesehen ist es eine notwendige, aber nicht hinreichende Bedingung. Denn zusätzlich braucht es auch eine qualitativ hochstehende, flächendeckend verfügbare und bezahlbare Kinderbetreuungsinfrastruktur, damit die Vereinbarkeit von Beruf und Familie möglich ist. Es braucht eine Elternzeit, damit alte Rollenmuster aufgebrochen werden, damit gleich lange Spiesse auf dem Arbeitsmarkt geschaffen werden und damit



Familien einen guten Start haben. Ich hoffe, dass auch die FDP-Fraktion daran denkt, dass die Individualbesteuerung

AB 2024 N 1580 / BO 2024 N 1580

alleine nicht ausreicht, wenn es demnächst um die Finanzierung der Kinderbetreuung geht. In diesem Sinne hoffe ich sehr, dass dieser erste Schritt zu mehr Gleichstellung gelingt, und ich hoffe ebenso, dass es nicht bei diesem ersten Schritt bleiben wird.

Roduit Benjamin (M-E, VS): L'imposition des couples mariés est un gros problème. Ce n'est pas nouveau, cela fait 40 ans que la question est sur le tapis. Les enjeux, vous les connaissez: actuellement, les personnes non mariées avec enfants bénéficient d'un barème fiscal avantageux, mais les personnes mariées avec des revenus équilibrés sont discriminées. De manière plus large, ce qui est en jeu, c'est la liberté d'organisation familiale et la défense de la famille, tout en gardant à l'esprit l'état de nos finances fédérales.

Face à ce serpent de mer, tout le monde y va de sa solution, notamment les femmes libérales-radicales, le Conseil fédéral et bien sûr mon parti, le Centre, qui veut garder son rôle de parti de la famille.

Vous le savez aussi, deux modèles sont actuellement en concurrence, et le Parlement devra trancher: d'une part, l'imposition individuelle et, d'autre part, le maintien de la taxation commune des époux. Bien que de nombreux orateurs vont décortiquer aujourd'hui les modèles proposés, il convient d'en rappeler les incidences. Commençons par l'initiative. Cette dernière prévoit que chaque personne physique soit imposée individuellement, sans tenir compte de son état civil, et cela dans le but avoué d'inciter les femmes à travailler. Bien que l'intention soit louable du point de vue du libéralisme économique – ça, c'est le côté libéral-radical –, de l'égalité des genres ou d'une certaine modernité – ça, c'est le côté socialiste –, j'y vois quatre gros inconvénients.

Premièrement, cette solution profitera principalement aux couples mariés à double revenu. Vous allez me dire, et alors? Sachez qu'il est pour nous hors de question d'imposer un seul modèle familial en pénalisant les couples où l'un des conjoints choisit de réduire ou d'abandonner son activité professionnelle.

Deuxièmement, en supprimant la pénalisation du mariage, l'initiative supprime également l'avantage fiscal lié au mariage. C'est vouloir affaiblir la famille en tant qu'entité économique et, par là même, le modèle de la famille, ce pilier majeur de la société.

Troisièmement, l'économie manque de bras, en particulier féminins. Les estimations présentées au moment de la consultation avançaient un chiffre total, à terme, de 50 000, soit à peine plus de 1 pour cent des emplois en Suisse.

Quatrièmement, cela a été dit: l'initiative exclut l'imposition commune au niveau de la Constitution, ce qui limite la marge de manoeuvre du législateur et entraîne une longue et coûteuse adaptation du droit, qui prendra plus de 10 ans.

La solution du Conseil fédéral ne vaut guère mieux. Celle-ci reprend le principe de base de l'imposition individuelle et lui apporte des correctifs comme un emplâtre sur une jambe de bois, peut-être afin de mieux faire passer la pilule auprès des personnes non mariées avec enfants, dont la déduction pour enfants serait augmentée. Par contre, pour les couples mariés avec un seul revenu ou un deuxième revenu modeste, rien. Pire, la réforme entraînerait une augmentation de la charge fiscale en raison de la suppression du barème spécifique et de la répartition par moitié de la déduction pour enfants. Et au moins si cela pouvait compenser les coûts. Ce n'est même pas le cas: l'introduction de l'imposition individuelle entraînerait une baisse des recettes d'environ 1 milliard de francs par année, dont 200 millions à charge des cantons.

Corriger un système imparfait par un système coûteux et tout autant imparfait? Voilà ce qui nous est proposé aujourd'hui. Passer d'une injustice pour les couples de retraités à une injustice pour les couples mariés avec enfants de la classe moyenne? Voilà la solution du Conseil fédéral.

Les votes serrés en commission, tant pour l'initiative que pour le contre-projet, démontrent qu'on est très loin d'avoir trouvé un compromis, pourtant si cher à la Suisse et qui, dans d'autres domaines, fait notre réussite.

Alors, qu'on se le dise: l'imposition individuelle est une fausse bonne idée. En maintenant la taxation commune des époux, nous évitons de créer de nouveaux biais.

Et pour la pénalisation, me direz-vous? Suivez l'initiative du Centre "Oui à des impôts équitables", qui prévoit que l'administration fiscale effectue un calcul alternatif selon la méthode traditionnelle de taxation commune ou selon l'imposition individuelle. Les couples mariés paieraient alors le montant le plus avantageux des deux. Finie la pénalisation du mariage, le tout sans un interminable processus législatif, ni une immense machine bureaucratique – un seul logiciel suffit –, et surtout avec une simplification bienvenue chez les contribuables, qui n'auront plus à sortir leur calculette pour savoir s'il faut baisser ou augmenter leur pourcentage d'activité. En respectant la liberté de chaque couple de s'organiser comme il l'entend, nous privilégions l'humain sur



l'économie, et nous répondons à cette nouvelle et forte exigence de nos citoyennes et citoyens. Dans ce sens, vous l'aurez compris, il s'agit de recommander le rejet de l'initiative et du contre-projet et de soutenir en temps voulu notre initiative "Oui à des impôts équitables".

Hübscher Martin (V, ZH): So, wie ich es bis jetzt gehört habe, glaube ich, sind wir uns hier drin in einem Punkt einig: Die Heiratsstrafe gehört endlich, endlich abgeschafft. Aber dann ist es vermutlich bereits fertig mit der Einigkeit. Dass die Abschaffung der Heiratsstrafe möglich ist, zeigen viele Kantone. Wir brauchen eigentlich gar keine Systemänderung, wie es die Befürworter der Individualbesteuerung wollen. Die Steuergerechtigkeits-Initiative schafft neue Ungerechtigkeiten und endet in einem Bürokratiemonster. Gerne erläutere ich Ihnen, weshalb die Individualbesteuerung eben die falsche Lösung ist.

1. Die Vorlage schafft ein Bürokratiemonster. Die Umstellung, das haben wir gehört, löst auf einen Schlag 1,7 Millionen neue Steuererklärungen aus, die alle bearbeitet und kontrolliert werden müssen. Das benötigt weit über 1000 zusätzliche Steuerbeamte, die keine zusätzliche Wertschöpfung bringen, dafür aber die Staatsquote erhöhen. Aber damit nicht genug, denn was bisher noch nicht gesagt wurde: Bei jedem Stipendiengesuch, bei jeder Musikunterrichtsanmeldung, bei jeder Kita-Anmeldung müssen zwei Steuere dossiers eingereicht werden, und es müssen zwei Steuere dossiers überprüft werden, sonst haben wir wieder neue Ungerechtigkeiten. Vermutlich nicht nur aus diesem Grund sind auch die Finanzdirektorenkonferenz und der Schweizerische Gemeindeverband gegen die Individualbesteuerung. Mit dem Splitting-Modell können wir beides – das Bürokratiemonster wie auch die Schaffung neuer Ungerechtigkeiten – ganz einfach verhindern.

2. Kompliziert ist nur der Vorname dieser Vorlage. Die Einkommensdeklaration ist ja noch relativ einfach. Komplexer wird es im Falle einer Ehe mit Errungenschaftsbeteiligung an den Vermögenswerten, und das betrifft ja die allermeisten Ehen. Es mag ja noch einigermaßen einfach sein, wenn beide angestellt sind und zusammen in einer Mietwohnung wohnen. Dann gibt es vielleicht eine Diskussion, wem wie viel Hausrat oder wem das Auto gehört. Definitiv komplexer wird es für alle selbstständig Erwerbstätigen, die Teilhaber einer einfachen Gesellschaft sind. Wie soll hier die Vermögensaufteilung gemacht werden?

Nehmen wir als Beispiel einen Landwirtschaftsbetrieb, wie ich und meine Frau ihn führen, oder einen Gewerbebetrieb. Die Gebäude sind im Eigentum der Ehefrau, der Betrieb ist Teil der Errungenschaft. Die laufenden Investitionen wie auch die Schuldzinsen werden vom Betrieb bezahlt. Jetzt gibt es aus der Errungenschaft eine Ersatzforderung gegenüber dem Eigengut der Ehefrau, und anschliessend muss die Errungenschaft auf die beiden Vermögensmassen aufgeteilt werden. Oder einfach gesagt: Mit der Individualbesteuerung führen Sie jedes Jahr eine güterrechtliche Auseinandersetzung. Kurz bevor Sie die Steuererklärung ausfüllen, müssen Sie jedes Jahr finanziell eine Scheidung vollziehen. Genauso kompliziert wird es, wenn ein Partner Eigentümer eines Hauses ist, Familienarbeit übernimmt und kein Erwerbseinkommen erzielt. Den Eigenmietwert muss wohl dieser Partner

AB 2024 N 1581 / BO 2024 N 1581

versteuern. Unterhalt- und Schuldzinsen werden aus dem Erwerbseinkommen des anderen Partners bezahlt. Wer kann die Aufwendungen abziehen? Auch derjenige, der gar nicht Eigentümer der Liegenschaft ist, oder derjenige, der die Aufwendungen nicht bezahlt hat? Das schafft bestenfalls viel Arbeit für Juristen. Auch hier wäre das Splitting das richtige Modell.

3. Die Vorlage steht im Widerspruch zur Ehe als wirtschaftliche Einheit. Beim gesetzlichen Güterstand der Errungenschaftsbeteiligung werden während der Ehe erworbene Vermögenswerte gemeinsam verwaltet und bei einer Scheidung geteilt. Die Individualbesteuerung widerspricht diesem Grundsatz und will de facto nur noch den Güterstand der Gütertrennung. Das Splitting wäre auch hier die richtige Lösung.

4. Die Vorlage ist ungerecht. Die Individualbesteuerung privilegiert eine Aufteilung der Erwerbstätigkeit zu je 50 Prozent. Wählt eine Familie eine andere Aufteilung, wird sie durch die Progression steuerlich benachteiligt. Der Staat fördert so einseitig ein Familienmodell, und das ist definitiv nicht Aufgabe des Staates. Die Ehepartner sollen ihr Modell selber wählen.

5. Die Vorlage ist unsozial. Stellen Sie sich vor, in einer Familie hat ein Partner ein Einkommen von 20 000 Franken, der andere ein Einkommen von einer halben Million. So, und jetzt erhält der Partner mit 20 000 Franken Einkommen eine Krankenkassenprämienverbilligung, obwohl das gesamte Einkommen logischerweise weit darüber liegt – auch das ist ein weiterer Punkt gegen die Individualbesteuerung.

Ich fasse zusammen: Die Individualbesteuerung schafft ein Bürokratiemonster, sie ist kompliziert, steht im Widerspruch zur Ehe als wirtschaftliche Einheit, schafft neue Ungerechtigkeiten und ist unsozial. Gut gemeint ist eben nicht immer gut gemacht. Mit dem Splitting haben wir eine Lösung, welche die Heiratsstrafe endlich abschafft. Das Splitting hat sich in vielen Kantonen bewährt und kann problemlos auch bei der direkten



Bundessteuer angewendet werden.
Lehnen Sie die Initiative und den Gegenvorschlag ab.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): 1941, vor mehr als 80 Jahren, wurde die direkte Bundessteuer eingeführt, damals noch unter dem Namen "Wehrsteuer" – 30 Jahre vor Einführung des Frauenstimmrechts. Seither hat sich unsere Gesellschaft wohl unbestrittenermassen massgebend verändert.

Das aktuelle Steuersystem wurde in einer Zeit eingeführt, als die Rollen in der Familie klar verteilt waren: Der Mann als Alleinverdiener bringt das Familieneinkommen nachhause, die Frau ist zuständig für Kinder und Haushalt. So weit, so gut, und wer dieses Modell auch heute noch, wo Frauen mindestens so gut ausgebildet sind wie Männer, leben möchte, dem sei das selbstverständlich unbenommen. Aber wer das nicht will, wer Erwerb und Familienarbeit aufteilen will, der soll dafür steuerlich nicht mehr bestraft werden. Genau dies ermöglicht die Individualbesteuerung, genau dies dient den Familien.

Aktuell, das wissen wir, bezahlen Ehepaare aufs Zweiteinkommen wegen der Progression überproportional viel Steuern. Diese Heiratsstrafe wird mit der Individualbesteuerung abgeschafft. Die Familien haben nach der Systemumstellung also mehr Geld zur Verfügung. Dies, das ist ebenso wichtig, dient eben auch dem beruflichen Fortkommen der Frauen. Wenn sie nach der Mutterpause früher wieder einsteigen oder ganz generell in höheren Pensen arbeiten, haben sie keinen Karriereknick mehr wie bisher. Dies dient der tatsächlichen Gleichstellung und mindert den Fachkräftemangel.

Liebe Kolleginnen und Kollegen aus der SVP-Fraktion, ich sage zum Stichwort Zuwanderung Folgendes: Es wäre wohl allen gedient, wenn wir für den Arbeitsmarkt das inländische Potenzial besser ausschöpfen und gut ausgebildete Frauen nicht via Steuersystem vom Arbeitsmarkt fernhalten würden. Studien zeigen – wir haben es bereits gehört –, dass mit der Individualbesteuerung 40 000 bis 60 000 Vollzeitstellen neu besetzt werden können. Dann bräuchte es auch weniger ausländische Arbeitskräfte.

Sie haben bereits verschiedene Argumente gegen die Individualbesteuerung gehört und werden noch weitere hören. Eines lautet zum Beispiel: Das Ausfüllen der Steuererklärung soll für Ehepaare aufwendiger werden. Warum? Herr und Frau Schweizer müssen allenfalls beim ersten Ausfüllen der Steuererklärung miteinander diskutieren, wie das Vermögen zugeteilt wird, wie das übrigens Konkubinatspaare schon seit jeher machen. Dabei helfen der gewählte Güterstand oder Grundbucheinträge als Leitlinie. Hat man das Vermögen einmal zugeteilt, ist dann auch die proportionale Zuteilung der entsprechenden Aufwände nicht mehr schwierig. Dazu braucht es keine Scheidung, Kollege Hübscher. Vielmehr macht man das einmal.

Es hiess auch, die Individualbesteuerung führe zu einem höheren Aufwand für die Steuerverwaltungen. Jede Reform führt zu einem Initialaufwand. Aber das war für die Steuerverwaltungen bereits bei früheren Anpassungen gut zu bewältigen, beispielsweise beim Wechsel von der zweijährigen zur einjährigen Veranlagung. Zudem befinden sich die Steuerverwaltungen mitten im Digitalisierungsprozess. Somit muss einzig die Software angepasst werden. Und ganz wichtig: Nach dem initialen Mehraufwand baut die Individualbesteuerung bürokratische Hürden ab, weil eben bei einer Veränderung im Lebensplan, bei Heirat, Scheidung oder auch bei einem Todesfall, keine Trennung der Steuersubjekte mehr vorgenommen werden muss.

Oder dann fiel das Argument, die Individualbesteuerung richte sich gegen die Ehe oder die traditionellen Familienmodelle. Das Gegenteil ist der Fall: Aus meiner beruflichen Tätigkeit weiss ich, dass sich viele junge Leute die Heirat gerade wegen der damit zusammenhängenden höheren Steuerbelastung noch einmal überlegen.

Und zu guter Letzt: Das Splitting-Modell sei besser. Liebe und geschätzte Kolleginnen und Kollegen aus der Mitte-Fraktion, das Splitting-Modell ist tendenziell auf das Einverdiener-Ehepaar ausgerichtet, ein Modell, das immer weniger Familien betrifft. Es ist damit ein Modell, das für die Zukunft nicht geeignet ist. Und wenn Kollege Bregy vorhin gesagt hat, man habe da etwas falsch verstanden, dann empfehle ich ihm, die eigene Website aufzurufen. Dort steht nämlich: "die-mitte.ch/heiratsstrafe-abschaffen-vollsplitting-einfuehren".

Ich bitte Sie aus tiefstem Herzen und aus tiefster Überzeugung, sich für die Individualbesteuerung auszusprechen. Der Bundesrat hat dazu einen sehr guten und austarierten Entwurf vorgelegt.

Ich bitte Sie darum, auf die Vorlage einzutreten und die Initiative anzunehmen.

Mahaim Raphaël (G, VD): Parmi les couples mariés, qui remplit la déclaration d'impôt? Je pense que, même si l'on n'a pas de statistiques à ce sujet, en faisant un petit sondage, l'on arriverait assez vite à la conclusion que, dans la plupart des situations, c'est l'homme qui remplit la déclaration d'impôt. Peut-être trouverez-vous cela inoffensif et peu problématique, mais, en réalité, ça l'est. Ça l'est, parce que ça révèle à quel point la situation est déséquilibrée. Celui qui remplit la déclaration d'impôt a la vision la plus précise, la plus complète de la situation patrimoniale du couple, et celle – puisqu'il s'agit de la femme – qui ne le fait pas a justement moins la possibilité de connaître la situation du couple. Cela a toute une série de conséquences assez évidentes sur



les décisions qui sont prises en matière économique pour le couple. L'autonomie financière dont nous avons envie de parler passe aussi par le fait de permettre aux femmes, au sein des couples mariés, de déclarer elles-mêmes leur situation financière, leurs impôts, et ceci se fait par le modèle de l'imposition individuelle dont nous discutons aujourd'hui.

Après ce constat assez implacable sur l'importance de la déclaration d'impôt séparée, j'aimerais en venir à l'argument qui a souvent été servi par les opposants à cette réforme, à savoir l'argument du monstre bureaucratique. Mais le droit de vote des femmes, en 1971, était un monstre bureaucratique. On a doublé le nombre de personnes qui votaient dans notre pays – c'était un monstre bureaucratique. Un nombre incalculable de nouveaux postes ont dû être créés dans les chancelleries, dans les communes, pour le dépouillement – c'était un monstre bureaucratique. L'exemple a déjà été donné tout à l'heure durant le débat, mais, en 1988, lorsque les femmes ont eu pour la première fois le droit d'ouvrir un

AB 2024 N 1582 / BO 2024 N 1582

compte bancaire elles-mêmes, c'était un monstre bureaucratique. Chaque femme du pays qui ouvrait un compte bancaire, c'était plus de complexité dans la déclaration d'impôt, plus de complexité dans toutes les affaires administratives concernant les finances – c'était un monstre bureaucratique.

Alors oui, chaque réforme entraîne forcément un certain nombre de travaux supplémentaires, de démarches administratives supplémentaires, mais le plus souvent avec des bénéfices sociaux à long terme qui dépassent largement les sacrifices supplémentaires qui doivent être consentis dans un premier temps. Cessons donc de parler de monstre bureaucratique, car sans cela la plupart des réformes qui ont été faites pour l'égalité dans notre pays n'auraient jamais vu le jour.

J'en viens maintenant à la question centrale: d'autres modèles permettraient-ils de garantir l'égalité entre les couples mariés d'une part et les couples non mariés d'autre part, qui seraient donc dans une situation égale, toutes choses égales par ailleurs? La réponse à cette question est très claire: il n'y a pas de système qui permet de garantir une égalité parfaite, toutes choses égales par ailleurs, comme toujours, entre un couple marié et un couple non marié, et qui permet simultanément à l'homme et à la femme, ou aux deux personnes du même sexe, dans le cadre des couples homosexuels, de remplir la déclaration d'impôt.

Prenons tous les modèles qui sont en discussion ici, comme les modèles qui se fondent sur des coefficients, sur des déductions que connaissent certains cantons. Ces modèles ont permis d'atténuer les discriminations, mais, au fond, on peut résumer en disant qu'il s'agit de bricolage. Ces modèles sont des bricolages qui atténuent les discriminations sans jamais les supprimer.

Quant au splitting, il ne s'agit pas d'un modèle qui permet d'affronter l'avenir et qui permet l'égalité dans le cadre de la déclaration d'impôt. Sur ce point, j'ai une question à l'intention de Philipp Matthias Bregy, qui s'est exprimé tout à l'heure en nous disant qu'il souhaitait, avec le Centre, un modèle où l'on ferait une sorte de division en deux colonnes et où l'on prendrait le taux d'imposition le plus bas, entre celui de l'homme et celui de la femme, à la fin du calcul. Mais, avec ce type de modèle, on ne résout pas la discrimination entre les couples mariés et les couples non mariés, car les couples non mariés ne sont jamais taxés de cette façon-là. Si vous n'êtes pas marié, vous n'avez pas la possibilité de choisir le taux d'imposition le moins élevé entre les deux membres du couple. Il s'agit, là aussi, d'un modèle qui ne résoudra pas le problème de la discrimination entre couples mariés et couples non mariés.

Il est donc impossible d'atteindre cet objectif sans recourir au système de l'imposition individuelle. Cela me permet de conclure sur un appel au PLR, et en particulier aux femmes PLR. Vous avez ici réellement l'occasion de marquer l'histoire de l'égalité et l'histoire fiscale suisse, avec cette réforme d'importance. En cela, le président du groupe du Centre a raison: cette alliance est fragile, et elle sera fragilisée si vous tirez trop sur la corde, avec des pertes fiscales. Vous perdriez en route, dans ce débat, certaines composantes de l'alliance. Je vous invite donc à prêter une attention particulière à cette question.

Si nous voulons gagner, et notamment si nous voulons gagner devant le peuple, nous devons le faire ensemble, avec des sacrifices équilibrés, sans pertes fiscales qui seraient très compliquées à rattraper.

Ritter Markus (M-E, SG): In diesem Rat diskutieren wir oftmals Geschäfte, die sehr durchdacht sind. Es gibt aber auch andere, die nicht zum Ziel führen. Mit der Individualbesteuerung sind wir wieder einmal bei der Kategorie "Schnapsideen" angelangt. Diese Initiative und auch der Gegenvorschlag suchen bezüglich nachteiliger Konsequenzen ihresgleichen. Ich begründe das in fünf Punkten wie folgt:

1. 26 Kantone haben es ohne Weiteres geschafft, die Heiratsstrafe bei den Kantons- und Gemeindesteuern mit unterschiedlichen, aber durchwegs klugen Lösungen abzuschaffen. Nur der Bund ist trotz eines Bundesgerichtsurteils von 1984 dazu bis heute nicht in der Lage. Nun will man von Bundesseite mit einem eigenen,



nicht durchdachten Vorschlag alle 26 Kantone zwingen, ihr funktionierendes Steuersystem anzupassen. Die Kantone sind deshalb in grosser Mehrheit und mit enormer Deutlichkeit gegen diese Vorlage.

2. Wir kämpfen in diesem Parlament immer und immer wieder gegen neue Regulierungen und gegen den bürokratischen Wahnsinn. Diese Vorlagen, sowohl die Initiative als auch der Gegenvorschlag, sind nun der Inbegriff von neuer Bürokratie. 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen müssten von den Steuerpflichtigen ausgefüllt und von den Steuerverwaltungen bearbeitet werden. In der Kommission wurde uns gesagt, dass von den Kantonen 1000 neue Stellen geschaffen werden müssten, um die Veranlagungen vorzunehmen. Und Sie haben es gehört: Hier müsste mit neuen Kosten für die Kantone und Gemeinden in Höhe von 150 Millionen Franken gerechnet werden. Der Mehrwert wäre gleich null. Der bürokratische Wahnsinn würde durch uns weiter vorangetrieben.

3. Von den Befürworterinnen wird immer über die Beschäftigungseffekte fabuliert. In der Botschaft auf Seite 102 ist von 10 000 bis 44 000 Stellen die Rede, die geschaffen werden könnten. In der Schweiz haben wir zurzeit 5,327 Millionen Beschäftigte. Wenn wir diese 44 000 Stellen, die im Maximum dazukommen sollen, dazurechnen, reden wir von einem Beschäftigungseffekt von maximal 0,75 Prozent. Wir befinden uns mit diesen Annahmen im Rundungsbereich. Solche Argumente sind auf Sand gebaut. Wenn alle teilzeitbeschäftigten Personen ihr Pensum nur leicht erhöhen würden, wäre der Effekt bedeutend höher als der Effekt, von dem wir jetzt sprechen und der in der Botschaft ausgewiesen ist.

4. Sämtliche Ehepaare und Menschen in eingetragener Partnerschaft werden mit dieser Vorlage massiv bevormundet. Heute können sie zur Erfüllung der Familienaufgaben die Verteilung der Tätigkeiten zuhause und in der Erwerbsarbeit frei wählen. Es gibt keine Hürden, die sie bezüglich steuerlicher Zahlungen benachteiligen würden. Sehr individuelle Lösungen sind möglich und ohne Weiteres machbar. Mit der Individualbesteuerung würden die Partner neu dazu gedrängt, nicht gleich viel zu arbeiten, sondern möglichst gleich viel zu verdienen, weil sonst die Progression, wenn man beide Partner einzeln anschaut, insgesamt zu höheren Steuern führen würde und die Abzüge zum Teil ins Leere fallen würden. Deshalb ist die Individualbesteuerung für sämtliche Leute in eingetragener Partnerschaft oder in einer Ehe eine deutliche Benachteiligung, insbesondere dann, wenn sie bezüglich Arbeitsmarktfähigkeit nicht über die gleiche Qualifikation wie der Partner oder die Partnerin verfügen. Eine Sekundarlehrerin auf der einen Seite und ein Landwirt auf der anderen Seite, die miteinander verheiratet sind, haben sehr unterschiedliche Erwerbsmöglichkeiten bzw. Verdienstmöglichkeiten, und es ist für sie sehr anspruchsvoll, die Progression zu brechen. Diese Bevormundung brauchen wir nicht.

5. Wenn man längere Zeit verheiratet ist, baut man gemeinsames Vermögen auf. Mit der Individualbesteuerung gibt es nur noch Mein und Dein; das Wort "unser" fällt aus Abschied und Traktanden. Alles muss laufend säuberlich aufgeteilt werden. Wer bezahlt was, wem gehört was? Für Einzelunternehmer wie die Landwirte und für das Kleingewerbe – da gibt es Zehntausende Betriebe – ist diese Vorstellung ein Irrsinn und so nicht umsetzbar. Wollen wir das? Zudem werden die Steuerverwaltungen immer beide Steuererklärungen der Ehepartner nebeneinanderlegen müssen, um Fehler und Missbräuche zu erkennen. Da kommt Freude auf.

Ich komme zum Schluss. Weder die Initiative noch der Gegenvorschlag bringen irgendeinen Vorteil für die Menschen und die verschiedenen Staatsebenen in diesem Land. Diese Vorlagen gehören in die Kategorie "Schnapsideen", und es sind klar beide deutlich abzulehnen.

Schmid Pascal (V, TG): Wir sind uns hier im Rat sicher alle einig, dass die Heiratsstrafe ungerecht ist. Es ist ja eigentlich unsäglich, dass sie auf Bundesebene noch immer nicht abgeschafft ist. Die nun vorgeschlagene Individualbesteuerung scheint, jedenfalls auf den ersten Blick, eine gerechte Lösung zu sein. Doch bei genauerem Hinschauen zeigt sich: Der Schein trügt. Individualbesteuerung und Abschaffung der Heiratsstrafe haben nichts miteinander zu tun. Die

AB 2024 N 1583 / BO 2024 N 1583

Heiratsstrafe kann problemlos ohne Individualbesteuerung abgeschafft werden. Die Kantone beweisen das, seit Jahren. Sie haben längst die Hausaufgaben gemacht, nur der Bund hat dies nicht getan. Der Bund könnte die kantonalen Lösungen, die Splitting-Verfahren, einfach übernehmen. Das wäre viel einfacher, als mit der Individualbesteuerung das ganze System auf den Kopf zu stellen und vor allem die Kantone zu nötigen, ihre bewährten Lösungen aufzugeben.

Die Individualbesteuerung bringt grosse Nachteile:

1. Die Individualbesteuerung benachteiligt Familien, in denen nur ein Partner arbeitet. Besonders Einverdienerefamilien mit Kindern, also traditionelle Familienmodelle, kommen unter die Räder. Ist es denn gerecht, Familien zu bestrafen, die sich dafür entscheiden, dass ein Elternteil zuhause bleibt, um die Kinder zu betreuen? Nein. Wir dürfen nicht Ungerechtigkeiten beseitigen, indem wir neue Ungerechtigkeiten schaffen.

2. Ein Systemwechsel führt zu mehr Bürokratie für uns alle. Ehepaare müssen künftig zwei Steuererklärungen



abgeben. Stellen Sie sich den zusätzlichen Aufwand vor, nicht nur für die Bürgerinnen und Bürger in diesem Land, sondern auch für die Steuerbehörden auf allen Ebenen. Die Kantone müssen ihre Systeme, die sie nun eingerichtet haben, komplett umstellen. Das dauert Jahre und verursacht enorme Kosten. Das trifft am Ende uns alle.

3. Ein Systemwechsel verursacht rund eine Milliarde Franken an Steuerausfällen pro Jahr. Eine Milliarde Franken, die fehlt, zumal das Geld ja jetzt schon fehlt und sich dieses Parlament hier drin äusserst schwertut, auch nur ein bisschen zu sparen. Unser Land steht vor grossen Herausforderungen finanzieller Art. Denken wir an die Landesverteidigung. Die zusätzlichen Steuerausfälle, die da kommen, müssen irgendwo kompensiert werden, entweder durch Einsparungen oder durch Steuererhöhungen. Auch das trifft uns alle. Dass ausgerechnet die Linke für eine Vorlage kämpft, die Steuerausfälle mit sich bringt, ist erstaunlich. Und dass die FDP für eine Vorlage kämpft, die einen administrativen Zusatzaufwand für die Bürgerinnen und Bürger in diesem Land bringt, ist ebenfalls erstaunlich.

Am Ende, unter dem Strich, bringt die Individualbesteuerung nicht mehr Gerechtigkeit. Sie schafft vielmehr neue Ungerechtigkeiten. Sie belastet traditionelle Familien. Sie bläht die Verwaltung weiter auf, und sie kostet Milliarden Franken.

Die SVP-Fraktion ist klar für die Abschaffung der Heiratsstrafe, aber nicht so. Der eingeschlagene Weg ist richtig, aber das gewählte Mittel ist falsch. Man soll das Kind ja bekanntlich nicht mit dem Bade ausschütten. Wir wollen nicht Ungerechtigkeiten beseitigen, indem wir neue Ungerechtigkeiten schaffen.

Jaccoud Jessica (S, VD): Le Parti socialiste est uni derrière cette revendication pour une politique d'égalité. Il est uni aujourd'hui de la même manière qu'il l'était hier et les années qui précèdent. Je suis fière, en tant que femme socialiste, de me présenter à cette tribune pour vous inviter à soutenir une initiative émanant des femmes libérales-radicales. Parce que, oui, l'imposition individuelle reste et demeure essentiellement un enjeu de femmes; un enjeu sur lequel nous attendons un engagement de tous les partis, y compris – et surtout – de ceux composés à majorité d'hommes. Il n'est tout simplement plus d'actualité qu'une personne perde son droit à une imposition individuelle du simple fait du mariage. Cela crée des inégalités crasses parmi les couples qui ont décidé de faire une communauté de vie durable; une inégalité entre celles et ceux qui ont choisi la forme du concubinage et celles et ceux qui ont choisi la forme du mariage. Avec l'imposition individuelle, aucun modèle de vie n'est privilégié ou défavorisé. Ainsi, la législation fiscale refléterait enfin l'égalité de tous les modèles de vie.

La taxation commune crée par ailleurs de fausses incitations, qui sont des freins au maintien, voire au retour, des femmes sur le marché du travail. Le système fiscal actuel désavantage les couples mariés qui travaillent tous les deux. En cas d'inégalité de revenus, trop souvent, le deuxième revenu, le plus faible des deux, est malheureusement absorbé dans une large mesure par la progressivité de l'impôt et par la garde des enfants, réduisant ainsi l'incitation à travailler. En réalité, cela touche souvent les femmes ayant bénéficié d'une éducation supérieure, qui sont ainsi tenues à l'écart du marché du travail. Or, malheureusement, les personnes qui restent longtemps en dehors de ce marché n'ont pratiquement aucune possibilité de carrière. L'imposition individuelle permettrait ainsi de remédier, en partie en tout cas, à la pénurie de travailleuses et de travailleurs qualifiés et de créer une plus grande égalité des chances sur le marché du travail. Il faut également renforcer l'indépendance financière des femmes, et l'imposition individuelle est une des manières de le faire. En leur permettant de garder une activité professionnelle, et de garder la main totale sur leur déclaration d'impôt et leur taxation fiscale, en obtenant une totale indépendance et une transparence sur les revenus et sur leur situation économique, nous permettons à de nombreuses femmes de gagner en indépendance et de subir avec moins de violence les inégalités économiques au moment de la séparation ou d'un divorce.

Le Conseil fédéral a présenté un contre-projet indirect, répondant ainsi à la demande formulée à plusieurs reprises par le Parlement pour une mise oeuvre concrète sans modification de la Constitution.

Nous soutiendrons un contre-projet et nous sommes prêts à faire des compromis. Il reste maintenant à la majorité de ce Parlement de savoir dans quelle direction elle veut aller; si elle veut aller en direction de l'égalité.

Blunschy Dominik (M-E, SZ): Ja, wir alle wollen die Heiratsstrafe endlich abschaffen. Die Individualbesteuerung würde aber zu einem enormen, unvertretbaren administrativen Mehraufwand führen. Mit etwa 1,8 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen würden sowohl die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler als auch die Kantone unnötig belastet. Hunderte neue Verwaltungsstellen müssten geschaffen werden, um die zusätzlichen Steuererklärungen zu bearbeiten. Die Kantone haben Ihnen das ja bereits vorgerechnet. Wenn wir jetzt keinen Fachkräftemangel, ja gar eine hohe Arbeitslosenquote hätten – gut, dann könnte man das ja noch als Arbeitsbeschaffungsbesteuerung bezeichnen. Aber beim heute bestehenden Personalmangel ist dieser



Bürokratie- und Verwaltungsausbau ein wirtschaftliches No-Go.

Wieso so kompliziert, wenn es doch einfacher geht? Die Initiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" bietet eine bessere Lösung ohne diese bürokratischen Hürden. Eine effiziente Verwaltung ist entscheidend für ein funktionierendes Steuersystem. Unsere Lösung, die Initiative der Mitte, setzt auf Transparenz und Einfachheit und vermeidet unnötige Komplikationen.

Im Sinn von mehr Effizienz und Fairness sowie von weniger Bürokratie ist die Individualbesteuerung entschieden abzulehnen.

Riniker Maja (RL, AG): Wenn ich mit Jugendlichen spreche und sie mir erzählen, was sie politisch umtreibt, dann bin ich stolz auf ihr Interesse und ihr Engagement, aber ich bin auch ein bisschen wehmütig. In der Jugend sollte man sich unbeschwert und hoffnungsvoll auf die eigene Zukunft konzentrieren können. Stattdessen aber sehen sich die Jugendlichen, insbesondere Frauen, gezwungen, um den Erhalt von unseren Sozialwerken zu bangen oder auch Baustellen früherer Generationen auszubessern.

Wer heute in der Schweiz als Frau aufwächst, kann viele Rechte und Freiheiten geniessen, die in den letzten Jahrzehnten für sie, für uns erkämpft wurden. Wir kommen einer gleichgestellten Gesellschaft immer näher, das ist für mich klar. Häufig sind es nicht mehr die Gesetze an sich, die Frauen benachteiligen, sondern deren Auswirkungen. Diese jungen Frauen, mit denen wir gemeinsam die Individualbesteuerung auf die politische Agenda gebracht haben, merken das, noch bevor sie richtig in der Berufswelt angekommen sind. Neben Überlegungen zum Studiengang, der Wahl der Lehrstelle und der ersten eigenen Wohnung, dem ersten Herzschmerz, dann dem Finden des richtigen Partners und der Heirat treibt sie die Sorge um, wie eine Familie in diesen Träumen und Plänen Platz haben könnte.

AB 2024 N 1584 / BO 2024 N 1584

Und was macht die Politik, was machen wir hier im Parlament? Wir signalisieren den Frauen, dass es sich finanziell nicht lohnt, neben der Familie weiterhin an ihrer Karriere und den beruflichen Zielen festzuhalten. Ja, wir bestrafen arbeitstätige verheiratete Frauen. Diese Frauen haben viel in ihre Ausbildung investiert, unser Staat hat viel in ihre Ausbildung investiert. Trotzdem arbeiten diese Frauen letztlich nur für die Steuerprogression. Lassen Sie mich doch bitte heute deutlich sagen: In unserem politischen Klima, in dem alle Parteien und Interessengruppen nur an Wähleranteile zu denken scheinen, dürfen Bemühungen für eine gleichberechtigte Gesellschaft nicht parteipolitischen Machtspielen zum Opfer fallen. Dafür ist das Thema schlicht zu wichtig.

Wie muss die heutige Debatte auf die jetzige junge Generation in unserem Land wirken, die sich noch verheiraten will? Wir streiten hier über die Höhe von Steuerausfällen, überlastete Steuerverwaltungen und vermeintlich drohende Bürokratie. Wir wägen ab, ab wie vielen zusätzlichen Frauen in der Wirtschaft sich eine Reform lohnt. In diesem geschichtsträchtigen Saal hier hat man Schritt für Schritt die Freiheit und die Sicherheit für die Frauen erarbeitet, die wir alle als die Essenz unserer geliebten Heimat, der Schweiz, verstehen. Diese Essenz verspricht unseren Bürgerinnen und Bürgern, mit Arbeit und Eigenverantwortung das eigene Leben frei und selbstbestimmt gestalten zu können. Sie verspricht, dass sich Fleiss lohnt und mit genügend Eigeninitiative eben doch ziemlich viel möglich ist. Da kann es doch nicht wahr sein, dass wir die wohl am fleissigsten und härtesten arbeitenden Menschen in unserer Gesellschaft durch etwas so Triviales und gleichsam Wertvolles wie den Zivilstand bestrafen.

Viele von uns sind arbeitstätige Eltern. Da frage ich Sie: Wie viel Kraft und Ausdauer bringen wir täglich auf, um unseren Beitrag für die Gesellschaft und die Wirtschaft zu leisten und dabei auch noch die nächste Generation grosszuziehen? Auch wenn die Entscheidung, eine Ehe einzugehen, privat ist, so ist diese Entscheidung eben dann nicht mehr privat, wenn wir diese Personen mit einem unfairen Steuersystem belasten und sie für ihre private, schöne und wohlüberlegte Entscheidung am Ende des Jahres mit einer hohen Steuerrechnung bestrafen. Dürften diese Personen, wenn sie nicht verheiratet wären, dann von einem Steuergeschenk oder einer Steuerersparnis sprechen? Das ist doch schlicht absurd in der heutigen Zeit. Ich wünsche mir eine Schweiz, in der unsere jungen Leute wieder träumen können, träumen vom beruflichen Erfolg, einer guten Ehe und einer Familie – ohne Steuerbenachteiligung.

Ich hoffe, dass Sie diesen Wunsch, den ich hier formuliert habe, mit uns, mit mir teilen. Unterstützen Sie die Individualbesteuerung und lassen Sie uns gemeinsam dem Versprechen von Freiheit und Gleichberechtigung Rechnung tragen. Herrn Kollege Ritter gebe ich vielleicht noch als Tipp mit: Morgen Abend findet der Anlass der Schnapsbrennerunternehmen statt. Vielleicht finden Sie dort Antworten auf Ihre Ideen, welche wir heute Abend nicht gemeinsam teilen.

Christ Katja (GL, BS): Es ist Zeit, dass wir uns einer zentralen Frage stellen: Wollen wir ein Steuersystem, das fair und zukunftsorientiert ist, ein System, das sich den modernen Lebensrealitäten anpasst, das den



Wohlstand in unserem Land sichert und den Fachkräftemangel bekämpft? Die Antwort kann nur Ja lauten. Dieser Schritt, der dazu nötig ist, heisst Individualbesteuerung.

Die Individualbesteuerung ist schlicht und einfach ein Gebot der Zeit. Sie ist kein technischer Kniff, kein bürokratischer Kraftakt, sondern eine fundamentale Veränderung, die unserem Land wirtschaftlich und gesellschaftlich guttut. Sie ist ein Schritt, der uns in eine gerechtere, modernere und effizientere Zukunft führt.

Es gibt Kritiker, die uns glauben machen wollen, die Einführung der Individualbesteuerung sei kompliziert und aufwendig. Dieses Argument hören wir aber nicht etwa von Steuerexperten oder den Fachleuten, die täglich in der Veranlagung tätig sind. Nein, es sind die gleichen Stimmen, die schon immer gegen notwendige Reformen waren, Stimmen, die Innovation mit Mehraufwand verwechseln. Ich sage Ihnen: Dieses Argument ist vorgeschoben. Die Eckwerte des Bundesrates sehen eine reine Individualbesteuerung vor. Damit fallen die komplizierten Berechnungen und die Sondertarife für Ehegatten weg. Es gibt keine verschiedenen hohen Lohnabzüge und keine unterschiedlichen Tarife mehr. Es ist vielmehr eine Vereinfachung, die dafür sorgt, dass die Steuerpflichtigen die eigene Steuerveranlagung einfacher nachvollziehen können.

Die Gegner behaupten, es sei ein Mehraufwand, wenn Paare künftig zwei Steuererklärungen einreichen müssen. Doch denken wir kurz nach: Schon heute muss jede Person ihre Steuerfaktoren zusammentragen, sei es in eine gemeinsame Erklärung oder getrennt. Das Einkommen wird in separaten Kolonnen deklariert, das Vermögen gemeinsam. Was ändert sich durch die Individualbesteuerung? Nichts, es bleibt bei der gleichen Arbeitsteilung, und der Aufwand bleibt der gleiche, die Transparenz aber steigt.

Ein weiterer Einwand lautet, die Verteilung von Vermögen sei kompliziert. Da stelle ich mich entschieden dagegen. Die Zuweisung der Faktoren folgt den zivilrechtlichen Eigentumsverhältnissen, wie sie schon heute klar geregelt sind. Die Mehrheit der Steuerpflichtigen hat kein komplexes Vermögen, und diejenigen, die es haben, wissen bereits jetzt, wem es gehört. Die Vorstellung, dass dies einen unüberwindbaren Aufwand darstellt, lasse ich nicht gelten.

Ich sehe die Chancen und nicht die Risiken. Mit der Individualbesteuerung können die Steuerbehörden die Zahl automatisierter Veranlagungen deutlich erhöhen. Warum? Weil unnötige Querbezüge wegfallen. Heute muss zum Beispiel bei Konkubinatens mühsam überprüft werden, wer den Kinderabzug geltend macht. Unterschiedliche Tarife für unterschiedliche Lebenssituationen machen die Veranlagung kompliziert. All das wird mit der Individualbesteuerung obsolet.

Die Individualbesteuerung ist mehr als eine technische Anpassung. Sie ist eine notwendige Reform für die Zukunft unseres Landes.

Zusammengefasst führt die Individualbesteuerung zu mehr Steuereinnahmen, geringeren Verwaltungskosten und einem gerechteren und attraktiveren wirtschaftlichen Umfeld, was den Wohlstand der gesamten Gesellschaft langfristig stärkt. Der vorübergehende Aufwand, die Reform umzusetzen, darf nicht dazu führen, diesen Gesamtblick zu verlieren. Das Durchsetzen einer grossen Reform wie der Individualbesteuerung ist wie das Besteigen des Matterhorns. Man muss auf dem Weg zum Ziel einige Steilwände erklimmen und Schluchten überwinden. Doch glauben Sie mir: Die Aussicht vom Gipfel ist es wert. Und wer beim Gedanken an die Individualbesteuerung ein Bürokratiemonster sieht, sollte sich vielleicht fragen, ob nicht eher das alte System der eigentliche Drache ist, den wir endlich erlegen müssen.

Ich bitte Sie deshalb, unbedingt die Individualbesteuerung zu unterstützen.

Suter Gabriela (S, AG): Bei Abstimmungen und Wahlen ist es unbestritten, es gilt "one person, one vote". Jede stimmberechtigte Person bekommt ein Stimmcouvert. Es wäre abstrus, ja eine regelrechte Schnaps-idee, Ehepaaren nur ein Stimmcouvert zum gemeinsamen Ausfüllen zu schicken, obwohl man so durchaus administrativen Aufwand und Portokosten sparen könnte. Nein, in einer Demokratie bekommt man selbstverständlich, wenn man stimmberechtigt ist, das Stimmcouvert zivilstandsunabhängig zugeschickt. Dieses Prinzip der Zivilstandsunabhängigkeit soll in Zukunft endlich auch für die Steuererklärung gelten. Es geht nicht darum, jemandem einen Lebensentwurf oder ein Familienmodell aufzuzwingen, Herr Kollege Bregy. Im Gegenteil, pro steuerpflichtige Person wird eine Steuererklärung ausgefüllt, egal ob sie verheiratet ist, in eingetragener Partnerschaft, im Konkubinat oder alleine lebt.

Warum braucht es einen Systemwechsel? Ich sehe drei Hauptprobleme der gemeinsamen Steuerveranlagung von Ehepaaren.

Das erste Problem: Das aktuelle Besteuerungssystem verstösst gegen die Verfassung. Sie wissen es, in unserer Verfassung ist der Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit verankert. Heute wird aber das individuelle finanzielle Leistungsvermögen von gemeinsam besteuerten Paaren steuerlich anders behandelt als



AB 2024 N 1585 / BO 2024 N 1585

dasjenige von Konkubinatspaaren und alleinstehenden Personen. Das ist nicht verfassungskonform. Das Bundesgericht hat dies bereits 1984 festgestellt. Das war vor 40 Jahren – vor 40 Jahren! Die Individualbesteuerung ist das einzige System, das mit der Verfassung und der Europäischen Menschenrechtskonvention ohne Weiteres vereinbar ist. In Europa haben auch deshalb die allermeisten Staaten die Individualbesteuerung bereits eingeführt: Es funktioniert.

Das zweite Problem: Das aktuelle Steuersystem kann zur sogenannten Heiratsstrafe führen. Ehepaare sind wegen des Progressionseffekts gegenüber Konkubinatspaaren steuerlich benachteiligt. Sie zahlen überproportional viel Steuern. Das ist ungerecht. Bestraft werden im aktuellen System insbesondere Ehepaare, die ein paritätisches Modell der Erwerbsarbeit leben und beide ungefähr gleich viel verdienen. Mit der Einführung der Individualbesteuerung wechseln wir zur zivilstandsneutralen Besteuerung. Es ist unerheblich, ob jemand verheiratet ist, im Konkubinat lebt oder alleinstehend ist. Der Zivilstand darf keine Auswirkungen auf die Steuerlast haben. Die Ehe soll steuerlich weder benachteiligt noch bevorzugt werden.

Das dritte Problem, das ich beim aktuellen System sehe: Es befeuert den Fachkräftemangel. Wieso das? Es setzt negative Erwerbsanreize für verheiratete, sogenannte Zweitverdienende. Je mehr die Erstverdienende verdient, desto höher fällt die Steuerbelastung des Zweitverdienenden aus, und diesen Negativanreiz bringen Sie eben auch mit dem Splitting nicht ganz weg. Wenn man über die Hälfte des Zweiteinkommens gleich wieder für Steuern abgeben muss, führt das dazu, dass Zweitverdienende nur in einem kleinen Pensum oder gar nicht erwerbstätig sind. Das hat zur Folge, dass wir viele gut ausgebildete Personen, meistens Frauen, als Arbeitskräfte verlieren. Das können wir uns nicht leisten!

Die Gesellschaft hat sich verändert. Noch Mitte des 20. Jahrhunderts war es eine Selbstverständlichkeit, dass fast alle ledigen Personen mindestens einmal in ihrem Leben heiraten. Heute sind es nicht einmal mehr zwei Drittel, und davon lässt sich die Hälfte irgendwann wieder scheiden. Es ist Zeit, auch steuerveranlagungsmässig im 21. Jahrhundert anzukommen und die Besteuerung den gesellschaftlichen Realitäten anzupassen.

Mit der Einführung der Individualbesteuerung erfüllen wir endlich den Verfassungsgrundsatz der Besteuerung nach der individuellen Leistungsfähigkeit. Wir schaffen die sogenannte Heiratsstrafe ab, wir erhöhen die Erwerbsanreize für Zweitverdienende, und wir verbessern die Gleichstellung zwischen den Geschlechtern.

Ich bitte Sie, dem indirekten Gegenvorschlag zuzustimmen und auch die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Burgherr Thomas (V, AG): Aus Sicht der Kommissionsmehrheit entspricht die Individualbesteuerung den heutigen gesellschaftlichen Realitäten am besten. Das sehe ich anders, und die Zahlen sprechen für sich. Die meistgewählte Beziehungsform ist immer noch die Ehe. Menschen heiraten, um das gemeinsame Leben zu ordnen. Sie tun dies im Wissen darum, dass es Vereinfachungen und auch Pflichten gibt. Sie heiraten nicht, weil sie alles so haben möchten wie vorher. Wer sein Leben einzeln fortführen will, auch in einer Beziehung, muss ja nicht heiraten. Er oder sie darf weiterhin individuell besteuert werden. Niemand wird gezwungen, zu heiraten und sich damit von der individuellen Besteuerung zu verabschieden.

Von daher verstehe ich nicht, weshalb man die Wirtschaftsgemeinschaft Ehe nun abschaffen will. Es macht doch keinen Sinn, die Ehe der Nichtehe anzugleichen. Die Leute wollen ja die Ehe, sonst würden sie nicht heiraten. Die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft entlastet die Allgemeinheit und das öffentliche System. Auch das ist für mich zentral.

Zudem führt die Reform bei Ehepaaren mit nur einem Einkommen oder einem niedrigen Zweiteinkommen bei der direkten Bundessteuer laut dem Bundesrat zu Mehrbelastungen. Dies betrifft insbesondere Ehepaare mit nur einem Einkommen und Kindern. Wir bestrafen damit diejenigen, die aus eigenem Antrieb für ihre Kinder schauen, die Betreuungsarbeit selber übernehmen und damit auch auf ein zusätzliches Einkommen verzichten, die bescheiden leben und damit die Allgemeinheit entlasten. Wollen wir diese wirklich mit höheren Steuern und mehr Bürokratie noch zusätzlich belasten?

Die Gutverdienenden und Doppelverdienenden werden belohnt, was doch keinen Sinn ergibt, weder sozialpolitisch noch steuerlich. Wir reden immer noch von der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Die Reform widerspricht diesem Prinzip fundamental. Diejenigen, die schon viel mehr verdienen, bekommen noch ein Zückerchen dazu. Da schaue ich in die linke Ratshälfte und frage Sie, ob das sozialpolitisch wirklich Ihrer Idee entspricht.

Ich möchte am Verständnis der Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft festhalten. Sie entlastet unsere Steuerbürokratie. Sie fördert die Eigenverantwortung. Stellen Sie sich vor, der Bund geht von 1,7 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen aus, die jährlich bewältigt werden müssen. Das ist ein Bürokratiemonster. Es bedeutet viel mehr Umsetzungsaufwand für jeden Einzelnen, aber auch für die Steuerämter auf allen Stufen. Noch viel



mehr Steuerbeamte wären die Folge. Mehrausgaben und Staatsausbau wären die Konsequenz. Ist das wirklich zielführend? Entspricht es wirklich dem liberalen Geist, den Staat auszubauen und ein Gesellschaftsmodell abzuwerten, welches auf Einfachheit und Eigenverantwortung setzt?

Es sind auch komplizierte rechtliche Klärungen bezüglich Gütertrennung und dergleichen zu erwarten. Dieser Verwaltungsaufwand steht in keinem Verhältnis zum erhofften Nutzen. Der Effekt auf die Beschäftigung wird massiv überschätzt. Sie wollen mir ja nicht sagen, dass man, weil man eine weitere Steuererklärung ausfüllen muss, mehr oder überhaupt arbeiten geht. Ich denke, es ist eher umgekehrt. Anstatt niederprozentig einzusteigen, wird man eher darauf verzichten, um eine zweite komplizierte Steuererklärung zu verhindern.

Es braucht also andere Lösungen für diese Probleme. Es braucht keinen Totalumbau unseres Steuersystems. Es gibt einfachere und bessere Lösungen, als alles auf den Kopf zu stellen. Dieser massive Eingriff in unser bestehendes und schon kompliziertes Steuersystem führt zu neuen Benachteiligungen und ungeahnten Konsequenzen. Deshalb verstehe ich auch, dass fast alle Kantone und insbesondere die steuertechnisch betroffenen Kreise die Individualbesteuerung ablehnen. Die Praxis sieht grosse Probleme bei dieser Totalreform. Wir sollten auf sie hören und uns nicht von der schönen Theorie blenden lassen.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Glättli Balthasar (G, ZH): Manchmal hat man das Gefühl – das habe ich jedenfalls beim Zuhören –, das heutige System der Besteuerung sei uns gewissermassen auf zwei Steintafeln vom Himmel herab gegeben worden. Als ich Kollege Ritter zugehört habe, habe ich fast das Gefühl gehabt, es sei eigentlich ein Naturzustand, wie man das Steuersystem heute organisiert, oder vielleicht eher nicht ein Natur-, sondern ein gottgegebener Zustand. Es ist einfach so, weil es so ist, und deshalb soll es so bleiben. Das ist für mich nicht eine angemessene Art, darauf zu achten, wie wir unser Zusammenleben organisieren.

Auch das heutige System ist gewachsen, und auch das heutige System ist ein Kind seiner Zeit. Die Frage, die wir uns hier als Rat stellen müssen, ist: Wie kreieren wir ein Steuersystem, das ein Kind unserer Zeit ist? Das ist unsere Aufgabe. Es ist nicht eine Verzerrung, wenn wir andere Anreize als diejenigen im bisherigen System setzen. Es ist ebenso eine Verzerrung, wenn es im jetzigen System Anreize gibt.

Die Frage ist nicht: Gibt es einen objektiv natürlichen Zustand der Besteuerung ohne jede Anreize? Also ich meine, ehrlich gesagt, jede Besteuerung gibt den Anreiz, nichts zu verdienen, weil man nämlich andernfalls irgendeinen Teil davon abgeben muss. Trotzdem würde niemand sagen, das sei jetzt ein grosser Grundskandal, ausser vielleicht ein paar Rechtslibertäre. Deshalb dürfen wir, finde ich – und ich mache das mit Überzeugung –, auch darüber sprechen, was wir ändern wollen.

AB 2024 N 1586 / BO 2024 N 1586

Ich finde es richtig, wenn ein neues, zukunftsfähiges Steuermodell, eben ein egalitäreres Modell, künftig zu einer besseren Besteuerung führt. Ich finde das richtig, und Sie können das falsch finden, und das ist dann die politische Debatte.

Ich finde es richtig, wenn Frauen, auch wenn sie verheiratet sind, künftig eigenständige Wirtschaftssubjekte sind und nicht einfach "P2". Das kann man auch falsch oder eine Schnapsidee finden. Ich glaube, es gibt genug Leute in diesem Land, die das keine Schnapsidee finden, sondern eine attraktive Zukunft für eine gleichgestellte Gesellschaft. Sonst hätte Herr Pfister, der es jetzt nicht mehr für nötig hält, zuzuhören, ja nicht so grosse Angst davor, dass es nur eine Volksmehrheit für die Einführung dieses Gegenvorschlags braucht. Ich habe noch keinen hier jammern und sagen hören, man wolle bitte, dass die Stände auch abstimmen können, wenn er nicht Angst hatte, vor dem Volk zu verlieren. Ich meine, es wäre vielleicht klug – gerade deshalb habe ich Herrn Pfister angesprochen –, wenn man in der Staatspolitischen Kommission ist, dass man die Frage, ob etwas ein Ständemehr oder nur ein Volksmehr braucht, juristisch und nicht nach politischem Wunschzettel von rechts oder von links entscheidet.

Schauen Sie, wir haben wirklich eine Entscheidung zu treffen. Und wenn man so tut, als ob das einfach alles logisch wäre, dann sieht man über das hinweg, was wir hier in diesem Saal jetzt gespürt haben: Es gibt nämlich immer noch eine grosse Menge von Parlamentariern – vielleicht ist es am Schluss eine Mehrheit; es sind vor allem Männer –, die meinen, sie müssten die alte göttliche Ordnung verteidigen, und zwar auch dann, wenn es um die Steuerpolitik geht.

Deshalb stimmen wir überzeugt für diesen Schritt in die Zukunft. Deshalb wollen wir nicht diejenigen sein, die diese Tür zumachen. Aber wir sind uns auch nicht zu schade, in den Infight zu gehen und darüber zu sprechen, was unsere Werte sind. Gleichstellung muss in diesem Land auch in der Steuerpolitik ein zentraler Wert sein.

Bürgin Yvonne (M-E, ZH): Noch immer werden in der Schweiz Ehepaare gemeinsam besteuert, was zur soge-



nannten Heiratsstrafe führt. Dass wir die Heiratsstrafe beseitigen wollen, ist grundsätzlich unbestritten. Die Frage ist, wie. Die Volksinitiative der FDP-Frauen "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" fordert einen Wechsel des Steuersystems, und der Bundesrat hat einen indirekten Gegenvorschlag dazu vorgelegt. Die Volksinitiative trägt einen wohlklingenden Titel, der aber nicht hält, was er verspricht. Die Steuergerechtigkeits-Initiative ist ein Wolf im Schafspelz. Man möchte zwar das Problem der Heiratsstrafe lösen, doch es werden neue Ungerechtigkeiten geschaffen. Es wird ein Bürokratiemonster kreiert, wobei die genauen Konsequenzen dieses massiven Eingriffs in das bestehende Steuersystem unbekannt sind.

Warum ungerecht? Profitieren würden vor allem Verheiratete mit gleichmässiger Einkommensverteilung. Für Ehepaare mit nur einem Einkommen oder einem niedrigeren Zweiteinkommen führt die Individualbesteuerung zu höheren Steuern. Entlastungsmassnahmen für diese Ehepaare sieht der Bundesrat nicht vor. Darum würde vor allem das traditionelle Familienmodell steuerlich benachteiligt werden. Und naturgemäss sind es nun mal vorwiegend die Mütter, welche in den ersten Jahren nach einer Geburt zu einem reduzierten Pensum arbeiten. Diese würden bestraft werden.

Gleichstellung über einen Umbau des Steuersystems erreichen zu wollen, ist ein Trugschluss. Die Befürworter argumentieren hauptsächlich mit den Effekten auf die Beschäftigung. Wenn ich an die vergangenen Fehlrechnungen des Bundes denke und die Spannweite der Schätzungen betrachte – man spricht von zwischen 10 000 und 45 000 Arbeitskräften –, dann zweifle ich an den Zahlen. Und ich bezweifle, dass Steuervorteile tatsächlich die gewünschten Erwerbsanreize schaffen. Die Entscheidung, einer Erwerbstätigkeit nachzugehen, oder die Wahl des Arbeitspensums hängt nämlich von zahlreichen nicht steuerlichen Faktoren ab, zum Beispiel von der wirtschaftlichen Unabhängigkeit, von Stellenangeboten oder von örtlichen Kinderbetreuungsmöglichkeiten. Vielleicht ist aber die Doppel- und Dreifachbelastung einigen Müttern einfach zu viel. Eine faire Steuerpolitik darf nicht einzelne Lebensmodelle benachteiligen.

Wenn wir die Heiratsstrafe endlich abschaffen wollen, gibt es einen viel gerechteren Weg, und zwar die Mitte-Initiative "Ja für faire Steuern". Diese setzt auf echte Chancengleichheit und individuelle Wahlfreiheit. Mit der alternativen Steuerberechnung kann die steuerliche Diskriminierung von allen Ehepaaren einfach, systemkompatibel und ohne neue Benachteiligungen beseitigt werden.

Ich lehne die Individualbesteuerung aber auch aus weiteren Gründen klar ab. Sie ist ein Bürokratiemonster sondergleichen und führt mit 1,8 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen zu einem enormen administrativen Aufwand und zu einem kompletten Umbau des Steuersystems auf allen Staatsebenen. Die FDP, welche sich sonst immer den Abbau der Bürokratie auf die Fahne schreibt, kann ihre Argumente drehen und wenden, wie sie will. Vielleicht füllt die FDP einfach so wahnsinnig gerne Steuererklärungen aus, ich weiss es nicht. Fakt ist: Der Mehraufwand führt bei Steuerämtern auch auf Gemeindeebene – ich bin auch noch Gemeindepräsidentin – unweigerlich zu Stellenaufstockungen, weil für verheiratete Paare neu zwei Steuererklärungen bearbeitet werden müssen. Zusätzlich ist mit erheblichen Steuerausfällen zu rechnen. Wir wissen, dass es bei den Bundessteuern Mindereinnahmen von einer Milliarde Franken gibt. Über die finanziellen Auswirkungen des Systemwechsels auf die Kantone und die Gemeinden kann der Bund keine Aussage machen.

Den Kantonen und Gemeinden drohen aber nicht nur Steuerausfälle, sie müssen zusätzlich ihre Gesetzgebung anpassen, welche an einer gemeinschaftlichen Besteuerung anknüpft. Dies betrifft unter anderem die Krankenkassenprämienverbilligungen, Tarife für Kindertagesstätten oder auch Stipendien, um nur einige Beispiele zu nennen. Die Umstellung auf die Individualbesteuerung würde Jahre, wenn nicht Jahrzehnte dauern. Ja, ich will die Heiratsstrafe abschaffen, aber nicht mit diesem Bürokratiemonster. Ich lehne die Initiative sowie den indirekten Gegenvorschlag klar ab.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Frau Kollegin Bürgin, ich habe eine Frage: Sie haben den Steuerausfall von etwa einer Milliarde Franken bei Einführung der Individualbesteuerung thematisiert und sich für das Vollsplitting ausgesprochen. Können Sie mir sagen, wie hoch der Steuerausfall bei einer flächendeckenden Einführung des Splitting-Modells wäre?

Bürgin Yvonne (M-E, ZH): Die Mitte möchte ja nicht das Vollsplitting. Wir haben einmal das Splitting unterstützt. Unsere Initiative will aber das alternative Steuermodell, und das ist jetzt erst in Bearbeitung. Es wird auch zu Steuerausfällen führen, aber es geht nicht nur um die Bundessteuer, es geht auch um die Ausfälle bei den Kantonen und Gemeinden. Diese Zahlen kann niemand nennen, und das ist die Blackbox: Es sind die Zahlen, die wir nicht kennen.

Sauter Regine (RL, ZH): Ich gebe Ihnen vorab meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Mitglied des Initiativkomitees der Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)". Diese Initiative ist aus gesellschaftspolitischer Sicht wichtig. Das haben meine Kolleginnen bisher



sehr gut ausgeführt. Es wurde aber auch klar, dass das keine Gründe sind, die die Mitte mit ihren konservativen Weltbildvorstellungen irgendwie dazu bewegen könnten, dieser Initiative zuzustimmen. Wir nehmen das zur Kenntnis.

Aber eben: Diese Initiative ist nicht nur aus gesellschaftspolitischer Sicht wichtig. Genauso wichtig ist sie aus Sicht unserer Volkswirtschaft und unseres Wirtschaftsstandorts. Die Schweiz weist zwar im internationalen Vergleich eine hohe Erwerbsbeteiligung aus, innerhalb der EU und EFTA-Staaten sogar die dritthöchste. So gingen 2023 rund 68 Prozent der Bevölkerung einem Erwerb nach. Allerdings ist der Anteil an Teilzeitbeschäftigten sehr hoch. Insbesondere viele Frauen sind in nur geringem Umfang teilzeitbeschäftigt.

AB 2024 N 1587 / BO 2024 N 1587

Ein Grund liegt darin, dass das heutige Steuersystem starke sogenannte negative Anreize setzt. Die gemeinsame Besteuerung von Ehepartnern führt dazu, dass es finanziell für den Zweitverdiener – und meistens ist das eben die Ehefrau – nicht interessant ist, eine Erwerbstätigkeit nach einer Pause wieder aufzunehmen oder das Arbeitspensum auszudehnen. Zusätzliches Einkommen kann bei diesem Ehepaar nämlich dazu führen, dass es zu einem höheren Satz besteuert wird und dass das Mehreinkommen so gerade wieder wegbesteuert wird – keine attraktive Perspektive und sicher kein Anreiz. Arbeit lohnt sich so nicht. Dieser Umstand ist nicht nur für die betroffene Frau ärgerlich, sondern es ist auch volkswirtschaftlich unsinnig und aus Sicht des Wirtschaftsstandorts nicht wünschbar.

Bereits heute ist in verschiedensten Branchen ein Fachkräftemangel ausgewiesen. Spätestens ab 2030 wird sich dieser noch verschärfen, wenn rund eine halbe bis eine ganze Million Babyboomer in Pension gehen. Diese Menschen fehlen dann auf dem Arbeitsmarkt. Wir müssen deshalb alles daransetzen, dass wir das vorhandene Arbeitskräftepotenzial, insbesondere jenes der Frauen, besser nutzen können.

Viele gut ausgebildete Frauen verzichten heute jedoch auf die Ausweitung ihrer Erwerbstätigkeit, weil es sich eben nicht lohnt. Auch aus volkswirtschaftlicher Sicht macht es im Übrigen keinen Sinn, Frauen gut und auf Staatskosten teuer auszubilden und nachher nicht dafür zu sorgen, dass sie dieses Potenzial auch effektiv nutzen können. Nicht zuletzt geht eine tiefere Erwerbstätigkeit dieser Frauen mit einer schlechteren Altersvorsorge einher. Wer weniger arbeitet, kann auch weniger Kapital in der beruflichen Vorsorge ansparen.

Es ist klar: Wir müssen die Rahmenbedingungen in unserem Land verbessern, und zwar rasch. Um die Erwerbstätigkeit der Frauen zu erhöhen, empfiehlt die OECD der Schweiz denn auch seit längerer Zeit die Einführung einer Individualbesteuerung, wie sie in den meisten europäischen Ländern zumindest wahlweise heute bereits möglich ist.

Eine Studie der Firma Ecoplan belegt die positiven Auswirkungen der Einführung einer Individualbesteuerung auf den Schweizer Arbeitsmarkt. Sie kam zum Schluss, dass eine Individualbesteuerung die Zahl der Erwerbstätigen gegenüber heute um rund 0,5 Prozent erhöhen würde. Sie können nun sagen, das sei wenig. Aber angesichts dessen, was ich Ihnen geschildert habe – Fachkräftemangel, zusätzlich benötigte Arbeitskräfte –, ist das eben nicht nichts. Auch in Bezug auf die Qualifikation der zusätzlichen Arbeitskräfte gab die Studie eine Antwort: Eine Auswertung der potenziell von einer Ausweitung der Erwerbstätigkeit betroffenen Personen zeigt, dass es sich mehrheitlich um Teilzeit arbeitende Frauen handelt und dass mehr als die Hälfte davon eine Berufslehre und ein Drittel sogar eine tertiäre Ausbildung absolviert hat. Können wir es uns angesichts der demografischen Veränderungen erlauben, auf dieses Potenzial zu verzichten? Die Antwort ergibt sich, so meine ich, von alleine.

Noch ein Hinweis an unsere Kollegen von der SVP: Die Zuwanderung der ausländischen Arbeitskräfte ist eines Ihrer grössten Ärgernisse. Aus diesem Grund müssen Sie doch das grösste Interesse daran haben, das inländische Arbeitskräftepotenzial besser zu nutzen. Unsere Initiative gibt Ihnen ein wirksames Instrument in die Hand. Weshalb Sie dieses nicht wollen, ist mir unverständlich.

Ich von meiner Seite empfehle Ihnen mit grosser Überzeugung ein Ja, sowohl bezüglich Empfehlung der Initiative als auch bezüglich Annahme des indirekten Gegenvorschlags.

Tschopp Jean (S, VD): L'état civil ne devrait pas entrer en ligne de compte pour les impôts. L'impôt sera plus équitable avec une imposition individuelle indépendante de l'état civil. Aujourd'hui, les couples mariés sont malheureusement pénalisés face au fisc. L'addition des deux revenus fait qu'ils sont souvent perdants en comparaison avec un couple non marié.

Sur le plan fiscal, un effet incitatif manque afin de pousser le second conjoint à travailler. En pratique, la plupart du temps, la femme s'efface. Cette situation n'est pas acceptable. Dans bien des cas, les femmes, qui sont nombreuses à travailler à temps partiel, finissent par renoncer à reprendre une activité professionnelle ou à augmenter leur taux d'activité quand les enfants grandissent. Les meilleurs effets incitatifs à l'exercice d'une



aktivität professionelle sind des places en garderie et l'imposition individuelle.

Une imposition indépendante de l'état civil est plus respectueuse des destins individuels. Les divorces sont nombreux: 41 pour cent en Suisse. L'équité ainsi que la prévisibilité veulent qu'un individu soit imposé au plus près de sa situation de revenu, indépendamment des mariages et démariages. La solidarité des dettes entre époux et parfois les phénomènes d'emprise peuvent conduire le conjoint avec un revenu plus faible à payer seul les impôts du couple. Les concubins sont déjà traités de la même manière. Le choix de se marier ou non est une affaire privée. Il ne doit pas avoir d'effet sur l'imposition.

Plus précise, plus équitable et plus respectueuse de l'indépendance et des libertés individuelles: quel que soit l'état civil, les avantages de l'imposition individuelle sont nombreux. Naturellement, il faudra s'assurer que la loi fédérale sur l'imposition individuelle, avec ou sans contre-projet, prévoit les déductions et compensations pour un résultat favorable aux classes moyennes et populaires. Nous serons attentifs à conserver des recettes suffisantes basées sur la solidarité et l'égalité devant l'impôt afin d'affronter les défis sociaux et climatiques. Un chemin pour une imposition individuelle et équitable existe; empruntons-le.

Vontobel Erich (V, ZH): Zur zivilstandsunabhängigen Individualbesteuerung möchte ich Folgendes festhalten: Wir EDU-Nationalräte lehnen sowohl die Initiative als auch den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates ab.

Warum? Weil wir an der christlichen und bürgerlichen Überzeugung festhalten, dass Ehe und Familie als Einheit und Fundament unserer Gesellschaft besondere Unterstützung verdienen. Die Ehe ist mehr als nur eine private Lebensgemeinschaft zwischen zwei Individuen. Sie ist nach unserem Verständnis eine von Gott gewollte Institution, die Schutz und Förderung verdient. Die Ehe ist eine Wirtschaftsgemeinschaft, die idealerweise ein Leben lang währt, und genau so sollte sie auch steuerlich behandelt werden. Die Individualbesteuerung stellt diese Einheit infrage und schwächt damit die Bedeutung von Ehe und Familie in unserer Gesellschaft.

Unsere drei Hauptkritikpunkte sind:

1. Die Individualbesteuerung bringt einen erheblichen administrativen Mehraufwand mit sich. Rund 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen bedeuten einen enormen bürokratischen Aufwand für Behörden und Steuerpflichtige. Die Umsetzung würde viele Kantone zwingen, ihre bestehenden Systeme umzubauen, was hohe Kosten verursacht. In der aktuellen wirtschaftlichen Lage ist es unverantwortlich, Bund, Kantone und Gemeinden solche Belastungen aufzuerlegen.

2. Die Individualbesteuerung berücksichtigt die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit von Haushalten nicht ausreichend. Gemäss Artikel 127 der Bundesverfassung soll die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit erfolgen, was die Berücksichtigung des gesamten Haushaltseinkommens erfordert. Alle Mitglieder eines Haushaltes profitieren gemeinsam von den wirtschaftlichen Vorteilen, was auch steuerlich reflektiert werden sollte.

3. Die Individualbesteuerung setzt falsche Anreize. Unsere Gesellschaft lebt auch von traditionellen Familienmodellen, bei denen ein Elternteil sich voll- oder teilweise um die Kinder kümmert. Die Individualbesteuerung könnte diese Familien steuerlich stärker belasten, insbesondere wenn ein Elternteil zuhause bleibt. Durch den Wegfall des Verheiratedentarifs und die Aufteilung des Kinderabzuges wird das traditionelle Modell der Einverdienerfamilie finanziell unattraktiver. Das widerspricht unseren christlichen Werten, die Ehe und Familie als Einheit sehen.

Unsere Alternative lautet: Splitting statt Individualbesteuerung. Wir EDU-Nationalräte setzen uns für ein Splitting-Modell ein. Es berücksichtigt die gemeinsame wirtschaftliche Leistung von Ehepaaren und bietet eine gerechte, einfache Lösung zur Beseitigung der Heiratsstrafe, ohne Ehe und Familie als wirtschaftliche Gemeinschaft zu schwächen. Ein Splitting-Modell würde die Steuergerechtigkeit verbessern, ohne unnötigen bürokratischen Aufwand und ohne die

AB 2024 N 1588 / BO 2024 N 1588

Mindereinnahmen, die der Gegenvorschlag des Bundesrates mit sich bringen würde.

Zusammenfassend: Wir sagen Nein zur Initiative und Nein zum indirekten Gegenvorschlag. Die vorgeschlagenen Modelle schwächen Ehe und Familie, schaffen zusätzliche Hürden und finanziellen Aufwand, den wir uns nicht leisten können. Stattdessen plädieren wir für eine Lösung, die die Familie stärkt, die Steuergerechtigkeit wahrt und die den wirtschaftlichen Anforderungen gerecht wird. Ehepaare wurden jahrelang benachteiligt. Das muss aufhören. Bereits voraussichtlich 2025 wird die Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" kommen, die gerade das Problem der Heiratsstrafe anpackt. Lassen Sie uns gemeinsam für Ehe und Familie als Grundpfeiler unserer Gesellschaft eintreten.

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und bitte Sie, unseren Standpunkt zu unterstützen.



Durrer Regina (M-E, NW): Die Abschaffung der Heiratsstrafe ist unser gemeinsames Ziel. Nur ist bei dieser Initiative der Ausdruck Steuergerechtigkeit im Namen irreführend. Gerecht ist diese Vorlage bei Weitem nicht. Vielleicht ist sie es für Ehepaare ohne oder mit erwachsenen Kindern oder für Ehepaare, bei denen beide Partner ungefähr gleich viel verdienen. Aber sicher ist sie nicht gerecht für die Mehrheit der Familien, in denen sich der eine Partner hauptsächlich um die Familienarbeit kümmert, in denen der eine Partner in einem Teilzeitpensum arbeitet oder sich ganz der Kinderbetreuung widmet. Es kann doch nicht sein, dass man Paare, die sich entscheiden, die Kinderbetreuung selbst zu übernehmen, benachteiligt oder bevormundet. Es soll doch jedes Paar selbst entscheiden können, welches Familienmodell für es das richtige ist. Man würde mit dieser Initiative vielleicht die Heiratsstrafe abschaffen, aber eine Familienstrafe einführen.

Schaffen wir mit der Annahme dieser Initiative oder des Gegenvorschlags doch nicht wieder neue Ungerechtigkeiten. Wir sollten das insbesondere auch deshalb nicht tun, weil wir mit der Initiative der Mitte-Partei "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" eine gute, schlank umsetzbare Alternative haben. Die Initiative der Mitte sichert die soziale Gerechtigkeit für alle Familienformen und garantiert, dass alle Bürgerinnen und Bürger unabhängig von ihrer Lebensform gerecht besteuert werden, und zwar ohne riesigen Administrativaufwand. Dies fördert den sozialen Frieden in unserem Land, der momentan stark unter Druck ist.

Lehnen Sie die Steuergerechtigkeits-Initiative sowie den Gegenvorschlag ab. Unterstützen Sie eine Lösung, die ein Steuersystem schafft, das niemanden zurücklässt und auf die Bedürfnisse aller eingeht.

de Montmollin Simone (RL, GE): Tout d'abord, je déclare mes intérêts. Je suis membre du comité d'initiative de l'initiative populaire "pour l'introduction de l'imposition individuelle". Cette initiative est importante – cela a été dit –, car elle corrige deux inégalités: la pénalisation du mariage pour les couples à deux revenus et les incitations négatives à travailler pour les personnes qui gagnent le second revenu. Mais elle est surtout importante pour notre économie nationale, afin de renforcer nos forces de travail, et par là, notre économie.

On dit souvent que la Suisse est travailleuse. Certes, notre taux d'activité professionnelle se hisse au troisième rang des pays de l'Union européenne et de l'AELE – à 68 pour cent en 2023. Mais la proportion de personnes travaillant à temps partiel, voire très partiel, est anormalement élevée comparativement aux pays qui nous entourent, et ce sont en particulier les femmes qui en font les frais. Pourquoi? Le choix personnel n'est que partiellement responsable. Le vrai coupable, c'est le système fiscal actuel qui fait perdurer de fortes incitations négatives.

L'imposition commune des conjoints a pour conséquence qu'il n'est pas financièrement intéressant pour le deuxième contributeur de revenu – le plus souvent la femme – de reprendre une activité professionnelle après une pause ou d'augmenter son activité. Car ce revenu supplémentaire peut conduire le couple à être imposé à un taux plus élevé et à voir ce revenu supplémentaire pratiquement anéanti par l'impôt. Si le travail n'est pas rentable, alors c'est toute l'économie qui en pâtit. C'est une situation absurde du point de vue socio-économique et contre-productif pour la place économique suisse qui lutte déjà contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. De nombreuses femmes bien formées renoncent aujourd'hui à étendre leur activité professionnelle précisément parce que cela n'en vaut pas la peine. D'un point de vue tant social qu'économique, c'est un non-sens.

Les femmes de notre pays sont bien formées, font souvent de longues études exigeantes à grands frais pour l'Etat. Ne pas veiller ensuite à ce qu'elles puissent utiliser tout leur potentiel selon leurs souhaits et leurs besoins est un gâchis pour l'ensemble de la société. Quel message pour notre jeunesse? Quel message en particulier pour nos filles? Faut-il rappeler qu'une activité professionnelle plus faible des femmes va de pair avec une moins bonne prévoyance vieillesse? Qui travaille moins, profitera d'un capital moindre dans la prévoyance professionnelle. Il est donc clair que nous devons améliorer les conditions-cadres dans notre pays, et ce, rapidement.

Cette revendication, nous la portons depuis des années. L'OCDE recommande également depuis longtemps à la Suisse d'introduire un système d'imposition individuelle, ou à tout le moins un système qui ne condamne pas les femmes à renoncer à une activité professionnelle. Différentes études ont montré l'impact positif sur le marché du travail suisse. L'étude d'Ecoplan confirme qu'une imposition individuelle augmenterait le nombre de personnes actives d'environ 0,5 pour cent par rapport à aujourd'hui. Elle confirme également que les personnes qui pourraient étendre leur activité professionnelle sont majoritairement des femmes travaillant à temps partiel, dont plus de la moitié ont suivi un apprentissage professionnel et un tiers une formation tertiaire. Quant à celles qui pourraient réintégrer le marché du travail après une pause, il s'agit également majoritairement de femmes, dont un quart ont un diplôme universitaire et plus de 7 pour cent occupaient un poste de direction avant de quitter leur emploi. Pouvons-nous encore nous passer de ce potentiel alors que nous sommes en



pleine pénurie de main-d'oeuvre? Poser la question, c'est y répondre.

Alors, à toutes celles et à tous ceux de nos collègues pour qui l'immigration de main-d'oeuvre étrangère est une source permanente d'irritation, en particulier chez nos collègues UDC: vous avez ici l'occasion d'y remédier, notre initiative offre cette possibilité. C'est un instrument efficace, qui laisse toute la liberté de choisir son modèle matrimonial, tout comme l'équilibre dans le partage des tâches ou entre vies familiale et professionnelle, mais qui à l'inverse ne pénalise pas les couples qui choisissent le mariage. Elle corrige au contraire cette inégalité fiscale injustifiée qui pèse encore sur les couples mariés.

Nous sommes aussi pour le "nous", cher collègue Leo Müller, un "nous" qui doit rester un choix personnel, volontaire et indépendant de toute motivation matérielle. Chacune et chacun naît égal en droit, doit bénéficier de l'égalité des chances comme de l'égalité de traitement, en particulier en matière fiscale, et ce, quelles que soient les aspirations qui le conduiront à former ce "nous". Renforcer la famille, c'est lui permettre de se constituer sur des bases équitables pour les deux époux, sans pénaliser l'un de ses membres et sans leur faire peser les coûts injustifiés et injustes qu'ils supportent actuellement.

Car pour celles et ceux qui estiment qu'il faut renoncer à cette initiative car elle constituerait un monstre bureaucratique coûteux pour les cantons, alors, Mesdames et Messieurs, trouvez-vous plus juste que les couples mariés continuent de payer des milliards en trop, prétendument parce que ce serait trop compliqué pour les cantons de corriger le système? C'est cela que j'appelle une "Schnapsidee". Les milliers de couples mariés de la classe moyenne taxés injustement apprécieront.

Il est temps de revenir à plus de pragmatisme, plus de justice, et c'est avec une ferme conviction que je vous recommande l'acceptation de cette initiative, tout comme d'entrer en matière et d'accepter le contre-projet indirect présenté

AB 2024 N 1589 / BO 2024 N 1589

par la majorité de la Commission de l'économie et des redevances.

Flach Beat (GL, AG): Die Individualbesteuerung ist nicht nur eine modernere, sondern auch eine gerechtere Alternative zur aktuellen Paarbebesteuerung. Bereits 1901 richteten Frauenorganisationen eine Petition an die Herren Parlamentarier, in der sie für die individuelle Besteuerung plädierten. Sie forderten die Trennung der Einkommens- und Vermögensbesteuerung zwischen Mann und Frau. Diese Frauen hatten damals keine demokratischen Rechte, und doch kämpften sie für eine steuerliche Gleichberechtigung. Es dauerte über achtzig Jahre, bis im Zivilrecht wenigstens eine wahlweise Trennung der Güter von Frau und Mann möglich wurde. Doch das Steuersystem blieb unverändert.

Jenen, die mit dem Jahr 1901 nichts anfangen können, sei gesagt, dass dies das Jahr war, in dem das Gemälde hinter uns der Öffentlichkeit vorgestellt wurde: "Die Wiege der Eidgenossenschaft" von Charles Giron. Seit 120 Jahren ist es hier drin, seit 120 Jahren sitzt die Dame hier oben in den Wolken, reicht den Herren Parlamentariern ihren Friedenszweig entgegen und hofft darauf, dass es vielleicht einmal ein gerechtes Steuersystem geben wird, das die Frauen nicht mehr nur zu einem Anhängsel ihrer Ehemänner macht.

Bis heute werden die Frauen nämlich über die Steuerrechnung ihrer Ehemänner veranlagt, auch wenn sie längst ihre eigenen Einkommen erwirtschaften. Es wird gesagt, das sei eine gemeinsame Steuererklärung. Aber seien wir ehrlich, es sind oft die Einkommen der Frauen, die als Zweiteinkommen dazukommen, die dazugerechnet werden. In über 80 Prozent der Haushalte sind Frauen die Zweitverdienenden, und es ist ihr Einkommen, das die Steuerprogression hochtreibt, es ist ihr Verdienst, der durch einen höheren Grenzsteuersatz belastet wird, und am Ende ist es oft ihre Erwerbstätigkeit, die sich in der gemeinsamen Rechnung nicht mehr lohnt, weil ein grosser Teil des zusätzlichen Einkommens durch die Steuerlast verschwindet.

Das veraltete Steuersystem hat Folgen. Unser Steuersystem stammt noch aus einer Zeit, in der das Modell der Nachkriegsfamilie mit der Hausfrauen-Ehe vorherrschte. Das war damals logisch, die Frau gab nach der Heirat ihre Erwerbstätigkeit auf. Aber diese vormalige Realität der Gesellschaft ist längst überholt. Frauen sind heute genauso gut ausgebildet wie Männer, ihre Fähigkeiten werden auf dem Arbeitsmarkt gebraucht, und sie wollen erwerbstätig sein, auch während und nach der Familienphase. Dennoch drängt unser Steuersystem, das auf der gemeinsamen Veranlagung basiert, Mütter und Zweitverdienerinnen aus der Erwerbstätigkeit. Warum? Weil eben ihr Einkommen mit einer überproportional hohen Steuer belastet wird. Die Progression steigt, und ein Grossteil des zusätzlichen Einkommens zerrinnt zwischen den Händen. Es wird dann eben entsprechend nicht erwirtschaftet, denn für viele Frauen lohnt es sich schlicht nicht, Vollzeit oder überhaupt zu arbeiten.

Daraus entsteht auch ein volkswirtschaftlicher Schaden. Das hat eben nicht nur persönliche, sondern auch wirtschaftliche Konsequenzen. Über 10 Prozent der erwerbstätigen Frauen in der Schweiz bezeichnen sich als unfreiwillig unterbeschäftigt. Das sind rund 260 000 Frauen, die gerne mehr arbeiten würden, es sich aber



schlicht nicht leisten können oder die nicht arbeiten, weil es sich aufgrund der hohen Steuerbelastung nicht lohnt. Vier von zehn dieser Frauen würden gerne Vollzeit arbeiten und sechs von zehn ihre bestehenden Pensen erhöhen. Ich glaube wirklich, wenn 11 Prozent der Männer von einem System derart negativ betroffen wären, würde man hier im Raum das Problem als Totalversagen des Steuerrechts bezeichnen und sofort nach Lösungen suchen. Doch weil es hauptsächlich die Frauen betrifft, bleibt der Reformwille eben aus – seit 120 Jahren.

Ein gerechteres Steuermodell ist die Einzelbesteuerung. Die Lösung liegt mit der Individualbesteuerung auf der Hand. Sie schafft ein zivilstandsneutrales Steuersystem, in dem jeder Mensch als individuelle steuerliche Einheit betrachtet wird. Damit wäre es egal, ob jemand verheiratet ist oder nicht: Jede Person zahlt Steuern nur auf das eigene Einkommen. Dies würde die Anreize, aus dem Erwerbsleben auszusteigen, beseitigen und die Anreize, im Erwerbsleben zu bleiben oder eben nach einer Familienpause wieder einzusteigen, entsprechend vergrössern. Zudem ist die Individualbesteuerung nicht nur eine Frage der Gleichstellung, sondern auch der wirtschaftlichen Vernunft. In einer Zeit, in der Arbeitskräfte gefragt sind, können wir es uns nicht leisten, ein Steuersystem aufrechtzuerhalten, das Tausende von Frauen aus dem Erwerbsleben drängt oder ihnen die Ausweitung ihrer Tätigkeit erschwert.

Fehlmann Rielle (S, GE): Les socialistes ont toujours été partisans de l'imposition individuelle. C'est une question d'égalité de traitement: il s'agit de mettre en oeuvre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.

En donnant la responsabilité au seul mari de remplir la déclaration d'impôts, on perpétue l'idéologie patriarcale selon laquelle le mari est le chef du ménage. Même si la femme est indépendante économiquement, cette pratique maintient ainsi l'épouse dans une position subalterne. Il est donc complètement dépassé qu'au XXI^e siècle on laisse perdurer des principes aussi désuets. Au-delà de cette pratique conservatrice, l'imposition actuelle des couples mariés entraîne de fausses incitations qui peuvent dissuader l'épouse d'avoir une activité lucrative. De plus, à la suite de la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière d'entretien après le divorce, il est d'autant plus important de promouvoir l'activité rémunérée des femmes. Il faut aussi rappeler que le fait d'être hors du marché du travail pendant des années est un facteur défavorisant. Cela se traduit par de faibles revenus pendant la vie active et par une paupérisation au moment de la retraite.

Sur le plan économique, l'imposition individuelle induirait un effet incitatif utile, en faisant appel à plus de main-d'oeuvre indigène de mieux en mieux formée, à savoir les femmes. Cet argument devrait convaincre les milieux qui craignent un trop grand poids lié à l'immigration.

Comme l'ont relevé plusieurs cantons ayant déposé des initiatives cantonales pour l'imposition individuelle, l'égalité selon l'article 8 de la Constitution n'est pas respectée si une femme mariée avec un salaire moyen doit payer 50 pour cent d'impôt sur le revenu de plus qu'une femme célibataire ou en concubinage ayant le même revenu. Il y a une discrimination claire et inacceptable entre femmes mariées et femmes célibataires. Une société libérale, fondée sur le libre choix du mode de vie, ne devrait pas privilégier une seule façon de vivre ensemble dans une société où il y a de multiples formes de familles.

L'initiative populaire permet vraiment d'introduire une imposition individuelle dans le sens d'un changement de paradigme. Sur le plan administratif, il n'y aura pas de changement notable puisque les couples mariés seront traités comme les concubins actuellement. Le spectre du monstre bureaucratique, que certains ont évoqué tout à l'heure, est à relativiser. Quand bien même cela entraînerait quelques complications administratives, le but en vaut la peine, et, normalement, un système numérisé devrait permettre des solutions un peu plus adaptées.

Le groupe socialiste salue une réforme qu'il appelle de ses vœux depuis des années et vous recommande de soutenir en priorité l'initiative. Néanmoins, selon les discussions qui seront menées et les propositions qui seront acceptées, nous pourrions aussi accepter le contre-projet. Celui-ci présente l'avantage d'une mise en oeuvre plus rapide, mais a le désavantage d'entraîner des pertes fiscales. Celles-ci seraient supportables si l'on propose des contreparties, par exemple dans le soutien à l'accueil extrafamilial des enfants. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une initiative avant tout pour l'égalité et non d'une initiative fiscale.

Weichelt Manuela (G, ZG): In meinen Zwanzigern – und zwanzig wurde ich nicht gestern, sondern in den Achtzigerjahren – sass ich zusammen mit Professor Hans Würgler auf Podien für die Individualbesteuerung. Er war bis zu seiner Pensionierung ordentlicher Professor für Nationalökonomie an der ETH Zürich. Hans Würgler war nicht nur Professor für Nationalökonomie an der ETH, er war auch ein FDPler, ein echter Liberaler, bis zu seinem Tode. Auf den Podien



kämpften wir auf der gleichen Seite. Seine Papiere zur Familienbesteuerung, seine Expertenberichte von 1993 bis 2002 und die FDP-Positionspapiere finden Sie noch heute im Archiv der ETH. Die Argumente blieben in den dreissig Jahren die gleichen und haben heute noch ihre Gültigkeit. Auch hier im Rat, dreissig Jahre später, argumentiere ich im Nationalrat zusammen mit vielen Kolleginnen und Kollegen parteiübergreifend gleich. Wie lange soll es noch gehen, bis wir Frauen, bis der Mensch als Individuum wahrgenommen wird?

Das heutige Steuersystem begünstigt Ehen, in denen nur der eine Ehegatte seinem Beruf nachgeht und damit alleine für das Haushaltseinkommen sorgt. Insbesondere gut ausgebildete Frauen werden so vom Arbeitsmarkt abgehalten. Wer dem Arbeitsmarkt lange fernbleibt, das wissen wir, hat kaum mehr Karrierechancen. Meine Vorredner betonten, dass das Steuerrecht die Personen neutral betrachten soll. Ja, genau, das Steuerrecht soll neutral und wertfrei sein. Aber genau das macht das Steuergesetz eben nicht. Das patriarchale Steuersystem ist nicht neutral und nicht wertfrei. Das Mittelalter und die Zeit, in der die Frauen keine oder weniger Rechte hatten, sind vorbei. Hören wir endlich auf, Familienpolitik über das Steuersystem zu machen.

Herr Bregy, der leider nicht im Saal ist – wenn ich ihm vorhin zugehört habe, dann bin ich bald so weit, dass ich die Abschaffung des Zivilstandes fordere. Wenn der Zivilstand als solches zu so viel Ungerechtigkeit führt, dann haben wir mit den Zivilständen ein Problem. Doch da sind wir noch nicht. Also heben wir endlich die Ungerechtigkeit beim Steuergesetz auf. Dass der Parteikollege von Herrn Bregy die Individualbesteuerung als Schnapsidee bezeichnet, ist einfach nur despektierlich.

Besten Dank für die Unterstützung der Volksinitiative und damit des Willens von sehr vielen in der Bevölkerung.

Bally Maya (M-E, AG): Wir kennen die unsägliche Geschichte der bereits 1984 gerichtlich festgestellten Heiratsstrafe. Heute besteht diese jedoch effektiv nur noch bei den direkten Bundessteuern, wo sie umso mehr wiegt, weil die Progression zum Teil eklatant ist. Die Kantone haben ihre Hausaufgaben gemacht und ihre Steuersysteme angepasst. Vereinzelt müssten in gewissen Segmenten noch Lücken geschlossen werden. Der Bund hat es bis heute nicht geschafft, dem Vorbild der Kantone zu folgen und eine Lösung zu etablieren. Nun liegen eine Initiative und ein Gegenvorschlag vor, die einerseits die Umwälzung der 26 kantonalen Steuersysteme verlangen – übrigens: Ist das überhaupt legitim? – und andererseits immensen Aufwand verursachen werden. Warum soll auf diese Weise ein Problem gelöst werden, das eigentlich nur noch auf Bundesebene besteht?

Eine Ehe wird nicht nur aus Liebe eingegangen. Die Funktion einer Ehe ist auch die einer Wirtschaftsgemeinschaft, und die Individualbesteuerung will dies faktisch aufheben. Meine Damen, das hat nichts mit Gleichberechtigung oder mit einer konservativen Weltanschauung zu tun. Müssten wir, wenn wir einen solchen Schritt machen, nicht konsequenterweise auch weitere Ansprüche wie die Verbilligung der Krankenkassenprämien oder die Ergänzungsleistungen individuell, das heisst unabhängig von Vermögen und Einkommen des Ehepartners, berücksichtigen? Stellen Sie sich einmal vor, zu welch absolut widersinnigen Ergebnissen das führen würde. Durch die Individualbesteuerung wird zwar die Heiratsstrafe abgeschafft, aber Ehepaare müssen bei den neu einzureichenden individuellen Steuererklärungen zum Teil komplizierte güterrechtliche Klärungen vornehmen. Es gibt also Mehraufwand für die Paare. Allenfalls werden sich die Treuhänder freuen, weil sie noch mehr zu tun haben werden. Aber auch bei den Kantonen gibt es einen grossen Mehraufwand, was einerseits wieder Mehrkosten für die Steuerzahler bedeuten würde und andererseits in Zeiten des Fachkräftemangels ziemlich schwierig zu stemmen sein dürfte.

Es ist für mich ein Rätsel, warum man nicht bereit gewesen ist, zumindest verschiedene Varianten vertieft zu prüfen, miteinander zu vergleichen, und zwar mit allen Vor- und Nachteilen. Ich bin überzeugt, dann wäre man auf einen anderen Gegenvorschlag gekommen. Man könnte schon fast von Arbeitsverweigerung der Kommission sprechen. Die Befürworterinnen und Befürworter der Individualbesteuerung sind äusserst ideologisch unterwegs und glauben, nur so würden dem Arbeitsmarkt mehr Frauen mit höheren Pensen erhalten bleiben. Aus meiner Sicht wird dies völlig überschätzt. Ja, für Paare ist wichtig, dass die Heiratsstrafe abgeschafft wird, aber dies geht auch anders.

Es ist vor allem auch wichtig, dass durch flexible Arbeitsformen und flächendeckende, gute externe Kinderbetreuung die Vereinbarkeit von Beruf und Familie gewährleistet ist. Das ist massgebend, damit wir Männer und Frauen mit hohen Pensen im Arbeitsmarkt halten können. Es ist aber nicht massgebend, ob dies durch die Individualbesteuerung oder durch ein anderes System ermöglicht wird.

Die gleichen Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die immer für Effizienz und gegen Bürokratie sind, befürworten nun ein solches Bürokratiemonster. Hier schaue ich zur FDP-Fraktion. Es wurde heute schon mehrmals erwähnt: Die gleichen Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich mit grossen Emotionen für den Doppelnamen von Ehepaaren ausgesprochen haben, damit so die Verbundenheit und die Gemeinschaft schon im Namen ersichtlich ist, bestehen nun auf einer strikt getrennten Besteuerung. Hier schaue ich die linke Rats-



hälfte an. Ich kann diese Widersprüche beim besten Willen nicht nachvollziehen, auch nicht das Verbot der Wirtschaftsgemeinschaft.

Wenn wir schon ein radikales System einführen möchten, warum dann nicht gleich die Flat Tax mit Abschaffung der unsinnigen Progression? Das wäre um einiges unbürokratischer zu haben. Aber es ist mir klar, dass dies bedauerlicherweise keinen grossen Anklang findet. Deshalb bin ich zumindest für eine pragmatische Lösung, für ein Korrektiv nach dem Vorbild der Kantone.

Mich vermag weder die Initiative noch der Gegenvorschlag zu überzeugen. Aus meiner Sicht ist beides ein Armutszeugnis und wird der Sache nicht gerecht.

Steinemann Barbara (V, ZH): Mit den Motiven hinter der Individualbesteuerung sind wir durchaus einverstanden: zum einen Anreize für Zweitverdiener und vor allem Zweitverdienerinnen setzen und zum andern mehr Gerechtigkeit in die Steuerlandschaft bringen. Gutverdienende und Doppelverdiener dürften steuerlich entlastet werden, und diese Entlastung führt zu Steuerausfällen von rund einer Milliarde Franken, falls der Bund richtig gerechnet hat. Das wäre an sich ein zusätzliches Argument für die Individualbesteuerung, weil der Staat nach meinem Gusto seinen Bürgern ohnehin zu viele Mittel entzieht, wobei der Staat genau genommen heute und seit Jahren schon eine Milliarde Franken zu viel kassiert.

Leider tendieren Parlament wie Verwaltung bei Gesetzesreformen zu Lösungen, die stets Mehrkosten für die Beitragszahler nach sich ziehen, obschon am Anfang immer das Gegenteil versprochen wurde; denken Sie nur an die Altersvorsorge oder an das Gesundheitswesen. Leider werden sich auch in diesem Falle die Politik und die Verwaltung nicht zur Einsparung dieser einen Milliarde Franken durchringen können, obwohl sich die Sparpotenziale aufdrängen: das DEZA-Budget, der Asylirrsinn, Beamtenlöhne, das Wachstum der Verwaltung, die vielen widersinnigen Subventionen und vieles mehr. Leider haben auch die Initiantinnen nie mitgeholfen, hier Kürzungen vorzuschlagen. Da die Bundeskasse leer ist, wird diese eine Milliarde Franken eines der Hauptargumente der Gegnerinnen und Gegner sein, und am Ende dürften wir im Rahmen eines Urnenganges darüber streiten, welche Bevölkerungsgruppe für diese fehlende Milliarde aufkommen muss. Das sind dann wahrscheinlich alle anderen.

Wer gegen die Individualbesteuerung ist, riskiert als Anhänger eines antiquierten Familienmodells dazustehen, als einer, der die Zeichen der Zeit nicht erkannt hat. Aber genau jene Paare, die das traditionelle Familienmodell leben, in welchem eine Person sich ausschliesslich oder mehrheitlich um die Kinder kümmert, würden die eine Verlierergruppe dieser Reform bilden. Die andere Verlierergruppe dürften die Wenigverdienenden sein, sie sind ohnehin nicht von Steuerprogressionen tangiert, ebenso die Single-Haushalte und all jene Menschen, die aus dem Arbeitsmarkt ausgeschieden sind und relativ bescheiden von ihren Renten leben.

AB 2024 N 1591 / BO 2024 N 1591

Am Schluss dürfte die Mehrheit der Bevölkerung die Vorlagen ablehnen, wenn sie merkt, dass sie die Steuerausfälle zu tragen hätte. Insofern ist diese Individualbesteuerungslösung ein typischer Zeitgeist-Vorstoss, wohlwollend begleitet von den Medien, aber einfach nicht ganz zu Ende gedacht.

Fonio Giorgio (M-E, TI): Intervengo a titolo personale per invitare il Parlamento a respingere sia l'iniziativa popolare "per un'imposizione individuale a prescindere dallo stato civile" che il controprogetto. Il motivo per il quale mi esprimo in modo critico è molto semplice: chi sostiene questa iniziativa vuole risolvere un'ingiustizia, quella di cui sono vittime le coppie sposate per quanto concerne l'imposta federale, creando paradossalmente una nuova disparità di trattamento per le famiglie a monoreddito, come pure per quelle che hanno un secondo reddito esiguo.

L'imposizione individuale minerebbe il sistema fiscale consolidato da decenni, che si fonda sulla comunità giuridica ed economica delle coppie sposate. Detto in parole ancora più semplici ed usando una metafora, potremmo dire che in caso di approvazione sia dell'iniziativa che del controprogetto indiretto, obbligheremmo migliaia di coppie a divorziare. Un colpo di spugna inaccettabile.

Questa proposta, oltre a non risolvere completamente la discriminazione, mostra un'idiosincrasia rispetto alla struttura familiare e fiscale consolidata nel nostro paese. Volete davvero risolvere questa discriminazione? La risposta la trovate nell'iniziativa del Centro "Sì a imposte federali eque anche per i coniugi – Basta con la discriminazione del matrimonio!", che continuerebbe a tutelare la struttura del matrimonio, dando garanzia nel diritto fiscale. Un cambiamento radicale del sistema genererebbe incertezza e confusione. La nostra politica mira a preservare e rafforzare la fiducia dei cittadini nel sistema fiscale. Per questo motivo postulo anch'io il respingimento, da parte del nostro consesso, di questa iniziativa popolare e del suo controprogetto.



Pamini Paolo (V, TI): Caro collega, nel suo intervento ha parlato nello specifico delle famiglie tradizionali. Ma è questo l'unico modello a cui sta pensando?

Fonio Giorgio (M-E, TI): Ringrazio il collega Pamini per questa domanda. È specificato in maniera molto chiara, forse non l'ho esplicitato, ma l'iniziativa popolare creerebbe delle discriminazioni per tutte le forme di famiglia in questo paese.

Gutjahr Diana (V, TG): Ich bin bekannt dafür, dass ich normalerweise gesellschaftspolitischen Anliegen sehr positiv gegenüberstehe. Ich habe es aber heute wie Leo Müller: Es geht in die Richtung von immer mehr "ich" und weniger "wir".

Bei dieser Initiative ist es aber auch wichtig, dass man zweimal hinschaut und nicht ein oberflächliches Urteil fällt. Was zunächst verlockend tönt, entpuppt sich auf den zweiten Blick als Bürokratiemonster und schafft mehr Probleme und Kosten, aber auch neue Ungleichbehandlungen.

Die Individualbesteuerung ist zudem nicht kompatibel mit den jetzigen Steuersystemen und bedeutet einen immensen Mehraufwand für unsere Steuerämter, die zwei Steuererklärungen für verheiratete Paare bearbeiten müssen statt wie bisher nur eine. Der Bund geht von 1,7 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen aus, die durch die Steuerpflichtigen ausgefüllt, eingereicht und später eben auch geprüft werden müssen. Dienstleistungsbüros wittern ihr Geschäft, aber auch Juristen werden sich nun die Hände reiben. Denn heute haben schon sehr viele Mühe mit dem Ausfüllen von Steuererklärungen, die Initiative wird das Problem noch verschärfen.

Wir haben aber auch diverse Beispiele dafür gehört, wo es zu Herausforderungen kommen wird, nämlich in Fragen wie: Wie soll gemeinsames Vermögen behandelt werden? Wie werden Schuldzinsen, Kinderbetreuungskosten behandelt und, und, und? Das sind viele Fragen, auf die es keine Antworten gibt.

Bedenken Sie aber auch, was passiert, wenn Ehepaare ihre Steuererklärungen nicht gleichzeitig einreichen: Veranlagungen können nicht oder nur massiv verzögert behandelt werden. Die gleiche Arbeit muss mehrmals angefangen werden, und das verzögert den kompletten Prozess. Zudem muss auch die Veranlagung am Schluss wieder irgendwie zusammengeführt werden, weil jede einzelne Person eine Veranlagung bekommt, aber doch als Familie überprüft werden muss. Es geht also nicht einfach nur um das Ausfüllen der Steuererklärung, sondern eben auch noch um weitere Fragen. Vor allem können daraus kostspielige Streitigkeiten entstehen.

"Geht nicht" gibt's nicht. Ja, das stimmt. Alles ist umsetzbar. Aber man muss sich schon die Frage des Kosten-Nutzen-Verhältnisses stellen, und diese Rechnung vermisste ich etwas. Im Kanton Thurgau müsste mit etwa 66 000 zusätzlichen Steuererklärungen gerechnet werden, wobei zusätzliche Veranlagungsexperten benötigt würden, die einzustellen, aber auch auszubilden sind. Damit dürften wohl mehrere Millionen Franken an zusätzlichen Kosten anfallen, die dann der Thurgauer Steuerzahler zu berappen hätte, obwohl der Kanton schon jetzt finanziell in einer angespannten Situation ist.

Es ist aber nicht so, dass ich den Grundgedanken der Initiative nicht verstehe, vielmehr habe ich das Gefühl, dass es die Initianten zwar gut gemeint haben, aber schlussendlich doch über das Ziel hinausgeschossen sind. Deshalb mein Rat: Wir müssen das Rad nicht komplett neu erfinden, sondern mit offenem Visier in die Kantone blicken, die schon mögliche Lösungen im Einsatz haben. Auch hier wieder der Blick in den schönen Kanton Thurgau: Hier wird das Modell des Vollsplittings angewendet, welches eine gemeinsame Steuerveranlagung vorsieht, die die Einkommenssteuer für Alleinstehende und für gemeinsam besteuerte Eheleute nach dem gleichen Tarif berechnet. Somit ist es unwesentlich, welcher Ehegatte wie viel in der Familie verdient, das Haushaltseinkommen steht dabei im Zentrum. Das Thurgauer Modell ist deutlich vorteilhafter, da es eine faire und einfache Besteuerung für Ehepaare ermöglicht, ohne die kantonale Steuerautonomie zu gefährden oder bürokratische Hürden aufzubauen. Ebenso benachteiligt dieses Modell Einverdiener-Ehepaare, die nach wie vor sehr verbreitet sind, nicht.

Aus diesem Grund lehne ich die Initiative ab. Mit mir tun das 21 Kantone, tun Sie dasselbe.

Tuosto Brenda (S, VD): Combien d'entre nous ont des amies, des mères, des filles, des soeurs ou des voisines qui ont réduit leur taux d'activité ou qui n'ont tout simplement pas repris le travail après le mariage ou la naissance des enfants, en raison d'un simple calcul entre les charges et les revenus du ménage? Ces exemples sont nombreux et représentent la norme aujourd'hui encore. C'est non seulement un fait, mais surtout une conséquence du système d'imposition en vigueur. Actuellement, les personnes mariées sont désavantagées fiscalement par rapport aux couples non mariés, car elles sont imposées conjointement. Dans le cas des époux, la somme des deux revenus détermine la charge fiscale, tandis que dans celui des personnes non mariées, le revenu individuel est déterminant. Cette situation se traduit par des inégalités de traitement et



pénalise les personnes mariées. En effet, si l'un des contribuables dispose d'un revenu substantiel, alors le revenu supplémentaire gagné par l'autre contribuable du couple sera imposé à un taux élevé. Cela, une fois cumulé aux frais de garde, par exemple, qui sont élevés lorsque les deux personnes travaillent, est une grande barrière à l'entrée sur le marché du travail, surtout pour les femmes.

Avec le système d'imposition actuel, ce sont les femmes qui sont pénalisées. En effet, les femmes effectuent à ce jour plus de 60 pour cent du travail domestique et familial non rémunéré; elles ont donc souvent un taux d'activité plus faible. La présence de femmes dans certains corps de métier, notamment techniques, ne dépasse parfois pas le seuil des 20 pour cent. Et ce Parlement, avec sa répartition actuelle, comptant plus de 60 pour cent d'hommes, démontre encore une fois à quel point notre société est organisée de façon à défavoriser la carrière des femmes. La charge fiscale pèse donc sur les couples mariés et l'égalité des genres, malgré le souhait de l'époux ou de l'épouse de s'organiser autrement.

Nous avons la possibilité de corriger cette situation: faisons-le maintenant, en soutenant le projet de l'imposition

AB 2024 N 1592 / BO 2024 N 1592

individuelle! Pour revenir à une vraie politique d'égalité, il nous faudrait poursuivre ces discussions en faveur de mesures pour les crèches ou les gardes d'enfants, afin de garantir des conditions optimales pour un vrai choix. De plus, avec la pénurie de main-d'oeuvre dans certains domaines d'activité, l'imposition individuelle aurait des effets positifs sur le marché du travail. La bureaucratie, l'augmentation de la paperasserie ou le maintien à un statut conventionnel – des arguments qui ont été entendus ce soir dans la bouche de l'opposition – ne devraient pas être la raison de ne pas avancer, de ne pas essayer d'atteindre plus d'égalité. Il en va du bon fonctionnement de notre démocratie. Lorsque toutes les citoyennes et tous les citoyens, quel que soit leur genre ou leur orientation sexuelle, auront les mêmes droits et opportunités, cela renforcera non seulement la légitimité du système démocratique, mais aussi sa stabilité.

Le contre-projet indirect du Conseil fédéral est une mise en oeuvre pragmatique de l'initiative du PLR, dans la mesure où une modification de la Constitution fédérale ne serait pas nécessaire. Il pourrait être réalisé rapidement. Le contre-projet indirect propose un système simple, où chacune et chacun serait traité individuellement. Diciamo anche in italiano, per dare ancora più forza a questa proposta: la disuguaglianza di genere pesa ancora su molte aree della vita quotidiana. I posti di lavoro sono i più colpiti, e le azioni per promuovere le donne a volte le rendono ancora più vulnerabili alla stigmatizzazione sul posto di lavoro. Poniamo fine alla disuguaglianza di genere, sostenendo un'imposizione fiscale che ristabilisca l'equità tra sposati e non sposati. L'indipendenza finanziaria è un pilastro fondamentale per realizzare la parità di genere. Non solo garantisce l'autonomia e la libertà di scelta delle donne, ma è anche una forza contro le disuguaglianze sistematiche, perché consente libertà di decisione, accesso all'istruzione e alle opportunità nonché protezione dagli abusi. Costituisce un modello per le generazioni future e crea opportunità per l'economia a trovare profili qualificati. L'indépendance financière est donc une question de justice sociale.

Le groupe socialiste vous invite donc à soutenir l'imposition individuelle. Il est prêt à trouver des compromis possibles, pragmatiques et rapides afin de faire avancer l'égalité.

Giacometti Anna (RL, GR): Non a caso, l'8 marzo 2021, nella giornata internazionale dei diritti della donna, i rappresentanti del comitato d'iniziativa "per un'imposizione individuale a prescindere dallo stato civile" hanno presentato pubblicamente la loro iniziativa, che è stata poi depositata l'8 settembre 2022 con le firme necessarie.

Gli sforzi e le discussioni per introdurre la tassazione individuale in Svizzera sono in corso da alcuni decenni, ma non hanno ancora portato ad un cambiamento tangibile a livello fiscale. Ecco perché le donne liberali-radicali hanno unito le loro forze a quelle di altri alleati della politica, dell'economia e della società per smuovere finalmente le acque in questo ambito. Grazie a questa iniziativa, la cosiddetta "penalizzazione del matrimonio", che oggi mette le coppie sposate e le unioni domestiche registrate in una situazione di svantaggio fiscale, potrebbe finalmente essere superata.

I vantaggi della tassazione individuale sono evidenti: è la soluzione più giusta per la tassazione del reddito e del patrimonio, indipendentemente dallo stato civile. Il principio dell'imposizione secondo la capacità economica è sancito nella Costituzione. L'attuale collegamento della tassazione allo stato civile è problematico anche dal punto di vista dell'uguaglianza. Quando le coppie sposate hanno figli, di solito sono le donne che riducono il loro impegno o lasciano del tutto l'attività professionale. Questo poiché sono penalizzate due volte finanziariamente, a causa di una progressione più alta e dei costi aggiuntivi per la cura dei figli.



Anche dal punto di vista economico è importante agire il prima possibile. L'attuale situazione aggrava gli effetti della carenza di manodopera qualificata e ostacola le pari opportunità sul mercato del lavoro. Chi lavora non deve però essere penalizzato dal punto di vista fiscale.

È ovvio che il passaggio alla tassazione individuale comporterà una certa quantità di lavoro supplementare, non l'abbiamo mai negato. Questo vale per ogni riforma, ma questo sforzo iniziale avrebbe grandi vantaggi: con l'introduzione di una tassazione individuale, avremo un sistema fiscale uniforme, trasparente e semplice. Inoltre, con l'aumento della digitalizzazione, le dichiarazioni fiscali verranno sempre più elaborate elettronicamente.

L'imposizione individuale tiene conto di qualsiasi modalità di convivenza; con la sua applicazione il diritto fiscale favorisce l'uguaglianza tra tutti i modelli di vita.

Vi invito quindi a sostenere l'iniziativa popolare "per un'imposizione individuale a prescindere dallo stato civile" e il controprogetto del Consiglio federale.

Molina Fabian (S, ZH): Wir diskutieren heute über eine Volksinitiative, die eigentlich etwas Selbstverständliches fordert: dass jede Person in der Schweiz unabhängig vom Zivilstand nach ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit besteuert wird. So verlangt es die Verfassung. Heute werden verheiratete Personen gemeinsam und somit höher besteuert als unverheiratete Paare.

Diese Heiratsstrafe gehört abgeschafft, weil sie ungerecht ist, die Gleichstellung der Geschlechter blockiert und den Arbeitskräftemangel verstärkt. Sie ist ungerecht, weil Ehepaare höhere Steuern bezahlen als unverheiratete Paare. Sie blockiert die Gleichstellung der Geschlechter, weil durch die gemeinsame Besteuerung der Ehepaare das tiefere Einkommen – in aller Regel handelt es sich um das Einkommen der Frauen – zu einem grossen Teil für Steuern verpufft. Für Frauen lohnt es sich deshalb oft nicht zu arbeiten, was den Arbeitskräftemangel verstärkt, dies in einer Zeit, in der wir dringend auf zusätzliche Personen im Arbeitsmarkt angewiesen sind.

Die Konservativen im Nationalrat würden die steuerliche Unmündigkeit der Frauen als wirtschaftliches Anhängsel der Ehemänner gerne fortsetzen und stattdessen die Ungerechtigkeit der Heiratsstrafe über Abzüge beseitigen. Dieses Vorgehen würde das Grundproblem der wirtschaftlichen Abhängigkeit der Ehefrauen nicht lösen und zudem neue Ungerechtigkeiten in Form steuerlicher Ungleichheiten zwischen verheirateten und unverheirateten Paaren schaffen. Wirtschaftliche Unabhängigkeit, auch nach einer allfälligen Scheidung oder einem anderen Schicksalsschlag, gewährt nur das Prinzip "eine Person, eine Steuererklärung". In diese Richtung zielen die Initiative und der bundesrätliche Gegenvorschlag.

Allerdings müssen wir aufpassen, dass wir heute keinen kolossalen Fehler begehen. Es ist ziemlich naiv, zu glauben, im Wettbewerb der Ideen würde sich das Konzept der Individualbesteuerung gegenüber dem Splitting automatisch durchsetzen. Steuerthemen sind komplex, und das Stimmvolk verhält sich sehr sensibel, wenn es darum geht, Steuerausfälle zu verhindern. Selbst wenn das Splitting noch viel teurer werden dürfte, würde dem Fiskus auch mit der vorliegenden Vorlage rund eine Milliarde Franken entgehen. Das ist aber überhaupt nicht zwingend. Mit den Minderheitsanträgen aus Ihrer WAK haben wir die Möglichkeit, die Individualbesteuerung einzuführen, die Steuerausfälle zu minimieren und gleichzeitig den Kita-Ausbau zu fördern. Damit würden wir dieses Geschäft zu einem wahren Meilenstein in der Gleichstellungspolitik machen. Ich bitte Sie, das zu tun.

Kamerzin Sidney (M-E, VS): Afin de corriger une inégalité fiscale, il ne faut pas créer une usine à gaz bureaucratique, qui entraînera entre 1,6 et 1,7 million de déclarations fiscales supplémentaires dans les administrations fiscales cantonales et communales, qui devront ainsi engager des fonctionnaires et, à tour de bras, des taxateurs. Cela reportera ces charges de personnel sur les cantons et sur les communes.

Afin de corriger une inégalité fiscale, il ne faut pas provoquer des pertes fiscales, selon le modèle, de près de 1 milliard de francs, sur le plan de l'impôt fédéral direct. Et je ne parle que de l'impôt fédéral direct; il faudra également calculer les pertes fiscales sur le plan de l'impôt cantonal et de l'impôt communal. Il y aura un report de charges avec l'obligation pour les communes et les cantons d'engager du personnel

AB 2024 N 1593 / BO 2024 N 1593

et des taxateurs, mais, en plus, les cantons et les communes connaîtront des pertes fiscales.

Afin de corriger une inégalité fiscale, il ne faut pas créer des insécurités juridiques sur le plan du régime matrimonial. Comment séparera-t-on les patrimoines d'un couple marié depuis 20 ans, avec une maison familiale financée par madame ou monsieur? D'après le projet de loi, on séparera la maison en deux. Cependant, cela ne fonctionne pas ainsi dans la réalité. Un des époux aura peut-être financé plus que l'autre. Comment cela apparaîtra-t-il dans la déclaration fiscale? C'est la porte ouverte à de l'optimisation fiscale afin de mettre une



dette ou une créance dans une ou l'autre des déclarations, avec pour conséquence, à nouveau, des pertes fiscales pour les cantons et les communes.

Afin de corriger une inégalité fiscale, il ne faut pas créer une nouvelle inégalité. Certes, avec ce modèle, les revenus, lorsqu'ils sont plus ou moins équivalents, seront avantagés par rapport à l'imposition des couples mariés. Par contre, lorsqu'un revenu est beaucoup plus important que l'autre – cela a d'ailleurs été rapporté par notre collègue Bendahan –, cela créera une autre inégalité. Lorsque les salaires sont très différents, cela péjorera la situation des couples mariés, contrairement à ce qu'il se passe aujourd'hui.

Encourager l'activité professionnelle des deux conjoints passe par l'encouragement aux structures d'accueil, tout comme l'aide aux crèches, l'encouragement par des déductions fiscales et le fait de se battre pour l'égalité salariale; elle ne passe pas par la suppression de la famille comme sujet fiscal. En réalité, le but de cette révolution bureaucratique n'est pas la suppression d'une inégalité que certains cantons ont déjà mise en place par le quotient familial, par la déduction pour le second revenu, par le "splitting" ou par une initiative du Centre contre la pénalisation du mariage. Le but est bien l'individualisation de la société sur le plan fiscal. Aujourd'hui, ce n'est pas un débat fiscal, mais idéologique, car l'inégalité fiscale pourrait être aisément corrigée par des déductions et par un quotient familial, comme cela a été fait dans certains cantons, notamment au Jura ou dans le canton de Vaud.

Nous vous invitons donc à corriger cette inégalité fiscale par des mesures simples et concrètes qui s'imposent et non pas par une révolution fiscale qui n'apportera que des taxateurs supplémentaires et des pertes fiscales à tout niveau.

Brenzikofer Florence (G, BL): Die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" verlangt im Initiativtext, dass natürliche Personen künftig unabhängig von ihrem Zivilstand besteuert werden – eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Unsere Gesellschaft ist von Diversität geprägt. Heute werden verschiedene partnerschaftliche Modelle gelebt. Die Schweiz hat vor genau drei Jahren deutlich Ja zur "Ehe für alle" gesagt. Die Initiative für eine Individualbesteuerung wird allen Arten des Zusammenlebens gerecht und würde endlich auch im Steuerrecht die Gleichstellung aller Lebensmodelle vortreiben.

Denn unser heutiges Steuersystem entspricht nicht unserer Arbeits- und Lebensrealität. Ja, es hält gut ausgebildete Frauen vom Arbeitsmarkt fern und mindert ihre Karrierechancen. Ich bin mir sicher, dass auch Sie in Ihrem Umfeld genügend solche Beispiele kennen. Gut ausgebildete Frauen mit Kindern überlegen sich aus steuertechnischen Gründen, ob und in welchem Umfang sie einer Erwerbsarbeit nachgehen sollen. Und nicht selten steigen sie nicht ins Berufsleben ein, weil es entscheidende finanzielle Nachteile gibt. Wenn sie dann als 40- oder 50-Jährige wieder einsteigen möchten, erweist sich dies als schwierig. Sie haben Mühe, etwas zu finden, das ihrer Ausbildung gerecht und entsprechend entlohnt wird. Wenn dann auch noch eine steuerliche Benachteiligung die Familien mit Zweiteinkommen diskriminiert, dann werden viele Frauen davon abgehalten, überhaupt wieder in den Arbeitsmarkt einzusteigen, und dies in Zeiten, in denen Arbeitskräfte dringend gesucht werden. Gemäss Berechnungen der UBS sollen auf dem heimischen Arbeitsmarkt bis 2030 zwischen 220 000 und 250 000 Arbeitskräfte fehlen. Wir haben es heute hier schon mehrfach gehört: 45 000 zusätzliche Fachkräfte können gewonnen werden, Fachkräfte, die wir auf dem Arbeitsmarkt brauchen.

Ich bitte Sie, Initiative und Gegenvorschlag zu unterstützen, erstens zur Behebung des Fachkräftemangels und zweitens für mehr Chancengerechtigkeit auf dem Arbeitsmarkt.

Rosenwasser Anna (S, ZH): 40 Jahre, 5 Monate und 4 Tage sind vergangen, seit das Bundesgericht in seinem wegweisenden Urteil festgehalten hat, dass die gemeinsame Besteuerung von Verheirateten eine widerrechtliche Ungleichbehandlung von Personen darstellt. Seit 40 Jahren wissen wir, dass diese Praxis dem Rechtsgleichheitsgebot widerspricht. Nach 40 Jahren behandeln wir heute endlich einen Vorschlag, wie wir diesen Missstand beheben können.

Niemand in diesem Saal wird bestreiten, dass die Steuern einen zentralen Faktor in der Lebensplanung der Menschen in unserem Land darstellen. Und niemand darf bestreiten, dass es dabei unsere Aufgabe ist, die Lebensrealität eben dieser Menschen gesetzlich abzubilden. Diese Realitäten sind von Person zu Person, von Paar zu Paar, von Familie zu Familie unterschiedlich. Glauben Sie mir, wenn ich Ihnen sage, dass es mehr Formen von zwischenmenschlichen Beziehungen gibt, als Stühle in diesem Saal stehen. Alle sollen sie nach dem gleichen Prinzip und den gleichen Regeln besteuert werden. Nur dann ist es fair. So schreibt es Artikel 127 unserer Bundesverfassung vor: "nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit".

Der Bundesrat anerkennt in seiner Botschaft zur Volksinitiative, dass die Umsetzung der Individualbesteuerung auf kantonaler Ebene Beschäftigungseffekte von bis zu 40 000 Vollzeitäquivalenten haben würde. Denn



das aktuelle System bedeutet, dass der zusätzliche Verdienst durch eine Erhöhung der Arbeitspensen bei Zweitverdienerinnen von der Progression geschluckt wird. Nennen wir das Kind beim Namen: Mit der Heiratsstrafe werden derzeit verheiratete Frauen mit tieferen Lohnarbeitspensen bestraft, welche nebenbei noch immer den Bärinnenanteil der Fürsorge- und Pflegearbeit leisten. Sollten sie nämlich den Wunsch haben, mehr bezahlte Arbeit zu leisten, ergibt dies steuerlich keinen Sinn. Schaffen wir die Heiratsstrafe ab, lösen wir eine Hälfte des Problems.

Mit dem Minderheitsantrag III (Wermuth) zum Gegenvorschlag haben Sie die Möglichkeit, die andere Hälfte des Problems ebenfalls anzupacken. Familienergänzende Kinderbetreuungsmassnahmen sind heute für viele Eltern unbezahlbar geworden. Ein grosser Teil der Eltern in unserem Land kann es sich schlicht nicht leisten, seine Kinder im Vorschul- und Schulalter regelmässig und in geregelten Strukturen betreuen zu lassen. Aus genau diesem Grund treffen sie den Entscheid, einen Teil ihrer Arbeitspensen zu reduzieren. Dass es auch heute noch allzu oft Mütter sind, welche ihre Lohnarbeit reduzieren oder gar ganz aufgeben, zeigen die Zahlen klar auf.

Ich möchte Ihnen für die Diskussion über den Gegenvorschlag etwas mit auf den Weg geben, nämlich den Mut zur Lösung, damit es nicht auch bei der Kinderbetreuung vierzig Jahre dauert, bis wir die Vielfalt unserer Bevölkerung endlich anerkennen.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung der Minderheit III (Wermuth) und die Zustimmung zum indirekten Gegenvorschlag zur Steuergerechtigkeits-Initiative.

Roth Pasquier Marie-France (M-E, FR): Aujourd'hui, nous sommes appelés à nous prononcer sur l'avenir de notre système fiscal. L'initiative "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil", dont nous débattons, non seulement accroît massivement la charge administrative des services fiscaux, mais crée en fait de nouvelles inégalités. Elle ne tient pas compte de la diversité des modes de vie actuels en matière de famille, de profession, de formation ou de temps d'arrêt. Les couples dont les revenus sont différents sont clairement désavantagés.

Avec son initiative "Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés", le Centre a déjà une solution sur la table. Avec le calcul alternatif de l'impôt, la discrimination fiscale des couples mariés pourrait être éliminée de manière simple, tout en étant compatible avec le système fiscal actuel et sans

AB 2024 N 1594 / BO 2024 N 1594

créer de nouvelles inégalités. Notre initiative garantit que tous les modèles familiaux seront traités de manière équitable. Le calcul alternatif garantit que personne ne payera plus d'impôts en raison de son modèle de vie. Grâce à des économies d'impôts équitables, nous pouvons augmenter le pouvoir d'achat des citoyens et stimuler ainsi l'économie. Une politique fiscale juste est la clé d'un pays prospère.

Chers collègues, l'initiative du Centre "Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés" n'est pas seulement une réforme fiscale, c'est un pas vers une Suisse plus juste et plus prospère. Elle offre une solution équilibrée qui respecte tous les modèles de vie, tout en stimulant notre économie.

Je vous demande donc de rejeter l'initiative "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil" dont nous débattons, car elle créerait de nouvelles inégalités et un monstre administratif.

Cottier Damien (RL, NE): Il y a quelques décennies, notre société était basée sur le modèle d'une famille composée d'un couple marié et dans laquelle l'homme travaillait, en général à 100 pour cent et souvent toute sa vie pour le même employeur, et la femme s'occupait du ménage et des enfants.

Nul besoin d'insister sur le fait que – et c'est heureux – ce modèle n'est plus d'actualité. L'égalité des sexes est heureusement passée par là. Les femmes sont souvent aussi bien, voire mieux, formées que les hommes, travaillent et veulent rester professionnellement actives pendant leur grossesse ou après avoir eu des enfants. L'homme ne travaille quant à lui plus toujours à 100 pour cent, et rarement pour le même employeur toute sa vie. Quant au modèle de couples, il a lui aussi considérablement évolué. De plus en plus de personnes choisissent des modes de vie différents: la cohabitation sans mariage, les familles monoparentales, les partenariats enregistrés – dans certains endroits ou à certaines époques –, des familles divorcées, recomposées et remariées, pour n'en citer que quelques exemples.

Notre fiscalité doit refléter cette diversité et cette adaptation de notre société, et doit tenir compte des évolutions de ce monde. Nous devons laisser la liberté à chacune et chacun de s'organiser comme il ou elle le souhaite. La fiscalité ne doit pas défavoriser les couples mariés – et en écoutant les intervenants de ce soir, je crois que nous sommes tous d'accord pour lever cette fameuse pénalité du mariage, déclarée inconstitutionnelle par le Tribunal fédéral il y a déjà bien longtemps. Mais nous divergeons sur la manière d'y arriver. La fiscalité,



si elle doit ne pas défavoriser les couples mariés, ne doit pas non plus inciter à une forme de vie en particulier, comme le ferait l'initiative du Centre. L'alternative est devant vous. Nous avons enfin la possibilité de lever la pénalité du mariage avec un système moderne, logique, en phase avec notre temps, qui ne démotive pas une personne du couple – très souvent les femmes – à travailler, mais qui, au contraire, incite à cette activité, au maintien ou au redémarrage d'une activité professionnelle.

Cela a été dit par de nombreux autres orateurs: de nombreux pays ont fait ce pas. Que l'on ne vienne pas nous expliquer que cela est impossible, techniquement, à mettre en place en Suisse. Quant aux complications administratives que certains craignent, d'une part, elles ne doivent pas nous empêcher de prendre une décision de principe qui est tout simplement juste et adaptée à notre époque, mais, d'autre part, ces complications éventuelles seront largement compensées par les correctifs, du fait qu'il ne faudra plus entreprendre de changements au moment du mariage, du divorce – et on sait que cela concerne près d'un couple sur deux dans notre pays –, du décès ou lors d'autres changements de l'état civil.

Mesdames et Messieurs, faisons entrer pleinement la Suisse dans le XXI^e siècle avec la modernisation de notre fiscalité, une fiscalité qui correspond à la société telle qu'elle est, et non à celle dont certains la rêvent ou que certains imaginent qu'elle devrait encore être, ou à ce qu'elle était il y a trois quarts de siècle!

Merci aux Femmes PLR qui ont lancé cette initiative et se sont battues pour ce texte. Merci à tous les mouvements et partis politiques qui ont soutenu ce travail – ils étaient nombreux. Oui, le PLR est à l'initiative de ce projet et il en est fier. Il le soutient pleinement. Monsieur Molina – vous qui n'êtes plus dans la salle –, je vous signale que le PLR est aussi heureux que d'autres groupes politiques montrent leur soutien ferme à ce projet, par exemple par le fait que les rapporteurs de commission émanent d'autres groupes politiques et se soient spontanément annoncés, comme disposés à soutenir ce projet, au sein de la commission.

Ne nous y trompons pas: ce sont les femmes, et particulièrement les femmes qui travaillent ou veulent reprendre ou augmenter leur activité professionnelle, qui seront les grandes gagnantes de cette réforme. L'imposition individuelle propose une approche juste et moderne.

Je vous invite donc à soutenir cette initiative ainsi que le contre-projet indirect du Conseil fédéral.

Götte Michael (V, SG): Die Volksinitiative zur Einführung der Individualbesteuerung adressiert ein Problem, das wir aus vielen anderen Bereichen des staatlichen Handels ebenfalls kennen. Wir haben es mit gesetzlichen Regelungen zu tun, die nur noch bedingt den aktuellen gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Gegebenheiten entsprechen. Es besteht Reformbedarf, ohne Wenn und Aber. Falsch ist jedoch, wenn wir ein altes Problem lösen und gleichzeitig ein neues schaffen. Die Individualbesteuerung beseitigt die Benachteiligung der Doppelverdiener gegenüber Konkubinat, aber gleichzeitig diskriminieren wir mittelständische Familien mit einem traditionellen Familienmodell. Die Alleinverdienerstrafe tritt an die Stelle der Heiratsstrafe. Mit dem verfassungsmässigen Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit hat beides nichts zu tun. Dazu kommt ein Preisschild, das quer in der finanzpolitischen Landschaft steht. Dies gilt nicht nur für die zu erwartenden Steuerausfälle von über einer Milliarde Franken. Nicht weniger ins Gewicht fällt der zusätzliche administrative Aufwand, den bei einem Systemwechsel die Steuerverwaltungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu leisten haben. Dies ist nicht in unserem Interesse. Wir brauchen nicht mehr, sondern weniger Verwaltung.

Erlauben Sie mir abschliessend eine grundsätzliche Bemerkung. Steuern dienen dazu, den Staat zu finanzieren – nicht mehr und nicht weniger. Fragwürdig ist aus meiner Sicht, wenn das Steuersystem mit Blick auf die Erwerbsquote von Frauen gesellschaftspolitisch instrumentalisiert wird.

Das Gegenteil von gut ist bekanntlich nicht schlecht, sondern gut gemeint. Dies gilt auch für die Volksinitiative zur Einführung der Individualbesteuerung und den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates.

Ich empfehle Ihnen daher, den Gegenvorschlag abzulehnen und die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Chappuis Isabelle (M-E, VD): L'initiative "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil" relance un débat crucial et nécessaire sur l'équité fiscale et les inégalités persistantes dans notre système fiscal; des inégalités touchant à la justice sociale ainsi qu'à la diversité des modèles de vie. Nous devons avoir un système fiscal équitable.

Cependant, comme cela a été déjà évoqué et reconnu de nombreuses fois aujourd'hui, nous devons également nous interroger sur la faisabilité et la rapidité de mise en oeuvre d'une telle réforme. L'imposition individuelle, bien qu'attrayante en théorie, ne pourrait être mise en oeuvre que dans de nombreuses années. Cela implique justement de nombreuses années d'attente et une refonte complète du système fiscal. Il s'agit d'une démarche complexe qui générerait une surcharge bureaucratique considérable, également et surtout dans les cantons,



avec plus d'un million, voire deux millions de déclarations fiscales supplémentaires à traiter par les administrations. Une telle réforme, bien qu'importante, demande du temps, beaucoup de ressources et une adaptation massive au sein des cantons et des communes.

C'est dans ce cadre que l'initiative "Oui à des impôts équitables", proposée par le Centre, trouve toute sa pertinence. Notre initiative vise à résoudre rapidement et efficacement les injustices fiscales qui touchent aujourd'hui les couples mariés. Contrairement à l'imposition individuelle, notre

AB 2024 N 1595 / BO 2024 N 1595

solution peut être mise en place très rapidement, sans bouleversement de structures existantes ni surcharge administrative. Le calcul alternatif de l'impôt que nous proposons est une solution pragmatique. Il permet de comparer deux modèles de calcul, celui de l'imposition commune et celui applicable aux personnes non mariées, et de retenir le plus avantageux pour chaque couple. Cette approche garantit non seulement une équité entre les couples mariés et non mariés, mais aussi une rapidité d'exécution qui renforce la confiance des citoyens et des citoyennes en la capacité de l'Etat à répondre à leurs préoccupations sans attendre des années. Le sujet est important, mais ni l'initiative ni le contre-projet ne me convainquent.

L'initiative "Oui à des impôts équitables" respecte les choix de vie de chaque couple, qu'il soit marié ou non, et permet de préserver la diversité des styles de vie. C'est une solution équilibrée, juste et, surtout, rapide; plus rapide à mettre en oeuvre pour que les couples n'aient pas à attendre cette réforme de longues années.

Zryd Andrea (S, BE): Wenn man schaut, wer alles im Initiativkomitee vertreten ist, wird klar, dass das Anliegen politisch sehr breit abgestützt ist: Frauen und Männer von FDP bis SP und Grüne. Das hat wohl damit zu tun, dass es hier primär um ein gesellschaftspolitisches Anliegen geht. Es ist längst an der Zeit, dass jede natürliche Person individuell besteuert wird, unabhängig vom Zivilstand. Ehepartner bezahlen schon immer je separat Sozialversicherungsbeiträge auf ihr Einkommen, und die sogenannte Ehepaarrente der AHV wird je hälftig und separat ausbezahlt. Nur bei den Steuern gilt das nicht. Dieser Sachverhalt passt einfach nicht mehr in die heutige Zeit.

Arbeit soll sich lohnen, darüber sind wir uns hier im Saal von links bis rechts einig. Wenn die Einkommen von Ehepartnern aber zusammengezählt werden und die Progression dazukommt, dann lohnt sich die Erwerbsarbeit weniger. Das ist mit ein Grund, weshalb gerade Frauen nicht oder nur mit einem stark reduzierten Pensum in den Arbeitsmarkt einsteigen, wenn ein hochprozentiger Beschäftigungsgrad wegen der Ehegattenbesteuerung zu einer deutlich spürbaren Mehrbelastung führt. Ich gebe ein Beispiel dafür: Eine verheiratete Mutter und Pflegefachperson arbeitet nicht Vollzeit, weil sie wegen der höheren anfallenden Steuern, der hohen Kita-Tarife und des Wegfalls der Prämienverbilligung bei höherem Einkommen einfach nicht zu ihrem Recht kommt. Die Folge davon ist eben ein Teilzeitjob, der steuerlich nicht zur Mehrbelastung für sie wird. Das ist ein total falsches Anreizsystem. Mit Blick auf den Fachkräftemangel ist das hier das falsche Zeichen.

Nun zur Crux des Geschäftes: Mindereinnahmen für Bund, Kantone und Gemeinden sind bei der Umsetzung der Individualbesteuerung erst einmal Fakt, das wissen wir hier drin auch alle. Die Steuereinnahmen können bei je zwei mittleren Einkommen tiefer ausfallen als bei einem hohen Ehepaareinkommen. Wir wissen auch, dass Bund, Kantone und Gemeinden Einnahmen nötig haben. Darum ist es wichtig, dass sofort flankierende Massnahmen geprüft werden, beispielsweise die Eindämmung ungerechtfertigter Steuervergünstigungen, die Streichung von Abzugsmöglichkeiten und die Anpassung der Steuertarife.

Der indirekte Gegenvorschlag des Bundesrates sieht noch klar zu hohe Steuerausfälle vor. Die Berechnungen der Verwaltung haben aber gezeigt, dass es möglich wäre, ein Modell mit leicht angepassten Steuersätzen zu finden, welches die Steuerausfälle massiv reduziert und gleichzeitig immer noch eine breite Entlastung beim Mittelstand ermöglicht. Hat sich das System einmal eingependelt und steigt der Anreiz für Vollzeitjobs wieder an, wird es wohl wieder mehr Steuereinnahmen geben.

Abgesehen von den Steuersätzen ist der indirekte Gegenvorschlag des Bundesrates gut. Er setzt das Anliegen der Initiative um. Weil es keine Verfassungsänderung braucht, sollten wir den Weg des indirekten Gegenvorschlags einschlagen, damit die Individualbesteuerung endlich Realität wird.

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Il est temps d'abolir un système fiscal ancestral et patriarcal au profit d'une méthode équitable et moderne, qui met tous les modes de vie sur pied d'égalité.

Nous avons tous pu constater que les beaux discours et autres contestations n'ont pas été suivis d'effet. Aucun progrès n'a été réalisé à ce jour. Or, nous pouvons aujourd'hui faire progresser l'indépendance et l'autodétermination des femmes par une réforme concrète en introduisant l'imposition individuelle.

Oui, la société a évolué et se caractérise aujourd'hui par sa diversité. Il est grand temps que la Suisse adopte un



système fiscal qui corresponde aux réalités sociales de notre pays. Et le changement passe par une imposition individuelle, indépendante de l'état civil, comme le propose l'initiative populaire des femmes PLR.

Je peux rassurer celles et ceux qui craignent que cette nouvelle méthode fragilise notre politique familiale: le nouveau système vise, au contraire, à contribuer à l'égalité au sein de la famille et à faire en sorte que tous les modes de vie soient traités de la même manière au niveau fiscal. C'est une question d'équité qui ne doit pas se faire au détriment de la famille, bien au contraire.

Avec ce nouveau régime, les intérêts de la famille seront renforcés. L'imposition individuelle permet de mieux concilier la vie de famille avec la vie professionnelle. Les femmes qui ne souhaitent pas travailler ne seront pas défavorisées; cela est important. En effet, les déductions fiscales pour les frais de garde ainsi que les aides pour les crèches et l'accueil de jour des enfants ne seront pas supprimées.

Si l'imposition individuelle apporte plus d'égalité, elle met aussi en place de bonnes incitations fiscales. Les femmes pourront mieux intégrer ou réintégrer le marché du travail et augmenter leur taux d'activité, si elles le souhaitent. Trop souvent encore, les femmes sont contraintes de réduire considérablement leur taux d'activité ou de carrément renoncer à leur emploi à cause de la maternité. Or, nous le savons, l'économie de notre pays a besoin des femmes, notamment en raison de la pénurie croissante de main-d'oeuvre, qualifiée ou non. Notre pays doit s'attendre à une pénurie qui pourrait atteindre 800 000 travailleurs qualifiés d'ici 2030, hors immigration, ou 400 000 avec une immigration modérée.

Le rapport "Gender Intelligence" 2023, par exemple, a calculé que nous pourrions gagner 53 000 équivalents temps plein si environ la moitié des femmes qui restent actuellement à la maison après avoir fondé une famille pouvaient retourner au travail avec une charge de travail d'environ 70 pour cent. Aujourd'hui, ce sont 137 000 femmes qui restent à la maison, dont plus de la moitié disent souhaiter pouvoir revenir sur le marché du travail. Pour qu'elles reviennent et puissent travailler au taux d'activité souhaité, il faut que de bonnes incitations existent. Le système fiscal est l'une d'entre elles.

Une plus grande participation des femmes au marché du travail augmenterait le produit intérieur brut et, par conséquent, les recettes fiscales et, surtout, la sécurité sociale. En outre, vous le savez, il a été démontré que la diversité dans les équipes, aussi de direction, a une influence positive sur les performances de l'entreprise. Elle favorise la productivité et l'innovation et contribue à créer un climat de travail plus confiant et plus collaboratif. En bref, le travail doit être valorisé et encouragé, tant pour les hommes que pour les femmes. Nous voulons un libre choix, sans influence. Toute la société en bénéficierait.

Par ailleurs, grâce à une plus grande participation des femmes au marché du travail et aux ruptures de carrière moins fréquentes, davantage d'entre elles auraient accès à des postes de direction, et cela, sans quotas.

Chers collègues, près de 67 pour cent des femmes en âge de prendre leur retraite ne perçoivent pas de pension de vieillesse ou d'invalidité. Beaucoup d'entre elles restent financièrement dépendantes.

Je vous invite donc à recommander l'acceptation de l'initiative populaire des femmes PLR sur l'imposition individuelle, parce que cette proposition est équitable, qu'elle ne discrimine personne et, surtout, que nous tenons les promesses faites aux femmes. Il n'y a que de bonnes raisons pour dire oui.

AB 2024 N 1596 / BO 2024 N 1596

Pour terminer, l'imposition individuelle est une réforme trop importante pour qu'elle soit coulée par des manœuvres politiques. C'est ensemble que nous atteindrons l'égalité.

Arslan Sibel (G, BS): Die Einführung einer Individualbesteuerung ist aus mehreren Gründen zu unterstützen. Zum einen trägt sie zur tatsächlichen Gleichstellung der Geschlechter bei, da die Individualbesteuerung Erwerbsanreize für Zweiteinkommen setzt. Heute sind es immer noch meistens Frauen – wir haben es heute mehrfach gehört –, die auf ein eigenes Einkommen und somit auf wirtschaftliche Eigenständigkeit und soziale Absicherung verzichten, da sich die Erwerbsarbeit aus Steuergründen schlicht nicht lohnt. Mit der Individualbesteuerung werden Einverdienermodelle steuerlich nicht mehr bevorzugt, und die Gleichstellung wird somit vorangetrieben.

Weiter wird sich die Individualbesteuerung positiv auf den Fachkräftemangel auswirken. Wenn Zweiteinkommen steuertechnisch lohnenswerter werden, haben wiederum insbesondere Frauen, die häufig in Branchen arbeiten, in denen Fachkräftemangel droht, einen Anreiz, erwerbstätig zu bleiben oder das Pensum zu erhöhen. Eine Studie zeigt, dass die Individualbesteuerung das Fachkräftepotenzial um bis zu 40 000 Vollzeitstellen erhöhen kann. Das heisst, 300 000 Personen könnten ihr Arbeitspensum um 20 Prozent erhöhen. Durch die erhöhte Erwerbstätigkeit werden auch die Einnahmen der Sozialversicherungen ansteigen.

Die Gegner und Gegnerinnen dieser Vorlage argumentieren mit dem Mehraufwand für zusätzliche Steuererklärungen. Ja, es ist wahr, es wird mehr administrative Arbeit geben – vorerst. Dank der sich immer ver-



bessernden technischen Möglichkeiten, Automatisierungen und KI wird sich diese jedoch in Grenzen halten. Eine eigene Steuererklärung auszufüllen stärkt ausserdem die Finanzkompetenz und gibt jeder Person einen transparenten Überblick über die eigene finanzielle Situation.

Ein weiterer Grund, weshalb die Initiative und vor allem der Gegenvorschlag zur Steuergerechtigkeits-Initiative zu befürworten sind, ist die Aufhebung von Heiratsboni und Heiratsstrafen. Die Individualbesteuerung ist zivilstandsneutral. Dadurch kann der Entscheid zur Eheschliessung frei von steuerlichen Kalkulationen getroffen werden. Es bleibt jedoch trotzdem möglich, das Ehepaar in anderen Rechtsgebieten als Wirtschaftsgemeinschaft zu betrachten. Ausgaben für Kinder wie die Kita-Beiträge hängen vom Einkommen beider Eltern ab. Das kann auch mit der Individualbesteuerung so weitergeführt werden, denn auch heute schon werden bei nicht verheirateten Paaren die Informationen aus zwei Steuererklärungen entnommen.

Die Vorteile der Individualbesteuerung überwiegen also ganz klar. Sowohl gleichstellungspolitisch als auch volkswirtschaftlich macht die Individualbesteuerung Sinn. Das Steuersystem soll keinen Einfluss darauf haben, ob Paare heiraten möchten oder nicht. Ich stelle mir das immer noch als einen romantischen Akt vor, aber da bin ich wahrscheinlich in der Minderheit. Es soll auch nicht beeinflussen, ob beide Eheleute einer Erwerbsarbeit nachgehen oder zu welchem Pensum sie dies tun. Mit einer zivilstandsunabhängigen Besteuerung werden Eheleute nicht mehr benachteiligt, wenn beide erwerbstätig sind. Das führt zu wirtschaftlicher Eigenständigkeit, sozialer Absicherung und fördert die Gleichstellung der Geschlechter.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen und auf den Gegenvorschlag einzutreten.

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Die Einführung der Individualbesteuerung wird von den Initiantinnen und Initianten und vom Bundesrat als notwendige Reform angepriesen. Doch es stellt sich die Frage: Wie sinnvoll ist diese Reform wirklich? Stehen die enormen Kosten des Systemwechsels tatsächlich in einem sinnvollen Verhältnis zu den erwarteten Vorteilen? Ein Blick auf die Fakten zeigt klar: nein.

Der Bundesrat schätzt die Kosten der Individualbesteuerung auf über eine Milliarde Franken an Steuerausfällen. Diese Mittel fehlen nicht nur auf Bundesebene, sondern auch in den Kantonen und den Gemeinden, die für essenzielle öffentliche Dienstleistungen wie Bildung, Gesundheitsversorgung und Infrastruktur verantwortlich sind. Gleichzeitig würde ein enormer bürokratischer Aufwand entstehen: Rund 1,7 Millionen neue Steuermuster müssten erstellt werden. Die kantonalen Steuerverwaltungen müssten aufwendig umstrukturiert und neue Prozesse entwickelt werden. Das wäre aus administrativer Sicht eine Mammutaufgabe. Daher frage ich: Ist dieser gewaltige Aufwand wirklich gerechtfertigt?

Auf der anderen Seite stehen die vermeintlichen Vorteile: Der Bundesrat erwartet insgesamt einen Anstieg des Beschäftigungseffekts in Höhe von 10 000 bis 44 000 Vollzeitstellen. Diese enorme Spannweite zeigt, dass der erhoffte Effekt dieser Reform umstritten und unsicher ist. Davon ausgehend, dass die Schweiz über 4,3 Millionen Vollzeitstellen hat, würde ein Anstieg des Beschäftigungseffekts in Höhe von 27 000 Stellen, wie ihn der Bundesrat im Basisszenario einschätzt, die Beschäftigung nur um 0,6 Prozent erhöhen. Trifft sogar die tiefere Einschätzung von lediglich 10 000 Stellen zu, liegt der Effekt nur noch bei mageren 0,2 Prozent. Sind diese bescheidenen und unsicheren Vorteile eine komplette Umstellung eines bewährten Steuersystems wert?

Zudem arbeiten viele Frauen und Männer nicht wegen der Steuerlast Teilzeit, sondern aufgrund familiärer Verpflichtungen, sei es, um sich um kleine Kinder zu kümmern oder ein krankes oder älteres Familienmitglied zu betreuen. Eine steuerliche Erleichterung von durchschnittlich 123 Franken pro Person bei der Bundessteuer, wie vom Bundesrat vorhergesagt, wird kaum ausreichen, um diese tief verankerten Lebensentscheidungen zu beeinflussen.

Ein anerkanntes Problem bleibt jedoch die Heiratsstrafe, also die steuerliche Benachteiligung verheirateter Paare, die das Bundesgericht seit über 40 Jahren als verfassungswidrig bezeichnet. Die Individualbesteuerung ist auch dafür das falsche Mittel zum Zweck. Denn damit, wie es der Bundesrat unter dem Strich selber anerkennt, würden Familien mit nur einem Erwerbseinkommen oder einem nur niedrigen Zweiteinkommen steuerlich höher belastet. Die Heiratsstrafe würde damit durch eine Familienstrafe für klassische Familienmodelle ersetzt. Dies lehnt die EVP entschieden ab. Um die Heiratsstrafe zu beseitigen, gibt es einfachere und effizientere Wege, wie sie insbesondere die Initiative der Mitte-Partei "Ja zu fairen AHV-Renten auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" vorschlägt.

Fazit: Warum sollten wir ein bewährtes Steuersystem umstürzen, massive Kosten, Bürokratie und neue Ungerechtigkeiten in Kauf nehmen, wenn der Nutzen so marginal ist? Es gibt gezieltere und effektivere Ansätze, um Arbeitsanreize zu schaffen, ohne die finanzielle Stabilität unseres Staates zu gefährden. Deshalb lehnen wir von der EVP sowohl die Volksinitiative als auch den Gegenvorschlag des Bundesrates entschieden ab.



Fischer Benjamin (V, ZH): Vorab möchte ich all denjenigen, die noch da sind, ganz herzlich für die interessante Diskussion von heute Abend danken. Es wurde wohl schon alles gesagt, nur noch nicht von jedem.

Die Heiratsstrafe gehört abgeschafft, darin sind sich alle einig. Ich habe niemanden gehört, der die Heiratsstrafe nicht abschaffen will. Die Individualbesteuerung ist ein Bürokratiemonster; die einen behaupten, das sei nicht so, aber es ist ganz offensichtlich so. Diese Heiratsstrafe kann anderweitig beseitigt werden. Da frage ich mich, weshalb die Befürworterinnen und Befürworter derart auf der Individualbesteuerung beharren. Es ist letztlich ein Angriff auf die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft; das wurde in vielen Voten heute Abend sehr deutlich.

Weil am heutigen Abend wahrscheinlich schon fast alles gesagt wurde, möchte ich Ihnen eine wunderschöne Passage zitieren, um zu später Stunde vielleicht noch etwas Ihre Herzen zu öffnen, einen der romantischsten Texte, die ich kenne. Im Zivilgesetzbuch, Artikel 159 Absatz 1, heisst es: "Durch die Trauung werden die Ehegatten zur ehelichen Gemeinschaft verbunden." Absatz 3 lautet: "Sie schulden einander Treue und Beistand." Artikel 163 Absatz 1 besagt: "Die Ehegatten sorgen gemeinsam, ein jeder nach seinen Kräften, für den gebührenden Unterhalt der Familie." In Absatz 2 heisst

AB 2024 N 1597 / BO 2024 N 1597

es: "Sie verständigen sich über den Beitrag, den jeder von ihnen leistet, namentlich durch Geldzahlungen, Besorgen des Haushaltes, Betreuen der Kinder oder durch Mithilfe im Beruf oder Gewerbe des andern." Dann noch ganz wichtig – was vielen vielleicht gar nicht so bewusst ist, man sollte sich das zwischendurch wieder in Erinnerung rufen – Artikel 164 Absatz 1: "Der Ehegatte, der den Haushalt besorgt, die Kinder betreut oder dem andern im Beruf oder Gewerbe hilft, hat Anspruch darauf, dass der andere ihm regelmässig einen angemessenen Betrag zur freien Verfügung ausrichtet." Da frage ich mich dann: Müsste dann dieser Betrag bei der Steuererklärung des einen Gatten abgezogen und bei derjenigen des anderen Gatten als Einkommen wieder aufgeführt werden? Nein, das ist alles Quatsch, die Ehe ist eine Wirtschaftsgemeinschaft.

Ich habe gehört – ich habe heute Abend erstaunliche Dinge gehört –, der Zivilstand dürfe keinen Einfluss auf die Besteuerung haben. Dieser Satz widerspricht diametral dem Grundsatz der Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft. Sie geben zu, dass Sie diesen abschaffen wollen. Kollege Glättli, der leider nicht mehr im Saal ist, hat moniert, die Frauen seien kein individuelles Wirtschaftssubjekt, sondern eben nur "P2" in der Steuererklärung. Andere haben das auch gesagt – Kollegin Weichelt, Kollege Molina. Ja, natürlich sind Frauen Wirtschaftssubjekte, genauso wie die Männer. Doch im Moment, in dem sie die Ehe eingehen, bilden sie eine Wirtschaftsgemeinschaft, der Ehemann genauso wie die Ehefrau, gemeinsam, miteinander.

Dass es eben nicht um die Gleichstellung der Lebensmodelle geht, zeigen die zahlreich geäusserten Vorwürfe z. B. an die Mitte, man wolle sich nicht von konservativen Weltanschauungen lösen. Die Befürworterinnen und Befürworter geben also zu, dass es darum geht, das traditionelle Modell zu benachteiligen, was bei der Individualbesteuerung eben faktisch der Fall ist, wenn jemand voll und ganz für die Familie da ist und jemand hundert Prozent des Erwerbseinkommens generiert.

Kollegin Christ sagt, beim Vermögen sei das überhaupt nicht kompliziert, man wisse ja genau, was wem gehört. Ja, ich weiss, was ich und was meine Frau in die Ehe mitgebracht haben, und ich weiss, was wir seit der Eheschliessung erarbeitet haben, was also unser ist, unser gemeinsames Vermögen. Aber ich stelle hier fest, dass die Begriffe wie "wir" und "unser" hier irgendwo nicht mehr so geläufig sind und man das irgendwie als tradiert und altbacken abtun will. Ich und meine Frau, wir stehen zu diesem Konzept, und ich denke, das tun mit uns auch Tausende in diesem Land. Ich erachte es auch als Affront gegen alle Eheleute, die sich voll und ganz oder hauptsächlich um die Kinderbetreuung und den gemeinsamen Haushalt kümmern. Mit der Individualbesteuerung werten Sie diese Arbeit ab.

Ja, die Heiratsstrafe muss abgeschafft werden. Das können wir mit Steuerpolitik tun – tun Sie das nicht mit Gesellschaftspolitik.

Revaz Estelle (S, GE): Ces dernières décennies, nous nous sommes battus pour plus d'égalité au sein de notre société. Heureusement, les choses ont un tout petit peu bougé. Nos représentations de la vie de couple et de la vie de famille ont évolué. Une femme n'a plus besoin de demander à son mari l'autorisation pour travailler. Un homme n'a plus besoin d'assumer seul la charge financière du foyer. Une mère n'a plus besoin de renoncer à sa carrière professionnelle pour s'occuper seule de ses enfants. Un père n'a plus besoin de se priver du bonheur de participer activement à l'éducation de ses enfants pour endosser seul le rôle de pilier familial. En d'autres termes, la femme n'est plus obligatoirement la ministre de l'intérieur de la famille, tandis que l'homme n'est plus obligatoirement le ministre des finances du foyer. On a d'ailleurs eu un très bon exemple ce soir. Les fonctions peuvent s'inverser ou se partager.



Ce n'est pas tout; en plus de s'être diversifiés, les modèles de vie peuvent changer et évoluer au fil du temps. Un couple peut vivre ensemble sans forcément se marier. Il peut fonder une famille sans devoir obligatoirement être uni par les liens du mariage. Il peut aussi divorcer. L'imposition individuelle tient compte de l'évolution de notre société et de la diversité des modèles de couples et de familles.

En 2024, il n'est pas correct d'être pénalisé à cause de son statut civil. La fiscalité individuelle permet de corriger des discriminations importantes en dépénalisant par exemple le mariage. Elle permet de mettre tout le monde à égalité vis-à-vis du droit fiscal; c'est de ce fait une mise à jour indispensable. L'imposition individuelle tient aussi compte de l'évolution de la répartition des tâches au sein des couples et des familles. Elle permet de valoriser l'égalité en favorisant les couples où les deux conjoints exercent une activité lucrative.

L'autonomie financière de chacune et de chacun a une grande importance pour la prévoyance vieillesse. Elle permet aussi de prévenir la précarité en cas de divorce. La fiscalité individuelle encourage également les couples devenus parents à ne pas réduire leur temps de travail. Avec le système actuel, il est souvent plus avantageux qu'un des deux parents, d'ailleurs souvent la femme, réduise ou renonce à son activité lucrative. Avec cette réforme, ce ne sera plus le cas. C'est une aubaine, parce qu'encourager les femmes à travailler permet de profiter d'une main-d'œuvre qualifiée indigène qui manque cruellement à notre pays. Aujourd'hui, 42 pour cent des femmes âgées entre 25 et 34 ans ont un diplôme supérieur, alors qu'elles étaient seulement 10 pour cent à en avoir un voilà 20 ans. La fiscalité permet de valoriser ce bond en avant. Nous ne devons pas nous en priver.

Vous l'aurez compris, l'imposition individuelle n'est pas qu'une question féministe. Il s'agit surtout d'une question sociétale. Alors, pour adapter notre droit fiscal à notre société moderne, je vous invite à entrer en matière sur le contre-projet indirect du Conseil fédéral en matière d'imposition individuelle.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Die Individualsteuer wäre eigentlich logisch, sind wir doch alles einzelne Personen mit unseren Rechten und Pflichten. Auch wenn wir heiraten, wird das Individuum nicht aufgelöst oder subsumiert oder zu einem imaginären Dritten. Heute sind wir auch in der Steuererklärung nicht gleich gewichtet, gibt es doch eine hauptzahlende Person, meist der Mann, und die zweitverdienende Person, meist die Frau. Nur entspricht das vielerorts nicht mehr der Realität, und es ist selbstverständlich wider die Gleichstellung. Es sind zwei gleichwertige, gleichgestellte Personen, auch wenn sie geheiratet haben. Die Heirat sorgt nicht für eine Verschmelzung. Man gibt nicht das eigene Ich auf. Es ist nur ein Entscheid für eine gemeinsame Beziehung, für die Sorge füreinander, für gemeinsame Verantwortlichkeiten im Leben, vielleicht für die Kinder, wenn solche da sind. Aber es ist kein Entscheid für eine Verschmelzung der ökonomischen Situation und auch nicht für den Verlust der finanziellen Eigenständigkeit. Dafür sind individuelle Steuern ein sinnvoller Weg.

Aber, und jetzt kommt das grosse Aber: Die Hausaufgaben sind nicht gemacht, wenn wir mit einem Abbau von Steuern konfrontiert sind. Wir sind konfrontiert mit gigantischen Abbauvorschlägen, angesichts derer es mir schwarz vor den Augen wird – weil der Bundeshaushalt in Schieflage sei, wie die Bundesrätin uns immer wieder sagt und wie es auch Verschiedenste hier drin im Saal immer wieder tun. Gleichzeitig soll gemäss Gegenvorschlag des Bundesrates eine Milliarde Franken von dem Geld nicht mehr eingezogen werden, das heute eingezogen wird, obwohl, wie das auch Millionäre und Milliardärinnen fordern, mehr besteuert werden müsste. Das ist ein Abbau ohne Begründung. Wenn das Geld so locker liegt, haben wir demnach keine finanzielle Schieflage, und Sparen ist nicht nötig.

Es ist ja klar, dass es oft eine höhere Steuerprogressionsstufe bedeutet, wenn die Einkommen zusammengezählt werden, und eine tiefere, wenn die beiden einzeln gezählt werden. Trotzdem ist eine Steuersenkung nicht logisch. Es gäbe eine einfache Lösung, nämlich die Anpassung der Steuerprogression, mit der wirklich hohe Einkommen, Vermögen und Erbschaften besteuert werden – stärker besteuert werden, sicher nicht weniger als heute. Es werden jährlich 95 Milliarden Franken vererbt. Das ist monströs, das ist deutlich mehr

AB 2024 N 1598 / BO 2024 N 1598

als das Jahresbudget des Bundes. Da hat es viel Luft drin für eine weitere Besteuerung. Das sagen auch Betroffene. Es gibt den wunderbaren Club "Proud to pay more", der sich sogar so nennt; die Mitglieder sind "proud to pay more" für Investitionen in den Service public, für die Finanzierung anstehender Aufgaben wie den Klimaschutz. Eine weitere Entlastung der Reichen, die ja vor allem bei den Bundessteuern zu bezahlen haben, ist nicht nötig. Es ist nicht zulässig, es ist ein Missbrauch einer guten Idee, wenn mit deren Umsetzung gleichzeitig ein Steuerabbau einhergeht.

Die Diskussion muss aber weitergehen. Und das geht nur mit diesem Gegenvorschlag, auch wenn für mich der Kompromiss mit den 500 Millionen Franken nicht zulässig ist. Trotzdem, wir müssen weiterarbeiten. Deshalb braucht es den Gegenvorschlag. Das Ziel muss aber sein, dass wir nach einer zweiten Runde eine Lösung



ohne Steuerabbau, sprich netto null, haben.

In diesem Sinne sage ich Ja zur weitergehenden Diskussion mit dem Ziel einer Netto-null-Lösung.

Kolly Nicolas (V, FR): Tout le monde s'accorde à dire qu'il n'est pas normal qu'en 2024 un couple qui décide de se marier, acceptant ainsi les droits et les obligations qui en découlent, soit pénalisé fiscalement. Jusque là, nous sommes d'accord. Faut-il cependant aller jusqu'à supprimer l'imposition commune des époux pour une imposition individuelle, affaiblissant ainsi implicitement le mariage? Ma réponse est non.

L'un des buts du mariage est de constituer une communauté de vie; une communauté de vie visant un soutien et une entraide entre époux dans un but, ensuite, de protection des enfants. La nécessité de créer aussi une communauté économique pour subvenir à cette entraide en découle. Cela n'a pas de sens de séparer cette communauté économique existante pour ensuite la taxer, d'un point de vue fiscal, séparément. Quoi qu'on en dise, cela aura inmanquablement pour conséquence d'affaiblir encore un peu le mariage, étape importante d'une vie de couple, préalable à la naissance des enfants, créant la famille, noyau de notre société. Bien sûr, des choix et aléas de vie font qu'il y a d'autres formes de famille, en particulier monoparentales – c'est à respecter. Mais cela ne permet pas encore de justifier la destruction de la communauté économique découlant du contrat de mariage, cela d'un point de vue fiscal.

Par ailleurs, personne n'aura à y gagner. Lorsque l'on se marie, on accepte les obligations et les droits qui en découlent. C'est un engagement important, mais personne, jusqu'à preuve du contraire, n'est obligé de se marier. En même temps, nous devons également avoir le souci du bon fonctionnement étatique. Du point de vue de l'Etat, cette initiative et son contre-projet posent toute une série de problèmes, à commencer par l'augmentation du nombre de déclarations fiscales d'environ 1,8 million, avec toutes les complications de coordination qui en découleront, notamment du fait que, par exemple, les époux n'enverront pas ensemble leurs déclarations. Cette surcharge de travail aura un coût non négligeable, qu'il faut prendre en compte dans l'examen de cette initiative.

Oui, notre système actuel fonctionne bien. Maintenons-le et améliorons-le par le "splitting" pour enlever les pénalisations financières du mariage, mais n'affaiblissons pas l'institution du mariage et ne surchargeons pas le travail de notre administration.

Je vous invite à recommander le rejet de cette initiative ainsi que de son contre-projet indirect.

Zybach Ursula (S, BE): In unserer Beziehung habe jeweils ich die Steuererklärung für uns beide ausgefüllt. Nach unserer Hochzeit habe ich mich bei der Steuerverwaltung gemeldet, weil ich wollte, dass das steuerbare Einkommen erhöht wird. Ich habe damals mehr als mein Mann verdient und wollte, dass ein entsprechender Einzahlungsschein kommt. Doch die Mitarbeiterin auf der anderen Seite der Leitung hat die Auskunft verweigert, weil ich ja gar keine Nummer mehr habe und ich eigentlich gar nicht mehr existiere. Es müsse sich schon mein Mann melden. Aha!

Ich habe mich in den letzten 24 Jahren meiner Ehe daran gewöhnt, dass ich bei den Steuern oder auch bei Versicherungen nicht existiere, selbst wenn ich Aufgaben übernehme. So muss ich etwa, wenn ich mit meinem Login im Kanton Bern zu unserer gemeinsamen Steuererklärung kommen möchte, einen Bogen schlagen und die Login-Daten meines Mannes organisieren, damit ich dann mit unserer Steuernummer und seinem Geburtsdatum zu den entsprechenden Angaben komme. Oder wenn ich zu viel einbezahlt habe, dann bekommt mein Mann das Geld zurück, obwohl ich die Einzahlungen gemacht habe.

Wir haben von vielen Männern gehört, es sei ein bewährtes System. Sie fragten, weshalb man dieses aufgeben solle? Eben, genau deshalb, weil auch ich die Dinge selber für mich erledigen und Gewissheit haben möchte, am Schluss das Geld selber zu erhalten. Schön ist, wenn man in einer Ehe weiss, dass es am richtigen Ort landet. Aber es kann ja durchaus auch Situationen geben, in denen man zum Beispiel in Scheidung ist und das Geld dann einfach nur an einem Ort landet.

Aber, wie gesagt, das sind nur die Zugangshürden. Das eigentlich Stossende an der Besteuerung in der Schweiz ist, dass Menschen, die entscheiden, gemeinsam durchs Leben zu gehen, mehr Steuern bezahlen müssen, und Paare, die sich gegen die Veränderung des Zivilstandes entscheiden, nicht nur weniger Steuern bezahlen, sondern teilweise auch profitieren können, zum Beispiel von einer individuellen Prämienverbilligung. Die Besteuerung soll möglichst fair und gerecht sein. Und das ist sie, wenn sie nicht abhängig davon ist, ob man sich ein Jawort gegeben hat, sondern davon, wie viel man verdient und über welches Vermögen oder welche Schulden man verfügt.

Die im indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates gemachten Anträge erfüllen dies und sind ausgewogen. So wurde etwa der Betrag erhöht, den Ehepaare mit Kindern abziehen können, damit sie nicht bestraft werden. Wir haben heute Nachmittag oft gehört, es entstehe ein Bürokratietiger oder ein Bürokratiemonster. Doch seien



wir ehrlich: Wir leben nicht mehr im Fax-Zeitalter, sondern wir leben im KI-Zeitalter. Es wird Möglichkeiten für Problemlösungen geben. Im Gegenteil, ich gehe davon aus, dass die Individualbesteuerung der IT-Technologie auch einen Schub geben wird.

Die individuellen Steuern werden dazu führen, dass Frauen und Männer nicht bestraft werden, wenn sie zusätzlich zum Haupteinkommen noch über ein Zusatzeinkommen verfügen. Das ist ein weiteres wichtiges Element auf dem steinigen Weg zur Gleichberechtigung von Mann und Frau in der Schweiz. Die einzige Anpassung, die aus meiner Sicht zwingend gemacht werden muss: Die Umstellung auf die Individualbesteuerung muss so gemacht werden, dass sie für Bund und Kantone tragbar ist. Eine Milliarde Franken Mindererträge sind klar zu viel. Ich erwarte, dass man die Steuersätze so anpasst, dass die Individualbesteuerung ertragsneutral wird.

Das Thema Gleichberechtigung soll nicht missbraucht werden, um insgesamt Steuern zu sparen, sondern die Individualbesteuerung zielt einzig und allein darauf ab, nun endlich eine faire Besteuerung für alle zu haben. Bei der Umsetzung soll sichergestellt werden, dass beide Verheirateten oder Personen mit eingetragenen Partnerschaften Zugang zu den beiden Steuerdossiers haben können, ohne so eigenartige technische Umwege wie heute gehen zu müssen, und dass man gemeinsame Daten wie Kinderabzüge, Liegenschaften, Hypotheken oder was auch immer nur einmal erfassen muss, sodass man als Bürgerin und Bürger nicht einen doppelten Aufwand hat und es keine unnötigen Fehlerquellen gibt. Im KI-Zeitalter, denke ich, sollte das möglich sein.

Deshalb: Ja zum indirekten Gegenvorschlag.

Balmer Bettina (RL, ZH): Als gelistet 58. Rednerin ist es schwierig, noch einen Aspekt in die Debatte einzubringen, der nicht bereits behandelt wurde. Die lange Liste an Referentinnen und Referenten zeigt aber auch, dass das Thema bewegt. So viel ist auch klar: Heute ist ein historischer Tag. Endlich sprechen wir im Nationalrat darüber, dass die Frauen

AB 2024 N 1599 / BO 2024 N 1599

ihre Finanzen selbst in die Hand nehmen können und dass die Heiratsstrafe abgeschafft werden muss.

Ausserdem liegen nun mit dieser Initiative und dem indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates Vorlagen vor, die auch ein gutes Rezept gegen den Fachkräftemangel beinhalten. Die Initiative zur Einführung der Individualbesteuerung, diese Initiative, die von den FDP-Frauen ins Leben gerufen wurde, unterstütze ich aus tiefster Überzeugung. Denn gerade im Gesundheitswesen geht es vielen Frauen wie mir. Eigentlich wollen wir arbeiten, Fachkräfte werden händeringend gesucht. Aber unter dem Strich lohnt es sich kaum, zu arbeiten, wenn man verheiratet ist und Kinder hat. Schon nur mit Blick auf die vielen Medizinstudentinnen, die schon länger mehr als die Hälfte der Medizinstudierenden ausmachen, tut die Schweiz wirklich gut daran, einen Anreiz für die Erwerbstätigkeit bei verheirateten Paaren zu setzen.

Als echte freisinnig-liberale Politikerin ist es mir aber auch wichtig, dass eine Wahlfreiheit besteht. Wir müssen ja nicht gleich von einem Extrem ins andere fallen und von nun an alle verheirateten Frauen bestrafen, die zuhause bleiben wollen. Dennoch ist es wichtig, individuell zu besteuern und den Anreiz für die Arbeit bei verheirateten Frauen zu erhöhen, denn es sind immer noch vorwiegend Frauen, die nach der Heirat und insbesondere dann, wenn die Kinder kommen, auf die Erwerbstätigkeit verzichten. Ich kann Ihnen aus eigener Erfahrung sagen: Es braucht sehr viel Biss, als Ehefrau und Mutter 60 oder 70 Stunden pro Woche zu arbeiten, die in unserem Fall, bei drei Kindern, progressionsbedingt wirklich hohen Kinderbetreuungskosten zu stemmen und am Schluss auch noch übermässig viel Steuern zu zahlen. Da bleibt selbst bei einem Oberarztgehalt kaum mehr Geld übrig. Diese Situation ist gerade bei den hohen Kosten, die ein Medizinstudium verursacht, schon ziemlich absurd.

Kurz: Die Einführung der Individualbesteuerung führt zwar primär und vorübergehend zu weniger Steuereinnahmen, aber durch die vermehrte Arbeitstätigkeit gerade auch von gut qualifizierten Frauen sprudeln dank der Individualbesteuerung die Steuereinnahmen mittel- und längerfristig umso mehr. Die Ecoplan-Studie hat es klar aufgezeigt, sie wurde ja heute Abend mehrfach erwähnt. Das Argument der Bürokratie kann ich mit dem Verweis auf die Doktorarbeit von Caroline Lüthi entkräften. Diese Arbeit trägt den Titel "Individualbesteuerung – Ein Vorschlag für ein schlankes, manipulationsresistentes und veranlagungsökonomisches Steuermodell". Darin zeigt Caroline Lüthi auf, dass die Individualbesteuerung einen höheren Automatisierungsgrad bei den Steuern zulässt, als dies heute der Fall ist. Sie zeigt auf, dass keine Einkommensdifferenz berechnet werden muss, dass Sonderbestimmungen für Ehepaare wegfallen und dass die Kinderbeilagen klar geregelt sind. Das sind alles administrative Vereinfachungen – dies ist insbesondere für die SVP wichtig. Überdies wird mit der Individualbesteuerung auch die Berechenbarkeit der Steuern aufgrund klarer Zuteilungsregeln verbessert: ein



weiterer Vorteil.

Damit bin ich bereits am Schluss meiner Rede. Abschliessend nur noch dies: Die FDP-Liberalen können Gleichberechtigung. In unserer Fraktion setzen wir uns alle für die Abschaffung der Heiratsstrafe und für die Einführung der Individualbesteuerung bzw. für den bundesrätlichen Gegenvorschlag ein. Bitte machen Sie das auch. Die Zeit ist mehr als reif dafür.

Piller Carrard Valérie (S, FR): Enfin! Enfin, nous discutons d'une proposition visant à supprimer la pénalisation fiscale du mariage, et je la salue. Tout comme mon parti, je suis favorable à l'imposition individuelle, une proposition progressive qui va dans la bonne direction pour encourager les femmes à rester sur le marché de travail lorsqu'elles créent une famille et, surtout, à les considérer comme contribuables à part entière et non plus comme le contribuable numéro deux.

Actuellement, le système fiscal désavantage les couples mariés qui travaillent tous les deux. En cas d'inégalités des revenus, le deuxième revenu, soit le plus faible des deux, peut être absorbé dans une large mesure par la progressivité de l'impôt, réduisant par conséquent l'incitation à travailler. Ce sont le plus souvent les femmes qui sont concernées par les effets négatifs du système d'imposition actuel, puisqu'elles sont les championnes du travail à temps partiel. Elles sont 77 pour cent à travailler à temps partiel dès l'arrivée du premier enfant.

L'imposition individuelle va permettre d'inciter davantage les conjoints gagnant le revenu secondaire, en grande majorité des femmes, à augmenter leur taux d'occupation. L'effet sur l'emploi des personnes apportant le revenu secondaire a également pour but de renforcer l'indépendance financière des conjoints, ce qui améliore leur prévoyance vieillesse et leur situation en cas de divorce. En fin de compte, cela contribue à l'égalité entre femmes et hommes.

Selon les estimations, le contre-projet indirect du Conseil fédéral entraînera une baisse de la charge fiscale pour une grande majorité des contribuables, sauf pour les personnes non mariées avec enfants, qui, selon le droit actuel, bénéficient d'un barème préférentiel. Ce groupe aura à supporter une charge fiscale généralement plus lourde, mais cet effet sera fortement atténué par l'augmentation de la déduction pour enfants et l'ajustement du barème, et même compensé en moyenne pour les familles à faible et moyen revenu. Le contre-projet du Conseil fédéral paraît donc acceptable d'un point de vue social.

Par contre, ce qui est contesté, ce sont les taux d'imposition envisagés, qui entraîneraient des pertes fiscales de 1 milliard de francs par an pour la Confédération. Je soutiendrai par conséquent les propositions de minorité qui visent à limiter plus fortement les pertes pour le ménage fédéral.

Mais il importe de souligner que le changement fiscal accompagnant l'imposition individuelle n'est pas la solution miracle pour augmenter le taux d'activité des femmes qui ont des enfants à charge. Pour que les femmes travaillent davantage, et donc contribuent à pallier la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en Suisse, il faut renforcer les structures permettant de faciliter la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle: en clair, il faut encore et toujours davantage de crèches et de structures extra-familiales d'accueil des enfants. Les personnes souhaitant moins d'immigration ont donc tout intérêt à encourager la force de travail des nombreuses femmes bien formées déjà présentes en Suisse.

Mais ce n'est pas tout, pour que les femmes participent davantage à l'économie de notre pays, il faut des soutiens financiers pour rendre ces offres d'accueil extra-familial abordables et de qualité, ainsi qu'un renforcement de la formation continue qui permet aux femmes un retour sur le marché du travail optimal après une pause parentale. Il faut aussi mettre en place un véritable congé parental et revaloriser les salaires des emplois typiquement féminins, pour ne citer que quelques mesures indispensables pour accroître l'activité professionnelle des femmes. Sans une véritable politique familiale dans ce pays, nous continuerons à faire du sur place en matière d'égalité.

En conclusion, je salue la loi fédérale sur l'imposition individuelle qui nous est proposée comme contre-projet indirect. En effet, nos choix privés – se marier ou non – ne doivent pas avoir d'effet sur les impôts que l'on paie. Mettons fin au système actuel qui incite à ne pas obtenir de deuxième revenu, la plupart du temps au détriment des femmes. Mettons en place une véritable politique de l'égalité, et celle-ci passe par l'imposition individuelle.

Jost Marc (M-E, BE): Die Einführung der Individualbesteuerung mag auf den ersten Blick gerecht erscheinen, indem sie jede Person separat besteuert und endlich die verfassungswidrige Heiratsstrafe abschafft. Doch für die vielen Familien in unserem Land, in denen ein Elternteil bewusst auf ein zweites Einkommen verzichtet, um sich um die Kinder zu kümmern, ist die Individualbesteuerung schlicht ungerecht. Familien, die sich aus Liebe und Verantwortung für ein klassisches Einverdienermodell entscheiden, würden nämlich durch die Individualbesteuerung benachteiligt.



Die EVP ist überzeugt der Meinung, dass alle Familienmodelle gleich zu behandeln sind. Es darf nicht sein, dass man durch steuerliche Anreize das eine Familienmodell bevorzugt und das andere benachteiligt. Das ist die grosse Schwäche

AB 2024 N 1600 / BO 2024 N 1600

dieser Vorlage, neben den 1,8 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen, die anfallen dürften.

Laut aktuellen Zahlen des Bundesamtes für Statistik verzichtet in über einem Drittel der Familien mit kleinen Kindern ein Elternteil – es ist nicht immer die Frau – ganz oder teilweise auf eine Erwerbstätigkeit, um die bestmögliche Betreuung der Kinder sicherzustellen. Diese Familien tragen nicht nur die finanzielle Last, die mit einem niedrigeren Einkommen verbunden ist, sondern entlasten auch die öffentliche Hand, indem sie auf teure Fremdbetreuung verzichten. Ist es fair, sie durch eine zusätzliche Steuerlast zu bestrafen? Nein!

Die Individualbesteuerung ignoriert den Wert der unbezahlten Arbeit innerhalb der Familie. Wenn wir von Steuergerechtigkeit sprechen, sollten wir nicht diejenigen Frauen und Männer vergessen, die zuhause arbeiten, um den Haushalt zu führen, um Kinder zu erziehen oder Angehörige zu betreuen. Diese Arbeit hat einen enormen gesellschaftlichen Wert, der nicht durch Zahlen auf einer Steuererklärung erfasst werden kann.

In einem System der Individualbesteuerung müssten Familien, bei denen ein Elternteil ausschliesslich Familienarbeit leistet, höhere Steuern zahlen als Doppelverdienerpaare mit gleichem Gesamteinkommen. Dies ist ein Angriff auf das Familienmodell, das sich für viele als das beste erweist. Warum sollten diese Familien bestraft werden, nur weil sie eine Entscheidung im Sinne ihrer Kinder, ihres Familienlebens oder zur Entlastung der öffentlichen Hand getroffen haben?

Was die Abschaffung der verfassungswidrigen Heiratsstrafe anbelangt, so wäre das Modell, wie es die Mitte mit ihrer "Fairness-Initiative" vorschlägt und das von der EVP unterstützt wird, eine viel einfachere und vor allem auch eine gerechtere Lösung für alle Familienmodelle. Das wäre wirklich zeitgemäss!

Wir müssen Familien in ihrer Vielfalt unterstützen und nicht bestrafen. Die Entscheidung, dass ein Elternteil deutlich weniger Erwerbsarbeit verrichtet als der andere, sollte nicht nur respektiert, sondern auch steuerlich nicht benachteiligt werden. Aber die Individualbesteuerung geht genau in die gegenteilige Richtung und widerspricht der Solidarität, die in der Familie gelebt wird.

Aus diesem Grund lehnen wir von der EVP den Gegenentwurf des Bundesrates entschieden ab und bitten Sie genauso, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Docourt Martine (S, NE): Bas salaires, inégalités salariales, difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle en raison de l'absence d'une réelle politique dans le domaine ou encore un système de prévoyance qui ne valorise par le travail de "care" sont des réalités qui impactent les femmes durant toute leur vie active et à la retraite. Elles gagnent et donc cotisent en moyenne moins que les hommes et se retrouvent ainsi avec des rentes plus faibles à la retraite. Cette réalité les expose à un plus grand risque de précarité lors d'une séparation ou d'un divorce.

Nous traitons aujourd'hui d'une initiative populaire qui vise l'introduction de l'imposition individuelle pour toutes et tous. Ce projet s'inscrit dans la volonté de parvenir à une politique d'égalité collective. Il est incompréhensible que le choix de son état civil puisse avoir encore un impact sur les mécanismes d'imposition. En vertu de quoi un couple marié devrait payer davantage d'impôts qu'un couple non marié? Accepter de passer à une imposition individuelle, c'est tendre vers une égalité de traitement au sens large entre chaque habitante et habitant de notre pays.

De plus, les études montrent que les femmes en Suisse désirent travailler davantage. Plusieurs freins existent, le système d'imposition en est un. Le système actuel peut en effet retenir d'avoir un deuxième revenu, dans le cas où ce revenu est plus bas que le premier, ce qui est majoritairement le cas pour les femmes. C'est une réalité, notamment car ce sont encore trop souvent les femmes qui, à l'arrivée d'un enfant, baissent leur taux d'activité professionnelle ou arrêtent tout simplement celle-ci. Aussi, les femmes effectuent encore trop souvent la majorité du travail de "care", comme la garde d'enfants; un travail, doit-on le rappeler, non rémunéré. Il est nécessaire de changer de système pour inciter le maintien des femmes sur le marché du travail, ceci, afin de leur garantir leur indépendance économique. Cette indépendance est encore plus primordiale en cas de séparation, de divorce ou à la retraite.

Si l'inégalité salariale est de 20 pour cent entre femmes et hommes, le "gender pension gap" est d'environ 38 pour cent et peut atteindre jusqu'à plus de 41 pour cent pour les femmes ayant des enfants par rapport aux hommes dans la même situation. Accepter de passer à une imposition individuelle, c'est tendre vers une égalité concrète entre femmes et hommes mariés de notre pays. Nous savons que tout changement d'imposition a un impact sur les revenus et, pour nous socialistes, ce changement ne doit pas réduire les



revenus si l'on veut mener une politique d'égalité, une politique qui améliore la vie de toutes les femmes. Et nous le savons, pour mener une véritable politique d'égalité, nous avons besoin de moyens financiers, des moyens financiers publics.

C'est pourquoi, si nous soutiendrons cette initiative, nous nous engageons pour que le contre-projet ne prive pas l'Etat de revenus de manière disproportionnée et ne péjore pas les finances publiques. Cette péjoration accentuerait encore la tendance regrettable à ne pas investir dans des projets de conciliation entre vies professionnelle et familiale, alors que des projets sont sur la table. Au Parlement d'être cohérent: en acceptant de passer à une imposition individuelle et d'investir, en conséquence, dans le domaine de l'accueil de l'enfance, par exemple. Ce dernier doit devenir un service public. De la même manière, un congé parental digne de ce nom doit à nouveau être mis à l'ordre du jour.

Il en est de même pour les réflexions qui devront encore avoir lieu dans le domaine de la prévoyance. Nous attendons que le Parlement prenne des mesures dans ce domaine pour que le parcours de vie de nombreuses femmes soit mieux pris en considération, en valorisant le travail de "care" notamment.

Et si nous voulons être cohérentes et cohérents dans cette politique d'égalité globale, il s'agit de ne pas s'attaquer aux salaires minimums mis en place dans certains cantons, car l'introduction de salaires minimaux cantonaux a permis à de nombreuses femmes d'augmenter leur salaire.

Alors, oui à l'initiative pour une imposition individuelle, oui à l'entrée matière sur le contre-projet.

Rüegger Monika (V, OW): Ja, natürlich, die Heiratsstrafe gehört abgeschafft. Da sind wir uns alle klar einig. Mit der Individualbesteuerung macht man aber jetzt das Gegenteil. Statt die Heiratsstrafe abzuschaffen oder einen Teil davon abzuschaffen, schafft man die Wirtschaftsgemeinschaft der Ehe und die Familie als Lebensgemeinschaft ab. Mit der Vorlage zur Individualbesteuerung schafft der Staat mutmasslich eine Diskriminierung unterschiedlicher Familienmodelle. Bewusst sollen Familien steuerlich bevorzugt werden, die zu möglichst ausgeglichenen Arbeitspensen arbeiten und die Erziehung und die Betreuung ihrer Kinder auswärts, fremdbetreuen lassen. Familien, deren Eltern selber zu den Kindern schauen oder selbst die Betreuung unter Grosseltern oder anderen Familien organisieren, werden steuerlich hart abgestraft.

Ich mache Ihnen ein Beispiel. Nehmen Sie zwei Familien: Die einen Eheleute arbeiten 60 und 40 Prozent, schicken die Kinder in die Krippe; das andere Ehepaar arbeitet 90 und 10 Prozent, also zusammen 100 Prozent, und schaut selber zu den Kindern. Beide Familien arbeiten also gleich viel und haben das gleiche Haushaltsbudget, bringen den exakt gleichen Lohn nachhause. Die Familie mit dem 60/40-Prozent-Pensum zieht für die Fremdbetreuung pro Kind bis zu 25 500 Franken ab und macht den vollen Kinderabzug von 12 000 Franken geltend. Die Familie mit dem 90/10-Prozent-Pensum kann keine Krippenabzüge von 51 000 Franken geltend machen. Arbeitet nur ein Elternteil, dann gibt es nicht einmal die vollen Kinderabzüge, nur die Hälfte. Wie sieht es jetzt genau mit den Steuern aus? Ist das Haushaltsbudget bei gleichen Arbeitspensen 100 000 Franken,

AB 2024 N 1601 / BO 2024 N 1601

bezahlt die Familie mit der Fremdbetreuung keine Steuern, aber die andere Familie, die selber zu den Kindern schaut, bezahlt über 700 Franken. Krass wird es bei einem Haushaltsbudget von 150 000 Franken: Da bezahlt die Familie, die die Betreuung der Kinder selber organisiert, bis sechsmal mehr Steuern als die andere Familie. Finden Sie das jetzt gerecht?

Die Individualbesteuerung bringt nicht mehr Arbeitsleistung, wie das die Initianten gerne möchten. Sie bringt bloss eine Optimierung der ausgeglichenen Arbeitspensen. Es wäre also jeder der Beschissene, der überhaupt noch 100 Prozent arbeitet. In der Schweiz lebt jede achte Person – das sind 1,1 Millionen Eltern und Kinder – in einer Grossfamilie mit drei und mehr Kindern. Auch diese Familien sollen die Wahlfreiheit haben, wie sie ihr Familienmodell wählen. Für diese Mehrkinderfamilien wird die Individualbesteuerung zur regelrechten Heirats- und Familienstrafe. Für die Einverdienerfamilien wird sie zur Steuerhölle.

Sie, liebe Verfechterinnen der Individualbesteuerung, sehen sich gerne als zeitgemäss modern und fordern Selbstbestimmung für die Frau. Mit der Individualbesteuerung nehmen Sie den Frauen sämtliche Selbstbestimmung weg. Sie wollen den Eltern ein Familienmodell nach Ihren Vorstellungen aufzwingen und je nach Familienmodell steuerlich belohnen oder bestrafen. Es geht den Staat aber nun einmal nichts an, wie Eltern die Kinderbetreuung unter sich aufteilen, wie sie sich organisieren. Wenn Sie sich für die Frauen einsetzen möchten, dann geben Sie ihnen die Wahlfreiheit und nicht diese Individualbesteuerung, die ihnen die Selbstbestimmung nimmt. Es gibt einen guten Minderheitsantrag, ein Splitting-Modell; hiermit schaffen Sie für die Frauen echte Voraussetzungen für eine Wahlfreiheit.



Rumy Farah (S, SO): Zwei Menschen, die sich entscheiden, gemeinsam durchs Leben zu gehen, werden plötzlich steuerlich bestraft, weil sie verheiratet sind. Die sogenannte Heiratsstrafe, die unser aktuelles Steuersystem einer Partnerschaft aufbürdet, ist nichts anderes als ein Relikt aus der Vergangenheit. Dieses System, das zu dieser Ungerechtigkeit führt, ist nicht nur veraltet, sondern eine echte sozialpolitische Fehlkonstruktion. Stellen Sie sich eine Frau vor, die nach der Geburt ihres Kindes wieder ins Berufsleben einsteigen will. Doch dann sagt ihr das Steuersystem: "Gehst du Vollzeit arbeiten, frisst die Steuerprogression deinen Verdienst auf." Zweitverdienende – und hier reden wir vor allem von Frauen – stehen vor einer geradezu absurden Wahl. Mehr arbeiten und dafür fast nichts zusätzlich im Portemonnaie haben, das darf nicht sein.

Dieses System erstickt Potenzial und ist auch ein wirtschaftliches Hindernis, das uns teuer zu stehen kommt. Es setzt die völlig falschen Anreize und bremst unser wirtschaftliches Wachstum. In Zeiten, in denen wir über einen Fachkräftemangel sprechen, drängen wir talentierte Menschen aus dem Arbeitsmarkt, weil das System ihnen signalisiert: "Bleib lieber zuhause, es lohnt sich finanziell nicht, zu arbeiten."

Wir reden über nichts weniger als die Gleichstellung von Mann und Frau. Es ist das Jahr 2024, und immer noch sind es vor allem Frauen, die von diesem überalterten System betroffen sind. Frauen, die aufgrund der Steuerprogression aus dem Arbeitsmarkt gedrängt werden, verlieren nicht nur ihr Einkommen, sondern auch ihre Chance auf berufliche Weiterentwicklung und eine sichere Altersvorsorge. Das ist kein individuelles Problem, sondern eine gesellschaftliche Schieflage, die wir nicht länger akzeptieren können. Wir reden hier nicht von Einzelschicksalen, sondern von einer ganzen Generation von Menschen, die durch unsere veralteten Steuerregeln benachteiligt wird.

Die Individualbesteuerung ist kein Angriff auf die Familie, im Gegenteil. Sie gibt Familien die Freiheit zurück, ihre Zukunft eigenverantwortlich zu gestalten. Sie stärkt die finanzielle Unabhängigkeit beider Partner, statt sie in die Abhängigkeit zu drängen. Die moderne Familie ist vielschichtig und dynamisch, und unsere Gesetze müssen mit dieser Realität Schritt halten. Wer an der alten Besteuerung festhält, der klammert sich an Strukturen, die längst überholt sind, Strukturen, die nicht mehr in die Welt passen, in der wir leben. Es geht um Gerechtigkeit, Fairness und Gleichstellung.

Der bundesrätliche indirekte Gegenvorschlag zur Individualbesteuerung ist ein Schritt in die richtige Richtung. Er zielt darauf ab, die verfassungswidrige Heiratsstrafe abzuschaffen und Paare – egal, ob verheiratet oder nicht – steuerlich gleichzustellen. Doch so bestechend dieser Vorschlag auf den ersten Blick scheint, so bleibt er in einem wichtigen Punkt unzureichend. Zwar wird die Besteuerung unabhängig vom Zivilstand geregelt, was zweifellos zu mehr Gerechtigkeit führt. Doch der Teufel steckt im Detail. Die aktuellen Berechnungen zeigen Steuerausfälle, die in die Milliarden gehen könnten.

Angesichts der aktuellen Diskussionen über die Stabilität der Bundesfinanzen und der Diskussion über Kürzungen in anderen Bereichen wie der Kinderbetreuung ist dies nicht tragbar. Wir können es uns nicht leisten, über Fachkräftemangel zu klagen und gleichzeitig Milliardenverluste hinzunehmen, ohne eine nachhaltige Finanzierung sicherzustellen. Der Vorschlag des Bundesrates muss also in der Höhe der Steuerausfälle nachjustiert werden, um die langfristige finanzielle Stabilität unseres Staatshaushaltes zu gewährleisten. Denn es gibt Spielraum für Anpassungen, die eine deutliche Reduzierung der Einbussen ermöglichen, ohne dabei die Entlastung für den Mittelstand zu gefährden.

Die Umsetzung der Individualbesteuerung ist auch nicht besonders kompliziert, wie das hier von vielen behauptet wird. Wir leben im digitalen Zeitalter und sind das innovationsstärkste Land der Welt. Steuertechnische Lösungen sind definitiv kein Mysterium. Was uns fehlt, ist nicht die Technologie, sondern der politische Wille. Seit das Bundesgericht 1984 die Heiratsstrafe als verfassungswidrig erklärt hat, warten wir darauf, dass diese Missstände beseitigt werden. Mit der Individualbesteuerung schaffen wir genau das: Die Heiratsstrafe wird endlich Geschichte.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Ein guter Freund von mir ist glücklicher Familienvater von zwei Buben. Er arbeitet im Finanzwesen, trägt einen Ehering, ist aber nicht verheiratet. Der einfache Grund ist das heutige Steuersystem. Dieses benachteiligt eben Menschen, die verheiratet sind. Die Erklärung ist relativ einfach: Wer mehr Einkommen erzielt, der bezahlt einen höheren Steuersatz als jemand, der weniger Einkommen erzielt. Das ist die Progression, die wir heute kennen. Eine Hochzeit würde bei meinem Kollegen dazu führen, dass sein Einkommen und das Einkommen seiner Frau zusammengezählt würden und neu zu einem höheren Steuersatz versteuert werden müssten, als es heute der Fall ist, wo sie eben nicht miteinander verheiratet sind. Das heisst, alleine die Heirat entscheidet darüber, dass die Steuerrechnung höher wird, obwohl sich alles andere nicht ändert. Das darf nicht sein!

Das tönt vielleicht kompliziert, aber man kann es auch in einfachen Zahlen ausdrücken. Ich habe es für die Stadt Zürich ausgerechnet: Wenn beide Partner ein Einkommen von je 50 000 Franken aufweisen, dann be-



zahlen sie je knapp 4500 Franken Steuern. Als Konkubinatspaar haben sie also eine Steuerrechnung von knapp 9000 Schweizerfranken. Wenn sie jetzt heiraten und das Einkommen zusammengerechnet wird – sie haben also 100 000 Franken steuerbares Einkommen –, dann haben sie in der Stadt Zürich eine Steuerlast von 10 500 Schweizerfranken. Sie können sich die Differenz selber ausrechnen: Das macht 1500 Schweizerfranken Mehrausgaben pro Jahr, obwohl sie nichts geändert haben ausser ihren Zivilstand.

Das wollen wir mit der Initiative zur Einführung der Individualbesteuerung ändern. Wir wollen nicht, dass alleine die Änderung des Zivilstandes einen Einfluss auf die Steuerrechnung hat, die man zu bezahlen hat. Es ist nicht nur ärgerlich, dass man einfach plötzlich mehr Steuern bezahlen muss, sondern es führt auch dazu, dass man sich zweimal überlegt: Soll ich jetzt überhaupt noch mehr arbeiten gehen? Denn jeder Franken, den man zusätzlich verdient, wird zu einem höheren Steuersatz versteuert, als es vorher der Fall gewesen wäre.

AB 2024 N 1602 / BO 2024 N 1602

Das finden wir falsch, denn wir finden, in der Schweiz soll sich Leistung lohnen. Menschen, die mehr arbeiten wollen, die mehr leisten wollen, sollen am Ende des Monats auch etwas davon haben, und sie sollen nicht bestraft werden, indem sie mehr Steuern bezahlen müssen.

Die Initiative zur Einführung der Individualbesteuerung sorgt in der Schweiz eben dafür, dass sich Leistung wieder mehr lohnt, dass verheiratete Paare nicht zwei-, dreimal rechnen müssen, ob es sich lohnt, einen Tag mehr zu arbeiten und dafür dann eine Kinderbetreuung sicherstellen zu müssen. Sie müssen sich nicht mehr fragen: Macht das Ende Monat netto mehr oder weniger? Es soll netto mehr ausmachen; wir wollen, dass Menschen, die arbeiten gehen, am Ende des Monats mehr in der Tasche haben.

Es führt auch dazu, dass wir unser inländisches Arbeitskräftepotenzial viel besser ausnutzen können. Wir haben zu viele Menschen in der Schweiz, die wenig arbeiten, die mehr arbeiten könnten, die ein super Studium, eine Berufslehre gemacht haben, die ausgebildet sind, ihr Potenzial aber nicht in den Arbeitsmarkt einbringen. Wir haben ein enormes Potenzial, das wir da aufrufen können, sodass wir in der Schweiz auch weniger Menschen aus dem Ausland rekrutieren müssen. Alle, die gegen zu viel Arbeitsmigration sind, müssten diese Initiative zur Annahme empfehlen, denn Studien zeigen ganz klar auf, dass die Individualbesteuerung dazu führt, dass wir das inländische Arbeitskräftepotenzial aktivieren können. Das heisst, wir können die offenen Stellen in der Schweiz mit Menschen aus der Schweiz besetzen und müssen sie nicht mit Menschen aus dem Ausland besetzen.

Wenn Sie also dafür sind, den Menschen mehr Freiheiten zu geben, wenn Sie dafür sind, dass die, die arbeiten, am Ende des Monats auch mehr in der Tasche haben, dann empfehlen Sie die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" zur Annahme.

Crottaz Brigitte (S, VD): Depuis 2007, au moins, le Conseil fédéral se pose la question de savoir si les couples mariés devraient être imposés en commun ou séparément, et cette même question a préoccupé le Parlement, qui, au cours des 20 dernières années, a déposé de nombreuses interventions sur ce thème. En 2024, comment peut-on encore justifier qu'un couple marié soit pénalisé fiscalement et imposé différemment d'un couple de concubins, alors que leurs situations sont identiques du point de vue économique? Il est temps de faire un choix qui reflète les réalités de notre époque et de notre société, celui de l'imposition individuelle.

Car, soyons honnêtes, le système actuel est dépassé. Il perpétue des schémas inégalitaires qui pénalisent les femmes en les poussant à réduire leur activité professionnelle et entrave l'émancipation économique des individus au sein des couples mariés. Ce système crée une dynamique où il est économiquement plus avantageux pour une des personnes du couple de réduire son activité professionnelle, et ce sont le plus souvent les femmes qui sont les victimes de cette incitation à ne pas obtenir un second revenu.

Les schémas fiscaux en place dissuadent nombre de femmes de reprendre ou d'intensifier leur activité professionnelle après la naissance des enfants, car cela augmente la charge fiscale de façon disproportionnée. Cette réalité est clairement un frein à l'égalité des sexes, mais c'est le modèle qui reste cependant souhaité par une partie conservatrice, voire ultraconservatrice, de ce Parlement. En limitant ainsi les opportunités professionnelles des femmes, ce système alimente un déséquilibre fondamental dans le partage des tâches au sein des couples et leur ferme la porte à une pleine participation à la vie économique. Ce n'est plus acceptable, et une fiscalité moderne doit encourager l'égalité et non la subordonner à des structures d'un autre temps.

En poussant les femmes à rester en retrait du marché du travail, nous privons l'économie de talents et de compétences, alors que l'introduction de l'imposition individuelle représente une opportunité de maximiser la participation de cette force de travail déjà présente dans notre pays. Pire encore, il est injuste que nos choix privés aient un impact direct sur les impôts que nous payons. Le fait de se marier ne devrait pas influencer la manière dont l'Etat prélève ses recettes. Nos décisions personnelles, qu'il s'agisse du mariage ou de l'union



libre, ne devraient pas engendrer de différences dans la contribution fiscale. Après tout, administrativement, rien ne change vraiment. Les couples concubins sont déjà traités de manière individuelle pour l'impôt. Pourquoi devrait-il en être autrement pour les couples mariés?

Mais le problème va au-delà du travail des femmes, et l'imposition individuelle s'inscrit aussi dans le débat plus large de l'autonomie financière de chaque citoyen. Avec les évolutions récentes en matière de divorce, le Tribunal fédéral met de plus en plus l'accent sur le principe d'autonomie financière après la séparation et le fait que chaque individu soit responsable de sa propre subsistance après un divorce. Dès lors, pourquoi faudrait-il continuer à traiter les couples comme une seule et même entité financière tant qu'ils sont mariés? L'indépendance financière commence par l'indépendance fiscale.

Il est essentiel que nous prenions la bonne décision. Ne pas adopter l'imposition individuelle, c'est choisir de perpétuer ces injustices fiscales et sociales et maintenir des inégalités, car derrière les débats techniques sur les taux d'imposition, il y a une réalité concrète: la persistance de modèles qui découragent les femmes de travailler.

Le Conseil fédéral a présenté un contre-projet pragmatique qui répond à ces défis et simplifie le système fiscal tout en harmonisant la fiscalité des couples mariés et non mariés. Des ajustements sont toutefois encore nécessaires pour minimiser les pertes fiscales, par exemple en augmentant la progressivité de l'impôt ou en couplant ce contre-projet à un soutien pour les crèches.

Toutefois, l'enjeu est clair: maintenir un système qui freine l'émancipation des femmes et freine l'accès à une main-d'œuvre qualifiée est une grave erreur. Nous avons la responsabilité de moderniser notre fiscalité pour qu'elle reflète les valeurs d'égalité, d'émancipation et de justice sociale que nous défendons. Ce combat n'est pas seulement celui de la gauche, il concerne tous ceux qui croient en une société plus juste et équitable. Pour toutes ces raisons, je vous invite à recommander l'acceptation de l'initiative, mais aussi le contre-projet qui permettrait d'atteindre le même objectif que l'initiative, peut-être encore plus rapidement.

Bäumle Martin (GL, ZH): Ich verkalkuliere mich selten. Ich ging davon aus, 21.45 Uhr sei die Sitzung fertig und ich käme nicht mehr zum Reden. Entweder haben wir auf dem Präsidentenbock einen Zwinglianer, der schlimmer ist als unsere ehemalige Zürcher Fraktionschefin, oder er hat relativistische Gedanken, da er es schafft, zwölf Minuten relativistisch zu gewinnen, die ich noch nicht sehe.

Ich komme nun zu meiner Interessenbindung: Ich bin Finanzvorstand einer Gemeinde, die tatsächlich einen Mehraufwand bei den Steuererklärungen und statische Ausfälle durch diese Vorlage befürchtet. Persönlich gehöre ich möglicherweise zu den Verlierern dieser Vorlage, weil diese Vorlage für ein quasi Alleinverdiener-Ehepaar nicht das Gelbe vom Ei ist. Aber diese Vorlage ist insgesamt zukunftsfähig, modern und richtig. Sie sichert uns langfristig Wohlstand. Sie kann gegen den Fachkräftemangel antreten, und sie kann auch die Zuwanderung reduzieren, wenn wir eben durch eigene Fachkräfte weniger andere Leute anziehen müssen. Sie ist ein zukunftsfähiges Steuersystem, das auch alle Familien, unabhängig davon, wie sie strukturiert sind, langfristig gleich behandelt. Der Administrationsaufwand scheint am Anfang sehr hoch, doppelt so hoch wie bei den gemeinsamen Steuererklärungen, zu sein. Ich sage Ihnen klar, wir haben im Steuersystem noch einiges an Digitalisierung vor uns, und Vereinfachung und Digitalisierung können diesen Mehraufwand mehr als auffangen. Da werde ich meinen Steuerchef in Dübendorf dann beruhigen.

Kommen wir zur normalen Situation. Ich habe heute oft gehört, dass Familien, bei denen Frauen oder Männer wegen ihrer Kinder zuhause bleiben, benachteiligt seien. Schauen Sie ein normales Leben an. Sie arbeiten, wenn Sie normal arbeitstätig sind, rund 45 Jahre. Wenn Sie als Frau oder als

AB 2024 N 1603 / BO 2024 N 1603

Mann zuhause sind und Kinder erziehen, sind Sie vielleicht zehn, fünfzehn Jahre zuhause. Das heisst, Sie sind immer noch über dreissig bis vierzig Jahre im Arbeitsprozess und sollten eigentlich dort auch etwas zur Wertschöpfung beitragen. Auch wenn Sie Altersbetreuung machen, sind Sie nicht 45 Jahre beschäftigt. Das heisst, die normale Situation ist, dass alle von uns, ob Mann, ob Frau, wie auch immer geartet, mehrheitlich arbeiten. So, jetzt kommen wir zum Hauptproblem. Wir haben massive statische Steuerausfälle zu befürchten. Ich sage Ihnen, das ist genau wie bei der Unternehmenssteuerreform II oder der Steuervorlage 17. Es gibt statische Ausfälle, ja, kurzfristig. Langfristig werden sie durch dynamische Effekte aufgefangen, indem nämlich wesentlich mehr Menschen arbeiten werden: Mehr Frauen, aber auch Männer, die heute nicht arbeiten, weil das System es ihnen nicht erlaubt oder weil es sich steuerlich nicht lohnt, werden zukünftig einer Erwerbsarbeit nachgehen. Diese Leute werden nicht nur Steuern zahlen, sondern auch Sozialabgaben in die erste und in die zweite Säule. Das heisst, insgesamt kann man davon ausgehen, dass diese Milliarde, die man als maximale Ausfallquote angibt, etwa innert, sagen wir einmal, fünf bis fünfzehn Jahren kompensiert wird. Schauen Sie



sich noch die negativen indirekten Effekte an: Da Menschen heute nicht arbeiten gehen, weil es sich nicht rentiert, haben wir deswegen mehr Zuwanderung. Das verursacht auch Kosten, das bringt auch Nachteile mit sich. Wenn wir also diese negativen Effekte reduzieren können, wird das Ergebnis noch um einen Faktor erhöht.

Das Fazit ist, dass diese Vorlage letztlich eine moderne Vorlage ist, die zukunftsfähig ist und am Schluss gerecht für alle, und zwar auch für Familien, die das traditionelle Familienbild leben. Es wird nur kurzfristig die Situation geben, dass Einzelne das Gefühl haben, sie seien steuerlich schlechtergestellt. Langfristig wird sich das ausgleichen. Dieses Steuersystem wird für all diejenigen, die sich heute massiv benachteiligt fühlen, Vorteile bringen. Mit anderen Worten, mit dieser Vorlage können wir eine Win-win-Situation für alle schaffen. Wir können sogar der SVP-Fraktion sagen, die jetzt nicht mehr da ist und nicht mehr zuhört – doch, es sind noch einige hier –, dass wir damit mehr, wirklich mehr inländisches Arbeitspotenzial ausschöpfen und verhindern können, dass es noch mehr Zuwanderung gibt. Es braucht weiterhin Zuwanderung, aber vielleicht ein bisschen weniger, und darum sollten Sie hier eigentlich auch mithelfen.

Pamini Paolo (V, TI): Ich habe eine allerletzte Zwischenfrage. Was Sie erzählt haben, lieber Kollege, ist sehr erfreulich. Glauben Sie, der Bundesrat hat in der Botschaft gelogen – eine Milliarde Franken Steueraufkommen bezogen auf 44 000 Vollzeitäquivalente? Das wäre ein bisschen gewagt, oder?

Bäumle Martin (GL, ZH): Schauen Sie, ich habe in diesem Haus jetzt schon zwei Unternehmenssteuerreformen mitgemacht. Jedes Mal war es die genau gleiche Diskussion: Statische Ausfälle sind das Problem. Noch einmal: Jedes Steuermodell, das zukunftsfähig ist, führt zu dynamischen Effekten, die positiv sind, so wie bei Unternehmen. Dort geht es sehr schnell, weil die Unternehmen sehr effizient sind und sehr schnell auf ein Steuersystem reagieren. Aber auch die natürlichen Personen werden sehr schnell darauf reagieren, und wenn sie sehen, dass ihnen am Schluss mehr Geld in der Tasche bleibt, werden sie auch mehr Steuersubstrat abliefern. Ich bin überzeugt, dass zumindest die Steuereinnahmen der Gemeinden und der Kantone innert weniger Jahre ausgeglichen sind. Beim Bund dürfte es etwas länger dauern. Aber auch dazu habe ich eine klare Haltung: Wenn es dort fünf Jahre länger dauert, bis diese 800 Millionen Franken ausgeglichen sind, dann müssen wir ein bisschen besser auf die Finanzen schauen, und dann schauen wir wieder zusammen, wie wir das lösen.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der guten Ordnung halber rufe ich die Sammlung der Beschlüsse und Praktiken des Büros in Erinnerung, in denen es in Ziffer 4.2.2 heisst: "Die angegebenen Endzeiten der Sitzungen sind als grobe Richtlinien zu verstehen, von welchen die Präsidentin oder der Präsident je nach Stand der Beratungen abweichen darf."

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 22.05 Uhr
La séance est levée à 22 h 05

AB 2024 N 1604 / BO 2024 N 1604



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

*Fortsetzung – Suite***CHRONOLOGIE**

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Wir setzen die Beratung der Steuergerechtigkeits-Initiative fort.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sie setzen heute die Beratung eines Dossiers fort, das die Bundespolitik bereits seit mehr als zwei Jahrzehnten beschäftigt. Umso wichtiger scheint es mir, einleitend kurz zu rekapitulieren, warum wir heute eine Vorlage des Bundesrates zur Einführung der Individualbesteuerung beraten und nicht ein anderes Modell, das weiterhin eine gemeinsame Besteuerung der Eheleute vorsieht.

Zur Reform der Ehegattenbesteuerung bzw. zur Abschaffung der sogenannten Heiratsstrafe hat der Bundesrat in den letzten rund 25 Jahren bereits mehrere Vorschläge gemacht. Zuerst wurde im Rahmen des Steuerpaketes 2001 ein Teilsplitting eingeführt; diese Vorlage wurde von der Stimmbevölkerung abgelehnt. 2007 gab der Bundesrat vier Modelle in die Vernehmlassung; diese ergab, dass weder die Reformvorschläge im Rahmen einer gemeinsamen noch diejenigen im Rahmen einer getrennten Besteuerung mehrheitsfähig waren. 2012 führte der Bundesrat erneut eine Vernehmlassung durch, und zwar zu einem Mehrfachtarif mit alternativer Steuerberechnung, doch auch dieses Modell war umstritten. Fast zur gleichen Zeit reichte die damalige CVP eine Initiative zur Abschaffung der Heiratsstrafe ein, basierend auf der gemeinsamen Besteuerung. Sie wurde 2016 in der Volksabstimmung knapp abgelehnt. Diese Abstimmung wurde später vom Bundesgericht annulliert. 2018 unterbreitete der Bundesrat dem Parlament dann den zuvor vernehmlasssten Mehrfachtarif mit



alternativer Steuerberechnung, doch das Parlament wies diese Botschaft 2019 an den Bundesrat zurück und beauftragte ihn, alternative Modelle vorzulegen. Bereits im Herbst 2020 war auch dieser Entscheid wieder überholt, weil die Mehrheit des Parlamentes den Bundesrat im Rahmen der Legislaturplanung damit beauftragte, ihm eine Botschaft zur Einführung der Individualbesteuerung vorzulegen.

Hier stehen wir nun. "Das Bessere ist der Feind des Guten", sagte einst Voltaire. Man kann also sagen, dass es kein Modell gibt, das Sie nicht schon einmal beraten und dann verworfen haben. Das heisst, wir stehen heute neuerlich an einem Ausgangspunkt, wo wir erneut darüber befinden können.

Fast etwas vorwurfsvoll hat Herr Pamini in seinem Votum gefragt, warum der Bundesrat so frech sei und hier einen indirekten Gegenvorschlag vorlege. Zum einen muss man sagen, dass der Bundesrat immer das Recht hat, einer Initiative einen direkten oder indirekten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Zum andern, und das möchte ich noch einmal betonen, hat das Parlament den Bundesrat damit beauftragt, ihm eine Vorlage zur Individualbesteuerung zu unterbreiten. Weil die FDP-Frauen im Jahr 2022 eine Volksinitiative für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung eingereicht haben, dient diese Vorlage zugleich als indirekter Gegenvorschlag. Die Volksinitiative selber lehnt der Bundesrat ab. Es ist aus Sicht des Bundesrates nicht nötig, diese Frage auf Verfassungsstufe zu regeln. Mit dem indirekten Gegenvorschlag würde die Volksinitiative auf Gesetzesebene vollständig umgesetzt, und das Ziel der Initiative wäre auch schneller erreicht.

Bevor ich auf den Gegenvorschlag eingehe, bleibt zu erwähnen, dass von der Mitte inzwischen eine weitere Volksinitiative zur Abschaffung der Heiratsstrafe eingereicht wurde, die allerdings auf einer gemeinsamen Besteuerung von Ehepaaren beruht. Der Bundesrat lehnt auch diese Volksinitiative ab. Einen Gegenvorschlag sieht er bei dieser Initiative nicht vor, weil dieser im klaren Widerspruch zur Vorlage stehen würde, die der Bundesrat jetzt in Ihrem Auftrag erarbeitet hat und die wir heute diskutieren.

Die ganze Vorgeschichte zeigt, dass es immerhin einen Konsens zur Ehepaarbesteuerung gibt, wonach die Heiratsstrafe abgeschafft werden soll; die Frage ist nur, auf welchem Weg dies geschehen soll. Die Volksinitiative der FDP-Frauen und die vom Parlament verlangte Vorlage des Bundesrates schlagen den Weg der Individualbesteuerung vor: Es sollen künftig also alle Personen individuell besteuert werden, unabhängig davon, ob sie verheiratet sind oder nicht. Die Besteuerung wäre damit zivilstandsneutral. Es würde damit nicht nur die Heiratsstrafe automatisch abgeschafft, sondern auch der Heiratsbonus, von dem etwas weniger oft die Rede ist. Verheiratete Paare würden also gegenüber unverheirateten Paaren künftig weder benachteiligt noch bevorzugt.

Mit einer Individualbesteuerung können zugleich auch die Anreize für Zweitverdienende zur Aufnahme einer Erwerbstätigkeit erhöht werden. Der Grund dafür ist, dass mit der Individualbesteuerung im Vergleich zur gemeinsamen Besteuerung eine niedrigere Steuerlast anfällt, wenn die zweitverdienende Person – und das ist heute immer noch sehr oft die Frau – eine Erwerbstätigkeit aufnimmt oder ihr Arbeitspensum erhöht. Diese Beschäftigungseffekte würden zu einer besseren Ausschöpfung des inländischen Arbeits- und Fachkräftepotenzials führen. Zudem stärkt eine getrennte Besteuerung die finanzielle Unabhängigkeit der Eheleute und verbessert die Vorsorge für das Alter sowie für den Fall einer Scheidung. Das trägt letztlich zur Gleichstellung von Frau und Mann bei und steht auch im Einklang mit der Rechtsprechung des Bundesgerichtes, das in neueren Entscheiden das Prinzip der Eigenversorgung nach der Scheidung betont hat.

Welches sind die wichtigsten Eckwerte des Ihnen vorliegenden indirekten Gegenvorschlages des Bundesrates? Ehepaare werden wie unverheiratete Paare individuell besteuert. Die kinderrelevanten Abzüge werden bei der direkten Bundessteuer grundsätzlich hälftig aufgeteilt. Der Kinderabzug wird bei der direkten Bundessteuer von heute 6700 Franken auf 12 000 Franken erhöht. Der Tarif der direkten Bundessteuer wird angepasst, damit sich eine ausgewogene Verteilungswirkung der Vorlage über alle Einkommensklassen ergibt. Die Individualbesteuerung wird für alle drei staatlichen Ebenen vorgesehen, sie müsste also auch von den Kantonen und Gemeinden umgesetzt werden. Einige dieser Eckwerte werden wir in der Detailberatung noch besprechen.

Ich möchte hier vor allem noch auf die finanziellen Auswirkungen für die öffentliche Hand sowie die Verschiebungen bei der Belastung der Steuerpflichtigen zu sprechen kommen, die für die Mehrheitsfähigkeit jeder Steuervorlage natürlich auch entscheidend sind. Wenn die Individualbesteuerung mit den Eckwerten eingeführt würde, die der Bundesrat zur Diskussion stellt, ist bezogen auf das Steuerjahr 2024 schätzungsweise mit Mindereinnahmen von rund einer Milliarde Franken zu rechnen. Davon würde der Bund rund 800 Millionen Franken tragen, die Kantone würden 200 Millionen

AB 2024 N 1874 / BO 2024 N 1874

Franken tragen. Diese Mindereinnahmen würden aufgrund des voraussichtlich langen Umsetzungshorizonts allerdings erst in einigen Jahren anfallen. Deshalb ist das in der Finanzplanung noch gar nicht aufgenommen. Mit der Einführung der Individualbesteuerung würden sich natürlich auch die steuerlichen Belastungen ver-



schieben. Das liegt insbesondere bei Ehepaaren, die heute gemeinsam besteuert werden, in der Natur der Sache.

Ich möchte ein paar Konstellationen kurz durchgehen.

1. Entlastungen ergeben sich insbesondere für Ehepaare mit eher gleichmässiger Einkommensaufteilung zwischen den Eheleuten, die im heutigen System eben häufig von der Heiratsstrafe betroffen sind. Das gilt auch für zahlreiche Rentnerehepaare, weil die Einkommensaufteilung im Rentenalter typischerweise eher gleichmässig ist.

2. Eine relativ bedeutsame Verschiebung ergibt sich quasi spiegelbildlich auch für Ehepaare mit einer sehr ungleichmässigen Einkommensaufteilung, also Ehepaare mit einem kleinen oder niedrigen Zweiteinkommen. Sie zahlen heute weniger Steuern als Konkubinatspaare in vergleichbaren Einkommensverhältnissen, weil das Ehepaar anders als das Konkubinatspaar heute den tieferen Verheiratetentarif geltend machen kann; das ist das, was ich vorhin als Heiratsbonus erwähnt habe. Für solche Ehepaare kann die Reform darum zu Mehrbelastungen bei der direkten Bundessteuer führen. Dies trifft insbesondere Einverdiener-Ehepaare mit Kindern in den mittleren und höheren Einkommensklassen. Grund dafür ist nebst dem Wegfall des heutigen Verheiratetentarifs die hälftige Aufteilung des Kinderabzugs auf die beiden Elternteile. Bei jenem Elternteil, der ein niedriges oder gar kein Einkommen versteuert, entfaltet der Kinderabzug zwangsläufig nur eine geringe oder keine Entlastungswirkung. Das ist auch der Grund, warum der Bundesrat eine starke Erhöhung des Kinderabzugs vorschlägt. Damit kann die durch den hälftigen Abzug reduzierte Entlastungswirkung etwas gedämpft werden. Die nochmalige Erhöhung war eine Anpassung, die der Bundesrat nach der Vernehmlassung vorgenommen hat.

3. Alleinerziehende Personen werden im geltenden Recht zu einem privilegierten Tarif, dem Elterntarif, besteuert. Weil dieser privilegierte Tarif wegfällt, würde die Reform insgesamt auch bei dieser Personengruppe grundsätzlich zu einer höheren Besteuerung führen. Allerdings wird diese höhere Steuerbelastung durch die deutliche Erhöhung des Kinderabzugs und die vorgeschlagenen Tarifanpassungen stark abgefedert, sodass das eben bei tiefen und mittleren Einkommen im Durchschnitt kompensiert werden kann. Auch bei Konkubinatspaaren mit Kindern wird heute zumindest eine Person mit dem privilegierten Elterntarif besteuert. Gemäss Schätzungen würde bei den direkten Bundessteuern für diese Gruppe der unverheirateten Personen mit Kindern im Durchschnitt eine Mehrbelastung entstehen, allerdings nur bei den höchsten Einkommensklassen. Bei allen übrigen Einkommensklassen käme es durchschnittlich zu einer Entlastung.

4. Bei den meisten unverheirateten Paaren ohne Kinder käme es wegen der Anpassung des Tarifs schliesslich ebenfalls zu einer Entlastung.

So viel zu den Mindereinnahmen und den Verteilungswirkungen. Strittig ist unter den Befürworterinnen und Befürwortern der Individualbesteuerung ja insbesondere die akzeptable Höhe der Mindereinnahmen. Diese Diskussion wird dann in der Detailberatung noch kommen. Dabei wird zu beachten sein, dass die Höhe der Mindereinnahmen ausschlaggebend ist für die Anzahl steuerpflichtiger Personen, die aufgrund der Reform mit einer Mehrbelastung rechnen müssen. Wenn man also Mindereinnahmen in der Höhe von einer Milliarde Franken akzeptiert, ist der Anteil der Steuerpflichtigen, die durch die Reform bei der direkten Bundessteuer eine Minderbelastung erfahren würden, deutlich grösser als der Anteil jener, die eine Mehrbelastung erfahren. Dank den Eckwerten, die der Bundesrat vorschlägt, insbesondere mit den Tarifanpassungen, verteilen sich die Entlastungen zudem gleichmässig über die Einkommensklassen. In absoluten Zahlen würde die grösste Entlastung zwar im obersten Einkommenszehntel anfallen; relativ zur Steuerbelastung betrachtet, wäre diese Entlastung hingegen bei den unteren Einkommensklassen – sofern diese überhaupt steuerpflichtig sind – bei der direkten Bundessteuer am grössten. Mit Blick auf die Familien ist vor allem die Erhöhung des Kinderabzugs bedeutsam, die wir, wie gesagt, nach der Vernehmlassung vorgenommen haben.

Ich sage abschliessend gerne noch etwas zur Umsetzung. Die Kantone wären innerhalb der Vorgaben des Steuerharmonisierungsgesetzes frei, wie sie den Wechsel zur Individualbesteuerung ausgestalten würden. Auch sie müssen dabei die Tarife und Abzüge überprüfen und gegebenenfalls neu festlegen. Von diesen Anpassungen wird abhängen, welche finanziellen Auswirkungen sich bei den kantonalen Steuern ergeben und wie auf kantonaler und kommunaler Ebene die neuen Belastungsrelationen aussehen. Für diese politischen Reformdiskussionen wird man den Kantonen eine angemessene Übergangsfrist einräumen müssen.

Die Einführung einer Individualbesteuerung würde bei den kantonalen Steuerverwaltungen auch zu einem administrativen Umstellungsaufwand führen, weil ihre heutigen Veranlagungssysteme auf die gemeinsame Besteuerung von Ehepaaren ausgerichtet sind. Das wurde verschiedentlich von Votantinnen und Votanten bemängelt. Gesamtschweizerisch wäre mit zusätzlichen rund 1,7 Millionen Steuererklärungen zu rechnen. Darum hat die Individualbesteuerung natürlich auch einen erhöhten wiederkehrenden Aufwand zur Folge. Allerdings relativiert die zunehmend elektronische Verarbeitung von Steuerverfahren den Mehraufwand. Die



Individualbesteuerung führt zudem auch zu gewissen administrativen Vereinfachungen, etwa bei der Quellensteuer, beim Tod einer Ehegattin oder eines Ehegatten oder auch bei einer Scheidung.

Von grossen kommunalen Steuerämtern haben wir in der Kommission im Rahmen der Anhörungen gehört, dass sie den bürokratischen Mehraufwand nicht als allzu hoch einstufen. Es ist verständlich, dass man bei einer solchen Umstellung einen Mehraufwand befürchten kann. Aber wenn wir über Bürokratie sprechen, müsste man vielleicht auch über eine Vereinheitlichung des Mehrwertsteuersatzes oder über einen Abbau der Bürokratie bei der OECD-Besteuerung sprechen. Es gibt ganz viele Steuerarten, die sehr kompliziert sind. Man kann wirklich in guten Treuen für oder gegen die Individualbesteuerung sein, aber das Argument der Bürokratie scheint mir nicht sehr zielführend zu sein. Wenn der Staat zu viele Steuern einzieht, sollte er dafür sorgen, dass er gerechter besteuert – er kann nicht sagen, das sei ihm zu viel Aufwand.

Ich möchte Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Pamini Paolo (V, TI): Liebe Frau Bundesrätin, würde der Bundesrat angesichts der sehr bescheidenen Beschäftigungseffekte, die der Botschaft zu entnehmen sind, selbstständig motu proprio so einen Antrag stellen, ohne Auftrag des Parlamentes? Ich fasse nochmals zusammen: 10 000 bis 44 000 Vollzeitstellen entsprechen grosszügig geschätzt 2 bis 8 Prozent der erwerbsfähigen Frauen in der Schweiz.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich kann Ihnen die Frage nicht beantworten, weil wir sie nicht diskutiert haben, so im luftleeren Raum. Wir haben nicht im Bundesrat einfach einmal gesagt: Ja, führen wir doch jetzt die Individualbesteuerung ein oder bringen wir dieses oder jenes Modell. Von daher kann ich Ihnen keine Meinung des Bundesrates darlegen. Wir hatten einen Auftrag für die Ausarbeitung einer Vorlage, und wir haben den Auftrag erfüllt.

Ritter Markus (M-E, SG): Sehr geschätzte Frau Bundesrätin, in der Kommission wurde auf die Frage, was es bedeute, 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen zu verarbeiten, von der Verwaltung geäussert, dass dafür 1000 Vollzeitstellen für Steuerbeamte und eine Lohnsumme von etwa 150 Millionen Franken nötig wären. Können Sie diese Aussagen so bestätigen?

AB 2024 N 1875 / BO 2024 N 1875

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Ritter, ich glaube, das wurde gesagt, das ist richtig. Aber dem gilt eben auch entgegenzuhalten, dass wir im Zeitalter der Digitalisierung leben. Man muss ja auch sagen, dass heute 40 Prozent der Ehen geschieden werden, und in diesen Fällen wird die Aufteilung gemacht. Oder nehmen Sie beispielsweise getrennt lebende Ehepaare, die noch nicht geschieden sind: Auch sie werden individuell veranlagt. Es ist also nicht so, dass es das heute nicht gibt. Aber es ist nicht wegzureden, dass es sicherlich einen einmaligen Umstellungsaufwand gäbe. Sie können sich sicher erinnern, dass wir auch von grösseren städtischen Steuerverwaltungen, die teils grösser sind als die kantonalen, gehört haben, dass sie diesen Aufwand als nicht allzu gross einschätzen.

Ich habe es vorhin gesagt: Politisch kann man dafür oder dagegen sein. Aber in einem sind wir uns ja einig: Es gibt eine Heiratsstrafe, und die sollte man abschaffen. Das heisst, dass das Zweiteinkommen heute zu hoch besteuert wird und dass das wahrscheinlich vor allem Frauen daran hindert, überhaupt zu arbeiten oder ihr Pensum zu erhöhen. Wenn es darum geht, dass der Staat hier weniger besteuert, finde ich, dass er auch einen gewissen Aufwand betreiben darf, um den Bürgerinnen und Bürgern diese tiefere Steuerbelastung zu ermöglichen.

Hübscher Martin (V, ZH): Bei der AHV, also bei der ersten Säule, haben wir ja eigentlich das Splitting. Frau Bundesrätin, sehen Sie nicht auch einen gewissen Widerspruch, wenn wir bei der ersten Säule während der Erwerbstätigkeit das Splitting haben? Wenn wir jetzt zur Individualbesteuerung wechseln, würden wir da einen Paradigmenwechsel machen. Müssten wir dann bei der AHV das Splitting ebenfalls aufheben und auch wieder zur Individualbesteuerung übergehen?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Hübscher, dieser Gedanke ist absolut berechtigt, ja. Sie haben ja eine Reform der AHV per 2026 bestellt. Da wird man auch unter anderem darüber diskutieren müssen, ob man eine Individualrente einführen will. Es gibt auch noch die Initiative der Mitte, die die Heiratsstrafe in der AHV abschaffen will; das wäre auch eine Variante, um dies zu tun. Das ist also durchaus möglich.

Aeschi Thomas (V, ZG): Frau Bundesrätin, Sie haben sehr gut ausgeführt, dass die Hauptproblematik eigent-



lich die hohe Progression bei der direkten Bundessteuer ist. Weshalb setzen Sie nicht dort an? Das würde dem Antrag meiner Minderheit V entsprechen, die Progression ein Stück weit zu glätten. Man muss sie nicht ganz abschaffen, es ist mir bewusst, dass eine Flat Rate Tax aufgrund der Einnahmefälle zu weit ginge, aber eine gewisse Glättung bei der Progression könnte herbeigeführt werden.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Aeschi, dieser Einwand ist berechtigt, dieses Modell kann man durchaus diskutieren. Wir hatten aber hier den Auftrag, eine Vorlage zur Individualbesteuerung vorzulegen. Diese Vorlage gilt auch als indirekter Gegenvorschlag.

Was Sie erwähnen, basiert auf der Ehegattenbesteuerung. Wir werden nachher bei der Minderheit noch darüber diskutieren. Das kann nicht als Gegenvorschlag bezeichnet werden. Wenn Sie eine Mehrheit erzielen, kann man das absolut so machen. Ich habe Ihnen ja vorgetragen, dass ab 2001 bis 2020 bereits über sämtliche Modelle diskutiert, debattiert und abgestimmt wurde und dass kein Modell eine Mehrheit gefunden hat.

Ich wünsche mir auch, dass diese Heiratsstrafe beseitigt werden kann. Wir werden jetzt schauen, wie sich die Debatte im Rahmen dieser Initiative und dann auch im Rahmen der Initiative der Mitte entwickeln wird. Ich hoffe, dass am Schluss für die Bürgerinnen und Bürger etwas herauskommt und nicht nur für die Debatten in den beiden Räten.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Madame la vice-présidente, vous le savez très bien, on ne résout pas une discrimination avec une autre discrimination, notamment concernant les couples avec des revenus dont l'écart est très important. En finalité, ne pensez-vous pas que le modèle de calcul alternatif du groupe du Centre serait peut-être la meilleure voie?

Keller-Sutter Karin, conseillère fédérale: Monsieur le conseiller national, ce que je pense moi n'est pas important, parce que nous débattons ici d'un contre-projet indirect à une initiative populaire déposée par les femmes libérales-radicales. C'était le mandat du Parlement de créer et d'élaborer un projet basé sur l'imposition individuelle. On n'avait pas le mandat de vous présenter un modèle avec un calcul alternatif. Je vous ai dit qu'en 2018, le Conseil fédéral avait présenté au Parlement un calcul alternatif qui n'avait pas trouvé de majorité; ce projet avait été renvoyé au Conseil fédéral. Finalement, en 2020, on nous a donné le mandat de présenter un projet tel que celui qui est là maintenant, basé sur l'imposition individuelle.

Widmer Céline (S, ZH): Frau Bundesrätin, wenn jetzt schon das Splitting-Modell in den Raum gestellt wird: Können Sie eine ungefähre Angabe dazu machen, wie viele Steuerausfälle mit dem Splitting-Modell zu erwarten sind?

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr geehrte Frau Nationalrätin Widmer, nein, das kann ich jetzt so aus dem Stegreif nicht seriös abschätzen. Wir werden dann aber noch Zeit haben, die Initiative der Mitte zu besprechen. Die Initiative der Mitte sagt nicht, ob es ein Vollsplitting, ein Teilsplitting oder eine alternative Berechnung geben soll. In den Übergangsbestimmungen dieser Initiative wird einzig von einer alternativen Berechnung gesprochen. Welches Modell tatsächlich gewollt ist, wird man im Rahmen der Botschaft und bei der Debatte in der Kommission zur Umsetzung der Initiative ganz genau anschauen müssen.

Wenn ich es richtig im Kopf habe – ich denke, die Herren, welche die Mitte führen, werden mir das bestätigen –, besagt die Initiative nur, dass die Besteuerung dem Ehegattenmodell folgen soll. Das ist der Grundsatz, der in die Bundesverfassung geschrieben werden soll. Dieser kann mittels Voll- oder Teilsplitting oder mittels alternativer Berechnung umgesetzt werden.

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Ich möchte kurz auf vier Punkte eingehen, welche in der Debatte zur Sprache gekommen sind: auf die Initiative der Mitte, auf die Volksabstimmung, auf die Komplexität und auf die Beschäftigungseffekte.

Als erster Punkt ein kurzer Exkurs zur neuen Initiative der Mitte, welche in der Kommission auch zur Sprache kam, und das schon vor Jahren, nämlich im Rahmen der Beratung zur Vorlage zur alternativen Steuerberechnung: Sie fordert eine solche Berechnung oder ein Splitting; auch das hatten wir in der Kommission. Die alternative Steuerberechnung wurde mit der Vorlage 18.034, "Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (ausgewogene Paar- und Familienbesteuerung)", bereits einmal vorgelegt und in unserem Rat verworfen, und das nicht so knapp, nämlich mit 113 zu 80 Stimmen bei 1 Enthaltung; das war im Dezember 2019. Auch die Finanzdirektorenkonferenz beantragte damals nicht, auf die alternative Steuerberechnung einzutreten. Das Modell der alternativen Belastungsrechnung schaffe neue Verzerrungen, missachte den Harmonisierungsauftrag der Bundesverfassung und kompliziere das Steuersystem. Es sei administrativ komplex, ein solches Doppelsystem zu führen.



Man kam damals zum Schluss, dass es zwar viel koste, aber viel weniger bringe. Das Nutzen-Kosten-Verhältnis war also viel schlechter als dasjenige für die Individualbesteuerung. Den Beschäftigungseffekt veranschlagte der Bundesrat damals weit tiefer, mit rund 15 000 Vollzeitstellen, und das bei höheren Kosten, bei Steuerausfällen von rund 1,2 Milliarden Franken. Dabei wäre es nicht oder zumindest nicht in diesem Ausmass zu diesen Verhaltensänderungen gekommen, die wir hier bei der Individualbesteuerung erwarten. Darum wies unser Rat im Dezember 2019 die Vorlage zur alternativen Berechnung mit dem Auftrag zurück, eine Individualbesteuerung vorzulegen. Das eine Modell, das jetzt auch noch zur

AB 2024 N 1876 / BO 2024 N 1876

Debatte gebracht wurde, wurde also bereits einmal, deutlich und aus guten Gründen, verworfen. Zum anderen Modell, das wir dann in der Detailberatung noch besprechen können, zum Splitting-Modell, wurde vorhin die Frage gestellt, was das koste. Wir haben Berechnungen zur Hand, die der Kommission vorgelegen sind: Ein Vollsplitting würde rund 3 Milliarden Franken an Mindereinnahmen generieren, auch das ohne diese positiven Verhaltensänderungen, welche wir bei der Individualbesteuerung erwarten. Das zum ersten Punkt. Zum zweiten Punkt: Es wurde verschiedentlich gesagt, die Initiantinnen und Initianten sollten ihre Initiative doch einfach der Bevölkerung vorlegen. Ich möchte nochmals betonen, dass diese Umsetzung der Individualbesteuerung nicht nur deswegen vorliegt, weil ausreichend viele Unterschriften für eine Volksinitiative gesammelt worden sind, sondern auch, weil wir diese alternative Steuerberechnung an den Bundesrat zurückgewiesen und eine Individualbesteuerung verlangt haben. Dies hat auch damit zu tun, dass unser Rat eine Motion Markwalder angenommen hat und dass wir im Rahmen der Legislaturplanung 2019–2023 den Auftrag erteilt haben, diese Individualbesteuerung vorzulegen. Wir diskutieren heute also die Umsetzung eines Auftrags der Mehrheit beider Räte, was jetzt parallel zur Initiative geschieht, zu welcher darum bereits der Umsetzungsvorschlag vorliegt.

Dann noch zum dritten Punkt, zur Komplexität: Die Vorlage wurde nach der Vernehmlassung angepasst, was möglicherweise nicht alle mitgekriegt haben. Sie ist nicht mehr so komplex wie vorher. Insbesondere wurde das Anliegen der Kantone aufgenommen, auf die Abhängigkeiten, die Interdependenzen zwischen Ehe- und Konkubinatspaaren zu verzichten, um die Veranlagung zu vereinfachen. Wer macht den Kinderabzug? Wer kriegt den Familientarif? Diese Abhängigkeiten, diese Doppeltarife fallen in Zukunft weg, und es wird darum eben auch einfacher. Man kann mehr automatisieren und die Ehepaare schlicht getrennt veranlagern. Das haben uns Veranlagungsexperten in der Kommission aufgezeigt. Im Grundsatz gibt es keine gegenseitigen Abhängigkeiten mehr. Und auch der Bezug wird einfacher. So muss man beispielsweise keine komplizierten Rechtsmittelverfahren einleiten, wenn Ehepaare, die zum Beispiel in Trennung sind, nicht zahlen.

Wir hatten unter anderem drei Experten in der Kommission, welche selber veranlagern, und zwar in einem Kanton oder in einer der grössten Gemeinden, und sie teilen das Bürokratieargument nicht. Es gibt einen Initiaaufwand, das ist richtig, aber der bürokratische Aufwand wurde von ihrer Seite nicht angesprochen. Das ist ein Argument der Gegner. Es wurde in der Kommission nicht genannt vonseiten jener, die die Veranlagungen machen. Vielmehr haben sie eben auch betont, was einfacher wird.

Dann komme ich noch zum vierten Punkt, den Beschäftigungsanreizen. Die Erwerbsanreize bei der Individualbesteuerung verbessern sich, wenn der Grenzsteuersatz, der das zweite Einkommen belastet, neu bei null beginnt und eben nicht der erste Einkommensfranken der Frau oder auch des Mannes zum Grenzsteuersatz des Erstverdieners versteuert wird. Der Grund, weshalb die Individualbesteuerung diese Beschäftigungseffekte hervorbringt, ist, dass sie insbesondere auf Steuerpflichtige abzielt, welche besonders elastisch sind, also stark reagieren auf Veränderungen bei den Steuern, auf Veränderungen des Einkommens. Und man weiss aus der ökonomischen Literatur, dass insbesondere verheiratete Frauen mit Kindern stärker mit einer Verhaltensänderung reagieren, zum Beispiel mit einer Pensenanpassung, als beispielsweise Männer oder Frauen ohne Kinder. Es gibt drei Studien, die diese Effekte in der Schweiz geschätzt haben. Sie kommen auf Beschäftigungseffekte, die sich in Form von zwischen 40 000 und 60 000 zusätzlichen Vollzeitäquivalenten zeigen. Das ist auch eine Forderung, welche uns die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) seit über zehn Jahren empfiehlt, weil sie positive Beschäftigungseffekte hätte.

Der Vorteil der Individualbesteuerung ist, dass sie die Frauen abholt, indem die Steuerbelastung für diese bei null beginnt, wenn sie das Zweiteinkommen erzielen. Das erreichen wir nur mit einer Individualbesteuerung, nicht mit einer gemeinsamen Veranlagung, nicht mit einem Splitting, nur sehr beschränkt mit einer alternativen Steuerberechnung und nicht durch eine allgemeine Senkung des Steuersatzes.

Ich bitte Sie namens der Kommission, auf den Entwurf des Bundesrates einzutreten.

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: Loin de moi l'idée de refaire les débats. Toutefois, à la suite



de certaines interventions, j'aimerais préciser certains éléments discutés au sein de la commission et qui ont poussé sa majorité à privilégier le modèle de l'imposition individuelle par rapport aux autres propositions sur la table.

Premièrement, les coûts. Mme la conseillère fédérale vient de dire qu'il n'est pas forcément facile d'estimer les coûts tant que l'on n'a pas une idée précise du modèle. Nous discuterons tout à l'heure des minorités. Un calcul a été fait pour estimer, par exemple, le coût de la proposition de la minorité V (Aeschi Thomas) qui est un des modèles de splitting avec réforme du barème. Cette estimation des coûts a donné un résultat d'environ 3,2 milliards de francs par année. C'est donc un modèle plus cher que le modèle retenu par la majorité de votre commission. Concernant les coûts, il est également important de noter un aspect fondamental: nous discutons en réalité de deux modèles différents. Si nous souhaitons politiquement annuler la discrimination entre couple concubin et couple marié, ou en tout cas la réduire, nous avons le choix entre l'imposition individuelle, des modèles de type splitting, ou faire deux fois les calculs et prendre le plus avantageux pour les contribuables. Mathématiquement, si on veut que la charge fiscale des couples mariés ne soit pas plus élevée dans la nouvelle situation, les modèles alternatifs sans imposition individuelle seront bien entendu beaucoup plus chers. Avec le modèle d'imposition individuelle, vous n'êtes pas obligé de calculer deux modèles et de prendre le plus avantageux des deux. Ce modèle rajoutera des coûts massifs à la réforme.

Concernant les coûts, la question de la complication des modèles et de la complication en raison de déclarations multiple a aussi été mentionnée. Il s'agit d'une question d'application. Si nous retenons un modèle où l'on garde une imposition du couple sans imposition individuelle, mais que l'on doit quand même calculer aussi l'imposition individuelle pour avoir le plus avantageux, par exemple, du point de vue mathématique, la charge administrative est la même, voire pire, puisque vous devez faire deux calculs différents. Avec l'imposition individuelle, rien n'empêche théoriquement les cantons ou les percepteurs d'impôt de maintenir une seule déclaration, du moment que le calcul est évidemment fait pour les deux contribuables. Ces éléments ont également été discutés dans le cadre du débat. Rien ne dit que parmi les modèles qui visent à réduire cette inégalité, le plus cher serait l'imposition individuelle, et rien ne dit que cela impliquerait plus de chiffres à indiquer dans plus de formulaires.

Enfin, des arguments ont été apportés, dans le cadre des débats, sur les divorces. Un élément qui a été discuté et que je rappelle, c'est que, puisqu'il existe aujourd'hui des litiges importants lors des divorces, un système d'imposition individuelle qui clarifie les choses dès le début permettra, en cas de séparation, de rendre les choses plus simples. Vu le taux de séparation dans le pays, ce n'est pas forcément un désavantage de régler les choses quand elles sont moins compliquées. Enfin, d'autres arguments ont été donnés par rapport, par exemple, à l'orientation sexuelle des couples. Rien de déterminant n'a, en commission, donné le moindre indice que l'orientation sexuelle des personnes dans les couples avait la moindre influence par rapport à cela. La réforme qui amène l'imposition individuelle fait une chose simple: elle supprime de façon totale la différence qui existe entre deux personnes mariées et deux personnes concubines; point final.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à suivre la majorité de la commission de votre conseil et à entrer en matière sur le contre-projet. Nous reporterons, si tout va bien, la discussion concernant l'initiative à plus tard, une fois le traitement du contre-projet par les chambres terminé.

AB 2024 N 1877 / BO 2024 N 1877

Pamini Paolo (V, TI): Cher collègue, je ne me souviens pas d'avoir entendu, lors des travaux en commission, l'argument selon lequel il n'y aurait pas de taxation supplémentaire. Etes-vous sûr que je vais trouver cela dans les procès-verbaux de commission?

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: Je suis sûr d'avoir mentionné cela à titre personnel, puisque je peux dire ce que j'ai dit moi-même. Je suis sûr d'avoir mentionné moi-même dans les débats que cela ne changerait rien.

2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung

2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle

Antrag der Mehrheit
Eintreten





Antrag der Minderheit

(Müller Leo, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Page, Pamini, Ritter, Tuena)
Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Müller Leo, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Page, Pamini, Ritter, Tuena)
Ne pas entrer en matière

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Müller Leo auf Nichteintreten auf den indirekten Gegenvorschlag ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29635)
Für Eintreten ... 99 Stimmen
Dagegen ... 90 Stimmen
(4 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Anträge der verschiedenen Minderheiten beraten wir in einer einzigen Debatte.

Ryser Franziska (G, SG): Die Individualbesteuerung bringt einen grundlegenden Wechsel in der Besteuerung von Ehepaaren. Die Ehepartner bewahren ihre steuerliche Eigenständigkeit, da keine Veranlagungsgemeinschaft mehr gebildet wird, was bei 80 Prozent der Ehepaare den Frauen zugutekommt. Damit wird das Steuersystem nicht nur endlich zivilstandsunabhängig und damit verfassungskonform, es beseitigt auch die unerwünschten negativen Erwerbsanreize für – grossmehrheitlich – Frauen.

Diese Vorlage soll aber nicht zu einer Steuerentlastungsreform verkommen. Wir müssen sie so ausgestalten, dass es zu einer gerechten Verteilung der Steuerlast kommt, ohne dass sie zu Ausfällen beim Bund führt. Wir befinden uns finanzpolitisch in einer angespannten Situation. Die Sparmassnahmen, die im Raum stehen, kommen in den Bereichen Klimaschutz, Bildung und Sozialstaat einem Kahlschlag gleich. Es wäre kurzsichtig, den Bundeshaushalt jetzt mit einer weiteren Milliarde pro Jahr zu belasten. Vor diesem Hintergrund ist es das Mindeste, diese Reform aufwandneutral umzusetzen. Mit einer Anpassung der Tarife und einer leichten Zunahme der Progression kann die Individualbesteuerung eingeführt werden, ohne dass dadurch noch weitere unnötige Löcher in die Staatskasse gerissen werden.

Der indirekte Gegenvorschlag, also die technische Umsetzung der Individualbesteuerung, ist in vielen Punkten gut. Dies zeigt sich in der Aufteilung der kinderrelevanten Abzüge auf beide Eltern, der punktuellen Erhöhung bei den Kinderabzügen, um eine Mehrbelastung durch den Systemwechsel abzufedern, oder dem Fehlen unnötiger Spielereien wie eines Ersterwerbsabzugs, der die Ziele der Reform und die Erwerbsanreize zunichtegemacht hätte. *(Zwischenruf des Präsidenten: Es ist zu laut im Saal. Bitte folgen Sie der Debatte. Gespräche können Sie ausserhalb des Saales führen. Bitte, Frau Ryser.)* Besten Dank, denn jetzt kommt der wichtigste Punkt: Der indirekte Gegenvorschlag ist gut, einzig die Tarife überzeugen noch nicht. Sie nehmen Personen im obersten Einkommensdezil zu wenig in die Pflicht. Dieses Ungleichgewicht steht einer Unterstützung der Reform gefährlich im Weg.

Mit meiner Minderheit I beantrage ich ein Tarifsysteem, das ohne Mindereinnahmen auskommt. Trotz einer steileren Progression würden gegenüber heute immer noch 45 Prozent der steuerpflichtigen Personen profitieren, und nur 19 Prozent der Personen würden zusätzlich, und das in einem vertretbaren Umfang, belastet. Für ein Einkommen bis 100 000 Franken wären zusätzliche Steuerbeträge im Rahmen von 30 bis 300 Franken pro Person geschuldet. In den kommenden Jahren wird die Reform zudem dynamische Effekte bringen. Eine bessere Erwerbsbeteiligung bringt höhere Löhne und erweitert damit in den kommenden Jahren auch die Steuerbasis. Deshalb soll die Anpassung der Tarife zehn Jahre nach Einführung überprüft und sollen die Tarife gegebenenfalls wieder auf ein tieferes Niveau gesenkt werden.



Mit dem Antrag meiner Minderheit bleiben alle Vorteile einer Reform gewahrt, für die Gleichstellung, für den Arbeitsmarkt, für die Wirtschaft, ohne dass der Staat zur Kasse gebeten wird. Die Kosten werden auch bei einer Volksabstimmung thematisiert werden. Jetzt besteht die Chance, einen ausgewogenen und finanziell tragbaren Gegenvorschlag zu bauen.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Antrag der Minderheit II (Bertschy) wird von Frau Christ begründet.

Christ Katja (GL, BS): Die Minderheit beantragt Ihnen, für die ersten zehn Jahre nach Inkrafttreten der Reform einen alternativen Steuersatz einzuführen, der die geschätzten Mindereinnahmen auf maximal 500 Millionen Franken pro Jahr begrenzen soll. Nach dieser Übergangszeit dürften die dynamischen Effekte der Reform wie die Zunahme der Beschäftigung sowie der Steuer- und Sozialversicherungseinnahmen so weit greifen, dass der vom Bundesrat vorgeschlagene Tarif vollständig übernommen werden kann.

Dieser Minderheitsantrag ist vor dem Hintergrund der angespannten Finanzlage des Bundes zu sehen, aber auch im Lichte der Rückmeldungen von Befürwortern wie dem Städteverband, der Finanzkommission, die einen Mitbericht verfasst hat, und den anderen befürwortenden Fraktionen. Alle begrüßen den Systemwechsel, sind jedoch der Ansicht, dass die Mindereinnahmen in den ersten Jahren nicht so leicht kompensiert werden können, da die positiven Effekte der Reform noch nicht vollständig zum Tragen kommen. Der Antrag sieht eine stärkere Anhebung der Progression im neunten und zehnten Dezil vor. Dies ist von besonderer Bedeutung, weil dadurch auf eine Anhebung des Maximalsteuersatzes von 11,5 Prozent und somit auf eine Verfassungsänderung verzichtet werden kann. *(Zwischenruf des Präsidenten: Herr Hübscher, Herr Hurter, Frau Riem, bitte draussen, es mag spassig sein, aber nicht hier drin. Bitte, Frau Christ.)* Gleichzeitig werden die niedrigen Einkommen nicht zusätzlich belastet, da sozialpolitisch unerwünscht. Im Vergleich zum Status quo werden dennoch deutlich mehr Personen entlastet. Wir halten dies für vertretbar. Natürlich suchen wir wieder einmal vergeblich nach der eierlegenden Wollmilchsau. Das Ideal einer Entlastung für alle ohne jegliche Mindereinnahmen für den Staat ist realpolitisch leider nicht sofort erreichbar, zumindest nicht unmittelbar nach der Einführung.

Die Minderheit Bertschy befürwortet daher diese etwas konservativere Ausgestaltung des Steuertarifs für die ersten zehn Jahre. Nach dieser Zeit wird der vom Bundesrat vorgeschlagene Tarif angewandt. Bis dahin sollten die dynamischen Effekte der Reform wie das Beschäftigungswachstum und zusätzliche Steuer- und Sozialversicherungseinnahmen

AB 2024 N 1878 / BO 2024 N 1878

die Mindereinnahmen weitgehend ausgeglichen, wenn nicht sogar übertroffen haben.

Wichtig ist aber auch dies: Sollten vor Inkrafttreten der Reform Schätzungen zeigen, dass die erwarteten Mindereinnahmen 500 Millionen Franken pro Jahr nicht übersteigen, kann bereits zu diesem Zeitpunkt auf den Tarif des Bundesrates gewechselt werden. Dieser Vorschlag bietet eine Absicherung, um die Mindereinnahmen in den ersten Jahren zu begrenzen.

Fazit: Der Antrag der Minderheit bleibt im Wesentlichen ohne Wirkungsverlust auf die Erwerbsanreize, er ist befristet auf zehn Jahre, dies mit einer vorgängigen Überprüfung, und der alternative Steuertarif wird nicht vorsorglich eingeführt, sondern nur, wenn aktuelle Schätzungen zeigen, dass die Mindereinnahmen zu Beginn 500 Millionen Franken pro Jahr übersteigen.

Ich bitte Sie deshalb, diese Minderheit zu unterstützen, um die Befürworter zu einen. Das Wichtigste ist, dass der Systemwechsel grundsätzlich gelingt und die Individualbesteuerung eingeführt wird. Dies schafft die positiven Erwerbsanreize für Zweitverdienende und die volkswirtschaftlich erwünschte Wirkung. Diese Wirkung wird nicht allein durch Steuerentlastungen erreicht, die zwar von der Stimmbevölkerung geschätzt werden, deren Mindereinnahmen in den ersten Jahren jedoch der Finanzkommission einiges Kopfzerbrechen bereiten könnten.

Wermuth Cédric (S, AG): Ich glaube, es ist unbestrittenermassen richtig – zumindest sehen das diejenigen so, die vorhin zugestimmt haben –, dass wir den Wechsel auf die Individualbesteuerung machen, er ist längst überfällig. In dem Sinne ist den Initiantinnen und Initianten dieser Vorlage auch ein Dank auszusprechen, dass dieses Thema in die Räte kommt und sich in aller Deutlichkeit zeigt. Es ist für die Sozialdemokratische Fraktion unbestritten, dass wir diesen Weg weiterverfolgen müssen.

Allerdings haben bereits meine Vorrednerinnen und deren Fragen auf gewisse, nennen wir es einmal so, Umsetzungsprobleme dieser Vorlage hingewiesen. Das ist an und für sich nicht überraschend. Logischerweise bringt eine Umstellung von einem Steuersystem auf ein anderes auch Umstellungseffekte mit sich. Mindestens



zwei dieser Effekte sollten sich, so meine ich, mit dem Antrag meiner Minderheit III etwas korrigieren lassen. Diese Minderheit schlägt Ihnen vor, die Chance, die sich uns heute bietet, zu nutzen und den Gegenvorschlag auszubauen, nämlich zu einem Gegenvorschlag zur Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials und zur Gleichstellung von Männern und Frauen auf dem Arbeitsmarkt.

Welches sind die zwei Umstellungsprobleme? Das eine Problem ist natürlich der Verteilungsbias, der bei dieser Vorlage zumindest in einem ersten Moment erkennbar ist. Kollegin Christ hat richtig argumentiert, dass sich diese Effekte mit der Zeit wahrscheinlich ausgleichen werden. Aber zum einen werden nach der Vorlage des Bundesrates zunächst 40 Prozent des Gesamteffekts für Rentnerinnen und Rentner spürbar. Es geht jetzt nicht darum, das den Rentnerinnen und Rentnern irgendwie madig machen zu wollen, aber bei der Umstellung dieses Steuersystems soll es insbesondere um erwerbstätige Paare gehen. Zum andern entfallen 35 Prozent der Gesamtsumme der Entlastungswirkung alleine auf das oberste Dezil. Die obersten zwei Dezile zusammen verzeichnen bereits mehr als die Hälfte der gesamten Umverteilung respektive Entlastungswirkung dieser einen Milliarde Franken. Sie sehen, es ist eine sehr klassenschiefe Verteilung, die diese Umstellung mit sich bringt. Wie gesagt, zumindest bei den Rentnerinnen und Rentnern bin ich einverstanden, dass sich das Problem mit der Zeit etwas verwachsen wird.

Das zweite Umstellungsproblem sind die Beschäftigungseffekte, die bereits angesprochen wurden. Wahrscheinlich ist das Problem nicht derart massiv, zumindest was die Beschäftigungseffekte der Bundesvorlage betrifft. Da bewegen wir uns im vierstelligen Bereich, es geht nicht um wahnsinnig viel mehr. Warum? Diese Reform wird primär Leute entlasten, die wahrscheinlich schon zu einem grossen Teil in einer Partnerschaft sind, in der beide Teile arbeiten. Für diejenigen mit tieferen und mittleren Einkommen bringt diese Vorlage nicht viel. Da würde sich natürlich eine Kombination mit dem Ausbau der Gleichstellungsinfrastruktur, insbesondere was die Kinderbetreuung angeht, enorm anbieten. Sie wissen, wir behandeln diese beiden Geschäfte im Moment parallel im Rat, und wir kommen nie mehr so kostengünstig wie mit diesem Antrag der Minderheit III zu einer Lösung, die einerseits das Steuersystem gleichstellungspolitisch neu ausrichtet und andererseits gleichzeitig einen Schub in der Förderung der familienexternen Kinderbetreuung bringt. Dies wird am Ende für das wirkliche Erreichen der Gleichstellung in der Erwerbsarbeit und auf dem Arbeitsmarkt viel entscheidender sein.

Ja, beide Seiten müssten beim Minderheitsantrag III aufeinander zugehen. Die Vorlage der WBK-N wäre nicht mehr in der Dimension umsetzbar, wie sie angedacht wurde. Nach den Verhandlungen im Ständerat war sowieso klar, dass das nicht ganz einfach wird. Und ja, die Bundesratsvorlage mit dieser einen Milliarde Franken an Ausfällen, Stand 2024, wäre so auch nicht direkt umsetzbar. Man müsste sich ungefähr in der Mitte finden. Ich komme zum letzten Punkt: Meine Minderheit III schlägt Ihnen vor, dass das Kostendach für beide Massnahmen gleich bleibt, das heisst, dass wir diese eine Milliarde Franken einstellen könnten. Aber mit der Kombination der Förderung der familienexternen Kinderbetreuung und der Individualbesteuerung würden wir eine Lösung finden, die allen Einkommensklassen unserer Gesellschaft etwas bringen und die Gleichstellung in allen Einkommensklassen vorantreiben würde.

In diesem Sinne würde ich Sie bitten, den Kompromiss mitzutragen und der Minderheit III (Wermuth) zuzustimmen.

Pamini Paolo (V, TI): Beim Antrag meiner Minderheit IV geht es darum, das Problem der Heiratsstrafe mittels der sogenannten Splitting-Methode zu lösen. Wir sind uns alle einig, das haben wir heute und auch letzte Woche mehrmals gehört, dass die Heiratsstrafe abgeschafft gehört. Die Individualbesteuerung ist natürlich eine mögliche Methode, um dieses Ziel zu erreichen, sie ist aber nicht die einzige.

Die Hauptargumente für die Individualbesteuerung sind neben dem Umstand, dass endlich eine Lösung für die Heiratsstrafe gefunden werden muss, Beschäftigungseffekte, wie wir sie hier mehrmals betont und besprochen haben. Diese sind jedoch lächerlich, das habe ich schon letzte Woche gesagt: Der Bundesrat hat sie hochgerechnet und auf einen einmaligen Effekt von 10 000 bis 44 000 Vollzeitäquivalenten geschätzt. Das ist nichts. Jährlich kommen 80 000 Einwanderer in die Schweiz, jährlich! Jedes Jahr werden es 80 000 Leute mehr, und hier haben wir als Argument für die Individualbesteuerung 44 000 Vollzeitäquivalente. Letzte Woche erklärte ich schon, das entspräche – wenn man das grosszügig hochrechnet – etwa 2 bis 8 Prozent der erwerbsfähigen Frauen, wenn sie einen Tag pro Woche, also 20 Prozent, mehr arbeiten würden.

Warum betone ich das? Wenn die Beschäftigungseffekte als Argument wegfallen, dann bleibt eigentlich nur die Frage der Heiratsstrafe auf dem Tisch. Und die Heiratsstrafe könnte man effizienter, straffer und direkter lösen, indem man eben zum Beispiel ein Splitting-Verfahren einführt. Splitting ist keine Erfindung von Herrn Pamini. Die Splitting-Methode kennen 14 von 26 Kantonen, das sind: Schwyz, Nidwalden, Glarus, Freiburg, Solothurn, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzell Innerrhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thur-



gau, Neuenburg und Genf. Diese 14 Kantone kennen schon heute, teilweise seit den Achtzigerjahren, ein Splitting-Verfahren. Über die Frage, was besser geeignet ist, Vollsplitting oder Teilsplitting, können wir hier natürlich noch streiten.

Warum diskutieren wir das überhaupt? 1984 sagte das Bundesgericht im Urteil Hegetschweiler bekanntlich, dass die Heiratsstrafe abgeschafft gehöre – und die Kantone haben das natürlich gemacht. Ein Splitting-Verfahren liegt wirklich auf der Hand. Beim Vollsplitting, das ist das, was ich vorschlage, brauchen wir einfach das Gesamteinkommen des Ehepaars – gleichgeschlechtliche Ehepaare würden auch profitieren – und teilen es durch zwei. Als satzbestimmendes

AB 2024 N 1879 / BO 2024 N 1879

Einkommen würden wir genau diese Hälfte nehmen. In dieser Splitting-Fiktion gehen wir davon aus, dass beide Ehegatten dasselbe verdienen. Ich glaube, das ist wirklich die einfachste und schnellste Lösung, um das Problem der Heiratsstrafe zu lösen.

Natürlich ist das Splitting keine inhaltliche Antwort auf die Initiative, aber im Sinne eines Gegenvorschlags zur Bekämpfung der Heiratsstrafe ist es absolut vertretbar. Zugegebenermassen, das sagt auch die Botschaft, geht diese Lösung natürlich nicht mit denselben Auswirkungen wie die Individualbesteuerung einher, aber auch ein Splitting-Verfahren motiviert mehr Leute, nicht nur Frauen, Teilzeit zu arbeiten.

Aber eben: Auch nach der Detailberatung in der Kommission wissen wir, dass diese Beschäftigungseffekte als Argument lächerlich sind. Ich sage das bewusst: Sie sind lächerlich – man muss sich einfach die Zahlen anschauen. Das kann nicht das Argument für eine Individualbesteuerung sein. Natürlich respektieren wir alle Meinungen. Man kann sagen, diese Lösung vernichtet die Wertvorstellung von traditionellen Familien, von homosexuellen Paaren, verheirateten Paaren. Das sind alles vertretbare Argumente. Aber die Beschäftigungseffekte sind kein Argument. Das steht ganz klar, schwarz auf weiss, in der Botschaft.

Das Splitting ist übrigens eine der möglichen Lösungen, die mit dem Anliegen der Volksinitiative konsistent sind. Es ist natürlich nicht die einzige, das wissen wir. Aber das Splitting würde den Bürgerinnen und Bürgern eine entsprechende Antwort geben, die den Initiativtext unterzeichnet haben.

Widmer Céline (S, ZH): Geschätzter Kollege, Sie haben jetzt ganz, ganz oft betont, dass die Beschäftigungseffekte lächerlich seien. Finden Sie es lächerlich, wenn 150 000 Frauen ihre Arbeitspensen erhöhen?

Pamini Paolo (V, TI): Danke, Frau Kollegin, diese Frage wurde schon letzte Woche gestellt. Natürlich ist es nicht lächerlich, wenn Frauen mehr arbeiten; lächerlich ist, dass nur wenige mehr arbeiten würden, die Beschäftigungseffekte aber genau das Hauptargument des Initiativkomitees sind. Und traurig, nicht lächerlich, sind etwa die 240 Millionen Franken Lohnkosten für 1600 zusätzliche Steuerkommissäre – das sind dann vielleicht doch Beschäftigungseffekte.

Hübscher Martin (V, ZH): Herr Kollege Pamini, können Sie noch etwas über den Vorteil des Splittings bezüglich der Aufteilung der Vermögensbesteuerung sagen? Das wurde wenig erwähnt. Ist ein Splitting in Bezug auf die Vermögensaufteilung nicht auch von Vorteil gegenüber der Individualbesteuerung?

Pamini Paolo (V, TI): Ich danke Ihnen, Herr Kollege. Genau, wir würden den Ehepaaren nicht die faktische steuerliche Trennung aufzwingen, weil die gemeinsame Besteuerung weiterhin bestehen würde. Das ist sehr relevant für Bauernfamilien; für Familien, die zum Beispiel einen Betrieb haben; für alle Familien, denen es in der Ehe gutgeht und die sich nie die Frage gestellt haben, was wem gehört; für Familien, bei denen eine faktische Trennung eben bisher kein Thema gewesen ist. Mit dem Splitting würde sich bei der Vermögensbesteuerung nichts ändern.

Aeschi Thomas (V, ZG): Ich zitiere aus der Medienmitteilung der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 30. Januar 2023: "Die Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) ist der Ansicht, dass die Vorlage für die Einführung der Individualbesteuerung viele Ungleichheiten und Probleme verursacht." Weshalb? Werte Vertreter der FDP, der Grünliberalen, der SP und der Grünen, unterstützen Sie eine Vorlage, die gemäss einer deutlichen Mehrheit der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren viele Ungleichheiten und Probleme verursacht? Möchten Sie mit der Abschaffung der Heiratsstrafe nicht bezwecken, gerade Ungleichheiten und Probleme abzuschaffen, statt gleich wieder neue Ungleichheiten und Probleme zu schaffen?

Ein zweites Zitat aus der Medienmitteilung: "Die Vernehmlassungsvorlage erhöht die Komplexität der Steuererhebung für Steuerpflichtige und Behörden übermässig und ist für die Kantone finanziell nicht tragbar." Am



12. Oktober 2010 haben die Vertreter der FDP die eidgenössische Volksinitiative "Bürokratie-Stopp!" lanciert, und die Grünliberale Partei schreibt in ihren Leitlinien vom 11. Oktober 2014, sie setze sich für einen starken, aber schlanken Staat ein. Weshalb wollen Sie die natürlichen Personen, die schon heute über zu viel Bürokratie klagen, noch mit zusätzlicher Bürokratie belasten?

Ein drittes Zitat aus der Medienmitteilung: "Die getrennte Besteuerung ist vor allem für Zweiverdienerehepaare mit gleichmässiger Einkommensaufteilung vorteilhaft. Sie kann aber eine neue, stossende Ungleichheit zwischen Einverdiener- und Zweiverdienerehepaaren schaffen." Verstehe ich Sie richtig, wertvolle Vertreter der FDP, der Grünliberalen und von Links-Grün? Sie machen Politik für Double-Income-No-Kids-Paare. Sie wollen Double-Income-No-Kids-Paare bevorzugen. Viele ausländische Expats wollen Sie bevorzugen, aber dies auf Kosten des Schweizer Mittelstandes mit seinen vielen hart arbeitenden Ehepaaren, die aufgrund der Kinderbetreuung nicht immer eine gleichmässige Einkommensaufteilung vorweisen können.

Ich komme noch zum vierten Zitat aus der Medienmitteilung: "Ausserdem bestehen Zweifel an den im Falle einer Umsetzung der Vorlage erwarteten Beschäftigungseffekten." Hier kommen wir auf das Thema zurück, das Herr Pamini gerade mit Frau Widmer diskutiert hat. Gemäss Verwaltung werden Beschäftigungseffekte in Form von 45 000, nicht etwa 150 000, wie gerade gesagt wurde, sondern, ich wiederhole, von 45 000 zusätzlichen Vollbeschäftigten erwartet. Das ist die Hälfte der Nettozuwanderung eines Jahres. Mit Verlaub, diese Zahl ist vernichtend und rechtfertigt auf keine Art und Weise, dieses Bürokratiemonster zu schaffen, wie Sie es tun wollen, das die hart arbeitenden mittelständischen Familien mit Kindern noch mehr diskriminiert und das gemäss Aussage der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren viele neue Ungleichheiten und Probleme verursacht. Gleichzeitig bieten Sie aber nicht Hand, die masslose Zuwanderung zu beschränken. Seit Einführung der Personenfreizügigkeit am 1. Juni 2002 sind netto mehr als 1,5 Millionen Personen in die Schweiz eingewandert. Ich kann über diese Vorlage wirklich nur den Kopf schütteln.

Ich beantrage Ihnen mit meiner Minderheit V ein Teilsplitting. Das geht nicht ganz so weit wie ein Vollsplitting. Es handelt sich um ein Teilsplitting mit Faktor 1,75. Und wie ich bereits vorhin in meiner Frage an Bundesrätin Karin Keller-Sutter erläuterte, soll damit eben die Progression zumindest ein bisschen geglättet werden. Das ist die Absicht. Ich bitte Sie entsprechend, diesen Gegenvorschlag zu unterstützen. Selbstverständlich kann man dann noch den Titel entsprechend ändern, Frau Bundesrätin; an dem sollte es nicht scheitern. Aber das ist heute die grosse Frage: Wollen Sie wirklich die Familien auseinanderdividieren, oder wollen Sie eben mit dem Teilsplitting eine viel bessere, viel weniger bürokratische Lösung unterstützen, die sich nicht gegen traditionelle Familien richtet, Familien, die Kinder erziehen und unser Land in der Vergangenheit aufgebaut haben?

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Sie machen genau den gleichen Fehler, den unsere Kommissionssprecherin erwähnt hat: Sie nehmen das Pressecommuniqué von Anfang 2023, d. h. jenes zur letzten Vorlage und nicht zur neuen Vorlage, welche wir in der Kommission behandelt haben. Warum machen Sie das?

Aeschi Thomas (V, ZG): Wieso mache ich das? Weil man anhand dieser Zitate eben genau sieht, wie die Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren über die Vorlage denkt. Es sind Zitate, die weiterhin ihre Gültigkeit haben. Ich wüsste nicht, was sich in der Zwischenzeit geändert hätte. Wenn Sie diese Zitate lesen, dann ist das Urteil der Finanzdirektorenkonferenz schlicht vernichtend – es ist vernichtend. Und nicht einmal bei den Beschäftigungseffekten kommen wir auf die vom Initiativkomitee behauptete Zahl. Die Schätzungen werden entsprechend in Zweifel gezogen.

AB 2024 N 1880 / BO 2024 N 1880

Widmer Céline (S, ZH): Geschätzter Herr Kollege, ich kann Ihnen sagen, was sich verändert hat. Unter anderem wurde der Kinderabzug noch massiv erhöht. Ist Ihnen bewusst, dass der Kinderabzug auf 12 000 Franken erhöht wurde?

Aeschi Thomas (V, ZG): Ja, das ist mir bewusst.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Die grosse Idee, die wir in diesem Saal zu vertreten haben, ist, Ungerechtigkeiten abzuschaffen. Aber anstatt längst fällige Entscheide zu treffen, um Ungerechtigkeiten abzuschaffen, schaffen wir neue Ungerechtigkeiten – Ungerechtigkeiten, die vor allem den Mittelstand treffen. Denn diejenigen, die keine Steuern bezahlen, werden nicht bestraft. Und diejenigen, die viel Steuern bezahlen, werden von der Individualbesteuerung viel profitieren. Cédric Wermuth hat von einer sozialen Schieflage in der Vorlage gesprochen. Weniger verklausuliert heisst das nichts anderes als: Von der Individualbesteuerung profitieren die Reichen und nicht die Schwachen. Und noch weniger verklausuliert bedeutet das: Ungerechtigkeiten werden



nicht abgeschafft.

Für die Mitte ist klar, wir wollen vor allem Ungerechtigkeiten abschaffen. Es sind Ungerechtigkeiten, die in diesem Gesetz ganz bewusst geschaffen worden sind. Und egal, welche Variante Sie nun wählen, ob die Initiative oder den Gegenvorschlag, es ist beides gegen den Willen der Kantone. Wir haben es heute gehört: 1,7 Millionen Steuererklärungen, etwa 1000 Stellen, 150 Millionen Franken an Kosten. Auch mit einem Digitalisierungsschub werden diese Zahlen nicht massiv zu reduzieren sein.

Und die Mehrheit setzt noch einen drauf: Die Mehrheit will noch stärker gegen die Kantone vorgehen, und zwar bei der Übergangsfrist. Statt zu akzeptieren, dass der Bundesrat das Inkrafttreten bestimmen kann und dass die Kantone sagen: "Wir brauchen mindestens zehn Jahre, um das zu implementieren", sagt die Mehrheit, nein, das Gesetz müsse am 1. Januar des sechsten Jahres nach Ablauf der Referendumsfrist oder nach der Abstimmung in Kraft treten. Damit setzt man die Kantone, die an dieser Vorlage bereits jetzt schwer tragen, zusätzlich unter Druck. Ich frage Sie: Wollen Sie diese Initiative oder den Gegenvorschlag gar nicht ins Ziel bringen? Denn Sie schwächen die Kantone mit der Übergangsfrist zusätzlich. Die Kantone werden rebellieren, und sie werden zu Recht rebellieren.

Wir müssten eigentlich froh sein, wenn der Antrag der Mehrheit durchkommt – er schwächt die Vorlage. Aber das gehört sich eben nicht bei seriöser Politik. Darum sind wir klar der Meinung, dass der Bundesrat das Inkrafttreten beschliessen soll, so, wie es übrigens auch üblich ist. Aber eben, in dieser Vorlage, ich habe es gesagt, geht es nicht darum, was die Kantone wollen; es geht auch nicht darum, Ungerechtigkeiten abzuschaffen. Es geht einfach darum, eine ideologische Position durchzudrücken. Ich zweifle daran, dass das am Ende erfolgreich sein wird. Wie sagte Kollege Wermuth so schön? In dieser Vorlage ist eine soziale Schieflage – mal sehen, wie lange die Linke hier standhält.

Amoos Emmanuel (S, VS): Enfin! Enfin, ce Parlement s'engage à prendre des mesures concrètes pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes et, enfin, ce Parlement s'engage à mettre un terme à la pénalisation fiscale des couples mariés. Discuté et demandé par le Parti socialiste depuis de très nombreuses années, le principe d'une imposition individuelle semble enfin mûr pour une mise en application prochaine. Le système fiscal actuel crée clairement de mauvaises incitations. Le cumul des revenus des personnes mariées entraîne aujourd'hui une taxation à un barème plus élevé, en raison de la progressivité de l'impôt, par rapport à des personnes en couple avec une situation financière pourtant identique. On parle de la pénalisation fiscale des couples mariés. Dans de nombreuses situations, il n'est que peu ou pas du tout intéressant pour le deuxième revenu – majoritairement des femmes, il faut le rappeler – d'entrer sur le marché du travail ou d'augmenter son taux d'occupation, car aujourd'hui, l'augmentation du deuxième revenu peut être en grande partie engloutie par l'augmentation de la charge fiscale.

Avec l'introduction de l'imposition individuelle, les seconds salaires bénéficieront d'une charge fiscale nettement moins lourde en cas de prise d'activité lucrative ou d'augmentation du temps de travail. Ces effets sur l'emploi devraient se traduire par une meilleure utilisation du potentiel de main-d'oeuvre qualifiée indigène, car, à l'horizon 2030, selon les projections de l'Union patronale suisse, il manquera jusqu'à 300 000 personnes pour repourvoir des postes de travail en Suisse. Ces incitations sont donc une priorité sous l'angle de l'égalité, mais également sous l'angle de l'emploi. C'est notamment pour cela que nous vous invitons à rejeter les propositions de minorité IV (Pamini) et V (Aeschi Thomas), qui visent simplement à enterrer le principe de l'imposition individuelle. Leur objectif est de préférer à ce projet le système conservateur prévu par l'initiative du Centre pour un modèle de "splitting". Or, le système de "splitting" est un mauvais système. Il n'apporte aucun incitatif pour l'emploi et désavantage notamment les couples non mariés, tout en entraînant des pertes fiscales massivement plus élevées.

Je vous demande ainsi de suivre la majorité de la commission et de rejeter les propositions des minorités IV (Pamini) et V (Aeschi Thomas), donc de refuser le système de "splitting", qu'il soit partiel ou total, et de lui préférer l'imposition individuelle.

Cette réforme, je l'ai dit, permet de lutter efficacement contre la pénurie de personnel et de mener une politique efficace en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cependant, nous pourrions faire un pas de plus! C'est pourquoi le groupe socialiste propose aux autres groupes favorables à la réforme de faire ce pas de plus, pour lier la réforme à la mise en oeuvre de la loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants et aux cantons dans leur politique d'encouragement de la petite enfance.

Nous vous demandons ainsi de suivre la minorité III (Wermuth), qui propose de coupler à l'imposition individuelle la mise en oeuvre de cette loi qui concerne les subventions des crèches.

Ces deux mesures cumulées amèneraient encore plus d'égalité et d'incitatifs pour l'augmentation du temps de travail et du second revenu, qui concerne, comme j'ai dit, très majoritairement des femmes. Je vous rappelle



que le Conseil national a déjà soutenu le principe de la loi sur les subventions des crèches. En suivant la minorité III (Wermuth), nous donnant un signal très clair et montrant le chemin vers plus d'égalité salariale, vers plus d'indépendance financière et vers de meilleures rentes à terme pour les femmes.

Si la minorité III (Wermuth) ne devait pas être soutenue, nous soutiendrions la minorité II (Bertschy), qui vise à diminuer l'impact financier de la réforme en proposant l'adaptation des barèmes d'impôts des très hauts revenus.

Notre groupe reste par contre partagé sur la minorité I (Ryser).

En soutenant nos propositions, vous améliorez les incitatifs pour les seconds revenus, vous renforcez également l'indépendance financière des deux époux et tout particulièrement l'indépendance financière de nombreuses femmes. La couverture de prévoyance vieillesse des femmes et leur sécurité en cas de divorce s'en trouveront également améliorées. Vous avez le choix: choisir un modèle du passé, c'est ce que vous propose le groupe du Centre et le groupe UDC, ou alors choisir un modèle progressiste capable d'affronter les défis que doit affronter notre société. C'est ce que nous, en tant que groupe socialiste, nous proposons.

Walti Beat (RL, ZH): Die Minderheiten IV und V verlangen ein Splitting-Modell als Alternative zur vorgeschlagenen Individualbesteuerung. Ich will nicht viel Zeit auf diese Minderheiten verwenden, weil sie das Ziel und den Auftrag aus der Motion, die wir angenommen haben, komplett verfehlen. Sie lösen einen Teil des Problems, aber sie schaffen ebenso viele neue. Ich würde mir nie anmassen, die vorgetragenen Argumente als lächerlich abzutun. Allerdings finde ich es bedauerlich, dass Sie nicht einfach offen und frei sagen, dass es Ihnen am Herzen liegt, das traditionelle Familienmodell durch

AB 2024 N 1881 / BO 2024 N 1881

unterschiedliche fiskalische Belastungen zu bevorzugen. Das ist nicht ehrenrührig, man darf dazu stehen. Wir halten das aus liberaler Sicht für den komplett falschen Weg.

Deshalb beschäftige ich mich gerne mit den Minderheiten I bis III. Diese treten mit dem Anspruch an, die errechneten Mindereinnahmen bei der Bundessteuer mit unterschiedlich gelegten Progressionskurven zu reduzieren, die alle im Vergleich zur bundesrätlichen Variante noch etwas steiler oder gestauchter sind. Das Einkommen, bei dem die maximale Bundessteuerbelastung erreicht wird, ist bei der Minderheit I bei 687 000 Franken angesetzt und bei der Minderheit II sogar schon knapp unter 600 000 Franken. Der Antrag der Minderheit III ist die originellste Variante, da sie noch die Frage der Kinderbetreuung mit der Steuerfrage verknüpft. Das halten wir für ein unbehilfliches Unterfangen und können alleine schon wegen des Beigeschmacks, hier werde versucht, einen Kuhhandel abzuschliessen, diese Variante nicht unterstützen. Den Minderheiten I und II darf man immerhin zugutehalten, dass sie noch sozusagen Review Points oder eine Sunset-Klausel mitliefern, was angesichts der dynamischen Entwicklung der Steuererträge sicher eine grundsätzlich gute Idee ist, die Anträge der Minderheiten aber insgesamt doch nicht besser macht. Weshalb nicht?

Der Anspruch dieser Minderheiten ist es – das wird so vorgetragen –, die Steuerlast fairer zu verteilen, also bei den hohen Einkommen mehr abzuschöpfen und damit eben die errechneten Ausfälle zu reduzieren. Das gelingt aber nicht, wenn Sie schauen, was das in der Realität bewirkt. Genau die Spitzeneinkommen, also die sehr hohen Einkommen, werden nämlich mit diesen Minderheitsanträgen nicht mehr belastet, weil diese ohnehin mit dem grössten Teil ihres Einkommens bereits in den Spitzensteuersätzen drin sind; sie werden also im Effekt kaum mehr belastet. Hingegen wird beim oberen Mittelstand deutlich stärker abgeschöpft: Dort, wo die Progressionskurve anfängt zu steigen, wird das in den Steuerrechnungen sehr spürbar sein. Damit neutralisieren sie die positiven Erwerbsanreize genau bei den Menschen – also vor allem bei jenen mit Zweiteinkommen –, bei denen diese Steuerreform eigentlich einen positiven Effekt auslösen sollte. Das ist weder aus gesellschaftspolitischer noch aus finanzpolitischer Sicht sehr clever.

Ich erinnere gerne auch nochmals daran, dass die Elastizität der Zweiteinkommen vor allem auf die steuerliche Belastung bezogen sehr hoch ist. Diese reagieren also sehr gut auf die unterschiedliche steuerliche Belastung respektive Entlastung. Und mit den Anträgen gemäss den Minderheiten I und II würde eben ein schöner Teil dieser Entlastungen wieder zunichtegemacht.

Die Gerechtigkeit ist auch gewahrt. Ich erinnere gerne an die Steuerstatistik: 1 Prozent der Steuerpflichtigen bei den natürlichen Personen liefert 40 Prozent der Bundessteuer ab, 5 Prozent liefern über 70 Prozent der Steuern ab. Das ist eine, glaube ich, sehr ausgeprägte soziale Komponente in unserem Steuersystem, die man eigentlich nicht verschärfen muss.

Der Bundesrat präsentiert eine ausgewogene Vorlage. Von der Erhöhung des Freibetrags wie auch vom erhöhten Kinderabzug profitieren die unteren Einkommen. Und wir dürfen damit rechnen, dass die dynamischen Effekte bald auch durch die bessere Ausschöpfung des Steuersubstrats zu einem höheren Steuerertrag führen.



Insofern sind 1 Milliarde Franken an errechneten Mindereinnahmen angesichts von 11 Milliarden Steuererträgen für die Bundessteuer bei den natürlichen Personen durchaus angemessen.

Ich bitte Sie also deshalb, der Kommissionsmehrheit zu folgen und die Minderheitsanträge ausnahmslos abzulehnen.

Ritter Markus (M-E, SG): Lieber Kollege Walti, die FDP-Liberale Fraktion setzt sich seit Jahren vehement für eine Reduktion des bürokratischen Aufwandes zugunsten der Bevölkerung, der Wirtschaft, aber auch der verschiedenen Staatsebenen ein. Wir haben von der Bundesrätin gehört, dass es mit dieser Änderung 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen geben wird und dass es 1000 neue Vollzeitstellen brauchen wird – wiederkehrend, nicht einmalig, wiederkehrend. Das wird Kosten von 150 Millionen Franken für die Kantone und Gemeinden auslösen. Entspricht es den Vorstellungen der FDP-Liberalen Fraktion, dass wir solche Änderungen im Steuersystem vornehmen?

Walti Beat (RL, ZH): Herr Kollege Ritter, ich glaube wirklich nicht, dass sich dieser Mehraufwand in die Zukunft fortschreibt. Ich glaube durchaus, dass der Umstellungsaufwand am Anfang messbar ist, abgesehen davon, dass für die Umsetzung auch genügend Zeit bleibt. Wenn die Änderung aber einmal umgesetzt ist, dann werden wir bei einfachen Einkommensverhältnissen – Stichwort: ein Lohnausweis und ein paar überschaubare Vermögenswerte – dank eines hohen Automatisierungsgrads keinen riesigen Aufwand haben. Das sagen uns auch die Steuerämter, mit denen wir gesprochen haben. Der grosse Nutzen der Individualbesteuerung ist vor allem auch, dass Sie bei der Veränderung des Zivilstands den ganzen Umstellungsaufwand nicht mehr haben. Das betrifft den Fall, dass Sie heiraten wie auch dass Sie sich wieder scheiden lassen – was doch fast 50 Prozent der Ehegattinnen und Ehegatten machen –, oder es geht auch um den Fall, dass ein Ehegatte stirbt. Ich habe bereits in der Eintretensdebatte gesagt, dass kein einziger zusätzlicher Steuerfaktor oder Datenpunkt neu abgegriffen werden müsste. Alles, was Sie neu in zwei Steuererklärungen an Daten aufführen müssen, ist heute bereits in der einen gemeinsamen Steuererklärung enthalten. Deshalb ist der Aufwand durchaus überschaubar.

Pamini Paolo (V, TI): "Ein Gespenst geht um in Europa – das Gespenst des Kommunismus." Ich glaube, diesen Satz kennen die meisten von Ihnen. Er wurde 1848 publiziert von Herrn Marx. Herr Marx hat in seinem "Kommunistischen Manifest", etwa in der Mitte des Buches, einen Dekalog mit Massnahmen aufgeführt. Die zweite Massnahme lautet, es sei eine starke Progressivsteuer einzuführen. Er führte weitere Massnahmen auf, so die Einführung einer Zentralbank, die Konfiskation des Eigentums aller Emigranten und Rebellen – vielleicht kommt das auch noch, früher oder später – und viele andere tolle Ideen.

Wir müssen uns ganz im Klaren sein darüber, was die Ur-Ursache der ganzen heutigen Problematik ist: Das ist die Steuerprogression; mein Vorredner, Herr Kollege Walti, hat das ganz klar gesagt. Die Steuerprogression ist das Problem. Wir haben zwei Kantone, die eine Flat Rate Tax haben, und diese haben das Problem der Heiratsstrafe eigentlich gelöst.

Jetzt, warum dieses Incipit, dieser Anfang? Weil wir, wie auch mein Vorredner gesagt hat, mit den Anträgen der Minderheiten I bis III die Steuerprogression sogar noch beschleunigen würden, das heisst, wir würden das Problem noch verschärfen. Natürlich, mit der Individualbesteuerung würden wir das Problem in gewissen Ehepaar-Konstellationen entschärfen, aber im Allgemeinen würden wir das Problem zusätzlich verschlimmern. Die SVP-Fraktion ist natürlich gegen die Minderheitsanträge I, II und III. Wir werden die Minderheiten IV und V zum Splitting-Verfahren unterstützen. Bei der Bestimmung zum Inkrafttreten werden wir die Minderheit Bregy unterstützen.

In der Anhörung in der Kommission für Wirtschaft und Abgaben wurde uns von der Finanzdirektorenkonferenz und auch von den Vertretern des Schweizerischen Gemeindeverbandes sehr, sehr deutlich gesagt, dass sie ganz klar gegen die Individualbesteuerung sind. Es stimmt überhaupt nicht, was die Berichterstatter gesagt haben, wonach die Gemeinden dafür seien. Nein, in der Kommission waren die Städte dafür, aber nicht die Gemeinden; die Gemeindevertreter waren dagegen. Die Vertreter des Schweizerischen Gemeindeverbandes waren dagegen, genauso wie die Vertreter der Kantone. Die Vertreter der Städte waren dafür.

Was ich auch wichtig finde: Wir müssen uns bewusst sein, dass wir 26 Steuersysteme umgestalten möchten, und falls beide Räte oder dann vielleicht das Volk diese Vorlage annehmen, müssen wir den Kantonen zumindest genug Zeit geben, um diese massive Umgestaltung vorzunehmen. Wenn die technologischen Effekte wirklich eine Rolle spielen sollen, dann brauchen wir auch Zeit, damit diese ihr Potenzial entfalten können. Und die Frist von sechs Jahren für das



Inkrafttreten finden wir gegenüber den 26 Kantonen wirklich übertrieben kurz.

Wir lehnen die Individualbesteuerung, ich sage es noch einmal, im Allgemeinen aus Gerechtigkeitsgründen ab und nicht nur wegen der lächerlichen Beschäftigungseffekte. Ich betone es nochmals, "lächerlich" ist hier ganz bewusst gewählt. In der Botschaft sind die Zahlen zu finden. Man muss diese einfach hochrechnen und selbst beurteilen, und das machen wir. Zu den Gerechtigkeitsgründen möchte ich sagen: Es gibt die grosse Frage, was genau "wirtschaftliche Leistungsfähigkeit" bedeutet und wie sie ausgelegt wird. In der Botschaft steht es am Ende klipp und klar: Das Bundesgericht hat gesagt, dass die Individualbesteuerung bei Einverdiener-Ehepaaren problematisch ist. Das steht in der Botschaft, und der Bundesrat sagt: Ja, wir haben einfach eine andere Auslegungsmethode, und unseres Erachtens ist die Individualbesteuerung mit der Verfassung konsistent, und darum kann man diese Änderung eben mit einer Gesetzesvorlage vornehmen.

Nochmals: Die Gerechtigkeitsargumente betreffen genau die 26 Stände, welche die Vorlage umsetzen müssen.

Ich bitte Sie, die Minderheitsanträge I bis III abzulehnen, die Minderheitsanträge IV oder V anzunehmen und den Minderheitsantrag Bregy auch anzunehmen.

Ritter Markus (M-E, SG): Lieber Kollege Pamini, Sie haben es richtig gesagt: In der Kommission haben sich die Kantone und die Gemeindevertreter massiv gegen diese Änderung gewehrt. Befürwortet haben sie die Städtevertreter. Können Sie hier nochmals ausführen, mit welchen personellen und finanziellen Konsequenzen für die Kantone und Gemeinden zu rechnen ist, wenn diese 1,7 Millionen Steuererklärungen zusätzlich bearbeitet werden müssen? Welche Konsequenzen ergeben sich daraus?

Pamini Paolo (V, TI): Danke, Herr Kollege Ritter. Leider muss ich mich auf meine Berechnungen stützen, weil der Bundesrat uns keine Zahlen gegeben hat, weder in der Botschaft noch während den Kommissionsberatungen. Letzte Woche hat er aber hochgerechnet – Handgelenk mal Pi –, dass wir jährlich wiederkehrende Ausgaben zwischen 150 und 240 Millionen Franken haben werden aufgrund der Anstellung von 1000 bis 1600 zusätzlichen Steuerkommissären. Ich glaube, dass das vermutlich die Beschäftigungseffekte sind, die viele im Kopf haben.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehr geehrter Herr Kollege Pamini, können Sie bestätigen, dass es nicht nur 1,7 Millionen mehr Steuererklärungen sind, sondern dass diese 1,7 Millionen Steuererklärungen bei der Kontrolle jeweils der Steuererklärung des Ehepartners gegenübergestellt werden müssen?

Pamini Paolo (V, TI): Ganz genau, ich danke Ihnen für diese Frage. Das schafft weitere technische und administrative Probleme, weil diese Steuererklärungen irgendwie gematcht werden müssen, egal ob der technische Fortschritt dabei helfen wird. Die beiden Ehegatten bleiben Ehegatten, die beiden Steuererklärungen und Veranlagungen müssen aufeinander abgestimmt und konsistent sein.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Herr Kollege Pamini, ist Ihnen bewusst, dass die Vorlage aufgrund der Vernehmlassung überarbeitet wurde und dass genau das, was Sie jetzt als Problem bezeichnen, ausgemerzt wurde und diese Abgleichung eben nicht mehr vorgenommen werden muss?

Pamini Paolo (V, TI): Ich danke Ihnen. Meine Antworten basieren auf der Botschaft, die im Anschluss an die Vernehmlassung veröffentlicht wurde.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Aber Sie sind sich bewusst, dass die Vorlage nicht mehr dieselbe ist wie vor der Vernehmlassung? (*Zwischenruf Pamini: Bitte nur eine Frage.*)

Seiler Graf Priska (S, ZH): Ich bin Mitglied des Vorstands des Schweizerischen Gemeindeverbandes. Der Gemeindeverband empfiehlt ein Ja zum Gegenvorschlag. Woher haben Sie Informationen, dass dem nicht so ist?

Pamini Paolo (V, TI): Ich vermute, da war ich nicht genug aufmerksam in der Kommissionsarbeit. (*Teilweise Heiterkeit*)

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Puisque le mantra des éventuels postes supplémentaires est revenu, savez-vous combien coûte chaque divorce sur le plan bureaucratique ou administratif? Combien de postes à temps plein cela représente-t-il de devoir se remettre à une imposition individuelle quand les conjoints sont divorcés?



Pamini Paolo (V, TI): C'est exactement l'argument selon lequel il ne faudrait pas introduire la taxation individuelle, parce que l'on force pratiquement des divorces (*Hilarité partielle*) – c'est-à-dire, non, des séparations fiscales naturellement. Ce dont vous parlez serait exactement le problème, avec ce projet-là.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): J'espère que tous ceux qui sont mariés le resteront après ce débat.

Le groupe des Verts va soutenir la minorité I (Ryser) qui cherche à rendre la réforme la plus neutre possible sur le plan des recettes fédérales et cantonales, ce qui en faciliterait l'acceptation pour une frange du Parlement et, le cas échéant, pour une frange de la population, c'est-à-dire celle qui est soucieuse que la Confédération puisse remplir sa fonction et les tâches d'intérêt public qui lui sont confiées et qui lui incombent. Cette proposition de minorité reprend donc la position de la Commission des finances de notre conseil, communiquée à la Commission de l'économie et des redevances lors de ses débats. Cette proposition de minorité stipule aussi qu'après dix ans, les barèmes pourront être revus à la baisse pour alléger les impôts si les finances fédérales le permettent.

La proposition de la minorité III (Wermuth) est un peu à part dans le débat, c'est vrai, mais elle met le doigt sur un élément important, la garde des enfants, qui est un facteur dans l'encouragement du développement de la carrière des deux parents avec davantage d'indépendance financière entre les conjoints. C'est un fait avéré. L'accueil extrafamilial des enfants est donc une clé dans ce choix. C'est le modèle suivi par les pays qui nous entourent jusqu'en Scandinavie, qui bénéficie d'ailleurs aussi de l'imposition individuelle depuis des décennies.

Le groupe des Verts s'oppose aux propositions de minorités voulant le splitting, car celui-ci décourage la personne apportant le deuxième revenu à augmenter librement son taux de travail rémunéré si elle le souhaite. Le modèle du splitting ne remet pas en cause la dominance fiscale du modèle traditionnel de répartition des tâches dans le couple et ne répond pas à l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil"; d'ailleurs, le mandat donné au Conseil fédéral par le Parlement il y a quelques années non plus. En outre, il coûte cher à la Confédération.

La proposition de la minorité II (Bertschy) est, en revanche, celle qui devrait rassembler tout le monde: elle ne devrait pas apparaître comme une proposition de minorité, puisque c'est une proposition de compromis. A ce stade, le groupe des Verts soutiendra clairement ce compromis, car nous sommes acquis à cette réforme. Avec cette proposition, la perte estimée par rapport à la version du Conseil fédéral est réduite de moitié environ. L'augmentation de la masse salariale imposable permettra ensuite d'augmenter les recettes fédérales.

Vous savez très bien que si vous exagérez au niveau des allègements fiscaux, vous enterreriez cette réforme, ce qui sera de votre responsabilité. Vous savez également que si les pertes fiscales ne sont pas un but en soi, elles ne sont pas non plus une fatalité. Le débat concernant les paquets budgétaires et fiscaux du Conseil fédéral est à venir. Les enjeux politiques se mélangent. Le groupe du Centre ne veut pas de ce projet, notamment parce qu'il ne veut pas courir le risque que sa propre initiative perde tout intérêt par la

AB 2024 N 1883 / BO 2024 N 1883

suite. Cela est en défaveur d'une réforme que le Parlement demande depuis des années. On ne peut pas se targuer de soutenir le libre choix des gens de se marier ou pas puis favoriser financièrement un seul des modèles, en refusant que des époux soient imposés comme individus distincts.

Permettez-moi maintenant une dernière remarque plus personnelle: le seul choix économiquement intéressant pour la femme ou le couple semble être aujourd'hui le concubinage, si les deux gagnent leur vie de la même manière. Le romantisme coûte décidément cher. En écoutant les interventions des représentants des groupes – et j'utilise expressément le terme au masculin –, je suis encore plus convaincue qu'auparavant que cette réforme doit être faite. Les couples de ma génération, mariés depuis des années, l'attendent avec impatience, car ils ont injustement pâti de cette situation assez longtemps. Les règles économiques et fiscales sont des reflets de la société que nous voulons. Nous ne parlons pas ici d'une poignée de gens, mais de dizaines de milliers de personnes dans notre pays, et en tout cas dans mon canton. Les femmes sont encore aujourd'hui, majoritairement, la variable d'ajustement du meilleur équilibre dans le couple. Vous me verrez peu porter des slogans féministes sur les réseaux sociaux ou dans la rue, mais le plaidoyer que je fais dans ce dossier est résolument féministe, féministe et économique.

Bläsi Thomas (V, GE): Merci, chère collègue, pour cet exposé. Finalement, nous sommes tous d'accord pour dire que la taxation des couples mariés est injuste. Ce qui pose problème, c'est que la Confédération souhaite à tout prix conserver le montant produit par cet impôt injuste. N'y a-t-il pas un paradoxe à vouloir un système qui maintiendrait un tel revenu, quitte à créer une nouvelle injustice? N'est-ce pas à la Confédération d'être un



peu plus légère, un peu plus svelte, un peu plus efficiente et de cesser de vouloir prélever des impôts à tout prix, parce qu'on baisse le pouvoir d'achat des gens?

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Cher collègue, je laisserai la conseillère fédérale dire comment la Confédération peut être un peu plus légère. Dans ce débat, vu où on en est, je propose que vous m'accompagniez dans ma déclaration d'impôts et que je vous apprenne à faire mijoter la sauce bolognaise.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehr geehrte Kollegin Michaud Gigon, Sie haben erwähnt, dass Konkubinatspaare eine ähnliche Situation haben. Konkubinatspaare haben aber keine gegenseitige Unterstützungspflicht und keine rechtlichen Pflichten. Können Sie das bestätigen?

Michaud Gigon Sophie (G, VD): J'espère que lorsqu'ils ont des enfants ensemble, par exemple, les concubins se sentent également mutuellement responsables de la famille qu'ils ont créée; cela dans tous les cas.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich bitte Sie im Namen der Grünliberalen Fraktion, die Individualbesteuerung einzuführen. Ich lade Sie ein, mit Ausnahme der Minderheit II (Bertschy) immer der Mehrheit zu folgen und entsprechend die Anträge der Minderheiten III (Wermuth), IV (Pamini) und V (Aeschi Thomas) abzulehnen. Weshalb tue ich das? Die Minderheit III (Wermuth) schlägt ein Kombipaket von Individualbesteuerung und Kita-Gesetz vor, und zwar mit einem maximalen kurzfristigen Kostendeckel von 1 Milliarde Franken. Wir Grünliberalen lehnen diesen Kostendeckel ab und erachten beide Instrumente, also sowohl das Kita-Gesetz wie auch die individuelle Besteuerung, für den Werkplatz Schweiz und zur Bekämpfung des Fachkräftemangels als zentral. Wir sind bereit, mehr zu investieren, um in Zukunft dauerhaft auch mehr Wirkung zu erzielen. Es braucht beide Instrumente in einem substanziellen Ausmass, um die Anreize für berufstätige Eltern so zu setzen, dass sich arbeiten grundsätzlich lohnt, und dies zu einem möglichst hohen Pensum. Damit treten wir den Herausforderungen der demografischen Entwicklung und auch dem Fachkräftemangel am wirksamsten entgegen.

Die Minderheiten IV (Pamini) und V (Aeschi Thomas) schlagen ein Splitting-Modell vor, um auf diese Weise die Heiratsstrafe abzuschaffen. Das widerspricht dem Anliegen der Initiative diametral und würde uns vom Regen in die Traufe bringen, denn volkswirtschaftlich lohnen sich vorübergehende Mindereinnahmen nur dann, wenn wir die schlechten Erwerbsanreize, die die Zweitverdienenden heute haben, auch wirklich korrigieren. Das erachten wir nur mittels einer individuellen Veranlagung als möglich, wodurch das Zweiteinkommen nicht mehr einer umso höheren Progression unterliegt.

Ein Splitting-Modell verstärkt hingegen die negativen Erwerbsanreize noch zusätzlich, denn es ist tendenziell auf ein Einverdienermodell ausgerichtet, ein Modell, das notabene immer weniger Familien betrifft. Nur verhältnismässig wenige Familien können es sich heute noch leisten, mit nur einem Einkommen die gesamten Lebenshaltungskosten zu finanzieren. Ein Modell, das einzig dafür da wäre, dass Verheiratete steuerlich besser fahren, das aber gleichzeitig zu einer umso grösseren Konkubinatsstrafe führen würde, wollen wir nicht.

Die negativen Erwerbsanreize der Zweitverdienerinnen und -verdiener würden mit einem Splitting-Modell noch negativer als mit dem Status quo. Deshalb bezeichnet etwa auch Avenir Suisse das Splitting als goldenen Käfig, aus dem man nicht mehr herauskommt. Steuerlich würden sich maximal unterschiedliche Einkommen am meisten lohnen, also Einkommen von Ehepaaren, bei welchen ein Teil 100 Prozent arbeitet und der andere 0 Prozent. Damit hätte man die grössten Steuervorteile. Dies hemmt eben die Erwerbstätigkeitsanreize für Zweitverdienende.

Die Initiative und der Umsetzungsvorschlag streben ein zivilstandsneutrales Steuersystem, bessere Erwerbsanreize und die Gleichstellung von Mann und Frau an. Keines dieser Ziele wird mit einem Splitting-Modell erreicht. Es ist nicht korrekt, in einem Gegenvorschlag zur Initiative das Gegenteil von dem zu fordern, worum es eigentlich geht. Wenn Sie die Ziele der Initiative nicht teilen, dann lehnen Sie sie ab, aber verkehren Sie nicht den Kern des Anliegens um 180 Grad.

In Artikel 36, beim Steuertarif, unterstützen wir die Minderheit II (Bertschy). Sie sieht befristet auf zehn Jahre einen alternativen Steuertarif vor, mit welchem die geschätzten Mindereinnahmen auf 500 Millionen Franken pro Jahr beschränkt werden können. Langfristig, und das ist zentral, werden die positiven Effekte so stark sein, dass der vorgeschlagene Tarif greifen kann. Wir unterstützen diese Minderheit auch angesichts der angespannten Bundesfinanzsituation als Übergangslösung. Die Vorlage ist für uns von zu grosser Wichtigkeit, als dass man sie am kurzfristig wirksamen Preisschild scheitern lassen dürfte. Es geht hier um den Wechsel auf die Individualbesteuerung, welche die volkswirtschaftlich erwünschte Wirkung mittel- und langfristig erzielt und damit echt zukunftstauglich ist.

Die Grünliberalen unterstützen also überall die Mehrheit und einzig bei Artikel 36 die Minderheit II (Bertschy).



Ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

Müller Leo (M-E, LU): Für die Mitte-Fraktion ist dieser indirekte Gegenvorschlag keine Lösung. Deshalb wollten wir auch gar nicht darauf eintreten. Wir kreieren hier, unabhängig von den Minderheiten, ein System, das zwar ein Problem lösen würde, das aber eine neue Steuerstrafe einführen würde. Sie haben es schon mehrfach gehört: Auch mit dem indirekten Gegenvorschlag würden die Einverdiener-Ehepaare bestraft. Und Sie haben nachlesen können, dass mit dieser neuen Gesetzgebung rund 600 000 Ehepaare bestraft würden. Die Minderheiten I bis III ändern daran wie gesagt nichts. Es ist auch eine ineffiziente und falsche Legiferierung, wenn wir hier etwas installieren wollen und dabei gleichzeitig einen neuen Fehler einbauen. 1 Milliarde Franken an Steuerausfällen, eine gigantische Administrativlast auf Stufe Bund, Kantone und Gemeinden: Das wollen wir beileibe nicht.

Und dann wird mit dem Antrag der Minderheit III, die ich separat erwähne, noch versucht, diese schlechte Vorlage besser zu machen, indem sie mit einem anderen Gesetzentwurf, nämlich der Kita-Vorlage, verknüpft werden soll. Man sucht Argumente, um diese Steuervorlage in diesem Punkt besser

AB 2024 N 1884 / BO 2024 N 1884

zu machen und ihr dadurch zu einer Mehrheit zu verhelfen. Sie können doch nicht diese beiden Vorlagen verknüpfen und dann versuchen, die Steuerausfälle unter diesem Dach insgesamt zu begrenzen. Deshalb werden wir die Minderheitsanträge I bis III ablehnen.

Dagegen werden wir – das kommt unserer "Problemlösungs-Initiative", die wir eingereicht haben, am nächsten – die Minderheit IV (Pamini) bzw. das Vollsplitting unterstützen. Damit hätten wir eine effektive Lösung für das Problem. Ebenfalls werden wir dem Antrag der Minderheit Bregy zustimmen, wo es um das Inkrafttreten geht. Ich bitte Sie, auch die Minderheit Bregy zu unterstützen.

Ich erlaube mir, im Hinblick auf die Gesamtabstimmung noch Folgendes zu erwähnen: Wir wollen hier eine Vorlage beschliessen, die ein Problem lösen soll, das auf Bundesebene besteht. Aber wir zimmern eine Vorlage, bei der nicht nur auf Bundesebene, sondern auch auf Kantons- und teilweise auf Gemeindeebene, vor allem aber auf Kantonsebene alle Steuergesetze angepasst werden müssten. Dort haben wir ja aber gar kein Problem, dort ist das Problem gelöst. Mit dieser Vorlage wollen wir die Kantone nun also trotzdem zwingen, diese Änderung der Steuergesetze durchzuführen. Alle, die in der Kommission sind und die Unterlagen gelesen haben, wissen, dass 80 Prozent aller Kantone gegen diese Gesetzesvorlage sind. Wir wollen doch in diesem Parlament keine Vorlage verabschieden, bei welcher wir vier Fünftel der Kantone gegen uns haben. Das ist keine Lösung.

Ich bitte Sie in diesem Sinne, der Minderheit IV (Pamini) und der Minderheit Bregy zu folgen sowie die Vorlage in der Gesamtabstimmung abzulehnen, wenn der Antrag der Minderheit IV nicht durchkommt.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Gerne gebe ich Ihnen die Meinung des Bundesrates zu den verschiedenen Anträgen bekannt.

Zum Antrag der Minderheit I (Ryser): Hier muss man einfach sagen, dass bei einer aufkommensneutralen Reform für gewisse Personengruppen dann teilweise erhebliche Mehrbelastungen resultieren würden, namentlich für Personen in Einverdienerehen, aber auch für Unverheiratete. Die Vorlage des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit sieht hingegen einen Tarif vor, der solche Mehrbelastungen abfedern soll. Dank der vom Bundesrat vorgeschlagenen Tarifierung verteilt sich die Entlastung über die meisten Einkommensklassen und Haushaltskonstellationen. Dadurch ist der Anteil der Personen, die entlastet werden, deutlich grösser als der Anteil jener, die eine Mehrbelastung erfahren. Eine aufkommensneutrale Reform hätte es vermutlich auch schwieriger, eine Mehrheit zu finden. Ich beantrage Ihnen, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Zum Antrag der Minderheit II (Bertschy): Die Bedingung für die Tarifierung tritt mit hoher Wahrscheinlichkeit ein. Gemäss aktuellen Schätzungen betragen die Mindereinnahmen beim Tarif von Bundesrat und Kommissionsmehrheit – das wurde mehrfach gesagt – 1 Milliarde Franken. Es ist zwar theoretisch möglich, aber sehr unwahrscheinlich, dass diese geschätzten Mindereinnahmen bis zwei Jahre vor Inkrafttreten auf unter 500 Millionen Franken sinken. Daher wäre bei einer Umsetzung dieses Antrages davon auszugehen, dass die Individualbesteuerung mit dem von der Minderheit Bertschy beantragten Tarif eingeführt würde. Dieser Tarif sieht, ausgehend vom Entwurf des Bundesrates, eine zusätzliche Verschärfung der Progression vor. Er reduziert die Mindereinnahmen bei der direkten Bundessteuer auf geschätzte 500 Millionen Franken, indem er im Vergleich zur Vorlage des Bundesrates wie auch im Vergleich zu heute bei den einkommensstärksten Personen eine zum Teil deutlich höhere Steuerbelastung vorsieht. Zehn Jahre nach Einführung käme es dann zu einer Tarifierung, die neben finanziellen Auswirkungen auch eine erhebliche Verteilungswirkung zur Folge



hätte. Und gemäss Antrag würde diese Anpassung dann automatisch erfolgen, ohne dass das Parlament oder das Volk sich nochmals dazu äussern könnten. Ich beantrage Ihnen, diesen Minderheitsantrag abzulehnen. Zum Antrag der Minderheit III (Wermuth): Hier möchte ich einfach darauf aufmerksam machen, dass bei einer Verknüpfung mit der Kita-Finanzierung gemäss Beschluss des Nationalrates nur ein sehr geringer finanzieller Spielraum für die Individualbesteuerung verbleiben würde. Es würde sich dann kaum mehr lohnen, hier einen Systemwechsel durchzuführen.

Dann zum Antrag der Minderheit IV (Pamini): Das ist ein klassisches Vollsplitting, das hier verlangt wird. Der Antrag widerspricht früheren Beschlüssen des Parlamentes, das den Bundesrat ja damit beauftragt hat, Ihnen eine Botschaft zur Individualbesteuerung vorzulegen. Das haben wir mit dieser Vorlage getan. Das Parlament ist natürlich jederzeit frei, seine Meinung zu ändern oder diese anzupassen, aber eine Vorlage gemäss diesem Minderheitsantrag wäre dann nicht mehr als Gegenvorschlag zur Volksinitiative zu werten.

Schliesslich gibt es noch den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas), der ein Teilsplitting vorsieht. Auch bei diesem Minderheitsantrag geht es wie beim Antrag der Minderheit IV um eine Form der gemeinsamen Besteuerung. Die Ausgestaltung des Tarifs entspricht einem Splitting-Modell mit Splitting-Faktor 1,75. Ich kann mich hier kurzhalten, weil die Auswirkungen dieses Modells in der Tendenz die gleichen wie jene des Vollsplittings sind. Beide Modelle hat der Bundesrat auch in der Botschaft dargelegt. Ich wiederhole, was ich bereits zum Minderheitsantrag IV gesagt habe: Der Bundesrat hatte einen konkreten Auftrag zur Ausarbeitung einer Botschaft zur Individualbesteuerung, und auch eine Vorlage gemäss diesem Minderheitsantrag V könnte dann nicht mehr als Gegenvorschlag dienen.

Dann noch zur Frage des Inkrafttretens: Es wurde mehrfach gesagt, dass die Kantone darauf hingewiesen haben, sie bräuchten eine ausreichend lange Übergangsfrist; die Rede war von zehn Jahren. Es scheint mir, dass diese Frage jetzt nicht beantwortet werden soll. Ich denke, man muss diese Vorlage zuerst einmal zu Ende beraten, und dann kann man mit den Kantonen noch einmal das Gespräch führen.

Ich bitte Sie hier also, beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Es liegt auch in der Kompetenz des Bundesrates, über das Inkrafttreten zu bestimmen.

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Es liegen Anträge der Minderheiten IV (Pamini) und V (Aeschi Thomas) vor, welche ein Vollsplitting respektive ein Splitting mit Faktor 1,75 beantragen. Man addiert also die beiden Einkommen der Ehepaare und teilt sie durch den Faktor 2 oder, wie die Minderheit V beantragt, durch den Faktor 1,75. Ich möchte hier klarstellen, dass das dann nicht mehr im Bereich eines indirekten Gegenvorschlags zur Volksinitiative wäre. Die Initiative verlangt die zivilstandsunabhängige Besteuerung, eine Individualbesteuerung. Darum wurde in den Anträgen der Minderheiten IV und V auch der Gesetzestitel geändert.

Ein Splitting-Modell, wie es die Minderheit V beantragt, würde Mindereinnahmen in der Höhe von 3,2 Milliarden Franken pro Jahr verursachen. In Kapitel 6.4.1.2 auf Seite 54 der Botschaft äussert sich der Bundesrat zum Vollsplitting, das heisst zum Minderheitsantrag IV, und auch zu den Auswirkungen auf die Erwerbsanreize. Nein, es ist nicht so, dass der nicht erwerbstätige Ehegatte ermutigt würde, eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen. Die steuerliche Benachteiligung gewisser Ehepaare würde beim Vollsplitting zwar beseitigt, aber es würde zu einem Heiratsbonus und zur Benachteiligung unverheirateter Paare führen; unter dem Aspekt der Zivilstandsneutralität würde das Ziel auch nicht erreicht. Das Vollsplitting ist nicht geeignet, die Erwerbsanreize für Zweiverdiener-Ehepaare zu verbessern. Es entlastet jene Ehepaare am stärksten, bei denen nur ein Einkommen erzielt wird; das ist die Quintessenz der Diskussion der Kommission. Es ist zudem ein Modell, das immer weniger Familien, immer weniger Paare betrifft, also nicht der gesellschaftlichen Realität der nächsten Jahrzehnte entspricht. Man verursacht Steuerausfälle, Kollege Pamini, aber dies ohne jegliche Erwerbsanreize. Die Kommission lehnte die beiden von der Minderheit V (Aeschi Thomas) und der Minderheit IV (Pamini) aufgenommenen Anträge ab.

Wir können diese Initiative also nicht mit einem Splitting umsetzen. Die Initiantinnen haben auch klar gesagt, dass es nicht in ihrem Sinne wäre, weil ein Splitting die

AB 2024 N 1885 / BO 2024 N 1885

Erwerbsanreize nicht verbessert. In der Gegenüberstellung der entsprechenden Anträge gab die Kommission dem Vollsplitting mit 15 zu 1 Stimmen bei 9 Enthaltungen gegenüber einem Splitting-Modell mit Faktor 1,75 den Vorzug. Sie lehnte jedoch anschliessend das Splitting-Modell generell mit 13 zu 10 Stimmen ab.

Die Konzeptanträge zur Beschränkung der Mindereinnahmen und zur Integration der Kita-Vorlage wurden bereits ausführlich begründet. Die Kommission lehnte mit 20 zu 5 Stimmen die Integration der Kita-Finanzierung in die Vorlage gemäss Entwurf des Nationalrates – das entspricht dem Minderheitsantrag III (Wermuth) – ab.



Die Kommission lehnte auch das aufkommensneutrale Modell, den von der Minderheit I (Ryser) aufgenommenen Antrag, mit 20 zu 5 Stimmen ab, und sie lehnte ferner den von der Minderheit II (Bertschy) aufgenommenen Antrag, vertreten durch Katja Christ, ab, der die Mindereinnahmen auf die ersten zehn Jahre befristet mittels Erhöhung der Progression im neunten und zehnten Einkommensdezil auf 500 Millionen Franken beschränken will. Dieser Antrag wurde mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt.

Einiges, was wir jetzt in der Detailberatung gehört haben, war schlicht faktenfrei, zum Beispiel, dass der Mittelstand mehr belastet würde. Das Gegenteil ist der Fall: Er wird entlastet, die grosse Mehrheit der Familien wird entlastet; die Tabellen liegen vor. Ebenso faktenfrei war die Aussage, dass zwischen den steuerpflichtigen Ehepaaren Interdependenzen bestehen blieben. Nein, das ist genau der Vorteil, das wurde nach der Vernehmlassung korrigiert: Die Ehegatten können einzeln, unabhängig voneinander, veranlagt werden. Das ist das, was die Kantone eingebracht haben und was in der neuen Botschaft korrigiert wurde.

Noch ein Wort zur Übergangsfrist: Die Kantone machten in der Vernehmlassung eine Ansage für eine Übergangsfrist von zehn Jahren. Die Kommissionsmehrheit erachtete diese Frist als zu hoch und wollte sich hier absichern. Sie diskutierte und nahm zur Kenntnis, dass andere Steuerreformen rascher umgesetzt werden konnten, die OECD-Mindestbesteuerung zum Beispiel innert zwei Jahren. Beim aufwendigen Wechsel von der zweijährigen Vergangenheitsbemessung zur einjährigen Gegenwartsbemessung waren es acht Jahre, und dies lange bevor Digitalisierung und Automatisierung in der Steuerverwaltung Einzug hielten. Die Kommission nahm darum einen Antrag mit 13 zu 12 Stimmen an, welcher ein Inkrafttreten der Initiative spätestens innerhalb von sechs Jahren nach der Volksabstimmung bzw. nach Ablauf der Referendumsfrist vorsieht.

Namens der Kommission bitte ich Sie, überall die Mehrheit zu unterstützen und eine Umsetzungsvorlage für die Individualbesteuerung und nicht ein gegenteiliges Modell zu beschliessen. Wie gesagt entstehen die positiven Effekte durch den Wechsel, durch die deutlich tiefere Progression des Zweiteinkommens.

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: Les propositions de minorité dont nous discutons sont basées sur deux questions principales. La première est la question des pertes fiscales. La seconde est la question du modèle de réforme d'imposition proposé. Il y a aussi une minorité qui propose de ne pas contraindre l'entrée en vigueur six ans après la votation. Il s'agit de proposition défendue par la minorité Bregy, qui a été rejetée par la commission de votre conseil, par 13 voix contre 12.

Concernant les modèles, au sein de la commission, le choix par 13 voix contre 12, s'est clairement porté sur le modèle de l'imposition individuelle plutôt que sur celui du splitting. D'abord, il y a eu un choix entre deux modèles proposés de splitting: le modèle du splitting intégral, qui consiste à simplement diviser par deux les revenus totaux, contre un modèle qui vise à faire un splitting à 1,75 pour cent, par une augmentation du barème, et, en même temps, un changement de la progressivité de l'impôt en baissant les impôts pour les plus hauts revenus et en augmentant les impôts pour les bas revenus. Ce modèle est celui qui coûte 3,2 milliards de francs. Il a été rejeté par la commission, par 15 voix contre 1 et 9 abstentions. Ensuite, le splitting en général a été rejeté au profit de l'imposition individuelle, par 13 voix contre 10.

La partie importante de l'explication est que le splitting ne supprime pas la différence qu'il peut y avoir entre des couples de concubins et des couples mariés. Il existe forcément une différence. Ainsi, pour un ménage qui a un seul revenu élevé et un revenu plus bas, l'imposition ne sera pas identique. La seule imposition strictement identique – bref, la plus libérale, celle où l'Etat n'a rien à dire par rapport à vos choix privés –, c'est l'imposition individuelle, selon la majorité de la commission.

Trois propositions de minorités concernent la question du montant de la perte fiscale. La proposition défendue par la minorité I (Ryser), qui a été rejetée, par 20 voix contre 5, propose un barème qui n'implique aucune perte fiscale. La minorité II (Bertschy) propose de modifier, elle aussi, le barème pour limiter les pertes fiscales à 500 millions de francs. Cette proposition a également été rejetée, par 16 voix contre 9, par la commission de votre conseil. La minorité III (Wermuth) propose de combiner la question de l'imposition individuelle avec celle de l'introduction d'un subside pour les crèches et garderies, tel que le modèle qui a déjà été discuté par des commissions de notre chambre. Ce modèle a lui aussi été rejeté, par 20 voix contre 5. Enfin, un dernier élément: la fameuse entrée en vigueur a été maintenue à six ans après la décision d'acceptation de la réforme. Au final, comme cela a été dit, au vote d'ensemble, la commission propose, par 13 voix contre 12, de recommander d'accepter l'initiative et d'adhérer au contre-projet. En ce qui concerne les propositions défendues par les minorités, elles ont évidemment été rejetées par la commission de votre conseil, qui vous invite, évidemment, à suivre sa position.



Ziff. 1 Art. 36

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(Ryser, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Wermuth)

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 31 900 Franken Einkommen 83.30

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 41 800 Franken Einkommen 172.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 55 700 Franken Einkommen 450.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 73 200 Franken Einkommen 1027.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 78 800 Franken Einkommen 1419.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 104 500 Franken Einkommen 3475.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 135 900 Franken Einkommen 6458.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;

für 177 700 Franken Einkommen 11 349.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;

für 682 500 Franken Einkommen 78 487.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr;

Abs. 2, 2bis, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II

(Bertschy, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Christ, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 1

Vorbehältlich Absätze 2 und 3 beträgt die Steuer für ein Steuerjahr:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 49 100 Franken Einkommen 203.70

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 64 200 Franken Einkommen 339.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 5.00 mehr;

AB 2024 N 1886 / BO 2024 N 1886

für 85 600 Franken Einkommen 1409.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 10.00 mehr;

für 112 500 Franken Einkommen 4099.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 12.00 mehr;

für 121 200 Franken Einkommen 5143.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.00 mehr;

für 273 300 Franken Einkommen 24 916.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.50 mehr;

für 599 000 Franken Einkommen 68 885.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr;

*Abs. 1bis*

Zwei Jahre vor Inkrafttreten der Änderungen vom ... führt die Eidgenössische Steuerverwaltung mit den zu diesem Zeitpunkt aktuellsten Daten zur direkten Bundessteuer eine Schätzung der finanziellen Auswirkungen dieses Gesetzes bezogen auf das Steuerjahr 2024 durch.

Abs. 1ter

Werden die Mindereinnahmen bei der direkten Bundessteuer auf weniger als 500 Millionen Franken geschätzt, gilt folgender Tarif anstelle des Tarifs gemäss Absatz 1:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 35 200 Franken Einkommen 106.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 46 000 Franken Einkommen 203.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 61 300 Franken Einkommen 509.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 80 600 Franken Einkommen 1146.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 86 900 Franken Einkommen 1587.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 115 200 Franken Einkommen 3851.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 149 700 Franken Einkommen 7129.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;

für 195 800 Franken Einkommen 12 522.70

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;

für 751 100 Franken Einkommen 86 376.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr

Abs. 2, 2bis, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 32 700 Franken Einkommen 88.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 42 700 Franken Einkommen 178.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 55 000 Franken Einkommen 464.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 74 900 Franken Einkommen 1055.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 80 700 Franken Einkommen 1461.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 107 000 Franken Einkommen 3565.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 139 100 Franken Einkommen 6615.10

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;

für 181 900 Franken Einkommen 11 622.70

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;

für 698 400 Franken Einkommen 80 316.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr;



Abs. 2, 2bis, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Abs. 1

Gemäss geltendem Recht

Abs. 2

Für Verheiratete, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, sowie für verwitwete, getrennt lebende und geschiedene Steuerpflichtige, die mit Kindern im gleichen Haushalt zusammenleben und deren Unterhalt zur Hauptsache bestreiten, ist der Steuersatz des halben steuerbaren Gesamteinkommens anzuwenden.

Abs. 2bis

Der nach Absatz 2 ermittelte Steuerbetrag ermässigt sich um 259 Franken für jedes Kind und jede unterstützungsbedürftige Person, mit der die steuerpflichtige Person im gleichen Haushalt zusammenlebt und deren Unterhalt sie zur Hauptsache bestreitet.

Abs. 3

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:

0 Prozent bis 15 000 Franken Einkommen,

1 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 35 000 Franken Einkommen,

2 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 55 000 Franken Einkommen,

3 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 75 000 Franken Einkommen,

4 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 95 000 Franken Einkommen,

5 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 115 000 Franken Einkommen,

6 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 135 000 Franken Einkommen,

7 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 155 000 Franken Einkommen,

8 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 175 000 Franken Einkommen,

9 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 195 000 Franken Einkommen,

10 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 1 000 000 Franken Einkommen,

11,5 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen.

Abs. 2

Für Ehepaare, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, beträgt die jährliche Steuer:

0 Prozent bis 26 250 Franken Einkommen,

1 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 61 250 Franken Einkommen,

2 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 96 250 Franken Einkommen,

3 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 131 250 Franken Einkommen,

4 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 166 250 Franken Einkommen,

5 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 201 250 Franken Einkommen,

6 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 236 250 Franken Einkommen,

7 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 271 250 Franken Einkommen,

8 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 306 250 Franken Einkommen,

9 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 341 250 Franken Einkommen,

10 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 1 750 000 Franken Einkommen,

11,5 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen.

Abs. 2bis, 3

Gemäss geltendem Recht



Ch. 1 art. 36

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Ryser, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Wermuth)

Al. 1

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.70
pour 31 900 francs de revenu, à 83.30
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.90 de plus;
pour 41 800 francs de revenu, à 172.40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 2.00 de plus;
pour 55 700 francs de revenu, à 450.40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 3.30 de plus;
pour 73 200 francs de revenu, à 1027.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 7.00 de plus;
pour 78 800 francs de revenu, à 1419.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 8.00 de plus;
pour 104 500 francs de revenu, à 3475.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 9.50 de plus;
pour 135 900 francs de revenu, à 6458.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.70 de plus;
pour 177 700 francs de revenu, à 11 349.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.30 de plus;
pour 682 500 francs de revenu, à 78 487.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.50 de plus.

Al. 2, 2bis, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II

(Bertschy, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Christ, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 1

Sous réserve des alinéas 2 et 3, l'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.70
pour 49 100 francs de revenu, à 203.70
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.90 de plus;
pour 64 200 francs de revenu, à 339.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 5.00 de plus;
pour 85 600 francs de revenu, à 1409.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 10.00 de plus;
pour 112 500 francs de revenu, à 4099.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 12.00 de plus;
pour 121 200 francs de revenu, à 5143.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.00 de plus;
pour 273 300 francs de revenu, à 24 916.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.50 de plus;
pour 599 000 francs de revenu, à 68 885.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.50 de plus

Al. 1bis

Deux ans avant l'entrée en vigueur de la modification du ..., l'Administration fédérale des contributions réalise une estimation des conséquences financières de la présente loi pour l'année 2024 à l'aide des données relatives à l'impôt fédéral direct les plus récentes à ce moment-là.



Al. 1ter

Si les diminutions de recettes de l'impôt fédéral direct sont estimées à moins de 500 millions de francs, le barème suivant remplace celui de l'alinéa 1:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.70
pour 35 200 francs de revenu, à 106.40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.90 de plus;
pour 46 000 francs de revenu, à 203.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 2.00 de plus;
pour 61 300 francs de revenu, à 509.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 3.30 de plus;
pour 80 600 francs de revenu, à 1146.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 7.00 de plus;
pour 86 900 francs de revenu, à 1587.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 8.00 de plus;
pour 115 200 francs de revenu, à 3851.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 9.50 de plus;
pour 149 700 Franken Einkommen 7129.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.70 de plus;
pour 195 800 francs de revenu, à 12 522.70
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.30 de plus;
pour 751 100 francs de revenu, à 86 376.50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.50 de plus.

Al. 2, 2bis, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Al. 1

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.70
pour 32 700 francs de revenu, à 88.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.90 de plus;
pour 42 700 francs de revenu, à 178.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 2.00 de plus;
pour 55 000 francs de revenu, à 464.90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 3.30 de plus;
pour 74 900 francs de revenu, à 1055.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 7.00 de plus;
pour 80 700 francs de revenu, à 1461.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 8.00 de plus;
pour 107 000 francs de revenu, à 3565.60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 9.50 de plus;
pour 139 100 francs de revenu, à 6615.10
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.70 de plus;
pour 181 900 francs de revenu, à 11 622.70
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.30 de plus;
pour 698 400 francs de revenu, à 80 316.00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.50 de plus

Al. 2, 2bis, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Al. 1

Selon droit en vigueur

Al. 2

Pour les époux vivant en ménage commun et les contribuables veufs, séparés ou divorcés qui vivent en ménage commun avec des enfants dont ils assument pour l'essentiel l'entretien, le taux d'imposition retenu est le taux applicable à la moitié du revenu global imposable.

Al. 2bis

Le montant de l'impôt calculé selon l'alinéa 2 est réduit de 259 francs par enfant et par personne nécessiteuse vivant en ménage commun avec le contribuable et dont il assume pour l'essentiel l'entretien.

Al. 3

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Al. 1

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève à:

- 0 pour cent jusqu'à 15 000 francs de revenu,
- 1 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 35 000 francs de revenu,
- 2 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 55 000 francs de revenu,
- 3 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 75 000 francs de revenu,
- 4 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 95 000 francs de revenu,
- 5 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 115 000 francs de revenu,

AB 2024 N 1888 / BO 2024 N 1888

- 6 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 135 000 francs de revenu,
- 7 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 155 000 francs de revenu,
- 8 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 175 000 francs de revenu,
- 9 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 195 000 francs de revenu,
- 10 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 1 000 000 francs de revenu,
- 11,5 pour cent par 100 francs de revenu en plus.

Al. 2

Pour les époux vivant en ménage commun, l'impôt annuel s'élève à:

- 0 pour cent jusqu'à 26 250 francs de revenu,
- 1 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 61 250 francs de revenu,
- 2 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 96 250 francs de revenu,
- 3 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 131 250 francs de revenu,
- 4 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 166 250 francs de revenu,
- 5 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 201 250 francs de revenu,
- 6 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 236 250 francs de revenu,
- 7 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 271 250 francs de revenu,
- 8 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 306 250 francs de revenu,
- 9 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 341 250 francs de revenu,
- 10 pour cent par 100 francs de revenu en plus jusqu'à 1 750 000 francs de revenu,
- 11,5 pour cent par 100 francs de revenu en plus.

Al. 2bis, 3

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Bei den Anträgen der Minderheiten I bis V handelt es sich um Konzepte. Der Antrag der Mehrheit und die Anträge der Minderheiten I bis III stellen Modelle der Individualbesteuerung dar und werden in den ersten drei Abstimmungen gegeneinander ausgemehrt. Die Anträge der Minderheiten IV und V folgen dem Splitting-Modell und werden in der vierten Abstimmung ausgemehrt. In der fünften und letzten Abstimmung wird das obsiegende Konzept des Modells "Individualbesteuerung" dem obsiegenden Konzept des Modells "Splitting" gegenübergestellt.



Die Abstimmungen gelten auch für den Titel und Ziffer 1 Artikel 3 Absatz 5; Gliederungstitel nach Artikel 8; Artikel 8a; Artikel 9; Artikel 9a; Artikel 13 Titel sowie Absätze 1 und 2; Artikel 14 Absätze 2 und 4; Artikel 23 Buchstabe f; Artikel 33 Absatz 1 Buchstaben c, g, h und h^{bis}, Absatz 1^{bis} Buchstaben b und c, Absatz 3; Artikel 35 Absatz 1 Buchstaben a bis c; Artikel 36; Artikel 37b Absatz 1; Artikel 38 Absatz 2; Artikel 39 Absatz 1; Artikel 42; Artikel 85 Absätze 1 bis 3; Artikel 89 Absatz 3; Artikel 89a Absätze 2 und 3; Artikel 99a Absatz 1 Buchstabe a; 2. Kapitel Titel; Artikel 113; Artikel 114 Absatz 1; Artikel 117 Absätze 3 und 4; Artikel 180; Ziffer 2 Artikel 3 Absätze 3 und 4; Artikel 6 Absatz 2; Artikel 7 Absatz 4 Buchstabe g; Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben c, g, h, h^{bis} und k; Artikel 11 Absatz 1; Artikel 18; Artikel 33 Absätze 1 bis 3; Artikel 33a Absatz 3; Artikel 33b Absätze 2 und 3; Artikel 35a Absatz 1 Buchstabe a; Artikel 36a Absatz 2; Artikel 40 und Artikel 57 Absatz 4.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29637)

Für den Antrag der Minderheit II ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29638)

Für den Antrag der Minderheit II ... 154 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 39 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29639)

Für den Antrag der Mehrheit ... 122 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 70 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29640)

Für den Antrag der Minderheit IV ... 153 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit V ... 40 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Fünfte Abstimmung – Cinquième vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29641)

Für den Antrag der Mehrheit ... 98 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit IV ... 95 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Titel

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Bundesgesetz über die Förderung und Verbesserung der Gleichstellung, des inländischen Arbeitskräftepotentials und der familienergänzenden Kinderbetreuung

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Bundesgesetz über die Abschaffung der Heiratsstrafe

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Bundesgesetz über die Tarifierung bei der Ehepaar- und Familienbesteuerung



Titre

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Loi fédérale sur l'encouragement et l'amélioration de l'égalité, du potentiel de la force de travail indigène et de l'accueil extrafamilial des enfants

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Loi fédérale sur l'élimination de la pénalisation du mariage

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Loi fédérale sur l'adaptation des barèmes de l'imposition du couple et de la famille

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über die Anträge der verschiedenen Minderheiten wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

AB 2024 N 1889 / BO 2024 N 1889

Ingress, Ziff. I Einleitung, Ziff. 1 Ersatz von Ausdrücken

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Préambule, ch. I introduction, ch. 1 remplacement d'expressions

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 3 Abs. 5

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 3 al. 5

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 2a. Kapitel Titel

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Streichen

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Streichen

Ch. 1 chapitre 2a titre

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Biffer

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Biffer

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 8a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Streichen



Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)
Streichen

Ch. 1 art. 8a

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)
Biffer

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)
Biffer

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 9

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)
Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)
Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 9

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)
Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)
Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



AB 2024 N 1890 / BO 2024 N 1890

Ziff. 1 Art. 9a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Streichen

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Streichen

Ch. 1 art. 9a

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Biffer

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Biffer

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 13 Titel, Abs. 1, 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 13 titre, al. 1. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur



Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 14 Abs. 2, 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 14 al. 2, 4

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 23 Bst. f

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht



Ch. 1 art. 23 let. f

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 33 Abs. 1 Bst. c, g, h, hbis, 1bis Bst. b, c, 2, 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Abs. 1 Bst. c, g, h, hbis, 1bis Bst. b, 2, 3

Gemäss geltendem Recht

AB 2024 N 1891 / BO 2024 N 1891

Abs. 1bis Bst. c

Streichen

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Abs. 1 Bst. c, g, h, hbis, 1bis Bst. b, 2, 3

Gemäss geltendem Recht

Abs. 1bis Bst. c

Streichen

Ch. 1 art. 33 al. 1 let. c, g, h, hbis, 1bis let. b, c, 2, 3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Al. 1 let. c, g, h, hbis, 1bis let. b, 2, 3

Selon droit en vigueur

Al. 1bis let. c

Biffer

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Al. 1 let. c, g, h, hbis, 1bis let. b, 2, 3

Selon droit en vigueur



Al. 1bis let. c
Biffer

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 35 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Abs. 1 Bst. a, b
Gemäss geltendem Recht
Bst. c
Aufheben

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Abs. 1
Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 35 al. 1

Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Al. 1 let. a, b
Selon droit en vigueur
Let. c
Abroger

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Al. 1
Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Gliederungstitel vor Art. 36

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Titre précédant l'art. 36

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 37b Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 37b al. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 38 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 38 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

AB 2024 N 1892 / BO 2024 N 1892

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 39 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 39 al. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 42

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 42

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 85 Abs. 1–3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 85 al. 1–3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur



Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 89 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 89 al. 3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

AB 2024 N 1893 / BO 2024 N 1893

Ziff. 1 Art. 89a Abs. 2, 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht



Ch. 1 art. 89a al. 2, 3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 99a Abs. 1 Bst. a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 99a al. 1 let. a

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Zweiter Titel 2. Kapitel

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Titre 2, chapitre 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 113

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 113

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur



Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 114 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Abs. 1
Gemäss geltendem Recht

AB 2024 N 1894 / BO 2024 N 1894

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Abs. 1
Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 114 al. 1

Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Al. 1
Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Al. 1
Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 117 Abs. 3, 4

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht



Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 117 al. 3, 4

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 180

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 1 art. 180

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



Ziff. 1 Art. 198a

Antrag der Minderheit I

(Ryser, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Wermuth)

Titel

Evaluation Tarif

Abs. 1

Der Bundesrat überprüft zehn Jahre nach dem Inkrafttreten der Änderungen vom ..., ob die Bundesfinanzen eine Senkung des Tarifs nach Artikel 36 Absatz 1 erlauben.

Abs. 2

Er erstattet der Bundesversammlung Bericht und macht gegebenenfalls Vorschläge für Anpassungen.

Ch. 1 art. 198a

Proposition de la minorité I

(Ryser, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Wermuth)

Titre

Evaluation du barème

Al. 1

Dix ans après l'entrée en vigueur des modifications du ..., le Conseil fédéral examine si les finances fédérales permettent une baisse du barème fixé à l'article 36 alinéa 1.

Al. 2

Il établit un rapport destiné à l'Assemblée fédérale et présente les éventuels changements qui s'imposent.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Antrag der Minderheit I (Ryser) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgelehnt.

Ziff. 1 Art. 205g

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II

(Bertschy, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Christ, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 2

Der Tarif nach Artikel 36 Absatz 1 gilt für 10 Jahre ab Inkrafttreten der Änderung vom Danach gilt folgender Tarif:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 35 200 Franken Einkommen 106.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 46 000 Franken Einkommen 203.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 61 300 Franken Einkommen 509.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 80 600 Franken Einkommen 1146.50

AB 2024 N 1895 / BO 2024 N 1895

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 86 900 Franken Einkommen 1587.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 115 200 Franken Einkommen 3851.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 149 700 Franken Einkommen 7129.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;

für 195 800 Franken Einkommen 12 522.70

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;



für 751 100 Franken Einkommen 86 376.50
und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr;

Ch. 1 art. 205g

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II

(Bertschy, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Christ, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 2

Le barème fixé à l'article 36 alinéa 1, est applicable pendant 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du Ensuite, le barème suivant est applicable:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0.00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.70

pour 35 200 francs de revenu, à 106.40

et, par 100 francs de revenu en plus, à 0.90 de plus;

pour 46 000 francs de revenu, à 203.60

et, par 100 francs de revenu en plus, à 2.00 de plus;

pour 61 300 francs de revenu, à 509.60

et, par 100 francs de revenu en plus, à 3.30 de plus;

pour 80 600 francs de revenu, à 1146.50

et, par 100 francs de revenu en plus, à 7.00 de plus;

pour 86 900 francs de revenu, à 1587.50

et, par 100 francs de revenu en plus, à 8.00 de plus;

pour 115 200 francs de revenu, à 3851.50

et, par 100 francs de revenu en plus, à 9.50 de plus;

pour 149 700 francs de revenu, à 7129.00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.70 de plus;

pour 195 800 francs de revenu, à 12 522.70

et, par 100 francs de revenu en plus, à 13.30 de plus;

pour 751 100 francs de revenu, à 86 376.50

et, par 100 francs de revenu en plus, à 11.50 de plus;

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit II (Bertschy) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 3 Abs. 3, 3bis, 3ter, 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 3 al. 3, 3bis, 3ter, 4

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 6 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 6 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 7 Abs. 4 Bst. g

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht



Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 7 al. 4 let. g

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

AB 2024 N 1896 / BO 2024 N 1896

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 9 Abs. 2 Bst. c, g, h, hbis, k

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 9 al. 2 let. c, g, h, hbis, k

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der



Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 11 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 11 al. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 18

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 18

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 33 Abs. 1–3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 33 al. 1–3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 33a Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 33a al. 3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 33b Abs. 2, 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 33b al. 2, 3

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur



Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Ziff. 2 Art. 35a Abs. 1 Einleitung, Bst. a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Abs. 1 Bst. a

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Abs. 1 Bst. a

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 35a al. 1 introduction, let. a

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Al. 1 let. a

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Al. 1 let. a

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Ziff. 2 Art. 36a Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht



Ch. 2 art. 36a al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 40

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

AB 2024 N 1898 / BO 2024 N 1898

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 40

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



Ziff. 2 Art. 57 Abs. 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Gemäss geltendem Recht

Ch. 2 art. 57 al. 4

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Pamini, Aeschi Thomas, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Ritter, Tuena)

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité V

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Pamini, Tuena)

Selon droit en vigueur

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über den Antrag der Minderheit IV (Pamini) und den Antrag der Minderheit V (Aeschi Thomas) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 78h

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2 art. 78h

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1a

Antrag der Minderheit III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Das Bundesgesetz über die Unterstützung der familienergänzenden Kinderbetreuung und der Kantone in ihrer Politik der frühen Förderung von Kindern (UKibeG) wird in der Fassung gemäss Anhang angenommen.

Ch. 1a

Proposition de la minorité III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

La loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants et aux cantons dans leur politique d'encouragement de la petite enfance (LSAcc) est adoptée dans la version en annexe.



Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Antrag der Minderheit III (Wermuth) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgelehnt.

Ziff. II

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Steht zehn Tage nach Ablauf der Referendumsfrist fest, dass gegen das Gesetz kein Referendum zustande gekommen ist, so tritt es spätestens am 1. Januar des sechsten Jahres nach Ablauf der Referendumsfrist in Kraft. Der Bundesrat kann ein früheres Inkrafttreten bestimmen.

Abs. 3

Wird das Gesetz in der Volksabstimmung angenommen, so tritt es spätestens am 1. Januar des sechsten Jahres nach der Abstimmung in Kraft. Der Bundesrat kann ein früheres Inkrafttreten bestimmen.

Antrag der Minderheit

(Bregy, Aeschi Thomas, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Pamini, Ritter, Tuena)

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Streichen

Antrag der Minderheit III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Abs. 1bis

Ziffer Ia: Die Artikel 13–16 gelten ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens während 14 Jahren.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Streichen

Ch. II

Proposition de la majorité

Al. 2

S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur au plus tard le 1er janvier de la sixième année suivant l'échéance du délai référendaire. Le Conseil fédéral peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Al. 3

Si elle est acceptée en votation populaire, la loi entre en vigueur au plus tard le 1er janvier de la sixième année suivant la votation. Le Conseil fédéral peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Proposition de la minorité

(Bregy, Aeschi Thomas, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Müller Leo, Page, Pamini, Ritter, Tuena)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2024 N 1899 / BO 2024 N 1899

Al. 3

Biffer

Proposition de la minorité III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Al. 1bis

Chiffre Ia: Les articles 13 à 16 ont effet pendant 14 ans à compter de la date d'entrée en vigueur.



Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Biffer

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Antrag der Minderheit III (Wermuth) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgelehnt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/29642)

Für den Antrag der Mehrheit ... 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 94 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Anhang

Antrag der Minderheit III

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Titel

Bundesgesetz über die Unterstützung der familienergänzenden Kinderbetreuung und der Kantone in ihrer Politik der frühen Förderung von Kindern

Ingress

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf die Artikel 67 Absatz 2 und 116 Absatz 1 der Bundesverfassung, nach Einsicht in den Bericht der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates vom 14. Dezember 2022 und in die Stellungnahme des Bundesrates vom 15. Februar 2023,

beschliesst:

1. Abschnitt Titel

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Titel

Zweck

Art. 1 Abs. 1

Mit diesem Gesetz will der Bund:

- a. die Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit oder Ausbildung verbessern;
- b. die Chancengerechtigkeit für Kinder im Vorschulalter verbessern.

Art. 1 Abs. 2

Zu diesem Zweck gewährt der Bund finanzielle Beiträge zur:

- a. Senkung der Kosten der Eltern für die familienergänzende Kinderbetreuung;
- b. Schliessung von Angebotslücken in der familienergänzenden Kinderbetreuung;
- c. Verbesserung der Qualität des Angebots der familienergänzenden Kinderbetreuung;
- d. Unterstützung der Kantone bei der Weiterentwicklung ihrer Politik der frühen Förderung von Kindern.

Art. 2 Titel

Geltungsbereich

Art. 2 Text

Dieses Gesetz findet Anwendung auf:

- a. die institutionelle familienergänzende Kinderbetreuung ab der Geburt bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit der Primarstufe (8P Harnos);
- b. Massnahmen zur Weiterentwicklung der Politik der frühen Förderung von Kindern in den Kantonen.

Art. 3 Titel [GZ]

Begriffe

Art. 3 Text

In diesem Gesetz bedeuten:

- a. familienergänzende Kinderbetreuung: die regelmässige Betreuung von Kindern im Vorschul- und Schulalter durch Dritte, die es den Eltern ermöglicht, eine Erwerbstätigkeit auszuüben oder eine Ausbildung zu absolvieren;



- b. institutionelle Betreuung: die regelmässige Betreuung von Kindern im Vorschul- und Schulalter in privaten oder öffentlichen Einrichtungen (Krippen, Kindertagesstätten, Tageskindergärten, Tagesstrukturen, Tagesschulen) oder in Tagesfamilien, sofern diese in einer Trägerschaft mit Rechtspersönlichkeit organisiert sind;
- c. Politik der frühen Förderung von Kindern: sämtliche Angebote, die allen Kindern im Vorschulalter und ihren Bezugspersonen offenstehen und die Lern- und Entwicklungsprozesse dieser Kinder unterstützen und ihnen ein sicheres und gesundes Aufwachsen ermöglichen.

2. Abschnitt Titel

Bundesbeitrag an die Kosten der Eltern für die familienergänzende Kinderbetreuung

Art. 4 Titel

Grundsätze

Art. 4 Abs. 1

Der Bund beteiligt sich an den Kosten der Eltern für die familienergänzende Kinderbetreuung, damit diese eine Erwerbstätigkeit ausüben oder eine Ausbildung absolvieren können. Der Bundesrat legt den kumulierten Mindestbeschäftigungsgrad der beiden Eltern fest, der den Anspruch auf den Bundesbeitrag begründet.

Art. 4 Abs. 2

Für jedes Kind von der Geburt bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit der Primarstufe (8P Harmos) besteht Anspruch auf einen Bundesbeitrag, sofern es institutionell betreut wird.

Art. 4 Abs. 3

Der Bundesbeitrag kommt zu allfälligen Beiträgen der Kantone und Gemeinden, einschliesslich der gesetzlich vorgeschriebenen Arbeitgeberbeiträge, hinzu.

Art. 5 Titel

Anspruchsberechtigte

Art. 5 Abs. 1

Anspruch auf den Bundesbeitrag haben die Eltern, soweit sie die Kosten der institutionellen familienergänzenden Kinderbetreuung tragen.

Art. 5 Abs. 2

Trägt eine andere Person die Kosten der institutionellen familienergänzenden Kinderbetreuung, so geht der Anspruch auf diese Person über.

Art. 5 Abs. 3

Für das gleiche Kind wird nur ein Bundesbeitrag ausgerichtet.

Art. 6 Titel

Kinder im Ausland

Art. 6 Text

Für im Ausland institutionell betreute Kinder besteht nur ein Anspruch auf einen Bundesbeitrag, sofern zwischenstaatliche Vereinbarungen dies vorsehen.

Art. 7 Titel

Bundesbeitrag

Art. 7 Abs. 1

Der Bundesbeitrag bemisst sich nach den durchschnittlichen Kosten eines familienergänzenden Betreuungsplatzes in der Schweiz. Er entspricht jedoch höchstens 20 Prozent dieser Kosten.

Art. 7 Abs. 2

Die Höhe des Bundesbeitrags richtet sich nach der tatsächlichen Inanspruchnahme der institutionellen familienergänzenden Kinderbetreuung.

Art. 7 Abs. 3

Der Bundesbeitrag für ein Kind mit Behinderungen ist höher, wenn die Vollkosten für die institutionelle familienergänzende Betreuung aufgrund der Behinderung des Kindes höher ausfallen.

Art. 7 Abs. 4

Der Bundesrat regelt die Berechnung des Bundesbeitrags und legt fest, welche Daten die Kantone dem Bund hierfür in standardisierter Weise zur Verfügung stellen müssen. Dabei berücksichtigt er die unterschiedlichen Arten der institutionellen Betreuung.

AB 2024 N 1900 / BO 2024 N 1900

Art. 7 Abs. 5

Er regelt die Berechnung des Bundesbeitrags für im Ausland institutionell familienergänzend betreute Kinder.

Art. 8 Titel

Kürzung des Bundesbeitrags

**Art. 8 Abs. 1**

Der Bundesbeitrag wird alle vier Jahre linear gekürzt, sofern die Summe der Beiträge an die institutionelle familienergänzende Kinderbetreuung im Wohnsitzkanton des Kindes einen landesweit einheitlichen Schwellenwert unterschreitet. Der Bundesbeitrag darf jedoch 10 Prozent der Kosten nach Artikel 7 Absatz 1 nicht unterschreiten.

Art. 8 Abs. 2

Die Summe der Beiträge im Kanton bemisst sich nach der Höhe des durchschnittlichen Jahresbetrags der im Kanton ausbezahlten Beiträge pro Kind unter 16 Jahren.

Art. 8 Abs. 3

Dieser Jahresbetrag umfasst die Beiträge des Kantons und seiner Gemeinden sowie die gesetzlich vorgeschriebenen Beiträge der Arbeitgeber zur Senkung der Kosten der Eltern für die institutionelle familienergänzende Kinderbetreuung.

Art. 9 Titel

Festlegung des Schwellenwerts

Art. 9 Abs. 1

Der Bundesrat legt den Schwellenwert so fest, dass die Kantone einen Anreiz haben, die kantonalen Beiträge zu erhöhen.

Art. 9 Abs. 2

Er legt fest, welche Daten die Kantone dem Bund für die Festlegung des Schwellenwerts und für eine allfällige Kürzung des Bundesbeitrags in standardisierter Weise zur Verfügung stellen müssen.

Art. 9 Abs. 3

Er passt den Schwellenwert alle vier Jahre an.

Art. 9 Abs. 4

Das Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) berechnet gestützt auf den Schwellenwert die allfällige Kürzung des Bundesbeitrags pro Kanton.

Art. 10 Titel

Überentschädigung

Art. 10 Abs. 1

Der Bundesbeitrag darf nicht zu einer Überentschädigung der Eltern führen.

Art. 10 Abs. 2

Eine Überentschädigung liegt in dem Masse vor, in dem der Bundesbeitrag die von den Eltern selbst getragenen tatsächlichen Kosten für die familienergänzende Kinderbetreuung übersteigt.

Art. 10 Abs. 3

Der Bundesbeitrag wird um den Betrag der Überentschädigung gekürzt.

Art. 11 Titel

Gewährung des Bundesbeitrags an die Anspruchsberechtigten

Art. 11 Abs. 1

Der Bundesbeitrag ist den Anspruchsberechtigten in der Regel monatlich zu gewähren.

Art. 11 Abs. 2

Zuständig für die Gewährung des Bundesbeitrags ist der Kanton, in dem das Kind seinen Wohnsitz hat.

Art. 11 Abs. 3

Die Kantone legen das Verfahren für die Gewährung der Bundesbeiträge fest und bestimmen die zuständige Stelle.

Art. 11 Abs. 4

Sie können die Gewährung der Bundesbeiträge an die Gemeinden, an öffentlich-rechtliche Körperschaften oder an private Körperschaften übertragen. Sie sorgen dafür, dass die Bundesbeiträge unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen gewährt werden.

Art. 11 Abs. 5

Der Bundesrat kann zum Verfahren Vorgaben machen.

Art. 12 Titel

Rückerstattung der Bundesbeiträge an die Kantone

Art. 12 Abs. 1

Die Kantone übermitteln dem BSV in standardisierter Weise eine Abrechnung über die im Kanton gewährten Bundesbeiträge und beantragen deren Rückerstattung.



Art. 12 Abs. 2

Das BSV verfügt die dem jeweiligen Kanton zustehende finanzielle Beteiligung des Bundes und richtet ihm diese aus.

3. Abschnitt Titel

Programmvereinbarungen

Art. 13 Titel

Finanzhilfen an Kantone und Dritte

Art. 13 Abs. 1

Der Bund kann den Kantonen auf der Grundlage von Programmvereinbarungen globale Finanzhilfen gewähren zur Weiterentwicklung der familienergänzenden Kinderbetreuung. Er kann damit Folgendes unterstützen:

- a. die Schaffung von familienergänzenden Betreuungsplätzen für Kinder im Vorschul- und Schulalter sowie für Kinder mit Behinderungen im Vorschulalter zur Schliessung von Angebotslücken;
- b. Massnahmen zur besseren Abstimmung der familienergänzenden Betreuungsangebote auf die Bedürfnisse der Eltern insbesondere hinsichtlich der Erweiterung und Flexibilisierung der Betreuungszeiten;
- c. Massnahmen zur Verbesserung der pädagogischen und betrieblichen Qualität der Angebote der familienergänzenden Kinderbetreuung. Diese orientieren sich an den gültigen Empfehlungen zur Qualität der familienergänzenden Kinderbetreuung der zuständigen interkantonalen Konferenzen.

Art. 13 Abs. 2

Er kann den Kantonen auf der Grundlage von Programmvereinbarungen globale Finanzhilfen gewähren für Massnahmen zur Weiterentwicklung ihrer Politik der frühen Förderung von Kindern.

Art. 13 Abs. 3

Die Programmvereinbarungen beinhalten insbesondere die von Bund und Kantonen gemeinsam festgelegten Ziele sowie die finanzielle Beteiligung des Bundes.

Art. 13 Abs. 4

Der Bund kann Kantonen oder Dritten Finanzhilfen für Programme und Projekte von nationaler oder sprachregionaler Bedeutung gewähren, die dem Zweck des Gesetzes entsprechen.

Art. 14 Titel

Verfügbare Mittel

Art. 14 Abs. 1

Die Bundesversammlung beschliesst für die Finanzhilfen nach diesem Abschnitt mehrjährige Verpflichtungskredite.

Art. 14 Abs. 2

Der Bund gewährt die Finanzhilfen im Rahmen der bewilligten Kredite.

Art. 15 Titel

Bemessung der Finanzhilfen an Kantone

Art. 15 Text

Die Finanzhilfen decken höchstens 50 Prozent der Ausgaben des Kantons für die Massnahmen nach Artikel 13.

Art. 16 Titel

Verfahren

Art. 16 Abs. 1

Den Kantonen werden Finanzhilfen grundsätzlich mittels vierjährigen Programmvereinbarungen gewährt.

Art. 16 Abs. 2

Der Bundesrat legt den Beginn der ersten Vertragsperiode fest. Er regelt den Informations- und Erfahrungsaustausch mit den Kantonen und weiteren relevanten Akteuren.

4. Abschnitt Titel

Statistik, Verhältnis zum europäischen Recht, Evaluation

Art. 17 Titel

Statistik

Art. 17 Abs. 1

Das Bundesamt für Statistik erstellt in Zusammenarbeit mit den Kantonen harmonisierte Statistiken in den Bereichen der familienergänzenden Kinderbetreuung sowie der Politik der frühen Förderung von Kindern.

AB 2024 N 1901 / BO 2024 N 1901

Art. 17 Abs. 2

Die Kantone stellen die dazu notwendigen Daten in standardisierter Form zur Verfügung.

**Art. 18 Titel**

Verhältnis zum europäischen Recht

Art. 18 Abs. 1

In Bezug auf Personen, für die die Rechtsvorschriften der sozialen Sicherheit der Schweiz oder eines oder mehrerer EU-Mitgliedstaaten gelten oder galten und die Staatsangehörige der Schweiz oder eines EU-Mitgliedstaates sind, auf Flüchtlinge oder Staatenlose mit Wohnort in der Schweiz oder einem EU-Mitgliedstaat sowie auf die Familienangehörigen und Hinterlassenen dieser Personen sind auf die Leistungen im Geltungsbereich dieses Gesetzes folgende Erlasse in der für die Schweiz verbindlichen Fassung von Anhang II, Abschnitt A, des Abkommens vom 21. Juni 1999 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft einerseits und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits über die Freizügigkeit (Freizügigkeitsabkommen) anwendbar:

- a. Verordnung (EG) Nr. 883/2004;
- b. Verordnung (EG) Nr. 987/2009;
- c. Verordnung (EWG) Nr. 1408/71;
- d. Verordnung (EWG) Nr. 574/72.

Art. 18 Abs. 2

In Bezug auf Personen, für die die Rechtsvorschriften der sozialen Sicherheit der Schweiz, Islands, Norwegens oder Liechtensteins gelten oder galten und die Staatsangehörige der Schweiz, Islands, Norwegens oder Liechtensteins sind oder die als Flüchtlinge oder Staatenlose Wohnort in der Schweiz oder auf dem Gebiet Islands, Norwegens oder Liechtensteins haben, sowie auf die Familienangehörigen und Hinterlassenen dieser Personen sind auf die Leistungen im Geltungsbereich dieses Gesetzes folgende Erlasse in der für die Schweiz verbindlichen Fassung von Anlage 2 zu Anhang K des Übereinkommens vom 4. Januar 1960 zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA-Übereinkommen) anwendbar:

- a. Verordnung (EG) Nr. 883/2004;
- b. Verordnung (EG) Nr. 987/2009;
- c. Verordnung (EWG) Nr. 1408/71;
- d. Verordnung (EWG) Nr. 574/72.

Art. 18 Abs. 3

Der Bundesrat passt die Verweise auf die in den Absätzen 1 und 2 aufgeführten Rechtsakte der Europäischen Union jeweils an, wenn eine Anpassung des Anhangs II des Freizügigkeitsabkommens und der Anlage 2 zu Anhang K des EFTA-Übereinkommens beschlossen wurde.

Art. 18 Abs. 4

Die Ausdrücke "Mitgliedstaaten der Europäischen Union", "Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft", "Staaten der Europäischen Union" und "Staaten der Europäischen Gemeinschaft" im vorliegenden Gesetz bezeichnen die Staaten, für die das Freizügigkeitsabkommen gilt.

Art. 19 Titel

Evaluation

Art. 19 Text

Das BSV überprüft regelmässig die Auswirkungen dieses Gesetzes und veröffentlicht die Ergebnisse.

5. Abschnitt Titel

Schlussbestimmungen

Art. 20 Titel

Ausführungsbestimmungen

Art. 20 Text

Der Bundesrat erlässt die Ausführungsbestimmungen.

Annexe**Proposition de la minorité III**

(Wermuth, Amoos, Badran Jacqueline, Bendahan, Widmer Céline)

Titre

Loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants et aux cantons dans leur politique d'encouragement de la petite enfance

Préambule

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 67 alinéa 2 et 116 alinéa 1, de la Constitution, vu le rapport de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national du 14



décembre 2022, vu l'avis du Conseil fédéral du 15 février 2023,
arrête:

Section 1 titre

Dispositions générales

Art. 1 titre

Buts

Art. 1 al. 1

Par la présente loi, la Confédération entend améliorer:

- a. la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ou entre vie familiale et formation;
- b. l'égalité des chances pour les enfants d'âge préscolaire.

Art. 1 al. 2

Dans ce but, elle accorde des contributions financières visant à:

- a. baisser les frais à la charge des parents pour l'accueil extrafamilial pour enfants;
- b. combler les lacunes dans l'offre d'accueil extrafamilial pour enfants;
- c. améliorer la qualité de l'offre d'accueil extrafamilial pour enfants;
- d. aider les cantons à développer leur politique d'encouragement de la petite enfance.

Art. 2 titre

Champ d'application

Art. 2 texte

La présente loi s'applique:

- a. à l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire du degré primaire (8P Harmos);
- b. aux mesures pour le développement de la politique d'encouragement de la petite enfance dans les cantons.

Art. 3 titre

Définitions

Art. 3 texte

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. accueil extrafamilial pour enfants: la prise en charge régulière d'enfants en âge préscolaire ou scolaire par des tiers qui permet aux parents d'exercer une activité lucrative ou de suivre une formation;
- b. garde institutionnelle: la prise en charge régulière des enfants en âge pré- scolaire ou en âge scolaire dans des structures privées ou publiques (crèches, garderies, école maternelle à horaire continu, accueil parascolaire, unités d'accueil pour écoliers) ou dans des familles d'accueil de jour dès lors qu'elles sont organisées sous la forme d'un organisme doté de la personnalité juridique;
- c. politique d'encouragement de la petite enfance: l'ensemble des offres ouvertes à tous les enfants d'âge préscolaire et à leurs personnes de référence qui soutiennent les processus d'apprentissage et de développement de ces enfants et qui leur permettent de grandir dans un environnement sûr et sain.

Section 2 titre

Contribution de la Confédération aux frais à la charge des parents pour l'accueil extrafamilial pour enfants

Art. 4 titre

Principes

Art. 4 al. 1

La Confédération participe aux frais à la charge des parents pour l'accueil extrafamilial pour enfants afin de permettre aux parents d'exercer une activité lucrative ou de poursuivre une formation. Le Conseil fédéral fixe le taux d'activité cumulé minimal des deux parents, qui ouvre le droit à la contribution de la Confédération.

Art. 4 al. 2

Chaque enfant donne droit de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire du degré primaire (8P Harmos) à une contribution de la Confédération pour autant que l'enfant soit pris en charge dans un cadre institutionnel.

AB 2024 N 1902 / BO 2024 N 1902

Art. 4 al. 3

La contribution de la Confédération s'ajoute aux éventuelles contributions des cantons et des communes, y compris les contributions des employeurs prescrites légalement.

Art. 5 titre

Ayants droit

*Art. 5 al. 1*

Les ayants droit à la contribution de la Confédération sont les parents, dans la mesure où ils assument les frais de l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel.

Art. 5 al. 2

Si une autre personne assume les frais de l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel, c'est à elle que revient le droit à la contribution de la Confédération.

Art. 5 al. 3

Le même enfant ne donne droit qu'à une seule contribution.

Art. 6 titre

Ayants droit

Art. 6 texte

Les enfants pris en charge à l'étranger dans un cadre institutionnel ne donnent droit à la contribution de la Confédération que si une convention internationale le prévoit.

Art. 7 titre

Contribution de la Confédération

Art. 7 al. 1

La contribution de la Confédération se calcule en fonction des coûts moyens d'une place d'accueil extrafamilial en Suisse. Elle ne peut toutefois pas être supérieure à 20 pour cent de ces coûts.

Art. 7 al. 2

Le montant de la contribution de la Confédération est fonction du recours effectif à l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel.

Art. 7 al. 3

La contribution de la Confédération versée pour un enfant en situation de handicap est d'un montant supérieur pour autant que le handicap de l'enfant occasionne, dans l'ensemble, des frais plus élevés pour l'accueil extrafamilial dans un cadre institutionnel.

Art. 7 al. 4

Le Conseil fédéral règle le calcul de la contribution de la Confédération et détermine les données que les cantons doivent mettre à cet effet à disposition de la Confédération de manière standardisée. Pour ce faire, il tient compte des différents types de gardes institutionnelles.

Art. 7 al. 5

Il règle le calcul de la contribution de la Confédération pour les enfants pris en charge à l'étranger dans un cadre institutionnel.

Art. 8 titre

Réduction de la contribution de la Confédération

Art. 8 al. 1

La contribution de la Confédération est réduite de manière linéaire tous les quatre ans si la somme des contributions à l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel versées dans le canton de domicile de l'enfant tombe sous une certaine valeur seuil définie de manière uniforme au niveau national. La contribution de la Confédération ne peut toutefois pas être inférieure à 10 pour cent des coûts moyens selon l'article 7 alinéa 1.

Art. 8 al. 2

La somme des contributions versées dans un canton se base sur le montant annuel moyen des contributions versées au sein de ce canton par enfant âgé de moins de 16 ans.

Art. 8 al. 3

Ce montant annuel comprend l'ensemble des contributions versées par le canton et ses communes ainsi que les contributions des employeurs prescrites par la loi qui visent à réduire les frais à la charge des parents pour l'accueil extrafamilial pour enfants dans un cadre institutionnel.

Art. 9 titre

Fixation de la valeur seuil

Art. 9 al. 1

Le Conseil fédéral fixe la valeur seuil de manière à ce que les cantons soient incités à augmenter les contributions cantonales.

Art. 9 al. 2

Il détermine les données que les cantons doivent mettre à disposition de la Confédération de manière standardisée afin de fixer la valeur seuil et de réduire éventuellement la contribution de la Confédération.



Art. 9 al. 3

Il adapte la valeur seuil tous les quatre ans.

Art. 9 al. 4

L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) calcule, sur la base de la valeur seuil, l'éventuelle réduction de la contribution fédérale par canton.

Art. 10 titre

Surindemnisation

Art. 10 al. 1

Le versement de la contribution de la Confédération ne doit pas conduire à une surindemnisation des parents.

Art. 10 al. 2

Il y a surindemnisation dans la mesure où la contribution de la Confédération dépasse les frais effectivement engagés par les parents pour l'accueil extrafamilial pour enfants.

Art. 10 al. 3

La contribution de la Confédération est réduite du montant de la surindemnisation.

Art. 11 titre

Octroi de la contribution de la Confédération aux ayants droit

Art. 11 al. 1

En règle générale, la contribution de la Confédération est versée mensuellement aux ayants droit.

Art. 11 al. 2

Le canton dans lequel l'enfant est domicilié est compétent pour l'octroi de la contribution de la Confédération.

Art. 11 al. 3

Les cantons définissent la procédure pour l'octroi des contributions fédérales et désignent l'organe compétent.

Art. 11 al. 4

Ils peuvent déléguer l'octroi de la contribution de la Confédération aux communes, à une organisation de droit public ou à une organisation de droit privé. Ils veillent à ce que l'octroi de la contribution de la Confédération soit effectué dans le respect des dispositions légales.

Art. 11 al. 5

Le Conseil fédéral peut édicter des directives concernant la procédure.

Art. 12 titre

Remboursement de la contribution de la Confédération

Art. 12 al. 1

Les cantons adressent à l'OFAS de manière standardisée un décompte des contributions de la Confédération versées dans le canton et en demandent le remboursement.

Art. 12 al. 2

L'OFAS statue par voie de décision sur le montant de la participation financière de la Confédération due à chaque canton et verse à ce dernier le montant correspondant.

Section 3 titre

Conventions-programmes

Art. 13 titre

Aides financières aux cantons et à des tiers

Art. 13 al. 1

La Confédération peut allouer aux cantons des aides financières globales sur la base de conventions-programmes visant le développement de l'accueil extrafamilial pour enfants. Elle peut ainsi soutenir:

- la création de places d'accueil extrafamilial pour des enfants d'âge préscolaire et scolaire ainsi que pour des enfants en situation de handicap d'âge préscolaire afin de combler les lacunes dans l'offre d'accueil;
- des mesures visant une meilleure adéquation des offres d'accueil extrafamilial pour enfants aux besoins des parents, en particulier en matière d'élargissement et de flexibilité des heures de prise en charge;
- des mesures visant l'amélioration de la qualité des offres d'accueil extrafamilial pour enfants sous ses aspects pédagogiques et structurels. Ces mesures se basent sur les recommandations en vigueur en matière de qualité de l'accueil extrafamilial qui ont été élaborées par les conférences intercantionales compétentes.

AB 2024 N 1903 / BO 2024 N 1903

Art. 13 al. 2

Elle peut allouer aux cantons des aides financières globales sur la base de conventions-programmes pour des mesures visant le développement de leur politique d'encouragement de la petite enfance.



Art. 13 al. 3

Les conventions-programmes incluent en particulier les buts fixés conjointement par la Confédération et les cantons ainsi que la participation financière de la Confédération.

Art. 13 al. 4

La Confédération peut allouer aux cantons ou à des tiers des aides financières pour des programmes et projets importants au niveau national ou au niveau d'une région linguistique qui correspondent aux buts de la loi.

Art. 14 titre

Moyens à disposition

Art. 14 al. 1

L'Assemblée fédérale vote des crédits d'engagement pluriannuels pour les aides financières visées par la présente section.

Art. 14 al. 2

La Confédération alloue les aides financières dans la limite des crédits ouverts.

Art. 15 titre

Calcul des aides financières pour les cantons

Art. 15 texte

Les aides financières couvrent au maximum 50 pour cent des dépenses du canton pour les mesures visées à l'article 13.

Art. 16 titre

Procédure

Art. 16 al. 1

Les aides financières sont allouées aux cantons sur la base de conventions-programmes d'une durée en principe de quatre ans.

Art. 16 al. 2

Le Conseil fédéral fixe le début de la première période contractuelle. Il règle l'échange d'informations et d'expériences avec les cantons et les autres acteurs concernés.

Section 4 titre

Statistiques, relation avec le droit européen, évaluation

Art. 17 titre

Statistiques

Art. 17 al. 1

L'Office fédéral de la statistique établit en collaboration avec les cantons des statistiques harmonisées sur l'accueil extrafamilial pour enfants et dans le domaine de la politique d'encouragement de la petite enfance.

Art. 17 al. 2

Les cantons mettent à sa disposition les données standardisées nécessaires.

Art. 18 titre

Relation avec le droit européen

Art. 18 al. 1

Pour les personnes qui sont ou qui ont été soumises à la législation sur la sécurité sociale de la Suisse ou d'un ou de plusieurs Etats de l'Union européenne et qui sont des ressortissants suisses ou des ressortissants de l'un des Etats de l'Union européenne, pour les réfugiés ou les apatrides qui résident en Suisse ou dans un Etat de l'Union européenne, ainsi que pour les membres de la famille et les survivants de ces personnes, les actes ci-après, dans la version qui lie la Suisse en vertu de l'annexe II, section A, de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (accord sur la libre circulation des personnes) sont applicables aux prestations comprises dans le champ d'application de la présente loi:

- a. le règlement (CE) no 883/2004;
- b. le règlement (CE) no 987/2009;
- c. le règlement (CEE) no 1408/71;
- d. le règlement (CEE) no 574/72.

Art. 18 al. 2

Pour les personnes qui sont ou qui ont été soumises à la législation sur la sécurité sociale de la Suisse, de l'Islande, de la Norvège ou du Liechtenstein et qui sont des ressortissants suisses ou des ressortissants de l'Islande, de la Norvège ou du Liechtenstein, ou qui résident en tant que réfugiés ou apatrides en Suisse ou sur le territoire de l'Islande, de la Norvège ou du Liechtenstein, ainsi que pour les membres de la famille et les survivants de ces personnes, les actes ci-après, dans la version qui lie la Suisse en vertu de l'appendice



2 de l'annexe K de la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange⁹ (convention AELE) sont applicables aux prestations comprises dans le champ d'application de la présente loi:

- a. le règlement (CE) no 883/2004;
- b. le règlement (CE) no 987/2009;
- c. le règlement (CEE) no 1408/71;
- d. le règlement (CEE) no 574/72.

Art. 18 al. 3

Le Conseil fédéral adapte les renvois aux actes de l'Union européenne visés aux alinéas 1 et 2 chaque fois qu'une modification de l'annexe II de l'accord sur la libre circulation des personnes ou de l'appendice 2 de l'annexe K de la convention AELE est adoptée.

Art. 18 al. 4

Les expressions "Etats membres de l'Union européenne", "Etats membres de la Communauté européenne", "Etats de l'Union européenne" et "Etats de la Communauté européenne" figurant dans la présente loi désignent les Etats auxquels s'applique l'accord sur la libre circulation des personnes.

Art. 19 titre

Evaluation

Art. 19 texte

L'OFAS évalue régulièrement les effets de la présente loi et publie les résultats.

Section 5 titre

Dispositions finales

Art. 20 titre

Dispositions d'exécution

Art. 20 texte

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Antrag der Minderheit III (Wermuth) wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 abgelehnt.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.026/29643)

Für Annahme des Entwurfes ... 98 Stimmen

Dagegen ... 93 Stimmen

(1 Enthaltung)

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)"

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)"

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Ordnungsantrag der Kommission

Die Beratung des Bundesbeschlusses über die Volksinitiative "Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" ist nach der allgemeinen Aussprache zu unterbrechen, bis die Beratung über den indirekten Gegenvorschlag abgeschlossen ist.

Motion d'ordre de la commission

Interrompre l'examen de l'arrêté fédéral sur l'initiative populaire "Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)" après le débat général jusqu'à ce que l'examen du contre-projet indirect soit achevé.



Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Kommission beantragt, die Beratung der Volksinitiative zu sistieren, bis die Beratung des indirekten Gegenvorschlags abgeschlossen ist.

Angenommen – Adopté

Antrag der Kommission

Falls der Nationalrat den indirekten Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)" in der Gesamtabstimmung annimmt, wird die Behandlungsfrist der Volksinitiative gemäss Artikel 105 Absatz 1 ParlG um ein Jahr, d. h. bis zum 8. März 2026, verlängert.

Proposition de la commission

Dans le mesure où le Conseil national approuve dans le vote sur l'ensemble le contre-projet indirect à l'initiative populaire "Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)", le délai imparti pour traiter l'initiative populaire selon l'article 105 alinéa 1 LParl est prorogé d'un an, soit jusqu'au 8 mars 2026.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Kommission beantragt eine Fristverlängerung um ein Jahr, das heisst bis zum 8. März 2026.

Angenommen – Adopté

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBI 2024 589)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2024 589)

Angenommen – Adopté



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Frist – Délai

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Die Kommission beantragt ohne Gegenstimme, die Frist für die Behandlung der Steuergerechtigkeits-Initiative um ein Jahr, das heisst bis zum 8. März 2026, zu verlängern.

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Am 8. September 2022 wurde die Steuergerechtigkeits-Initiative eingereicht, welche die Einführung einer zivilstandsunabhängigen Besteuerung und die Abschaffung der Heiratsstrafe verlangt. Sie ist mit 112 218 gültigen Unterschriften zustande gekommen. Gemäss Artikel 100 des Parlamentsgesetzes hat das Parlament nach Einreichung einer Volksinitiative 30 Monate Zeit, um die Initiative Volk und Ständen zur Annahme oder zur Ablehnung zu empfehlen. Im vorliegenden Fall würde die Frist bis zum 8. März 2025 laufen. Allerdings kann diese Frist gemäss Artikel 105 Absatz 1 des Parlamentsgesetzes um ein Jahr verlängert werden, falls ein Rat über einen Gegenentwurf oder über einen mit der Volksinitiative eng zusammenhängenden Erlassentwurf Beschluss fasst.

Genau diese Situation ist hier gegeben. Der Bundesrat beantragt in seiner Botschaft vom 21. Februar 2024, die Ablehnung der Initiative zu empfehlen und stattdessen den indirekten Gegenvorschlag anzunehmen. Anlässlich der vergangenen Herbstsession hat der Nationalrat über den indirekten Gegenvorschlag, den sogenannten Entwurf 2, beraten und diesen angenommen. In Bezug auf die Volksinitiative, den Entwurf 1, hat er





hingegen beschlossen, die Beratung zu sistieren. Dementsprechend hat der Nationalrat die hier beantragte Fristverlängerung bereits angenommen.

Aufgrund dieser Ausgangslage beantragen wir ebenfalls, die Frist bis zum 8. März 2026 zu verlängern. Selbstverständlich soll aber die Beratung nicht auf die lange Bank geschoben

AB 2024 S 1242 / BO 2024 E 1242

werden. Es ist vorgesehen, dass wir anlässlich der kommenden Frühjahrssession über den Entwurf 2 beraten werden; dies, weil die Schlussabstimmung zum Gegenvorschlag spätestens in der Sommersession 2025 erfolgen muss, damit noch genügend Zeit für die Beratung der Abstimmungsempfehlung zur Volksinitiative bleibt.

Die Behandlungsfrist des Geschäftes wird verlängert
Le délai de traitement de l'objet est prorogé



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung
2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle**

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Salzmann, Bischof, Ettlin Erich, Germann, Hegglin Peter, Regazzi)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Salzmann, Bischof, Ettlin Erich, Germann, Hegglin Peter, Regazzi)
Ne pas entrer en matière





Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Ich denke, viele von Ihnen können sich noch an 1984 erinnern. Die Jüngsten unter uns können das vermutlich nicht, weil sie noch in der Wiege lagen oder noch gar nicht da waren. Aber ich kann Ihnen sagen: Leon Schlumpf wirkte damals als Schweizer Bundespräsident, und die Sowjetunion wagte mit Gorbatschow erste Annäherungen an den Westen. Über den Atlantik hinweg markierten die britische Premierministerin Margaret Thatcher und US-Präsident Ronald Reagan ein Band unerschütterlicher Treue zwischen der Alten und der Neuen Welt – eine Welt von gestern, die in tiefer Vergangenheit liegt. Und doch gibt es eine Pendenz aus diesem Jahr 1984, die sich eben bis heute hinübergerettet hat. Denn in diesem Jahr hielt das Bundesgericht fest, dass bei der Individualbesteuerung zur Wahrung der Verfassungsmässigkeit Korrektive zugunsten der Einverdiener-Ehepaare vorzusehen sind, sprich: Die Heiratsstrafe ist nicht verfassungsmässig. In den folgenden vier Jahrzehnten entstand ein langes Ringen um deren Abschaffung. Seit rund 25 Jahren gibt es dabei zahlreiche Vorschläge, die breit diskutiert und verworfen wurden. Sie finden in der bundesrätlichen Botschaft die einzelnen Etappen dieses Weges dargestellt.

AB 2025 S 29 / BO 2025 E 29

Dies bildete den Ausgangspunkt für die von den FDP-Frauen lancierte Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung", kurz Steuergerechtigkeits-Initiative. Diese wurde am 8. September 2022 mit 112 218 gültigen Unterschriften eingereicht. Sie verlangt die Einführung einer zivilstandsunabhängigen Besteuerung und damit die Abschaffung der Heiratsstrafe. Zugleich sollen auf diese Weise die Erwerbsanreize für Zweitverdienende erhöht und die Gleichstellung von Mann und Frau verbessert werden. Noch im Herbst 2022 wurde vom Parlament die Verabschiedung einer Botschaft zur Einführung der Individualbesteuerung in die Legislaturplanung aufgenommen.

Der Bundesrat beantragt die Ablehnung dieser Initiative und hat an deren Stelle einen indirekten Gegenvorschlag eingebracht. Der Nationalrat ist anlässlich der letzten Herbstsession auf den Gegenvorschlag eingetreten und hat ihn mit 98 zu 93 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen. Die Abstimmungsempfehlung zur Volksinitiative selbst hat er ausgesetzt, um dann in Kenntnis des definitiven Entwurfes darüber zu befinden. Unsererseits haben wir anlässlich der letzten Wintersession die Frist zur Behandlung der Volksinitiative bis zum 8. März 2026 verlängert.

Somit geht es nun vorliegend um den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates, das heisst um den Entwurf 2. Dieser geht mit dem Grundanliegen der Initiantinnen einig, möchte dieses aber direkt auf der Gesetzesstufe regeln. Damit könne das Anliegen der Initiative schneller umgesetzt werden. Dieser Entwurf sieht vor, dass alle Personen individuell besteuert werden, unabhängig vom jeweiligen Zivilstand. Dabei sollen bei verheirateten Personen Einkommen und Vermögen nach den zivilrechtlichen Verhältnissen aufgeteilt werden, wie dies bei unverheirateten Paaren schon heute der Fall ist. Dabei wird die Individualbesteuerung für alle drei staatlichen Ebenen vorgesehen.

Der Tarif der direkten Bundessteuer soll angepasst werden, und zwar durch eine Senkung der Steuersätze für tiefe und mittlere Einkommen. Der Grundfreibetrag wird erhöht, und der Betrag, bei dem der Maximalsteuersatz von 11,5 Prozent erreicht wird, wird gesenkt. Zwar verstärken diese Anpassungen die Progression des Tarifs, doch steht dem eine Abschwächung der Progression gegenüber – namentlich bei Zweiverdiener-Ehepaaren mit relativ gleichmässiger Einkommensaufteilung –, die durch den Systemwechsel entsteht. Ziel dieser Tarifanpassung ist eine gleichmässige Entlastungswirkung der Reform über alle Einkommensklassen hinweg.

Zu den Auswirkungen der Initiative: Bezogen auf das Steuerjahr 2024 rechnet der Bundesrat bei der direkten Bundessteuer mit jährlich rund 1 Milliarde Franken Mindereinnahmen. Davon würde der Bund etwa 800 Millionen Franken tragen, die Kantone etwa 200 Millionen Franken. Auf diese Zahl werden wir gegebenenfalls bei der Detailberatung zurückkommen.

Mit diesem Systemwechsel wäre der Kreis der Steuerpflichtigen, die eine steuerliche Entlastung erfahren, wesentlich grösser als der Kreis derjenigen, die eine Mehrbelastung erfahren. Eine Entlastung würden im Schnitt insbesondere Zweiverdiener-Ehepaare mit gleichmässiger Einkommensaufteilung erfahren, aber auch etwa Einverdiener-Ehepaare, Zweiverdiener-Ehepaare generell, Unverheiratete sowie Rentnerehepaare. Eine Mehrbelastung würde hingegen tendenziell bei Ehepaaren mit ungleicher Einkommensaufteilung entstehen, insbesondere bei Einverdiener-Ehepaaren mit Kindern und einem mittleren oder höheren Einkommen. Dies kann allerdings teilweise im Zusammenhang mit dem Kinderabzug korrigiert werden. Im Fall des Eintretens auf diese Vorlage würden diese Punkte in der Detailberatung ebenfalls behandelt werden.

Positive Effekte dieses Systemwechsels erwartet der Bundesrat etwa bei der Beschäftigung, insbesondere bei den potenziellen Zweitverdienern. Im jetzigen System wird ein allfälliges zweites Einkommen aufgrund des Grenzsteuersatzes belastet. Aus der Kombination einer substanziellen Senkung der Steuer- bzw. Grenz-



steuerbelastung und der höheren Elastizität des potenziellen Zweitverdienstes im Vergleich zum Erstverdienst resultiert ein stärkerer Beschäftigungseffekt. So viel vorerst zum Inhalt der Vorlage.

Unsere Kommission hat den indirekten Gegenvorschlag in drei Sitzungen beraten. Sie nahm dabei Kenntnis davon, dass die Finanzkommission unseres Rates vorgängig beantragte, die Steuergerechtigkeits-Initiative abzulehnen und auf den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates einzutreten. In der Folge hat unsere WAK im vergangenen Oktober zunächst die Vertreter der Kantone angehört. Nach einer allgemeinen Aussprache beschloss sie, die Verwaltung mit zusätzlichen Abklärungen und Berechnungen zu beauftragen. Die Antworten lagen an der Sitzung im Januar vor und wurden angeregt diskutiert. Dabei wurde mit 7 zu 6 Stimmen beschlossen, auf den Gegenvorschlag einzutreten. In der Detailberatung folgte unsere Kommission weitgehend den Beschlüssen des Nationalrates, mit zwei Änderungen. In diesen geht es einerseits um die Übertragung der kinderbezogenen Abzüge und die damit einhergehende Anpassung bei der Erhöhung derselben. Andererseits geht es darum, dass auch bei der getrennten Veranlagung von Ehepaaren eine gemeinsame Steuererklärung eingereicht werden kann. Dazu liegen auch Minderheitsanträge vor; wir werden gegebenenfalls in der Detailberatung darauf zurückkommen. In der Gesamtabstimmung wurde der Entwurf bei 6 zu 6 Stimmen mit Stichentscheid des Präsidenten angenommen.

Namens der Kommission beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten. Nach über vier Jahrzehnten mit zahlreichen Initiativen, Vorstössen und Abklärungen haben wir nun die Möglichkeit, die Heiratsstrafe zu beseitigen. Selbstverständlich gibt es verschiedene Modelle, um dies umzusetzen, und alle haben ihre Vor- und Nachteile. Mit dem Vorschlag der Individualbesteuerung wird aber ein kohärentes Modell vorgelegt. Der Gegenvorschlag greift dabei wichtige Ziele der Initiative auf. Dazu gehören, wie eingangs erwähnt, der Grundsatz der zivilstandsneutralen Besteuerung und Erwerbsanreize für Zweitverdienende. Mit Blick auf die gesellschaftlichen Veränderungen stellt ein zivilstandsneutrales Modell eine wichtige Perspektive für die Zukunft dar. Für künftige, teilweise noch zu diskutierende Familienmodelle stellt das Modell eine grundsätzliche Anschlussfähigkeit sicher, und die Erwerbsanreize wiederum erweisen sich in mehrfacher Hinsicht als vorteilhaft.

Vor dem Hintergrund, dass in vielen Branchen ein Fachkräftemangel herrscht, kann eine signifikante Anzahl an Vollzeitäquivalenten geschaffen werden. Aus der Verwaltung wurde dabei rückgemeldet, dass 27 000 Vollzeitäquivalente dem Basisszenario und 44 000 dem oberen Bereich der Bandbreite entsprechen. Dies dürfte zu einer zusätzlichen Lohnsumme von rund 3,6 Milliarden Franken führen. Die zusätzlichen Steuereinnahmen sind zwar schwierig abzuschätzen, doch dürften die zusätzlichen Sozialversicherungseinnahmen etwa 440 Millionen Franken betragen. Diese Anreize für Zweitverdiener stärken zudem auch die Chancengleichheit, denn damit wird nicht nur die finanzielle Unabhängigkeit, gerade auch im Fall einer Scheidung, sondern auch die individuelle Altersvorsorge gestärkt.

Entgegen der Position der Minderheit, die ihre Sichtweise noch darlegen wird, ist die Individualbesteuerung ein logisches, nachvollziehbares und praktikables Modell. Neben administrativen Aufwänden wird es auch Vereinfachungen geben, etwa mit dem Wegfall der Koordination der Dossiers von Ehe- und Konkubinatspaaren. Indem auch Abzüge und Tarife mehrheitlich wegfallen, wird der Prüfaufwand für die Steuerbehörden reduziert. Vor diesem Hintergrund beantrage ich Ihnen namens der Mehrheit unserer Kommission, auf den indirekten Gegenvorschlag einzutreten. Beenden wir den verfassungswidrigen Zustand und machen wir mit der Individualbesteuerung einen Schritt zu einem zukunftsfähigen Modell. Ich danke Ihnen, wenn Sie der Mehrheit folgen. An dieser Stelle äussere ich mich noch kurz zu den zwei weiteren Geschäften, die wir hier ebenfalls behandeln. Einerseits ist das die Botschaft vom 21. März 2018 zur Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer. Unser Rat wies diese zurück an den Bundesrat mit dem Auftrag, alternative Modelle vorzulegen, namentlich das im Kanton

AB 2025 S 30 / BO 2025 E 30

Waadt geltende Modell der Individualbesteuerung oder allenfalls weitere Modelle, die der Bundesrat als geeignet erachtet. Der Nationalrat stimmte der Rückweisung ebenfalls zu. Andererseits ist auch die Motion Markwalder zu behandeln. Diese sieht vor, dass der Bundesrat dem Parlament einen Gesetzentwurf vorlegen soll, welcher einen Systemwechsel hin zur zivilstandsunabhängigen Individualbesteuerung vorsieht. Der Nationalrat hat diese Motion in der Sommersession 2021 angenommen. Mit dem indirekten Gegenvorschlag, der nun vorliegt, ist der Auftrag der Bundesversammlung erfüllt sowie der Inhalt der Motion umgesetzt. Unsere Kommission empfiehlt Ihnen deshalb, die beiden Geschäfte 18.034 und 19.3630 abzuschreiben.

Salzmann Werner (V, BE): Ich bitte Sie im Namen der Minderheit, nicht auf den vorliegenden indirekten Gegenvorschlag zur Steuergerechtigkeits-Initiative einzutreten. Der indirekte Gegenvorschlag greift mit ungerechten Mitteln in die Lebensform der Familie ein, ist ineffizient und verursacht hohe Kosten bei den Kantonen.



Die Beschäftigungseffekte, die der Bundesrat prognostiziert, sind wirklich gering oder finden nicht statt. Weshalb? Der Bundesrat sagt, dass hochgerechnet etwa 10 000 bis 44 000 Vollzeitäquivalente mehr generiert würden. Es handelt sich um einen einmaligen Effekt. Basierend auf der Maximalvariante des Bundesrates – es ging um Frauen, die nur einen Tag mehr pro Woche, also 20 Prozent mehr, arbeiten würden –, würde dies 44 000 Vollzeitäquivalenten bzw. etwa 220 000 Frauen entsprechen. Nun, ist das viel oder ist das wenig? Die Schweiz hat 9 Millionen Einwohner; etwas mehr als die Hälfte davon sind Frauen. Etwa 60 Prozent von ihnen sind erwerbsfähig; das sind rund 2,7 Millionen Frauen. 220 000 von 2,7 Millionen Frauen entsprechen 8 Prozent. Beim Szenario des Bundesrates mit 10 000 Vollzeitäquivalenten, also beim tiefen Szenario, würden nur 2 Prozent der erwerbstätigen Frauen motiviert, mehr zu arbeiten.

Der Nutzen dieser Vorlage gemäss Berechnung des Bundesrates steht also, gelinde gesagt, in keinem Verhältnis zum Aufwand und zu den Kosten, die die Individualbesteuerung generiert. Der Bundesrat hat nie über die Kostenfolgen für die Kantone gesprochen. Man findet dazu keine Schätzung. Die Kantone Tessin und Aargau haben nun hochgerechnet, wie viele Steuerkommissäre notwendig wären, um schätzungsweise 85 000 bzw. 140 000 neue Veranlagungen zu bearbeiten. Im Kanton Tessin wären es bis zu 80 und im Kanton Aargau etwa 127 neue Steuerbeamte. Hochgerechnet auf die schweizweit 1,7 Millionen neuen Veranlagungen, die der Bundesrat uns vorrechnet, wären es zwischen 1000 und 1600 neue kantonale Steuerfachleute.

Wieso kommen die Kantone auf diese Mehrbelastung? Es wird mehr Personal auf den Steuerverwaltungen brauchen, weil bei Ehepaaren mit gemeinsamen Liegenschaften oder gemeinsamen Geschäften – natürliche Personen meine ich hier – nicht nur eine, sondern zwei zusätzliche Steuererklärungen generiert werden, weil eine Aufteilung der Erträge und Aufwände unter den Ehepaaren notwendig wird. Die gemeinsamen Vermögenswerte müssen güterrechtlich immer genau zugewiesen werden, wenn spätere Rechtsstreite verhindert werden sollen.

Dass die neuen Dossiers automatisch veranlagt werden können, ist eine absolute Utopie, denn die Einkommen werden immer mit dem Vermögenszuwachs verglichen. Kommt es bei den individuellen Steuererklärungen zu Abweichungen, werden Einkommen und Vermögenszuwachs manuell verglichen werden müssen. Somit entstehen eben mehr Dossiers, die in den Kantonen manuell bearbeitet werden müssen. Ich verweise noch auf die zusätzlichen Kosten, die bei Annahme des Einzelantrages Würth in Bezug auf die Auskunftspflicht bei Einsprachen entstehen. Das unterstreicht meine Auslegung. Die zusätzlichen Kosten für die Kantone belaufen sich somit, bei 100 000 bis 150 000 Franken Bruttoeinkommen pro Beamten, auf rund 100 bis 160 Millionen Franken. Dabei sind die Kosten der Umstellung auf die neue Informatik usw. nicht eingerechnet. Der einzige Beschäftigungseffekt, den ich hier sehe, ist der Zuwachs an Steuerbeamten in den Kantonen.

Die Individualbesteuerung soll die Schweiz gerechter machen. Der vorliegende Gegenvorschlag schafft aber bloss Ungerechtigkeiten. Er greift in die zivile Lebensform der Menschen ein, indem gewisse Familienmodelle benachteiligt werden. Familien, bei denen ein Elternteil viel verdient und der andere vor allem für die Kinder sorgt, müssten nach dem neuen Steuermodell massiv mehr Steuern zahlen als klassische Doppelverdiener. Die Vorlage zwingt die Leute nicht in die Scheidung, würde aber faktisch steuerlich die Trennung vollziehen.

Die schweizerische Gesetzgebung und das schweizerische Steuersystem gehen davon aus, dass die Familie, heutzutage der Haushalt – aufgrund der Ausdehnung des Ehebegriffs zählen auch gleichgeschlechtliche Paare dazu –, als ein Steuersubjekt einzustufen ist. Weshalb? Weil es sich aus zivilrechtlicher Sicht um eine Gemeinschaft handelt. Ein Ehepaar respektive ein gemeinsamer Haushalt gilt zivilrechtlich als ökonomische und bisher auch als steuerliche Gemeinschaft. Für mich als Steuerexperten ist das Steuerrecht wertfrei. "Wertfrei" bedeutet, dass das Steuerrecht keine besonderen Verhaltensweisen verursacht, sondern die Verhaltensweisen neutral, eben wertfrei, behandelt. Es sollte also keine Rolle spielen, ob der eine Partner 150 000 Franken verdient und der andere nichts, ob die Einkommensverteilung im Verhältnis von einem Drittel zu zwei Dritteln oder von einem Viertel zu drei Vierteln steht oder ob beide Partner je die Hälfte an das Haushaltseinkommen beitragen. Das steuerliche Ergebnis sollte wertfrei bleiben. Das ist der Sinn der Familien- respektive Haushaltsbesteuerung.

Die Individualbesteuerung hingegen ist nicht wertfrei. Das erklärte Ziel des Initiativkomitees erhöht den Anreiz für Zweiverdiener-Haushalte, das Arbeitspensum in etwa fifty-fifty aufzuteilen. Denn genau dort ist der Punkt, wo künftig die Steuerbelastung zu optimieren ist. Benachteiligt sind Familien mit traditioneller Arbeitsaufteilung, bei denen nur eine Person arbeitet. Die Individualbesteuerung ist deshalb nicht wertfrei, sondern meines Erachtens ein Frontalangriff auf die Ehe.

Absolut durchschaubar ist die Taktik, mit dem indirekten Gegenvorschlag nur eine Gesetzesänderung zu machen und damit den Rückzug der Initiative zu erwirken. Ergriffen wir gegen das Bundesgesetz über die Individualbesteuerung das Referendum, hätte dies eine Volksabstimmung mit einfachem Mehr zur Folge. Mit der Individualbesteuerung gemäss dem indirekten Gegenvorschlag wird somit in Kauf genommen, dass 26 Kanto-



ne mit einer Volksabstimmung ohne Ständemehr gezwungen werden, ihre kantonalen Steuersysteme massiv anzupassen und hohe Kosten zu übernehmen. Gerade deswegen ist die Finanzdirektorenkonferenz vehement gegen die Vorlage. Das Vorgehen ist mit Blick auf den Schweizer Föderalismus äusserst gewagt. Es wurden auch Fragen zur Verfassungsmässigkeit gestellt. Es fehlen die endgültigen Antworten. Das Bundesgericht stuft die Individualbesteuerung für Einverdiener-Ehepaare ebenfalls als problematisch ein.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie im Namen der grossen Minderheit – der Entscheid fiel mit 7 zu 6 Stimmen –, nicht auf den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates einzutreten.

Hegglin Peter (M-E, ZG): In der Regel beraten wir Geschäfte, die die aktuelle Situation in den Rechtsgebieten verbessern und/oder vorhandene Probleme lösen. Hier haben wir eine Vorlage, welche eine seit Jahrzehnten andauernde Verfassungswidrigkeit fortschreibt, ja sogar verstärkt. Es ist eine unendliche Geschichte, und wir sind daran, ein weiteres unrühmliches Kapitel zu schreiben. Dabei wäre es so einfach: Der Bund müsste sich nur den Kantonen anschliessen und auf deren Lösungen aufbauen. Die Kantone setzen die Lösungen seit Jahrzehnten um und haben die Heiratsstrafe abgeschafft.

In unserer Diskussion scheint nur die steuertechnisch ziemlich weit entfernte Frage zu zählen, ob man altmodisch für Splitting-Modelle oder fortschrittlich für die Individualbesteuerung sei. Das ursprüngliche Ziel, die Diskriminierung von Zweiverdiener-Ehepaaren im Vergleich zu unverheirateten Paaren, die schon viel zu lange besteht, zu

AB 2025 S 31 / BO 2025 E 31

beseitigen, scheint nur noch als Deckmantel zu dienen, um auf dem Buckel unserer Bürgerinnen und Bürger idealistische Ideen durchsetzen zu können. Sowohl die Initiative als auch der Gegenvorschlag des Bundesrates missachten Grundsätze, auf denen das Steuerrecht aufbaut, wie die Besteuerung nach der Steuerneutralität: dass Personen in vergleichbaren Situationen gleich zu behandeln sind; dass die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit berücksichtigt werden muss; dass die Steuern voraussetzungslos geschuldet sind; dass mit Steuern nicht gesellschaftspolitische Ziele anzustreben sind; dass das Steuersystem nicht unnötig zu verkomplizieren ist; dass berechnete Sozialabzüge nicht ins Leere fallen. Ebenso wird missachtet, dass die Steuererhebung effizient und möglichst unbürokratisch erfolgen muss; dass nicht unnötig eine gesamtschweizerische steuerpolitische Baustelle mit fundamentalen Fragen bei der Umsetzung eröffnet werden sollte, welche mindestens zehn Jahre andauern dürfte; dass die Kantone ihre verfassungskonformen Steuerregelungen durch schlechtere Regelungen ersetzen müssten; dass sie durch schlechte Vorgaben des Bundesparlamentes in ihrer Autonomie eingeschränkt würden und dass dadurch auch der Föderalismus leiden würde.

Wir sollen das Steuerrecht unnötig verkomplizieren und einen massiven Mehraufwand verursachen? Auf alle diese Kritikpunkte gibt es keine inhaltliche Antwort, es wird höchstens beschwichtigt, und Gegner der Individualbesteuerung werden als nicht mehr zeitgemäss hingestellt. Dabei gäbe es eine einfache, schnelle Lösung, um die derzeitige Ungerechtigkeit abzuschaffen, die einige Paare davon abhält, zu heiraten, und die einige Ehepartner davon abhält, zu arbeiten. Es gibt andere, bessere, einfachere und im bestehenden System schneller und einfacher umsetzbare Lösungen als die Individualbesteuerung.

Eine im letzten Jahr von der Mitte eingereichte Volksinitiative erwägt – wie auch der Bundesrat vor einigen Jahren – eine Doppelberechnung der Ehegattenbesteuerung nach der Gemeinschaftsbesteuerung und nach der Individualbesteuerung, wobei der jeweils niedrigere Steuerbetrag berücksichtigt werden soll. Leider liegt die entsprechende Botschaft des Bundesrates noch nicht vor. Ich glaube, sie kommt in den nächsten Tagen oder Wochen.

Der beste Weg wäre jedoch, die übermässige Progression der direkten Bundessteuer zu korrigieren und Splitting-Modelle analog kantonalen Lösungen einzuführen. Ein möglicher Kompromiss könnte das Waadtländer Modell mit den Familienquotienten sein: Der Steuersatz wird, wie beim Splitting, auf der Grundlage eines reduzierten Einkommens festgelegt, wobei ein Divisor verwendet wird, der die Anzahl Personen berücksichtigt, die den Haushalt bilden. Ein solches System ist einfach und schnell umsetzbar, es respektiert die Gleichheit zwischen verheirateten Paaren mit und verheirateten Paaren ohne Kinder und bleibt neutral in Bezug auf die Einkommensverteilung, ohne die eine Familienorganisation gegenüber einer anderen zu bevorzugen.

Leider versucht die Mehrheit einen anderen Weg zu gehen. Dabei wird es mit der Individualbesteuerung nie gelingen, den Unterschied, der zwischen zwei getrennt lebenden Personen und zwei Personen, die in einer Partnerschaft leben, bei der steuerlichen Leistungsfähigkeit besteht, angemessen zu berücksichtigen. Berechnungsbeispiele zeigen, dass Einverdiener-Ehepaare bei der Einführung der Individualbesteuerung das Dreieinhalbfache bis Fünffache an Steuern bezahlen müssten im Vergleich zu Zweiverdiener-Ehepaaren mit gleichem Einkommen. Mit der Steuerreform wird die Ungleichheit also sogar noch erhöht und nicht etwa reduziert. Eine



Ungerechtigkeit wird mit einer neuen Ungerechtigkeit zugedeckt.

Die Vorlage entspricht auch nicht dem Grundsatz der Steuerneutralität, dem zufolge Steuerabgaben die wirtschaftlichen Entscheidungen und die Lebensführungsentscheidungen der Steuerzahler nicht beeinflussen dürfen. Das Argument, dass die Ehe eine rein private Angelegenheit sein soll, kann auf die religiöse Ehe durchaus zutreffen. Bei der zivilen Ehe ist es aber nicht so. Sie soll rechtliche und öffentliche Wirkung entfalten. Bei der zivilrechtlichen Ehe besteht eine gesetzliche Verpflichtung des erwerbstätigen Ehegatten, für den Unterhalt der Familie, das schliesst neben den Kindern auch den Ehegatten ein, aufzukommen. Wenn der Bundesrat nicht mehr von der Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft ausgehen möchte, so müsste er jetzt diese Verpflichtung im ZGB aufheben. Andernfalls ist die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft zweier natürlicher Personen zu betrachten, wie das die meisten Ehegemeinschaften auch leben.

Selbst der Bundesrat sieht auf Seite 104 seiner Botschaft zur Individualbesteuerung diese Problematik und teilt die Ansicht, dass der verfassungsmässige Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit verletzt sei, wenn man ihn anhand der ehelichen Wirtschaftsgemeinschaft betrachte. Allerdings erachtet der Bundesrat entgegen der bisherigen Rechtsprechung diese Sichtweise nicht mehr als zeitgemäss – dies, nachdem wir erst kürzlich nach eingehender Diskussion die Ehe gestärkt und für alle ermöglicht haben. Diese Vorlage schafft die Ehe im Steuerrecht faktisch ab und missachtet damit auch den besonderen grundrechtlichen Schutz der Ehe.

Ein Hauptargument für den Bundesrat ist die Beschäftigungswirkung der Individualbesteuerung. 25 Prozent der Frauen sind nicht erwerbstätig. Viele der 75 Prozent erwerbstätigen Frauen arbeiten Teilzeit oder erzielen ein geringes Zweiteinkommen. Dieser Anteil soll mit steuerlichen Massnahmen gesteigert werden. Wörtlich schreibt der Bundesrat: "Das grösste Potenzial für Beschäftigungseffekte besteht daher bei verheirateten Zweitverdienerinnen und Zweitverdienern." Er unterbreitet uns eine Lenkungs-massnahme, eine Lenkungs-massnahme im Steuerrecht. Je nach Ausgestaltung meiner persönlichen Lebenssituation bekomme ich einen Bonus oder einen Malus, also sogenannte Social Credits.

Die Aufnahme von Arbeitstätigkeiten durch unsere Bürgerinnen und Bürger hängt im Wesentlichen aber nicht von steuerlichen, sondern von zahlreichen nicht steuerlichen Faktoren ab, wie etwa dem Stellenangebot, dem Arbeitsort, der wirtschaftlichen Unabhängigkeit oder den Kinderbetreuungsmöglichkeiten. Diejenigen, die diese Möglichkeit nicht haben oder sich bewusst dafür entscheiden, zugunsten ihrer Kinder mit nur einem Einkommen oder einem sehr kleinen Teilzeiterwerb auszukommen, werden steuerlich bestraft. Wollen wir denn nur noch Familien, deren Kinder nicht zuhause betreut werden? Ist es Aufgabe des Staates, dafür ein Malus- oder ein Bonussystem zu schaffen? Mir ist schleierhaft, wie unter liberalen Grundsätzen eine solche Haltung vertreten werden kann.

Mit der vorgesehenen Neuregelung des Kinderabzugs kann sodann bei Einverdiener-Ehepaaren diejenige Person, die das Einkommen erzielt, nur die Hälfte des Kinderabzugs geltend machen, obwohl sie in den meisten Fällen vollständig für den Unterhalt des Kindes und des Ehepartners aufkommt. Eine alleinerziehende Person mit gleichem Einkommen kann hingegen den ganzen Kinderabzug geltend machen. Auch hier sieht selbst der Bundesrat einen Verstoss gegen den Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Er rechtfertigt dies jedoch damit, dass dies zulässig sei, solange eine bestimmte Gruppe von Steuerpflichtigen in genereller Weise nicht wesentlich stärker belastet oder systematisch benachteiligt werde. Es ist aber eine krasse Ungleichbehandlung von Einverdienerfamilien oder Familien mit einem geringen Zweitverdienst. Wenn alle, die Kinder erziehen, Abzüge geltend machen können und die Ausfälle nicht höher sein sollen als vom Bundesrat geplant, darf der Kinderabzug nur auf 10 700 statt, wie vom Bundesrat vorgeschlagen, auf 12 000 Franken angehoben werden. Ansonsten würde der Steuerausfall rund 250 bis 300 Millionen Franken betragen. Es ist also nicht unwesentlich und sehr wohl substantiell. Es ist gar sehr substantiell, zumal nur die Einverdiener-Ehepaare oder die Ehepaare mit geringem Nebenverdienst diesen Ausfall zu zahlen hätten. Für mich ist unverständlich, dass die Linke den bundesrätlichen Entwurf unterstützt und vor allem den sozial Schwächeren den vollen Kinderabzug nicht ermöglichen möchte.

Ich komme noch auf den administrativen Aufwand zu sprechen, den die Vorlage verursacht. Sie führt, das wurde schon gesagt, zu rund 1,7 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen, die nicht isoliert veranlagt und beurteilt werden können,

AB 2025 S 32 / BO 2025 E 32

sondern umfangreiche Abklärungen zur Folge haben. Die Anträge sprechen für sich.

Aus all diesen Gründen empfehle ich Ihnen, nicht auf die Vorlage einzutreten. Sollten Sie trotzdem eintreten, dann mögen Sie doch die grössten Mängel in der Vorlage beseitigen. So sollte die gegenseitige Unterstützung der Ehepartner möglich sein, indem dafür Abzüge möglich sind. Zudem sollten auch Kinderabzüge möglich



sein, damit das nicht ins Leere fällt.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen, nicht einzutreten und der Minderheit zu folgen.

Herzog Eva (S, BS): Der Berichterstatter hat uns schon in die Geschichte zurückgeführt und gesagt, wie lange wir die Diskussion schon führen. Die Abschaffung der Heiratsstrafe ist allseits unbestritten, aber es gibt eben verschiedene Modelle. Der Mehrwert der Individualbesteuerung besteht darin, dass sie nicht nur die Heiratsstrafe abschafft, sondern auch zusätzliche Erwerbsanreize für Zweitverdienende setzt. Dies entspricht den heutigen Verhältnissen besser. Es zeigt sich auch in der Entwicklung der Rechtsprechung auf Bundesebene, also bei der Rechtsprechung des Bundesgerichtes: Seit dem zitierten Urteil von 1984 bis zu den Leiturteilen von 2020 hat sich einiges verändert.

Es ist, glaube ich, unbestritten, dass die Vorlage verfassungsmässig korrekt ist, sonst würden wir sie hier gar nicht diskutieren. Ja, wir machen eine grosse Steuergesetzrevision. Was uns hier vorliegt, ist eine sehr grundsätzliche Revision. Es ist ja immer so, dass alles ganz einfach wäre, wenn man eine Besteuerung der natürlichen Person auf der grünen Wiese machen könnte. Jeder und jede würde seine bzw. ihre Steuererklärung ausfüllen, wie vor der Heirat, nach einer Trennung oder Scheidung oder nach dem Tod des Ehepartners. Einfach zur Erinnerung: 40 bis 50 Prozent der Ehen werden geschieden. So hätte auch jeder und jede einen Überblick über seine bzw. ihre finanziellen Verhältnisse, es gäbe gleiche Anreize für Erwerbstätigkeit, wir hätten gar keine Diskussion.

Aber, wir wissen es, leider starten wir nicht auf der grünen Wiese. So ist es wie bei jeder Steuergesetzrevision: Es gibt Gewinnerinnen und Gewinner, und es gibt Verliererinnen und Verlierer. Alle vergleichen die Revision mit dem Ist-Zustand oder vergleichen sich mit anderen, und man will nicht zu den Verliererinnen und Verlierern gehören, das ist klar. Aber was ist die Konstante? Die Konstante ist, dass Steuergesetzrevisionen aus diesem Grund natürlich Geld kosten. Wenn sie kein Geld kosten würden, dann wäre die Gruppe derjenigen, die verlieren, viel zu gross. Deshalb muss man, wenn man eine grundsätzlich neue Besteuerung schaffen will, Geld in die Hand nehmen – mit dieser Vorlage 1 Milliarde Franken für Bund und Kantone. Aber wie man uns in der Kommission kurz vor der Session sagte, werden die Ausfälle aufgrund der Bundesratsvorlage nach neuen Berechnungen, nach dem Ausgleich der kalten Progression von 2024 auf 2025, noch 870 Millionen Franken betragen.

Ich habe gesagt, die eine Konstante sei, dass Steuergesetzrevisionen Geld kosten würden. Die andere ist, dass Gesetze auf veränderte Gegebenheiten reagieren und nicht umgekehrt. Es ist in der ganzen Debatte immer wieder gesagt worden, man wolle ein neues Modell überstülpen; das klingt dann so, als ob man einer Mehrheit etwas Neues überstülpen möchte, das sie gar nicht will. Das ist ja unmöglich, Gesetze machen das auch gar nicht.

Es wird der Eindruck vermittelt – auch hier klang es schon wieder an –, man schade den Familien schlechthin. Das wäre nur dann möglich, wenn die Familien wirklich mehrheitlich aus Einverdienerfamilien bestehen würden. Das stimmt so nicht mehr. Gemäss Bundessteuerstatistik machen etwa 71 Prozent der Nichtrentner unter den Ehepaaren einen Zweiverdienerabzug geltend. Es gibt also bedeutend mehr Haushalte, in welchen beide Partner bzw. Partnerinnen arbeiten. Weitere Hinweise gibt die hohe Erwerbstätigkeit der Mütter minderjähriger Kinder. Gemäss Schweizerischer Arbeitskräfteerhebung waren 82 Prozent der Mütter im Jahr 2021 auf dem Arbeitsmarkt tätig. Die Erwerbsquote der Mütter hat sich seit den Neunzigerjahren stark erhöht, was sicher auch mit dem neuen Familienrecht zusammenhängt, das 1988 in Kraft getreten ist. Neben der besseren Ausbildung von Frauen brachte es das neue Familienrecht unter anderem mit sich, dass eine Ehefrau nicht mehr die Unterschrift ihres Mannes brauchte, wenn sie eine Arbeit aufnehmen wollte. 78 Prozent der erwerbstätigen Mütter arbeiten Teilzeit. Es besteht also eine hohe Erwerbsquote, aber viel Teilzeitarbeit. Dies hat sich in den vergangenen Jahren aber auch entwickelt. Während in den Neunzigerjahren noch eine deutliche Mehrheit der Mütter unter 50 Prozent ausser Haus arbeitete, lag das Erwerbspensum im Jahr 2021 bei einer Mehrheit doch bei 50 bis 89 Prozent.

Das sind viele Zahlen, aber sie scheinen mir wichtig, weil sie zeigen, dass sich die gesellschaftlichen Verhältnisse verändert haben. Der Entwurf, der hier vorliegt, ist eine Gesetzgebung, die sich diesen gesellschaftlichen Veränderungen anpasst und die negativen Anreize, die im heutigen Steuergesetz für zweitverdienende Personen bestehen, abschwächen und beheben will. Interessant war eine Zuschrift, die Sie im Vorfeld der Debatte wahrscheinlich auch bekommen haben. Es wurde in Bezug auf die Einverdienerfamilien auch schon von Minderheitenschutz gesprochen, was doch zeigt, dass sich die Diskussion entwickelt und die Statistiken gelesen werden.

Das Bundesgericht hat den veränderten gesellschaftlichen Verhältnissen in seinen Leiturteilen – ich habe es eingangs gesagt – und mit einem wesentlichen Urteil im Jahr 2020 auch Rechnung getragen. Mit der Begrün-



derung, dass die Gleichstellung der Geschlechter ja umgesetzt sei, sei die Ehe nun für den nicht erwerbstätigen Teil nicht mehr eine Lebensversicherung und seien Unterhaltszahlungen damit nicht mehr selbstverständlich. Also, auch wer zehn, zwanzig Jahre nicht am Arbeitsmarkt teilgenommen hat, soll nach einer Scheidung selber für seinen bzw. ihren Unterhalt sorgen. Damit dies einfacher ist, ist es besser, dem Arbeitsmarkt nicht so lange fernzubleiben, wenn auch Arbeit sich lohnen muss. Und damit sind wir wieder bei dieser Vorlage.

Es wurde gesagt: Es handelt sich hier um eine Massnahme, um das immer noch brachliegende Potenzial abzurufen, das hauptsächlich bei Frauen besteht. Es betrifft natürlich nicht nur die Frauen, aber doch in der Tendenz. Die Zahlen zeigen jedenfalls, dass grossmehrheitlich Frauen Teilzeit arbeiten. Es gibt hier ein Potenzial, um dem Arbeitskräftemangel beikommen zu können und diese Lücken nicht ausschliesslich durch Migration füllen zu müssen.

Ein anderes wichtiges Argument mit Blick auf die Gleichstellung, auf die Bekämpfung der Altersarmut von Frauen und auf die zu tiefen Renten im Alter ist: Wenn man seine eigene Steuererklärung ausfüllt, hat man einen Überblick über seine Finanzen und achtet mehr auf die finanzielle Selbstständigkeit, die ja die Grundlage für jegliche Gleichstellung ist.

Die Kantone sind – das wurde schon erwähnt – von dieser Vorlage nicht begeistert. Zum Argument des administrativen Mehraufwands wäre, meine ich, nur zu sagen, dass man, wenn man allein danach gehen würde, das Stimmrecht für Frauen ja auch nie hätte einführen dürfen. Schliesslich gab das doch auch ein bisschen mehr zu tun, aber die Gesellschaft wollte das. Ich glaube, der Mehraufwand darf kein Grund dagegen sein. Einmalige Umstellungen wird es geben, doch das ist eine Investition, zumal sich dies bei zunehmender Digitalisierung dann mit der Zeit einrenken sollte.

Es wurde auch gesagt, dass man ja den Modellen der Kantone folgen könnte. Es gibt Splitting-Modelle, Flatrate-Tax-Modelle. Kollege Hegglin hat gesagt, dass man das auf Bundesebene machen könnte. Allerdings würde das massive Ausfälle bescheren. Die Ausfälle wären gigantisch, da die direkte Bundessteuer eine relativ starke Progression hat. Das wäre, glaube ich, nicht stemmbar, zumal zu vermuten ist – was ich, ohne Juristin zu sein, tue –, dass der Verfassungsgrundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit schon geritzt wurde. Wir mussten also ein anderes Modell finden. Der Bundesrat hat eines gefunden und legt uns dieses im indirekten Gegenvorschlag vor.

Kollege Wicki hat es ausgeführt: Es handelt sich um eine Veränderung des Tarifs und nicht einfach um eine Veränderung für Zweitverdiener in den obersten Dezilen. Vielmehr wurde der ganze Tarif angepasst, wobei die prozentual höchste

AB 2025 S 33 / BO 2025 E 33

Entlastung bei den unteren und mittleren Einkommen anfällt. Es gibt sogar eine Mehrbelastung bei den obersten Dezilen, da die Progression verschärft worden ist. Das ist nötig, weil ansonsten die Ausfälle zu gross wären. Diese Veränderung am Tarif kommt allen zugute, die direkte Bundessteuer zahlen, und fällt ausgeglichen und gleichmässig aus. Diejenigen, die heute keine direkte Bundessteuer zahlen, zahlen auch künftig keine, was auch festzuhalten ist. Da die Individualbesteuerung auf jeder Ebene, also auf kantonaler und kommunaler Ebene, umgesetzt werden muss, weil der administrative Aufwand für verschiedene Steuergesetze oder Steuermodelle nun wirklich viel zu gross wäre, wird natürlich auch die kantonale Umsetzung noch ihre Effekte haben.

Die Höhe der Ausfälle ist nicht bekannt, vielleicht gibt es keine oder kaum Ausfälle; es muss nicht sein, dass es Ausfälle gibt. Wie schon gesagt wurde, haben die Kantone ihre Steuergesetze auch schon angepasst: Sie haben die Heiratsstrafe gemildert oder abgeschafft, aber mit verschiedenen Modellen. Wenn sie es mit einem Zweitverdienerabzug gemacht haben, kommt es eher in die Richtung dessen, was wir hier haben; wenn sie es aber mit Splitting-Modellen gemacht haben, dann ist zwar die Heiratsstrafe abgeschafft, aber die Erwerbsanreize fehlen. Bei einem Splitting-Modell, vor allem bei einem Faktor 2, profitieren die Einverdiener-Haushalte am meisten. Der Anreiz für die zweite Person in einem Haushalt, eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, ist nicht da. Dieser Effekt ist nach der Einführung eines Splitting-Modells noch grösser als beim Zustand, der vorher herrschte.

Aber die Kantone werden das machen. Die Beschäftigungseffekte wurden schon genannt. Natürlich kann man nicht sagen, soundso viele werden es sein – aber es wird Beschäftigungseffekte geben. Ich habe vorhin die Einführung des neuen Familienrechts im Jahr 1988 erwähnt. Man hat nachher gesehen: Können Frauen selber entscheiden, ob sie arbeiten wollen, hat das einen Beschäftigungseffekt. Die Erwerbsquote und vor allem die Höhe der Pensen sind gestiegen. Ich sage jetzt: Das wird auch hier wieder der Fall sein. Zur Höhe der Einnahmenausfälle und möglichen Kompensationen durch die Aufnahme von Erwerbstätigkeit werde ich mich bei einer Minderheit äussern, die ich vertreten darf. Zu meinen anderen Minderheiten werde ich mich



auch gerne nachher äussern.
Ich bitte Sie natürlich, auf die Vorlage einzutreten.

Sommaruga Carlo (S, GE): Notre société se transforme, comme les sociétés des pays développés. Le nombre de familles monoparentales et de couples non mariés avec ou sans enfants augmente rapidement. Les statistiques sont éloquentes à ce sujet, et nous le constatons par ailleurs nous-mêmes dans nos contacts au travers de nos familles, nos amis, voire nos connaissances. Cette transformation sociétale concerne aussi la répartition de l'acquisition de revenus dans le couple. Selon les dernières données statistiques, ce sont trois quarts des couples mariés non rentiers qui disposent d'un double revenu. On est donc bien loin du modèle d'un couple avec un seul revenu, comme cela a été évoqué tout à l'heure. Au surplus, il faut se rappeler que le mariage, aujourd'hui, aboutit une fois sur deux à un divorce, qui ensuite est lié à la clause du "clean break", à savoir qu'il n'y a pas de conséquences postmatrimoniales du mariage et des effets du mariage comme c'était le cas par le passé.

Dans le cadre du modèle de taxation actuel, cette évolution sociétale et économique génère des inégalités croissantes entre couples mariés et couples non mariés, ce qui a d'ailleurs déjà été constaté en 1984, comme l'a rappelé le rapporteur. Rien ne justifie que des couples avec les mêmes revenus et les mêmes charges soient taxés l'un plus que l'autre, sur le seul fait d'être marié ou non marié. L'imposition individuelle permet de résoudre cette injustice fiscale de manière neutre, sans favoriser un mode de vie du couple ou un mode de vie parental, contrairement à l'initiative du Centre.

Il faut donc saluer le dépôt de l'initiative pour l'imposition individuelle et le contre-projet indirect du Conseil fédéral, qui introduit dans l'imposition fédérale le principe de l'imposition individuelle, et ceci tant au niveau fédéral qu'au niveau cantonal. Cela assure la cohérence du modèle d'imposition. Certes, cette volonté d'introduire l'imposition individuelle tant au niveau fédéral que cantonal va générer une importante adaptation législative dans les cantons, même pour ceux qui ont déjà trouvé des solutions propres pour la suppression de la pénalité des doubles revenus dans le couple marié. Le principe de cohérence posé par le Conseil fédéral doit toutefois l'emporter sur ces considérations. Cependant – et c'est important –, le passage du système actuel d'imposition des revenus cumulés du couple marié à l'imposition individuelle telle qu'elle est proposée par le Conseil fédéral génère une perte fiscale, selon les derniers chiffres connus donnés par l'administration, de 870 millions de francs par année.

Dans le message, ce montant était de 1 milliard de francs. L'ampleur de cette diminution des recettes fiscales n'est pas acceptable dans le contexte des pertes fiscales générées par la suppression de l'imposition de la valeur locative, les charges supplémentaires pour le financement de l'armée et surtout le programme d'allègement budgétaire lancé par le Conseil fédéral, qui est actuellement en consultation.

Au cours des débats en commission, notre collègue Eva Herzog – comme elle l'a mentionné précédemment – a proposé un barème d'imposition temporaire permettant de réduire les pertes fiscales de manière conséquente. Cela permettrait de limiter les pertes fiscales en dessous de 500 millions de francs par année. Malheureusement, la majorité de la commission n'en a pas voulu. Il s'agit de la proposition de la minorité II (Herzog Eva), à l'article 36 alinéa 1.

Il appartient donc aujourd'hui à notre conseil de privilégier soit la volonté d'introduire le modèle de l'imposition individuelle, soit de réduire massivement les recettes fiscales, qui, au surplus, bénéficient essentiellement aux revenus les plus élevés de notre pays. Vouloir les deux aboutirait à un échec certain de l'ensemble de la réforme. Je regrette que la majorité de la commission instrumentalise le changement du système d'imposition afin d'obtenir un cadeau fiscal pour les plus nantis. Elle sera responsable de l'échec de l'introduction de l'imposition individuelle, si elle persiste dans cette voie.

Le système de transfert à l'autre parent du solde non utilisé des déductions fiscales pour enfants introduit par la majorité de la commission engendre, selon l'administration, une augmentation des pertes fiscales bien au-delà des 870 millions de francs selon le modèle du Conseil fédéral. En effet, si l'on tient compte des éléments aujourd'hui connus, cette perte serait d'environ un milliard de francs. Toutefois, il n'a pas été possible pour l'administration de définir de manière globale la perte fiscale, dans la mesure où des données manquent. Cette imprécision aboutirait probablement à une perte globale de 1,3, voire de 1,5 milliard de francs. Il faut donc aujourd'hui éviter que l'on arrive à cette situation. Ce n'est pas acceptable pour les finances fédérales.

Un élément positif: certes, l'introduction de cette imposition individuelle stimulera l'emploi, la prise d'emploi et l'accroissement de l'activité lucrative pour le revenu secondaire des couples mariés, dès lors que la charge fiscale marginale sera réduite. Dans une perspective dynamique, cela générera un accroissement des recettes fiscales de nature à réduire progressivement la perte fiscale. Toutefois, l'ampleur de l'impact de l'imposition individuelle reste très controversée puisque, l'on parle d'une fourchette allant de 10 000 à 44 000 équivalents



plein temps.

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr auch in der Gesamtabstimmung zuzustimmen. Der Kommissionssprecher hat die Details bereits sehr ausführlich erläutert. Wir werden nachher in der Detailberatung noch auf einzelne Punkte vertieft zu sprechen kommen.

Wir leben heute in einer äusserst vielfältigen Gesellschaft mit unterschiedlichsten Lebensformen, Lebens- und Familienmodellen. Die Menschen in unserem Land wählen ihre Lebens- und Familienform eigenverantwortlich, eigenständig, und das ist auch richtig so. Nicht richtig ist, dass unser Steuersystem gegenüber diesen Lebensmodellen nicht neutral ist, sondern Anreize für ein spezifisches Familienmodell setzt. Das heutige Steuersystem wird der Gesellschaft schlicht nicht mehr gerecht, einige Familienformen werden

AB 2025 S 34 / BO 2025 E 34

begünstigt. Es ist nicht neutral, wie Kollege Salzmann das vorhin betont hat. Es ist nicht am Staat, zu definieren, wie eine Familie ihr Leben organisieren soll. Ich bin deshalb überzeugt, dass wir das Steuersystem so neutral wie möglich ausgestalten sollten. Diesem Ziel wird die Individualbesteuerung viel besser gerecht als das heutige System.

Die Bevorteilung gewisser Familien- und Lebensformen kann in Zukunft nicht der richtige Weg für unser Land sein. Der heutige Entscheid, Sie haben das auch den vorangehenden Voten entnommen, hat deshalb auch sehr viel mit Werten zu tun. Die Individualbesteuerung ist aber insbesondere auch aus volkswirtschaftlicher Sicht wichtig. Das heutige Steuersystem setzt negative Erwerbsanreize. Es motiviert die Menschen in unserem Land, namentlich verheiratete Zweitverdiener, weniger zu arbeiten, weniger erwerbstätig zu sein. Das ist aus volkswirtschaftlicher Perspektive schlicht und einfach absurd. Natürlich ist es nicht die Steuerrechnung alleine, die eine Mutter oder einen Vater von einem höheren Erwerbspensum abhält. Es ist aber neben der Kinderbetreuungslogistik und den Kinderbetreuungskosten ein Element, das eben auch eine Rolle spielt und für den Entscheid relevant ist. Arbeit muss sich lohnen in der Schweiz.

Die Vereinbarkeit von Erwerbsarbeit und Familie in der Schweiz zu leben, ist neben der emotionalen Herausforderung nicht nur teuer, sondern logistisch anspruchsvoll und in der Summe oft sehr belastend. Wer sein Pensum erhöht und den Mehrverdienst für Kita-Kosten ausgibt und dem Staat als Steuern abliefern, überlegt es sich mehrfach, ob sich die zusätzliche Belastung für das Familienmodell lohnt. Es ist schlicht nicht in unserem volkswirtschaftlichen Interesse, den Verzicht auf Erwerbsarbeit steuerlich zu begünstigen. Bei einem Wechsel zur Individualbesteuerung rechnen wir mit bis zu 45 000 mehr Vollzeitbeschäftigten; das sind rund 150 000 Personen, die ihr Pensum um 30 Prozent erhöhen. Das sind Personen, die wir im Arbeitsmarkt brauchen. Es sind Personen, die bereits in der Schweiz wohnen und wohl zu einem grossen Teil auch hier ausgebildet wurden. Der Fachkräftemangel ist bereits heute gross, schon heute sind rund 100 000 Stellen unbesetzt. Es ist unbestritten, dass in Zukunft noch mehr Arbeitskräfte fehlen werden. Die Babyboomer gehen in Rente, und es folgen geburtenschwache Jahrgänge. Bis 2030 werden in der Schweiz rund eine halbe Million Arbeitskräfte fehlen. Es kann nicht unser Ziel sein, diese Arbeitskräfte alle aus dem Ausland zu holen. Wir sollten deshalb nicht noch staatliche Anreize setzen, in möglichst tiefen Pensen zu arbeiten. Das ist nicht in unserem übergeordneten volkswirtschaftlichen Interesse. Doch heute haben wir einen Malus für mehr Erwerbsarbeit.

Im internationalen Vergleich arbeiten in der Schweiz zwar viele Frauen, aber sie arbeiten in tiefen Pensen. Über 10 Prozent, das sind 250 000 Frauen, betrachten sich als unfreiwillig unterbeschäftigt, wegen fehlender Vereinbarkeit oder weil es sich finanziell nicht lohnt. Das zeigt: Es hat ein Wandel stattgefunden. Es ist richtig, das Steuersystem dieser Realität anzupassen.

Schliesslich ist es auch eine Frage der Politikkohärenz. In den letzten Jahren wurden verschiedene Weichen in eine Richtung gestellt, die fordert, dass jede Person finanziell unabhängig sein soll. Wesentlich ist hier, das hat Kollegin Herzog vorhin erwähnt, der Bundesgerichtsentscheid zum nachehelichen Unterhalt. Er hält klar fest, dass beide Elternteile nach einer Trennung rasch finanziell eigenständig sein müssen. Es ist also auch eine Frage der Politikkohärenz, dass nicht einerseits die finanzielle Eigenständigkeit eingefordert wird und andererseits negative Erwerbsanreize im Steuerrecht aufrechterhalten werden. Das wäre schlicht nicht kohärent.

Ich möchte abschliessend dem Bundesrat für die Vorlage danken. Sie ist äusserst ausgewogen. Dem Bundesrat ist eine anspruchsvolle Gratwanderung gelungen. Sie bringt für die Mehrheit der Familien in unserem Land eine Entlastung. Das ist richtig und gerade auch aus volkswirtschaftlicher Sicht dringend notwendig.

Ich möchte Sie bitten, einzutreten und in der Gesamtabstimmung zuzustimmen. In der Differenzbereinigung können wir dann noch Anpassungen vornehmen.



Bischof Pirmin (M-E, SO): Sie kommt auf sanften Pfoten daher, diese Vorlage, mit einem technischen Begriff: Individualbesteuerung. Die Vorlage beinhaltet jedoch die grösste Revision des schweizerischen Einkommenssteuerrechtes, seit es dieses gibt. Es ist eine eigentliche steuerrechtliche Revolution, die da vorgeschlagen wird. Revolutionen pflegen bekanntlich hehre Ziele zu haben: Liberté, Egalité, Fraternité. Diese Reform hier hat aber auch drei wesentliche Konsequenzen. Ich frage mich nur, ob wir diese drei Konsequenzen wollen, so, wie wir Liberté, Egalité und Fraternité wollen.

Welches sind die drei Konsequenzen der Vorlage?

Die erste Konsequenz ist: Doppelverdienerinnen und -verdiener werden begünstigt, Alleinverdienerinnen und -verdiener als Ehepartner werden künftig massiv mehr belastet. Nehmen wir ein Ehepaar mit zwei Kindern und einem Haushaltseinkommen von 150 000 Franken. Wie die "NZZ" richtig vorgerechnet hat, führt die Vorlage, die wir vor uns haben, zu folgender Konsequenz: Wenn die beiden Ehepartner Teilzeitakademiker oder -akademikerinnen sind, die etwa gleich viel verdienen und zusammen auf ein Haushaltseinkommen von 150 000 Franken kommen, zahlen sie künftig 700 Franken Bundessteuern. Wie viel zahlt künftig hingegen ein Ehepaar mit dem gleichen Haushaltseinkommen und ebenfalls zwei Kindern, bei dem ein Ehepartner beispielsweise ein Handwerker ist, der zu 100 Prozent arbeitet, während die Ehefrau die Kinder zuhause betreut? 4000 Franken! Die Teilzeitakademiker zahlen also 700 Franken, das Alleinverdiener-Handwerkerpaar 4000 Franken. Das ist die erste Konsequenz der Revolution, die wir hier machen. Das kann man wollen. Man kann ein solches Familienmodell durch den Staat vorschreiben lassen wollen. Man kann das wollen. Ich will das nicht!

Selbst wenn man es will, muss man sich bewusst sein, dass man das im schweizerischen Recht geltende Familienmodell damit nicht aufhebt. Es bleibt dabei, dass die Ehe immer noch existiert, nämlich im Familienrecht, im Erbrecht. Es bleibt dabei, dass bei den Ergänzungsleistungen und bei den Prämienverbilligungen auf das gemeinsame Haushaltseinkommen abgestellt wird. Was diese Revolution bewirkt, ist die Schaffung eines inkohärenten Modells. Das ist das eine.

Die zweite Konsequenz – dessen muss man sich vielleicht vor allem auf der anderen Seite dieses Saales bewusst sein – ist die folgende: Was bringt uns diese Reform, diese Revolution an Sozialem? Wir haben die grösste Reform des Einkommenssteuerrechtes mit einer Umverteilung von unten nach oben vor uns. Vielleicht haben Sie die SRG-Dokumentation vom 15. Februar 2025 gesehen. Darin wurde Professor Hintermann von der Universität Basel zitiert: "Von der Systemänderung würden vor allem Haushalte mit höheren Einkommen profitieren. Dagegen würden Haushalte mit tieferen Einkommen tendenziell verlieren." Und weiter: "Ein Systemwechsel hin zur reinen Individualbesteuerung wäre im Allgemeinen eine Umverteilung von ärmeren zu reicheren Haushalten."

Um es etwas konkreter zu sagen, zitiere ich die "NZZ". Die "NZZ" publiziert jährlich einen Steuerberatungsteil zur Unterstützung beim Ausfüllen der Steuererklärung; ich zitiere Seite 3 der entsprechenden Beilage, die Sie vielleicht auch gelesen haben: "Von der Individualbesteuerung am stärksten profitieren Doppelverdiener-Ehepaare mit steuerbarem Jahreseinkommen ab rund 240 000 Franken. Bei einem jährlichen steuerbaren Familieneinkommen von unter 60 000 Franken entstehen hingegen keine oder nur geringfügige Veränderungen. Das heisst, mittelständische Familien mit traditionellem Familienmodell und Alleinerziehende würden die Steuerausfälle kompensieren, die aus der Individualbesteuerung von Grossverdienern resultieren." Das ist die zweite Konsequenz dieser Revolution: 1 Milliarde Franken wird von unten nach oben verschoben. Das ist die zweite Konsequenz.

Die dritte Konsequenz – wir sind der Ständerat – ist schon reichlich absurd. Da hat also das Bundesgericht im Jahr 1984 festgestellt, dass das schweizerische Ehebesteuerungsrecht verfassungswidrig ist, weil Ehepaare gegenüber nicht verheirateten Paaren benachteiligt werden. Im Jahr 1984! Und was ist nachher passiert? Sämtliche Kantone haben das Bundesgerichtsurteil ernst genommen und ihre Steuergesetzgebungen korrigiert – sämtliche Kantone! Der Bund hingegen hat einfach nichts getan. Und jetzt kommt dieser Bund und sagt:

AB 2025 S 35 / BO 2025 E 35

Wir haben ein Problem, deshalb zwingen wir jetzt alle 26 Kantone, ihre Steuersysteme auf den Kopf zu stellen – alle 26 Kantone, die überhaupt kein Problem haben mit dem Thema, das hier aufgeworfen wird! Das kann man wollen, aber dann müssen Sie Verständnis dafür haben, dass uns die kantonalen Finanzdirektoren einstimmig vorschlagen, das nicht zu tun, diesen Mehraufwand bei den Kantonen – für nichts! – also nicht zu kreieren. Wenn der Bund ein Problem hat, soll er es lösen, nicht die Kantone.

Frau Bundespräsidentin, Sie sind nicht zu beneiden. Sie müssen hier die Fahne für eine Revolution hochhalten, die nun wirklich an Absurdität nicht mehr zu überbieten ist. Und Sie sind ja nicht schuld daran. Schuld daran ist dieses Parlament. Die Mehrheit hier drin hat den Bundesrat gezwungen, diesen Entwurf vorzulegen. Der Bundesrat hatte eine Vorlage, die die Probleme, die wir haben, einfach gelöst hätte, indem sie nämlich



eine alternative Besteuerung vorsah, wie sie viele andere Länder kennen, die diese Ungerechtigkeiten alle nicht mehr haben. Und dieses Parlament hat sich mit einer knappen Mehrheit bisher nicht auf diese Lösung eingelassen.

Weil es um eine solch absurde Revolution geht, empfehle ich Ihnen, nicht auf die Vorlage einzutreten.

Ettlin Erich (M-E, OW): Ich bemühe mich, keine Wiederholung zu bringen, ich habe meine Notizen zusammengestrichen. Aber aus Sicht des Praktikers möchte ich noch zwei, drei Sachen sagen.

Meine Interessenbindung: Ich bin Steuerexperte bei der BDO AG, ich bin verheiratet, und wir sind Doppelverdiener. Es gibt hier also Punkte, bei denen ich profitiere, und andere, bei denen ich nicht profitiere. Ich würde am meisten als Steuerexperte bei der BDO AG profitieren, aber ich gehe Richtung Pensionierung. Der Beschäftigungseffekt wird tatsächlich eintreten, nicht nur bei Steuerverwaltungsmitarbeitern, wie Kollege Salzmann sagte, sondern auch bei den Beratern.

Aussagen aus ein, zwei Voten muss ich jetzt noch klären. Es wurde gesagt, dass es die Individualbesteuerung ja in anderen Ländern oder auch hier in der Schweiz vor der Heirat und nach dem Verheiratetsein schon gebe. Zur Frage betreffend vorher und nachher: Wenn man noch nicht verheiratet oder geschieden ist oder wenn man unverheiratet bleibt, dann ist man nicht in einer Wirtschaftsgemeinschaft; das ist wirklich ein Unterschied. Wir haben es gesagt, die Wirtschaftsgemeinschaft spielt eine Rolle; es spielt eine Rolle, ob man verheiratet oder nicht verheiratet ist. Rechtlich spielt es eine Rolle, und auch das Steuerrecht bildet Recht ab.

Zur Aussage, dass es in anderen Ländern auch gehe: Ich glaube, die Spezialität der Schweiz ist, dass wir eine Vermögenssteuer haben. Wir haben keine Quellensteuer, bei uns ist die Steuerveranlagung eines Ehepaars die vollständige Auslegung aller Bestandteile. In anderen Ländern gibt es fast nichts mehr zu veranlagern, weil mit der Quellensteuer der Lohn schon besteuert wurde und weil es keine Vermögenssteuer gibt. Da ist die Restmenge unerheblich. Aber bei uns ergäbe es einen Verwaltungsaufwand, weil wir ein spezielles System haben.

Ich kann Ihnen sagen – und jetzt spricht der Steuerberater –, die Zuteilung des Vermögens am Anfang wird interessant: Bei dem Ehepartner, bei dem das Vermögen liegt, fällt auch der Ertrag daraus an. Diese Erträge sind als Einkommen steuerbar. Somit werde ich natürlich schauen, dass der Vermögensertrag dort anfällt, wo die tiefe Progression ist, also am besten bei dem Partner, der ein tieferes Einkommen hat. Da steckt viel Potenzial drin. Das wäre schon ein Tipp an alle hier, falls wir diese Vorlage annehmen. Ich werde Sie selbstverständlich alle gratis beraten, weil ich so viel Zeit bekomme. So viel zum Unterschied gegenüber der Situation vor der Heirat und nach dem Verheiratetsein und gegenüber der Situation in anderen Ländern.

Den Beschäftigungseffekt habe ich erwähnt. Zur Digitalisierung: Hier macht man sich Illusionen. Sie haben es sich sicher in Ihrem Kanton angesehen; ich habe das auch gemacht, ich war selber einmal Steuerverwalter im Kanton. Heute wird schon automatisch veranlagt. Die Systeme sind weit. Es wird auch künstliche Intelligenz verwendet. Man kann aber nur wenige Prozent automatisch veranlagern. Am Schluss muss ein Mensch beurteilen, ob etwas sein kann oder nicht. Ein System schaut sich zuerst an, ob etwas sein kann oder nicht; falls nicht, wird eine rote Flagge gesetzt. Dann muss es sich jemand ansehen, und das müssen Menschen sein – zum Glück, denn ich hoffe für uns alle, dass es am Schluss Menschen sind, die beurteilen, ob meine Steuererklärung Sinn macht oder nicht, und nicht eine Maschine, weil ich sonst gegen eine Maschine Einsprache erheben müsste.

Weiter wurde gesagt, es sei nicht zivilstandsneutral, nicht neutral bezüglich des Zusammenlebens. Es ist auch nachher nicht neutral. Auch das wäre eine Illusion. Bei der Individualbesteuerung wird es davon abhängen, ob man Kinder hat oder nicht, ob man verheiratet ist oder nicht. Wie gesagt: Ist man verheiratet, bildet man eine Wirtschaftsgemeinschaft, und dabei spielt es keine Rolle, ob ein Zahlungsfluss von A nach B geht, von der Frau zum Mann oder umgekehrt. Es spielt keine Rolle, weil es sich um dasselbe Vermögen handelt. Solange die Ehe dauert, ist es dasselbe Vermögen. Ist man nicht verheiratet, spielt dieser Zahlungsfluss eine Rolle. Kollege Hegglin hat den Vorschlag gemacht, dass man eigentlich beim Bezahlenden abziehen und beim Empfänger in der Ehe besteuern können müsste. Auch das ist eine steuerplanerische Möglichkeit, es ist eigentlich auch konsequent.

Zu den Kantonen, Kollege Bischof hat es gesagt: Wir waren ja alle auch bei den Kantonen. Die Kantone müssen ihre Gesetze anpassen. Ich verweise auf Seite 57 der Fahne und die Übergangsbestimmungen zum Steuerharmonisierungsgesetz, die die Kantone einhalten müssen: Das Gesetz tritt spätestens am 1. Januar des sechsten Jahres "nach Ablauf der Referendumsfrist" in Kraft oder, falls eine Abstimmung stattgefunden hat, "nach der Abstimmung". Sechs Jahre haben die Kantone Zeit, die Gesetze anzupassen! Nun kann man sagen, das Steuerharmonisierungsgesetz gebe dieses Gesetz vor. Die Kantone müssen aber die Tarife anpassen. Viel Vergnügen bei den 26 Volksabstimmungen über Tarifierungen!



Ich habe im Kanton gefragt, was man machen will, wenn man beim Volk verliert. Man sagt mir, dann werde man einen neuen Anlauf nehmen. Das müsse man ja, denn man könne ja keine Individualbesteuerung machen, ohne die Tarife anzupassen. Wenn dann auch ein zweites Mal Nein gesagt wird – und ich komme aus einem Kanton, in dem gerne Nein gesagt wird –, können Sie sich vorstellen, was dann kommt. Am Schluss muss der Bundesrat oder der Regierungsrat mit einer Notverordnung einen Tarif über das Gesetz stellen. Das ist auch für uns als Ständeräte nicht das richtige Vorgehen. Wir kämpfen hier gegen die Kantone. Ich habe viel Verständnis für die Kantone. Sie haben das Problem gelöst. Sie müssten nun in sechs Jahre unsichere Zukunft gehen, in denen sie Steuerrevision um Steuerrevision vor dem Volk durchzubringen versuchen. In diesem Sinne, Sie spüren es: Ich bin gegen Eintreten und gegen diese Vorlage.

Burkart Thierry (RL, AG): Ich versuche mich aufgrund des bereits Gesagten zu beschränken, erlaube mir aber trotzdem, auf das eine oder andere noch kurz zu replizieren. Ich möchte Sie nichtsdestotrotz aus drei Gründen einladen, auf diese Vorlage einzutreten. Erstens ist es ein gesellschaftspolitisches Gebot, zweitens ein steuerrechtliches Gebot und drittens auch ein wirtschaftspolitisches Gebot.

In einem Punkt zum gesellschaftspolitischen Teil gebe ich Kollege Bischof recht. Es ist eine grosse Revision, vielleicht tatsächlich sogar eine der grössten oder die grösste Revision im Steuerrecht seit Jahren oder Jahrzehnten. Weshalb ist das so? Das ist aus zwei Gründen der Fall. Erstens kennen wir eine Progression, die eigentlich die Grundlage der Diskussion ist, die wir jetzt führen. Man könnte sagen, wir schaffen die Progression ab und das Problem wäre erledigt, aber wir sind uns einig, das wäre wahrscheinlich politisch weder klug noch mehrheitsfähig und würde wahrscheinlich auch dem Gebot der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit widersprechen. Zweitens diskutieren wir hier darüber, weil das Steuersystem, so wie wir es jetzt kennen, zu einer Zeit eingeführt wurde, als die Gesellschaft eine

AB 2025 S 36 / BO 2025 E 36

andere war. Damals heiratete man, und der Mann ging arbeiten. So sah das Lebensmodell praktisch für alle aus. Das ist heute anders; die Lebensmodelle sind vielfältiger geworden. Das ist die Grundlage dieser grossen Revolution. Deshalb ist es so notwendig, dass wir sie angehen, und deshalb hat das Bundesgericht bereits 1984 entschieden, dass das Steuermodell aufgrund der veränderten Lebenssituationen und Lebensverhältnisse nicht mehr richtig sei.

Nun, Kollege Bischof ruft sogar die Französische Revolution an und sagt unter Bezug auf diese Revolution, die Revision sei absurd. Ja, die Gegner von Revolutionen sagen immer, die Revolution sei absurd. Ich bin überzeugt, damals bei der Französischen Revolution sagte der Adelsstand ebenfalls, diese Revolution sei absurd, weil er nicht realisierte, dass sich das Leben, die Lebensumstände und die Sichtweise der Menschen im Land verändert hatten. Deshalb ist es ein gesellschaftspolitisches Gebot: Man setzt beim Individuum an, man setzt beim einzelnen Menschen an, und man setzt beim Umstand an, dass die Wahl der Lebensform nicht relevant sein kann für die Art und Weise, wie besteuert wird. Es kann doch gesellschaftspolitisch nicht sein, dass das Steuerrecht mir vorgibt, ob es jetzt sinnvoll ist, dass ich heirate, oder ob es nicht sinnvoll ist. Das muss doch ein freier Entscheid jedes Individuums in diesem Land sein, völlig unabhängig von den Folgen im Steuerrecht.

Es wird dann immer gesagt, jetzt sollte etwas völlig Neues eingeführt werden. Aber wir kennen diese Individualbesteuerung ja schon. Ich bin individualbesteuert. Ich war es, als ich alleine lebte. Ich bin es jetzt, wo ich nicht alleine lebe. Ich bin individualbesteuert. Ja, man hat immer Formen der Wirtschaftsgemeinschaft. Man hat diese nicht nur, wenn man eine Ehe eingeht. Man hat sie im Konkubinats, aber man hat sie im Leben noch viel, viel häufiger auch an anderen Orten, bei einfachen Gesellschaften, Miteigentum, gemeinschaftlichem Eigentum und so weiter und so fort. Ja, das ergibt unter Umständen komplizierte steuerrechtliche Fragestellungen, die dann in der Praxis gelöst werden müssen, die in der Praxis aber immer auch gelöst wurden und zu denen sich dann eine Praxis eingestellt hat, die man dann auf alle anwendet.

Ein zweiter Punkt: Es ist ein steuerrechtliches Gebot. Ich habe es gesagt, das Bundesgericht hat festgestellt, dass die Heiratsstrafe nicht in Ordnung ist. Das hat es festgestellt, weil sich die Lebensformen und Lebenssituationen geändert haben. Im jetzigen Steuerrecht hat man aufgrund der Ausrichtung auf eine Lebensform eine Privilegierung vorgesehen. Ja, das stimmt. Und wenn man an diesem Steuersystem etwas ändert, dann hat die Gruppierung, die jetzt privilegiert wird – vielleicht mit guten Gründen –, dann entsprechend einen Nachteil. Aber das bedeutet ja auch, dass die anderen Formen eben nicht privilegiert waren, sondern dass das Gegenteil der Fall war. Und dann ist es doch eine Frage – wie hat Kollege Bischof gesagt? – von Liberté und Egalité, dass man also sagt, alle müssen gleich behandelt werden. Wenn man Revisionen nicht mehr zustande bringt, weil eine privilegierte Gruppe etwas verliert, und wenn man sagt, man möchte keine Gerechtigkeit, weil sonst



jemand etwas verliert, dann, meine ich, sind wir in unserem Land auf dem Holzweg.

Es wird gesagt, es gebe bei den Kantonen Einnahmehausfälle. Ja, das ist nicht wegzudiskutieren. Aber erlauben Sie mir zwei Hinweise. Man hat eine sehr lange Übergangsfrist, nämlich zehn Jahre. Ich meine, sie ist eigentlich zu lang. Gesellschaftspolitisch gesehen, ist sie zu lang. Aber unter dem Aspekt der Einnahmen der Kantone kann man sagen, okay, es braucht eine lange Übergangsfrist. Zehn Jahre sind lang. Das heisst, man hat in dieser Zeit die Möglichkeit, sich an die neuen Umstände anzupassen.

Jetzt komme ich zum dritten Punkt, zum wirtschaftspolitischen Gebot. Man muss auch beachten, dass sich die Änderung dieses Systems auf die Entscheidungen der Menschen in diesem Land auswirkt, darauf, wie sie ihre Lebenssituation organisieren, und darauf, wie sie dann besteuert werden. Das ist der wirtschaftspolitische Teil. Es gibt eine Berechnung von Ecoplan, die besagt, dass bei einer Einführung der Individualbesteuerung 40 000 bis 60 000 zusätzliche Vollzeitstellen geschaffen würden, die übrigens durch qualifizierte Frauen besetzt werden müssten, die jetzt nicht im Arbeitsprozess sind. Zudem würden rund 300 000 Frauen ihr Erwerbsspensum um 20 Prozent erhöhen. Das hat auch steuerrechtliche Auswirkungen, das heisst Auswirkungen auf die Einnahmen der Kantone.

Zugleich – dies als letzter Punkt unter dem Aspekt des wirtschaftspolitischen Gebotes – haben wir in diesem Land einen Umstand, den ich Sie ebenfalls zu berücksichtigen bitte, nämlich den Umstand, dass Arbeitskräftemangel herrscht. Diesen kann man auf drei Arten lösen:

Erstens löst man ihn über die Zuwanderung. Das tun wir bereits. Es ist aber ein Thema, das in der Bevölkerung künftig noch intensiv diskutiert werden dürfte. Man kann zwar sagen, dass einen das Thema der Zuwanderung nicht interessiert, und den Arbeitskräftemangel trotzdem so lösen. Ich glaube jedoch, dass das politisch nicht der richtige Ansatz wäre.

Zweitens haben wir die Möglichkeit, zu sagen, dass Menschen, die arbeiten, länger arbeiten sollen. Dann würden wir das Rentenalter erhöhen und hätten auch mehr Leute im Arbeitsprozess. Dass ich selbst das bis zu einem gewissen Grad unterstütze, dürfte bekannt sein. Wir wissen aber auch, dass das zurzeit politisch nicht – noch nicht – mehrheitsfähig sein dürfte.

Die dritte Möglichkeit heisst: inländisches Arbeitskräftepotenzial besser und gezielter abrufen. Dafür müssten wir qualifizierte Frauen, die aufgrund der Besteuerung und des Steuersystems, wie wir es jetzt kennen, entschieden haben, derzeit nicht oder weniger zu arbeiten, besser in den Arbeitsprozess reintegrieren. Das müsste ebenfalls ein Anliegen unter dem Aspekt des wirtschaftspolitischen Gebotes sein.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten: aus gesellschaftspolitischen Gründen, aus steuerrechtlichen Gründen und aus wirtschaftspolitischen Gründen.

Germann Hannes (V, SH): Ja, es ist viel gesagt worden. Noch mehr haben wir über diese Thematik in der Kommission diskutiert und noch viel mehr bereits in früheren Jahren. Ich werde dem Minderheitsantrag Salzmann auf Nichteintreten zustimmen, weil ja das Geschäft sowieso vors Volk kommen wird, entweder als Initiative oder eben dann als indirekter Gegenvorschlag. Wenn die Initiative vors Volk kommt, gibt es sowieso einen Grundsatzentscheid. Dann wissen wir, ob wir die ganze Übung durchziehen sollen, denn es gibt doch einige Haken.

Ich möchte fünf Punkte erwähnen: erstens den massiven Mehraufwand; zweitens die Kantone oder mindestens die Finanzdirektoren, die geschlossen dagegen sind; drittens die Frage, ob die Reform in der momentanen Finanzsituation verkraftbar ist; viertens die Erwerbsanreize: Stimmt das hierzu Gesagte wirklich?; fünftens die Frage der Gerechtigkeit.

Zum ersten Punkt: Da kann ich einfach sagen, dass man von zusätzlichen 1,7 Millionen Steuermeldungen ausgeht. Das gibt einen erheblichen Mehraufwand. Wäre auch der Gewinn entsprechend – das ist die Frage, die wir zu beantworten haben –, falls die Initiative angenommen würde?

Zum zweiten Punkt: Die Kantone sind geschlossen dagegen. Sie müssten ja schliesslich die Reform entsprechend umsetzen und hätten somit einen riesigen Aufwand. Hier geht man teilweise schon von etwas falschen Voraussetzungen aus – der erläuternde Bericht des Bundesrates zur Individualbesteuerung führt das auch entsprechend aus –, denn die Kantone werden die Reform auf Kantons- und Gemeindeebene umsetzen müssen. Natürlich haben sie im Fall der Individualbesteuerung die Tarifautonomie, die liegt dann ebenfalls bei ihnen, und auch bei den Abzügen haben sie gewisse Möglichkeiten.

Zum dritten Punkt: Ist das verkraftbar? Hierzu ist genügend gesagt worden. Es müssen natürlich Anreize geschaffen werden, wenn man das Stimmvolk überzeugen will, einer Reform zuzustimmen. Darum wird die Reform mit massiven Steuerausfällen bei der direkten Bundessteuer verbunden sein. Wie es dann bei den Kantonen und Gemeinden aussieht, ist eine andere Frage. Auch dort wird aber gelten: Wenn man Mehrheiten will, muss man auf Steuern verzichten. Das wäre ja an sich noch positiv. Ob wir uns dies aber in der jetzigen

**AB 2025 S 37 / BO 2025 E 37**

Situation und in Anbetracht der Budgetdebatten antun wollen, möchte ich wirklich hinterfragen.

Zum vierten Punkt, zu den Erwerbsanreizen: Herr Burkart hat gerade von 40 000 bis 60 000 zusätzlichen Stellen gesprochen, die dann besetzt werden könnten. Ich stelle jedoch fest, dass in verschiedenen Bereichen – sei es im Gesundheitswesen oder im Bildungswesen, bei der Lehrerschaft – die Pensen heruntergefahren werden, wenn die Löhne erhöht werden. Die Leute richten sich nämlich ihr Leben ein und schätzen ein, wie viel sie brauchen, damit die Work-Life-Balance stimmt. Das ist zu akzeptieren, das ist ihr gutes Recht. Ich frage mich, ob Sie diese Steuererleichterung den richtigen Personen gewähren und ob die Pensen wirklich hinaufgehen würden oder ob die Leute einfach ihr System, das sie frei wählen dürfen, optimieren.

Zum fünften und letzten Punkt, zur Gerechtigkeit: Diesbezüglich mache ich mir wirklich Sorgen. Wer gewinnt? Es gewinnen die reichen Doppelverdiener. Das kann man, meine ich, schon wollen. Aber ist es eine staatliche Maxime, reiche Doppelverdiener zu fördern? Ich stelle das einfach so in den Raum. Es wird dann etwas abstruser, wenn man sieht, dass alleinstehende Personen mit Kindern zu den Verlierern der Reform gehören und Personen mit nur einem Einkommen sowieso.

Geht man noch von den negativen Erwerbsanreizen aus, ist Folgendes festzuhalten: Heute betragen bei einem Ehepaar oder bei Personen in eingetragener Partnerschaft die Pensen z. B. 100 plus 40 Prozent. Im anderen Fall betragen sie 70 plus 70 Prozent. Es stellt sich die Frage, ob eine Aufteilung von 70 plus 70 Prozent Erwerbsarbeit mehr wert ist als eine Aufteilung von 100 plus 40 Prozent. Glauben Sie allen Ernstes an dieses Märchen? Das trifft nie und nimmer zu. Es wird aber steuerlich unterschiedlich gehandhabt.

Ich zitiere hier, weil schon die "NZZ" zitiert wurde, gerne auch den "Tages-Anzeiger". Er titelte vor zwei Tagen: "Reiche Doppelverdiener zahlen 11 000 Franken weniger Steuern pro Jahr." Im Lead stand: "Familien mit traditioneller Rollenverteilung müssten bei Annahme der Individualbesteuerung bis zu 5000 Franken mehr abliefern als Doppelverdiener." Und dann hiess es süffig: "Jetzt kommt es zum Showdown im Parlament." Bei diesem Showdown sind wir jetzt.

Ich stelle Ihnen hier einfach auch noch die Frage nach der Rechtmässigkeit: Wie wollen Sie beispielsweise begründen, dass eine Erwerbstätigkeit von 100 plus 40 Prozent weniger wertvoll für die Gesellschaft sei als eine Erwerbstätigkeit von 70 plus 70 Prozent? Dass das so ist, kann man aus verschiedenen Gründen bejahen – ich verneine es. Aber wie wollen Sie das rechtfertigen? Wir haben in der Bundesverfassung den Grundsatz der gleichmässigen Besteuerung. Wie kann es da sein, dass diese plötzlich von einem Pensum abhängen soll? Wir haben auch die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Das sind gute Grundsätze. Ich sage jetzt nicht, dass wir sie unnötig verletzen oder ritzen; wir würden wahrscheinlich schon eine verfassungskonforme Vorlage hinbringen. Aber das alles ist doch wirklich äusserst fragwürdig.

Ich bitte Sie darum, dieses Experiment nicht zu machen. Wenn schon, haben wir die Möglichkeit, über die Initiative zu befinden. Diese kann man annehmen, dann ist das Parlament gefordert, oder man kann sie ablehnen, dann wissen wir, dass wir mit dem heutigen System auf dem richtigen Weg sind. Aber dafür müssen Sie jetzt nicht mit aller Gewalt einen indirekten Gegenvorschlag durchsetzen.

Darum, meine ich, sollten wir der Minderheit Salzmann zustimmen und nicht auf den indirekten Gegenvorschlag eintreten.

Broulis Pascal (RL, VD): En préambule, je souhaite remercier l'administration fiscale pour la grande qualité des documents fournis et souligner les enjeux qui l'attendent. Toutefois, je souhaite également relever, qu'on le veuille ou non, l'énorme et monstrueux travail que les cantons auront à faire. En l'espace de deux sessions, nous aurons révolutionné en quelque sorte, comme l'a dit le collègue Bischof, la fiscalité suisse, tout d'abord en mettant à mal la valeur locative. Je rappelle que la valeur locative est un système assez intelligent qui permet d'entretenir le patrimoine, mais bon, ce plénum a souhaité l'abolir. On traitera de ce dossier d'ici à la fin de cette année et on verra ce qu'en dira le peuple. C'est aussi une grosse révolution, qui concerne l'accès à la propriété. Une majorité en a voulu ainsi, on fera avec.

Aujourd'hui, on traite une révolution en matière de fiscalité qui concerne les personnes physiques. Tous les membres de la commission se sont exprimés. J'ai eu la chance de pouvoir participer au travail de la commission en tant que remplaçant. Aujourd'hui, on ne va pas faire de la fiscalité ou de la pratique fiscale, non, on va faire de l'idéologie, il faut être clair. J'ai suivi le débat du Conseil national et j'ai vu que 68 personnes s'étaient inscrites, chacun répétant la même chose. On ne parlait pas de pratique et d'évolution de la société, mais bien d'idéologie, et les camps étaient marqués. Ce sera le cas aujourd'hui, puisqu'on sait que le vote sera très serré, car chaque bloc a annoncé la couleur dans ce projet, qui est majeur pour les familles.

En fiscalité, il n'y a pas de pierre philosophale, tout comme il n'y a pas de solution toute faite. La fiscalité



directe, comme l'impôt sur le revenu, n'est jamais égalitaire, mais elle doit tendre à l'équité. S'il fallait parler d'égalité, il suffirait d'introduire l'impôt à taux unique, mais le principe fondamental de nos démocraties suisse et française, par exemple, c'est la notion de capacité contributive, que la France a introduite en premier. Si aujourd'hui, on a des différences entre une personne célibataire et un couple, c'est bien cette notion de capacité contributive qui a une incidence sur la cellule familiale. C'est un point qui est important et il est clair que le vote d'aujourd'hui malmènera en quelque sorte cette notion de capacité contributive, puisque la cellule familiale restera une cellule familiale, mais on partagera les déductions, ce qui aura une incidence implicite sur le modèle de taxation.

Le Tribunal fédéral a relevé cette notion de capacité contributive. L'impôt ne peut jamais régresser. Dans le cas du dossier d'Obwald, il y a quelques années, on a vu que la progression d'un impôt pouvait s'arrêter, mais que l'impôt ne pouvait pas être régressif. L'impôt est progressif pour une bonne raison, c'est que celui qui gagne plus doit contribuer un peu plus à la cohésion d'un pays, d'une nation. C'est dans cet esprit-là que l'impôt a été développé au travers de l'impôt sur le revenu.

Les propositions qui nous sont faites aujourd'hui, entre l'initiative et le contre-projet, tendent à trouver des solutions pour ne pas pénaliser le mariage. Je ne suis pas totalement acquis à cette nouvelle philosophie de taxation, mais il y a presque vingt-cinq ans que le Parlement travaille sur ce dossier, et en vingt-cinq ans, le modèle de la famille traditionnelle a fortement évolué. Cela a été relevé par plusieurs de nos collègues. Un mariage sur deux finit en divorce, et il arrive souvent que les contribuables aient deux, trois ou quatre situations de familles différentes: le domicile du père, le domicile de la mère, des enfants, de la famille recomposée, des familles monoparentales ou demi-familles dans le jargon fiscal, des concubins avec enfants ou sans enfants, vivant sous le même toit ou pas.

Cette diversité montre bien qu'on ne trouvera pas de solution au travers de la numérisation. En effet, en matière d'administration fiscale, ce n'est pas au niveau fédéral qu'on traite ces dossiers. Ce sont bien les 26 cantons qui traitent les dossiers pour la Confédération, pour les communes et pour les cantons eux-mêmes. Cela montre que cette révolution fiscale ne se fera pas d'un coup de baguette magique, puisque pour la mettre en oeuvre, il faudra presque dix ans. On sait aussi que les incidences de ce projet ont implicitement des incidences sur le modèle que pratiqueront ensuite les 26 cantons.

Le débat que nous avons aujourd'hui, en 2025, s'inscrit bien dans une logique d'évolution de la cellule familiale, mais chaque système de taxation a ses avantages et ses inconvénients. Le projet dont nous débattons ce jour est idéal pour des couples à deux revenus similaires, mais crée d'autres inégalités dans le modèle de taxation, par exemple pour les familles avec une répartition traditionnelle des rôles ou dans les familles où il y a un grand écart entre les deux revenus du couple. Mais bon, il faut avancer, et c'est pour ça que je suis plutôt favorable à l'entrée en matière.

AB 2025 S 38 / BO 2025 E 38

Nous aurons donc dix ans pour mettre en place ces modifications, et souvent la mise en oeuvre peut poser ou posera une multitude d'enjeux nouveaux.

D'ailleurs, la proposition Würth montre bien que le secret fiscal, la question de l'accès au dossier pour une femme ou pour un homme, devra être garanti, puisqu'en fonction de la répartition de la déduction, il faudra bien que le contribuable autorise en quelque sorte ce lien entre les deux modèles. Je rappelle et j'insiste: ce sont bien les cantons qui doivent taxer. Ce n'est pas la Confédération qui fera ce travail, même si c'est nous, au niveau fédéral, qui traitons ce dossier. D'ailleurs, il aurait été peut-être plus simple de ramener la fiscalité directe aux mains des cantons et de supprimer cette fiscalité en main de la Confédération pour qu'elle s'occupe uniquement de la fiscalité indirecte, comme la TVA.

Il existe un modèle presque parfait, et je sais que la commission en a discuté. Je comprends qu'on ne puisse pas le mettre en oeuvre aujourd'hui ou le retenir. C'est le modèle du quotient familial, une imposition selon les unités de consommation, avec un splitting intégral. Son défaut, c'est son coût: 4 à 5 milliards de francs de moins à partager entre la Confédération et les cantons si l'on veut introduire ce modèle, qui traite correctement les célibataires, les couples avec ou sans enfants, les familles monoparentales, la garde partagée des enfants, que l'on peut partager en deux en fonction du souhait de la famille. D'ailleurs, cette pratique existe au sein de mon canton. Elle a un seul défaut au niveau du canton de Vaud: c'est son splitting. Ce splitting est à 1,8, et pour qu'il soit idéal, il faudrait le ramener à 2, afin de permettre la même comparaison entre la notion de célibataire et la notion de couple. Là, on aurait une correction qui serait complète.

En conclusion, je vais entrer en matière sur le projet proposé, mais n'accepterai pas de compenser les baisses fiscales en lien avec le projet par des hausses pour les autres contribuables. Si l'on veut corriger une inégalité, on ne doit pas déshabiller Pierre pour habiller Paul, comme le dit la Bible. Je refuserai toute proposition qui irait



dans ce sens et voterai donc en faveur de l'entrée en matière et du projet tel qu'il ressort de la commission.

Roth Franziska (S, SO): Ich habe mich jetzt ein bisschen gefühlt wie die Kugel im Flipperkasten. Ich habe bei den Ausführungen sehr genau zugehört und muss sagen: Mit einem seiner drei Argumente hat mich der Kollege aus meinem Kanton überzeugt, dann wieder Herr Burkart, Herr Salzmann eher nicht.

Eintreten werde ich. Die ursprüngliche Vorlage trägt den Namen "Steuergerechtigkeits-Initiative". In meinen Augen hat der Nationalrat die Vorlage aber ungerecht gemacht. Somit ist der Begriff "Gerechtigkeit" im Namen eher Schall und Rauch. Man kann es auch so sagen: Das Parlament will etwa 800 Millionen Franken für Kinderbetreuung und Bildung nicht bezahlen, gibt aber gleichzeitig, wie erwähnt, fast den identischen Betrag für Steuererleichterungen für Paare aus, die sich dank ihres guten Einkommens so oder so einen Krippenplatz leisten könnten. Die Menschen, die es am nötigsten haben, werden mit der Version des Nationalrates erneut zugunsten der Besserverdienenden vernachlässigt.

Es wurde mehrfach betont, dass Menschen mit tiefen Einkommen ja keine Bundessteuer bezahlen. Aber was geschieht in den Kantonen? Wo werden die Ausfälle in den Kantonen bei der Umsetzung kompensiert? Ich habe die Vernehmlassungsantwort meines Kantons gelesen. Auch der Kanton Solothurn findet, dass die Umsetzung für ihn sehr teuer wäre. Das würde dann heissen – das sehen wir jetzt gerade im Kanton Solothurn beim Massnahmenpaket –, dass in den Bereichen gespart würde, in denen der Kanton freiwillig sparen kann. Das wäre etwa bei den Prämienverbilligungen. Es wäre genau an den Orten, wo es dann wieder diejenigen berappen müssten, die hier nicht profitieren oder denen man keinen Bonus gibt.

Zum Schluss noch dies: Damit die Individualbesteuerung vor dem Volk überhaupt eine Chance hat, müssen die Steuerausfälle kompensiert werden. Die Bevölkerung hat in verschiedenen Abstimmungen klargemacht, dass sie keine Steuergeschenke für Besserverdienende will. Ich werde eintreten. Wenn die Minderheiten Herzog Eva nicht durchkommen, werde ich mir jedoch überlegen, ob ich in der Gesamtabstimmung zustimme. Im Moment handelt es sich für mich um eine Steuergerechtigkeits-Initiative.

Stark Jakob (V, TG): Ich möchte nur noch ganz kurz auf die Geschichte der Steuerharmonisierung zurückblicken, insbesondere im Zusammenhang mit dem Föderalismus und der Familienbesteuerung. Eine Zürcher Standesinitiative, die im Jahre 1945 erstmals eine Steuerharmonisierung forderte, wurde von Bundesrat und Parlament mit der Begründung abgelehnt, eine Vereinheitlichung der direkten Steuern würde zu stark in die kantonale Souveränität eingreifen. 1977 stimmte das Schweizervolk jedoch einem neuen Verfassungsartikel zur Steuerharmonisierung zu: Das ist der heutige Artikel 129 der Bundesverfassung. Darauf basierend wurde das heutige Steuerharmonisierungsgesetz erarbeitet. Die Eintretensdebatte dazu fand im Ständerat am 17. März 1986 statt. In der Debatte äusserte sich der Kommissionspräsident, Ständerat Binder, auch zu den Hauptfragen der Steuerharmonisierung. Eine der Hauptfragen, Ziffer 4, war die Familienbesteuerung. Dazu wurde gesagt: "Wie der Bundesrat sprach sich die Kommission ausdrücklich für die Familienbesteuerung aus und lehnte die getrennte Besteuerung der Ehegatten ab. Die Ehe ist nicht nur eine rechtliche, sie ist auch eine wirtschaftliche Einheit." (AB 1986 S 107)

In derselben Debatte verlangte Ständerat Hefti eine Rückweisung der Vorlage. Er sagte: "Die Bundesverfassung würde ein viel föderalistischeres Gesetz zulassen als das, was heute vorliegt; nicht nur zulassen, sondern sogar verlangen." Und er sagte wörtlich: "Damit wird Harmonisierung zur Zentralisation." (AB 1986 S 111)

Heute, 39 Jahre später, beschäftigen wir uns wieder mit den gleichen Themen. Bei der Familienbesteuerung wird nun der grosse Paradigmenwechsel zur Individualbesteuerung beantragt. Dazu ganz kurz einige Überlegungen betreffend Föderalismus: "Damit wird Harmonisierung zur Zentralisation", kritisierte Ständerat Hefti 1986. Er hatte recht, nur konnte er sich damals vermutlich nicht vorstellen, dass es noch viel schlimmer kommen könnte, denn die entscheidende Frage in föderaler Hinsicht im vorliegenden Kontext ist, wie die zentralen Bundeskompetenzen der Steuerharmonisierung angewendet werden. Die Frage für mich ist: Ist das Vorgehen, das jetzt geplant ist, rücksichtsvoll und angemessen oder rücksichtslos und unverhältnismässig? Hier komme ich zum Schluss ganz kurz auf drei Punkte zu sprechen:

1. Wir haben es gehört: Die Kantone haben das Problem der Heiratsstrafe gelöst und haben keinen Handlungsbedarf. Der Bund hat das Problem der Heiratsstrafe nicht gelöst und hat Handlungsbedarf.

2. Die Kantone organisieren zusammen mit den Gemeinden den Steuerbezug, der Bund trägt hierzu nichts bei.

3. Die Kantone überweisen dem Bund ungefähr einen Sechstel des Steuerbezugs. Der Hauptteil der Steuern wird in den Kantonen und in den Gemeinden verbraucht.

Vereinfacht gesagt: Die Kantone spielen in dieser Thematik also die Hauptrolle, der Bund spielt nur eine Nebenrolle. Nun aber will der Akteur in der Nebenrolle, der Bund, sein altes Problem lösen und nimmt dafür in



Kauf, dass die Akteure in der Hauptrolle, die Kantone, mit viel Aufwand eine neue, riesige Aufgabe bewältigen müssen, die ihnen selbst gar nichts bringt. Um auf die eingangs gestellte Frage zurückzukommen: Ja, die Einführung der Individualbesteuerung durch den Bund ist rücksichtslos und unverhältnismässig. Der Bund überdehnt sein zentralistisches Recht zur Steuerharmonisierung massiv. Das ist nicht eidgenössischer Stil, das ist vor allem nicht der Stil des Ständerates. Ich bitte Sie daher, für den Föderalismus einzustehen, für Augenmass beim Vollzug zentraler Bundeskompetenzen: Wahren Sie die Interessen Ihrer Kantone, Ihrer Stände, sehr geehrte Ständerätinnen und Ständeräte!

Ich beantrage Ihnen mit Überzeugung, nicht auf diese Vorlage einzutreten.

Würth Benedikt (M-E, SG): In dieser Debatte wurde, nicht überraschend, der Bundesgerichtsentscheid aus dem Jahr

AB 2025 S 39 / BO 2025 E 39

1984 erwähnt, aber nicht zitiert. Ihn zu zitieren wäre noch wichtig, denn es wird in der Politik wohl kaum ein Bundesgerichtsentscheid häufiger erwähnt, aber nicht zitiert. Ich zitiere ihn, und zwar Ziffer 5 des Entscheides: "Keine Aufhebung der angefochtenen Bestimmungen, weil sich die Rechtsgleichheit weder durch ein Wiederaufleben des früheren Rechts noch durch eine schlichte Individualbesteuerung der Partner einer ungetrennten Ehe, sondern nur durch eine positive Gesetzesänderung erreichen lässt." Das Bundesgericht hat sich im Fall Hegetschweiler 1984 auch mit der Frage der Individualbesteuerung beschäftigt. Hier liegt das Fundamentalproblem in dieser Debatte. Wir reden hier im Grunde genommen über ein Tarifproblem und nur darüber und nicht über die Frage der Besteuerungsform, nicht über Gemeinschaftsbesteuerung oder Individualbesteuerung. Das ist – um dieses Wort nochmals zu brauchen – ein fundamentaler Irrtum im Rahmen dieser Revolution.

Wenn Sie ein Softwareproblem haben, dann lösen Sie doch dieses Softwareproblem, ohne das ganze Betriebssystem zu erneuern. Das machen wir hier jetzt aber. Wir lösen das Softwareproblem, und gleichzeitig machen wir noch eine Totalreform des ganzen Besteuerungssystems über alle drei Stufen unseres Staates hinweg. Das ist doch im Grunde genommen nicht verhältnismässig. Das macht keinen Sinn.

Die Individualbesteuerung, das hat das Bundesgericht festgehalten, löst das Problem nicht, sondern schafft neue Ungleichheiten. Auch hier zitiere ich nochmals das Gericht: "Die Gutheissung der Beschwerde im Sinne des Antrags würde ausserdem dazu führen, dass in höhern Einkommensbereichen eine Individualbesteuerung bei Zweiverdiener-Ehepaaren einträte und Ungleichheit zwischen Ein- und Zweiverdiener-Ehepaaren geschaffen würde." Dies steht im Entscheid zum Fall Hegetschweiler.

Aber auch die Botschaft des Bundesrates zeigt das Problem sehr gut. Ich verweise Sie auf Seite 86 der Botschaft. Dort sind verschiedene Rechenbeispiele aufgeführt; Kollege Bischof hat schon eines erwähnt. Nehmen Sie beispielsweise den Fall zweier Familien mit 150 000 Franken Gesamteinkommen. Familie A mit einer Einkommensaufteilung von 60/40 bezahlt 719 Franken direkte Bundessteuer. Familie B mit einer Einkommensaufteilung von 90/10 bezahlt 4096 Franken direkte Bundessteuer. Das ist für mich keine Frage der Weltbilder. Es soll sich jede und jeder so organisieren, wie sie oder er will. Ich bin ein durchwegs liberaler Mensch. Aber hier geht es um die Frage der Besteuerung nach dem Prinzip der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Das ist der Kernpunkt. Das ist kein Nebenprinzip, sondern ein absolutes Kernprinzip im schweizerischen Steuerrecht. Das ist im Grunde genommen und mit dem Steuerrecht gesprochen die soziale Gerechtigkeit. Darum sagt Frau Roth zu Recht, dass das, was hier auf dem Tisch liegt, nicht eine Steuergerechtigkeits-Initiative, sondern eine Steuerungerechtigkeits-Initiative ist.

Kollegin Herzog hat verschiedene neuere Bundesgerichtsentscheide zitiert. Auch heute sagt das Bundesgericht, dass die Ehe eine wirtschaftliche Einheit bildet, auch im Steuerrecht. Ich zitiere Ihnen einen neueren Entscheid, einen Entscheid vom 20. März 2023. Dort sagt das Bundesgericht: "Die Ehegatten bilden zivilrechtlich und wirtschaftlich im Prinzip eine Einheit, wobei sich die Leistungsfähigkeit des einen Partners auch nach dem Einkommen des anderen bestimmt." Das Prinzip der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit können Sie bei einer Ehe also nicht einfach auftrennen, sondern Sie müssen das integral betrachten.

Darum sind diese Berechnungsbeispiele in der Botschaft des Bundesrates schon erhellend. Es lohnt sich, sie anzuschauen, um zu sehen, was hier in der Praxis wirklich passiert. Das müssen Sie dann diesen Leuten erklären. Vielleicht ist in einer Familie, bei der die Ehepartner in einem Beschäftigungsverhältnis von 90 und 10 Prozent arbeiten, der Partner, der nur 10 Prozent arbeitet, gezwungen, nur so viel zu arbeiten. Vielleicht macht er eine Weiterbildung oder übernimmt Betreuungsaufgaben usw. Es ist nicht so, dass das immer nur eine Frage der Freiwilligkeit ist. Im Leben gibt es auch Sachzwänge. Am Ende des Tages muss das Steuerrecht, der Fiskus, die Frage beantworten: Was ist letztlich gerecht unter dem Titel der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit? Um das geht es.



Vor diesem Hintergrund kann ich auch das Votum von Frau Moser gut nachvollziehen. Sie sagt, es liege nicht am Staat, zu sagen, wie sich eine Familie zu organisieren habe. Da bin ich voll einverstanden. Aber wenn Sie diesen Satz so zu Ende denken, dann müssen Sie im Grunde genommen ein Splitting-Modell einführen. Kollege Broulis hat das gut erläutert. Dort spielt es keine Rolle, wer wie viel zum Haushaltseinkommen beiträgt. Dem Fiskus ist es völlig egal, wie sich die Familien organisieren. Es wird zusammengerechnet und zum Satz des halben Einkommens besteuert. Das ist die simple liberale Lösung, die hier Platz greifen könnte. Aber wir haben es schon mehrfach diskutiert: Es ist letztlich eine Frage der Ausfälle. Darum sind wir hier in der Bundespolitik leider keinen Schritt weitergekommen.

Ja, die Rolle des Bundes im Verhältnis zu den Kantonen wurde verschiedentlich angesprochen, gerade jetzt von Kollege Stark. Ich möchte nicht wiederholen, was da den Kantonen blüht. Aber ein Element ist noch nicht erwähnt worden: Bei der Umsetzung in den Kantonen geht es nicht nur um das Steuerrecht. Heute ist es so, dass auf der Basis der Steuerfaktoren gemäss Gemeinschaftsbesteuerung auch verschiedene andere Rechtsbereiche reguliert werden. Denken Sie an die individuelle Prämienverbilligung, denken Sie an die Kita-Tarife in den Gemeinden, oder denken Sie an das Stipendienwesen. Das wird alles auch angepasst werden müssen. Das wird eine aufwendige, eine komplizierte, eine bürokratische Übung. Man kann dann sagen: Gut, Politik ist nicht immer rational. Aber am Ende muss die Politik eine vernünftige Wirkung erzielen. Bei dieser Übung bezweifle ich das.

Es wurde verschiedentlich erwähnt: Wir haben vor Kurzem hier in diesem Rat mit dem Projekt "Ehe für alle" eigentlich die Ehe gestärkt. Ich bin nach wie vor der Meinung, dass das eine gute Übung war. Aber ein Thema müssen wir uns schon noch einmal vor Augen führen, Kollege Ettlin hat es angesprochen: Was kann in der Gemeinschaft Ehe schlussendlich passieren, wenn Sie die wirtschaftliche Gemeinschaft steuerlich in zwei individuelle Bereiche trennen? Das wird Raum für zahlreiche Optimierungen schaffen. Denken Sie beispielsweise an Selbstständigerwerbende. Wenn eine selbstständigerwerbende Person den Ehepartner im Betrieb beschäftigt, dann ist klar, dass im Rahmen der Individualbesteuerung das jeweilige Einkommen so justiert wird, dass die Steuerlast insgesamt möglichst minimiert wird. Das ist ein Klassiker im Rahmen der Optimierung. Da kann eine Steuerverwaltung rein gar nichts machen. Da kann man noch so viele Kontrollen veranlassen, man kann solche Fälle nicht verhindern, es ist völlig unmöglich.

Oder denken Sie an Ehepaare, die vermögend sind. Wenn der Ehepartner A dem Ehepartner B ein grösseres Darlehen gibt, dann hat man auf der einen Seite Zinsaufwände, die kann man in Abzug bringen, und man hat auf der anderen Seite Zinserträge, die berücksichtigt werden, damit eben die Abzüge möglich bleiben und nicht ins Leere fallen. Auch hier kann man natürlich mit dem Systemwechsel in Richtung Individualbesteuerung Optimierungen erzielen, die uns zu denken geben müssen. Auch hier kann man als Fiskus eigentlich nichts machen. Sie trennen im Grunde genommen – ich wiederhole es – eine wirtschaftliche Gemeinschaft, die eben auch in steuerlicher Hinsicht eine Gemeinschaft ist.

Dann hat Frau Herzog die Thematik der Digitalisierung angesprochen. Diese Probleme, die ich im Vollzug und in der Praxis sehe, lösen Sie nicht mit Digitalisierung. Digitalisierung heisst, dass gleichgeartete Fälle, das sind die einfachen Fälle, automatisch veranlagt werden. Das ist schon klar, das passiert ja heute schon. Aber in der Veranlagungspraxis können Sie keinen Computer einsetzen, da müssen Sie Menschen einsetzen. Das ist der Hauptgrund, wieso die Individualbesteuerung zu markant höherer Bürokratie führt. Es sei notabene auch erwähnt, dass wir in der Digitalisierung des öffentlichen Sektors in der Schweiz nicht besonders gut dastehen. Darüber sind wir uns einig.

Schlussendlich gebe ich Ihnen doch noch etwas zum Effekt der Arbeitskräftemobilisierung mit auf den Weg; das wurde

AB 2025 S 40 / BO 2025 E 40

auch verschiedentlich erwähnt. Ich habe in der letzten Session bei der Kita-Initiative bzw. beim Projekt der WBK-S den Aufsatz von Frau Professorin Opel aus der "Steuer-Revue" 3/2021 zitiert. Ich empfehle Ihnen wirklich, diesen Artikel mal anzuschauen. Sie zeigt dort auf, was die fiskalischen Effekte dieser Reformen sind, aber auch, was es bedeutet, wenn man Zuschüsse im Bereich der Verbilligung der Kita-Tarife erhöht. Es ist kein Zufall und ziemlich logisch, dass direkte Zuschüsse auf der breiten Ebene natürlich viel mehr Wirkung erzielen. Vor allem führt es auch dazu, dass alle Einkommensschichten profitieren können und nicht nur die mittleren und höheren Einkommen. Was wir hier machen, ist vornehmlich eine Übung für mittlere und höhere Einkommen, garniert mit Optimierungsmöglichkeiten, wie ich Ihnen vorhin dargelegt habe.

In diesem Sinne bin ich der Meinung, dass man auf diese Vorlage aus steuerrechtlichen und steuerpolitischen Gründen nicht eintreten darf. Für mich sind das keine ideologischen Fragen, für mich geht es nicht um Gesellschaftsvorstellungen und dergleichen. Ich sehe vielmehr, dass ein Eintreten auf diese Vorlage, dass



ein Wechsel zur Individualbesteuerung zahlreiche Probleme verursachen wird und mehr Ungerechtigkeiten schafft, als wir vermeintlich lösen.

Ich bitte Sie, nicht einzutreten.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Der Satz, der am häufigsten wiederholt wurde, ist der Satz, dass man sich nicht wiederholen soll. Ich widerspreche dieser Forderung gerade im zweiten Satz, indem ich nochmals auf das Jahr 1984 hinweise, in dem das Bundesgericht die steuerliche Diskriminierung von verheirateten Paaren gegenüber unverheirateten als verfassungswidrig erklärt hat. Kollege Wicki hat dieses Jahr gar in die weltweiten Entwicklungen eingeordnet. Ich stelle dieses Jahr ebenfalls in einen grösseren Zusammenhang: "1984", Orwells dystopischer Roman, definiert – daneben gibt es viele weitere Auslegungen – auch den Stillstand. Ich wiederhole es noch einmal: Trotz des Entscheides des Bundesgerichtes hat das Parlament bei den Bundessteuern nicht gehandelt, will heissen: Der Fiskus kassiert seither Jahr für Jahr Milliarden von Franken auf dem Buckel der verheirateten Paare.

Die meisten Kantone – wir haben es gehört – haben gehandelt, mein Kanton beispielsweise mittels Vollsplitting, d. h., Verheiratete versteuern ihr Gesamteinkommen nur zum Steuersatz des halben Gesamteinkommens. Dieses System müsste man jetzt einfach noch auf die Bundessteuern übertragen, und voilà, das Problem wäre gelöst. Ich wiederhole mich nicht, wenn ich jetzt frage, weshalb um Himmels willen man das nicht tut.

Erlauben Sie mir nun, den Scheinwerfer aus gesellschaftspolitischer Sicht und aus Gleichstellungssicht auf diese Vorlage zu richten. Weshalb dieser unglaublich teure Umbau zu einer Individualbesteuerung? Da kommt der magische Satz, es würden Erwerbsanreize geschaffen. Das richtet sich einmal mehr an uns Frauen. Die Frauen sollen dazu erzogen werden, mit möglichst hohen Pensen erwerbstätig zu sein. Wenn wir ehrlich sind, ist es eine Erziehungsmassnahme, die sich, und das ist mein Problem, am sogenannten Einverdienermodell, einer ziemlich antiquierten Vorstellung aus den Fünfzigern, orientiert. Man hat ganz offensichtlich nicht mitbekommen, dass bei Ehepaaren längst beide Partner erwerbstätig sind. Solange sie keine Kinder haben, sind beide in möglichst hohen Pensen tätig; wenn sie Kinder haben, sind beide in unterschiedlich hohen Pensen tätig. Bei gegen 90 Prozent aller Ehepaare sind beide erwerbstätig. Man muss die Partner folglich nicht in die Erwerbstätigkeit hineinerziehen. Man kann beruhigt feststellen, dass sie erwerbstätig sind. Sie möchten jedoch dafür steuerlich nicht benachteiligt werden, indem sie in eine höhere Progression geraten.

Wenn man jetzt sagt, die ganze Übung, diese Individualbesteuerung, sei eine Revolution, dann sage ich, die Revolution hat längst stattgefunden, indem die Kantone ihre Steuersysteme an die gesellschaftlichen Entwicklungen angepasst haben. Weshalb jetzt eine Besteuerung fordern, die alles wieder auf den Kopf stellt, also die Revolution mit der Revolution bekämpfen? Sie kennen das ja, diese frisst offenbar immer die eigenen Kinder. Deshalb gibt es, gesellschaftlich und auch aus Gleichstellungssicht gesehen, nichts Gerechteres als die gemeinsame Besteuerung mit einem Splitting. Es darf gerade angesichts der heutigen gesellschaftlichen Realitäten keine Rolle mehr spielen, wer im Laufe eines Erwerbslebens wann wie viel zum gemeinsamen Einkommen beiträgt. Das gehört zu einem liberalen Lebensplan. Heute teilen sich Paare Familienarbeit und Erwerbsarbeit auf. Beide Partner übernehmen zunehmend Verantwortung. Das müssen wir doch fördern. Die Individualbesteuerung hingegen zielt auf möglichst hohe Erwerbstätigkeit und marginalisiert die Familienarbeit. Diese Vorlage entspricht nicht den heutigen Konzepten der Familien. Wie gesagt, sie teilen sich in unterschiedlichen Pensen Erwerbsarbeit und in unterschiedlichen Pensen Familienarbeit. Die Familienarbeit stellt einen tragenden Wert dar, und sie wird, nebenbei bemerkt, immer mehr zu einem Kriterium bei Anstellungsgesprächen, und zwar für Männer wie Frauen. Wenn wir also den erwähnten Ansprüchen gerecht werden möchten, nämlich der freien Lebensgestaltung, der gemeinsamen Verantwortung für die wertvolle Familienarbeit und die wertvolle Erwerbsarbeit sowie der gemeinsamen Verantwortung dafür, dass in einer Partnerschaft beide in die Erwerbsarbeit eingebunden sind, dann kann dieses Konzept der Individualbesteuerung den gesellschaftlichen Realitäten nicht genügen.

Ich bitte Sie, nicht auf diese Vorlage einzutreten.

Gapany Johanna (RL, FR): Avant toute chose, je déclare mes intérêts: je suis membre du comité d'initiative pour l'imposition individuelle. Vous l'avez donc compris: je ne vais pas faire l'éloge du système actuel. Cette initiative est un déclic pour raviver le débat. Vu le contre-projet proposé par le Conseil fédéral et retravaillé par la commission compétente, je mesure et salue les efforts faits pour concilier les différents intérêts. Désormais, on peut être le Conseil des Etats qui va faire de cette réforme une amélioration pour la population.

Cette amélioration est confirmée par les chiffres: la part des ménages qui bénéficieraient d'un allègement est nettement plus importante que la part des ménages qui subiraient éventuellement une charge supplémentaire. On parle d'un allègement de plus de 800 millions de francs. C'est un allègement bienvenu, en particulier pour



les parents qui travaillent. C'est également une solution bienvenue alors qu'on cherche tous ici des solutions pour soulager les familles.

Aujourd'hui, on a le choix: soit on continue de bricoler sans vraiment arriver à une situation juste et transparente, à défaut de trouver une majorité – par amour du statu quo ou par peur du changement –, ou alors on réforme le système, on adopte une imposition moderne, on adopte un système transparent sur le plan fédéral, on adopte un nouveau système. Comme on préfère réformer que bricoler, dans cette chambre, j'ai bon espoir qu'on adaptera le système aux réalités, qu'on dépassera les divergences pour soutenir un changement de système, qu'on sortira la tête de l'opérationnel pour servir la population avant tout, plutôt que de préserver les fonctionnaires d'un changement qui est d'ailleurs tout à fait supportable.

Il s'agit également de franchir une nouvelle étape sur le chemin de l'égalité. Il y a eu le droit de vote des femmes et l'entrée en vigueur du nouveau droit matrimonial qui garantit l'égalité entre les hommes et les femmes. En 2025, la prochaine étape doit être de mettre enfin les femmes mariées sur un pied d'égalité en matière d'imposition. On a beaucoup parlé de chiffres ce matin. Finalement, on pourrait contredire chaque chiffre donné, parce que sans doute que chaque perspective pourrait être encore différente. Mais ce changement représente bien plus que des chiffres: c'est un changement de choix de société. Si on attend encore, on continuera de pénaliser une majorité des familles. Le système qu'on a aujourd'hui sert environ 16 pour cent des familles. Ce n'est plus du tout un système qui correspond aux choix de vie des familles, de la majorité des familles suisses. On décourage aussi certains travailleurs alors qu'on vit une pénurie de main-d'oeuvre et qu'on cherche tout le temps des solutions pour encourager les gens à travailler davantage. Attendre encore, c'est finalement accepter la dépendance financière

AB 2025 S 41 / BO 2025 E 41

ainsi que des retraites plus fragiles, en particulier pour le second revenu, qui est souvent celui des femmes, puisque le système actuel favorise clairement une réduction du temps de travail.

On peut faire mieux qu'attendre. On peut changer. On peut adopter un système qui soutient l'indépendance financière pour des familles plus fortes et des retraites plus solides. On peut soutenir un système qui apporte un peu plus d'égalité dans notre pays. Sur ces mots, j'espère vraiment qu'on sera le Conseil des Etats qui rendra cette modernisation et cette amélioration possibles.

Zopfi Mathias (G, GL): Ich versuche das erste Gebot, so gut es mir möglich ist, einzuhalten und nehme natürlich auch das achte Gebot des Ständerates, "Du sollst deine Interessenbindungen offenlegen", ernst. In diesem Sinn sage ich, dass ich Mitglied des Initiativkomitees bin und Präsident des Schweizerischen Gemeindeverbandes, der zwar bei den Details der Vorlage durchaus einen sehr kritischen Blick hat, im Grundsatz aber für den Systemwechsel ist, also ebenfalls für Eintreten. Und dann bin ich natürlich auch Ständerat, also auch und vor allem Vertreter des Kantons Glarus. In dieser Funktion will ich ja nicht nur die ungeteilte Standesstimme in dieser Frage anstreben – ich gehe davon aus, dass mir dies heute gelingen wird, ich bin für Eintreten –, sondern habe auch die Ohren gespitzt, als Kollege Stark vorhin meinen Vorgänger, den damaligen Ständerat Dr. Peter Hefti, erwähnt hat, der in der Ratsdebatte gesagt habe, dass man mit der Steuerharmonisierung zu weit gehe. Kollege Stark hat in seinem sehr interessanten Votum gesagt, dass wir doch eigentlich hier in einer Nebenrolle seien.

Aber das Problem ist eben, Kollege Stark, dass man damals nicht auf Dr. Peter Hefti gehört hat und die Steuern eben so weit harmonisiert hat, dass der Bundesgesetzgeber in dieser Frage faktisch – nein, nicht faktisch, rechtlich in der Hauptrolle ist. Deshalb führen wir heute diese interessante Diskussion, deshalb haben wir in Artikel 3 des Steuerharmonisierungsgesetzes heute den Grundsatz, dass Eheleute gemeinsam besteuert werden. Und wenn Sie das in der Schweiz ändern wollen, dann müssen Sie es eben hier bei der Hauptrolle ändern und nicht bei der Nebenrolle der Kantone.

Ich gebe Ihnen recht, wenn Sie sagen, dass die Kantone Anpassungen gemacht haben und das Problem faktisch zu einem weiten Teil gelöst oder mindestens gemildert haben. Aber wenn Sie es im Grundsatz lösen wollen, wenn Sie im Grundsatz ein anderes System wollen, dann sind eben leider die Kantone in der Nebenrolle und ist dieses Parlament hier als Bundesgesetzgeber in der Hauptrolle. Wir sind die Einzigen, die Artikel 3 des Steuerharmonisierungsgesetzes anpassen können, was ja der Bundesrat auch beantragt.

Aufgrund der Diskussion habe ich ein bisschen das Gefühl, dass hier ein falscher Vergleich gemacht wird. Kollege Hegglin hat quasi getrennt lebende Personen bzw. Alleinlebende verglichen mit Menschen – er hat es so gesagt –, die zusammenleben, und damit Menschen gemeint, die in einer Ehe sind. Aber der Unterschied, auch der grosse Unterschied zu 1984, ist eben, dass das Konkubinatsverbot, ein bisschen vor und ein bisschen nach dieser Zeit, in der ganzen Schweiz aufgehoben wurde, sodass Sie heute einen Vergleich



machen müssen, den Sie 1984 nicht machen mussten und das Bundesgericht noch viel weniger. Sie müssen nämlich ein Paar, das verheiratet ist und mit Kindern zusammenlebt, mit einem anderen Paar vergleichen, das mit Kindern zusammenlebt, aber nicht verheiratet ist, also mit einem Konkubinatspaar mit Kindern. Wirtschaftlich ist es eigentlich genau die gleiche Situation: eine gemeinsame Wohnung, gemeinsame Finanzierung des Lebensunterhaltes und der Ausbildung der Kinder und vielleicht auch gemeinsame Konten und so weiter. Es hängt davon ab, wie es dann konkret ausgestaltet wird, aber wirtschaftlich ist es faktisch genau die gleiche Situation, mit dem einzigen Unterschied, dass das eine Paar verheiratet ist und das andere nicht. Heute gibt es das oft. Die eine Gruppe hat gegenüber 1984 massiv zugenommen – Sie wissen, welche es ist.

Auch Kollege Würth hat einen sehr interessanten Punkt erwähnt; ich habe den Bundesgerichtsentscheid auch gelesen. Ich gebe ihm recht, die Individualbesteuerung kommt nicht nur gut weg. Das Bundesgericht sagt allerdings im Entscheid auch, dass es am Schluss eine Frage der Ausgestaltung sei und eine Frage der Faktoren und Tarife. Aber wenn Sie das sehen, Kollege Würth, dann merken Sie doch, dass heute die erste grosse Steueroptimierungsfrage lautet: Heiraten – ja oder nein? Da das heute eine Realität ist, glaube ich, dass wir hier bei dieser Vorlage zwar von einer steuerrechtlichen Revolution reden, das stimmt, aber gesellschaftlich ist es eine Evolution gewesen und keine Revolution. Gesellschaftlich hat sich eben in den vierzig Jahren seit 1984 sehr viel bewegt. Etwas, das es damals faktisch noch gar nicht richtig gab und rechtlich erst seit Kurzem, nämlich das Konkubinatspaar mit Kindern – in gewissen Kantonen war es noch gar nicht erlaubt –, hat sich zu einem recht starken Regelfall normalisiert.

Wenn ich das anschau, dann muss ich sagen – hier bin ich bei Kollege Salzmann, der gesagt hat, wir sollten im Steuerrecht nicht werten -: Wir werten auf beiden Seiten. Wir werten heute, wenn wir diese beiden Paare vergleichen. Wir werten, wenn wir sagen, wir müssten sie unterschiedlich besteuern, wie wir es heute tun. Wir werten auch, das gebe ich zu, wenn wir sagen, wir müssten sie gleich besteuern, wie wir es mit dieser Vorlage tun würden. Wir werten in beiden Fällen. Aber die Frage, die ich mir stelle, ist, welche Argumente im Jahr 2025 und nicht im Jahr 1984 dafür sprechen, im einen Fall zu werten, und welche dafür sprechen, im anderen Fall zu werten.

Wenn ich das jetzt anschau – Kollege Burkart hat eingehend erläutert, welches die volkswirtschaftlichen Argumente für den Systemwechsel sind –, stelle ich fest, dass die Ungleichbehandlung der beiden Paare, die ich erwähnt habe, offensichtlich beseitigt wäre, wenn wir zur Individualbesteuerung wechseln würden. Ich gebe Ihnen recht, Kollege Würth. Sie haben gesagt, es liege quasi in den Details. Sie müssen nicht immer das Betriebssystem wechseln. Hier aber geht es meiner Meinung nach um den Wechsel des Betriebssystems. Hier geht es darum, diese gesellschaftliche Evolution in einer steuerrechtlichen Revolution nachzuvollziehen. Aber ich gebe Ihnen recht, der Teufel liegt dann immer wieder bei den Faktoren, bei der Ausgestaltung des neuen Betriebssystems. Und irgendwann gibt es einen Sprung vom alten zum neuen Betriebssystem. Dieses neue Betriebssystem muss wieder sorgfältig an die Gegebenheiten angepasst werden.

Dann haben wir das Argument der Wirtschaftsgemeinschaft, das dagegen spricht; das hat Kollege Burkart auch schon sehr gut gesagt. Faktisch haben Sie es heute mit einer Wirtschaftsgemeinschaft zu tun. Das Konkubinatspaar, das ich erwähnt habe, ist faktisch auch eine Wirtschaftsgemeinschaft. Faktisch hat es volljährige Nachkommen, die noch bei ihm leben, bis sie zum Beispiel fertig studiert haben, und die aber schon längst, nämlich seit sie 18 sind, eine eigene Steuererklärung ausfüllen. Sie bilden in vielen Fällen wohl faktisch auch eine Wirtschaftsgemeinschaft mit ihren Eltern, die sie teilweise oder ganz finanzieren. Faktisch oder rechtlich ändert auch der Güterstand am Argument der Wirtschaftsgemeinschaft relativ viel. Je nachdem, welchem Güterstand Sie unterliegen, sind Sie ein bisschen mehr oder ein bisschen weniger Wirtschaftsgemeinschaft. Das wäre eigentlich auch mindestens eine Teilantwort auf das von Kollege Ettlín geschilderte Problem, dass der Güterstand eben vielleicht stärker abgebildet werden müsste. Es ist meine persönliche Meinung, dass man vielleicht auch den Güterstand ein bisschen mehr in diese Überlegungen hätte einbeziehen müssen. Früher, als das Steuerrecht eben noch nicht so stark harmonisiert war, gab es tatsächlich Kantone, die bei der Gütertrennung – nur bei der Gütertrennung – die Individualbesteuerung vorsahen. Das wäre auch ein Modell, aber das ist heute nicht im Rennen.

Jetzt komme ich zu meinem Fazit. Ich muss sagen, Vizepräsident Stefan Engler hat in einem geschickten Beeinflussungsversuch gesagt, ich solle doch meine Mutter fragen, wie sie hier stimmen würde. Das habe ich nicht getan – nicht weil ich ihre Antwort fürchte, das würde ich, (*Teilweise Heiterkeit*) sondern weil eigentlich nicht relevant ist, was meine Mutter 1984 gemacht hätte. Relevant ist, welche Modelle die

AB 2025 S 42 / BO 2025 E 42

Menschen meiner Generation und der Generationen nach mir wählen. Sie müssen sich fragen, ob sie heiraten, um Steueroptimierung zu machen, oder ob sie aus anderen Gründen heiraten, ob ihnen die Ehe aus steuer-



lichen oder aus anderen Gründen wichtig ist. Wenn ich meine Generation und die Generationen nach mir danach frage, dann komme ich zum Schluss, dass die Evolution so weit fortgeschritten ist, dass die Revolution jetzt in diesem Saal hier passieren sollte.

Ich bitte Sie also einzutreten.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): D'abord, j'aimerais faire une remarque par rapport aux explications de Mme Gapany: elle a dit que c'était une révision très moderne. Pour moi, honnêtement, elle n'est pas moderne si ce sont surtout les riches qui en profitent. Je pense que l'on peut faire mieux. On peut regarder par exemple le modèle du canton de Vaud – il faudrait prendre les cantons comme modèles pour faire une révision de la loi.

Dann möchte ich auch Frau Roth ganz herzlich für ihr klares Votum zu dieser Steuergerechtigkeits-Initiative danken. Ich muss sagen: Was ich jetzt gehört habe, ist schon ein bisschen eine verkehrte Welt. Wer profitiert am meisten? Die reichen Doppelverdiener. Wer verliert? Alleinstehende, vor allem Alleinstehende mit Kindern. Das kann es doch wohl nicht sein! Wir können doch nicht eine Steuergesetzrevision machen, von der nicht alle profitieren, sondern nur wenige, und diese wenigen sind dann auch noch die finanziell am besten aufgestellten Leute.

Ich bitte Sie, nicht auf diese Vorlage einzutreten.

Graf Maya (G, BL): Ich habe mich gemeldet, weil es mir wichtig ist, noch kurz auf Kollege Würth zu reagieren. Er hat Andrea Opel zitiert, wie er es ja bereits bei der Kita-Debatte hier gemacht hat. Andrea Opel ist Professorin für Steuerrecht an der Universität Luzern. Kollege Würth hat sie leider nicht vollständig zitiert. Sie sagt nämlich zur Individualbesteuerung Folgendes: "Die Individualbesteuerung ist das einzige zukunftsfähige System." Sie begründet diese Aussage damit – man kann es in vielen, vielen Interviews nachlesen, weil sie sich seit Jahrzehnten mit dem Thema beschäftigt und auch darüber promoviert hat –, dass die heutige gemeinsame Veranlagung wirklich zwei negative Effekte hat; wir haben diese heute ja miteinander diskutiert. Erstens werden Ehepaare gegenüber Konkubinatspaaren wegen des Progressionseffekts steuerlich regelmässig benachteiligt. Davon betroffen sind insbesondere Ehepaare mit egalitären Rollenverteilungen bei ähnlich hohen Einkommen. Zweitens gibt es einen negativen Erwerbsanreiz für Zweitverdienende, da die Steuerprogression eben nicht bei null beginnt. Und so werden Zweitverdienende – in der Regel ist das die Frau – mit dem geltenden System auch von der Erwerbsarbeit abgehalten.

Ich möchte Sie deshalb bitten – und das ist jetzt meine ganz persönliche Meinung, die sich mit der Aussage von Frau Opel deckt –, auf die Vorlage einzutreten und heute wirklich Antworten zu liefern auf dringende Herausforderungen. Wir sollten steuerlich alle gleich behandeln. Ob jemand verheiratet ist oder nicht, sollte weder zu einer Bevorzugung noch zu Benachteiligungen führen. Damit könnten wir auch dringenden Herausforderungen wie Fachkräftemangel, demografischer Alterung und Versorgungsengpässen in Pflege und Gesundheit begegnen. Wir könnten auch – es ginge ja noch zehn Jahre und länger, bis die Vorlage umgesetzt wäre – die Zukunft der nächsten Generation so vorbereiten, dass wir mit der Individualbesteuerung die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit jedes und jeder Einzelnen beurteilen, egal in welcher persönlichen Situation er oder sie sich befindet.

Würth Benedikt (M-E, SG): Ich habe Frau Opel nicht falsch zitiert. Es ist hinlänglich bekannt, dass Frau Opel für die Individualbesteuerung ist. Ich habe nur auf diesen Artikel hingewiesen, in dem Frau Opel die steuerlichen Effekte und die Effekte für die Kita-Subventionen analysiert. Das ist alles. Mehr habe ich nicht gesagt. Es liegt mir fern, irgendwelche Leute falsch zu zitieren. Ich möchte mich hier ganz klar nicht in ein falsches Licht rücken lassen.

Herzog Eva (S, BS): Ich mache nur eine Aussage: Kollege Bischof hat Professor Hintermann zitiert und hat gesagt, gemäss diesem sei es eine Umverteilung von unten nach oben. Hier sei darauf hingewiesen, dass sich Professor Hintermann auf eine Bachelorarbeit bezieht, in der am Tarif nichts geändert wird und in der auch keine Mindereinnahmen in Kauf genommen werden. Es ist eine simulierte Individualbesteuerung, die nicht von den gleichen Annahmen ausgeht wie der Bundesrat. Ich nehme an, die Frau Bundespräsidentin wird das dann noch besser erklären, als ich es kann. Es ist ein anderer Tarif, und deshalb ist dieser Vergleich nicht statthaft. Die Vorlage, über die wir heute sprechen, beinhaltet nicht das gleiche Modell. Es ist keine Umverteilung von unten nach oben. Die prozentualen Entlastungen, ich habe es vorhin schon gesagt, liegen vor allem im unteren und mittleren Bereich – und natürlich auch bei den oberen Einkommen, bei den Zweitverdienern, das ist klar.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich danke Ihnen für die sehr interessante Diskussion, die Sie geführt



haben. Es gibt einiges zu sagen, und ich hoffe, dass meine Stimme hält, bis ich alles gesagt habe. Sonst müssen Sie sich vorstellen, was ich gesagt hätte, wenn ich bis zum Schluss gekommen wäre.

Nun, auf jeden Fall möchte ich darauf hinweisen, dass, wie Sie auch gesagt haben, in der Bundespolitik seit mehr als zwei Jahrzehnten über diese Frage gesprochen wird. Ich möchte kurz ein paar Vorlagen nennen, die in diesem Bereich schon diskutiert wurden. 2001 stand im Rahmen des Steuerpakets 2001 die Einführung eines Teilsplittings zur Debatte. Das wurde vom Volk abgelehnt. 2007 gab der Bundesrat sogar vier Modelle in die Vernehmlassung. Die Vernehmlassung zeigte, dass weder die Reformvorschläge im Rahmen einer gemeinsamen noch diejenigen im Rahmen einer getrennten Besteuerung mehrheitsfähig waren. 2012 führte der Bundesrat eine neue Vernehmlassung durch, und zwar zu einem Mehrfachtarif mit alternativer Steuerberechnung. Auch dieses Modell war umstritten. Fast zur gleichen Zeit reichte die damalige CVP eine Initiative zur Abschaffung der Heiratsstrafe ein, die Volksinitiative "für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe", basierend auf der gemeinsamen Besteuerung. Sie wurde dann bekanntlich in der Volksabstimmung 2016 abgelehnt und das Abstimmungsergebnis später vom Bundesgericht annulliert. Der Bundesrat unterbreitete dann dem Parlament 2018 den zuvor vernehmlasssten Mehrfachtarif mit alternativer Steuerberechnung. Allerdings wies das Parlament diese Botschaft 2019 an den Bundesrat zurück und beauftragte ihn, alternative Modelle vorzulegen. Bereits im Herbst 2020 war auch dieser Entscheid wieder überholt, weil die Mehrheit des Parlamentes den Bundesrat im Rahmen der Legislaturplanung damit beauftragte, ihm eine Botschaft zur Einführung der Individualbesteuerung vorzulegen.

Hier stehen wir jetzt. Diesen Auftrag haben wir erfüllt, und ich sage: Ich bin so klug als wie zuvor. Wir drehen uns schon etwas im Kreis. Herr Ständerat Bischof, die Revolution ist also noch nicht wirklich in den Köpfen angelangt – im Steuersystem vielleicht, sollte so etwas durchkommen.

Nun, dann wurde die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" der FDP-Frauen eingereicht, und der entsprechende Auftrag des Parlamentes diene dann sozusagen zur Ausführung eines indirekten Gegenvorschlages. Sie wissen, dass der Bundesrat diese Initiative ablehnt. Es ist aus Sicht des Bundesrates nicht nötig, diese Frage auf Verfassungsstufe zu regeln. Der Gesetzgeber soll frei bleiben. Gleiches gilt übrigens – darauf möchte ich auch hinweisen, Ständerat Hegglin hat es gesagt – für die bald folgende Botschaft zur Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!", der Initiative der Mitte, die ebenfalls die Abschaffung der Heiratsstrafe möchte. Dort wird dann die Ehe als Besteuerungsgrundlage in der Verfassung festgelegt. Der Bundesrat ist auch da der Meinung, dass der Gesetzgeber eigentlich frei sein sollte.

Einig sind wir uns aber darüber, dass die Heiratsstrafe abgeschafft werden soll. Es soll gelingen, dafür zu sorgen, dass die zweitverdienende Person nicht zu hoch besteuert wird.

AB 2025 S 43 / BO 2025 E 43

Die Frage ist nur: Wie kommt man dorthin? Bis anhin steht es da immer etwa fifty-fifty. Es hat sich offensichtlich nicht nur in der Zeit, als Peter Hefti noch im Rat war, sondern auch später nicht wahnsinnig viel bewegt.

Es wurde gesagt, es sei eine rein tarifäre Frage. Das kann man so anschauen. Ich teile die Meinung von Ständerat Zopfi: Es ist schon auch eine gesellschaftspolitische Frage, dass dieses Thema überhaupt auf den Tisch gekommen ist. Sie wissen ja, ich bin keine Anhängerin der Idee, dass der Staat von oben vorgeben muss, wie man leben, denken oder handeln soll. Die Veränderungen sollen von unten kommen. Wenn eine Volksinitiative eingereicht wird, kann man sagen, in der Gesellschaft ist etwas in Bewegung. Im Kanton St. Gallen zum Beispiel wurde die Strafbarkeit des Konkubinats erst 1984 abgeschafft. Es ist also noch nicht so lange her, dass man da eine etwas andere Sicht hatte.

Die Individualbesteuerung hätte den Vorteil, dass sie zivilstandsneutral wäre. Es würde nicht nur die Heiratsstrafe abgeschafft, sondern auch der Heiratsbonus. Davon spricht man weniger. Ich meine nicht den persönlichen Bonus – persönlich haben ja alle, die verheiratet sind, einen Bonus –, ich meine den monetären. Mit der Individualbesteuerung würden verheiratete Paare gegenüber unverheirateten Paaren künftig also nicht mehr benachteiligt, aber auch nicht mehr bevorzugt. Zugleich könnten auch Anreize zur Aufnahme einer Erwerbstätigkeit für Zweitverdienende geschaffen werden. Ich kann akzeptieren, dass es etwas umstritten ist, welchen Effekt das tatsächlich auf den Arbeitsmarkt hat, zumal wir natürlich auch etwas wohlstandsverwöhnt sind. Es ist ja nicht so, dass man dann unbedingt das Pensum erhöhen muss. Zwei Personen, die gut ausgebildet sind, können heute Teilzeit arbeiten und gut leben. So konnte die Generation meiner Eltern zum Beispiel nicht leben; bei vielen von uns hat einfach der Vater das alleinige Einkommen nachhause gebracht.

Frau Herzog hat es auch gesagt: Ich glaube, es ist gesellschaftlich nicht ganz zu unterschätzen, dass die Individualbesteuerung die finanzielle Unabhängigkeit der Eheleute natürlich auch stärken kann. Sie zwingt gerade auch die Frauen dazu, sich nicht einfach zurückzulehnen, sondern sich auch mit der eigenen wirtschaftlichen



und finanziellen Situation mehr auseinanderzusetzen und sich nicht einfach auf das Einkommen des Partners, also des Ehegatten, zu verlassen. Das ist an und für sich eine gute Sache, wenn man sieht – ich komme noch darauf zurück –, dass heute 40 Prozent der Ehen geschieden werden.

Zu den Eckwerten der Individualbesteuerung: Gemäss diesem Gegenvorschlag sollen Ehepaare wie unverheiratete Paare individuell besteuert werden. Die kinderrelevanten Abzüge werden bei der direkten Bundessteuer grundsätzlich hälftig aufgeteilt. Der Kinderabzug bei der direkten Bundessteuer soll von heute 6700 auf 12 000 Franken erhöht werden. Der Tarif der direkten Bundessteuer wird angepasst, damit sich eine ausgewogene Verteilungswirkung der Vorlage über alle Einkommensklassen ergibt, und die Individualbesteuerung wird für alle drei staatlichen Ebenen, das haben wir gehört, eingeführt.

Was bedeutet das in Bezug auf die Belastungsrelationen? Wir haben auch hierzu schon einiges gehört. Entlastungen ergeben sich insbesondere für Ehepaare mit einer ausgeglichenen Einkommensaufteilung. Das sind eben die Leute, die im heutigen System häufig von der Heiratsstrafe betroffen sind. Das gilt übrigens auch für zahlreiche Rentnerehepaare, weil die Einkommensaufteilung dort typischerweise auch eher gleichmässig ist. Eine relativ bedeutsame Verschiebung ergibt sich dann – das haben wir auch gehört –, quasi spiegelbildlich verkehrt, bei Ehepaaren mit einer ungleichmässigen Einkommensverteilung. Dort ist es so, dass Ehepaare mit keinem oder einem niedrigen Zweiteinkommen, die im heutigen System eben von diesem Heiratsbonus profitieren, eher benachteiligt würden.

Dann haben wir die alleinerziehenden Personen, sie werden im geltenden Recht zu einem privilegierten Tarif, zum Elterntarif, besteuert. Weil dieser privilegierte Tarif wegfällt, wird die Reform insgesamt auch bei dieser Personengruppe grundsätzlich zu einer höheren Steuerbelastung führen. Allerdings wird diese höhere Steuerbelastung durch die deutliche Erhöhung des Kinderabzugs, den ich erwähnt habe, und die vorgeschlagenen Tarifanpassungen stark abgefedert, und zwar so weit, dass sie bei tiefen und mittleren Einkommen im Durchschnitt kompensiert wird.

Es gilt ja auch für Ehepaare mit einer ungleichen Einkommensverteilung, dass der Kinderabzug eine gewisse Wirkung hat. Gemäss Schätzungen würde bei der direkten Bundessteuer für diese Gruppe der unverheirateten Personen mit Kindern im Durchschnitt eine Mehrbelastung entstehen, allerdings nur bei der höchsten Einkommensklasse. Bei allen übrigen Einkommensklassen käme es im Durchschnitt zu einer Entlastung. Und dann gibt es noch die Gruppe der unverheirateten Personen ohne Kinder. Hier käme es wegen der Anpassung des Tarifs ebenfalls zu einer Entlastung.

Also, die Welt ist, wie immer im Steuerrecht, etwas komplex. Es ist so, dass von einer solchen Umstellung gewisse Steuerpflichtige profitieren würden und andere nicht. Wir haben die Vorlage aber so ausgestaltet, dass eine Mehrheit der Steuerpflichtigen profitiert. Deshalb hat man, zusammengefasst, den Steuertarif angepasst und eben die Kinderabzüge erhöht.

Zu den finanziellen Auswirkungen: In der Botschaft, das haben Sie auch gehört, steht noch, dass es Mindereinnahmen von rund 1 Milliarde Franken geben würde. Diese Schätzung wurde in der Zwischenzeit aktualisiert, und zwar aufgrund der neuesten Daten von 2021. Es gibt jetzt Mindereinnahmen von 870 Millionen Franken für Bund und Kantone. Hier wurde die kalte Progression noch mit einbezogen, das heisst, die Belastung ist hier etwas geringer. Was die Mindereinnahmen anbelangt: Diejenigen, die in der Finanzkommission sind, wissen, dass wir das in der Finanzplanung nicht eingestellt haben, denn sollte dieses Projekt kommen, dürfte eine lange Umsetzungsfrist gelten. Die Kantone verlangen ja zehn Jahre, und das übersteigt die Finanzplanung des Bundes. Aber es ist natürlich so, dass man, wenn man ein System ändert, auch damit rechnen muss, dass es vielleicht zu Mindereinnahmen kommen kann. Es ist ja auch nicht so, dass der Bundesrat der Meinung ist, dass man kein Geld mehr ausgeben darf. Wir haben ja auch ein Entlastungspaket aufgelegt, um die Mehrausgaben in der Armee und in der AHV zu finanzieren und um finanzpolitischen Spielraum zu gewinnen. Gerade das Parlament sollte die Möglichkeit haben, auch in anderen Bereichen, in denen man etwas investieren muss, Projekte zu lancieren.

Jetzt komme ich noch zur Umsetzung. Wir haben hierzu ja einiges gehört. Wir haben gehört, dass das ein grosser bürokratischer Aufwand wäre, dass die Finanzdirektorenkonferenz gegen die Individualbesteuerung ist. Das stimmt. Bei den Kantonen war es in der Vernehmlassung allerdings nicht so. Zürich, Bern, Basel-Stadt und noch andere waren dafür. Es ist also nicht so, dass einfach alle Kantone das ablehnen. Auf der einen Seite ist es so, das haben wir in der Botschaft offengelegt, dass 1,7 Millionen mehr Steuererklärungen ausgefüllt werden müssen, wenn die Ehegatten jeweils separat eine Steuererklärung ausfüllen. Das erhöht natürlich den wiederkehrenden Aufwand, das stimmt. Aber auf der anderen Seite ist es halt schon so, dass wir nicht mehr im Schreibmaschinenzeitalter sind, dass es auch eine elektronische Verarbeitung gibt, dass es gewisse administrative Vereinfachungen gibt. Und dann muss man auch sehen: Heute werden 40 Prozent der Ehen geschieden, und da gibt es dann auch eine individuelle Veranlagung. Auch wenn ein Ehegatte verstirbt, gibt es



eine neue Veranlagungssituation.

Mir ist dann noch in den Sinn gekommen, dass es einmal eine Vorlage gab, in der es um die Vereinheitlichung der zeitlichen Bemessung der direkten Steuern ging, das heisst um die Umstellung von der zweijährigen Vergangenheitbemessung auf die einjährige Gegenwartsbemessung. Wir können uns vielleicht nicht mehr so gut daran erinnern, aber wenn man in die Materialien geht, dann sieht man: Es wurde damals bezüglich der administrativen Belastung wirklich der Untergang des Abendlandes prophezeit. Das war sehr schwierig, und es war sehr umstritten. Wenn Sie die Vorlage

AB 2025 S 44 / BO 2025 E 44

hervornehmen, stellen Sie fest: Sie war gerade im Ständerat umstritten. Den Kantonen wurde dann eine achtjährige Übergangsfrist eingeräumt, und siehe da: Die Kantone waren schneller, als man geglaubt hat, sie haben dieses Ziel schneller erfüllt.

Es gibt einen Bericht des Bundesrates vom 9. Januar 2002, denn der Bundesrat musste dann über diesen gewaltigen Aufwand Bericht erstatten. Dort steht: "Der Wechsel zum System der einjährigen Postnumerandobesteuerung mit Gegenwartsbemessung wurde in den Kantonen wie auch für die Bundessteuer im Wesentlichen in den Jahren 1999 bis 2001 vollzogen. Für den Bund hatte er keine personellen Auswirkungen. In den Kantonen konnten die Auswirkungen auf den Personalbestand dank der Reorganisation der Steuerbehörden und einer zunehmenden Informatisierung begrenzt werden." Das war also auch zu stemmen.

Man kann in guten Treuen für oder gegen die Individualbesteuerung sein. Aber wenn man sie will, ist das ein Systemwechsel, und dann gibt es einen gewissen Aufwand. Ich muss Ihnen sagen, am meisten stört es mich, wenn man argumentiert: Das ist uns zu aufwendig; wir kassieren zwar zu viel Steuern, wir besteuern das Zweiteinkommen zu hoch, aber es ist uns jetzt gerade etwas zu anstrengend, das zu ändern. Ich finde, das geht nicht.

Natürlich kann man einfach sagen, man ändere den Tarif, oder, Herr Würth? Aber dann haben Sie auch gewisse Umstellungen. Ich sage einfach: Das ist für mich jetzt nicht das Königsargument.

Wenn man das will, dann muss man das machen, mit allen Veränderungen, die damit verbunden sind. Das ist letztlich ein politischer Entscheid. Dafür sind Sie da. Der Bundesrat hat hier den Auftrag erfüllt. Ich wünsche mir einfach, dass jetzt entweder hier, in dieser Vorlage, oder dann mit der Vorlage, die noch auf uns zukommt, endlich die Heiratsstrafe abgeschafft wird. Es ist jetzt eine Frage des politischen Prozesses und des Ausmehrens, welche Variante dann am Schluss obsiegt. Am Schluss ist entscheidend, dass eben diejenigen, die arbeiten, die leistungsorientiert sind, nicht zu viel Steuern bezahlen müssen.

Ich danke Ihnen, wenn Sie hier eintreten. In der Detailberatung können wir dann verschiedene Fragen noch anschauen.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Salzmann auf Nichteintreten auf den indirekten Gegenvorschlag ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7253)

Für Eintreten ... 23 Stimmen

Dagegen ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Ziff. 1 Ersatz von Ausdrücken; Art. 3 Abs. 5; Gliederungstitel nach Artikel 8; 8a; 9; 9a; 13 Titel, Abs. 1, 2; 14 Abs. 2, 4; 23 Bst. f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction, ch. 1 remplacement d'expressions; art. 3 al. 5; titre suivant l'art. 8; 8a; 9; 9a; 13 titre, al. 1, 2; 14 al. 2, 4; 23 let. f

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté



**Ziff. 1 Art. 33***Antrag der Mehrheit**Abs. 1 Bst. c, g, h, hbis, 1bis Bst. b, c, 2, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Hegglin Peter, Bischof, Ettlin Erich, Germann, Regazzi, Salzmann)

Abs. 3bis

Ist bei verheirateten Paaren das Einkommen des einen Ehepartners mehr als doppelt so hoch wie dasjenige des anderen Ehepartners, so kann bis zu 50 Prozent des höherverdienenden Ehepartners, im Maximum jedoch 60 000 Franken beim weniger verdienenden Ehepartner zur Besteuerung gebracht werden.

Ch. 1 art. 33*Proposition de la majorité**Al. 1 let. c, g, h, hbis, 1bis let. b, c, 2, 3*

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Hegglin Peter, Bischof, Ettlin Erich, Germann, Regazzi, Salzmann)

Al. 3bis

Si le revenu imposable de l'un des partenaires d'un couple marié représente plus du double de celui de l'autre partenaire, 50 pour cent au maximum du revenu de celui qui gagne le plus, mais au plus 60 000 francs, peuvent être ajoutés au revenu imposable de celui qui gagne le moins.

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Die Minderheit Hegglin Peter stört sich daran, dass verheiratete Paare gegenüber geschiedenen oder getrennten Paaren nicht gleichgestellt seien. Unterhaltszahlungen können vom steuerbaren Einkommen abgezogen und dann bei der empfangenden Person deklariert werden. Mit Artikel 15 Absatz 3bis soll dieser Grundgedanke auch bei verheirateten Paaren gelten.

Die Mehrheit unserer Kommission lehnt diesen Zusatz ab. Der Entscheid fiel mit 7 zu 6 Stimmen. Letztendlich ist es illusorisch, für jede Konstellation eine Einzelfallgerechtigkeit herzustellen. Zudem ist die Formulierung nicht zivilstandsneutral, sondern setzt explizit bei verheirateten Paaren an. Somit entsteht eine Inkonsequenz gegenüber dem Anliegen der Initiative und dem Grundgedanken des indirekten Gegenvorschlags. Schliesslich würde eine solche Regelung die Beschäftigungseffekte spürbar verringern. Auch dies widerspräche dem Grundanliegen der Initiative.

Ich empfehle Ihnen, der Mehrheit unserer Kommission zu folgen und den Antrag der Minderheit Hegglin Peter abzulehnen.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Wir sind zwar, wenn auch sehr knapp, auf die Vorlage eingetreten, doch die Gesamtabstimmung ist noch nicht vorbei. Das heisst für mich, dass die Vorlage in den Punkten, in denen sie zu markanten Ungleichheiten führt, entsprechend zu korrigieren ist.

Im Bereich der verheirateten Paare führt die Individualbesteuerung je nach Familiensituation zu einer massiven Verschlechterung. Wenn ich als Einkommensverhältnis einer Familie 90 zu 10 Prozent nehme, was bei 150 000 Franken Einkommen einer Aufteilung von 135 000 zu 15 000 Franken entspricht, beträgt die heutige Steuerbelastung 2499 Franken. Ähnlich ist es bei einer Einkommensaufteilung von 60 zu 40 Prozent, also bei 90 000 zu 60 000 Franken. Da beläuft sich die Steuerbelastung auf 2162 Franken, was fast genau gleich viel ist. Durch die Reformvorlage verringert sich die Steuerbelastung bei einer Aufteilung von 60 zu 40 Prozent auf 719 Franken; das gilt auch mit zwei Kindern. Dagegen erhöht sich die Steuerbelastung bei einer Einkommensaufteilung von 90 zu 10 Prozent – ein Ehepartner verdient 135 000 Franken, der andere 15 000 Franken – auf 4096 Franken. Das ist eine Verdoppelung im Vergleich zu heute. Und es ist fast das Fünffache bei der Familienkonstellation mit einem Einkommensverhältnis von 60 zu 40 Prozent.

Eine solch eklatante Veränderung muss doch irgendwie korrigiert werden, gerade wenn man berücksichtigt, dass die Ehe auch eine zivilrechtliche Verpflichtung beinhaltet, wonach Ehegatten sich gegenseitig unterstützen müssen, d.h., sie müssen für den Unterhalt der Familie, einschliesslich der Kinder, aufkommen. Zum Ausdruck kommt das auch, wenn



anderen zu zahlen hat. In diesem Fall kann die zahlende Person die Unterhaltszahlung abziehen, die sie erhaltende Person dagegen muss sie als Einkommen deklarieren. Angesichts der bestehenden Unterschiede in den heutigen Familienverhältnissen und Erwerbssystemen geht mein Antrag im Grunde dahin, dass die Möglichkeit bestehen soll, dass der eine Ehepartner, der mehr als das Doppelte verdient, dem anderen entsprechende Unterhaltszahlungen leisten muss. Diese können vom mehr verdienenden Ehepartner abgezogen werden, während sie der weniger verdienende Ehepartner als Einkommen angeben muss. Das hätte natürlich zur Folge, dass die Steuerprogression insgesamt weniger zum Tragen käme und dass die Steuerbelastung moderater ausfiele.

Ich empfehle Ihnen, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen, damit auch der Nationalrat die Möglichkeit hat, darüber zu befinden. Wenn Sie meine Minderheit nicht zur Mehrheit erheben, ist der Beschluss gefasst, dann gibt es im Schwesterrat keine Möglichkeit zur Diskussion oder Beratung mehr.

Ich empfehle Ihnen, meiner Minderheit zu folgen und diesen Aspekt entsprechend zu legiferieren.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich möchte Sie bitten, der Mehrheit der Kommission zu folgen und den Minderheitsantrag abzulehnen. Ständerat Hegglin kritisiert die Bevorzugung von Geschiedenen gegenüber Verheirateten, weil Geschiedene nacheheliche Unterhaltszahlungen steuerlich in Abzug bringen können. Diese Regelung hat allerdings nichts mit der Individualbesteuerung zu tun, sie findet sich bereits im geltenden Recht. Es ist letztlich der Entscheid des Gesetzgebers, inwieweit familienrechtliche Pflichten steuerlich berücksichtigt werden sollen. Heute ist es so, dass nacheheliche Unterhaltszahlungen steuerlich berücksichtigt werden, andere familienrechtliche Leistungen hingegen nicht, zum Beispiel wenn Sie Ihre Eltern unterstützen. Ständerat Hegglin möchte hier vor allem Ehepaare mit ungleichmässiger Einkommensverteilung besserstellen. Der Bundesrat hatte eine ähnliche Idee, hat diese aber nach der Vernehmlassung verworfen, weil sie doch stark kritisiert wurde. Es stellt sich auch die Frage, ob diese Regelung hier tatsächlich noch als Gegenvorschlag zur Volksinitiative gewertet werden könnte, weil sie nicht zivilstandsneutral ist. Wenn man einen Gegenvorschlag zur Volksinitiative macht, zur Individualbesteuerung, dann ist ja die Zivilstandsneutralität gewollt, und das wäre hier nicht der Fall.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7254)

Für den Antrag der Mehrheit ... 23 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 21 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 1 Art. 33b

Antrag der Mehrheit

Titel

Übertragung kinderbezogener Abzüge

Abs. 1

Werden die Abzüge nach Artikel 33 Absatz 1 Buchstaben h und hbis sowie Artikel 33 Absatz 1bis Buchstabe b hälftig auf die Eltern aufgeteilt, werden sie im Umfang, der das steuerbare Einkommen des einen Elternteils nicht reduziert, auf den anderen Elternteil übertragen.

Abs. 2

Wird der Maximalbetrag für den Abzug nach Artikel 33 Absatz 3 Buchstaben b und c hälftig auf die Eltern aufgeteilt, wird er im Umfang der Kinderdrittbetreuungskosten, die das steuerbare Einkommen des einen Elternteils nicht reduzieren, beim anderen Elternteil erhöht.

Antrag der Minderheit I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Streichen

Ch. 1 art. 33b

Proposition de la majorité

Titre

Transfert des déductions liées aux enfants

Al. 1

Si les déductions prévues à l'article 33 alinéa 1 lettres h et hbis, ainsi que 33 alinéa 1bis lettre b, sont réparties par moitié entre les parents, la part de ces déductions qui ne réduit pas le revenu imposable d'un parent est



transférée à l'autre parent.

Al. 2

Si le montant maximal de la déduction prévue à l'article 33 alinéa 3 lettres b et c, est réparti par moitié entre les parents, la part des frais de garde par des tiers qui ne réduit pas le revenu imposable d'un parent est ajoutée chez l'autre parent.

Proposition de la minorité I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Biffer

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Wir kommen zur ersten Differenz gegenüber dem Nationalrat. Es geht im Grundsatz um die Höhe des Kinderabzugs sowie um die Frage der allfälligen Übertragung dieses Abzugs auf beide Elternteile. Unsere Kommission folgt dabei der Auffassung, dass ein Kinderabzug sinnvoll ist. Sie stimmt auch dem Grundsatz zu, dass dieser Abzug je zur Hälfte des Maximalbetrags auf die Eltern aufgeteilt wird. Allerdings entsteht hier nun ein Problem für den Fall, in welchem ein Elternteil über kein oder nur über ein geringes Einkommen verfügt. In solchen Konstellationen sind Eltern gegenüber denjenigen Eltern, welche den Betrag effektiv bei beiden Einkommen abziehen können, steuerlich schlechtergestellt. Denn bei Ehepaaren mit einer ungleichen Einkommensverteilung würden die Abzüge ins Leere laufen.

Mit dem vorliegenden Antrag der Mehrheit soll deshalb die Möglichkeit geschaffen werden, den Abzug des einen Elternteils auf den anderen zu übertragen, dies im Umfang des Betrages, der beim einen Elternteil nicht abgezogen werden kann. Diese Berechnung betrifft auch die Drittbetreuungskosten. Zu bemerken ist, dass diese Regelung natürlich zivilstandsneutral formuliert wurde. Es spielt also keine Rolle, ob die Eltern verheiratet sind oder nicht.

Dieser Übertrag ist in der Fassung des Nationalrates nicht vorgesehen. Mit seiner Einführung resultieren natürlich nochmals geringere Steuereinnahmen. Dies hätte zur Folge, dass die Mindereinnahmen für Bund und Kantone die Zahl von rund 1 Milliarde Franken übersteigen würden. Um dies auszugleichen, muss im Gegenzug der Kinderabzug angepasst werden. Statt 12 000 Franken gemäss Beschluss des Nationalrates beantragt unsere Kommission daher 10 700 Franken. Damit erfolgt die Einführung des Übertrags gegenüber der nationalrätlichen Fassung steuerneutral. Man mag diesen Antrag wie der "Nebelspalter" in seinem neuesten Bundeshaus-Briefing als "Pflasterlipolitik" bezeichnen, doch im Endeffekt entspricht er einer finanzpolitischen Verantwortung, um sowohl dem Anliegen der Steuergerechtigkeit als auch den finanziellen Anforderungen des Bundes und der Kantone Rechnung zu tragen.

Im Vergleich zum heutigen Abzug von 6800 Franken stellen die 10 700 Franken zudem eine beachtliche Erhöhung für Eltern dar, ebenso für Alleinerziehende, die vom Übertrag nicht direkt profitieren. Gegenüber dem heutigen Recht hätten Alleinerziehende grundsätzlich eine höhere Belastung, denn bis anhin besitzen sie ein Tarifprivileg, da sie faktisch wie Ehepaare besteuert werden. Mit den 10 700 Franken wird diese Mehrbelastung auch bei ihnen abgefedert. Letztlich profitieren also gemeinsam erziehende Eltern ebenso wie Alleinerziehende von dieser Erhöhung.

In der Kommission wurde dieser Antrag mit 10 zu 2 Stimmen angenommen. Ich danke Ihnen, wenn auch Sie dem Antrag der Mehrheit folgen.

Herzog Eva (S, BS): Der Berichterstatter hat es schon gesagt: Die Erhöhung der Kinderabzüge wurde gemacht,

AB 2025 S 46 / BO 2025 E 46

um die Mehrbelastung abzumildern, die Einverdienerpaare und Alleinverdienende mit dem System erfahren, das hier vorgelegt wird. Deshalb wurde der Kinderabzug von 6800 auf 12 000 Franken massgeblich erhöht. Die Pauschale soll zur Vereinfachung des Systems und dessen administrativer Bewältigung beitragen. Natürlich ist es trotzdem so, dass die Kinderabzugspauschale, die bei Paaren je hälftig geltend gemacht werden kann, ins Leere fallen kann.

Die Minderheit spricht sich dagegen aus, dass dies jetzt wieder abgemildert werden soll. Das geht natürlich wieder in die andere Richtung. Die Erwerbsanreize, welche die Individualbesteuerung bringen soll, werden teilweise wieder rückgängig gemacht – nicht vollständig natürlich, denn der Systemwechsel ist immer noch wichtiger, was die Erwerbsanreize angeht. Ich bitte Sie aber, dies nicht zu tun, da es im Interesse einer Minderheit ist. Es wurde jetzt schon mehrheitlich gesagt: Die Gruppe, die aus Einverdienerfamilien besteht, ist eine deutliche Minderheit. Um diese geht es besonders. Es geht auch um Zweiverdienerfamilien, in denen eine Person in einem sehr tiefen Pensum arbeitet, aber es ist eine Zementierung des Ist-Zustandes. Und wir



wollen ja Anreize setzen, damit es sich für die betreffenden Personen sicher auch lohnt, erwerbstätig zu sein, ein eigenes Einkommen und später eine gute Rente zu haben. Aber ich sage nicht alles nochmals. Ich bitte Sie, hier meiner Minderheit zu folgen.

Ettlin Erich (M-E, OW): Damit es technisch klar ist: Ich war in der Kommission auch für diese Variante, damit durch den Systemwechsel nicht Kinderabzüge ins Leere fallen. Aber Sie müssen den Text genau lesen. Sie werden sehen, diese Variante löst nur einen Teil der Probleme. Es steht: Wenn die kinderbezogenen Abzüge – da gehören auch Krankheitskosten usw. dazu – hälftig auf die Eltern aufgeteilt werden, so werden sie "im Umfang, der das steuerbare Einkommen des einen Elternteils nicht reduziert, auf den anderen Elternteil übertragen".

Das steuerbare Einkommen eines Elternteils wird also nicht reduziert. Wenn nun der Mann weniger arbeitet und die Frau mehr, dieser Mann 15 000 Franken steuerbares Einkommen hat und seine Hälfte des Kinderabzuges nach neuem Recht 5350 Franken beträgt, dann werden diese 5350 Franken nicht übertragen, weil sie das steuerbare Einkommen eben reduzieren. Man ging von null aus. Sie müssen wissen: Für die grosse Mehrheit der Menschen wird das nicht wirken, nur für diejenigen, deren steuerbares Einkommen null ist. Bei einem steuerbaren Einkommen von 15 000 Franken zahlen sie keine Steuern, da der Tarif dann null ist. Trotzdem wird diese Konstellation nicht zu einer Reduktion führen, weil eben das steuerbare Einkommen reduziert wird und damit nicht unter diesen Titel fällt. Ich möchte einfach noch betonen: Es werden viele solche Fälle sein.

Sommaruga Carlo (S, GE): J'aimerais aborder un autre aspect que l'aspect technique qui a été évoqué: l'impact sur les pertes fiscales que le système introduit par la commission peut avoir.

J'ai sous les yeux une note qui a été distribuée par l'administration lors de nos débats en commission. Elle montre que l'introduction de ce système n'aboutit pas à une perte de 870 millions de francs par année, mais à une perte de 1 milliard de francs. C'est donc une augmentation de la perte fiscale pour la Confédération concernant l'impôt fédéral direct (IFD). Pourquoi cela? Parce que, effectivement, avec ce modèle, des déductions plus importantes peuvent être faites sur le revenu le plus important du couple, qu'il s'agisse de personnes mariées ou non mariées. Ce qui est intéressant de lire dans cette note, ce n'est pas seulement le montant des pertes, qui est indiqué, mais ce qui suit: "Les estimations restent néanmoins entachées de grandes incertitudes, car les données statistiques à disposition ne permettent de tirer aucune conclusion sur la répartition du revenu entre les parents." En effet, les données dont dispose l'administration fédérale sont uniquement les "données de quelques cantons pour l'année fiscale 2015." C'est donc une estimation, et la perte fiscale pourrait être encore plus importante. De plus, dans cette estimation, on n'intègre pas l'élément du transfert des déductions liées aux enfants entre parents non mariés; aujourd'hui, les parents non mariés sont imposés de manière séparée. Donc, on ne sait pas comment cela se passe pour ces contribuables. A partir de là, on peut considérer que la perte fiscale relative à l'IFD ne serait pas seulement de 1 milliard de francs, mais peut-être de 1,2 milliard ou de 1,3 milliard de francs.

J'attire votre attention sur cet élément et vous invite, pour ce motif, à suivre la minorité Herzog Eva.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Mit der Vorlage sollen ja die Kinderabzüge von 6700 Franken auf 12 000 Franken erhöht werden, was ich grundsätzlich begrüsse. Selbst mit einem höheren Kinderabzug werden nämlich die Kosten, die die Kinder verursachen, nicht adäquat abgebildet; diese Kosten sind wesentlich höher. Daher ist, finde ich, ein höherer Kinderabzug absolut gerechtfertigt.

Ich finde es aber sehr stossend, dass mit der Individualbesteuerung diese Kinderabzüge aufgeteilt werden sollen und dass jeder bei gemeinsamer Verantwortung für die Kinder nur den hälftigen Kinderabzug vornehmen kann. Denn damit wird quasi hingenommen, dass ein grosser Teil wegen mangelndem Einkommen diese Abzüge gar nicht vornehmen kann. In der Kommissionsberatung wurde festgestellt, dass seitens der Verwaltung dieses Ins-Leere-Fallen der Abzüge in einer Grössenordnung von rund 250 Millionen Franken einfach hingenommen wird. Das ist der Unterschied zwischen dem Antrag der Kommission und dem bundesrätlichen Entwurf, weil der Abzug auf 10 700 Franken reduziert wird. Das finde ich echt beachtlich, ja fast bedenklich. Wenn man dann sagt, man gewichte bei diesem Ins-Leere-Fallen des Kinderabzugs, der dann eben nicht gemacht werden kann, den Erwerbsanreiz höher, dann frage ich mich schon, wo die sozialpolitische Verantwortung liegt.

Ich bin daher der Ansicht, dass es richtig ist, diese Thematik dem Nationalrat nochmals zur Beratung zu unterbreiten, nachdem sie jetzt als Konzept aufgearbeitet wurde und nicht nur kinderbezogene Abzüge, sondern auch weitere Kosten betrifft. Wenn Sie zustimmen, hat der Nationalrat auch die Möglichkeit, den Aspekt, den Kollege Erich Ettlin vorhin erwähnt hat, nochmals auszuleuchten und vielleicht noch andere oder bessere Formulierungen in diesem Bereich zu finden.



Ich empfehle Ihnen also, hier wirklich auch sozialpolitisch zu denken und die Möglichkeit zu eröffnen, diese Kinderabzüge zu übertragen. Besten Dank für die Unterstützung.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Sie haben es gehört: Mit dem Antrag der Mehrheit will man verhindern, dass Abzüge bei Eltern wegen keinem oder einem tiefen Zweiteinkommen ins Leere fallen. Die Übertragung der Abzüge soll zivilstandsneutral erfolgen, das ist also selbstverständlich mit der Vorlage vereinbar. Der Bundesrat hat aus administrativer Sicht vorgeschlagen, die hälftige Zuteilung vorzunehmen. Die Kantone haben uns gebeten, ein System zu wählen, das so einfach wie möglich ist. Ich überlasse den Entscheid Ihnen. Was man hier will, ist letztlich eine Frage der Gewichtung der verschiedenen Aspekte. Mit diesem Antrag wäre es dann so, dass die Mindereinnahmen von 1 Milliarde Franken, die in der Botschaft erwähnt wurden, eintreffen würden. Ich habe Ihnen ja vorhin beim Eintreten gesagt, dass es neue Schätzungen gibt, die die Mindereinnahmen bei 870 Millionen Franken sehen. Wenn man hingegen diesem Mehrheitsantrag jetzt zustimmt – das einfach der Transparenz halber –, dann sind wir wieder bei 1 Milliarde, weil ja dann eine Übertragung dieser Kinderabzüge stattfinden würde.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7255)

Für den Antrag der Mehrheit ... 32 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 13 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2025 S 47 / BO 2025 E 47

Ziff. 1 Art. 35

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

a. 10 700 Franken für jedes unter der elterlichen Sorge der steuerpflichtigen Person stehende minderjährige Kind ...

b. 10 700 Franken für jedes in der beruflichen oder schulischen Ausbildung stehende volljährige Kind ...

Abs. 4

Werden die Abzüge nach Absatz 1 Buchstaben a und b hälftig auf die Eltern aufgeteilt, werden sie im Umfang, der das steuerbare Einkommen des einen Elternteils nicht reduziert, auf den anderen Elternteil übertragen.

Antrag der Minderheit I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Abs. 1 Bst. a, b

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Streichen

Ch. 1 art. 35

Proposition de la majorité

Al. 1

a. 10 700 francs pour chaque enfant mineur pour lequel ...

b. 10 700 francs pour chaque enfant ...

Al. 4

Si les déductions prévues à l'alinéa 1 lettres a et b, sont réparties par moitié entre les parents, la part de ces déductions qui ne réduit pas le revenu imposable d'un parent est transférée à l'autre parent.

Proposition de la minorité I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Al. 1 let. a, b

Adhérer à la décision du Conseil national



Al. 4
Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Gliederungstitel vor Art. 36

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre précédant l'art. 36

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55*

AB 2025 S 48 / BO 2025 E 48



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung
2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle**

Ziff. 1 Art. 36

Antrag der Mehrheit

Abs. 1–3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2bis

Wird der Abzug vom Steuerbetrag nach Absatz 2 Buchstabe a hälftig auf die Eltern aufgeteilt, wird er im Umfang, der den Steuerbetrag des einen Elternteils nicht reduziert, auf den anderen Elternteil übertragen.

Antrag der Minderheit II

(Herzog Eva, Moser, Sommaruga Carlo)

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:





... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 49 100 Franken Einkommen 203.70

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 64 200 Franken Einkommen 339.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 5.00 mehr;

für 85 600 Franken Einkommen 1409.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 10.00 mehr;

für 112 500 Franken Einkommen 4099.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 12.00 mehr;

für 121 200 Franken Einkommen 5143.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.00 mehr;

für 273 300 Franken Einkommen 24 916.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.50 mehr;

für 599 000 Franken Einkommen 68 885.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr.

Antrag Burkart

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 34 300 Franken Einkommen 100.10

AB 2025 S 134 / BO 2025 E 134

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 44 900 Franken Einkommen 195.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 59 900 Franken Einkommen 495.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 78 700 Franken Einkommen 1115.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 84 800 Franken Einkommen 1542.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 112 400 Franken Einkommen 3750.90

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 146 100 Franken Einkommen 6952.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;

für 191 100 Franken Einkommen 12 217.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;

für 733 300 Franken Einkommen 84 329.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr.

Antrag der Minderheit I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Abs. 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 36

Proposition de la majorité

Al. 1–3

Adhérer à la décision du Conseil national



Al. 2bis

Si la déduction sur le montant de l'impôt prévue à l'alinéa 2 lettre a, est répartie par moitié entre les parents, la part de cette déduction qui ne réduit pas le montant de l'impôt d'un parent est transférée à l'autre parent.

Proposition de la minorité II

(Herzog Eva, Moser, Sommaruga Carlo)

Al. 1

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0,00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,70
pour 49 100 francs de revenu, à 203,70
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,90 de plus;
pour 64 200 francs de revenu, à 339,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 5,00 de plus;
pour 85 600 francs de revenu, à 1409,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 10,00 de plus;
pour 112 500 francs de revenu, à 4099,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 12,00 de plus;
pour 121 200 francs de revenu, à 5143,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13,00 de plus;
pour 273 300 francs de revenu, à 24 916,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13,50 de plus;
pour 599 000 francs de revenu, à 68 885,00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,50 de plus.

Proposition Burkart

Al. 1

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0,00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,70
pour 34 300 francs de revenu, à 100,10
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,90 de plus;
pour 44 900 francs de revenu, à 195,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 2,00 de plus;
pour 59 900 francs de revenu, à 495,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 3,30 de plus;
pour 78 700 francs de revenu, à 1115,90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 7,00 de plus;
pour 84 800 francs de revenu, à 1542,90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 8,00 de plus;
pour 112 400 francs de revenu, à 3750,90
et, par 100 francs de revenu en plus, à 9,50 de plus;
pour 146 100 francs de revenu, à 6952,40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,70 de plus;
pour 191 100 francs de revenu, à 12 217,40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13,30 de plus;
pour 733 300 francs de revenu, à 84 329,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,50 de plus.

Proposition de la minorité I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Al. 2bis

Adhérer à la décision du Conseil national



Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Mit dieser Anpassung verfolgt die Minderheit II (Herzog Eva) das Ziel, den Steuertarif so anzupassen, dass die Einnahmefälle auf unter 500 Millionen Franken – statt wie gemäss Beschluss des Nationalrates auf etwa 1 Milliarde Franken – beschränkt werden. Im Vergleich zum Entwurf des Bundesrates wird dabei eine Änderung am Tarif während einer Übergangszeit von zehn Jahren vorgesehen. Dies hätte eine Verschärfung der Progression bei den höchsten Einkommen zur Folge. So wäre der Maximalsatz von 11,5 Prozent bei der Variante der Minderheit bereits bei einem Einkommen von 599 000 Franken erreicht, bei der Variante des Nationalrates hingegen bei 751 000 Franken. Mit diesem Tarif gäbe es in den Dezilen eins bis neun zwar eine Entlastung von etwa 1 Milliarde Franken, beim obersten Dezil aber eine Mehrbelastung von rund 430 Millionen Franken. Hingegen würden sich die Belastungsrelationen zwischen den verschiedenen Typen von Steuerpflichtigen grundsätzlich nicht ändern.

Unsere Kommission empfiehlt Ihnen mit 10 zu 3 Stimmen, diese Anpassung abzulehnen. Bereits mit der jetzigen Vorlage werden Alleinverdiener-Ehepaare mit hohem Einkommen im Verhältnis stärker belastet. Mit Annahme des Antrages der Minderheit II (Herzog Eva) würde diese Benachteiligung noch zusätzlich verstärkt werden. Eine solche Umverteilung geht aus Sicht der Mehrheit zu weit.

Zum Einzelantrag Burkart, der einen neuen Steuertarif vorsieht, damit die Ausfälle tiefer als 1 Milliarde Franken ausfallen, kann ich als Kommissionssprecher natürlich nichts sagen, weil der Antrag in der Kommission nicht behandelt wurde. Als Präsident der WAK-S begrüsse ich den Kompromiss aber und empfehle Ihnen, diesen anzunehmen, damit die nationalrätliche Kommission auch wieder etwas zu diskutieren hat.

Herzog Eva (S, BS): Der Berichterstatter hat den Antrag und den Unterschied zur Vorlage des Bundesrates bereits beschrieben. Es ist so, die Ausfälle, wie sie damals berechnet wurden, als uns die Vorlage vorgestellt wurde, würden lediglich 500 Millionen Franken und nicht 1 Milliarde Franken wie bei der Bundesratsvorlage betragen. Allerdings würden die Ausfälle mit meinem Minderheitsantrag nach der Aktualisierung der Berechnung, von der wir letztes Mal schon gesprochen haben, durch den Ausgleich der kalten Progression lediglich noch 380 Millionen Franken betragen. Die Progression, die bei der Bundesratsvorlage bereits verändert und steiler gemacht wurde, würde hier im obersten Teil nochmals verstärkt. Das ist richtig.

Im Sinne einer Übergangslösung für zehn Jahre, im Sinne einer verbesserten Akzeptanz der Vorlage bitte ich Sie, dem Antrag meiner Minderheit zuzustimmen.

Burkart Thierry (RL, AG): Die ursprüngliche Vorlage, wie sie uns vom Bundesrat präsentiert wurde, hat einen Aspekt dieser Revision aufgefangen: Neben Gewinnerinnen und Gewinnern gibt es auch Verlierer. Verlierer sind insbesondere Ehepaare, deren Einkommen aufgrund der Regulierung, wie wir sie kennen, sehr ungleich verteilt sind, sowie Unverheiratete mit Kindern. Um die negativen Aspekte und Benachteiligungen auszugleichen, hat der Bundesrat einen entsprechenden Tarif sowie Kinderabzüge vorgesehen. Sollte der Entwurf des Bundesrates angenommen werden, hätte diese Revision deutlich mehr Gewinnerinnen und Gewinner als Verlierer.

Nun, das kostet Geld, es kommt zu Mindereinnahmen; meine Vorrednerin und der Kommissionssprecher haben das ausgeführt. Die ursprüngliche Vorlage des Bundesrates hätte Mindereinnahmen von etwa 1 Milliarde Schweizerfranken vorgesehen. Dieser Betrag wurde im aktualisierten Entwurf

AB 2025 S 135 / BO 2025 E 135

auf etwa 870 Millionen Schweizerfranken reduziert – Stichwort "kalte Progression".

Wir haben die Mindereinnahmen letzte Woche mit unseren Beschlüssen wieder etwas erhöht. Mit dem Antrag der Minderheit Hegglin Peter würden die Mindereinnahmen um etwa 230 Millionen Franken auf 1,1 Milliarden Franken erhöht. Mit der Reduktion der Höhe der Kinderabzüge haben wir den Betrag noch etwas abgedämpft, sodass wir, Stand jetzt, wieder bei etwa 1 Milliarde Franken gelandet sind.

Nun wurde uns bereits letztes Mal von Kolleginnen und Kollegen in diesem Rat angezeigt, dass sie mit Mindereinnahmen in dieser Höhe nicht leben können, was mich auch unter Berücksichtigung des sehr knappen Resultats beim Eintreten dazu bewegt, den Versuch eines Kompromisses zu starten. Die Variante der Minderheit II (Herzog Eva) wurde im Nationalrat bereits einmal besprochen und abgelehnt. Die Umsetzung des Antrages der Minderheit II würde dazu führen, dass man nicht nur den Tarif stauchen, sondern auch die Progression anheben würde, was in verschiedenen Einkommenskategorien entsprechend zu erheblichen Mehrbelastungen führen würde. Wir müssten dann vor die Schweizer Bevölkerung treten und sagen: Ja, wir machen übrigens gleichzeitig noch eine Steuererhöhung. Das wäre nicht gerade zielführend, auch im Hinblick auf die Absicht, eine Mehrheit zu erlangen, sollte es zu einer Volksabstimmung kommen.

Ich habe nun mit meinem Einzelantrag den Versuch gestartet, dass man auf Mindereinnahmen von etwa



750 Millionen Franken kommt. Ich gebe zu: Das ist vielleicht nicht der Weisheit letzter Schluss. Der Nationalrat erhielt aber die Gelegenheit, die Thematik nochmals zu vertiefen und allenfalls einen Kompromiss zu suchen. Diese Suche haben wir in der Kommission, ehrlich gesagt, etwas unterlassen, deshalb müssen wir den Ball hier dem Nationalrat weiterspielen. Die 750 Millionen Franken Mindereinnahmen berücksichtigen übrigens das Anliegen der Minderheit Hegglin Peter und die Korrektur bei den Kinderabzügen.

Insofern, glaube ich, wäre es ein Schritt in Richtung Kompromiss. Ich würde beliebt machen, dass man diesem Kompromiss zustimmt. Nachher kann man im Nationalrat immer noch Korrekturen vornehmen – in die eine oder in die andere Richtung. Es wäre jedoch immerhin einmal ein Versuch, um zwischen 1 Milliarde und 500 Millionen Franken, also eben bei 750 Millionen Franken, zu landen, auch im Sinne eines Zeichens. Ich gebe offen zu, dass auch ich noch nicht weiss, ob ich dann am Schluss dieser von mir beantragten Variante, sollte sie denn überhaupt mehrheitsfähig werden, zustimmen kann. Dazu braucht es noch Detailabklärungen und Vertiefungen. Es wäre jedoch ein erster Schritt in Richtung eines Kompromisses.

Ich bitte Sie daher um Ablehnung des Antrages der Minderheit II (Herzog Eva) und um Zustimmung zu meinem Einzelantrag.

Sommaruga Carlo (S, GE): Dans la discussion d'entrée en matière, il était très clair qu'il y avait un souci avec la proposition qui était sur la table, dans la mesure où elle vise deux objectifs. Le premier objectif est celui sur lequel on est d'accord: c'est l'objectif de changement de système avec l'imposition individuelle, pour lequel il peut y avoir un certain nombre d'éléments positifs. Le second objectif qui a été mis sur la table dans la discussion concerne les allègements fiscaux qui sont octroyés aux catégories les plus aisées de la population. Le changement de système en tant que tel va de toute façon entraîner un allègement fiscal pour les catégories de la population les plus aisées; cela est inhérent à notre système, on en a parlé lors du débat d'entrée en matière.

Cependant, aujourd'hui, il s'agit de faire un choix: est-ce qu'on veut faire passer la réforme pour l'imposition individuelle ou est-ce qu'on veut favoriser les hauts revenus? La proposition qui est faite par notre collègue Thierry Burkart préempte ce débat; elle le préempte, puisqu'elle place le barème de l'impôt à un niveau extrêmement élevé. La seule solution raisonnable pour arriver à un compromis – un compromis qui vienne du Conseil national vers nous – consiste à accepter la proposition de Mme Herzog, même si elle se situe en dessous des 500 millions de francs aujourd'hui, compte tenu de la rectification du barème et des conséquences liées à la progression à froid. Aujourd'hui, si on veut vraiment entrer dans un processus de négociation et qu'on veut vraiment faire un changement de système, la seule solution est d'accepter la proposition de la minorité II (Herzog Eva). A partir de là, il faut faire en sorte qu'il y ait une négociation, une discussion qui se fasse au Conseil national. Si on commence à 760 ou 780 millions de francs, comme vous le proposez, cher collègue Burkart, il n'y a plus de négociation du tout.

Donc je vous dis simplement, en tout cas en ce qui me concerne, mais je sais que certains de mes collègues le pensent également: si votre proposition passe ou s'il s'agit de celle qui est venue maintenant de la commission, ce sera un refus lors du vote sur l'ensemble aujourd'hui.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Ich möchte Sie noch an einen Grundsatz erinnern, der der Vorlage zugrunde liegt: Wenn wir das Besteuerungssystem ändern und vom heutigen System zur Individualbesteuerung wechseln, soll mit dem künftigen System niemand mehr Steuern zahlen müssen als vorher. Das war doch ein Grundsatz. Und dieser Grundsatz führt dazu, dass die Steuerausfälle gemäss der bundesrätlichen Vorlage entsprechend hoch sind. Wenn man jetzt versucht, so einerseits die Minderheit II (Herzog Eva), davon abzuweichen, finde ich, tangiert man diesen Grundsatz. Und andererseits tangiert auch der Kompromissantrag Burkart diesen Grundsatz.

Für mich ist es jetzt schwierig, zu beurteilen, welche Auswirkungen diese Anträge, auch der Einzelantrag Burkart, haben. Wer zahlt dann mehr Steuern? Und in welchem Umfang zahlt er mehr Steuern? Wenn die Ausfälle kleiner werden, muss jemand mehr Steuern zahlen. Bei der letzten Beratung zu den Kinderabzügen haben wir davon gesprochen, dass diese verrechnet werden sollen. Damals hat Frau Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter ausgeführt, dass die Abzüge eben entsprechend hoch sein müssten, weil bei den Alleinerziehenden mit der Individualbesteuerung der Familientarif wegfalle. Wenn die Abzüge und das Regelwerk verändert würden, habe diese Personengruppe wesentlich mehr Steuern zu zahlen.

Aus diesen Überlegungen, meine ich, ist die Variante der Mehrheit halt einfach besser, das heisst, keine entsprechenden Anpassungen vorzunehmen, sondern gemäss Bundesrat zu beschliessen.

Ich empfehle Ihnen, die Fassung gemäss Mehrheit der Kommission und Bundesrat zu beschliessen.

Juillard Charles (M-E, JU): Que vous reteniez la proposition de la minorité II (Herzog Eva) ou la proposition de



notre collègue Burkart, dans les deux cas de figure, vous péjorez la situation d'une catégorie de contribuables dont on n'a pas encore du tout parlé durant ce débat, à savoir les personnes seules. Les personnes seules ne bénéficieront pas de ce changement de système. Elles représentent déjà la catégorie de contribuables la plus chargée en matière de fiscalité et vous les chargerez encore un peu plus. Les personnes seules représentent 20 pour cent de la population dans ce pays. On ne fait rien pour elles. Une fois de plus, le système que vous proposez n'est pas abouti.

C'est la raison pour laquelle je vous propose d'en rester à la proposition de la majorité de la commission.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich komme zuerst zum Antrag der Minderheit II (Herzog Eva). Ein ähnlicher Antrag wurde ja von der Minderheit Bertschy im Nationalrat gestellt und dort abgelehnt. Ich weise darauf hin, dass jetzt nicht mehr Mindereinnahmen von 500 Millionen Franken zur Diskussion stehen, sondern – nach der Neuschätzung, aufgrund der neuen Datengrundlage – von rund 380 Millionen. Es ist so, dass bereits der vom Bundesrat beantragte Steuertarif eine stärkere Progression beinhaltet, weil man versucht hat, die Auswirkungen über alle Steuerklassen ein wenig auszugleichen oder abzumildern. Daher möchte ich Sie bitten, hier der Mehrheit zu folgen. Der Antrag der Minderheit würde nämlich noch einmal zu einer Verschärfung der steuerlichen Progression führen.

AB 2025 S 136 / BO 2025 E 136

Der Antrag Burkart ist als Kompromiss anzusehen und ist natürlich etwas milder als die 500 Millionen, die dann 380 Millionen sind. Es ist so, dass man hier auch noch schauen muss, dass der damalige Antrag der Mehrheit der WAK-S, der ja angenommen worden ist, berücksichtigt wird, dieser Übertrag, den wir bei den Kinderabzügen hatten.

Geht man vom Beschluss des Ständerates mit Übertrag aus, werden im Durchschnitt weniger Personen mehr belastet, wobei die Mehrbelastung primär von den Unverheirateten mit Kindern getragen wird, während Einverdiener-Ehepaare mit Kindern zusätzlich entlastet werden. Diese Mehrbelastung von Unverheirateten mit Kindern wäre vor allem mit dem Antrag der Minderheit II noch grösser und mit dem Antrag Burkart aufgrund des höheren Tarifs etwas weniger ausgeprägt; zudem wäre die Entlastung der Einverdiener-Ehepaare mit Kindern etwas geringer.

Das ist die Ausgangslage. Ich habe beim letzten Mal, als wir über diese Vorlage gesprochen haben, gesagt, dass es wie bei einem Tischtuch sei: Wenn Sie an der einen Ecke etwas ziehen, dann verändert sich die Situation in einer anderen. Wenn Sie aber eine Differenz zum Nationalrat schaffen möchten, um dann allenfalls einen Kompromiss zu finden, dann stehe ich Ihnen hier nicht im Wege. Das können Sie entscheiden. Allerdings sind die 500 respektive 380 Millionen meines Erachtens nicht mehrheitsfähig, weil im Nationalrat wahrscheinlich aufgrund der stärkeren Progression ein anderer Teil nicht mitmachen wird.

Abs. 1 – Al. 1

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7279)

Für den Antrag Burkart ... 22 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Mit Stichentscheid des Präsidenten

wird der Antrag Burkart angenommen

Avec la voix prépondérante du président

la proposition Burkart est adoptée

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7280)

Für den Antrag der Minderheit II ... 29 Stimmen

Für den Antrag Burkart ... 15 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2, 2bis, 3 – Al. 2, 2bis, 3

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



Ziff. 1 Art. 37b Abs. 1; 38 Abs. 2; 39 Abs. 1; 42; 85 Abs. 1–3; 89 Abs. 3; 89a Abs. 2, 3; 99a Abs. 1 Bst. a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 37b al. 1; 38 al. 2; 39 al. 1; 42; 85 al. 1–3; 89 al. 3; 89a al. 2, 3; 99a al. 1 let. a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 110 Abs. 2

Antrag Würth

Eine Auskunft ist zulässig, soweit hierfür eine gesetzliche Grundlage im Bundesrecht gegeben ist und bei der Besteuerung von Ehegatten, wenn die eine Veranlagung von der anderen abhängt.

Ch. 1 art. 110 al. 2

Proposition Würth

Des renseignements peuvent être communiqués dans la mesure où une base légale de droit fédéral le prévoit expressément et, pour l'imposition des époux, lorsqu'une des taxations dépend de l'autre.

Ziff. 1 Art. 132a

Antrag Würth

Titel

Wirkung der Einsprache bei Ehegatten

Text

Erhebt ein Ehegatte Einsprache gegen eine Veranlagung mit einer Einkommens- oder Abzugsübertragung, so gilt die Veranlagung des anderen Ehegatten als mitangefochten.

Ch. 1 art. 132a

Proposition Würth

Titre

Effet de la réclamation pour les époux

Texte

Si un des époux adresse une réclamation contre une taxation comportant un transfert du revenu et des déductions, la taxation de l'autre époux est considérée comme faisant elle aussi l'objet de la réclamation.

Ziff. 1 Art. 140a

Antrag Würth

Titel

Wirkung der Beschwerde bei Ehegatten

Text

Erhebt ein Ehegatte Beschwerde gegen den Einspracheentscheid der Veranlagungsbehörde, so gilt in Fällen mit Einkommens- oder Abzugsübertragung der Einspracheentscheid beim anderen Ehegatten als mitangefochten.

Ch. 1 art. 140a

Proposition Würth

Titre

Effet du recours pour les époux

Texte

Si un époux s'oppose à la décision sur réclamation de l'autorité de taxation, la décision de réclamation de l'autre époux est considérée comme faisant elle aussi l'objet du recours en cas de transfert du revenu et des déductions.



Ziff. 1 Art. 147 Abs. 1

Antrag Würth

Eine rechtskräftige Verfügung oder ein rechtskräftiger Entscheid kann auf Antrag oder von Amtes wegen zugunsten des Steuerpflichtigen revidiert werden:

d. (neu) wenn sich bei Ehegatten mit einer Einkommens- oder Abzugsübertragung das Einkommen der Ehegattin oder des Ehegatten nachträglich vermindert.

Ch. 1 art. 147 al. 1

Proposition Würth

Une décision ou un prononcé entré en force peut être révisé en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office:

d. (nouveau) lorsque, pour les époux au bénéfice d'un transfert de revenu ou des déductions, le revenu de l'époux ou de l'épouse diminue ultérieurement.

Ziff. 1 Art. 151 Abs. 3

Antrag Würth

Bei einer nachträglichen Veränderung des Einkommens der Ehegattin oder des Ehegatten in Fällen mit Einkommens- oder Abzugsübertragung wird die beim anderen Ehegatten nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert.

Ch. 1 art. 151 al. 3

Proposition Würth

Pour tout changement ultérieur du revenu de l'épouse ou de l'époux, en cas de transfert du revenu ou des déductions, un rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu sera adressé à l'autre époux.

Ziff. 2 Art. 39 Abs. 1

Antrag Würth

Die mit dem Vollzug der Steuergesetze betrauten Personen sind zur Geheimhaltung verpflichtet. Vorbehalten bleibt die Auskunftspflicht, soweit hierfür eine gesetzliche Grundlage im Bundesrecht oder im kantonalen Recht besteht und bei der

AB 2025 S 137 / BO 2025 E 137

Besteuerung von Ehegatten, wenn die eine Veranlagung von der anderen abhängt.

Ch. 2 art. 39 al. 1

Proposition Würth

Les personnes chargées de l'exécution de la législation fiscale sont tenues de garder le secret. L'obligation de renseigner est réservée, dans la mesure où elle est prévue par une disposition légale fédérale ou cantonale et, pour l'imposition des époux, lorsque l'une des taxations dépend de l'autre.

Ziff. 2 Art. 48 Abs. 1

Antrag Würth

Gegen die Veranlagungsverfügung kann der Steuerpflichtige innert 30 Tagen nach Zustellung bei der Veranlagungsbehörde schriftlich Einsprache erheben. Erhebt ein Ehegatte Einsprache gegen eine Veranlagung mit einer Einkommens- oder Abzugsübertragung, so gilt die Veranlagung des anderen Ehegatten als mitangefochten.

Ch. 2 art. 48 al. 1

Proposition Würth

Le contribuable peut adresser à l'autorité de taxation une réclamation écrite contre la décision de taxation dans les 30 jours qui suivent sa notification. Si l'un des époux adresse une réclamation contre la décision de taxation avec transfert de revenu ou de déduction, la taxation de l'autre époux est considérée comme attaquée.

Ziff. 2 Art. 50 Abs. 1

Antrag Würth

Der Steuerpflichtige kann gegen den Einspracheentscheid innert 30 Tagen nach Zustellung bei einer von der



Steuerbehörde unabhängigen Justizbehörde schriftlich Rekurs erheben. Erhebt ein Ehegatte Rekurs gegen den Einspracheentscheid der Veranlagungsbehörde, so gilt in Fällen mit Einkommens- oder Abzugsübertragung der Einspracheentscheid beim anderen Ehegatten als mitangefochten.

Ch. 2 art. 50 al. 1*Proposition Würth*

Le contribuable peut interjeter un recours écrit et motivé contre la décision sur réclamation devant une commission de recours indépendante des autorités fiscales, dans les 30 jours à compter de la notification de la décision attaquée. Si un époux fait recours contre la décision sur réclamation de l'autorité de taxation, la décision de réclamation de l'autre époux est considérée comme faisant elle aussi l'objet du recours en cas de transfert du revenu et des déductions.

Ziff. 2 Art. 51 Abs. 1*Antrag Würth*

Eine rechtskräftige Verfügung oder ein rechtskräftiger Entscheid kann auf Antrag oder von Amtes wegen zugunsten des Steuerpflichtigen revidiert werden:

d. wenn sich bei Ehegatten mit einer Einkommens- oder Abzugsübertragung das Einkommen der Ehegattin oder des Ehegatten nachträglich vermindert.

Ch. 2 art. 51 al. 1*Proposition Würth*

Une décision ou un prononcé entré en force peut être révisé en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office:

d. lorsque, dans le cas de conjoints avec transfert du revenu et des déductions, le revenu de l'épouse ou de l'époux diminue ultérieurement.

Ziff. 2 Art. 53 Abs. 1*Antrag Würth*

Ergibt sich aufgrund von Tatsachen oder Beweismitteln, die der Steuerbehörde nicht bekannt waren, dass eine Veranlagung zu Unrecht unterblieben oder eine rechtskräftige Veranlagung unvollständig ist, oder ist eine unterbliebene oder unvollständige Veranlagung auf ein Verbrechen oder Vergehen gegen die Steuerbehörde zurückzuführen, so wird die nicht erhobene Steuer samt Zins als Nachsteuer eingefordert. Wegen ungenügender Bewertung allein kann keine Nachsteuer erhoben werden. Bei einer nachträglichen Veränderung des Einkommens der Ehegattin oder des Ehegatten in Fällen mit Einkommens- oder Abzugsübertragung wird die beim anderen Ehegatten nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert.

Ch. 2 art. 53 al. 1*Proposition Würth*

Lorsque des moyens de preuve ou des faits jusque-là inconnus de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'une taxation n'a pas été effectuée alors qu'elle aurait dû l'être, qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou à un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu, y compris les intérêts. Un rappel d'impôt est exclu lorsqu'il n'y a que sous-évaluation des éléments imposables. Pour tout changement ultérieur du revenu de l'épouse ou de l'époux, en cas de transfert du revenu ou des déductions, un rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu sera adressé à l'autre époux.

Würth Benedikt (M-E, SG): Wir haben nun mit Artikel 33b beschlossen, dass wir eine Einkommens- und Abzugsübertragung machen. Man will damit unerwünschte Effekte der Individualbesteuerung korrigieren. Abzüge sollen nicht ins Leere fallen. Bei solchen Übertragungen kann man eigentlich nicht mehr von einer Individualbesteuerung reden. Wir machen hier im Grunde genommen einen gewissen Systembruch. Daraus ergibt sich auch unweigerlich eine Verkoppelung der beiden Veranlagungen, womit auch die beiden Verfahren zu koordinieren sind. Im Modell der Gemeinschaftsbesteuerung kann dieses Problem gar nicht entstehen. Das ist klar, weil definitionsgemäss eben nur eine Veranlagung vorliegt. Mein Konzeptantrag bezieht sich somit auf das Verfahren, welches nun, nachdem wir letzte Woche der Kommissionsmehrheit gefolgt sind, auch angepasst werden muss.



Ganz praktisch muss man sich nun also folgenden Fall vor Augen führen: Beide Ehegatten werden einzeln veranlagt, ein Ehegatte erhebt Einsprache, der andere nicht – was, wenn dann eben eine Einkommens- und Abzugsübertragung erfolgt ist? Dann stellt sich die Frage, was mit der nicht angefochtenen Veranlagung passiert, denn bei einer veränderten Erfassung der Einkommen im Rechtsmittelverfahren würde sich teilweise auch die Zuweisung der Abzüge verändern.

Ich habe inzwischen auch mit der Eidgenössischen Steuerverwaltung Kontakt aufgenommen und die Sache angeschaut. Das Thema Verfahrenskoordination war offenbar bereits auch Gegenstand der Vernehmlassungsvorlage. Diese sah in Variante 2 einen Abzug für Einverdiener-Ehepaare vor. Dieser Abzug hätte eine materielle Abhängigkeit der Dossiers von Ehegatten zur Folge gehabt. Die Verwaltung stellte damals im Interesse einer Klarstellung zur Diskussion, die gesetzlichen Bestimmungen zur Revision und zur Nachsteuer zu ergänzen. Damit sollte sichergestellt werden, dass die Steuerbehörden bei Bedarf den Abzug korrigieren können, wenn sich das steuerbare Einkommen des anderen Ehegatten nachträglich verändert, eben z. B. im Rahmen eines Einspracheverfahrens beim anderen Ehegatten.

Es ist für mich denkbar, analoge Anpassungen bei Revision und Nachsteuer – auch gestützt auf den vorliegenden Antrag – vorzunehmen, um nachträgliche Korrekturen beim Übertrag der kinderbezogenen Abzüge zu ermöglichen. Aber auch die weiteren Bestimmungen sind zu überprüfen, namentlich betreffend Akteneinsichtsrecht bzw. Auskunftspflicht der Steuerbehörden. Nachdem uns der Erstrat das Geschäft praktisch ohne Korrekturen auf den Tisch gelegt hat, müssen wir nun also diese Anpassungen vornehmen, nur schon aufgrund der Überlegung, dass der Nationalrat die Beschlüsse des Ständerates nochmals anschauen kann.

Ob auch eine generelle verfahrensrechtliche Vereinigung der Dossiers im Einsprache- bzw. Beschwerdeverfahren opportun erscheint, kann man dann nochmals vertieft prüfen. Ich habe das jetzt einmal in meinen Konzeptantrag integriert.

AB 2025 S 138 / BO 2025 E 138

Ich komme zum Fazit. Sie müssen sich bewusst sein: Im heutigen Recht heisst es unter Artikel 113 – Sie sehen das auf Seite 28 der Fahne – klar und definitionsgemäss logisch, dass die Eheleute die Verfahrensrechte und die Verfahrenspflichten gemeinsam ausüben. Diese Bestimmung wird aufgehoben, das ist klar, und das ist im Rahmen der Individualbesteuerung konsequent. Das ist sachlogisch. Das hat aber für das Verfahren weitreichende Folgen.

In diesem Zusammenhang sei auch erwähnt, dass die gemeinsame Einreichung der Steuererklärung, über die wir nachher reden, im Prinzip überhaupt nicht weiterhilft. Das ist ein reines Placebo für die Bevölkerung. Denn die Verfahren, die Veranlagungen werden nach Einreichung getrennt. Das ist definitionsgemäss Individualbesteuerung, und das können Sie nicht korrigieren. Das müssen Sie der Bevölkerung dann auch erklären. Wenn Sie dann sagen, es brauche mit dem Antrag, den wir nachher beraten, weniger Steuererklärungen, dann ist das natürlich die halbe Wahrheit. Fakt ist, dass Sie in diesem Land 1,7 Millionen Veranlagungsverfahren mehr produzieren. Das ist der Fakt, das ist die Bürokratie, die Sie schaffen.

Aber das ist ein Thema, das wir dann generell wieder debattieren. Hier geht es nun wirklich um die technischen Anpassungen, die einfach notwendig sind, damit die Steuerverwaltungen ihre Arbeit machen können und die Steuerpflichtigen im Verfahren auch ihre Rechte wahren können. Es ist ja dann auch zentral, dass im Falle eines Einspracheverfahrens der andere Ehegatte Akteneinsicht hat usw. Nur das hilft, um dann auch die entsprechenden Rechte zu wahren.

Ich bitte Sie, diesem Konzeptantrag zuzustimmen, im Bewusstsein natürlich, dass der Nationalrat dann zusammen mit den Experten der ESTV das im Detail nochmals anschauen muss. Aber es ist völlig klar: Mit diesen Beschlüssen brauchen wir entsprechende Anpassungen der Verfahrensbestimmungen.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Der Berichterstatter verzichtet auf ein Votum.

Ettlin Erich (M-E, OW): Ich danke Herrn Würth für diesen Einzelantrag. Er zeigt vor allem die Problematik der Individualbesteuerung in verfahrenstechnischer Hinsicht auf. Ich glaube, die Lösung, die hier vorliegt, ist notwendig und konzis, aber sie zeigt auch die Wirkung dieser Besteuerungsart auf. Es steht – was auch notwendig ist –, dass die Veranlagung des anderen Ehegatten als mitangefochten gilt, wenn ein Ehegatte Einsprache erhebt.

Sie müssen sich das vorstellen: Selbst wenn der andere Ehepartner nicht Einsprache gegen seine Veranlagung erheben will, gilt sie als mitangefochten; aber das ist die Konsequenz. Wenn die Veranlagung des anderen Ehegatten schon definitiv ist, dann braucht es ein Rekursverfahren. Aber eben, das ist die Konsequenz. Selbst wenn wir das nicht gemäss Einzelantrag Würth regeln würden, wäre das die Konsequenz. Aber



ich glaube, es ist wichtig, dass wir das so festhalten. Und wie gesagt, ich werde dem Antrag zustimmen, weil es notwendig ist. Das zeigt auch ein bisschen die Problematik der Individualbesteuerung auf.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich habe nichts gegen diesen Antrag einzuwenden. Diese Verfahrensfragen, das haben Sie zu Recht gesagt, wurden bereits in der Vernehmlassung gestellt. Jetzt, nachdem Sie die Möglichkeit des Übertrags der kinderbezogenen Kosten beschlossen haben, macht es ohnehin Sinn, diese Verfahrensfragen abzuklären. Von daher macht es auch Sinn, dass Sie eine Differenz zum Zweitrat schaffen.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer I Artikel 114 Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7281)

Für den Antrag Würth ... 32 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweiter Titel 2. Kapitel; Ziff. 1 Art. 113

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre 2, chapitre 2; ch. 1 art. 113

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 114 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Würth

... zu nehmen. Ehegatten steht ein gegenseitiges Akteneinsichtsrecht zu, wenn die eine Veranlagung von der andern abhängt.

Ch. 1 art. 114 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Würth

... ou signées. Les époux disposent d'un droit de consultation réciproque lorsqu'une des taxations dépend de l'autre.

Angenommen gemäss Antrag Würth

Adopté selon la proposition Würth

Ziff. 1 Art. 117 Abs. 3, 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 117 al. 3, 4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

**Ziff. 1 Art. 124 Abs. 1bis***Antrag der Mehrheit*

Ehegatten, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, reichen eine gemeinsame Steuererklärung ein.

Antrag der Minderheit III

(Herzog Eva, Moser)

Streichen

Ch. 1 art. 124 al. 1bis*Proposition de la majorité*

Les époux qui vivent en ménage commun déposent une déclaration d'impôt commune.

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Biffer

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Wir kommen jetzt zur zweiten Differenz gegenüber dem Nationalrat. Es geht dabei primär um eine veranlagungstechnische Frage. Ehegatten, die in einer ungetrennten Ehe leben, könnten auch künftig eine gemeinsame Steuererklärung einreichen. In der Praxis wäre dies dann ein Formular mit zwei Spalten, für jeden Ehepartner eine. Die Veranlagung würde am Schluss natürlich individuell erfolgen. Ein solches Vorgehen hätte für die Steuerverwaltung den Vorteil, dass die Angaben zu Einkommen und Vermögen sowie zu den Abzügen in einem einzigen Dokument vorliegen würden. Damit wäre das Ganze nicht nur einfacher nachvollziehbar, sondern auch effizienter. Denn es bräuchte weniger Formulare, und die Anzahl zusätzlicher Steuerveranlagungen könnte reduziert werden. Für die Verwaltung wie auch für die Ehepaare würde der Prozess vereinfacht.

AB 2025 S 139 / BO 2025 E 139

Dies überzeugte auch die Mehrheit der Kommission. Den entsprechenden Antrag nahm die Kommission mit 9 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen an.

Auch hier empfehlen wir, der Mehrheit unserer Kommission zu folgen.

Herzog Eva (S, BS): Ich bitte Sie, der Minderheit III (Herzog Eva) zu folgen.

Diese gemeinsame Veranlagung widerspricht natürlich dem Grundprinzip der Individualbesteuerung, die eingeführt werden soll. Auch wenn der Minderheitsantrag Hegglin Peter tatsächlich in der Vorlage bleiben sollte – das Ganze geht ja dann noch an den Nationalrat –, so können die Koordination und das Abgleichen auch anders gelöst werden, als dass wir wieder eine gemeinsame Besteuerung machen. Das wäre wirklich ein grosser Schritt weg von unserer Vorlage. Das widerspricht der Gleichstellung, widerspricht dem Prinzip, wegen dem wir das alles machen, nämlich dass wir möchten, dass jede Person ein Bewusstsein ihrer finanziellen Situation hat. Das schaffen wir nicht, wenn mit der gemeinsamen Veranlagung alles so bleibt wie heute.

Ich bitte Sie, hier meiner Minderheit III zu folgen.

Bischof Pirmin (M-E, SO): Wir sind kurz vor dem Ende der Beratung dieser Vorlage – einer Vorlage, die ich selber ablehne –, und jetzt diskutieren wir über eine Verfahrensfrage betreffend die Anzahl der Steuererklärungen.

Kollege Würth hat es vorhin richtig gesagt: Wir können schon der Kommissionsmehrheit folgen, der ich auch angehörte, und eine einheitliche Steuererklärung einführen, aber so, wie wir die Vorlage jetzt ausgestaltet haben, ist das eine Spiegelfechterei; der Bevölkerung wird etwas vorgemacht. Es gibt keine einheitliche Steuererklärung, weil gegenüber heute zumindest zwei Spalten mehr vorgesehen sein werden und weil die getrennten Veranlagungen bleiben, samt allen Haftungsfolgen, die wir vorhin gehört haben.

Aus diesem Grunde bin ich bereit, hier die Mehrheitsposition aufzugeben, und empfehle Ihnen, der Minderheit III (Herzog Eva) zu folgen. Das ist die ehrlichere Variante.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Mich hat jetzt Herr Ständerat Bischof etwas verwirrt. Aus Sicht des Bundesrates müsste ich grundsätzlich sagen, dass der Mehrheitsantrag nicht richtig ist, weil man bei der Individualbesteuerung je eine Steuererklärung möchte. Nachdem Sie jetzt aber beschlossen haben, dass die



kinderbezogenen Abzüge übertragen werden können, ist die Annahme dieses Antrages eigentlich folgerichtig, denn das allein würde den administrativen Aufwand reduzieren.

Ich habe vor ein paar Tagen zum Übertrag der Kinderkosten gesagt, dass das die Komplexität der Administration etwas erhöhe. Die Annahme des Antrages der Mehrheit Ihrer Kommission reduziert sie wieder. Von daher wäre es folgerichtig, dem auch zuzustimmen, auch wenn es systemisch nicht ganz korrekt ist.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7282)

Für den Antrag der Minderheit III ... 32 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 180

Antrag der Mehrheit

Streichen (gemäss geltendem Recht)

Antrag der Minderheit III

(Herzog Eva, Moser)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 180

Proposition de la majorité

Biffer (selon droit en vigueur)

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit III

Adopté selon la proposition de la minorité III

Ziff. 1 Art. 205g

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit II

(Herzog Eva, Moser, Sommaruga Carlo)

Abs. 3

Der Tarif nach Artikel 36 Absatz 1 gilt für 10 Jahre ab Inkrafttreten der Änderung vom Danach gilt folgender Tarif:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 35 200 Franken Einkommen 106.40

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 46 000 Franken Einkommen 203.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 61 300 Franken Einkommen 509.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 80 600 Franken Einkommen 1146.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;

für 86 900 Franken Einkommen 1587.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;

für 115 200 Franken Einkommen 3851.50

und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;

für 149 700 Franken Einkommen 7129.00



und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;
für 195 800 Franken Einkommen 12 522.70
und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;
für 751 100 Franken Einkommen 86 376.50
und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr.

Ch. 1 art. 205g

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité II

(Herzog Eva, Moser, Sommaruga Carlo)

Al. 3

Le barème fixé à l'article 36 alinéa 1, est applicable pendant 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du Ensuite, le barème suivant est applicable:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0,00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,70
pour 35 200 francs de revenu, à 106,40
et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,90 de plus;
pour 46 000 francs de revenu, à 203,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 2,00 de plus;
pour 61 300 francs de revenu, à 509,60
et, par 100 francs de revenu en plus, à 3,30 de plus;
pour 80 600 francs de revenu, à 1146,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 7,00 de plus;
pour 86 900 francs de revenu, à 1587,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 8,00 de plus;
pour 115 200 francs de revenu, à 3851,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 9,50 de plus;
pour 149 700 francs de revenu, à 7129,00
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,70 de plus;
pour 195 800 francs de revenu, à 12 522,70
et, par 100 francs de revenu en plus, à 13,30 de plus;
pour 751 100 francs de revenu, à 86 376,50
et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,50 de plus.

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

AB 2025 S 140 / BO 2025 E 140

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit II

Adopté selon la proposition de la minorité II

Ziff. 2 Art. 3 Abs. 3, 3bis, 3ter, 4; 6 Abs. 2; 7 Abs. 4 Bst. g

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 3 al. 3, 3bis, 3ter, 4; 6 al. 2; 7 al. 4 let. g

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté





Ziff. 2 Art. 9 Abs. 2

Antrag der Kommission

Bst. c, g, h^{bis}, k

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Bst. h

h. die Krankheits- und Unfallkosten der steuerpflichtigen Person und der von ihr unterhaltenen Kinder und übrigen unterstützungsbedürftigen Personen, soweit diese einen vom kantonalen Recht bestimmten Selbstbehalt übersteigen;

Ch. 2 art. 9 al. 2

Proposition de la commission

Let. c, g, h^{bis}, k

Adhérer à la décision du Conseil national

Let. h

h. les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou des enfants et autres personnes nécessitant à l'entretien desquels il subvient, lorsque ceux-ci excèdent une franchise déterminée par le droit cantonal;

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 9a

Antrag der Mehrheit

Titel

Übertragung kinderbezogener Abzüge

Text

Werden die Abzüge nach Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben g, h und h^{bis} hälftig auf die Eltern aufgeteilt, werden sie im Umfang, der das steuerbare Einkommen des einen Elternteils nicht reduziert, auf den anderen Elternteil übertragen.

Antrag der Minderheit I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Streichen

Ch. 2 art. 9a

Proposition de la majorité

Titre

Transfert des déductions liées aux enfants

Texte

Si les déductions prévues à l'article 9 alinéa 2 lettres g, h et h^{bis}, sont réparties par moitié entre les parents, la part de ces déductions qui ne réduit pas le revenu imposable d'un parent est transférée à l'autre parent.

Proposition de la minorité I

(Herzog Eva, Sommaruga Carlo)

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 11 Abs. 1; 18; 33 Abs. 1–3; 33a Abs. 3; 33b Abs. 2, 3; 35a Abs. 1 Einleitung, Bst. a; 36a Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Ch. 2 art. 11 al. 1; 18; 33 al. 1–3; 33a al. 3; 33b al. 2, 3; 35a al. 1 introduction, let. a; 36a al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 40

Antrag der Mehrheit

Titel

Steuererklärung von Ehegatten

Text

Ehegatten, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, reichen eine gemeinsame Steuererklärung ein.

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 40

Proposition de la majorité

Titre

Déclaration d'impôt des époux

Texte

Les époux qui vivent en ménage commun déposent une déclaration d'impôt commune.

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit III

Adopté selon la proposition de la minorité III

Ziff. 2 Art. 57 Abs. 4

Antrag der Mehrheit

Streichen (gemäss geltendem Recht)

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 57 al. 4

Proposition de la majorité

Biffer (selon droit en vigueur)

Proposition de la minorité III

(Herzog Eva, Moser)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit III

Adopté selon la proposition de la minorité III

Ziff. 2 Art. 78h

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Ch. 2 art. 78h

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 1bis

Es ist der indirekte Gegenvorschlag zur Volksinitiative "Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)".

Ch. II

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2025 S 141 / BO 2025 E 141

Al. 1bis

Elle constitue le contre-projet indirect à l'initiative populaire "Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)".

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.026/7283)

Für Annahme des Entwurfes ... 23 Stimmen

Dagegen ... 21 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Das Geschäft geht an den Nationalrat zurück.

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBI 2024 589)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2024 589)

Angenommen – Adopté



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung
2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle**

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): In der Herbstsession 2024 haben wir die Diskussion über die Volksinitiative, die Vorlage 1, geführt. Wir sind auf den indirekten Gegenentwurf, die Vorlage 2, eingetreten und haben die Beratung der Vorlage 1 sistiert, bis die Beratung der Vorlage 2 abgeschlossen ist. Heute behandeln wir zuerst die Differenzen zur Vorlage 2 in einer gemeinsamen Debatte.

Pamini Paolo (V, TI): Ich spreche zu Ihnen als Vertreter zweier Minderheitsanträge, die im Zentrum einer fairen, umsetzbaren und verfassungskonformen Individualbesteuerung stehen. Beide Bestimmungen wurden am 10. März 2025 vom Ständerat beschlossen, sie werden aber von der Mehrheit der WAK-N bekämpft. Die Minderheit I (Pamini) betrifft die Übertragung kinderbezogener Abzüge. Die Kommissionsmehrheit will, dass kinderbezogene Abzüge stets hälftig aufgeteilt werden, unabhängig davon, ob ein Elternteil ein so tiefes Einkommen hat, dass der Abzug steuerlich ins Leere fällt. Das ist nicht gerecht. Die Minderheit verlangt stattdessen: Wenn ein Elternteil den Abzug mangels Einkommen gar nicht geltend machen kann, soll der nicht ausgeschöpfte Teil auf den anderen Elternteil übertragen werden.





Warum ist das wichtig? Weil in vielen Familien, klassischen oder modernen, ein Elternteil nur wenig oder gar kein Einkommen erzielt, etwa wegen der Kinderbetreuung. In diesen Fällen verfällt ein hälftiger Abzug wirkungslos. Diese Familien zahlen am Schluss mehr Steuern als vergleichbare Doppelverdienerpaaire. Das ist ein klarer Verstoss gegen das Prinzip der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit.

Unsere Lösung bzw. die ständerätliche Lösung ist pragmatisch, verfassungskonform und stammt nicht etwa von der SVP-Fraktion oder von Paolo Pamini, sondern wurde, wie gesagt, vom Ständerat am 10. März 2025 beschlossen. Ich bitte Sie, dem ständerätlichen Beschluss zu folgen.

Der Antrag meiner Minderheit II bei Artikel 110 Absatz 2 DBG betrifft ein gegenseitiges Einsichts- und Einspracherecht für Ehegatten. Die Mehrheit möchte, dass Ehegatten bei der Individualbesteuerung gar keine Einsicht mehr in das Steuermuster des anderen erhalten sollen, selbst dann nicht, wenn ihre eigene Veranlagung davon abhängt. Das ist weder sachgerecht noch umsetzbar. In der Realität bestehen zahlreiche Situationen, in denen die Steuerveranlagung des einen Ehegatten unmittelbare Auswirkungen auf die andere Person hat. Ich nenne nur einige Beispiele: Die Vermögenswerte müssen aufeinander abgestimmt werden, um eine Doppelbesteuerung oder Nichtbesteuerung zu vermeiden; der Wert des gemeinsam bewohnten Eigenheims, insbesondere die Abstimmung des Eigenmietwerts – hoffentlich schaffen wir ihn bald ab, aber solange er noch besteht, ist das natürlich ein Thema –; Schulden und Guthaben zwischen den Ehegatten sollten in den zwei Steuerveranlagungen irgendwie abgestimmt werden.

Zu den Auswirkungen: Die Sozialversicherungen, die Stipendien und die Prämienverbilligungen sind alles Beispiele, die auf dem Gesamteinkommen beider Ehegatten beruhen. Im Allgemeinen: Wenn eine Veranlagung falsch ist, hat das oft Folgen für die Rechtssicherheit und Subventionswürdigkeit des anderen Ehegatten. Deshalb ist es sachlich korrekt und rechtsstaatlich notwendig, dass Ehegatten ein gegenseitiges Akteneinsichtsrecht haben, wenn die eine Veranlagung von der anderen abhängt. Nochmals: Das ist der Beschluss des Ständerates vom 10. März 2025. Das ist kein Rückschritt zur gemeinsamen Besteuerung, das muss man betonen. Es ist ein Minderheitsantrag innerhalb des Konzepts der Individualbesteuerung. Es ist ein Gebot der praktischen Vernunft und der rechtlichen Kohärenz. Ohne diese Einsichtsrechte werden Zweckgemeinschaften steuerlich blind auseinandergerissen, obwohl sie rechtlich und ökonomisch weiterhin eng verflochten bleiben. Zusammengefasst: Beide Minderheitsanträge stehen für Gerechtigkeit, Umsetzbarkeit und Respekt gegenüber der Realität von Familien und Ehepaaren. Wer die Individualbesteuerung will, muss auch sicherstellen, dass nicht neue Ungerechtigkeiten entstehen und dass praktikable Lösungen bestehen.

Ich bitte Sie deshalb, die beiden Anträge meiner Minderheiten I und II zu unterstützen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Leo Müller begründet den Antrag seiner Minderheit und spricht auch für die Mitte-Fraktion.

AB 2025 N 692 / BO 2025 N 692

Müller Leo (M-E, LU): Ich spreche, wie es die Präsidentin angekündigt hat, zu meiner Minderheit bei Artikel 36 DBG und den dazugehörigen Artikeln. Zudem spreche ich auch für die Fraktion.

Zuerst zur Minderheit bei Artikel 36 DBG: Mit meinem Minderheitsantrag zu diesem Artikel verlange ich, den Tarif so zu belassen, wie es der Bundesrat in seinem Entwurf vorschlägt. Die Mehrheit will diese Vorlage zur Individualbesteuerung mit einem Trick retten, indem sie weniger Steuerausfälle verursachen will. Sie will sich diese Rettung aber mit Steuererhöhungen für einzelne Kategorien von Steuerzahlenden erkaufen. Das ist ganz speziell.

Die Mehrheit brüstet sich damit, dass sie die Heiratsstrafe abschaffe. Zugleich redet sie es aber klein, dass sie mit dieser Vorlage auch Steuerstrafen einführt, d.h., dass sie Steuererhöhungen für einzelne Kategorien beschliesst. Der Mehrheitsbeschluss führt zu Mehrbelastungen, und zwar in Höhe von insgesamt 270 Millionen Franken gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf. Diese Mehrbelastungen erfolgen bei den hohen Einkommen, weil die Bundessteuer ja stark progressiv ist, und deshalb betreffen Steuererhöhungen die hohen Einkommen immer ganz speziell. Ebenso müssen mit dieser Vorlage kinderlose Alleinstehende für die Begleichung der Steuerrechnung tiefer in die Tasche greifen. Des Weiteren müssten unverheiratete Personen mit Kindern auch mehr Steuern bezahlen. Am härtesten würde es zudem Mittelstandsfamilien mit Kindern und einer traditionellen Rollenverteilung treffen. Die Interessen dieser Gruppe sind hier im Saal offenbar nicht mehr vertreten, zumindest wenn wir die Mehrheitsverhältnisse in der Kommission anschauen.

Mittelstandsfamilien mit Kindern und einer traditionellen Rollenverteilung wären diejenigen, die am meisten dazu beitragen müssten. Wollen Sie das wirklich? Sind Sie wirklich von der Idee überzeugt, für natürliche Personen Steuererhöhungen beschliessen zu müssen? Diesbezüglich bin ich anderer Meinung. Deshalb bitte ich Sie, meine Minderheit zu unterstützen. Sie kam durch ein knappes Abstimmungsergebnis in der Kommission



zustande. Dort wurde mein Antrag mit gerade einmal 13 zu 12 Stimmen abgelehnt.

Und nun zur Haltung der Fraktion: Ich bitte Sie im Namen der Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP, bei Artikel 36, wie soeben erwähnt, meine Minderheit zu unterstützen. Meine Fraktion wird das so machen. Des Weiteren bitte ich Sie im Namen unserer Fraktion, bei allen weiteren Artikeln, wo es Minderheitsanträge gibt, der Mehrheit zu folgen. Bei Artikel 33b DBG sowie den damit zusammenhängenden Artikeln – das sind Artikel 35 Absatz 1 Buchstaben a und b sowie Absatz 4, Artikel 36 Absatz 2bis DBG sowie Artikel 9a StHG – bitte ich Sie, der Mehrheit und somit auch dem Bundesrat zu folgen. Die Abzüge, die der Ständerat eingebracht hat, die mangels Einkommen nicht geltend gemacht werden können, sollen nicht auf den Ehegatten übertragen werden können. Wenn Sie schon die Individualbesteuerung einführen wollen, dann muss diese auch konsequent umgesetzt werden und dann dürfen nicht wieder Vermischungen in das Gesetz aufgenommen werden.

Auch bei Artikel 110 DBG und allen dazugehörigen Artikeln bitte ich Sie – hier handelt es sich um einen Konzeptantrag –, der Mehrheit zu folgen. Es geht hier um Verfahrensbestimmungen. Wir haben das in der Kommission diskutiert, und die Verwaltung hat einen Vorschlag gemacht. Wenn die Übertragung der nicht berücksichtgbaren Kinderabzüge auf den anderen Ehegatten beschlossen worden wäre, hätte man diese Verfahrensbestimmungen einfügen müssen. Das ist jetzt gemäss Mehrheitsbeschluss nicht der Fall. Deshalb sind auch diese Minderheitsanträge abzulehnen, und es ist der Mehrheit zu folgen.

Erlauben Sie mir noch, einige Fragen aufzuwerfen; es wird dann ja Fragen betreffend das Verfahren geben. Bei einer Individualbesteuerung wird jeder und jede Steuerpflichtige seine oder ihre Steuererklärung eingeben. Wenn jemand in die Vermögens- und Einkommensverhältnisse des anderen Ehegatten Einsicht nehmen will, muss das entsprechend durch ein Gesuch erwirkt werden, weil es sonst ja nicht möglich ist, weil wir zwei verschiedene Steuererklärungen haben. Zudem wird es bei der Einschätzung Probleme geben, die gelöst werden müssen. Es müssen beide Steuererklärungen gemeinsam eingeschätzt werden. Die Steuerbehörde muss überprüfen, ob nicht Abzüge an zwei Orten geltend gemacht wurden. Deshalb ist eine Koordination unter den beiden Steuererklärungen erforderlich. Jetzt müssen Sie sich einmal überlegen: Die Steuererklärungen werden zum Teil stark zeitverschoben eingereicht. Wenn ich nicht selbstständigerwerbend bin, muss ich die Steuererklärung in den meisten Kantonen bis Ende März einreichen. Als Selbstständigerwerbender muss ich das spätestens im Herbst tun. Vielleicht habe ich noch Abklärungen zu treffen, sodass ich die Steuererklärung später einreichen kann. So kann die eine oder andere nicht eingeschätzt werden, respektive wenn sie eingeschätzt wird und es später Auswirkungen auf die andere Steuereinschätzung hat, muss es eine Revision oder allenfalls eine Nachsteuer geben, wie das gemäss der Terminologie im Steuerrecht heisst.

Ich fasse zusammen: Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP wird Nein sagen zu einer solchen Vorlage. Wir werden heute, wie dargelegt, meiner Minderheit folgen und bei den übrigen Artikeln der Mehrheit. Aber ich kann Ihnen jetzt schon sagen: Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP wird diesen indirekten Gegenvorschlag ablehnen.

Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Vincenz-Stauffacher (Susanne, RL, SG): Herr Kollege Müller, Sie haben in Ihrem Votum die Familie mit traditioneller Rollenverteilung ins Zentrum gestellt. Sie haben auch gesagt, das Steuersystem solle auf diese traditionelle Familie Rücksicht nehmen und darauf ausgerichtet sein. Ist Ihnen bewusst, dass gemäss den Zahlen des Bundesamtes für Statistik – also unverdächtig, objektiv – die von Ihnen angeführte traditionelle Familie, d. h. verheiratete Eltern, Kinder und Einverdiener, 2,2 Prozent aller Familien, aller Haushalte in der Schweiz ausmacht?

Müller Leo (M-E, LU): Die genaue Zahl kann ich Ihnen nicht nennen. Ich weiss jetzt nicht, ob ich da zu einer kleinen Minderheit gehöre, aber Sie wissen ja: Alleinverdiener-Ehepaare gibt es wenige. Wir haben in der Kommission die Zahlen erhalten, es gibt Fälle, in denen die Einkommensverteilung ungleich ist. Es muss ja nicht 100 zu 0 Prozent sein, sondern es kann ja auch 90 zu 10 oder 80 zu 20 Prozent sein. Alle diese Familien werden mit dieser Vorlage bestraft. Sie können die Zahlen anschauen, die wir erhalten haben.

Walti Beat (RL, ZH): Die FDP-Liberale Fraktion steht aus den bereits besprochenen Gründen nach wie vor entschlossen und überzeugt hinter dem Konzept der Einführung einer Individualbesteuerung. Es ist gesellschaftspolitisch wünschbar, Paare und Familien zivilstandsneutral zu besteuern. Dies schafft Erwerbsanreize und steigert die Sicherheit der Erwerbenden, und es fördert die Steuergerechtigkeit, weil Paare, die im Konubinaten leben, und Paare, die verheiratet sind, nach den genau gleichen Regeln besteuert werden. Es ist auch volkswirtschaftlich sinnvoll, dieses Konzept umzusetzen. Es führt zur besseren Erschliessung des vorhandenen Arbeitskräftepotenzials. Wir erwarten, dass hier 40 000 bis 60 000 Vollzeitäquivalente mobilisiert werden können, was unter dem Aspekt des Fachkräftemangels, der demografischen Entwicklung und der auch gerne kritisierten hohen Zuwanderung sehr sinnvoll ist. Schliesslich ist es auch fiskalisch sinnvoll, weil in Aussicht



steht, dass der Fiskus durch diese bessere Arbeitskraftmobilisierung von höheren Steuereinnahmen profitieren wird, was dem Bundeshaushalt auch nicht schaden kann.

Kurzfristig besteht allerdings die Sorge, dass es zu gewissen Mindereinnahmen kommt, wenn diese Reform umgesetzt wird. Deshalb schlägt der Bundesrat für die individuelle Besteuerung von Ehepaaren einen angepassten Tarif vor. Die entsprechende Tarifierung haben wir ja in diesem Rat in der ersten Runde unterstützt, was die FDP-Liberale Fraktion sehr gefreut hat. Leider hat sich im Ständerat diese Variante als nicht mehrheitsfähig herausgestellt, im Gegenteil: Der Ständerat hat eine massive Verschärfung der Progression, eine massive Umverteilung im Steuerbereich

AB 2025 N 693 / BO 2025 N 693

beschlossen, die für uns nicht akzeptabel wäre. Umso mehr sind wir erleichtert und froh, dass wir in der Kommission des Nationalrates nun einen Kompromiss gefunden haben, der vernünftig ist, für uns aber, das muss ich auch sagen, wirklich dem äussersten Niveau einer Verschärfung der Progression entspricht, die noch tragbar ist. Das maximale Niveau der direkten Bundessteuer von 11,5 Prozent wird neu bei 732 000 Franken erreicht; bei der bundesrätlichen Lösung wäre das erst bei 751 000 Franken der Fall gewesen. Der Ständerat wollte das bereits bei 599 000 Franken realisiert sehen, was vor allem eine Mehrbelastung des Mittelstands bedeutet hätte, weil die sehr hohen Einkommen ohnehin in der höchsten Abgabestufe landen.

Pro memoria möchte ich noch einmal sagen, dass die Reform auch andere Erleichterungen, vor allem zugunsten der Gering- und Mittelverdienenden, enthält, so den höheren Freibetrag von 20 000 statt 15 000 Franken und eine Erhöhung des Kinderabzugs von 6700 auf neu 12 000 Franken.

Die Anträge der Minderheiten lehnen wir ab. Die Minderheit Müller Leo versucht, uns hier ein trojanisches Pferd ins Bundeshaus zu schieben, mit der verlockenden Aussicht, doch noch die bundesrätliche Tarifvariante zu beschliessen. Das würden wir gerne tun, ist aber nicht mehrheitsfähig und wird durchschaut. Deshalb werden wir das nicht unterstützen.

Die Anträge der Minderheit Pamini, die die ständerätliche Idee aufnehmen, die Kinderabzüge herumschieben, soweit sie nicht konsumiert oder anrechenbar waren, schaffen wieder neue Abhängigkeiten zwischen den Steuererklärungen und Pflichten der Ehegatten und Eltern und vernichten damit einen der Hauptvorteile der Individualbesteuerung. Es würde auch wegen der von Ihnen ausgeführten Auskunftspflichten und Verfahrensanpassungen ein echter bürokratischer Moloch entstehen. Man sieht das an der Zahl der Gesetzesstellen, die von dieser Idee betroffen wären respektive infolge dieser Idee modifiziert werden müssten. Es sind deren zwanzig: An zwanzig Orten müssen also die Gesetze, das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer und das Steuerharmonisierungsgesetz, angepasst werden, und das finden wir keine gute Idee.

Deshalb empfehle ich Ihnen namens der FDP-Liberalen Fraktion, die Anträge der Mehrheit konsequent zu unterstützen.

Candinas Martin (M-E, GR): Sie plädieren immer für einen schlanken Staat. Die Individualbesteuerung bedeutet 1,7 Millionen Steuererklärungen, die zusätzlich bearbeitet werden müssen – ein Drittel mehr als heute. Können Sie mir diese Logik erklären?

Walti Beat (RL, ZH): Ja, das mache ich sehr gerne. Sie machen natürlich einen guten Punkt, soweit es um die Umstellung im System geht. Da, wo Ehegatten heute gemeinsam veranlagt werden und in Zukunft individuelle Steuererklärungen abgeben, gibt es tatsächlich eine Veränderung und eine erhöhte Zahl von Steuererklärungen. Hingegen wird im laufenden Betrieb zwar die Zahl der Steuererklärungen zunehmen, dafür werden aber die Änderungen des Steuerstatus entfallen. Soviel mir bekannt ist, sind alle Steuerpflichtigen, wenn sie mit 18 Jahren zum ersten Mal eine Steuererklärung ausfüllen, individualbesteuert. Später heiraten sie vielleicht, und dann muss das umgestellt werden. Etwa 50 Prozent der Verheirateten lassen sich zudem wieder scheiden, und dann muss der Status erneut angepasst werden. Schliesslich sterben alle Leute einmal, auch jene, die verheiratet sind, und dann muss der Ehepartner wieder von einer gemeinsamen zu einer individuellen Besteuerung wechseln. Das ergibt also sehr viel Umstellungsaufwand, und dieser entfällt. Mit den neuen Möglichkeiten einer standardisierten Bearbeitung von Steuererklärungen durch IT-Systeme und künstliche Intelligenz ist die zunehmende Zahl von Dossiers als solche administrativ kein Problem – im Gegensatz zur Umstellung, aber das ist ein einmaliges Thema.

Ritter Markus (M-E, SG): Früher war die FDP-Liberale Fraktion für Steuersenkungen eingestanden. Mit dem Kompromiss, den Sie uns beschrieben haben und den Sie mit der SP und der Linken eingegangen sind, wurde der Steuertarif angepasst, indem die Steuerausfälle von 870 auf 600 Millionen Franken reduziert wurden. Gekauft wurde dies mit einer Tarifierung, durch welche alle Alleinstehenden nun eine Steuererhöhung



bekommen. Finden Sie das wirklich richtig?

Walti Beat (RL, ZH): Ich bedaure jeden Einzelfall, für den eine steuerliche Mehrbelastung resultiert. Es wäre gut, wenn wir eine Lösung finden könnten, wo das bei niemandem der Fall wäre. In der Summe darf man aber feststellen, dass es – und das ist auch volkswirtschaftlich wichtig – zu einer fiskalischen Entlastung im Umfang von 600 Millionen Franken kommt. Die weitgehende Mehrzahl der Steuerpflichtigen wird durch diese Reform entlastet. Es gibt aber tatsächlich auch Lebenskonstellationen, in denen es zu einer Mehrbelastung kommen wird. Das ist aber ein bisschen ein trügerisches Argument, weil es nicht grundsätzlich gegen die Etablierung eines steuergerechten Modells sprechen kann, das wir leider bis heute nicht praktiziert haben.

Ich sage es noch einmal: Wir stellen hier Steuergerechtigkeit zwischen Konkubinatspaaren und Ehepaaren her, in welcher familiären Konstellation auch immer, wir stellen nicht Steuergleichheit zwischen heute und der Zukunft her. Es gibt mit der Umstellung Veränderungen.

Pamini Paolo (V, TI): Herr Kollege Walti, wo ist die Steuergerechtigkeit bei einer Vorlage, mit der Frauen reicher Topmanager steuerfreies Taschengeld verdienen können und gleichzeitig Rentner mit ungleichmässigem Einkommen bestraft werden, weil sie traditionellen Familien angehören und zum Beispiel nur ein Ehegatte eine hohe Pensionsrente hat?

Walti Beat (RL, ZH): In absoluten Zahlen ist das, was Sie hier dramatisch und emotional schildern, sehr undramatisch. Die Rentneinkommen sind typischerweise deutlich tiefer als die Erwerbseinkommen zur aktiven Berufszeit, deshalb dürfte auch die Progression in den allerwenigsten Fällen wirklich massiv zuschlagen. Das steuerfreie Zusatzeinkommen der Millionärsgattin, das Sie hier etwas ins Lächerliche ziehen wollen, kann man volkswirtschaftlich auch anders betrachten. Nehmen Sie den Fall, in welchem eine Kadermitarbeiterin oder ein Kadermitarbeiter zum Beispiel mit einem Arzt oder einer Ärztin verheiratet ist. Dessen bzw. deren Ausbildung hat eine halbe Million gekostet und der oder die verdient nun vielleicht 100 000 Franken und bezahlt wegen der Aufrechnung bei der heutigen gemeinsamen Besteuerung für sein bzw. ihr Mittelstandseinkommen den maximalen Grenzsteuersatz von 11,5 Prozent auf das gesamte Einkommen. Das ist einfach nicht sinnvoll, und das führt, weil ja auch noch die kantonalen Effekte hinzukommen, dazu, dass es sich viele gut Ausgebildete zweimal überlegen, ob sie für einen sehr marginalen Nettoeinkommenszugewinn wirklich so viel arbeiten sollen. Das ist volkswirtschaftlich sehr schlecht und führt zu einer hohen Zuwanderung, was Sie wahrscheinlich auch nicht befürworten können.

Fischer Benjamin (V, ZH): Geschätzter Kollege Walti, Sie haben gesagt, es gehe darum, die Konkubinatspaare den Ehepaaren steuerlich gleichzustellen. Nun ist es aber so, dass die Ehe eine Wirtschaftsgemeinschaft ist. Gemäss Zivilgesetzbuch schulden sich Eheleute gegenseitige Unterstützung. Derjenige Ehepartner, der den Hauptteil des Einkommens bestreitet, schuldet dem anderen gemäss Zivilgesetzbuch einen angemessenen Beitrag zur freien Verfügung. Das Konkubinat ist keine Wirtschaftsgemeinschaft. Wie kommen Sie dazu, das irgendwie steuerlich gleichsetzen zu wollen? Oder wollen Sie die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft so abschaffen?

Walti Beat (RL, ZH): Nein, das will ich nicht. Aber zu den Unterhaltspflichten gibt es eine umfangreiche bundesgerichtliche Rechtsprechung, die sich in neuerer Zeit auch an den gesellschaftlichen Realitäten ausrichtete. Die vorliegende Reform unterstützt diesen Weg und schafft auch für diese betroffenen Ehepaare mehr Gerechtigkeit.

AB 2025 N 694 / BO 2025 N 694

Riem Katja (V, BE): Geschätzter Herr Kollege Walti, fast alle Kantone sagen aus, dass sie einen erheblichen Mehraufwand hätten. Sie sagen jetzt, das sei nicht der Fall. Müssten wir die Kantone in dieser Frage nicht ernster nehmen?

Walti Beat (RL, ZH): Ich nehme die Kantone sehr ernst. Wie ich gesagt habe, rechne ich für die Übergangsphase dieser Reform tatsächlich mit einem Mehraufwand. Nachher ist es einfach das Normalste der Welt, dass alle erwachsenen Personen, die der Steuerpflicht unterstehen, Jahr für Jahr ihre Steuererklärung einreichen. Das Steueramt kann die Verhältnisse Jahr für Jahr prüfen. Das gibt eine hohe Kontinuität und sehr viel weniger Verwerfungen in der Bearbeitung der entsprechenden Files.

Ich selbst habe keine Aufwanderhebung gemacht, aber ich weiss aus persönlicher Erfahrung, dass das einzig Aufwendige an Steuererklärungen die Veränderung von Verhältnissen ist, nicht das Aufdatieren der Steuerer-



klärung mit jährlich aktuellen Zahlen.

Wyssmann Rémy (V, SO): Es gibt verschiedene FDP-Finanzdirektoren in den Kantonen. Haben Sie mit ihnen gesprochen? Und was sagen sie zu dieser Vorlage?

Walti Beat (RL, ZH): Ich habe mit vielen Finanzdirektoren gesprochen, und ich nehme die Argumente selbstverständlich ernst. Ich werde mich im Interesse einer kurzen Antwort jetzt nicht wiederholen, aber letztlich stimme ich hier, und das wird den meisten so gehen, ohne Instruktion und bin deshalb überzeugt, dass das eine gute Vorlage ist.

Ryser Franziska (G, SG): Wir befinden uns in der Differenzbereinigung, und es sind nur noch wenige Fragen offen. Das ist an sich ein gutes Zeichen, denn wir sind uns in den meisten Fragen der Ausgestaltung des neuen Besteuerungsmodells zwischen Bundesrat, Nationalrat und Ständerat einig. Nur das Preisschild ist noch in Verhandlung, zudem die Frage des Übertrags der Kinderabzüge, welchen wir ablehnen, da dieser einem Einverdienerabzug gleichkommt. Dieses Element widerspricht dem gleichstellungspolitischen Grundgedanken der Steuerreform, führt zu unnötigen administrativen Aufwänden durch eine Verknüpfung der Steuererklärungen und wurde in der Vernehmlassung eigentlich durchs Band weg abgelehnt.

Bei der Tarifgestaltung haben wir einen Kompromiss gefunden zwischen der steuerlichen Entlastung von Zweiteinkommen, die es für die Erwerbsanreize nun einmal braucht, und den Steuerausfällen – ein Mittelweg zwischen den Entscheidungen des Nationalrates und des Ständerates. Im Durchschnitt werden mit diesem Tarifmodell alle Einkommenskategorien entlastet, auch die 10 Prozent der Gewinnerinnen und Gewinner sowie Verliererinnen und Verlierer. Das Ausmass ist aber überschaubar. Es geht um eine Fünfigernote, die etwa unverheiratete Personen mit Kindern pro Jahr im Durchschnitt mehr bezahlen, oder um 90 Franken für Ehepaare mit nur einem Erwerbseinkommen. Am meisten profitieren werden verheiratete Rentnerehepaare, die künftig ein paar hundert bis tausend Franken weniger Steuern pro Jahr zahlen werden.

Der Tarif enthält keine Erhöhung der Progression, aber er wird gestreckt, sodass die Mindereinnahmen gegenüber der ursprünglichen Version sinken. Das ist auch richtig, wenn man die finanzpolitischen Rahmenbedingungen betrachtet und etwa die Medienmitteilungen der SiK-N in den letzten Wochen verfolgt hat. Mit diesem Antrag ist die Kommission auf einen mehrheitsfähigen Weg eingebogen. Die finanzielle Belastung für den Bundeshaushalt konnte reduziert werden, und trotzdem bleibt eine mehrheitliche Entlastung für alle natürlichen Personen bis in die obersten Einkommensklassen bestehen. Die Erwerbsanreize bleiben bestehen und werden damit in Zukunft zu höheren Steuererträgen beitragen, was sich dann als dynamischer Effekt auch positiv auswirken wird.

Die Grüne Fraktion wird deshalb diesen Kompromiss mittragen und die Anträge der Minderheiten ablehnen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Voici un peu de français, après trois quarts d'heure sur un important sujet de société.

Nous avons bien avancé sur cet objet qui vise à changer le système d'imposition des couples mariés en les imposant individuellement. Les points de divergence avec le Conseil des Etats concernent les pertes fiscales, l'obligation de relier les deux taxations dans le couple et la déduction pour enfants. La principale pierre d'achoppement est l'ampleur des pertes fiscales pour la Confédération et son corollaire, le barème d'imposition, qui touche quant à lui directement les contribuables.

Le Conseil des Etats s'était entendu, à une voix près, sur une perte fiscale de 500 000 francs lors de son dernier débat, en mars. Dans votre commission, les Verts ont porté, avec d'autres forces progressistes, la proposition de compromis d'un montant de pertes fiscales de 600 000 francs. Ici aussi, la majorité était serrée. Chez les Verts, ce compromis est pleinement soutenu par le groupe. Il représente une baisse fiscale générale, mais l'ensemble est plus équilibré: nous réduisons en quelque sorte des privilèges passés d'un côté en allégeant des pénalités de l'autre. C'est une situation plus égalitaire, plus neutre, quel que soit le choix de vie et d'état civil des couples. Le fait que les deux travaillent n'est plus pénalisant sur le plan fiscal.

Les Verts suivront partout la proposition de la majorité, y compris sur le fait que les deux taxations ne doivent pas être reliées. En effet, puisqu'un effort est fait pour les rendre indépendantes de l'état civil, on ne va pas exiger de l'autorité fiscale qu'elle fasse un double travail en devant ensuite les relier entre elles. Ce serait illogiquement bureaucratique.

Le système suisse doit s'adapter à l'évolution des mœurs, et les discriminations actuelles doivent être supprimées. C'est une discussion qui a lieu depuis deux décennies. Nous avons en main un contre-projet indirect qui permet de le faire et de répondre à une initiative qui est l'un des déclencheurs de cette réforme.

Je vous remercie de votre attention et vous invite à soutenir la position de la majorité.



Widmer Céline (S, ZH): Wir haben bei den Steuern eine Situation, in der Ehepaare anders behandelt werden als Konkubinatspaare. Das mündet in vielen Fällen darin, dass Verheiratete mehr bezahlen als Konkubinatspaare. Es ist ganz simpel: Weil die Einkommen zusammengerechnet werden, kommen sie dadurch in eine höhere Progression. Das Bundesgericht hat bereits 1984 klipp und klar gesagt: Diese Heiratsstrafe ist verfassungswidrig. Und dieses Problem müssen wir lösen. Die Kantone haben das mehrheitlich bereits getan. Jetzt müssen wir das auch noch auf Bundesebene machen.

Es gibt, grob gesagt, zwei Varianten zur Abschaffung der Heiratsstrafe: eine progressive Variante und eine konservative Variante. Die progressive Variante ist die Individualbesteuerung. Jede Person soll eine eigene Steuererklärung ausfüllen und auf ihr Einkommen und Vermögen Steuern bezahlen. Genau wie bei Konkubinatspaaren sollte dies auch bei verheirateten Personen der Fall sein. Das konservative Modell ist jenes der Initiative der Mitte. Es würde es auf Ewigkeiten verunmöglichen, dass verheiratete Frauen eine eigene Steuererklärung ausfüllen. Das konservative Konzept der Initiative der Mitte ist auch viel teurer als die Individualbesteuerung. Es würde keine Beschäftigungsanreize setzen und würde den ganz vielen Einelternfamilien – das sind immerhin 16 Prozent in unserem Land – nicht gerecht werden.

Es ist aber nicht nur ein Gebot des Bundesgerichtes, dass wir die Heiratsstrafe abschaffen, sondern es ist auch eine Frage der Gerechtigkeit. Es geht um die Gleichstellung, wir haben es gehört. Viele Frauen möchten mehr arbeiten, aber Steuern und Betreuungskosten würden gerade bei Besserverdienenden den zusätzlichen Lohn wieder auffressen. Wir müssen diese negativen Beschäftigungsanreize endlich abschaffen. Wenn Frauen in höheren Pensen arbeiten, hat das auch positive Auswirkungen auf ihre Rente und im Falle einer Scheidung. Wir haben es gehört, die Urteile gehen hier in eine ganz klare Richtung. Es geht also auch um die finanzielle Unabhängigkeit der Eheleute, und das ist für uns zentral. Für die SP ist das Gerechtigkeitsgebot sehr wichtig, und wir

AB 2025 N 695 / BO 2025 N 695

setzen uns daher seit Jahrzehnten für die Individualbesteuerung ein.

Die Abschaffung der Heiratsstrafe hat Steuerausfälle zur Folge, das liegt in der Natur der Sache. Für die SP-Fraktion war es von Beginn weg klar, dass diese Steuerausfälle nicht zu hoch sein dürfen. Die Steuerausfälle gemäss Entwurf des Bundesrates betrugen am Anfang 1 Milliarde Franken. Das wäre gerade in der aktuellen Lage, in der wir massive Abbaupakete diskutieren, überhaupt nicht tragbar gewesen. Deshalb haben wir den Kompromiss gesucht. Ich bin sehr glücklich, dass wir in einer progressiven Allianz einen Kompromiss gefunden haben.

Der von der Kommissionsmehrheit getragene Kompromiss bringt insgesamt weniger Steuerausfälle als die ursprüngliche Variante. Es ist aber immer noch so, dass sehr viele Personen von dieser Steuerumstellung profitieren, und es gibt wenige, die etwas mehr bezahlen. Das ist übrigens auch in der Variante des Bundesrates der Fall, die die konservative Seite hier heute befürwortet. Es ist gar nicht anders möglich, sonst würde diese Reform mehrere Milliarden Franken kosten, und das – hier sind wir uns wohl einig – geht nicht. Mir ist es aber auch wichtig, zu betonen, dass diejenigen Personen, die mehr belastet werden, sich in den obersten zwei Einkommensdezilen befinden.

Wir haben also einen gut ausbalancierten, ausgewogenen Kompromiss gefunden, der die Einkommensausfälle reduziert, die Ungleichbehandlung abschafft und Beschäftigungsanreize setzt. Die Minderheitsanträge betreffend die Übertragung kinderbezogener Abzüge lehnen wir daher auch ab, das wäre äusserst kompliziert und würde dem Konzept der Individualbesteuerung widersprechen.

Zur Minderheit betreffend den Steuertarif: Es ist ja logisch – das ist der Hauptpunkt unseres Konzepts –, dass die Steuerausfälle nicht zu hoch sein dürfen. Für die tatsächliche Gleichstellung braucht es aber mehr. Für die tatsächliche Gleichstellung braucht es endlich gleichen Lohn für gleiche Arbeit, es braucht genügend und bezahlbare Kita-Plätze. Aber die Individualbesteuerung ist ein wichtiger Schritt, ein wichtiges gleichstellungspolitisches Ziel, und zu diesem Kompromiss bieten wir Hand.

Ich danke Ihnen, wenn Sie der Kommissionsmehrheit folgen.

Pamini Paolo (V, TI): Eine kleine Nebenbemerkung an die Kollegin Widmer: In der Familie Pamini füllt Frau Pamini die Steuererklärung aus. Sie ist auch, wie meine Wenigkeit, Steuerberaterin.

Der indirekte Gegenvorschlag, den wir heute bereinigen, ist eine rückwärtsgewandte, ideologisch gefärbte und teuer bezahlte Fehlkonstruktion. Ich möchte mit einer Frage an die progressive Front anfangen: Sind Sie sich bewusst, dass Sie mit dieser Vorlage Frauen reicher Topmanager die Möglichkeit geben, un versteuertes Taschengeld zu verdienen, und zwar nicht nur auf Kosten der traditionellen Familien, sondern auch auf Kosten der Rentenpaare mit ungleichem Einkommen, auf Kosten der homosexuellen Paare mit Einkommensdispari-



tät, auf Kosten der alleinerziehenden Mütter und auf Kosten der Singles? Es gibt nicht nur diese 2 Prozent traditionelle Familien, die vorhin angesprochen wurden. Es gibt auch homosexuelle Paare. Deswegen ist diese Reform rückwärtsgewandt. Man fällt um Jahrzehnte zurück. Nachdem diese Zweckgemeinschaft endlich anerkannt wurde, ist das, wenn bei homosexuellen Paaren eine Einkommensdisparität besteht, ein Rückschritt. Weshalb trifft es alleinerziehende Mütter? Weil alleinerziehende Mütter heute den besonderen Ehegattentarif benutzen dürfen. Das wird abgeschafft, und sie fallen in die erhöhte Progression. Schauen Sie sich die Unterlagen an, und Sie werden sehen, dass einzelne Leute mehr Steuern zahlen werden.

Diese Vorlage führt zu massiven Kosten. Für 1,7 Millionen zusätzliche Veranlagungen pro Jahr, das haben wir schon besprochen, braucht man zwischen 1000 und 1600 neue Steuerkommissäre. Das sind vielleicht die berühmten Beschäftigungseffekte, die viele im Kopf haben. Das könnte zwischen 100 bis 240 Millionen Franken an Salären kosten, dies auf Kosten der Kantone. Das sind auch versteckte Kosten, die hier wenig thematisiert wurden.

Wofür das Ganze? Ja, für diese berühmten Beschäftigungseffekte. Im September habe ich in meinem Votum schon gesagt, das sei lächerlich, "risible", "risibile". Welches sind die Beschäftigungseffekte, die hier thematisiert werden? Laut Bundesrat sind es in einem grosszügigen Szenario maximal 44 000 Vollzeitäquivalente. Das sind im besten Fall 220 000 Frauen, die etwa einen Tag pro Woche mehr arbeiten. Das sind 20 Prozent mehr. Dies entspräche zwischen 2 und 8 Prozent der erwerbsfähigen Frauen. Einfach zum Vergleich: Jährlich kommen zwischen 80 000 bis 100 000 neue Leute in die Schweiz. Hier hätten wir jedoch nur einmalige Effekte. Schauen wir uns die Opfer an. Die Opfer sind, wie gesagt, Rentnerpaare, bei denen nur ein Ehepartner Pensionskassenrente bezieht und der andere nur die AHV. Man bestraft rückwirkend traditionelle Familienbilder, die ihr Verhalten nicht mehr anpassen können, weil sie schon die Rente beziehen. Dass es ein Rückschritt für gleichgeschlechtliche Paare ist, haben wir schon gesagt. Steuerlich kehren wir in die Individualisation zurück. Die alleinerziehenden Mütter haben wir auch schon erwähnt. Kurz gesagt, wir belohnen hier die "Double income, no kids"-Paare. Das ist das Gesellschaftsmodell, das wir hier fördern.

Auch rechtlich ist die Reform bedenklich. Im Bundesgerichtsentscheid Hegetschweiler von 1984 sagte das Bundesgericht, dass verheiratete Paare nicht stärker besteuert werden dürfen als unverheiratete. Das Bundesgericht sagte nicht, dass Ehepaare gleich wie Konkubinatspaare besteuert werden müssen. Es sagte nur, dass die Steuerbelastung im Ergebnis nicht höher ausfallen sollte, und zwar nicht mehr als 10 Prozent höher. Wir haben hier jedoch einen Vorschlag, der dem Leistungsfähigkeitsprinzip entgegensteht. Im Endeffekt kann man nicht Ehepaare bei gleichem Gesamteinkommen gleich behandeln und gleichzeitig eine Individualbesteuerung haben.

Die Mutter aller Probleme, das werden wir in der Abstimmungsempfehlung sehen, ist die Steuerprogression. Ich finde es wirklich bedenklich, dass die FDP-Frauen dank diesem Vorschlag die Steuerprogression im Ergebnis beschleunigt haben.

Grossen Jürg (GL, BE): Wir befinden uns in der Differenzbereinigung zu diesem Gegenvorschlag auf der Zielgeraden. Die Grünliberale Fraktion unterstützt die Mehrheit und bittet Sie, dasselbe zu tun.

Der Ständerat hat zwei wesentliche Änderungen an unserem Beschluss vorgenommen: zum einen beim Steuertarif, mit einer Variante, die bereits bei uns zur Debatte stand; zum andern hat er die Übertragbarkeit von Abzügen vorgesehen. Die Grünliberale Fraktion unterstützt den Tarifvorschlag der WAK-N, welcher sich bei der Progression am bundesrätlichen Entwurf orientiert, jedoch zu etwas weniger Mindereinnahmen von rund 600 Millionen Franken führt. Der Kompromiss zwischen den Varianten Bundesrat und Ständerat liegt bei den Mindereinnahmen, die nach der Einführung zu Beginn in Kauf genommen werden. Doch wird die Progression, die ja mit der Revision bereits verschärft wird, mit diesem Tarif, anders als beim Ständerat, nicht noch zusätzlich verschärft. Die Auswirkungen auf die verschiedenen Familientypen und Einkommensdezile bleiben nahezu identisch mit jenen der Bundesratsvariante.

Wir lehnen die Übertragbarkeit von Abzügen ab. Der Ständerat hat mit einer etwas merkwürdigen Schnittmenge von Mehrheitsbeschaffern die Übertragbarkeit namentlich der Kinderabzüge vorgesehen, wenn diese aufgrund einer Nichterwerbstätigkeit oder eines tiefen Einkommens ins Leere fallen würden. Das widerspräche einer Vereinfachung des Systems, indem wiederum Abhängigkeiten zwischen den Steuerdossiers geschaffen würden. Dabei würden Eheleute und Konkubinatspaare letztlich wieder unterschiedlich behandelt, was abzulehnen ist, und diese Lösung – dies ist wichtiger – würde von den Anreizen her wie ein Einverdienerabzug wirken, also keine positiven Arbeitsanreize setzen, im Gegenteil. Wir bitten Sie daher, überall die Mehrheit zu unterstützen und die Minderheitsanträge abzulehnen.

Wir biegen damit bei diesem Gegenvorschlag in die Schlusskurve vor der Zielgeraden ein. Mit dieser Vorlage



AB 2025 N 696 / BO 2025 N 696

schaffen wir eine zukunftsfähige, moderne und vor allem den Lebensrealitäten entsprechende Steuerreform. Nach jahrelangem Hin und Her schaffen wir endlich die Heiratsstrafe ab. Wir entlasten die Mehrheit der Steuerzahlenden. Wir schaffen gezielte Anreize für die Erwerbstätigkeit in einer Zeit mit immer eklatanter werdendem Fachkräftemangel, und wir tun dies, ohne dass mittel- und langfristig Steuereinnahmen wegbrechen, weil durch mehr Erwerbstätigkeit letztendlich auch mehr Steuern beim Staat landen werden.

Ich bitte Sie wirklich, jetzt die Vergangenheit zu überwinden. Machen wir einen vernünftigen Schritt in die Zukunft.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Sie haben es gehört, der Nationalrat als Erstrat und der Ständerat haben unterschiedliche Vorlagen zur Individualbesteuerung beschlossen. Die vom Nationalrat zunächst beschlossene Vorlage entspricht derjenigen, die der Bundesrat in Ihrem Auftrag vorgeschlagen hat. Einzige Abweichung zur Vorlage des Bundesrates ist die Bestimmung zur Frist für die Inkraftsetzung. Die vom Ständerat beschlossene Vorlage weicht in einigen wesentlichen Punkten vom Beschluss des Nationalrates ab. Es geht also um die Bereinigung dieser Differenzen.

Die WAK-N hat als vorberatende Kommission bei der Regelung der kinderbezogenen Abzüge am Beschluss Ihres Rates festgehalten. Die WAK-N hat aber einen Tarif vorgeschlagen, der in Bezug auf die Mindereinnahmen zwischen den Beschlüssen der beiden Räte liegt. Ich nehme es vorweg: Der Bundesrat unterstützt den Kompromiss, den Sie in der WAK-N gefunden haben.

Lassen Sie mich kurz auf die verschiedenen Differenzen im Einzelnen eingehen. Die erste Differenz betrifft die Frage, ob zwischen Elternteilen ein Übertrag der kinderbezogenen Abzüge möglich sein soll, die aufgrund eines fehlenden oder eines tiefen Zweiteinkommens sonst ins Leere fallen würden. Die Vorlage von Bundesrat und Nationalrat sieht keinen solchen Übertrag vor. Im Gegenzug soll aber der Kinderabzug von 6800 auf 12 000 Franken erhöht werden. Der Ständerat will hingegen den Übertrag ermöglichen. Weil dadurch die kinderbezogenen Abzüge gegenüber der Vorlage von Bundesrat und Nationalrat an Kraft gewinnen, hat der Ständerat gleichzeitig beschlossen, den Kinderabzug von 6800 nur auf 10 700 Franken zu erhöhen. Die Möglichkeit des Übertrages der kinderbezogenen Abzüge schafft eine starke Abhängigkeit zwischen den Steuerdossiers der Elternteile. Der Ständerat hat deshalb auch eine Anpassung von Verfahrensbestimmungen beschlossen. Diese betreffen Fragen zum Steuergeheimnis und zur nachträglichen Korrektur der Steuerveranlagung. Die WAK-N hat jedoch am Beschluss des Nationalrates festgehalten und ist damit auch dem Antrag des Bundesrates gefolgt. Gemäss der WAK-N soll kein Übertrag von kinderbezogenen Abzügen zwischen Elternteilen möglich sein, und der Kinderabzug soll bei 12 000 Franken belassen werden.

Die zweite Differenz betrifft die Gestaltung des Tarifs, der nach Einführung der Individualbesteuerung gelten soll. Der vom Bundesrat vorgesehene und vom Nationalrat beschlossene Tarif sieht gegenüber heute bei tiefen und mittleren Einkommen eine Absenkung der Steuersätze vor, bei sehr hohen Einkommen eine leichte Erhöhung. Damit ist dieser Tarif etwas progressiver als heute. Der Ständerat hat nun nochmals eine deutliche Verstärkung der Progression beschlossen. Dieser progressivere Tarif soll nach dem Inkrafttreten der Individualbesteuerung zehn Jahre gelten. Danach würde gemäss Beschluss des Ständerates ebenfalls wieder der Beschluss des Nationalrates gelten.

Der jetzt von der WAK-N neu vorgeschlagene Tarif liegt zwischen den Tarifen, die Nationalrat und Ständerat beschlossen haben. Er ist so ausgestaltet, dass er die geschätzten Mindereinnahmen der Reform gegenüber der Variante von Nationalrat und Bundesrat reduziert. Im Unterschied zum Tarif gemäss Beschluss des Ständerates findet aber keine gezielte Verschärfung der Progression statt. Anders als in der Variante des Ständerates beinhaltet der Beschluss der WAK-N auch keine Übergangsbestimmung zur Befristung des beschlossenen Tarifs. Es käme also nicht wie in der Fassung des Ständerates nach zehn Jahren zu einer Tarifierfassung.

Ich komme noch zu den Auswirkungen auf die Steuererträge und die Steuerpflichtigen. Zuerst zu den finanziellen Auswirkungen: Die zunächst vom Nationalrat beschlossene Variante führt gemäss aktualisierter Schätzung zu Mindereinnahmen von 870 Millionen Franken. Die Schätzungen beziehen sich jeweils auf das Steuerjahr 2025, und sie betreffen ausschliesslich die direkte Bundessteuer. In der Botschaft war der Bundesrat noch von 1 Milliarde Franken ausgegangen; diese Zahlen wurden in der Zwischenzeit aktualisiert. Der wichtigste Grund für diese Differenz ist, dass in der Zwischenzeit im geltenden Recht ein Ausgleich der Folgen der kalten Progression stattgefunden hat. Im Gesetzentwurf zur Individualbesteuerung erfolgte jedoch während der parlamentarischen Beratung kein solcher automatischer Ausgleich. Im Weiteren basiert die neue Schätzung auf einer aktualisierten Datenbasis, was immer auch zu einer gewissen Verschiebung führen kann.



Die Variante Ständerat sieht bei der direkten Bundessteuer Mindereinnahmen von 430 Millionen Franken vor. Zehn Jahre nach Inkrafttreten würden sich die Mindereinnahmen erhöhen, weil dann der Tarif des Nationalrates in Kraft treten würde. Die geschätzten finanziellen Auswirkungen der Variante der vorberatenden Kommission Ihres Rates liegen, wie erwähnt, zwischen den Beschlüssen beider Räte: Bezogen auf das Steuerjahr 2025 geht es um Mindereinnahmen von 600 Millionen Franken bei der direkten Bundessteuer.

Nun noch ein Wort zu den Belastungsrelationen: Gewisse Auswirkungen der Individualbesteuerung auf die Belastung der verschiedenen Gruppen resultieren quasi systembedingt und erfolgen deshalb unabhängig von der konkreten Ausgestaltung der Reformvorlage. So ist die Individualbesteuerung für Ehepaare tendenziell umso vorteilhafter, je gleichmässiger die Einkommensaufteilung zwischen den Eheleuten ist. Bei den Belastungsrelationen kennen Sie die Ergebnisse in Bezug auf das, was Sie im Nationalrat beim ersten Mal entschieden haben.

Erlauben Sie mir noch, etwas zum Tarif des Ständerates zu sagen, weil hier jetzt eine Differenz besteht. Hier haben Sie in Ihrer Kommission einen abweichenden Beschluss gefasst. Hier kommt die Kehrseite der geringeren Mindereinnahmen zum Ausdruck, die sich naturgemäss in höheren Steuerbelastungen im Reformszenario zeigt. Der vom Ständerat beschlossene Tarif ist deutlich progressiver. Daher führt diese Variante zu einer erheblichen Verschiebung der Belastungen zulasten der höchsten Einkommen. In der Summe steigt die Steuerbelastung durch die Reform gemäss Beschluss des Ständerates für die 10 Prozent der Steuerpflichtigen mit den höchsten Einkommen um rund 500 Millionen Franken. Bei den unteren 90 Prozent der Steuerpflichtigen sinkt die Belastung insgesamt um knapp 1 Milliarde. Ich erinnere aber daran, dass die direkte Bundessteuer bereits heute stark progressiv ausgestaltet ist und die 10 Prozent der Steuerpflichtigen mit den höchsten Einkommen schon heute rund 80 Prozent der Einnahmen aus der direkten Bundessteuer beisteuern.

Die Variante Ihrer Kommission sieht, ausgehend von derjenigen des Nationalrates bzw. des Bundesrates, eine Anpassung des Tarifs zur Reduktion der Mindereinnahmen vor. Die logische Kehrseite von geringeren Mindereinnahmen des Bundes sind geringere Entlastungen der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler durch die Reform. Die Stauchung des Tarifs gemäss Vorschlag Ihrer Kommission führt dazu, dass jede Tarifstufe bereits bei einem etwas niedrigeren Einkommen erreicht wird. Im Ergebnis resultieren im Reformszenario deshalb über alle Einkommensklassen hinweg etwas höhere Steuerbelastungen als in der ursprünglichen Variante des Nationalrates respektive der Variante des Bundesrates.

Da die Variante der WAK-N keine gezielte Verstärkung der Progression vorsieht, sind die im Tarif vorgesehenen Grenzsteuersätze dieselben wie im Tarif gemäss Botschaft des Bundesrates. Auch bei einer Stauchung stellt man jedoch fest, dass die Variante vor allem bei den hohen Einkommen zu stärkeren Belastungen führt. Der Grund hierfür ist schlicht, dass die direkte Bundessteuer, wie bereits erwähnt, schon

AB 2025 N 697 / BO 2025 N 697

heute stark progressiv ist und sich deshalb Veränderungen an der Reform vor allem bei den hohen Einkommen auswirken. Auch in der Variante der WAK-N würde die Reform aber insgesamt über alle Einkommensklassen hinweg im Durchschnitt zu Entlastungen führen. Es ist auch weiterhin so, dass die Anzahl der Personen, die eine Entlastung erfahren, deutlich grösser ist als die Anzahl jener, die eine Mehrbelastung erfahren. Durch die Anpassung des Tarifs, ausgehend von der Variante von Nationalrat und Bundesrat, steigen jedoch gerade im obersten Einkommenszehntel in gewissen Konstellationen die Mehrbelastungen.

Ich komme zum Schluss: Der Bundesrat hat schon in der Botschaft darauf hingewiesen, dass die pauschal hälftige Aufteilung auf die Eheleute bei den Kinderabzügen dazu führen kann, dass Kinderabzüge an Kraft verlieren, weil sie teilweise ins Leere fallen. Eine praktikable Lösung, die hier allen Konstellationen gerecht wird, gibt es nicht. Im Interesse einer möglichst unkomplizierten Veranlagung hat sich der Bundesrat hier für eine pauschale Lösung mit einem erhöhten Kinderabzug entschieden. Der Ständerat möchte eine differenzierte Regelung; ich habe darüber gesprochen. Das führt aber zu einem erhöhten administrativen Aufwand: Man muss dann trotz des Übertrags von Abzügen zwei separate Steuererklärungen vorsehen, es bräuchte auch Verfahrensbestimmungen.

Noch zur Frage der Mindereinnahmen: Die Individualbesteuerung führt zu Verschiebungen bei den Steuerbelastungen. Wir haben Gewinner und Verlierer; Nationalrätin Ryser sagte das. Je mehr Mindereinnahmen Sie in Kauf nehmen, desto stärker können Sie Mehrbelastungen abfedern, je nach Ausgestaltung vor allem bei unverheirateten Personen mit Kindern und bei Einverdiener-Ehepaaren mit Kindern. Auch der Anteil der Gewinner im Verhältnis zu den Verlierern steigt mit jedem zusätzlichen Franken, den Sie bereit sind, für die Vorlage einzusetzen. Wenn Sie eine politisch mehrheitsfähige Vorlage schaffen wollen, dann ist es aus Sicht des Bundesrates nötig, einen gewissen Betrag einzusetzen. Und angesichts dieser gewichtigen Weichenstellung im Steuerrecht ist es auch logisch, dass sie etwas kostet – eine solche Umstellung ist nicht gratis zu



haben.

Schliesslich noch zur Frage der Progressivität des Steuertarifs: Der heutige Tarif bei der direkten Bundessteuer ist bereits sehr progressiv ausgestaltet. Die Vorlage des Ständerates würde nochmals eine deutliche Verschiebung der Belastungen zuungunsten der Einkommensstärksten bewirken. Diese nochmalige Verschärfung der Progression mit einer noch stärkeren Konzentration der Belastungen bei den Einkommensstärksten würde die Leistungsanreize deutlich schwächen.

Ritter Markus (M-E, SG): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, danke für die Ausführungen. Mich interessiert weniger der Unterschied zwischen der heutigen Fassung der Mehrheit sowie des Bundesrates und der Fassung des Ständerates. Mich interessiert vielmehr die Differenz zwischen dem heutigen Tarif und dem Tarif gemäss der jetzigen Mehrheitslösung. Der grosse Unterschied ist ja, dass die Ausfälle von 870 neu auf 600 Millionen Franken berechnet werden, und es wird jetzt gesagt, dass der Tarif gestreckt worden ist. Ich kann mit meiner bescheidenen Möglichkeit, das auszurechnen, nur feststellen, dass der Tarif für sämtliche Einkommensklassen, die Steuern bezahlen, ansteigt, weil das Geld ja irgendwo kompensiert werden muss. Können Sie bestätigen, dass der Tarif für sämtliche Einkommensklassen, die hier drauf sind, gegenüber heute nach oben geht?

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Ritter, ich habe es bereits gesagt, dass wir bei dieser Stauchung vor allem bei den höheren Einkommen eine Erhöhung haben werden. Sie können sich daran erinnern, was ich in der Kommission und, glaube ich, auch hier schon gesagt habe: Wenn Sie an diesem Tischtuch, d. h. den Tarifen, ziehen, haben Sie immer irgendwo eine gewisse Bewegung. Was ich Ihnen aber auch sagen kann, ist, dass damit immer noch eine Mehrheit von einem günstigeren Tarif profitiert und nur eine Minderheit benachteiligt wird. In dieser Vorlage gibt es Gewinner und Verlierer. Es ist ein politischer Entscheid darüber, wie Sie das Steuerrecht ausgestalten wollen. Wir werden ja die Gelegenheit haben, auch über die Initiative der Mitte zu diskutieren. Ich habe immer darauf hingewiesen, dass der Bundesrat für die Abschaffung der Heiratsstrafe ist. Das Parlament hat uns damit beauftragt, diese Vorlage auszuarbeiten. Wir werden auch die Initiative Ihrer Partei beraten. Sie werden aber sehen, dass dort ganz ähnliche Effekte resultieren, d. h., bei Ehegatten mit zwei vergleichbar hohen Einkommen haben Sie ebenfalls eine Entlastung und bei Einverdiener-Ehepaaren eher eine Belastung. Das können Sie wohl nie ganz vom Tisch bringen.

Hübscher Martin (V, ZH): Frau Bundespräsidentin, Sie haben erwähnt, dass es bei der Übertragung der Kinderabzüge eine Abhängigkeit zwischen den beiden Steuererklärungen gibt. Können Sie bestätigen, dass es bei Ehen, die eine Errungenschaftsbeteiligung haben – und das sind eigentlich die meisten Ehen –, so oder so schon eine Abhängigkeit bei der Vermögensdeklaration gibt?

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ja, das ist natürlich so, Herr Hübscher, dass nachher ausgeschieden werden muss. Bei zwei Steuererklärungen muss ausgeschieden werden, was dem jeweiligen Ehegatten zugeschrieben wird, damit die Besteuerung erfolgen kann. Es ist aber auch so, das darf man nicht vergessen, dass heute leider 40 Prozent der Ehen geschieden werden, und dann haben Sie diese Situation auch. Auch bei einem Todesfall können Sie in eine solche Situation kommen; dann haben Sie natürlich noch das Erbrecht. Sie wollen wahrscheinlich noch das Argument der Bürokratie einbringen. Ich habe im Ständerat darauf hingewiesen, und ich habe es hier nochmals gesagt: Es gab Anfang der Nullerjahre eine Umstellung von der zweijährigen Vergangenheitsbemessung auf die Gegenwartsbemessung; Sie können sich vielleicht erinnern. Die Kantone sagten damals, sie bräuchten eine riesige Übergangsfrist von acht Jahren; sie waren dann aber in der Lage, ihre Verfahren relativ schnell umzustellen. Diese Situation hat man bei Ehegatten sowieso – je nachdem auch bei einer Scheidung –, dass man das auftrennt, was in die Ehe eingebracht wurde.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, Sie haben soeben gesagt, dass sich die gleichen Effekte auch bei der Initiative der Mitte ergeben würden. Können Sie mir erklären, wie das beim alternativen Steuermodell möglich sein soll, bei dem einerseits der neue Tarif, andererseits der andere Tarif genommen und danach einfach der tiefere der beiden Beträge in Rechnung gestellt wird? Es ist schlicht nicht möglich, dass diese Effekte eintreten.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Herr Nationalrat Bregy, wir werden noch ausführlich über diese Initiative diskutieren können. Aber wissen Sie, sie ist nicht ganz reinrassig. Wenn man eine Steuerberechnung für beide Ehegatten zusammen und eine Alternative hat, dann hat man dort auch Elemente der Individualbesteuerung drin. Wir können das in der Kommission gerne anschauen. Wenn beispielsweise die Berechnung der einzelnen Ehegatten vorteilhafter ist, würden sie gerne diese anwenden. Das entspricht aber auch der Be-



rechnung bezüglich einer Einzelperson. Ich freue mich, wenn wir noch darüber diskutieren können, vielleicht auch einmal nach Feierabend.

Heer Alfred (V, ZH): Frau Bundespräsidentin, ich habe noch eine Anschlussfrage an die Frage von Nationalrat Hübscher. Sie haben zu Recht gesagt, dass man diese Vermögensaufteilung auch bei Scheidungen oder Todesfällen machen muss. Der Unterschied ist aber der, dass diese Vermögensaufteilung jedes Jahr gemacht werden muss, scheiden lässt man sich jedoch in der Regel vielleicht ein- oder zweimal im Leben. Es ist doch ein Unterschied, ob man es jährlich machen muss. Dass 40 Prozent der Ehen geschieden werden, heisst doch im Umkehrschluss, dass 60 Prozent eben nicht geschieden werden. Der Aufwand wird für die

AB 2025 N 698 / BO 2025 N 698

Steuerämter einfach grösser. Oder wollen Sie das abstreiten?

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Sehr geehrter Herr Nationalrat Heer, ja, das wäre theoretisch möglich. Wir haben in der Kommission auch darüber diskutiert. Aber die Frage ist: Gibt es wirklich so viele Beispiele, in welchen zum Beispiel eine grosse Kunstsammlung vorhanden ist oder in welchen sich andere Vermögenswerte derart verändern? Ich bin vielleicht etwas konservativ und nicht repräsentativ, ich bin seit 35 Jahren verheiratet; ich kann Ihnen einfach sagen: Es hat sich nichts geändert. (*Teilweise Heiterkeit*) Ja, es ist so! Es ist alles noch beim Alten, Gott sei Dank. Ich glaube, solche Fälle gibt es.

Sie haben den Aufwand angesprochen. Ich habe es vorhin gesagt: Ja, der ist grösser, wenn man zwei individuelle Veranlagungen machen muss. Das ist so. Das hat auch der Bundesrat nie bestritten. Ich habe aber darauf hingewiesen, dass es doch einen recht grossen Anteil an Scheidungen gibt; dort muss dies auch erfolgen. Ich habe zudem auf die Gegenwartsbemessung bei der Besteuerung hingewiesen. Auch damals wurde praktisch der bürokratische Untergang prophezeit, und damals – vielleicht darf ich das zuhänden des Amtlichen Bulletins noch erwähnen – hat der Bundesrat einen Bericht, datiert vom 9. Januar 2002, verfasst. Darin heisst es: "Der Wechsel zum System der einjährigen Postnumerandobesteuerung mit Gegenwartsbemessung wurde in den Kantonen wie auch für die Bundessteuer im Wesentlichen in den Jahren 1999 bis 2001 vollzogen. Für den Bund hatte er keine personellen Auswirkungen. In den Kantonen konnten die Auswirkungen auf den Personalbestand dank der Reorganisation der Steuerbehörden und einer zunehmenden Informatisierung begrenzt werden." Ja, ich denke, es gibt einen Mehraufwand, wenn das kommen sollte. Dieser sollte aber zu bewältigen sein. Es ist halt so: Wenn man ein System derart tiefgreifend ändert, kommt man wahrscheinlich nicht darum herum, diese Umstellungen zu machen.

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Wir befinden uns in der Differenzbereinigung zum direkten Umsetzungsvorschlag der Individualbesteuerung. Unser Rat ist im Herbst 2024 auf den direkten Umsetzungsvorschlag eingetreten und hat die vorgeschlagene Umsetzung gemäss Botschaft des Bundesrates mit 98 zu 93 Stimmen bei 1 Enthaltung beschlossen.

Der Ständerat hat im Rahmen seiner Debatte in der Wintersession 2024 im Wesentlichen zwei Änderungen vorgenommen: Die eine ist die Änderung im Steuertarif, den Bundesrat und Nationalrat ursprünglich vorgeschlagen hatten. Die zu Beginn der Einführung erwarteten Einnahmeausfälle sollen stärker reduziert werden, und zwar auf geschätzte 500 Millionen Franken bzw. auf 380 Millionen Franken, wenn man bereits den zwischenzeitlichen Ausgleich der kalten Progression berücksichtigt, den das Ständeratsmodell durch eine progressivere Tarifaufgestaltung erreichen will. Die zweite Änderung ist, dass der Ständerat die Übertragbarkeit von Abzügen in den Fällen eingeführt hat, in denen die Kinderabzüge ins Leere fallen, weil einer der Partner nicht erwerbstätig ist oder ein zu tiefes Einkommen hat, als dass die Abzüge zum Tragen kämen.

Wir haben nun über die Differenzen zur ständerätlichen Vorlage zu befinden. Die Kommission beantragt Ihnen mit 13 zu 12 Stimmen einen Tarif, der zwischen demjenigen des Ständerates und dem ursprünglich vom Bundesrat vorgeschlagenen Tarif liegt. Bei diesem Tarif werden die Einnahmeausfälle zu Beginn der Einführung auf rund 600 Millionen Franken geschätzt. Dieser Tarif gemäss Artikel 36 DBG orientiert sich an der Progression der Bundesratsvariante, nicht an der verschärften Version des Ständerates. Dabei werden die anfänglichen Mindereinnahmen im Vergleich zur bundesrätlichen Variante etwas reduziert, und zwar von ursprünglich 1 Milliarde Franken auf 720 Millionen Franken; nach dem Ausgleich der kalten Progression sind es noch 600 Millionen Franken.

Ich möchte noch auf die Frage von Nationalrat Ritter eingehen. Er hat gefragt, ob die Steuersätze in allen Einkommensklassen steigen. Heute umfasst der Steuersatz bekanntlich 0 Prozent bis 11,5 Prozent. So gesehen ändert sich an der Progression nichts. Die Progression in der Wirkung wird aber durch den Tarif etwas verstärkt, da die Steuersätze bei tiefen und mittleren Einkommen länger sinken – dort sind sie also tiefer –,



dafür dann aber auch steiler ansteigen, weil sie letztlich wiederum diese 11,5 Prozent erreichen müssen. Man muss jedoch zwischen der Progressivität des Tarifs und der Progressionswirkung des gesamten Steuersystems unterscheiden. Durch den Übergang zur Individualbesteuerung werden zahlreiche Ehepaare mit hohem Einkommen, auch solche mit zwei Einkommen, systemwechselbedingt eine Entlastung erfahren. Rein systemwechselbedingt hätte man zudem eine Reduktion der Progressivitätswirkung des Steuersystems. Die stärkere Progressivität des Tarifs wirkt diesem Effekt aber entgegen. So entsteht im Ergebnis eine Tarifanpassung, sodass die Entlastungswirkung der Reform gleichmässig auf alle Einkommensklassen verteilt wird. Das waren meine Ausführungen zum vorgeschlagenen Tarif.

Weiter beantragt Ihnen die Kommission mit 17 zu 8 Stimmen, auf die Möglichkeit der Übertragung von kinderbezogenen Abzügen zu verzichten, wie es bereits Bundesrat und Nationalrat vorgeschlagen hatten. Die vom Ständerat beschlossene Version verkompliziert das System. Sie schafft Interdependenzen, weil Paare mit Kindern dann nicht unabhängig veranlagt werden können. Die Übertragbarkeit von Abzügen vom nicht erwerbstätigen an den erwerbstätigen Partner würde in dem Fall auch nur Verheirateten zustehen. Somit ist es zum einen ein Gebot der Fairness, zum andern wäre die Wirkung gleich wie bei einem Einverdienerabzug. Ein solcher wurde von den die Vorlage befürwortenden Kreisen bereits im Rahmen der Vernehmlassung abgelehnt, weil er keine positiven Erwerbsanreize schafft; solche sind aber auch ein Ziel der Vorlage.

Mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt die Kommission schliesslich, auch die Verfahrensbestimmungen zu den gegenseitigen Einsichts- und Einspracherechten von Ehegatten aus der Vorlage zu streichen. Diese sind obsolet, wenn man nicht an der Übertragbarkeit der Abzüge festhält.

Gerne fasse ich Ihnen zusammen, was diese Umsetzungsvariante für die verschiedenen Paare, Bevölkerungsgruppen und Einkommensklassen bedeutet: Was uns interessiert, ist das grosse Ganze. Das grosse Ganze können Sie alle in den Tabellen der Eidgenössischen Steuerverwaltung einsehen. 50 Prozent der 6 Millionen Steuerpflichtigen werden entlastet, und zwar im Schnitt um 5,5 Prozent in Relation zum Steuertarif und um 0,14 Prozent in Relation zum Einkommen. Das entspricht im Schnitt einer Entlastung um 69 Franken. Es betrifft nicht nur verheiratete Paare mit zwei Einkommen, aber davon viele. Es erfolgt eine Entlastungswirkung über alle Einkommensklassen und alle Gruppen hinweg. Auch die Gruppe der Einverdienerpaare erfährt also in der Summe eine Entlastung, dies entgegen den Behauptungen in der Sonntagspresse oder von Fragestellenden. 36 Prozent der Steuerpflichtigen sind nicht betroffen, sie zahlen keine Bundessteuer und/oder erfahren keine Veränderung in der Steuerbelastung. 14 Prozent der Personen werden stärker belastet. Hier sind vor allem betroffen: zum einen Unverheiratete – also Konkubinate – in den obersten Einkommensdezilen, die heute vom Verheiratetentarif profitieren, weil sie Kinder haben; zum andern die 20 Prozent der bestverdienenden Personen in Einverdienerreihen, das sind jene, die heute einen Heiratsbonus haben.

Im Endeffekt ist es so: Es gibt Mehrbelastungen. Das ist aber bei jeder Steuerreform so. Auch bei Ihrer Variante, geschätzter Kollege Müller, würden sich Mehrbelastungen ergeben. Man müsste den Steuertarif anpassen, wenn man nicht 3 Milliarden Franken an Steuerausfällen in Kauf nehmen möchte.

Wir schaffen mit diesem Projekt nicht nur die Heiratsstrafe und damit den Konkubinatsbonus bei ähnlich gutverdienenden Paaren ab, es werden auch die Konkubinatsstrafe und der Heiratsbonus beseitigt. In Zukunft bezahlen alle

AB 2025 N 699 / BO 2025 N 699

Paare gleich viele Steuern, unabhängig von ihrem Zivilstand; die Steuerausfälle bewegen sich in vernünftiger Höhe; eine Mehrheit der Personen und Haushalte wird entlastet. Alle Zweitverdienenden, die verheiratet sind, erhalten eine eigene, tiefere Steuerprogression, ob sie arbeiten oder nicht. Sie haben einen grossen Arbeitsanreiz, weil ihr Einkommen nicht mehr auf jenem des Ehepartners veranlagt wird, sondern der tieferen Progression unterliegt.

Schliesslich soll nicht nur der Blick ins eigene Portemonnaie zählen, sondern auch die Weitsicht, ein Steuersystem zu etablieren, das konstant positive Erwerbsanreize setzt, welches die Gleichstellung von Frau und Mann umsetzt, ein System, das der heutigen und künftigen Lebensrealität gerecht wird.

In diesem Sinne bitte ich Sie, überall der Mehrheit zu folgen und die von den befürwortenden Parteien getragene Umsetzung zu unterstützen.

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: Toute réforme fiscale qui a un effet et qui amène certains ménages ou certains contribuables à payer moins d'impôts coûte forcément quelque chose à quelqu'un. Si, depuis le début, nous avons souhaité faire une réforme neutre, alors nous aurions été obligés d'avoir un grand nombre de contribuables qui payent davantage d'impôts. Par conséquent, et c'est un élément très important, dans toutes les propositions faites au sein de ce conseil ou du Conseil des Etats, mais en particulier dans la



proposition qui vous est aujourd'hui faite par la commission, un montant substantiel est investi chaque année dans le projet pour atténuer de façon massive les éventuelles hausses d'impôts qui pourraient être engendrées par une telle réforme. Cet élément est important.

La commission vous propose aujourd'hui d'investir dans un projet qui transforme les incitatifs du système fiscal. Cet investissement garantit que de nombreux ménages payeront moins d'impôts, parce qu'ils seront favorisés par la réforme, et qu'un nombre nettement moins grand de ménages, et dans une nettement moins grande mesure, devront en payer un peu plus. De là provient le coût de la réforme. Si la réforme, telle que proposée par votre commission, coûte globalement 600 millions de francs, cela veut dire que, globalement, 600 millions de francs retournent dans les poches des contribuables et amènent une logique d'égalité.

Ainsi, la discussion la plus importante qui a eu lieu au sein de la commission concerne le sujet des barèmes qui ont été fixés. Le Conseil des Etats a fait une proposition de barème; par 13 voix contre 12, votre commission vous propose, à terme, un barème qui mène aux 600 millions de francs de pertes fiscales. Il s'agit d'un véritable compromis à la Suisse, un compromis équilibré: d'un côté, il s'agit de ne pas trop charger la caisse fédérale, et, de l'autre, il s'agit de garantir que les impacts fiscaux soient, en moyenne, largement en faveur des contribuables – il ne doit pas y avoir trop de contribuables touchés par des hausses, comme cela a déjà été dit à plusieurs reprises. C'est donc maintenant un projet extrêmement équilibré. Une minorité souhaite toutefois en revenir à un barème qui engendre des coûts beaucoup plus élevés.

Une autre discussion a eu lieu concernant la possibilité de transférer la déduction. La raison pour laquelle, intellectuellement, pour votre commission, ce n'est pas la bonne solution, c'est que si vous pouvez transférer la déduction vers un autre partenaire, vous affaiblissez la raison même de l'existence de cette réforme. Le but de cette réforme est de créer des incitations: il s'agit de faire en sorte que, si un ménage acquiert un nouveau revenu, il n'y ait pas d'impact fiscal au début de l'acquisition du revenu. Si un mécanisme de transfert de déduction était introduit, mécaniquement, lorsqu'un nouveau revenu serait acquis au sein du ménage par une autre personne, cela ferait augmenter de façon très progressive l'impôt. Ainsi, nous nous attaquerions à l'objectif même de cette réforme, qui est justement de faire en sorte qu'il y ait une meilleure incitation à acquérir un revenu pour la personne qui n'en a pas. Par 17 voix contre 8, votre commission vous propose de ne pas accepter le transfert de la déduction, et donc d'en revenir à la logique selon laquelle l'investissement concerne les barèmes.

Sachez que si l'on permettait cette transmissibilité des déductions, il y aurait aussi un coût supplémentaire. Enfin, votre commission propose, par 15 voix contre 8 et 1 abstention, de ne pas introduire les possibilités et les procédures d'obtention d'informations, car elles ne seraient nécessaires que si nous acceptions la transférabilité des déductions.

Pour conclure, il faut se rappeler un élément fondamental dans cette réforme: l'introduction de l'imposition individuelle n'est pas qu'une question de passage du système actuel au nouveau système. C'est une logique consistant à transformer ce qu'il se passe quand il y a un changement au niveau du revenu, par exemple pas de revenu, puis l'acquisition d'un revenu.

Pour garder cet incitatif complet à acquérir un nouveau revenu, la commission vous propose le compromis qui est aujourd'hui sur la table et vous invite donc à adopter, dans les trois cas, la position de la majorité de la commission.

Ziff. 1 Art. 33b

Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 33b

Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 35 Absatz 1 Buchstaben a und b, Absatz 4, Ziffer 1 Artikel 36 Absatz 2bis sowie Ziffer 2 Artikel 9a.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/30619)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 66 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 35

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. a, b

Festhalten

Abs. 4

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 1 Bst. a, b; 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 35

Proposition de la majorité

Al. 1 let. a, b

Maintenir

Al. 4

Biffer

Proposition de la minorité I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 1 let. a, b; 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2025 N 700 / BO 2025 N 700

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit I (Pamini) wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 33b abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 36

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Steuer für ein Steuerjahr beträgt:

... Franken

bis 20 000 Franken Einkommen 0.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.70

für 34 300 Franken Einkommen 100.10

und für je weitere 100 Franken Einkommen 0.90 mehr;

für 44 800 Franken Einkommen 194.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 2.00 mehr;

für 59 800 Franken Einkommen 494.60

und für je weitere 100 Franken Einkommen 3.30 mehr;

für 78 600 Franken Einkommen 1115.00

und für je weitere 100 Franken Einkommen 7.00 mehr;



für 84 600 Franken Einkommen 1535.00
und für je weitere 100 Franken Einkommen 8.00 mehr;
für 112 200 Franken Einkommen 3743.00
und für je weitere 100 Franken Einkommen 9.50 mehr;
für 145 800 Franken Einkommen 6935.00
und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.70 mehr;
für 190 800 Franken Einkommen 12 200.00
und für je weitere 100 Franken Einkommen 13.30 mehr;
für 732 100 Franken Einkommen 84 191.50
und für je weitere 100 Franken Einkommen 11.50 mehr.

Abs. 2bis

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Nicolet, Pamini, Ritter, Tuena)

Abs. 1

Festhalten

Antrag der Minderheit I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 36

Proposition de la majorité

Al. 1

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

... Francs

jusqu'à 20 000 francs de revenu, à 0,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,77

pour 34 300 francs de revenu, à 100.10

et, par 100 francs de revenu en plus, à 0,90 de plus;

pour 44 800 francs de revenu, à 194,60

et, par 100 francs de revenu en plus, à 2,00 de plus;

pour 59 800 francs de revenu, à 494,60

et, par 100 francs de revenu en plus, à 3,30 de plus;

pour 78 600 francs de revenu, à 1115,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 7,00 de plus;

pour 84 600 francs de revenu, à 1535,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 8,00 de plus;

pour 112 200 francs de revenu, à 3743,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 9,50 de plus;

pour 145 800 francs de revenu, à 6935,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,70 de plus;

pour 190 800 francs de revenu, à 12 200,00

et, par 100 francs de revenu en plus, à 13,30 de plus;

pour 732 100 francs de revenu, à 84 191,50

et, par 100 francs de revenu en plus, à 11,50 de plus.

Al. 2bis

Maintenir

Proposition de la minorité

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Nicolet, Pamini, Ritter, Tuena)

Al. 1

Maintenir



Proposition de la minorité I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 2bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1 – Al. 1

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 205g Absatz 3.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/30621)

Für den Antrag der Mehrheit ... 101 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 95 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2bis – Al. 2bis

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit I (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 33b abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 110

Antrag der Mehrheit

Abs. 2

Festhalten

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Die Steuerbehörden erteilen der steuerpflichtigen Person auf schriftliche und begründete Anfrage hin kostenlos die Auskünfte, die für die Zuweisung der kinderbezogenen Abzüge erforderlich sind.

Ch. 1 art. 110

Proposition de la majorité

Al. 2

Maintenir

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Les autorités fiscales fournissent gratuitement au contribuable, sur demande écrite et motivée, les renseignements nécessaires à l'attribution des déductions liées aux enfants.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 114 Absatz 1, Ziffer 1 Artikel 132a, Ziffer 1 Artikel 140a, Ziffer 1 Artikel 147 Absatz 1 Einleitung, Buchstabe d und Absatz 2, Ziffer 1 Artikel 151 Absatz 3, Ziffer 2 Artikel 39 Absätze 1 und 1bis, Ziffer 2 Artikel 48 Absatz 1, Ziffer 2 Artikel 50 Absatz 1, Ziffer 2 Artikel 51 Absatz 1 Buchstabe d und Absatz 2 sowie Ziffer 2 Artikel 53 Absätze 1 und 1bis.

AB 2025 N 701 / BO 2025 N 701



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/30620)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 66 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 114 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 114 al. 1

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 132a, 140a

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Streichen

Ch. 1 art. 132a, 140a

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 147

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. d

Streichen



Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 1 Einleitung

... der steuerpflichtigen Person revidiert werden:

Abs. 1 Bst. d

d. wenn sich das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils nachträglich so vermindert hat, dass der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach den Artikeln 33b, 35 Absatz 4 und 36 Absatz 2bis bei der steuerpflichtigen Person zu erhöhen ist.

Abs. 2

... machen können. Ausgenommen sind die Fälle nach Absatz 1 Buchstabe d.

Ch. 1 art. 147

Proposition de la majorité

Al. 1 let. d

Biffer

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 1 introduction

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1 let. d

d. lorsque le revenu imposable de l'autre parent a diminué ultérieurement de telle sorte que le transfert au contribuable des déductions liées aux enfants visées aux articles 33b, 35 alinéa 4 et 36 alinéa 2bis doit être augmenté.

Al. 2

... de lui. Le cas mentionné à l'alinéa 1 lettre d fait exception.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 151 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Erhöht sich nach der rechtskräftigen Veranlagung der steuerpflichtigen Person das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils, so wird der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach den Artikeln 33b, 35 Absatz 4 und 36 Absatz 2bis bei ihr vermindert und die nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert. Absatz 2 ist nicht anwendbar.

Ch. 1 art. 151 al. 3

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Lorsque le revenu imposable de l'autre parent augmente après l'entrée en force d'une taxation dont a fait l'objet le contribuable, le transfert des déductions liées aux enfants visées aux articles 33b, 35 alinéa 4 et 36 alinéa 2bis dont le contribuable a bénéficié est réduit, et l'impôt non perçu est réclamé à titre de rappel d'impôt. L'alinéa 2 n'est pas applicable.



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 205g Abs. 3

Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Nicolet, Pamini, Ritter, Tuena)
Streichen

Ch. 1 art. 205g al. 3

Proposition de la majorité
Biffer

AB 2025 N 702 / BO 2025 N 702

Proposition de la minorité

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Nicolet, Pamini, Ritter, Tuena)
Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit Müller Leo wurde bei Ziffer 1 Artikel 36 Absatz 1 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 9 Abs. 2 Bst. h

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 9 al. 2 let. h

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 9a

Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 9a

Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité I

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit I (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 33b abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 39

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1bis

Die Steuerbehörden erteilen der steuerpflichtigen Person auf schriftliche und begründete Anfrage hin kostenlos die Auskünfte, die für die Zuweisung der kinderbezogenen Abzüge erforderlich sind.

Ch. 2 art. 39

Proposition de la majorité

Al. 1

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

Les autorités fiscales fournissent gratuitement au contribuable, sur demande écrite et motivée, les renseignements nécessaires à l'attribution des déductions liées aux enfants.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 48 Abs. 1; 50 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Streichen

Ch. 2 art. 48 al. 1; 50 al. 1

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Biffer



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 51

Antrag der Mehrheit
Abs. 1 Bst. d
Streichen

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 1 Einleitung

... der steuerpflichtigen Person revidiert werden:

Abs. 1 Bst. d

d. wenn sich das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils nachträglich so vermindert, dass der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben g, h und hbis bei der steuerpflichtigen Person zu erhöhen ist.

Abs. 2

... machen können. Ausgenommen sind die Fälle nach Absatz 1 Buchstabe d.

Ch. 2 art. 51

Proposition de la majorité

Al. 1 let. d

Biffer

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 1 introduction

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1 let. d

d. lorsque le revenu imposable de l'autre parent a diminué ultérieurement de telle sorte que le transfert au contribuable des déductions liées aux enfants visées à l'article 9 alinéa 2 lettre g, h et hbis doit être augmenté.

Al. 2

... de lui. Le cas mentionné à l'alinéa 1 lettre d fait exception.

AB 2025 N 703 / BO 2025 N 703

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 53

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Abs. 1

Gemäss geltendem Recht



Abs. 1bis

Erhöht sich nach der rechtskräftigen Veranlagung der steuerpflichtigen Person das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils, wird der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben g, h und h^{bis} bei ihr vermindert und die nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert.

Ch. 2 art. 53

Proposition de la majorité

Al. 1

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité II

(Pamini, Aeschi, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Nicolet, Tuena)

Al. 1

Selon droit en vigueur

Al. 1bis

Lorsque le revenu imposable de l'autre parent augmente après l'entrée en force d'une taxation dont a fait l'objet le contribuable, le transfert des déductions liées aux enfants visées à l'article 9 alinéa 2 lettre g, h et h^{bis} dont le contribuable a bénéficié est réduit, et l'impôt non perçu est réclamé à titre de rappel d'impôt.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit II (Pamini) wurde bei Ziffer 1 Artikel 110 Absätze 2 und 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. II Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Vorlage 2 geht an den Ständerat zurück.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr

La séance est levée à 13 h 05

AB 2025 N 704 / BO 2025 N 704



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)"

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)"

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Nachdem wir am Vormittag die Differenzen zu Vorlage 2, dem indirekten Gegenentwurf, beraten haben, kommen wir nun zu Vorlage 1, der Volksinitiative. Die Diskussion haben wir bereits in der Herbstsession 2024 geführt. Im Rahmen einer verkürzten Debatte gebe ich der Minderheit und den Fraktionen die Gelegenheit, ihre Positionen in Erinnerung zu rufen. Herr Leo Müller begründet den Antrag seiner Minderheit und spricht auch für die Mitte-Fraktion.

Müller Leo (M-E, LU): Mit meiner Minderheit beantrage ich Ihnen, Volk und Ständen die Volksinitiative für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung zur Ablehnung zu empfehlen. Warum? Die Probleme sind dort zu lösen, wo sie bestehen. Die Heiratsstrafe wurde in praktisch allen Kantonen abgeschafft, dieses Problem besteht dort nicht mehr. Mit der hier zu behandelnden Volksinitiative soll aber ein Steuersystem, nämlich die Individualbesteuerung, eingeführt werden, das alle drei Staatsebenen betreffen würde. Es ist nicht einzusehen,



weshalb ein solch gigantischer Aufwand betrieben und die Gesetzgebung in allen 26 Kantonen angepasst werden soll für ein Problem, das dort nicht mehr besteht, sondern nur noch auf Bundesebene. Deshalb ist dieses Problem auf Bundesebene und nicht in den Kantonen zu lösen.

Folglich muss für die Abschaffung der Heiratsstrafe einzig und allein das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer geändert werden. Mit der Volksinitiative will die Mehrheit – zumindest in der Kommission war es so – offenbar auch etwas durchdrücken, das vier Fünftel der Kantone nicht wollen. Ich wiederhole nochmals: 80 Prozent der Kantone sind gegen diese Vorlage. Es wird spannend sein, wie es im Ständerat ausschauen wird, und man wird dann sehen, welches die echten Standesvertreter sind.

Die Mehrheit will mit dieser Vorlage ein Administrativmonster schaffen. Jährlich müssen 1,7 Millionen Steuerdossiers mehr eingereicht und bearbeitet werden. Heute Vormittag wurde in diesem Saal behauptet, es sei eine Frage des Übergangs. Das ist objektiv falsch. Pro Jahr müssen 1,7 Millionen Steuerdossiers neu erstellt und bearbeitet werden. Das ist ein Fakt. Andere Behauptungen stimmen nicht. Dazu sind Tausende von zusätzlichen Beamtenstellen erforderlich, auf Bundesebene, auf Kantonsebene und vor allem auch auf Gemeindeebene, dort, wo diese Dossiers bearbeitet werden. Damit entstehen Verwaltungskosten in Millionenhöhe.

Ich habe beim Kanton Luzern nachgefragt. Allein auf Kantonsebene entstehen Mehrkosten von 4 Millionen Franken pro Jahr – 4 Millionen! Darin ist die Bearbeitung der Steuerdossiers auf Gemeindeebene nicht enthalten. Das heisst, es müsste mindestens das Doppelte dieses Aufwands betrieben werden. Und das ist bloss ein Kanton – wir haben 26 Kantone, die diese Übung durchführen müssen. Die Mehrkosten fallen in allen Kantonen an.

Die Mehrheit will also die Verwaltung auf Bundes- und auf Kantonsebene aufblasen und zusätzlichen Aufwand verursachen. All jene, die sich schon einmal über den Administrativaufwand geärgert haben und jetzt dieser Vorlage zustimmen, sollen ja nie mehr sagen, man blase die Verwaltung auf und man erhöhe den Administrativaufwand. Das will ich von diesen Kreisen nicht mehr hören.

Noch etwas Weiteres: Damit soll das Institut der Ehe infrage gestellt werden. Es ist speziell; gerade vor kurzer Zeit haben wir das Institut der Ehe gestärkt. Wir haben die "Ehe für alle" eingeführt. Da waren alle dafür. Und jetzt will man gerade dieses Institut schwächen. Wir schaffen die Wirtschaftsgemeinschaft ab. Die Ehe ist als Wirtschaftsgemeinschaft definiert, das schaffen wir ab. Die Mehrheit will dies aufgeben und beerdigen.

Zudem müssen Sie sich einmal die Wirkung der Einführung der Individualbesteuerung in Bezug auf die Beschäftigung überlegen. Diese Vorlage wurde verkauft als Vorlage, mit der gegen den Fachkräftemangel vorgegangen werden soll. Es würden mehr Personen in den Arbeitsmarkt einsteigen. Jetzt rechne ich Ihnen einmal Folgendes vor, der Bundesrat hat das in der Botschaft dargelegt: Bei hohen Verhaltenselastizitäten würden etwa 11 100 Personen mehr in den Arbeitsmarkt einsteigen; bei einer tiefen Beschäftigungselastizität wären das nur gerade 2600 Personen. Jetzt müssen Sie sich überlegen, wie viele Beamtenstellen es auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene benötigt, um diese zusätzlichen Steuerdossiers zu bearbeiten. Da reichen diese Neueinsteiger allenfalls nicht aus, um die zusätzliche Arbeit zu bewältigen. Wir sind so weit, dass wir im dümmsten Fall nicht einmal ein Perpetuum mobile schaffen. Das heisst also, dass mehr Stellen benötigt werden, als Leute in den Arbeitsmarkt einsteigen.

Jetzt müssen Sie sich überlegen, ob Sie die Volksinitiative zur Annahme empfehlen wollen und ob Sie die Heiratsstrafe nur zum Teil abschaffen wollen, aber gleichzeitig eine Steuerstrafe für Einverdiener-Ehepaare und für Mittelstandsfamilien einführen wollen. Sie müssen sich überlegen, ob Sie eine Vorlage wollen, mit der Sie vorgeben, die Heiratsstrafe abzuschaffen, aber gleichzeitig Steuererhöhungen beschliessen. Sie müssen sich überlegen, ob Sie tatsächlich ein

AB 2025 N 705 / BO 2025 N 705

Administrativmonster schaffen wollen und ob Sie die Verwaltung wirklich derart ausbauen wollen.

Nein, die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP will das nicht. Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP hat für die Abschaffung der Heiratsstrafe eine viel bessere Lösung, und die liegt auf dem Tisch, die liegt zur Beratung bereit. Wir hätten sie auch beraten, wenn nicht anderslautende Anträge dies blockiert hätten. Bei unserer Initiative braucht es nur eine Steuererklärung. Die Steuereinschätzung bleibt ebenfalls gleich. Einzig beim Steuerbezug gibt es eine Änderung bei der Berechnung, aber sonst ändert sich nichts, und das ist die Lösung.

Mit meiner Minderheit und auch im Namen unserer Fraktion beantrage ich Ihnen, die jetzt vorliegende Initiative Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Das entspricht im Übrigen auch der Haltung des Bundesrates. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag zu unterstützen, und ich danke Ihnen.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): 1941, vor mehr als achtzig Jahren, wurde die direkte Bundessteuer



– damals unter dem Namen Wehrsteuer – eingeführt, dreissig Jahre vor Einführung des Frauenstimmrechts. Unser aktuelles Steuersystem wurde somit in einer Zeit eingeführt, in der die Rollen in der Familie klar verteilt waren: Der Mann als Alleinverdiener bringt das Familieneinkommen nachhause, die Frau ist zuständig für Kinder und Haushalt. So weit, so gut. Wer dieses Modell auch heute noch leben möchte, dem steht dies selbstverständlich frei. Wer das aber nicht will, soll vom Steuersystem nicht dafür bestraft werden. Und das ist die Mehrheit, denn in den letzten achtzig Jahren hat sich die Gesellschaft massgebend verändert: Gerade noch 2,2 Prozent aller Haushalte sind Einverdienerfamilien mit verheirateten Eltern und Kindern. Nach achtzig Jahren ist es daher überfällig, das Steuersystem anzupassen.

Wer Erwerb und Familienarbeit aufteilen will, soll dafür steuerlich nicht mehr benachteiligt werden. Genau dies ermöglicht die Individualbesteuerung. Aber die Individualbesteuerung schafft nicht nur die Heiratsstrafe ab, sondern sie geht noch weiter. Hier zeigt sich klar der Unterschied zu konservativen Rezepten, die im Übrigen allesamt mehr kosten als die Individualbesteuerung, so auch zum Beispiel das Vollsplitting. Die Individualbesteuerung dient, anders als andere Modelle, dem beruflichen Fortkommen der Frauen und strebt dies auch ausdrücklich an. Wenn Frauen nach der Mutterschaftspause früher wieder einsteigen und/oder ganz generell in höheren Pensen arbeiten, haben sie keinen Karriereknick. Dies dient der tatsächlichen Gleichstellung und mindert den Fachkräftemangel.

Es wäre wohl allen gedient, wenn wir für den Arbeitsmarkt das sogenannte inländische Potenzial besser ausschöpfen und gut ausgebildete Frauen nicht via Steuersystem vom Arbeitsmarkt fernhalten. Ich erinnere daran: Studien zeigen, dass mit der Individualbesteuerung 40 000 bis 60 000 Vollzeitstellen neu besetzt werden können.

Das vorhin wieder erwähnte Schreckgespenst des bürokratischen Mehraufwands ist schnell demaskiert. Jede Reform führt zu Verwaltungsaufwand, aber das war für die Steuerverwaltungen bereits bei früheren Anpassungen gut zu bewältigen, zum Beispiel beim Wechsel von der zweijährigen zur einjährigen Veranlagung; die Frau Bundespräsidentin hat es bereits erwähnt. Zudem sind die Steuerverwaltungen mitten im Digitalisierungsprozess. Der Automatisierungsgrad dürfte in absehbarer Zeit schweizweit nochmals deutlich erhöht werden. Die Steuerpflichtigen füllen ihre Steuererklärungen immer mehr online aus, die Steuerrechnungen werden mittels E-Rechnungen verschickt, und somit muss einzig die Software angepasst werden.

Und, ganz wichtig: Nach dem initialen Mehraufwand baut die Individualbesteuerung die Bürokratie bei der Steuererklärung ab, denn in der Regel ist man beim Eintritt in die Steuerpflicht nicht verheiratet und füllt deshalb eine eigene Steuererklärung aus. Bei einer Heirat werden zurzeit die beiden bisherigen Einzelverfahren zusammengeführt, um sie dann bei einer Trennung, einer Scheidung oder einem Todesfall wieder auseinanderzunehmen. Wenn dann sogar eine zweite Ehe eingegangen wird, kommt es noch einmal zur mindestens dritten Änderung. Nicht so bei der zivilstandsunabhängigen Individualbesteuerung: Sie sind von Beginn der Steuerpflicht bis zur Beendigung ein eigenständiges Steuersubjekt – wahrlich eine Vereinfachung für die Steuerverwaltungen.

Nun haben wir heute im Rahmen der Differenzbereinigung einen indirekten Gegenvorschlag zu unserer Initiative beraten. Das heutige Ergebnis ist eine angemessene Umsetzung der Ziele der Initiative. Somit darf darauf hingewiesen werden: Wenn diese Vorlage die Schlussabstimmung übersteht, eine Mehrheit findet und eine allfällige Referendumsabstimmung zu ihren Gunsten ausgeht, kann die Initiative zurückgezogen werden. Für den ausdrücklich nicht gewünschten Fall, dass dem nicht so ist, muss die Initiative aufrechterhalten bleiben. Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Ritter Markus (M-E, SG): Geschätzte Frau Kollegin Vincenz-Stauffacher, es wird 1,76 Millionen zusätzliche Steuererklärungen geben. Wir haben in der Kommission die Eidgenössische Steuerverwaltung gefragt, welchen Arbeitsaufwand das auslösen wird. Es ist so, dass die Steuererklärungen von Ehepartnern auch langfristig miteinander abgeglichen werden müssen, um Fehler und Missbräuche zu erkennen; dies findet händisch statt. Die Eidgenössische Steuerverwaltung sagte uns, dass es 1000 zusätzliche Vollzeitstellen in den Steuerverwaltungen in der Schweiz brauche, wenn wir die Individualbesteuerung umsetzen. Die Kantone wollen dies deshalb nicht. Warum will die FDP hier ein solches Bürokratiemonster installieren?

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Besten Dank für diese Frage, Kollege Ritter. Ich habe vorhin dargelegt, dass es einen Initialaufwand gibt, das ist völlig unbestritten. Es ist aber nicht der Fall, dass Steuererklärungen miteinander abgeglichen werden, das wissen Sie so gut wie ich. Diese werden einzeln angeschaut, das ist die entsprechende Teilung. Und ich glaube, es liegt auch auf der Hand, dass die Verfahren mit der Automatisierung definitiv eine andere Qualität haben als noch vor fünfzig Jahren, als man die einzelnen Veranlagungen von Hand vornehmen musste. Ich kann Ihnen aus der Erfahrung einer Politikerin, die seit fünf Jahren



für dieses Anliegen auf der Strasse wirbt und mit den Leuten spricht, Folgendes sagen: Es ist interessant, dass in den Steuerverwaltungen ein bisschen ein Altersgraben ersichtlich ist. Die Jüngeren sagen mir, das werde kein Problem sein. Sie verweisen auch auf die Änderung von der zweijährigen zur einjährigen Veranlagung. Das werde sich geben. Ich glaube, da müssen Sie und ich uns keine Sorgen machen.

Pamini Paolo (V, TI): Frau Kollegin Vincenz-Stauffacher, Sie haben die Beschäftigungseffekte nochmals bestätigt. Finden Sie nicht, dass sie extrem bescheiden sind im Vergleich zur jährlichen Einwanderung, selbst wenn wir von 60 000 Vollzeitäquivalenten sprechen?

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Nein, Herr Kollege Pamini – herzlichen Dank für Ihre Frage –, ich finde überhaupt nicht, dass 40 000 bis 60 000 Vollzeitäquivalente bescheiden wären. Das bedeutet nämlich, dass wir gegen unseren Fachkräftemangel mit inländischem Arbeitskräftepotenzial sehr viel mehr tun können und dementsprechend weniger Arbeitskräfte aus dem Ausland rekrutieren müssen – was Ihre Partei eigentlich freuen sollte.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehr geehrte Frau Kollegin Vincenz-Stauffacher, Sie haben gesagt, es handle sich hierbei um einen Initialaufwand. Heisst das, dass die Behandlung von 1,7 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen in den Folgejahren keinen Aufwand mehr verursacht?

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Es wird einen Initialaufwand geben, insbesondere auch, wenn es darum geht, Vermögen aufzuteilen. Das muss neu veranlagt werden, wie das beispielsweise bei einem Konkubinatspaar auch

AB 2025 N 706 / BO 2025 N 706

gemacht wird. Die Zahl der Steuererklärungen bleibt quantitativ bestehen, das ist selbstverständlich so. Aber, und das habe ich auch gesagt, mit der zunehmenden Automatisierung ist das kein Problem. Ich erinnere Sie daran: 1971 führten wir auf nationaler Ebene das Frauenstimmrecht ein. Auf einen Schlag mussten doppelt so viele Stimmzettel verarbeitet werden. Die Welt ging deswegen nicht unter.

Rüegger Monika (V, OW): Frau Kollegin Vincenz, mit Ihrer Initiative diskriminieren Sie sehr, sehr viele Frauen, vor allem Mütter, die eigenverantwortlich zu ihren Kindern schauen. Sie nehmen das mit Ihrer Initiative halt gerne in Kauf.

Meine Frage: Gehört es heute nicht zur modernen Frau, dass sie die Freiheit hat, das Familienmodell zu wählen, das sie will? Soll sie also auch dann nicht steuerlich benachteiligt werden, wenn sie nicht das Familienmodell bevorzugt, welches Sie mit der Individualbesteuerung möchten?

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Besten Dank für diese Frage, Frau Kollegin. Hier treffen wir uns absolut. Ich stehe für die Wahlfreiheit von Familien ein – nicht nur der Frauen, sondern auch der Männer und der Familie an sich. Sie vergessen vielleicht, dass die traditionelle Familie, die Sie anführen, über Jahre hinweg über einen Heiratsbonus verfügen durfte, weil das Steuersystem auf ebendiese eine Familienform ausgerichtet war.

Ich will nicht mehr und nicht weniger, als dass das Steuerrecht eben nicht eine bestimmte Form privilegiert. Jetzt werden dann Einverdienerehen halt gleich wie andere Familienformen auch behandelt. Das ist meines Erachtens nicht nur ein grundsätzlicher Fortschritt, sondern auch ein Zeichen der Zeit.

Hübscher Martin (V, ZH): Frau Nationalrätin, ich habe eine Frage. Sie haben gesagt, die einmalige Aufteilung auf zwei Steuererklärungen sei ein Initialaufwand. Nun werden aber 60 Prozent der Ehen nicht geschieden. Für diese 60 Prozent der Ehen, die nicht geschieden werden, machen Sie jährlich eine Vermögensaufteilung. Wenn man ein gemeinsames Vermögen hat oder, z. B. im Falle aller Landwirtschaftsbetriebe, eine einfache Gesellschaft, hat man gegenseitige Forderungen aus der Errungenschaft gegenüber dem Eigengut. Das weist man jedes Mal von Neuem zu. Können Sie mir bestätigen, dass das für diese 60 Prozent trotzdem ein zusätzlicher Aufwand sein wird? In diesem Fall kommt man auch nicht darum herum, jeweils beide Steuererklärungen abzugleichen, denn das kann nicht automatisiert werden. Man muss es abgleichen, um festzustellen, ob nicht ein Fehler passiert ist bzw. ob alles versteuert wird.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Herr Hübscher, ich danke Ihnen, dass Sie diese Frage noch einmal stellen – das haben Sie nämlich heute Morgen schon gefragt – und ich sie Ihnen direkt beantworten kann. Ich weiss nicht, wie Sie leben und ob es bei Ihnen tatsächlich so ist, dass Sie jedes Jahr eine neue Liegenschaft



kaufen, ein neues Geschäft gründen oder ein Geschäft aufgeben. Der Normalfall ist der: Sie haben einen Initialaufwand – ich nehme dieses Wort noch einmal in den Mund –, indem Sie das Vermögen, insofern es ein gemeinsames Vermögen ist, auf die Ehegatten aufteilen. Das müssen Sie nicht jedes Jahr neu deklarieren, sondern das gilt so lange, wie der Vermögenswert in dieser Familie besteht.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Comme vous le savez, deux initiatives populaires visant à supprimer la pénalisation fiscale du mariage sont en cours d'examen. Elles sont bien distinctes dans leur conception, leur vision de base, et elles ont des conséquences financières et sociétales différentes. C'est entre ces deux visions que le Parlement et, le cas échéant, le peuple doivent choisir. Les Verts ont choisi et ils soutiennent l'imposition individuelle. L'une des raisons du soutien à ce changement de système est qu'il supprime toute discrimination lorsque les deux personnes contribuent financièrement à parts égales au revenu du ménage et qu'il vise un régime plus égalitaire.

Le biais fiscal actuel engendre un frein au travail rémunéré des femmes et donc à leur carrière et à leur place dans l'espace public. Cette répartition des tâches cimenter aussi l'organisation des rôles traditionnels dans l'espace domestique, même si la volonté du couple pourrait être différente au départ. Pour les Verts, une raison supplémentaire pour soutenir l'imposition individuelle est donc l'égalité, principe constitutionnel que nous cherchons à mettre en œuvre en favorisant les conditions-cadres.

Ce changement de système engendre une incitation à travailler à l'extérieur, si tel est le vœu du couple, et il supprime le frein financier à le faire. Il demande un investissement de départ, comme tout changement, mais celui-ci sera largement compensé à terme par une amélioration du pouvoir économique des femmes et de leur contribution au système de prévoyance suisse, pour elles-mêmes comme pour la collectivité.

L'initiative du Centre, elle, supprime aussi la pénalité du mariage, mais sans apporter des avantages et en entraînant des pertes fiscales pour la collectivité. Les estimations tournent autour du milliard de francs de pertes. Personnellement, comme citoyenne et comme parlementaire, je voterai pour la dépenalisation du mariage, et je suis convaincue que c'est ce que fera la majorité du peuple suisse.

Nous devons donc choisir le modèle que nous privilégions, et c'est ce que la majorité de la Commission de l'économie et des redevances (CER) a fait en vous proposant de soutenir cette initiative, à laquelle le Conseil fédéral a répondu avec un contre-projet indirect, et de suspendre le traitement de l'autre initiative en attendant. Le Parlement termine ici son travail et modèle ce contre-projet afin qu'il soit accepté par la majorité.

Le groupe des Verts contribue pleinement à ce travail et soutient ce changement de système.

Ryser Franziska (G, SG): Die Grünen unterstützen die Initiative für eine Individualbesteuerung. Damit schaffen wir ein Besteuerungsmodell, das unabhängig vom Zivilstand ist. Verheiratete werden weder benachteiligt noch bevorzugt. Das ist eine deutliche Verbesserung gegenüber heute, aber auch eine Verbesserung gegenüber beispielsweise dem Modell, das die Mitte-Initiative vorschlägt, die die Heiratsstrafe in eine Konkubinatiensstrafe umwandeln will.

Die negativen Erwerbsanreize werden mit der Individualbesteuerung verringert. Arbeit soll sich lohnen, auch für das Zweiteinkommen. Damit werden vor allem Frauen zurück in den Arbeitsmarkt geholt, was zu ihrer ökonomischen Unabhängigkeit beiträgt und der Wirtschaft das inländische Fachkräftepotenzial stärker erschliesst. Die Individualbesteuerung entspricht dem gesellschaftlichen Wandel. Unser jetziges Steuermodell wurde für Familien gemacht, in denen der Mann arbeitet und die Frau zuhause bleibt. Das entspricht aber nicht mehr den gesellschaftlichen Realitäten; nur noch gerade 2,5 Prozent der Haushalte leben nach diesem Modell. Mit der Individualbesteuerung wird ein Ansatz der Gleichberechtigung gewählt. Wir unterstützen deshalb die Initiative und lehnen den Minderheitsantrag Müller Leo ab.

Es ist Zeit für ein Steuersystem, das alle Bürgerinnen und Bürger gleich behandelt, unabhängig von ihrem Zivilstand und unabhängig vom Einkommen ihrer Partnerin oder ihres Partners. Es ist Zeit, dass die Gleichstellung auch im Steuersystem Einzug hält.

Pamini Paolo (V, TI): Die sogenannte Steuergerechtigkeits-Initiative klingt harmlos, aber sie ist ein Irrweg. Sie verspricht Gleichbehandlung, doch sie spaltet die Gesellschaft, schadet der Familie und verändert unser Steuersystem auf gefährliche und einseitige Art. Die SVP-Fraktion sagt deshalb mit Überzeugung Nein zu dieser Volksinitiative.

Worum geht es wirklich? Die Initiative verlangt, dass alle Erwachsenen individuell besteuert werden, unabhängig vom Zivilstand. Das klingt zwar modern, doch in Wahrheit bedeutet es: Der Staat erklärt Eheleute steuerlich zu Fremden, und das, obwohl sie im Alltag Verantwortung, Vermögen und Kinder teilen. Das ist die Aufkündigung der Ehe als Zweckgemeinschaft, eines zentralen Pfeilers unserer Gesellschaft.

**AB 2025 N 707 / BO 2025 N 707**

Im Zivilrecht, im Sozialversicherungsrecht, im Gesundheitswesen oder bei Stipendien zählt die Ehe als Einheit. Nur im Steuerrecht soll plötzlich das Gegenteil gelten? Das ist keine Gleichstellung, das ist ideologische Trennungspolitik.

Und wer zahlt den Preis dafür? Das haben wir heute Vormittag bereits aufgezählt: traditionelle Familien – das ist bekannt –, aber nicht nur die. Den Preis bezahlen auch Rentnerpaare, bei denen nur einer eine Pensionskassenrente hat; diese Paare werden nachträglich für ein nicht mehr veränderbares Modell bestraft, was einer rückwirkenden Bestrafung für das gelebte traditionelle Familienmodell gleichkommt. Aber auch gleichgeschlechtliche Paare – das wird oft verschwiegen –, deren Anerkennung als Einheit nach vielen Jahrzehnten wieder rückgängig gemacht würde, bezahlen den Preis, der durch den Wegfall des heutigen Verheiratetentarifs entsteht, sowie alleinerziehende Elternteile mit mittlerem oder höherem Einkommen.

Und wer, um das noch einmal festzuhalten, profitiert? Das sind vor allem Doppelverdienerpaare ohne Kinder, bei denen beide ein ähnliches Einkommen erzielen, oder die Frau eines Topverdieners, die nun steuerfrei Teilzeit arbeiten respektive steuerfreies "argent de poche" verdienen kann.

Die Initiative ignoriert, dass viele Menschen nicht individuell leben, sondern gemeinsam Verantwortung tragen. Ehepaare sind keine WG. Die Realität ist komplexer als ein Steuerformular. Man verkauft uns das als Gerechtigkeit. In Wirklichkeit bevorzugt man bestimmte urbane Lebensentwürfe und bestraft jene, die sich für Betreuung, Familie oder Partnerschaft entscheiden.

Die Ursache der sogenannten Heiratsstrafe wird zudem nicht behoben. Sie entsteht nicht durch den Zivilstand, sondern durch die Steuerprogression. Solange es die Steuerprogression gibt, kann man nur eine Gerechtigkeit haben: entweder die Gleichbehandlung von Paaren mit gleichem Gesamteinkommen oder die Gleichbehandlung von Individuen mit gleichem persönlichem Einkommen. Beides gleichzeitig ist mathematisch unmöglich. Das kennen die Urner oder die Obwaldner mit ihrer Flat Rate Tax gut. Dort gibt es keine Heiratsstrafe, eben weil die Steuerprogression ausgeschaltet wurde.

Die Initiative wählt den zweiten Weg, die Gleichbehandlung von Individuen mit gleichem persönlichem Einkommen, und anerkennt die Leistungsfähigkeit des Ehepaares als Zweckgemeinschaft nicht. Sie ignoriert somit auch die Auswirkungen auf Millionen von Familien.

Fazit: Diese Initiative bringt keine Gerechtigkeit, sondern neue Ungleichheit. Sie zerschlägt bewährte Prinzipien, belastet den Mittelstand und fördert einseitige Modelle.

Die SVP-Fraktion ruft Volk und Stände auf: Sagen Sie bitte Nein zu dieser schädlichen Initiative.

Sauter Regine (RL, ZH): Es ist ja interessant, dass Sie plötzlich die gleichgeschlechtlichen Paare als Argumentationshilfe beiziehen. Ist Ihnen bekannt, dass gleichgeschlechtliche Paare wie alle anderen Männer und Frauen in der Schweiz auch heiraten können, womit sie die gleichen Rechte und Pflichten haben? Sie können, sie müssen aber nicht. Es gibt keine Unterscheidung zwischen gleichgeschlechtlichen und heterosexuellen Paaren in dieser Frage. Wie kommen Sie darauf, jetzt immer auf die gleichgeschlechtlichen Paare zu verweisen?

Pamini Paolo (V, TI): Das ist genau mein Punkt. Endlich, nach jahrzehntelangen Kämpfen, wurde auch die Zweckgemeinschaft für gleichgeschlechtliche Paare anerkannt. Sie können heute gemeinsam verklagt werden, und mit der Individualbesteuerung ist das wieder vom Tisch. Deswegen geht man Jahrzehnte zurück, und ich finde das schade. Natürlich stehen wir als SVP insbesondere für das traditionelle Familienbild ein. Ich habe keine Mühe, das zu anerkennen. Aber ich anerkenne auch die Freiheit von homosexuellen Paaren, und genau das war nach jahrzehntelangen Kämpfen eben eine Errungenschaft: genauso behandelt zu werden wie heterosexuelle Paare. Das will das Initiativkomitee leider nicht mehr anbieten. Das finde ich schade.

Bläsi Thomas (V, GE): Je vous écoutais avec attention et, finalement, j'entends bien que, pour qu'un couple au sein duquel une seule personne travaille à l'heure actuelle ne soit pas pénalisé, l'un des conjoints devra aller travailler pour que la communauté ne perde pas d'argent. Pensez-vous que notre marché du travail actuel pourra absorber tous ces conjoints qui voudront travailler pour maintenir le niveau financier du couple?

Pamini Paolo (V, TI): Je crois que le marché du travail est capable d'absorber cela, mais le Conseil fédéral nous dit que les effets sur l'emploi seront très modestes. On parle de 40 000 emplois à plein temps, ce qui a été confirmé par la porte-parole du groupe libéral-radical. Je crois que, finalement, les effets dont on parle ne vont pas se produire, mais les couples traditionnels auront une charge fiscale plus élevée. On crée donc une incitation pour que les deux membres du couple travaillent. On fait de la politique familiale avec des instruments



fiscaux.

Hübscher Martin (V, ZH): Herr Kollege, ist es nicht auch ein Widerspruch zum AHV-Splitting? Dort werden ja die Einkommen zusammengezählt und geteilt. Ist es nicht ein Widerspruch, wenn wir hier bei der Besteuerung eine andere Situation einführen als bei der ersten Säule? Auch bei der zweiten Säule wird das Vermögen am Schluss ja aufgeteilt. Schaffen wir hier im Steuersystem nicht einen Widerspruch zu den Sozialversicherungen?

Pamini Paolo (V, TI): Ja, Herr Kollege, natürlich ist es in vielerlei Hinsicht ein Widerspruch. Ich würde sagen, dass Ehepaare in der schweizerischen Rechtsordnung allgemein als Zweckgemeinschaft behandelt werden: im Zivilrecht, im Versicherungsrecht, im Sozialrecht usw. Das Steuerrecht wäre die absolute Ausnahme in dieser Gesamtordnung. Sie haben die AHV angesprochen, in meinem Votum habe ich auch Stipendien, die Gesundheitspolitik usw. angesprochen. Das alles ist mit dem Konzept der Ehe als Zweckgemeinschaft konsistent.

Amoos Emmanuel (S, VS): Enfin, la majorité de ce Parlement s'engage à prendre des mesures concrètes pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes et, enfin, ce Parlement s'engage à mettre un terme à la pénalisation fiscale des couples mariés. Discuté et demandé par le Parti socialiste depuis de nombreuses années, le principe d'une imposition individuelle semble enfin mûr pour une mise en application prochaine. En effet, la discussion sur le contre-projet à l'initiative que nous venons d'aborder ce matin semble aller globalement dans la bonne direction.

Le système fiscal actuel crée clairement de mauvaises incitations: le cumul des revenus des personnes mariées entraîne aujourd'hui une taxation à un barème plus élevé, par la progressivité de l'impôt, par rapport à des personnes en couple avec une situation financière pourtant identique. On parle de la pénalisation fiscale des couples mariés. Dans de nombreuses situations, il n'est que peu ou pas du tout intéressant pour le second revenu – majoritairement des femmes, il faut le dire – d'entrer sur le marché du travail ou d'augmenter son taux d'occupation. Car, aujourd'hui, l'augmentation du second revenu peut être en grande partie engloutie par l'augmentation de la charge fiscale.

Avec l'introduction de l'imposition individuelle, les seconds salaires bénéficieront d'une charge fiscale nettement moins lourde en cas de prise d'activité lucrative ou d'augmentation de leur temps de travail. Ces effets sur l'emploi devraient se traduire par une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre qualifiée indigène. Car, à l'horizon 2030, selon les projections de l'Union patronale suisse, il manquera jusqu'à 300 000 personnes pour repourvoir des postes de travail en Suisse. Cette incitation est donc une priorité sous l'angle de l'égalité, bien évidemment, mais également sous l'angle de l'emploi.

Je vous invite ainsi à refuser la proposition de la minorité Müller Leo, qui vise simplement à enterrer le principe de l'imposition individuelle. Son objectif est de préférer à ce projet le

AB 2025 N 708 / BO 2025 N 708

système conservateur prévu par l'initiative du Centre, pour un modèle de splitting. Or, le système de splitting est un mauvais système: il n'apporte aucun incitatif pour l'emploi et désavantage notamment les couples non mariés, tout en entraînant des pertes fiscales massivement plus élevées.

Monsieur Pamini, Monsieur Müller, je pense que vous êtes les deux seules personnes qui avez dû lire la loi fiscale avant de vous marier pour dire ici, à la tribune, que le mariage est en péril aujourd'hui avec cette initiative. A titre personnel, je n'ai pas pris en considération les effets fiscaux avant de me marier. De nombreuses personnes ont également pris la parole pour dire que cela aurait potentiellement un coût administratif supplémentaire. Je suis content que, pour avoir plus de justice fiscale, nous mettions les moyens. Le fait de mettre les moyens pour plus d'égalité est tout à fait normal et est à saluer.

Le groupe socialiste soutient le contre-projet, soutient l'initiative pour l'imposition individuelle et vous invite à faire de même.

Chères et chers collègues, vous avez le choix: choisir un modèle du passé, c'est ce que vous proposent le groupe du Centre et le groupe UDC, ou alors choisir un modèle progressiste, capable d'affronter les défis de notre société, c'est ce que nous, le groupe socialiste, proposons et soutenons. Merci de soutenir cette initiative.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Auch im Bundesbeschluss, also im Entwurf 1, gibt es eine Differenz. Während der Bundesrat und eine Minderheit der WAK-N die Initiative zur Ablehnung empfehlen, möchte die Mehrheit der WAK-N die Initiative annehmen.

Die Steuergerechtigkeits-Initiative will die zivilstandsunabhängige Besteuerung in der Verfassung verankern.



Obwohl der Bundesrat die Zielsetzung der Volksinitiative teilt, insbesondere auch die Abschaffung der Heiratsstrafe, beantragt er Ihnen, die Steuergerechtigkeits-Initiative abzulehnen. Es braucht keine Verfassungsbestimmung, um eine Individualbesteuerung einzuführen. Mit der allfälligen Annahme der Initiative würde erst ein Richtungsentscheid gefällt, der noch der Umsetzung auf Gesetzesstufe bedürfte. Der Bundesrat lehnt daher die Initiative ab und stellt ihr mit dem Bundesgesetz über die Individualbesteuerung einen indirekten Gegenvorschlag gegenüber. Damit kann das Ziel der Initiative, die zivilstandsunabhängige Besteuerung, schneller erreicht werden. Im Übrigen ist der Bundesrat auch der Auffassung, dass der Zivilstand, ob mit der Bezeichnung "unabhängig" oder "verheiratet", nicht in die Verfassung gehört. Der Gesetzgeber soll frei sein, das Steuerrecht so auszugestalten, wie er es für angemessen hält.

Ich beantrage Ihnen hier im Namen des Bundesrates, der Minderheit zu folgen und Volk und Ständen zu empfehlen, die Initiative abzulehnen.

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Die Mehrheit Ihrer Kommission unterstützt die Volksinitiative und beantragt Ihnen ebenso den direkten Umsetzungsvorschlag zur Annahme. Wir bevorzugen diesen Umsetzungsvorschlag, weil die Individualbesteuerung so rascher und auf Gesetzesebene umgesetzt werden kann. Die Kommission beantragt Ihnen aber mit 13 zu 12 Stimmen, die Initiative zu unterstützen; sie beantragt Ihnen ein Ja als Abstimmungsempfehlung. Dies ist insbesondere dann relevant, sollte der Umsetzungsvorschlag die Schlussabstimmung nicht passieren oder das Referendum ergriffen werden.

Wir haben die Debatte ausgiebig geführt. Die Individualbesteuerung verbessert die Erwerbsanreize der Zweitverdiener – meist sind es Frauen –, indem die Steuerbelastung für diese bei null beginnt, wenn sie ein Zweitkommen erzielen. Das ist der relevante Punkt. Die Individualbesteuerung ist darum ein Gebot der Gleichstellung von Frau und Mann, und sie ist ein Gebot des Fachkräfteschaffens. Sie ist volkswirtschaftlich extrem sinnvoll. Es werden Beschäftigungseffekte von bis zu 45 000 Vollzeitäquivalenten geschätzt. Diese Fachkräfte haben wir in unserem Land unbestrittenermassen nötig. Ich weise darauf hin, dass alle anderen Modelle, die zur Debatte stehen, schwächere Beschäftigungseffekte bei gleich hohen oder höheren Kosten haben, also ein deutlich schlechteres Kosten-Nutzen-Verhältnis aufweisen.

Obwohl die Gegner und Gegnerinnen gerne behaupten – das wurde auch heute wieder gesagt –, es werde aufwendiger oder komplizierter: Das ist nicht nur der Fall. Es wird in vielen Belangen auch einfacher, transparenter und logischer. Die Zahlen, die wir vorhin von Kollege Nationalrat Ritter gehört haben, stammen, wenn schon, von den Kantonen und wurden vermutlich in der Vernehmlassung genannt, bevor das Modell angepasst wurde. Es liegt jetzt ein reines Modell vor.

Ich habe es in der ersten Runde bereits gesagt, aber ich möchte noch einmal kurz darauf zurückkommen: Wir haben für unsere Kommissionssitzung vom 24. Juni 2024 extra drei Spezialisten und Spezialistinnen aus Luzern, Winterthur und Bern eingeladen. Das sind Personen, die selber veranlagen. Ich habe vorhin noch einmal das Protokoll durchgesehen. Sie sagen: Ja, es gibt einen Initialaufwand; man muss die IT auf den neuen Stand bringen; man muss im Hintergrund Verknüpfungen machen; und es gibt zahlenmässig 1,7 Millionen mehr Dossiers. Dennoch teilen sie das Argument des Aufwandes nicht. Es werde ja im Gegenzug auch vieles einfacher, namentlich weil es keine Sonderbestimmungen für die Ehepaare mehr gibt – die fallen weg – und weil es bei den Kinderbelangen klare Zuteilungsregeln und kaum mehr Interdependenzen zwischen den Steuerpflichtigen gibt. Mit dem reinen Modell erfolgt also der Wegfall der Besonderheiten, der Abzüge und der Tarife. Der Bezug wird einfacher, die Rechtsmittelverfahren werden einfacher, die Automatisierung wird einfacher. Ja, anzahlmässig sind es mehr Dossiers, aber es wird einfacher; dies einfach, dass auch das noch einmal gesagt sei.

Ich bitte Sie namens der Kommission, der Mehrheit zu folgen und eine unterstützende Abstimmungsempfehlung zur Volksinitiative abzugeben.

Ritter Markus (M-E, SG): Liebe Kollegin Bertschy, Sie haben mich herausgefordert. Können Sie als Kommissionssprecherin bestätigen, dass die Kantone in der Anhörung gesagt haben, dass die Dossiers beider Ehepartner auch künftig abgeglichen werden müssen, um Fehler zu erkennen, um Missbräuche zu erkennen, und dass die Aussage gemacht wurde, dass es gesamtschweizerisch 1000 neue Steuerbeamte braucht, um diese 1,76 Millionen zusätzlichen Dossiers zu bewerkstelligen? Können Sie bestätigen, dass das in der Kommission so gesagt wurde?

Bertschy Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Herr Kollege Ritter, ich kann Ihnen bestätigen, was ich vorhin gesagt habe. Ich kann Ihnen bestätigen, was die drei Spezialisten und Spezialistinnen sagten, die wir extra eingeladen hatten, um von ihnen zu erfahren, ob die Veranlagung schlussendlich komplizierter wird oder nicht. Sie sagten, es werde einen Mehraufwand geben, weil es mehr Dossiers seien. Gleichzeitig werde aber auch



vieles einfacher.

Die Zahlen haben wir, wie vorhin gesagt, beide nicht im Kopf und haben sie auch im Protokoll nicht gefunden. Mein Kollege wird dazu aber vielleicht noch mehr sagen können.

Bendahan Samuel (S, VD), pour la commission: Je n'ai pas l'intention de vous parler encore longtemps de ce projet, parce que je crois que cela fait maintenant un certain nombre de fois qu'on a entendu et réentendu les mêmes arguments. J'aimerais relever deux aspects qui ont alimenté les débats de la commission sur le sujet de l'imposition individuelle.

D'abord, il y a un élément important qui a plané sur nos têtes tout au long des discussions. Toutes les personnes présentes dans la salle ont déclaré avoir envie d'éviter qu'il y ait une pénalisation du mariage. Toutes les personnes sont favorables à un certain modèle. Il y a deux modèles et la majorité de la commission a retenu l'un de ces modèles. C'est celui qui est proposé par l'initiative populaire. Il faut être très clair: mathématiquement, il n'existe aucun autre modèle que l'imposition individuelle qui permet de garantir qu'il n'y ait aucune discrimination, ni dans un sens ni dans l'autre. C'est-à-dire que, avec l'imposition individuelle, ni en se mariant ni en se séparant et en devenant concubins, il n'y a la moindre

AB 2025 N 709 / BO 2025 N 709

discrimination, puisque dans tous les cas la même logique reste. C'est le seul modèle qui permet cela. Dès que vous créez une communauté fiscale, en brisant la communauté fiscale avec une séparation, même des concubins se retrouvent dans une situation différente. Il peut y avoir une pénalisation du mariage ou une pénalisation du concubinat. C'est la raison fondamentale qui explique la différence entre les deux modèles. Dans un cas, il n'y a plus de différence. La fiscalité ne dit plus rien de votre choix personnel de vous marier ou pas. Dans l'autre cas, la fiscalité est influencée par votre choix privé de vous marier ou pas. C'est le point qui a été au cœur des discussions.

Pour ce qui est des autres aspects, ce sont souvent des éléments qui ont été rajoutés au sein de la commission, mais qui n'ont pas forcément convaincu la majorité. Un grand débat a souvent eu lieu autour de la charge administrative. J'aimerais quand même rappeler que la charge administrative, quoi qu'on en pense, n'est de toute façon pas énorme par rapport aux montants dont on parle, quand on parle de réforme fiscale.

Mais même si cela l'était, j'aimerais juste rappeler que les partisans de l'autre modèle proposent un modèle dans lequel il ne faut pas calculer seulement l'imposition individuelle: il faut calculer l'imposition individuelle et calculer l'imposition selon la communauté, puis choisir la meilleure option. Evidemment, ce qui est sûr, c'est qu'indépendamment du fait que cela génère davantage d'administration, il est plus compliqué administrativement de faire les deux calculs que de n'en faire qu'un seul. Aujourd'hui, on a un calcul; l'imposition individuelle serait l'autre calcul. Le modèle qui n'est pas préféré par votre commission est celui dans lequel sont faits les deux calculs, donc le modèle le plus lourd administrativement.

Enfin, l'argument principal est celui de la cohérence. Votre commission vous a soumis le contre-projet que vous avez accepté – ou en tout cas que vous avez accepté de modifier selon l'avis de votre commission tout à l'heure – et, en toute logique, elle vous propose, par 13 voix contre 12, de soutenir l'initiative, qui pose le cadre général et qui va exactement dans le même sens.

Notre commission vous invite donc à recommander l'adoption de l'initiative, par 13 voix contre 12. Les opposants – la minorité – vous proposent simplement de vous y opposer, parce qu'ils préfèrent le modèle qui maintient les inégalités, comme le cas d'une séparation pour se diriger vers le concubinat.

Detaillberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Art. 2

Antrag der Mehrheit

... die Initiative anzunehmen.

Antrag der Minderheit

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Page, Pamini, Ritter, Tuena)
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la majorité

... d'accepter l'initiative.

Proposition de la minorité

(Müller Leo, Aeschi, Bregy, Buffat, Burgherr, Hess Erich, Hübscher, Kamerzin, Page, Pamini, Ritter, Tuena)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/30623)

Für den Antrag der Mehrheit ... 98 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 96 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt.
Die Vorlage 1 geht an den Ständerat.



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung
2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle**

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Die Vorlage 2 haben wir bereits behandelt. Zunächst behandeln wir die Differenzen bei der Vorlage 2 und anschliessend die Vorlage 1 zur Volksinitiative.

Ziff. 1 Art. 33b

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit
(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



**Ch. 1 art. 33b***Proposition de la majorité*

Maintenir

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Adhérer à la décision du Conseil national

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Am 7. Mai 2025 hat der Nationalrat über die von uns erstellten verbleibenden Differenzen sowie über den Bundesbeschluss zur Volksinitiative und die Abstimmungsempfehlungen entschieden. Beim indirekten Gegenvorschlag verbleiben noch drei Differenzen. Sie betreffen einerseits den Tarif, andererseits die Möglichkeit des Übertrags der kinderbezogenen Abzüge und das gegenseitige Einsichts- und Einspracherecht. Wir behandeln zuerst diese Differenzen im Entwurf 2 und gehen dann, wie der Präsident gesagt hat, zum Entwurf 1 über.

AB 2025 S 387 / BO 2025 E 387

Ich komme zu dieser ersten Differenz in Artikel 33b. Das ist zusammen mit Artikel 35 Absatz 1 Buchstaben a und b und Artikel 35 Absatz 4 ein Konzept. Die erste Differenz betrifft, wie gesagt, die Frage, ob zwischen Elternteilen ein Übertrag von kinderbezogenen Abzügen möglich sein soll. Wir hatten in unserem Rat klar entschieden, dass diese Möglichkeit geschaffen werden soll. Denn es wäre ungerecht, wenn dieser Abzug bei einem Elternteil, der kein oder nur ein geringes Einkommen erzielt, ins Leere fallen würde. Zwar möchte der Nationalrat diesen Effekt mit einer Anhebung des Kinderabzugs auf 12 000 Franken abschwächen, doch das Grundproblem bleibt bestehen. Die Mehrheit Ihrer Kommission empfiehlt deshalb, bei der Frage des Kinderabzugs bei unserer ständerätlichen Fassung zu bleiben. Insbesondere bei Eltern, bei denen ein Elternteil nicht arbeitet, würde der Abzug vollends ins Leere fallen. Dies ist ungerecht und lässt sich wohl auch nur schwer vermitteln. Zugleich entspricht die ständerätliche Fassung dem Prinzip der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit.

Die Mehrheit ist sich bewusst, dass es einige Fälle gibt, in denen der Übertrag zwar keine Wirkung zeigt; anders als bei der nationalrätlichen Variante wird mit unserer Fassung jedoch die grosse Mehrheit der Eltern, von denen ein Elternteil kein oder nur ein geringes Einkommen hat, erfasst. Dies stellt letztlich für viele Familien eine wichtige Entlastung dar. Eine qualitativ gut besetzte Minderheit argumentiert, dass dies zu Mindererträgen von 130 Millionen Franken führe. (*Teilweise Heiterkeit*) Umgekehrt heisst das aber, dass viele Eltern mit Kindern mit dem nationalrätlichen System für diese 130 Millionen Franken aufkommen müssten. Faktisch nimmt man ihnen diese Summe beim Kinderabzug weg. Dies wäre eine stossende Ungleichbehandlung gegenüber Eltern mit Kindern, die andere Einkommensverhältnisse haben.

In diesem Bereich geht es jetzt weiter bei Artikel 35 Absatz 1 Buchstaben a und b und Absatz 4 – falls auch der Herr Präsident das als Konzept erlaubt. Bei diesem Artikel, der in engem Zusammenhang mit Artikel 33b steht, geht es um die Höhe des Kinderabzugs. Im Gegenzug zur Schaffung eines Übertrags zwischen den Elternteilen haben wir in unserem Rat entschieden, den Kinderabzug auf 10 700 anstatt auf 12 000 Franken zu erhöhen. Damit können die Einnahmeausfälle etwas abgeschwächt werden. In der Kommission wurde mit 7 zu 6 Stimmen ebenfalls entschieden, daran festzuhalten. Formell wurde in der Kommission zudem explizit festgestellt, dass es sich bei den Versionen des Nationalrates und des Ständerates explizit um ein Konzept handle und somit auch gemeinsam darüber abgestimmt werden könne.

Ich bitte Sie namens der Kommission, der Mehrheit zu folgen.

Herzog Eva (S, BS): Ich habe die grosse Ehre, für die Minderheit zu sprechen, die sich gegen die Übertragbarkeit der Kinderabzüge stellt. Dieser Antrag wurde ja damals hier im Rat von denjenigen eingebracht, die sich mit dem System der Individualbesteuerung nicht anfreunden können. Wenn es als Kompromiss gedacht wäre, um uns gemeinsam zu finden, dann hätte man ja wirklich darüber nachdenken können. Es wurde aber von den Gegnern immer klar gesagt, dass sie bei ihrer Haltung bleiben, dieses System abzulehnen. Das heisst also, dass dieser Kompromiss eigentlich keiner ist und deshalb nichts bringt. Ich bitte Sie also, dieser Ergänzung hier nicht zuzustimmen.

Ich möchte dies kurz begründen. Ein Aspekt sind die Kosten; das ist ja nicht einfach gratis zu haben. Die Steuerverwaltung hat uns Kostenschätzungen gegeben: Diese Übertragbarkeit der Hälfte des Kinderabzugs, der sonst bei Familien ins Leere fallen würde, die nur ein Einkommen oder ein sehr tiefes Zweiteinkommen haben, würde 120 bis 130 Millionen Franken zusätzlich zu den Ausfällen von 600 Millionen Franken kosten, die



diese Vorlage bringt. Es wäre für Einverdienerhaushalte oder eben für Haushalte mit tiefen Zweiteinkommen eine Reduktion der Mehrbelastung, die sie durch die Einführung der Individualbesteuerung erfahren.

Es wurde bereits gesagt, und das ist noch wichtig, dass das, was man in den Medien zum Teil lesen konnte, der Kinderabzug falle mit der Individualbesteuerung ins Leere, also wirklich falsch ist. Der Kinderabzug, der heute pro Kind 6800 Franken beträgt, wird mit der Individualbesteuerung auf 12 000 Franken erhöht, weil es eben den Verheirätetentarif und den Alleinstehendentarif nicht mehr gibt, um damit eine mögliche Mehrbelastung abzufedern. Er wird also zuerst erhöht und dann hälftig auf beide Elternteile verteilt. Und jetzt kann ein Teil ins Leere fallen, wenn eben ein Elternteil nichts oder ganz wenig verdient. Nun will die Mehrheit mit ihrem Antrag die Möglichkeit des Übertrags schaffen, damit die Person mit dem Haupteinkommen den ganzen Abzug machen kann. Ein Abzug von 12 000 Franken pro Haushalt würde noch mehr Kosten verursachen, deshalb will die Mehrheit eine Senkung auf 10 700 Franken, was eben zu Gesamtausfällen von 120 bis 130 Millionen Franken führt. Auf der anderen Seite würde dies natürlich bedeuten, dass bei denjenigen, die nicht noch stärker belastet werden sollten, also bei den Unverheirateten und den Alleinverdienenden, wieder eine Mehrbelastung entstehen würde.

Das Ganze steht dem System der Individualbesteuerung entgegen, die ja Arbeitsanreize setzen will. Es ist auch interessant, dass dieser Antrag im Nationalrat von der Gegenseite gar nicht mehr unterstützt wurde. Es ist ja mit den Anträgen der Gegenseite ein bisschen konfus.

Ich habe jetzt über die Übertragbarkeit, die Kosten gesprochen. Was auch wichtig ist, ist die Administration: Es wird ja auch immer gesagt, die Individualbesteuerung sei ein Bürokratiemonster, die administrativen Mehraufwände seien gigantisch usw. Diese hälftige Aufteilung ist aber administrativ einfach; es wird einfach halbe-halbe gemacht. Es ist dann auch nicht notwendig, die Steuerveranlagungen der beiden Ehegatten aufeinander abzustimmen. Mit diesem Übertrag würde wieder eine Abhängigkeit zwischen den beiden Steuererklärungen geschaffen, was wir eben nicht wollen. Der administrative Aufwand würde wieder vergrössert.

Dann gibt es einen Zusammenhang – ich sage es bereits jetzt – zu Artikel 110 und weiteren Artikeln, zu denen ich einen Einzelantrag eingereicht habe; Sie haben den gestern erhalten. Das hätten wir in der Kommission schon beantragen sollen, denn eigentlich ist das Ganze ein Konzept. Sollten wir diese Übertragbarkeit einführen, dann bräuchte es für die Ehegatten auch das gegenseitige Einsichtsrecht in die Steuererklärung. Das macht dann Sinn. Weil das auf der Fahne nicht als ein Gesamtkonzept dargestellt ist, muss man natürlich getrennt darüber abstimmen. Wenn Sie jetzt hier dem Antrag der Mehrheit zustimmen würden, dann wäre es auch sinnvoll, dieses Einsichtsrecht bei Artikel 110 zu belassen. Wenn Sie meiner Minderheit folgen, dann sollte dieses rausfallen. Deshalb beantrage ich mit meinem Einzelantrag, bei Artikel 110 et al. eben dieses Einsichtsrecht wieder zu streichen; ich hoffe, das ist klar so. Wir hätten das in der Kommission machen sollen, wie gesagt, aber wir waren dort etwas überrascht über die Diskussion und haben das dort verpasst. Sonst hätte ich hierzu nach der Abstimmung in der Kommission eine Minderheit gemacht.

Nachdem dies hoffentlich geklärt ist, komme ich noch zur Notwendigkeit des Übertrags. Es wurde in den letzten Wochen viel über die Familie und den Mittelstand gesprochen, die durch die Einführung der Individualbesteuerung bedroht seien. Dazu vielleicht eine Zahl: Der Medianlohn in der Schweiz liegt bei 6800 Franken brutto pro Monat. 50 Prozent verdienen also weniger, 50 Prozent verdienen mehr. Wer weniger als den Medianlohn verdient, etwa ein Paar, das zwei Kinder hat, ist gar nicht von der direkten Bundessteuer betroffen, zahlt keine direkte Bundessteuer, ob verheiratet oder nicht. Wenn es keine Kinder hat, dann zahlt es wenige hundert Franken, was sich durch die Individualbesteuerung nicht gross ändert – dies einfach, damit wir ein bisschen wissen, über wen wir sprechen.

Nun zu einer Zahl, die auch herumgeboten wurde: Mit der Individualbesteuerung gäbe es im Mittelstand Mehrbelastungen von bis zu 4000 Franken; das schwang da so mit. 4000 Franken Mehrbelastung gibt es noch nicht einmal bei 450 000 Franken steuerbarem Einkommen pro Jahr, sondern erst bei etwa 500 000 Franken steuerbarem Einkommen. Ich glaube, das gehört nicht mehr zum Mittelstand.

AB 2025 S 388 / BO 2025 E 388

Dann zur Familie: Ich habe oft den Eindruck bekommen, wir reden von der Familie als von einem Paar mit einem Einkommen und Kindern. Laut Bundesstatistik machen 71 Prozent der Nichtrentner-Ehepaare einen Zweiverdienerabzug – 71 Prozent. Im Jahr 2021 haben gemäss Schweizerischer Arbeitskräfteerhebung 82 Prozent der Mütter mit minderjährigen Kindern am Arbeitsmarkt teilgenommen. Seit 1990 hat sich die Erwerbsquote stark erhöht, wahrscheinlich nicht von ungefähr. 1988 trat das neue Familienrecht in Kraft. Seitdem muss die Frau keine Einwilligung des Mannes mehr einholen, wenn sie arbeiten will. Seit 1990 haben sich sowohl die Erwerbsquote als auch die Pensen erhöht. Anfang der 1990er-Jahre hat eine Mehrheit der Frauen noch in Pensen unter 50 Prozent gearbeitet, heute arbeitet eine Mehrheit in Pensen zwischen 50 und 89 Prozent. Ich



glaube also, man kann schon sagen, Erwerbstätigkeit ist für Männer und Frauen in der Schweiz Normalität, wenn auch in unterschiedlich hohen Pensen.

Das ist das eine, glaube ich; das andere ist die Individualbesteuerung. Wir sagen, sie lohne sich; wir wollen Arbeitsanreize setzen. Was aber für eine Übergangszeit vielleicht auch wichtig zu wissen ist: Schon bei einem Verhältnis von 70 zu 30 in einem gemeinsamen Haushalt – also nicht Pensen, sondern Anteil am Einkommen – werden die meisten Paare eine Minderbelastung durch die Individualbesteuerung erfahren, nur ganz wenige eine Mehrbelastung. Das erscheint mir wichtig, gerade auch hier zu diesem Artikel. Dieser Übertrag ist wirklich nicht notwendig.

Und wenn ich noch etwas zur romantisierenden Vorstellung der Wirtschaftsgemeinschaft sagen darf, die uns in der WAK immer wieder begegnet ist: Ich glaube, das Einfachste, was man hierzu sagen kann, ist, dass das Bundesgericht damit im Jahr 2020 aufgeräumt hat, mit mehreren Leiturteilen, in denen es gesagt hat, die Ehe sei keine Lebensversicherung mehr. Unterhaltszahlungen nach der Scheidung sollen die Ausnahme sein. Frauen sollen selbst für ihren Unterhalt aufkommen, auch wenn sie sich zehn bis zwanzig Jahre der Familienarbeit gewidmet haben. Wir möchten, dass sie wirklich auch Anreize für ein tatsächlich lohnendes Erwerbseinkommen haben, um nicht in eine Situation zu kommen, in der sie allenfalls auf staatliche Unterstützung angewiesen sind.

Also: Ich bitte Sie, hier dem Antrag der Minderheit zu folgen, weil hier das System der Individualbesteuerung, die Arbeitsanreize wieder zu einem Teil rückgängig gemacht würden. Das entspricht der heutigen gesellschaftlichen Realität nicht und der von morgen sowieso nicht. Wenn wir unseren Wohlstand in unserem Land bei einer alternden Gesellschaft und mit gleichzeitig nicht zu viel Migration halten wollen, dann müssen wir das brachliegende Arbeitskräftepotenzial so gut wie möglich nutzen und hierfür ein gerechtes Steuersystem schaffen.

Ich bitte Sie, auch hier den Weg in Richtung Individualbesteuerung weiterzugehen und der Minderheit zu folgen.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Ich beantrage Ihnen, der Mehrheit zu folgen. Ich kann es mit den Worten des Kommissionspräsidenten sagen. Er hat nämlich gesagt, der Entwurf des Bundesrates und der Beschluss des Nationalrates seien ungerecht. Er hat gesagt, diese Version sei ungerecht. Der Bundesrat selbst hat es damals auch so in seiner Botschaft geschrieben. Er hat für diesen Bereich geschrieben, es sei ein Verstoss gegen den Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit und es sei eine krasse Ungleichbehandlung von Einverdienerfamilien oder von Familien mit einem geringen Zweitverdienst. Das ist die Aussage in der bundesrätlichen Botschaft.

Wenn man jetzt hingeht und den Kinderabzug, der bei 6800 Franken liegt, auf 12 000 Franken erhöht, kommt mir das wie ein Etikettenschwindel vor. Es wurde vorhin von der Minderheitssprecherin gesagt, es sei romantisierend und es sei unbedeutend, wenn man jetzt diese Übertragbarkeit der Kinderabzüge nicht zulassen würde. Aber sind denn 300 Millionen Franken, die ins Leere fallen, unbedeutend? Der Bundesrat bzw. die Verwaltung hat uns diese Zahl in der Kommissionsarbeit genannt. Wir erhöhen den Abzug auf 12 000 Franken. Weil jedoch ein grosser Teil – da bin ich jetzt nicht romantisierend – der heutigen Familienkonstellationen den Abzug nicht machen kann, da die Übertragbarkeit im bundesrätlichen Entwurf und im nationalrätlichen Beschluss nicht gegeben ist, fallen 300 Millionen Franken Steuerschulden ins Leere.

Was wollte nun die Mehrheit Ihrer Kommission machen? Sie wollte eben das korrigieren. Wir wollten nicht, dass eine so grosse Summe ins Leere fällt, deshalb diese Ergänzung in Artikel 33b. Um die Steuerausfälle nicht massiv höher zu machen als mit dem bundesrätlichen Entwurf, haben wir die Höhe des Abzugs auf 10 700 Franken reduziert. In der Kommissionsberatung hat man uns damals gesagt, damit seien die Steuerausfälle gleich hoch wie mit dem bundesrätlichen Entwurf. Scheinbar hat es im Nachgang neue Berechnungen gegeben, die sagen, die Ausfälle seien 130 Millionen Franken höher. Ich meine aber, dass dieser höhere Einnahmeausfall hinzunehmen ist. Er ist auch gerechtfertigt. Die Zukunft einer Gesellschaft basiert auf den Kindern. Wo liegt dann, wenn der Anreiz, Kinder zu haben, immer kleiner wird – es ist ja nicht mal ein Anreiz, es ist einfach die Möglichkeit, Kosten, die entstanden sind, zu einem immer noch geringen Anteil zum Abzug zuzulassen – und wenn wir den Übertrag nicht zulassen wollen, die Zukunft unserer Gesellschaft? Ich glaube, hier ist es gerechtfertigt, den Übertrag zuzulassen und damit auch den höheren Ausfall von 130 Millionen Franken hinzunehmen.

Auf viele andere Punkte möchte ich nicht eingehen. Ich glaube, die Situation für eine Beschäftigung, der Anreiz, einer beruflichen Tätigkeit nachzugehen, besteht heute schon. Ich glaube, wir müssen nicht steuerlich weitere Anreize setzen, sondern es ist eher das Angebot an Arbeitsstellen, die Verfügbarkeit, die dazu führt, dass diese Beschäftigungen aufgenommen werden.



Ich empfehle Ihnen dringend, diese Übertragung zuzulassen, denn sonst ist die Individualbesteuerung fast nur noch ein sozusagen egoistisches, individualisiertes Vorhaben. Ich bin überzeugt, wir würden als Gesellschaft stark verlieren, wenn diese Möglichkeit nicht mehr bestände.

Besten Dank für die Unterstützung der Mehrheit.

Schmid Martin (RL, GR): Vielleicht haben Sie gesehen, dass ich nicht der qualitativ hervorragenden Minderheit, sondern der Mehrheit angehöre. Ich werde nicht bewerten, warum ich die Lösung der Mehrheit eigentlich besser finde, sie am Schluss aber doch nicht ganz vertreten kann, weil das Projekt sonst abstürzen würde. Ich werde Ihnen hier mein Dilemma offenlegen und den Weg aufzeigen, wie ich politisch aus diesem Dilemma herauskommen werde.

Es ist zu Recht gesagt worden: Diese Mehrheit ist eine illustre Truppe. Ich bin der Einzige in dieser Mehrheit, der für die Individualbesteuerung ist, der Rest der Mehrheit besteht nur aus Gegnern der Individualbesteuerung. Das macht die Sachlage noch schwieriger. Ich persönlich bin der Auffassung, dass ein Systemwechsel zur Individualbesteuerung richtig ist, dass man diesen Systemwechsel machen sollte. Ich persönlich habe aber auch die Auffassung, dass es richtig wäre, den Übertrag zuzulassen, wie wir das im Ständerat beschlossen haben.

Warum begründe ich Ihnen das? Es wurde richtig gesagt, dass die Kosten 130 Millionen Franken betragen. Diese treffen jedoch nicht Verheiratete mit Familie, sondern zwei individualbesteuerte Personen, die gemeinsam Kinder haben. Das ist die Zukunft. Für diese Kategorie, bei der beide Einkommen individuell besteuert werden, bietet die Lösung des Ständerates eine Entlastung. Für die Entlastung ist nicht die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Individuen entscheidend, sondern die Kinderlasten. Alle, die Kinder haben – unabhängig davon, ob die Eltern verheiratet sind, im Konkubinat zusammenleben oder getrennt sind –, wissen: Die Kinderaufwendungen bestehen und müssen von den Eltern getragen werden. Meine Motivation ist es, die Steuerbelastung für Eltern im Individualsteuersystem zu reduzieren. Die Entlastung soll nicht ins Leere greifen.

AB 2025 S 389 / BO 2025 E 389

Zu Recht wird gesagt, das würde etwas kosten. Ja, es sind zusätzliche Steuerausfälle von 130 Millionen Franken. Wie Herr Ständerat Hegglin beantragt hat, wäre auch ich bereit, diesen Einnahmeausfall in diesem System zuzulassen, auch zur Verbesserung der politischen Akzeptanz der Individualbesteuerung. Meine Art, das politische Projekt zu beurteilen, ist wie folgt: Im Unterschied zu vielen Kolleginnen und Kollegen der Mehrheit unterstütze ich das Projekt. Ich hätte aber auch die Idee, diesen Abzug bzw. Übertrag optimiert zuzulassen, als richtig empfunden. Eltern haben ihre Kinder gemeinsam. Es gibt eine Verbindung. Wenn man sagt, es gebe keine Verbindung, dann stimmt das nicht. Schon im heutigen Steuersystem gilt: Wo Kinder sind, gibt es eine Verbindung, auch zwischen getrennt lebenden Paaren, die besteuert werden. Auch dort braucht es eine Abstimmung, das könnte jeder Steuerexperte bestätigen. EDV-technisch ist das Problem aus meiner Sicht lösbar.

Ich glaube auch nicht, was Kollegin Herzog gesagt hat, dass die Arbeitsanreize rückgängig gemacht würden. Diese Situation trifft nur dort spezifisch zu, wo der Abzug ins Leere greift. Es wird zu Recht gesagt, dass es nicht so viele Konstellationen gibt. Aus meiner Sicht wäre es nur gerecht gewesen, wenn wir die Konstellation mit Berücksichtigung von Kinderlasten und dem Profil der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit zugelassen hätten.

Ich weiss, dass die anderen Befürworter der Individualbesteuerung dieses Projekt ablehnen werden, wenn ich hier mit der Mehrheit stimme. Jetzt fragen Sie mich natürlich, wie ich dieses Dilemma löse. Ich werde heute mit der Minderheit stimmen, und wir gehen davon aus, dass das Geschäft höchstwahrscheinlich, wenn alle anderen Wort halten, die Schlussabstimmung überstehen wird. Dann wird sich die Frage eines Referendums stellen. Die Bevölkerung wird darüber entscheiden können, aber ich werde darauf verweisen, dass Kollege Hegglin und viele andere immer der Meinung gewesen sind, dass es ein Fehler ist, und das System der Individualbesteuerung, wie wir es dem Volk vorlegen würden, eben einen Konstruktionsfehler hat. Und wenn ein Gesetz einen Konstruktionsfehler hat, kann man das schon ändern, bevor es in Kraft getreten ist. Denn dann ändern sich auch die Verhältnisse wieder, denn diejenigen, die heute in der Mehrheit sind, werden sich daran erinnern und ich auch. Mit diesen Worten wollte ich Ihnen aufzeigen, dass ich hinter der Minderheit stehe, aber inhaltlich, sachlich eigentlich den Mehrheitsantrag als richtig empfinde.

Salzmann Werner (V, BE): Ich möchte noch einen Schritt weiter gehen. Wenn Sie den Mitgliedern der Minderheit und den Befürwortern der Individualbesteuerung genau zugehört haben, dann wissen Sie eigentlich, worum es geht: Eine grosse Gruppe davon möchte eigentlich die Ehe abschaffen. Machen Sie das, ändern



Sie das Zivilgesetzbuch – dann ist die Sache erledigt.

Mit diesen Instrumenten greifen Sie in genau dieses Konstrukt der Ehe ein und zwingen bei Paaren, von welchen ein Partner arbeitet und der andere nicht oder nur wenig, diejenigen Partner, die wenig oder nicht arbeiten, dazu, arbeiten zu gehen, damit sie von den Abzügen voll profitieren können. Welche Ungerechtigkeit hier geschaffen wird, ist gar nicht erklärbar; das ist dem Volk wirklich nicht erklärbar.

Man gibt sich damit der Romantik oder dem Märchen hin, es gäbe danach mehr Fachkräfte. Wissen Sie, was bei Paaren passiert, die entschieden haben, dass der eine Teil arbeitet und der andere vielleicht zu den Kindern schaut? Die werden das splitten, es wird keine zusätzlichen Fachkräfte geben. Die einzigen Fachkräfte, die Sie schaffen werden, sind die Steuerexperten, die es in den Kantonen zusätzlich brauchen wird. Sie werden nämlich nicht erreichen, dass die Paare, die Kinder haben, separat, allein veranlagt werden können.

Ich nenne Ihnen ein Beispiel: Arbeitet die Ehefrau und ist der Mann zuhause, wird bei der Steuererklärung geschaut, wie die Vermögenslage des Mannes ist – Zunahme 50 000 Franken bei null Einkommen. Woher kommt das? Das muss in jedem Fall mit der Situation der Frau verglichen werden, damit die Vermögensvermehrung verglichen werden kann, und zwar unabhängig von den Kinderabzügen. Sie werden immer die Vergleiche haben. Deswegen ist der Aufwand in den Kantonen höher. Das kann man nicht digital lösen, das muss man anschauen, das geht gar nicht anders. Und dann gibt es noch Konstrukte mit Erbgemeinschaften, mit Miteigentum, mit Beteiligung an anderen Personengemeinschaften. Alles hängt mit diesen Ehepaaren zusammen. Ich kann Ihnen sagen: Sie werden auch in Bezug auf Grundstücke zusätzliche virtuelle Steuersubjekte schaffen, weil die Ehepaare gemeinsam Grundstücke besitzen. Die Kantone haben erkannt, dass dieses Konstrukt nicht funktioniert.

Ich sage Ihnen: Eigentlich müsste ich für die Zustimmung zum Antrag der Minderheit sein, weil die Sache dann in jedem Fall bei der Volksabstimmung abstürzen wird. Aber es geht nun darum, dass wir hier im Parlament für Gerechtigkeit sorgen.

Deswegen bitte ich Sie, hier der Mehrheit zuzustimmen, damit wir mindestens hier Gerechtigkeit haben.

Germann Hannes (V, SH): Ich kann es nach dem Votum meines Vorredners kurz machen; er hat auf meinen Punkt verwiesen. Ich gehöre hier der Mehrheit an, weil ich die Vorlage echt verbessern wollte, um sie für den Fall, dass die Individualbesteuerung kommt, auch familienverträglich und gerecht zu machen. Was wird als gerecht empfunden? Es ist die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Diese wird mit der Individualbesteuerung ganz klar ausgehebelt. Das ist ein Konstruktionsfehler. Aber hier könnte man wenigstens beim Übertrag des Kinderabzugs Gleichheit schaffen, auch für solche Familien, die sich halt für andere Modelle entscheiden. Warum wollen wir das um Himmels willen nicht akzeptieren?

Ich habe sehr wohl die Wunschvorstellungen von der Beschäftigungswirksamkeit gehört. Aber wir alle wissen auch aus anderen Ländern, dass dies nicht zwingend funktioniert. Wenn jemand heute 100 und die Partnerin oder der Partner 40 Prozent arbeitet, werden es künftig vielleicht 70 zu 70 sein; dafür wird man dann massiv belohnt. Wenn die Aufteilung aber bei 100 zu 40 bleibt, wird man bestraft. Das kann doch nicht Ihr Ernst sein. Bei den Kindern sagt man, dass die einen Kinder den vollen Abzug, die anderen Kinder nur 50 oder 60 Prozent des Abzugs wert sind. Wohin gehen wir hiermit eigentlich? Überlegen Sie sich mal, auf welches Gleis Sie sich hier begeben.

Ich bekenne mich dazu, dass ich der Individualbesteuerung skeptisch respektive ablehnend gegenüberstehe, dies auch deshalb, weil die Individualbesteuerung die grösste Beschäftigungswirksamkeit – das wissen Sie alle – bei den Steuerverwaltungen auslöst. Dort muss massiv aufgestockt werden. Dort ist sie beschäftigungswirksam. Aber das ist nicht jene Beschäftigungswirksamkeit, die ich möchte. Das müssen Sie sich gut überlegen.

Die Variante der Mehrheit, die nach der Volte oder dem Rückzieher von Kollege Schmid jetzt wahrscheinlich zur Minderheit werden wird, war ein Versuch, die Vorlage mehrheitsfähig und ein bisschen gerechter zu machen. Ich bitte Sie deshalb nach wie vor, der Mehrheit zu folgen. Sie werden das nicht bereuen. Wenn der Minderheitsantrag durchkommt, ist das hundertprozentig das Killerargument dieser Vorlage. Aber bitte, ich möchte Sie nicht von Ihrem Glückspfad abbringen, auch wenn das vielleicht eine etwas romantische Vorstellung ist.

Ettlin Erich (M-E, OW): Das war eine gute Ausführung, vor allem von Kollege Schmid. Ich glaube, er hat das Dilemma aufgezeigt. Diese Vorlage steckt voller Dilemmas. Wir werden dann noch dazu kommen, wenn es um den Tarif geht.

Es geht, wie gesagt wurde, um 130 Millionen Franken. 130 Millionen Franken – irgendjemand bezahlt diese ja, und, auch das wurde gesagt, das sind definitionsgemäss Familien mit Kindern. Der hälftige Abzug, der nicht geltend gemacht werden kann, beträgt 5350 Franken – 5350 Franken! Ich werde auch gegen die Vorlage sein,



aber ich glaube, wir helfen hier den Befürwortern der Individualbesteuerung. Die Lösung von Kollege Schmid ist sehr innovativ. Aber bis die neue Gesetzgebung steht – weil man festgestellt hat, dass man einen Fehler gemacht hat, den wir als Gesetzgeber schon heute

AB 2025 S 390 / BO 2025 E 390

feststellen –, machen wir bewusst einen Fehler, den man korrigieren muss. Wir machen ihn, weil es vom Prinzip her richtig ist. In der Zwischenzeit, also bis man diesen Fehler korrigiert hat, werden Familien 5350 Franken nicht abziehen können. Zusammengerechnet ergibt das pro Jahr 130 Millionen Franken, die als Steuern darauf anfallen. Sie müssen sich das vorstellen. Ich als Vertreter der Mehrheit muss sagen, die Minderheit müsste eigentlich für die Mehrheit sein, damit sie später den Leuten nicht erklären muss, was wir eigentlich falsch gemacht haben. Es ist ein Fehler.

Deshalb unterstützen Sie bitte die Mehrheit.

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Ich möchte nur noch kurz zwei, drei Elemente erwähnen. Sie hören es der Heftigkeit der Diskussion an, es geht um Werte. Ich glaube, wenn es um Werte geht, wird es immer ganz schwierig. Aber ich möchte nur kurz darauf reagieren, dass die ganze Zeit von Ungerechtigkeit gesprochen wird und darüber, was so ungerecht sei.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass wir heute in der Schweiz ein Steuermodell haben – und darum führen wir diese Diskussion –, das ein ganz spezifisches Familienmodell begünstigt, nämlich dasjenige, in dem eine Person viel verdient und die andere wenig. Und mir scheint es nur richtig, unser Steuermodell den gesellschaftlichen Realitäten so anzupassen, dass es so ausgeglichen wie möglich ist. Das erfüllt nur die Individualbesteuerung. Das als ungerecht zu bezeichnen, verzerrt einfach die Realitäten in diesem Land. Sie können selbstverständlich von einer Ungerechtigkeit sprechen, weil es eine Veränderung ist und Veränderungen immer zu Verschiebungen führen. Es ist aber alles andere als richtig, dass hier ein einziges – ein einziges! – Familienmodell begünstigt wird, das von doch einem kleineren Teil in diesem Land in dieser Absolutheit gelebt wird, wenn man die Besteuerung von Familien anschaut.

Wenn Sie die Werte nicht wichtig finden, dann möchte ich Sie einfach nochmals, wie Kollegin Herzog, an die volkswirtschaftlichen Realitäten erinnern. Wir setzen negative Erwerbsanreize, und wenn Sie hier der Mehrheit folgen, dann bleiben Sie zwar beim System, schwächen aber die Erwerbsanreize, die wir mit dieser Vorlage setzen wollen. Und das ist volkswirtschaftlich einfach nicht sinnvoll. Es ist nicht sinnvoll, den Leuten in diesem Land mitzuteilen: Bitte arbeitet weniger. Ich kann Ihnen sagen, die Vereinbarkeit von Beruf und Familie ist eine Herausforderung in diesem Land, und niemand wird nur wegen der Steueranreize mehr arbeiten, niemand – der Vater nicht, die Mutter nicht. Aber wenn Sie neben der emotionalen Belastung, der logistischen Belastung, der organisatorischen Belastung noch zusätzlich Steuern bezahlen müssen, zusätzlich zu den Kinderbetreuungskosten usw., dann stellt sich irgendwann die Frage, ob sich das noch lohnt. Dann bleibt man vielleicht lieber bei einem tieferen Prozentsatz.

Ich bin überzeugt, dass die Individualbesteuerung das Richtige ist, aus Wertegründen, weil der Staat nicht vorgeben soll, wie jemand seine Familie organisieren soll. Und das geht nur mit der Individualbesteuerung. Das ist einfach die Realität. Es ergibt aus volkswirtschaftlicher Sicht einfach keinen Sinn, dass Sie hier keine Anreize setzen wollen. Wir diskutieren die ganze Zeit über das Wachstum, über das Bevölkerungswachstum, über den Fachkräftemangel in diesem Land, und Sie wollen gleichzeitig weiterhin negative Erwerbsanreize setzen. Ich glaube, das ist nicht zielführend.

Ich möchte Sie bitten, hier wirklich die Minderheit zu unterstützen und die Vorlage nicht unnötig zu schwächen.

Ettlin Erich (M-E, OW): Es tut mir leid, ich will hier keine Kommissionssitzung durchführen, aber da muss ich der Frau Kollegin Moser widersprechen: Das heutige System benachteiligt nicht die Einverdiener. Das ist falsch. Ein Ehepaar, bei welchem nur ein Partner 100 000 Franken verdient, zahlt gleich viel wie ein Ehepaar, bei welchem die Partner zweimal 50 000 Franken verdienen. Das ist gleich. Das heutige System benachteiligt die Einverdiener nicht. Mit dem Wechsel auf die Individualbesteuerung aber werden die Einverdiener benachteiligt, das ist so. Das wollte ich korrigierend sagen. Das heutige System benachteiligt die Einverdiener nicht.

Sommaruga Carlo (S, GE): Je ne vais pas ajouter grand-chose puisque les explications données par notre collègue Eva Herzog au moment où elle a motivé sa minorité étaient parfaitement complètes et très bien structurées. J'aimerais réagir à ce que nous a dit tout à l'heure notre collègue Salzmann : on obligerait un certain nombre de contribuables à passer d'un régime à un autre ou à se réorganiser. Dans notre pays, personne n'oblige qui que ce soit à choisir un modèle d'organisation familiale. Il y a seulement des incitations qui sont mises en oeuvre, et les contribuables sont libres de s'organiser pour pouvoir bénéficier de ces prestations,



c'est tout. Alors, venir dire qu'on oblige à la réorganisation familiale, c'est quelque chose qui ne peut pas être accepté. C'est tout ce que je voulais dire, et je vous demande de suivre la minorité.

Broulis Pascal (RL, VD): Quand on se marie, on dit que c'est pour le meilleur et pour le pire. Dans le cadre de ce dossier, c'est un choix de société, comme cela a été relevé. Si les gens veulent travailler plus, alors il y a aussi une possibilité de travailler différemment sur la fiscalité. Je vous encourage vraiment à soutenir la proposition de la minorité Herzog Eva pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, le choix qui est fait aujourd'hui, c'est un splitting au niveau de la cellule familiale. En soutenant les amendements de la majorité de la commission, on recréerait implicitement une communauté économique, puisque l'on répartirait ce qui n'est pas utilisé par l'un des deux conjoints sur le deuxième, puisque seule une partie de la déduction serait utilisée. De ce fait, vous recréeriez implicitement une communauté de destin. Ce n'est pas le choix qui a été fait par le biais de l'imposition individuelle. Le choix de l'imposition individuelle, c'est pour moderniser le système, avec ses avantages et avec ses inconvénients, comme pour le meilleur et pour le pire. Cela a été relevé, il est clair qu'il y aura du travail administratif. Ce dossier mettra 10 ans à être mis en place puisqu'il faudra aussi réformer les législations cantonales. Il faudra peut-être renforcer les offices d'impôt qui devront faire des contrôles et auront aussi plus de travail en lien avec ce nouveau modèle. C'est pour cela que ce qui a été fait en commission et qui a été présenté par la minorité est cohérent. C'est un compromis. Ce n'est pas une question d'argent, parce que si l'on parle d'argent, on peut baisser les impôts, on peut le faire différemment. Non, aujourd'hui, le choix qui est fait, c'est de garantir à tout un chacun au sein d'une cellule familiale d'avoir une imposition individuelle et des déductions qui sont en lien avec sa propre destinée. Il y a ceux qui proposent de faire un ripage avec l'un des conjoints qui n'aurait pas utilisé l'entier de la déduction. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que vous recréez implicitement la communauté de destin. C'est pour cela que je vous encourage à soutenir les propositions qui sont faites par la minorité de la commission, d'en rester au choix de la taxation individuelle et, ensuite, de soutenir le compromis en matière financière pour qu'on puisse limiter les coûts sur le plan de la Confédération.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Mir scheint es beinahe, dass wir uns hier in einer Kommissionssitzung befinden. Da ich nicht in dieser Kommission bin, erlaube ich mir von aussen, zwei, drei Bemerkungen zu machen. Wir sind in der Diskussion über Mehrheit oder Minderheit; ich äussere mich dazu nicht. Weil aber nochmals andere, grundlegende Bemerkungen zur Frage "Individualbesteuerung versus gemeinsame Besteuerung" gemacht wurden, möchte ich darauf mit zwei, drei Sätzen replizieren, und zwar aus gesellschaftspolitischer Sicht. Ich möchte das einfach noch einmal betonen, wenn meine Kolleginnen schon die Werte angesprochen haben. Frau Kollegin Herzog hat gesagt, man möchte Erwerbsanreize schaffen, also die Menschen dazu erziehen, in möglichst hohen Pensen erwerbstätig zu sein. Ich muss Ihnen sagen: Das müssen Sie nicht. Die Menschen sind schon

AB 2025 S 391 / BO 2025 E 391

erwerbstätig, beide Partner. Sie sind es zu Beginn einer Ehe, in einer Erwerbsphase, ich würde sagen, beide zu beinahe 100 Prozent, und während der Kinderphase in unterschiedlichen Pensen. Das ist nach wie vor die Realität. Sie haben es sogar selber aufgezeigt, Frau Herzog, liebe Kollegin, und in diesem Sinne widersprechen Sie sich auch ein bisschen. Die Menschen sind bereits erwerbstätig, und zwar in sehr hohen Pensen.

Was wir aber nicht wollen, ist, dass man eben genau diese Modelle, und es sind die frei wählbaren Familienmodelle, speziell bestraft, dass man also sagt: Ihr könnt zwar, wenn ihr wollt, in kleinen oder unterschiedlichen Pensen erwerbstätig sein – wünschbar wäre hoch, und wenn ihr das nicht macht, dann bezahlt ihr einfach dafür. Das ist ja das Problem. Wir müssen nicht Leute dazu erziehen, erwerbstätig zu sein. Sie sind es bereits. Eine liberale Lösung ist: kein Eingriff in die freie Wahl des Familienmodells. Beide tragen zur Erwerbsarbeit bei, beide tragen zur Familienarbeit bei, und beide Tätigkeiten sind grundsätzlich gleichwertig. Man kann doch einem Paar nicht vorschreiben, wer wann, wie und wie viel zum gemeinsamen Einkommen beiträgt. Letztlich ist man eine Wirtschaftsgemeinschaft und teilt den gemeinsamen Erwerb steuerlich zu einem bestimmten Faktor. Meistens ist es das Splitting-Modell, das die meisten Kantone anwenden. Deshalb waren sie auch in der Vernehmlassungsphase so kritisch. Dieses Modell ist ein gerechtes Modell. Es ist ein liberales Modell. Es ist ein modernes Modell.

Ich möchte einfach dem Bild widersprechen, dass man da irgendeinem antiquierten Familienbild nachweint. Das Gemeinsame, den gemeinsamen Erwerb zusammengezählt, durch zwei geteilt und so besteuert – das ist gerecht für beide Personen. Deshalb habe ich jetzt nur zwei, drei grundlegende Bemerkungen zum Modell Individualbesteuerung gegenüber der gemeinsamen Besteuerung gemacht. Wenn wir schon so einen gigantischen Umbau des gesamten Steuersystems in der Schweiz wagen, dann müssen diese Überlegungen eben



gemacht werden.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Gestatten Sie mir nur den Hinweis, dass wir die Eintretensdebatte zu dieser Vorlage bereits im März geführt haben! (*Heiterkeit*) Nun sind wir bei Artikel 33b angelangt.

Juillard Charles (M-E, JU): On a en effet un peu l'impression de refaire un débat d'entrée en matière, mais c'est quand même sous-jacent, parce qu'on nous a dit être sur une question de valeur monétaire ou de valeur essentielle. C'est un débat absolument incroyable. Je rappelle que cette réforme, que l'on suive la majorité ou la minorité de la commission sur ce point, a clairement un caractère antifédéraliste, puisque l'on impose aux cantons une façon de faire. Surtout, on crée un monstre administratif, mais cela ne semble intéresser personne, même ceux qui combattent habituellement ce genre de méthode. Que ce soit en suivant la majorité ou la minorité de la commission sur cette question, nous sommes en train d'élaborer une réforme particulièrement antisociale. C'est étonnant qu'une partie de ce Parlement suive et appuie dans cette direction antisociale. Pourquoi antisociale ? Parce que cette réforme profitera, particulièrement et très nettement, davantage aux hauts revenus plutôt qu'aux bas revenus, qui n'ont souvent pas cette même problématique. Je crois qu'il faut bien avoir cela en tête. On chargera les personnes seules, qui, aujourd'hui déjà, sont les personnes qui payent proportionnellement le plus d'impôts.

Concernant la question de la déduction des enfants et sa répartition, un enfant coûte le même "prix" – puisqu'il faut en arriver là, puisque l'on parle de cela – indépendamment de l'aspect émotionnel et de tout ce que l'on peut ressentir par rapport à un enfant. On est dans le mercantilisme, en disant qu'un enfant coûte, et qu'il coûte autant quel que soit le modèle familial choisi. Ne pas vouloir prendre en compte la totalité d'une déduction admise pour un enfant selon le modèle de revenu réalisé dans le couple est particulièrement antisocial. Je crois qu'il faut aller au bout de l'exercice, qui est de suivre la majorité de la commission, parce que si l'on veut vraiment une imposition individuelle, il ne faut pas que la présence des enfants pénalise l'un ou l'autre des modèles familiaux retenus.

C'est la raison pour laquelle je vous invite, pour cet article, à suivre la majorité de la commission.

Herzog Eva (S, BS): Nur ganz kurz zu Frau Binder, weil mir das wichtig ist: Wir haben eine ganz grosse Schnittmenge, die Widersprüche sind sehr klein. Sie haben gesagt, die meisten Frauen und Männer würden bereits arbeiten, was ich vorhin auch gesagt habe. Das haben Sie zitiert, das ist so. Aber der Unterschied ist, es soll sich auch lohnen. Es lohnt sich heute zu wenig, dass beide erwerbstätig sind. Das ist der Punkt der ganzen Arbeit, die wir hier machen, und der Grund für den Systemwechsel. Angesichts der steigenden Erwerbsquote der Frauen lohnt es sich heute zu wenig. Heute werden Einverdienerpaare steuerlich privilegiert, obwohl die Anzahl dieser Paare – Sie haben es gesagt, ich habe es gesagt – sehr viel kleiner, verschwindend klein ist. Das kann doch nicht sein. Die Realität, die Sie beschreiben, ist genau die gleiche, die ich beschreibe, aber es soll sich auch steuerlich lohnen.

Mit den Splitting-Modellen werden Einverdienerfamilien am meisten begünstigt. Darüber werden wir irgendwann auch noch reden. Die Mitte bevorzugt in ihrer Initiative die alternative Steuerberechnung, weil sie auch gemerkt hat, dass Splitting-Modelle nur wenige wirklich begünstigen; das kostet einfach nochmals mehr, weil man alle mitnehmen will. Wir wollen auch alle mitnehmen. Wir sind hier in der Gesetzgebungsarbeit und schon sehr konkret. Wenn wir irgendwann über Ihre Initiative sprechen, die sehr allgemein ist, und uns an die Gesetzgebungsarbeit machen, werden wir die gleichen Diskussionen führen. Deshalb bin ich der Meinung, dass wir das jetzt machen und auch zu einem Abschluss bringen können.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich danke Ihnen für die Debatte. Da soll mal noch einer sagen, Steuervorlagen seien langweilig und trocken! Ich habe das jetzt jeweils nicht so empfunden.

Bei der vorliegenden Frage der pauschal hälftigen Aufteilung möchte ich Sie im Namen des Bundesrates bitten, dem Nationalrat zu folgen. Wir befinden uns ja in der Differenzbereinigung und auch in der Phase der Kompromissfindung. Ich habe schon beim letzten Mal darauf hingewiesen, dass der Bundesrat in der Botschaft gesagt hat, dass die pauschal hälftige Aufteilung auf die Eheleute dazu führen kann, dass die Kinderabzüge ihre Kraft verlieren und ins Leere fallen; das ist nichts Neues. Aber bei dieser Besteuerung, die einfach auch eine gewisse Komplexität aufweist, ist es auch so, dass es sich einfach in eine andere Ecke verlagert, wenn Sie irgendwo am Tischtuch ziehen. Das werden wir auch bei der Vorlage der Mitte sehen. Es hat einfach immer wieder gewisse Auswirkungen.

Ich möchte auch darauf hinweisen, dass die Kantone gerade in der Vernehmlassung darauf hingewiesen haben, dass ein solches Modell der Individualbesteuerung möglichst einfach ausgestaltet werden soll und möglichst wenig Abhängigkeiten zwischen den Steuerelementen der Eheleute entstehen sollen. Vereinfacht gesagt,



kann man bei der Möglichkeit des Übertrags der kinderbezogenen Abzüge kombiniert mit einer geringeren Erhöhung des Kinderabzugs auf 10 700 statt 12 000 Franken, wie sie der Bundesrat vorschlägt, von einer gewissen Umverteilung zugunsten von Paaren mit Kindern sprechen, die den Übertrag machen können. Das betrifft vor allem Ehepaare mit keinem oder geringem Zweiteinkommen. Gleichzeitig ist es aber so – dessen muss man sich auch bewusst sein –, dass vor allem Alleinerziehende, die den Übertrag naturgemäss nicht machen können, hier benachteiligt werden und nicht profitieren können.

Es gibt sicherlich für beide Modelle in guten Treuen gute Gründe. Wir sind aber, wie gesagt, in der Differenzbereinigung. Dem Bundesrat war es ein Anliegen, ein möglichst einfaches Modell zu finden. Deshalb hat er auch die Kinderabzüge erhöht.

Ich möchte Sie bitten, diese Differenz auszuräumen und dem Nationalrat zu folgen.

AB 2025 S 392 / BO 2025 E 392

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7403)

Für den Antrag der Minderheit ... 22 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Mit Stichentscheid des Präsidenten

wird der Antrag der Minderheit angenommen

Avec la voix prépondérante du président

la proposition de la minorité est adoptée

Ziff. 1 Art. 35 Abs. 1 Bst. a, b, 4

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 35 al. 1 let. a, b, 4

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 1 Art. 36

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2bis

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Ettlin Erich, Bischof, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Abs. 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 36

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2bis

Maintenir

Proposition de la minorité

(Ettlin Erich, Bischof, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Al. 2bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 – Al. 1

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Bei dieser Differenz entstand in der Kommission eine sehr angeregte und auch intensive Diskussion. Das zeigt sich auch an der knappen Mehrheit mit Stichentscheid des Präsidenten. Unsere Kommission empfiehlt Ihnen, hier dem Nationalrat zu folgen und diese Differenz damit zu bereinigen.

Wir hatten in unserem Rat eine deutliche Verschärfung der Progression beschlossen. Dieser Tarif soll nach dem Inkrafttreten der Individualbesteuerung für zehn Jahre gelten. Danach würde der Tarif gemäss der Botschaft des Bundesrates gelten. Dieser sah gegenüber heute bei tiefen und mittleren Einkommen eine Absenkung der Steuersätze vor, bei sehr hohen Einkommen eine leichte Erhöhung. Damit war auch dieser Tarif etwas progressiver ausgestaltet als heute. Der vom Nationalrat beschlossene Tarif liegt zwischen demjenigen des Bundesrates und demjenigen des Ständerates. Er ist so ausgestaltet, dass er die Mindereinnahmen gegenüber der Variante Bundesrat reduziert, im Unterschied zum Tarif des Ständerates findet aber keine gezielte Verschärfung der Progression statt. Anders als bei der Variante Ständerat beinhaltet der Beschluss des Nationalrates auch keine Befristung des Tarifs. Letztlich stellt die Fassung des Nationalrates einen gewissen Kompromiss dar. Entsprechend hatte Frau Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter im Nationalrat erklärt, dass sich der Bundesrat in diesem Sinne dem Tarif des Nationalrates anschliessen kann.

Seitens der Verwaltung wurde die Schätzung bezogen auf das Steuerjahr 2025 präzisiert. Gemäss dem bisherigen Beschluss des Ständerates würden die jährlichen Mindereinnahmen 870 Millionen Schweizerfranken betragen, im Fall der nationalrätlichen Fassung 600 Millionen Franken. Mit der ständerätlichen Fassung würden vor allem die höheren Einkommen überproportional belastet. Letztendlich geht es bei dieser Reform nicht darum, zusätzliche Steuerbelastungen einzuführen. Naturgemäss profitieren nicht alle Besteuerten gleichermaßen; dies ist nun einmal systembedingt. Aber letztlich stellt sie für viele eine Steuererleichterung dar.

Ich empfehle Ihnen namens der Mehrheit der Kommission, im Sinne eines Kompromisses dem Nationalrat zu folgen.

Ettlin Erich (M-E, OW): Auch hier trifft das geflügelte Wort einer qualitativ hochstehenden Minderheit zu. Der Antrag dieser Minderheit ist aber auch sympathisch.

Generell haben wir hier wieder so ein Dilemma, aber das ist ja das Gute an unserem System: zwei Kammern, ein Differenzbereinigungsverfahren, dazwischen klärende Kommissionssitzungen. Wenn wir immer schon in der ersten Runde festlegen müssten, was in der letzten Runde im Gesetz stehen wird, wäre die Gesetzgebung ein bisschen starr. Deshalb spricht sich meine Minderheit – sie war teilweise am Anfang noch für den ersten Beschluss des Ständerates mit Steuerausfällen von nur 430 Millionen Franken – jetzt für den Entwurf des Bundesrates aus und möchte Ihnen diesen nahelegen.



Wir haben es gesagt: Der Minderheit gehören viele an, die die Vorlage am Schluss ablehnen. Es könnte aber sein, dass die Vorlage angenommen wird, und dann muss man sich überlegen, wem wir diesen Tarif auferlegen und wer diese Steuern zahlt. Wir möchten den Kollateralschaden gering halten, deshalb haben wir beim Tarif nicht nur auf die Gesamtkosten, sondern auch auf die Auswirkungen bei den einzelnen Steuerzahlenden geachtet.

Der Kommissionssprecher hat es gesagt: Gemäss ursprünglichem Beschluss des Ständerates würden die Steuerausfälle in den ersten zehn Jahren 430 Millionen Franken betragen, danach steigen sie auf 870 Millionen Franken. Die 130 Millionen Franken der Kinderabzüge sind nicht berücksichtigt. In der Fassung des Nationalrates sind es 600 Millionen Franken Steuerausfälle, beim Antrag meiner Minderheit 870 Millionen Franken.

Woher kommt die Differenz von 270 Millionen Franken zwischen dem Beschluss des Nationalrates und dem Entwurf des Bundesrates? Es gibt weniger Ausfälle für den Staat, aber natürlich mehr Zahlungen oder weniger Abfederungen bei den Steuerzahlenden. Diese 270 Millionen Franken bezahlt jemand oder hat keine entsprechende Erleichterung. Wir haben uns in der Kommission erklären lassen, was zwischen der Tarifversion des Bundesrates und der Tarifversion des Nationalrates geschieht. Die Fachleute haben uns gesagt, der Tarif werde gestaucht; es ist also das Gegenteil

AB 2025 S 393 / BO 2025 E 393

einer Streckung, die man bei einer Inflation macht, wenn man die Tarife anhebt. Jede Tarifstufe wird um x Prozent tiefer ausfallen. Man setzt die Tarifstufen also nach unten, und das heisst, dass mehr Leute in eine höhere Tarifstufe kommen.

Diese 270 Millionen Franken entstehen also durch das Stauchen des Tarifs. Mehr Leute haben höhere Tarife, ganz oben aber bleibt es gleich, der Maximalsatz von 11,5 Prozent bleibt gleich. Jemand, der heute schon im Maximum ist, wird nichts merken. Wenn es also heisst, das sei nur für die ganz Reichen, dann muss man sagen: Nein, die werden nichts spüren, die sind schon bei 11,5 Prozent, und bei 11,5 Prozent bleibt es. Das heisst: Mit steigendem Einkommen wird man den Anstieg des Bundestarifs in dieser Progression stark spüren. Und wie gesagt, die ganz oben sind nicht betroffen, der obere Mittelstand wird diese 270 Millionen Franken finanzieren.

Es wurde gesagt: Absolut gesehen, werden Leute mit höheren Einkommen mehr bezahlen, das ist klar. Aber in Prozenten zahlen natürlich viel mehr Leute mehr Steuern, und den Leuten mit mittleren Einkommen tut das natürlich mehr weh als jenen mit hohen Einkommen, die dann halt ein bisschen mehr bezahlen. Also: Ganz oben gibt es keine Veränderung, es bleibt bei 11,5 Prozent, vor allem der Mittelstand wird das bezahlen müssen.

Wir haben das Zahlenbeispiel genannt: Wenn ein reiches Ehepaar je 400 000 Franken verdient, dann profitiert es relativ zum Ganzen. Ein Ehepaar, das 120 000 und 30 000 Franken verdient, wird höher besteuert als ein Ehepaar mit zweimal 75 000 Franken Einkommen. Folgen Sie dem Beschluss des Nationalrates, wird diese Situation verschärft. Klar, Sie schaffen damit weniger Ausfälle für den Staat, aber Sie holen das Geld natürlich bei den Bürgerinnen und Bürgern.

Das ist jetzt sehr viel Tarif-Akrobatik, aber die vertiefte Diskussion in der Kommission hat geholfen, die Konsequenzen besser zu verstehen. Aus diesem Grund hat meine Minderheit am Schluss gesagt: Gut, dann gehen wir zurück zum Tarif des Bundesrates, diese Variante sorgt bei weniger Menschen für eine höhere Steuerrechnung und verletzt weniger.

Ich zitiere hier noch Professorin Monika Bütler, die keine Gegnerin der Individualbesteuerung ist. Sie hat gesagt, mit dem Entwurf des Bundesrates profitierten Doppelverdiener mit hohen Einkommen stark, dagegen würden Familien mit nur einem Einkommen, Alleinerziehende und Geringverdienerpaare stärker belastet.

Das wird mit dem Tarif, wie ihn die Mehrheit möchte, noch stärker der Fall sein, weil man damit ja diesen Tarif staucht. Aus diesem Grund tut sich die Minderheit wirklich schwer, hier auf den Tarif gemäss Nationalrat zu gehen, und empfiehlt Ihnen, am Schluss halt den Tarif gemäss Bundesrat anzunehmen. Der Wechsel zur Individualbesteuerung kostet etwas. Man sollte ausgleichen und hier nicht einzelne Personengruppen zu stark belasten.

Bitte folgen Sie meiner Minderheit.

Burkart Thierry (RL, AG): Vorab möchte ich herzlich gratulieren, und zwar möchte ich der sehr sympathischen Kommissionsminderheit zur wirklich hervorragenden Akrobatik respektive zu ihren Fähigkeiten im Kunstturnen gratulieren. Es handelt sich hier nämlich um einen doppelten Flickflack mit anschliessendem Kopfstand, aber das wirklich mit höchster Eleganz vorgetragen durch Kollege Ettlin.



Wir haben diese Debatte ja bereits im Rahmen der ersten Beratung geführt. Damals wurde von denselben Personen, die jetzt die Minderheit bilden, eigentlich das Gegenteil vertreten. Sie haben sich für eine massive Verschärfung der Progression eingesetzt. Die damals beschlossene ständerätliche Fassung würde dazu führen, dass ein Steuerausfall von 430 Millionen zu verzeichnen wäre, dies im Gegensatz zur bundesrätlichen Vorlage mit einem Ausfall von rund 900 Millionen Schweizerfranken. Und jetzt macht man das Gegenteil. Man steht kopf und sagt, man möchte jetzt doch die Version mit viel mehr Steuerausfällen, und begründet dies mit der entsprechenden steuerlichen Mehrbelastung von einzelnen Kategorien.

Lassen Sie uns das einmal konkret an zwei Beispielen anschauen. Erlauben Sie mir aber vorab vielleicht trotzdem noch die Bemerkung, dass es hier natürlich schon auch um die Frage nach der Verlässlichkeit der ständerätlichen Arbeit geht. Schliesslich haben wir das Gegenteil dessen beschlossen, was der Nationalrat beschlossen hat. Daraufhin ist uns der Nationalrat ein Stück weit entgegengekommen. Und nun sollen wir gemäss dem Antrag der Minderheit wieder auf die ursprüngliche Fassung des Nationalrates zurückgehen? Das ist schon leicht verwirrend.

Wir haben jetzt ein System, das privilegiert; es wurde vorhin bereits angetönt. Es privilegiert die gut verdienenden Einverdienerfamilien. Die sind jetzt privilegiert, das war der Wille des Gesetzgebers, weil dieses System damals dem grundsätzlichen gesellschaftlichen Konstrukt entsprochen hat. Nun geht es darum, keine Privilegien mehr vorzusehen. Das führt aber tatsächlich dazu, dass die eine oder andere Konstellation allenfalls Nachteile erleidet.

Schauen wir das jetzt einmal an. Dazu müssen wir die bundesrätliche Lösung, deren Annahme die Minderheit beantragt, mit der Lösung des Nationalrates vergleichen, die von der Mehrheit zur Annahme beantragt wird. Dort, bei der nationalrätlichen Lösung, ist es so, dass je nach Höhe des Einkommens und nach Anzahl der Kinder bei der Einverdienerfamilie tatsächlich eine Mehrbelastung eintritt. Aber diese beläuft sich beim Mittelstand auf einige wenige hundert Franken. Bei den höheren Einkommen ist es so, dass ausgehend von einem Gesamteinkommen von 150 000 Schweizerfranken für eine Einverdienerfamilie mit zwei Kindern eine Mehrbelastung von 177 Franken anfällt. Bei einer Einverdienerfamilie mit einem Gesamteinkommen von 250 000 Franken und ebenfalls zwei Kindern beläuft sich die Mehrbelastung auf 342 Franken pro Jahr.

Da frage ich, Herr Kollege Ettlin: Ist das wirklich ein Kollateralschaden? Ist das ein Kollateralschaden, der rechtfertigt, dass Mindereinnahmen zulasten des Bundeshaushalts von 300 Millionen resultieren dürfen? Sind diese geringen Mehrbelastungen selbst im hohen Einkommenssegment wirklich Grundlage genug, um Mindereinnahmen von 300 Millionen Schweizerfranken zu begründen?

Ich möchte zudem noch mit einem Missverständnis aufräumen. Es ist nämlich so, dass bei einer Einkommensaufteilung von 70 zu 30 – was bedeutet, dass ein Teil des Paares 70 Prozent des Einkommens beisteuert und der andere 30 Prozent – in Haushalten mit null bis vier Kindern praktisch keine Fälle auftreten, bei denen gemäss dem Modell des Nationalrates, also dem Modell der Kommissionsmehrheit, Mehrkosten im Vergleich zu heute auftreten würden. Von 250 Konstellationen resultieren gerade einmal in 12 Fällen Mehrbelastungen, und dies im Umfang von 30 bis 150 Franken. Das heisst im Umkehrschluss, dass die Paare in dieser Konstellation, die mittlerweile ja die deutliche Mehrheit in unserer Gesellschaft ausmachen, mehrere tausend Franken weniger an Steuern bezahlen müssen. Das ist die Realität, der wir uns stellen müssen.

Daher empfehle ich, dass wir uns, statt Akrobatik zu betreiben, lieber einem geradlinigen Laufsport zuwenden, hier einen Kompromiss zwischen den Beschlüssen des Ständerates und des Nationalrates schliessen und die Vorlage so ins Ziel bringen.

Herzog Eva (S, BS): Ich kann zum Votum von Herrn Burkart nur noch wenig ergänzen. Ich muss jetzt nicht mehr über die Akrobatik der sympathischen Minderheit sprechen. Ich möchte nur noch andere Zahlen ergänzen, nämlich zur Frage, wer, im Ganzen gesehen, gewinnt und wer verliert. Das ist schon auch noch wichtig.

Also, bei der Variante des Nationalrates, die Ausfälle von 600 Millionen Franken mit sich bringt, werden 50 Prozent der Leute entlastet, 36 Prozent sind gar nicht betroffen, und lediglich 14 Prozent erfahren eine leichte Mehrbelastung. Dass diese Belastung bei oberen Einkommen in Geld ausgedrückt höher ist, weil sie mehr verdienen, ist ja klar, aber bei der ganzen Vorlage, bei Entlastung und Belastung, muss man sich auch die Prozentzahlen zur Mehrbelastung oder Minderbelastung anschauen. Das ist entscheidend. Gegenüber dem Entwurf des Bundesrates ist der Unterschied eben nicht riesig. Dort sind es 52 Prozent, die entlastet werden, 35

AB 2025 S 394 / BO 2025 E 394

Prozent, die nicht betroffen sind, und 13 Prozent, die leicht mehr belastet werden.





Ich denke, wir können hier guten Mutes diesem Kompromiss des Nationalrates zustimmen, und ich möchte noch etwas ergänzen. Da werden Sie wieder sagen: Ja, kein Mensch weiss das, an diese Beschäftigungseffekte glauben wir sowieso nicht. Aber die Zahlen sind schon noch interessant. Es gibt Studien, die sagen 40 000 bis 60 000 Vollzeitäquivalente an Beschäftigungseffekten voraus. Es gibt auch tiefere Schätzungen. Die Steuerverwaltung hat einfach eine Schätzung gemacht, gemäss der es je nach Szenario 50 bis 480 Millionen Franken zusätzliche Steuereinnahmen geben würde, wenn man von 44 000 zusätzlichen Vollzeitäquivalenten ausgeht. Man gibt ehrlicherweise eine Spannbreite an. Was man aber bei diesen Vollzeitäquivalenten, bei dieser Summe auch sagen kann: Es wären 44 Millionen Franken zusätzliche Einnahmen für die Sozialversicherungen. Also es ist schon nicht vernachlässigbar; dies einfach noch als Ergänzung, weil die Zahlen bis heute noch nicht genannt wurden. Diese Arbeitsanreize sind nicht einfach nur Arbeitsanreize, sondern sie helfen auf Dauer auch dem Bundeshaushalt und den Sozialversicherungen.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ich möchte Sie bitten, sich dem Kompromiss des Nationalrates anzuschliessen. Herr Ständerat Wicki hat als Präsident der WAK schon darauf hingewiesen: Ich habe mich im Nationalrat im Namen des Bundesrates bereit erklärt, auf die Linie des Nationalrates einzuschwenken.

Der Tarif ist in der Version des Nationalrates so ausgestaltet, dass er die geschätzten Mindereinnahmen der Reformen gegenüber der Variante des Bundesrates reduziert. Zugleich hat der Nationalrat aber auf eine verstärkte Verschärfung der Progression verzichtet. Mit der ursprünglichen Variante des Ständerates würde dann schon eine starke Progression eintreten. Die Reduktion der Mindereinnahmen um 250 Millionen Franken gegenüber der Variante Bundesrat geht darum grundsätzlich zulasten aller Steuerpflichtigen. Es ist also nicht einfach eine Verschärfung der Progression. Der Tarif, wie er in Ihrem Rat beschlossen wurde, würde die bestehende Progression hingegen deutlich verschärfen, zumindest für die ersten zehn Jahre nach dem Inkrafttreten der Individualbesteuerung. Das kann man natürlich wollen, aber ich möchte auch noch einmal daran erinnern, dass die direkte Bundessteuer bereits heute ausserordentlich stark progressiv ausgestaltet ist und dass die 10 Prozent der Steuerpflichtigen mit den höchsten Einkommen 80 Prozent der Einnahmen der direkten Bundessteuer berappen. Eine nochmalige Verschärfung der Progression würde darum die Leistungsanreize der Einkommensstärksten zusätzlich schwächen. Frau Ständerätin Herzog hat es gesagt, die Entlastung wäre etwas geringer als beim bundesrätlichen Modell, aber es wären immer noch 50 Prozent der Steuerpflichtigen, die mit dem Modell des Nationalrates entlastet würden.

Ich bitte Sie auch hier, im Sinne der Differenzbereinigung dem Nationalrat zu folgen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7404)

Für den Antrag der Mehrheit ... 22 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Mit Stichentscheid des Präsidenten

wird der Antrag der Mehrheit angenommen

Avec la voix prépondérante du président

la proposition de la majorité est adoptée

Abs. 2bis – Al. 2bis

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 1 Art. 110

Antrag der Kommission

Abs. 2

Festhalten

Abs. 3

Die Steuerbehörden erteilen der steuerpflichtigen Person auf schriftliche und begründete Anfrage hin kostenlos die Auskünfte, die für die Zuweisung der kinderbezogenen Abzüge erforderlich sind.

Antrag Herzog Eva

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Ch. 1 art. 110

Proposition de la commission

Al. 2

Maintenir

Al. 3

Les autorités fiscales fournissent gratuitement au contribuable, sur demande écrite et motivée, les renseignements nécessaires à l'attribution des déductions liées aux enfants.

Proposition Herzog Eva

Adhérer à la décision du Conseil national

Herzog Eva (S, BS): Ich habe vorhin, bei der Diskussion zu Artikel 33b et al., wo es um die Übertragung der Kinderabzüge ging, schon ausgeführt, was es mit diesem Einzelantrag auf sich hat. Wenn Sie dort der Mehrheit zugestimmt hätten, dann hätte dieses Einsichtsrecht drinbleiben müssen. Sie haben sich aber für die Minderheit entschieden, deshalb ist es folgerichtig, dass wir diesen Artikel hier wieder streichen. Dieser war ursprünglich nicht enthalten und ist mit dem Antrag auf Übertragung der Kinderabzüge reingekommen. Jetzt ist er nicht mehr notwendig.

Ich bitte Sie, nun folgerichtig für Streichen zu stimmen.

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Sie haben die Begründung zum Einzelantrag Herzog Eva gehört. Ich denke, nach der Abstimmung zu Artikel 33b macht es jetzt durchaus Sinn, dass wir auch hier ihren Antrag unterstützen. Ich kann ja nicht für die Kommission sprechen. Die Kommission hat grundsätzlich Festhalten beschlossen. Als Kommissionspräsident und als Sprecher zu dieser Vorlage für eine Individualbesteuerung muss ich Ihnen einfach sagen: Sie müssen sich bewusst sein, diese Bestimmung hat einen Zusammenhang mit dem Entscheid, den wir vorhin bei den Kinderabzügen getroffen haben. Dort hat die gut besetzte Minderheit gewonnen, und jetzt muss sich halt die noch besser besetzte Mehrheit hier vielleicht auch beugen und sagen: Okay, wir machen das so, weil es eben richtig ist und weil die Bestimmung sonst nichts bringt.

Ich bitte Sie, ohne die Kommission konsultiert zu haben, hier dem Einzelantrag Herzog Eva zuzustimmen.

Würth Benedikt (M-E, SG): Frau Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter sagte vorhin, dass die Kantone in ihren Stellungnahmen darlegten, dass sie möglichst wenige Abhängigkeiten zwischen den Dossiers der Steuerpflichtigen wollen. Mit dem Beschluss zu den Einkommens- und Abzugsübertragungen betreffend die Kinder wurde vorhin eine Abhängigkeit reduziert, das stimmt, das ist klar. Aber es gibt natürlich weitere Abhängigkeiten. Sie können es drehen und wenden, wie Sie wollen, Frau Kollegin Herzog, Sie zitierten vorhin auch Bundesgerichtsentscheide, aber das Bundesgericht hat bis heute stets festgehalten, dass die Ehe eine wirtschaftliche Einheit sei. Sonst müsste man das Eherecht ändern, das Güterrecht ändern. Aber Eheleute können nun mal gemeinschaftliches Eigentum haben, sie haben auch andere gemeinsame Positionen, nicht nur die Kinder. Darum ist es meines Erachtens klar, dass es weiterhin Fälle geben kann, wo die beiden Steuere dossiers Verkoppelungen, Abhängigkeiten haben. Für alle diese Fälle haben wir in der letzten Runde diese Bestimmungen eingefügt.

Ich bin der Meinung, dass man in der Kommission jetzt, nach dem Entscheid zu Artikel 33b, nochmals die Situation anschauen sollte. Mit Ihrem Einzelantrag beantragen Sie aber nicht nur die Änderung von Artikel 110, sondern generell von allen Bestimmungen, die wir letztes Mal eingeführt hatten; so

AB 2025 S 395 / BO 2025 E 395

lese ich das "gilt auch für die Bestimmungen in der Klammer". Sie fordern jetzt also eigentlich eine Rückwärtsbewegung, aber das wird die Vorlage schlecht für den Vollzug machen. Ich glaube, bei diesem komplexen Vorhaben müssen wir wirklich auch an den Vollzug denken, an die Leute, die das schlussendlich veranlagten müssen. Und es ist halt so, dass man fiskalisch trennt, was wirtschaftlich, ehe- und güterrechtlich zusammen ist. Dieses Auftrennen führt zu Abgrenzungsfragen, dieses Auftrennen führt zu Abhängigkeiten, die man nicht vollständig eliminieren kann. Und für alle diese Fälle braucht es im Vollzug diese Verfahrensbestimmungen.

Ich bitte Sie, hier dem Antrag der Kommission zu folgen, obwohl wir bei Artikel 33b der Minderheit Herzog Eva folgten. In der Kommission soll das Ganze noch im Detail angeschaut werden. Wenn Sie dem Einzelantrag Herzog Eva zustimmen, dann schaffen Sie – davon bin ich felsenfest überzeugt – massive Probleme für den Vollzug, und das kann es ja nicht sein. Gut, in dieser Vorlage gibt es schon viele Probleme, man könnte auch sagen, ein paar mehr oder weniger spielen keine Rolle mehr, aber ich appelliere hier an Ihre Vernunft und bitte Sie, der Kommission zu folgen.





Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Ich erlaube mir noch eine kleine Replik. Grundsätzlich müssen wir uns bewusst sein: Wenn wir dem Einzelantrag Herzog Eva zustimmen, folgen wir dem Nationalrat, der an seinem Beschluss festhalten will und damit dem Bundesrat folgt, also gemäss geltendem Gesetz. Das ist es eigentlich. Dort steht: "Eine Auskunft ist zulässig, soweit hierfür eine gesetzliche Grundlage im Bundesrecht gegeben ist." Punkt, amen, aus. Somit müssen all die Fragen, die Kollege Würth jetzt aufgeworfen hat – zu gemeinschaftlichem Eigentum und was weiss ich, was alles noch gemacht wird –, heute schon geregelt und morgen wieder geregelt werden. Also schaffen wir hier keine unglaubliche Differenz bzw. ein Chaos. Man kann es schon als Chaos sehen, aber die Chaostheorie sagt ja auch, dass es dann schon gut kommt. Daher muss ich Ihnen sagen: Sie können dem Einzelantrag Herzog Eva ungeniert zustimmen.

Salzmann Werner (V, BE): Jetzt muss ich doch noch etwas sagen. Sie führen mit der Individualbesteuerung eine steuerrechtliche Gütertrennung ein: Eherechtlich sind sie zusammen, aber steuerrechtlich getrennt. Sie nehmen die Vermögensbestandteile auseinander; das müssen Sie am ersten Tag dieser Teilung tun. Wegen dieser Trennung muss im Recht geregelt sein, dass Einsicht gewährt wird, weil die Zusammenhänge sonst nicht eruiert werden können.

Wird zum Beispiel ein Landwirtschaftsbetrieb von Frau und Mann zusammen geführt, müssen sie, wenn sie ihn weiterführen wollen, eine Steuererklärung für sogenannte virtuelle Steuersubjekte haben, ein Miteigentum, eine einfache Gesellschaft oder was es auch immer ist. In dieser wird das Einkommen aufgeteilt. Für Vermögensabgrenzungen müssen sie Einsichtsrecht in die jeweils andere Steuererklärung haben. Das hat nichts mit den Kinderabzügen zu tun. Deswegen ist es wichtig, dass das Einsichtsrecht drinbleibt. Herr Würth hat das genau richtig erklärt.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Ganz kurz: Der Einzelantrag Würth wurde damals angenommen, weil man gleichzeitig auch den Übertrag der kinderbezogenen Abzüge beschloss. Im Nationalrat war es eigentlich klar, dass mit dem Wegfall des Übertrags der kinderbezogenen Abzüge die Verfahrenskoordination in dieser Art und Weise nicht mehr nötig ist; das war auch die Auskunft der Steuerverwaltung. Ich bitte Sie, hier dem Nationalrat zu folgen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7405)

Für den Antrag Herzog Eva ... 22 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Mit Stichentscheid des Präsidenten

wird der Antrag Herzog Eva angenommen

Avec la voix prépondérante du président

la proposition Herzog Eva est adoptée

Ziff. 1 Art. 114 Abs. 1

Antrag der Kommission

Festhalten

Antrag Herzog Eva

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 114 al. 1

Proposition de la commission

Maintenir

Proposition Herzog Eva

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva



Ziff. 1 Art. 132a; 140a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Herzog Eva

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 132a ; 140a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Herzog Eva

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

Ziff. 1 Art. 147

Antrag der Kommission

Abs. 1 Einleitung

... der steuerpflichtigen Person revidiert werden:

Abs. 1 Bst. d

d. wenn sich das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils nachträglich so vermindert hat, dass der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach den Artikeln 33b, 35 Absatz 4 und 36 Absatz 2bis bei der steuerpflichtigen Person zu erhöhen ist.

Abs. 2

... machen können. Ausgenommen sind die Fälle nach Absatz 1 Buchstabe d.

Antrag Herzog Eva

Abs. 1 Einleitung, Bst. d, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 147

Proposition de la commission

Al. 1 introduction

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1 let. d

d. lorsque le revenu imposable de l'autre parent a diminué ultérieurement de telle sorte que le transfert au contribuable des déductions liées aux enfants visées aux articles 33b, 35 alinéa 4 et 36 alinéa 2bis doit être augmenté.

Al. 2

... de lui. Le cas mentionné à l'alinéa 1 lettre d fait exception.

Proposition Herzog Eva

Al. 1 introduction, let. d, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

AB 2025 S 396 / BO 2025 E 396

Ziff. 1 Art. 151 Abs. 3

Antrag der Kommission

Erhöht sich nach der rechtskräftigen Veranlagung der steuerpflichtigen Person das steuerbare Einkommen





des anderen Elternteils, so wird der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach den Artikeln 33b, 35 Absatz 4 und 36 Absatz 2bis bei ihr vermindert und die nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert. Absatz 2 ist nicht anwendbar.

Antrag Herzog Eva
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1 art. 151 al. 3

Proposition de la commission

Lorsque le revenu imposable de l'autre parent augmente après l'entrée en force d'une taxation dont a fait l'objet le contribuable, le transfert des déductions liées aux enfants visées aux articles 33b, 35 alinéa 4 et 36 alinéa 2bis dont le contribuable a bénéficié est réduit et l'impôt non perçu est réclamé à titre de rappel d'impôt. L'alinéa 2 n'est pas applicable.

Proposition Herzog Eva
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva
Adopté selon la proposition Herzog Eva

Ziff. 1 Art. 205g Abs. 3

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit
(Ettlin Erich, Bischof, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 1 art. 205g al. 3

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité
(Ettlin Erich, Bischof, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 9a

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit
(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 9a

Proposition de la majorité
Maintenir



Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Burkart, Caroni, Moser, Sommaruga Carlo, Wicki)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 2 Art. 39

Antrag der Kommission

Abs. 1

Festhalten

Abs. 1bis

Die Steuerbehörden erteilen der steuerpflichtigen Person auf schriftliche und begründete Anfrage hin kostenlos die Auskünfte, die für die Zuweisung der kinderbezogenen Abzüge erforderlich sind.

Antrag Herzog Eva

Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 39

Proposition de la commission

Al. 1

Maintenir

Al. 1bis

Les autorités fiscales fournissent gratuitement au contribuable, sur demande écrite et motivée, les renseignements nécessaires à l'attribution des déductions liées aux enfants.

Proposition Herzog Eva

Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

Ziff. 2 Art. 48 Abs. 1; 50 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Herzog Eva

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 48 al. 1 ; 50 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Herzog Eva

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

Ziff. 2 Art. 51

Antrag der Kommission

Abs. 1 Einleitung

... der steuerpflichtigen Person revidiert werden:



Abs. 1 Bst. d

d. wenn sich das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils nachträglich so vermindert, dass der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben g, h und hbis bei der steuerpflichtigen Person zu erhöhen ist.

Abs. 2

... machen können. Ausgenommen sind die Fälle nach Absatz 1 Buchstabe d.

Antrag Herzog Eva

Abs. 1 Bst. d, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 51

Proposition de la commission

Al. 1 introduction

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1 let. d

d. lorsque le revenu imposable de l'autre parent a diminué ultérieurement de telle sorte que le transfert au contribuable des déductions liées aux enfants visées à l'article 9 alinéa 2 lettres g, h et hbis doit être augmenté.

Al. 2

... de lui. Le cas mentionné à l'alinéa 1 lettre d fait exception.

AB 2025 S 397 / BO 2025 E 397

Proposition Herzog Eva

Al. 1 let. d, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

Ziff. 2 Art. 53

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 1bis

Erhöht sich nach der rechtskräftigen Veranlagung der steuerpflichtigen Person das steuerbare Einkommen des anderen Elternteils, wird der Übertrag der kinderbezogenen Abzüge nach Artikel 9 Absatz 2 Buchstaben g, h und hbis bei ihr vermindert und die nicht erhobene Steuer als Nachsteuer eingefordert.

Antrag Herzog Eva

Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 53

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 1bis

Lorsque le revenu imposable de l'autre parent augmente après l'entrée en force d'une taxation dont a fait l'objet le contribuable, le transfert des déductions liées aux enfants visées aux articles 9 alinéa 2 lettres g, h et hbis, dont le contribuable a bénéficié est réduit, et l'impôt non perçu est réclamé à titre de rappel d'impôt.



Proposition Herzog Eva

Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag Herzog Eva

Adopté selon la proposition Herzog Eva

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)"

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)"

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Wir führen eine allgemeine Diskussion. Gestatten Sie mir noch einmal den Hinweis, dass wir die Eintretensdebatte zu einem sehr verwandten Thema, nämlich dem indirekten Gegenentwurf, bereits im März und heute quasi noch einmal geführt haben!

Wicki Hans (RL, NW), für die Kommission: Wir haben auch noch die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" der FDP-Frauen, kurz Steuergerechtigkeits-Initiative, zu beraten. Die Kommission hat dies gemacht und bittet Sie mit 7 zu 6 Stimmen, diese Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Seit das Bundesgericht 1984 festgestellt hat, dass die Heiratsstrafe nicht verfassungsmässig ist, gab es zahlreiche Versuche zur Lösung dieses Problems. Die Tatsache, dass dies bereits seit über vierzig Jahren andauert, zeigt auch, dass es sich nicht um ein vorübergehendes Problem handelt, sondern um eine tief verankerte Herausforderung im Schweizer Steuersystem.

Nach vielen parlamentarischen Versuchen wurde im September 2022 die vorliegende Initiative mit 112 218 gültigen Unterschriften eingereicht. Die Kernforderung derselben ist: vollständige Umstellung auf die Individualbesteuerung für alle erwachsenen Personen, unabhängig von ihrem Zivilstand, sei es ledig, verheiratet, in eingetragener Partnerschaft oder im Konkubinat. Jede erwachsene Person soll künftig ihre eigene Steuererklärung ausfüllen.

Der Nationalrat hat die Volksinitiative am 16. und 25. September 2024 sowie am 7. Mai 2025 beraten. Mit 98 zu 96 Stimmen bei 0 Enthaltungen empfiehlt er die Initiative zur Annahme. Die Frist für die Behandlung der Volksinitiative wurde um ein Jahr bis zum 8. März 2026 verlängert, da die Räte einen Gegenvorschlag ausarbeiten.

Aus Sicht der Mehrheit unserer Kommission gibt es verschiedene Punkte, die für die Annahme der Initiative sprechen. So wirkt sich die Heiratsstrafe des derzeitigen Systems überproportional auf Frauen aus. Die Initiative ermutigt Frauen zur Erwerbsbeteiligung oder zur Erhöhung ihres Arbeitspensums. Die Individualbesteuerung würde die negativen finanziellen Anreize beseitigen. Damit hätten die Frauen die Freiheit, selbst zu entscheiden, wie viel sie arbeiten möchten, ohne dafür vom Staat bestraft zu werden. Dies würde zu grösserer finanzieller Unabhängigkeit und einer verbesserten Altersvorsorge führen. Zudem können damit steuerliche Fehlanreize, die zu Karriereunterbrechungen führen, reduziert werden. Damit würde die Individualbesteuerung dazu beitragen, dass mehr Frauen Führungspositionen einnehmen. Entsprechend ist die Individualbesteuerung ein wirksames Mittel zur Mobilisierung des Arbeitskräftepotenzials. Die Schätzungen liegen bei immerhin 40 000 bis 60 000 Vollzeitäquivalenten.

Zugleich stellt die Initiative eine Aktualisierung des Steuersystems entsprechend der gelebten Realität dar. Als während des Zweiten Weltkriegs die Wehrsteuer, das heisst die heutige direkte Bundessteuer, geschaffen wurde, stand eine klare Rollenteilung im Fokus: Die Frau führt den Haushalt und erzieht die Kinder, für das Einkommen ist der Mann zuständig, der gemäss damaligem ZGB als "Haupt der Gemeinschaft" betitelt wurde. Heute haben sich die Verhältnisse markant geändert. Gerade noch 2,2 Prozent aller Haushalte sind Einverdienerfamilien mit verheirateten Eltern und Kindern. Diese Familien erleiden mit der Individualbesteuerung keine Nachteile. Ihr Familienmodell als solches wird nicht angetastet, aber für andere Modelle gibt es eine Erleichterung.



Was den angeblichen administrativen Mehraufwand betrifft, so ist diesbezüglich zu differenzieren. Wenn eine Person in die Steuerpflicht kommt, ist sie im Normalfall nicht verheiratet. Erst nach der Heirat werden die einzelnen Veranlagungen zusammengeführt, um sie etwa im Fall der Trennung oder der Scheidung wieder auseinanderzunehmen. Mit der Individualbesteuerung entfällt in Zukunft gerade dieser behördliche Aufwand. Langfristig stellt sich also diesbezüglich eher eine Entlastung ein.

Was die aktuelle Veranlagung von Ehepaaren betrifft, mag es im ersten Moment einen Mehraufwand geben. Durch den parallel laufenden Ausbau der Digitalisierung in den Kantonen kann aber der Automatisierungsprozess bei der Veranlagung markant erhöht werden. Da die Steuerpflichtigen ihre Steuererklärungen zudem ohnehin grossmehrheitlich digital ausfüllen, braucht es letztendlich nur eine Anpassung der Software. Das Schreckensszenario von 1000 zusätzlichen Vollzeitstellen in den Steuerverwaltungen ist also unwahrscheinlich. Nach einem Initialaufwand sollte das System automatisiert funktionieren. Immerhin fallen die Sonderbestimmungen für Ehepaare weg, wodurch sich das System zusätzlich vereinfacht. Mit diesen qualitativen Vorteilen dürfte die rein quantitative Zunahme der Veranlagungen ausgeglichen werden.

Zusammenfassend kann also festgehalten werden: Die Initiative fördert die individuelle Freiheit und die Eigenverantwortung. Die Individualbesteuerung ist eine zukunftsweisende Reform, die das Schweizer Steuersystem an die Realität einer modernen, vielfältigen Gesellschaft anpasst und es international wettbewerbsfähiger macht.

AB 2025 S 398 / BO 2025 E 398

Natürlich müsste die Initiative nach einer allfälligen Annahme noch im Gesetz konkretisiert werden, doch würde sie einen wichtigen Richtungsentscheid darstellen. Unabhängig davon, ob der Gegenvorschlag letztendlich durchkommt oder nicht, empfehle ich Ihnen deshalb namens der Mehrheit unserer Kommission, dem Nationalrat zu folgen und die Initiative ebenfalls zur Annahme zu empfehlen.

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Bischof, Ettlin Erich, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Bischof, Ettlin Erich, Friedli Esther, Germann, Regazzi, Rieder)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Bischof Pirmin (M-E, SO): Ich beantrage Ihnen namens der Minderheit, die Volksinitiative abzulehnen. Ein Stück weit ist das heute ein historischer Tag. Wir entscheiden heute mit diesen beiden Vorlagen, mit dem Gegenvorschlag und der Initiative, über die mit Abstand grösste Steuerreform der Schweiz seit dem Zweiten Weltkrieg. Es ist eine eigentliche Steuerrevolution, die wir heute beschlossen haben und jetzt mit der Volksinitiative beschliessen. Es ist eine Revolution, die die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft im Steuerrecht zerschlägt,



die mit guten Gründen die Individualisierung einführt, für oder gegen die man sein kann, und es ist eine Reform – wir haben es vorhin sogar von Kollege Schmid gehört –, die einen groben Konstruktionsfehler hat, mindestens einen; wie der Volksmund sagt: Meister, das Werk ist fertig, beginnen wir gleich zu flicken.

Ich möchte nur noch zwei Konsequenzen dieser Initiative und des Gegenvorschlags erwähnen, da wir heute daran sind, das zu beschliessen. Das eine ist: Was will denn die Individualbesteuerung? Sie erreicht eine Individualisierung der Doppelverdienerinnen und -verdiener, die damit massiv begünstigt werden. Man kann sagen, dass ihnen das zu gönnen ist. Beispiele wurden auch in der Presse genannt: Wenn ein Ehepaar über 400 000 Franken verdient – er verdient 210 000, sie verdient 180 000 Franken –, zahlen sie heute etwa 30 000 Franken Bundessteuern; neu werden es weniger als 20 000 Franken sein. Das ist ihnen zu gönnen, und es ist ihnen auch zu gönnen, dass sie dann einen Beschäftigungseffekt haben werden. Die beiden werden sich nämlich überlegen müssen, ob sie noch gleich viel wie bisher arbeiten wollen; wahrscheinlich würden sie ihr Pensum reduzieren.

Aber wir führen hier eine Debatte – so hatte ich vorhin den Eindruck – über eine Einkommenskategorie, die nicht einmal 5 Prozent der Bevölkerung ausmacht. Sprechen wir doch einmal über die normale Bevölkerung. Hier haben die Initiative und der Gegenvorschlag ganz bewusst und willentlich einen massiven Effekt. Es wird neu eine Hauptverdiener- und Hauptverdienerinnenstrafe eingeführt, die es bisher in der Schweiz nicht gab. Diese wird neu eingeführt, es wird das Gesellschaftsmodell, bei dem einer der beiden Partner mehr verdient, und zwar deutlich mehr, deutlich bestraft. Das andere Modell, das man auch wählen kann, bei dem beide ungefähr gleich viel verdienen, wird deutlich begünstigt.

Sie haben die Zahlen gesehen. Das Bundesamt für Statistik und die Steuerverwaltung haben das berechnet. Nehmen Sie nicht ein Ehepaar mit 400 000 oder 500 000 Franken Einkommen, nehmen Sie ein verheiratetes Paar mit 120 000 Franken steuerbarem Einkommen, also Mittelstand, vielleicht sogar recht guter Mittelstand, zwei Kinder. Wie wirkt sich das aus? Bisher bezahlte dieses Ehepaar etwa 3000 Franken Bundessteuern, grob 3000, und zwar unabhängig davon, ob sie einen Hauptverdiener haben oder ob sie gleich viel verdienen. Zusammen zahlt dieses Paar 3000 Franken. Wie sieht dies jetzt mit der Reform aus? Was meinen Sie? Das Ehepaar mit diesen 120 000 Franken, bei dem beide gleich viel verdienen, zahlt künftig nur noch 1000 Franken – eine Steuerreduktion um zwei Drittel. Das Ehepaar, das einen Hauptverdiener hat, ebenfalls 120 000 Franken verdient, am gleichen Ort wohnhaft ist und auch zwei Kinder hat, zahlt künftig 5000 Franken – eine Steuererhöhung von über 60 Prozent. Also die einen, die Doppelverdiener, bezahlen zusammen 1000 Franken und die anderen, das Hauptverdiener-Ehepaar, 5000 Franken.

Das ist die neue Gerechtigkeit, die erschaffen wird, und zusätzlich werden auch die Alleinstehenden noch höher taxiert. Und das ist erst die direkte Bundessteuer; das ist erst die direkte Bundessteuer! Denn das wirklich Originelle an dieser Initiative, über die wir jetzt abstimmen, ist ja, dass alle Kantone und Gemeinden gezwungen werden, ebenfalls dieses neue Modell einzuführen. Das heisst, wenn wir jetzt den Unterschied anschauen, den ich vorhin erwähnt habe, dann muss man die neuen Elemente, die Steuererhöhungen, die in den Kantonen und Gemeinden kommen werden, noch dazuzählen, damit Sie die Konsequenzen wirklich haben. Neu soll der Steuervogt bestimmen können, welches wirtschaftliche Modell ein Ehepaar mit Kindern wählen soll. Wollen wir das wirklich? Natürlich wird es nicht befohlen, aber ich habe Ihnen gesagt, was für steuerliche Konsequenzen das hat, wenn man künftig das Allein- oder Hauptverdienermodell wählt – das ist der eine Punkt.

Der zweite Punkt ist der folgende: Das Bundesgericht hat 1984 entschieden, dass der Bund und die Kantone die Heiratsstrafe zu beseitigen haben. Das ist inzwischen mehr als vierzig Jahre her. Der Bund hat das nicht gemacht, deshalb sitzen wir heute hier und versuchen, die Heiratsstrafe zu beseitigen. Aber alle 26 Kantone haben die Heiratsstrafe beseitigt – alle haben sie beseitigt! Und jetzt kommen wir hier als Bundesgesetzgeber und wollen allen Kantonen aufzwingen, dass sie ihr Steuermodell, das das Problem gelöst hat, auf den Kopf stellen müssen, dass sie das ganze Steuersystem auf den Kopf stellen müssen! Sie haben keine Möglichkeit, dem auszuweichen. Die Initiative, über die wir jetzt abstimmen, geht merkwürdigerweise nicht davon aus, dass man dort, wo das Problem besteht, nämlich beim Bund, das Problem behebt, sondern dass man 26 Kantone zwingt, etwas zu tun, was überhaupt nicht nötig ist. 21 Kantone waren in der Vernehmlassung gegen die Umstellung auf die Individualbesteuerung.

Vorhin ist mehrfach der Beschäftigungseffekt erwähnt worden. Die Kantone sagen uns, dass es insgesamt mehr als 1000 neue Steuerbeamte braucht, um die 1,7 Millionen zusätzlichen Steuererklärungen zu verarbeiten. Wenn die Befürworter sagen, das mache man künftig alles elektronisch und digital, dann leben sie in einer Welt, die nicht die heutige Steuerwelt ist. Die Steuererklärungen müssen in der Regel individuell angeschaut werden, das heisst, der Aufwand ist riesig. In meinem kleinen Kanton hat der Finanzdirektor – er gehört nicht einer Partei meiner Seite an – berechnet, dass wir 22 neue Steuerbeamte brauchen, allein wegen der



Umstellung auf die Individualbesteuerung.

Wir sind jetzt daran, eine Initiative anzunehmen, die eine Steuerrevolution will, die eine Hauptverdienerinnen- und -verdienerstrafe einführen will und die ein riesiges

AB 2025 S 399 / BO 2025 E 399

Bürokratiemonster für die Kantone schafft, das überhaupt nicht nötig wäre.

Die Minderheit beantragt Ihnen, diese Initiative abzulehnen.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Der Bundesrat ist mit der Zielsetzung der Volksinitiative an sich einverstanden. Er beantragt Ihnen aber trotzdem, die Steuergerechtigkeits-Initiative abzulehnen.

Aus Sicht des Bundesrates braucht es keine Verfassungsbestimmung, um eine Individualbesteuerung einzuführen; das haben Sie eben gerade bewiesen, indem Sie einen indirekten Gegenvorschlag verabschiedet haben. Mit dieser Initiative würde erst ein Richtungsentscheid gefällt. Würde sie durch das Volk angenommen, wäre erst ein Richtungsentscheid gefällt. Der Bundesrat lehnt die Initiative daher ab.

Sie haben ja jetzt gerade einen indirekten Gegenvorschlag beschlossen und damit auch gezeigt, dass das Ziel der Initiative mit einem indirekten Gegenvorschlag schneller erreicht werden kann. Sie haben auch noch eher den Handlungsspielraum für schnelle und spätere Gesetzesänderungen erhalten, die nötig sein können.

Ich empfehle Ihnen daher im Namen des Bundesrates, Volk und Ständen die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7406)

Für den Antrag der Mehrheit ... 22 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 22 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Mit Stichentscheid des Präsidenten

wird der Antrag der Mehrheit angenommen

Avec la voix prépondérante du président

la proposition de la majorité est adoptée

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Fraktionen wünschen das Wort für eine Erklärung.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Gemeinsam mit SVP, EVP und EDU sowie dem Bauernverband werden wir das Referendum gegen den indirekten Gegenvorschlag zur Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" ergreifen, sollte dieser heute hier eine Mehrheit finden. Die Beteiligung an einem Referendum ist ein selten rarer Vorgang für die Mitte. Was wir wollen, ist eine Abschaffung der Heiratsstrafe, vor allem aber mehr Fairness bei den Steuern und nicht neue Ungerechtigkeit. Was die Mehrheit aber hier und heute verabschieden will, ist nichts von alledem. Sie schaffen heute nicht die Heiratsstrafe ab, Sie beseitigen heute nicht die steuerliche Benachteiligung der verheirateten Personen, vor allem aber sorgen Sie nicht für mehr Fairness.

Der indirekte Gegenvorschlag zur Steuergerechtigkeits-Initiative ist nicht nur ein teures Bürokratiemonster, viel schlimmer: Er schafft, wie bereits erwähnt, neue Ungerechtigkeiten und belastet viele Familien steuerlich deutlich mehr. Ist das Ihr Ernst? Mehr Bürokratie und höhere Steuern für viele Ehepaare? Immerhin, Sie sind insoweit konsequent, als Sie die reichsten Doppelverdiener steuerlich entlasten; das mag jedenfalls für die FDP-Fraktion gelten. Ob die Sache für die Fraktionen der GLP, der Grünen und der SP stimmt, müssen diese



für sich selber entscheiden. Eines ist klar: Viele Leute des Mittelstandes profitieren von dieser Lösung nicht, im Gegenteil, sie zahlen hierfür sogar den Preis.

Die SVP, EVP, EDU, der Bauernverband und die Mitte machen da nicht mit. Wir wollen eine faire Lösung, nicht für einige, sondern für alle. Mit der Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare", bei welcher alle Ehepaare gleich fair behandelt werden, hat die Mitte längst eine Lösung zur Abschaffung der Heiratsstrafe präsentiert. Die Fraktionen der FDP, der GLP, der Grünen und der SP haben die Behandlung dieser Initiative sisiert und so dem Stimmvolk die Möglichkeit genommen, über beide Initiativen gleichzeitig zu entscheiden. Statt für eine gute Lösung für alle Menschen in diesem Land zu arbeiten, hat man sich in der Ideologie verfangen.

1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen, Steuersystemanpassungen auf allen drei Ebenen – Bund, Kantone und Gemeinden –, die Übersteuerung von parlamentarischen Entscheiden und teilweise von Volksabstimmungen in den Kantonen sowie neue Ungerechtigkeiten für verheiratete Paare sprechen eine klare, eine sehr klare Sprache: Der indirekte Gegenvorschlag zur Individualbesteuerung taugt nicht, zumindest nicht für mehr Fairness. Eine Abschaffung der Heiratsstrafe, die zu höheren Steuern für viele Familien führt, ist keine Abschaffung der Heiratsstrafe. Dies sieht auch die deutliche Mehrheit der Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren so. Ein Kantonsreferendum, ebenfalls etwas sehr Rares, scheint mehr als realistisch. Das ist verständlich, denn die Mehrheit übersteuert die Kantone, welche in den letzten Jahren – jeder für sich – die Heiratsstrafe abgeschafft haben, und verursacht ihnen immense Kosten. Mehr als tausend Steuerbeamte schweizweit sind nicht gratis zu haben. Und so werden SVP, Mitte, EVP, EDU und der Bauernverband das Referendum ergreifen – für mehr Fairness, und zwar für alle.

Hübscher Martin (V, ZH): Die SVP-Fraktion lehnt das Bundesgesetz über die Individualbesteuerung aus folgenden Gründen ab.

Erstens: Es ist ein unglaubliches Bürokratiemonster. Die Umstellung löst auf einen Schlag 1,7 Millionen neue Steuererklärungen aus, die alle bearbeitet, kontrolliert und im Bereich des Vermögens parallel angeschaut werden müssen. Das benötigt über 1700 neue Steuerbeamte, die keine zusätzliche Wertschöpfung bringen, aber die Staatsquote zusätzlich erhöhen. Damit nicht genug: Bei jedem Stipendiengesuch, bei jeder Musikunterrichtsanmeldung, bei einer Kitaanmeldung oder bei einem Stipendiengesuch müssen künftig zwei Steuerunterlagen eingereicht und überprüft werden.

Zweitens: Es ist kompliziert. Die Einkommensdeklaration ist ja noch relativ einfach möglich. Komplexer wird es im Falle einer Ehe mit Errungenschaftsbeteiligung – und das sind die allermeisten Ehen – mit dem Vermögen; komplex wird es für alle mit gemeinsamem Eigentum, für alle selbstständig Erwerbstätigen mit einfacher Gesellschaft. Wie wollen Sie hier eine Vermögensaufteilung machen? Da gibt es aus der Errungenschaft Ersatzforderungen gegenüber dem Eigengut des Partners, und anschliessend muss die Errungenschaft auf die beiden Vermögensmassen aufgeteilt werden. Oder einfach gesagt: Sie machen jedes Jahr eine güterrechtliche Auseinandersetzung. Kurz bevor Sie die Steuererklärung ausfüllen, müssen Sie jedes Jahr finanziell eine Scheidung vollziehen, und das auch für die 60 Prozent der Ehen, die nicht geschieden werden.

Drittens ist es ein Widerspruch: Die Ehe gilt als wirtschaftliche Einheit, das gilt bei Stipendien, bei der Fürsorge, im Altersheim. Auch bei den Sozialversicherungen werden die Einkommen gesplittet. Bei der Errungenschaftsbeteiligung, dem gesetzlichen Güterstand, werden die während der Ehe erworbenen Vermögenswerte gemeinsam verwaltet und im Falle einer Scheidung aufgeteilt. Die Individualbesteuerung widerspricht diesem Grundsatz und will de facto nur noch den Güterstand der Gütertrennung.

Viertens: Es ist ungerecht. Wir haben es von Herrn Bregy gehört: Die Individualbesteuerung privilegiert eine Aufteilung der Erwerbstätigkeit zu je 50 Prozent. Wählt eine Familie eine andere Aufteilung, wird sie durch die Progression steuerlich benachteiligt. Der Staat fördert so einseitig ein Familienmodell. Das ist aber nicht die Aufgabe des Staates. Das sollen die Ehepartner selbst wählen können. Das Splitting wäre eben hier die richtige Antwort.

Fünftens, da müssen Sie jetzt gut zuhören, besteht das einzige ökonomische Argument im Erwerbsanreiz. Ausgerechnet dieses Argument bricht unter den Hochrechnungen zusammen. 16 300 Vollzeitäquivalente als einmaliger Beschäftigungseffekt sind nichts im Vergleich zu 80 000 bis 100 000

AB 2025 N 1296 / BO 2025 N 1296

Nettoeinwanderern jährlich; das ist der grösste Witz dieser Legislatur.

Die Heiratsstrafe kann man wegen der Steuerprogression mit einer einfachen Tarifierung, dem Splitting oder der Alternativrechnung lösen, wie das die meisten Kantone seit dem Bundesgerichtsurteil von 1984 erfolgreich umsetzen. Das Gesetz widerspricht somit auch dem Föderalismus, da alle Kantone die Umstellung



auf die Individualbesteuerung innert sechs Jahren vollziehen müssen, obwohl, wie erwähnt, sehr viele Kantone die Abschaffung der Heiratsstrafe bereits umgesetzt haben.

Gredig Corina (GL, ZH): Diese Steuerreform ist längst überfällig. Mit der Individualbesteuerung wird nicht mehr der Zivilstand besteuert; mit der Individualbesteuerung wird das Einkommen konsequent besteuert. Die Grünliberalen setzen sich seit Jahren für die Individualbesteuerung ein. Sie ist definitiv kein Randthema. Mit der Individualbesteuerung erreichen wir mehr Gleichstellung, und mit der Individualbesteuerung erreichen wir auch mehr wirtschaftliche Vernunft. Es kann doch nicht sein, dass Menschen bestraft werden, wenn sie im Beruf bleiben oder wenn sie ihr Arbeitspensum erhöhen – vor allem dann nicht, wenn wir Arbeitskräftemangel beklagen; vor allem dann nicht, wenn wir uns Sorgen um die Finanzierung unserer Renten machen. Die Löcher im Arbeitsmarkt einfach mithilfe der Migration zu stopfen, das gefällt dann auch nicht allen in diesem Saal. Es ist geradezu absurd, dass wir das eigene inländische Arbeitskräftepotenzial nicht voll ausschöpfen. Der Gegenvorschlag ist gut austariert, er ist bereit zur Umsetzung. Lassen wir ihn heute nicht an alten Denkmustern scheitern.

Bendahan Samuel (S, VD): Enfin, après tant d'années de réflexion et de travail en commun, nous avons, devant nous, un compromis. Pour une fois, prouvons qu'au sein du Parlement, nous sommes capables de vaincre un serpent de mer, alors que personne ne disait qu'il était possible de le vaincre ; enfin vaincre cette difficulté, pour avoir une équité parfaite entre les couples, mariés ou concubins, quel que soit leur choix privé. Ce résultat est le résultat d'un immense travail, mais c'est également un espoir ; un espoir de liberté pour de nombreuses personnes. C'est d'abord, la liberté de travailler, parce que dans le système actuel, la pénalisation du mariage fait qu'une personne qui se mettrait à travailler aurait une incitation très faible à le faire, alors qu'avec l'imposition individuelle, dès le premier franc, le taux d'impôt devient nul et l'intérêt à se mettre au travail est donc grand. C'est ensuite la liberté de l'état civil : le choix de pouvoir vivre notre vie comme nous le voulons, sans que cela soit influencé par l'état civil, sans que cela soit influencé par la fiscalité et sans que nous soyons incités à changer nos choix personnels simplement pour des raisons liées à l'impôt. C'est également la liberté de faire ce que l'on veut sur le plan de l'administration, car il n'est évidemment pas vrai que nous serions forcés à mettre en place des choses complexes. C'est finalement assez simple. Nous vivons avec deux systèmes : nous n'aurions plus qu'un seul système. Au final, ce sera beaucoup plus simple et nous avons la liberté d'organiser cela comme nous le voulons. C'est enfin, la liberté de fournir des prestations publiques, parce que la force du compromis qui a été trouvé, c'est qu'il limite les pertes fiscales et garantit donc que les cantons et la Confédération puissent être libres de continuer de fournir des prestations aux autres personnes. Toute autre solution ne permettrait pas de garantir les incitations prévues, premièrement, et, secondement, coûterait énormément plus cher à la collectivité. Nous avons une solution raisonnable, mais également une solution discutée, travaillée et négociée, qui permettrait enfin de supprimer cette inégalité qu'il y a entre les couples concubins et les couples mariés, en limitant les pertes fiscales et en garantissant une application rationnelle et, enfin, que tout au long de notre vie, nous soyons taxés selon la même logique et le même système, ce qui est beaucoup moins compliqué.

J'aimerais rappeler un principe qui nous semble très important.

Ce n'est pas le peuple qui est au service de l'administration, mais le contraire : la décision politique d'abord, l'administration ensuite. Nous avons de la chance, parce que cette nouvelle réforme permettrait d'avantager les deux : une plus grande liberté pour chaque personne, un système fiscal plus juste, des pertes fiscales limitées et une administration plus rationnelle, tout cela après des années de travail du Parlement.

Ce n'est pas souvent qu'il est possible de dire cela, mais je dois dire que je suis assez fier du travail que nous avons mené jusqu'à aujourd'hui. Je pense que nous pouvons toutes et tous l'être et aller sereinement, s'il le faut, devant le peuple pour défendre un projet moderne qui permet aux gens de s'organiser mieux, plus librement et d'éviter que l'administration ait quoi que ce soit à dire sur leurs choix personnels. Nous nous réjouissons d'avoir ce débat, où qu'il soit.

Cottier Damien (RL, NE): L'impôt fédéral direct a été introduit en 1941, à l'époque sous un autre nom. C'était 30 ans avant l'introduction du droit de vote des femmes. C'était heureusement une autre époque. Notre système fiscal a donc été introduit à un moment où les rôles au sein de la famille étaient ceux-ci : l'homme, seul pourvoyeur de revenus, amène le revenu familial à la maison ; la femme, elle, est à la maison, responsable des enfants et du ménage. Celles et ceux qui souhaitent vivre encore selon ce modèle aujourd'hui peuvent continuer librement à le faire. Mais ils sont désormais très minoritaires.

La société a énormément changé au cours des 80 dernières années : sur 4 millions de ménages en Suisse, moins de 90 000 sont composés de parents mariés avec enfants et un seul revenu – ce sont les chiffres de



l'Office fédéral de la statistique (OFS). Cela représente 2,2 pour cent des couples. Tous les autres couples vivent aujourd'hui selon un autre modèle. Ils ne doivent pas être pénalisés par notre système fiscal. Près de 85 ans plus tard, il est temps d'adapter le système, de répartir l'activité professionnelle et le travail au sein de la famille. Cela ne doit plus être pénalisé. C'est précisément ce que permet l'imposition individuelle. Elle ne supprime pas seulement la pénalisation du mariage ; elle va plus loin. C'est la grande différence avec les recettes proposées par ceux qui, dans un élan de nostalgie qui n'a pas grand-chose de romantique, veulent revenir aux anciennes structures de la société en proposant des solutions qui coûteraient d'ailleurs plus cher que l'imposition individuelle, y compris, Monsieur Bregy, le "splitting" intégral.

Im Gegensatz zu anderen Modellen fördert die Individualbesteuerung die Erwerbstätigkeit von Frauen. Wenn Frauen nach dem Mutterschaftsurlaub früher wieder in den Beruf einsteigen oder generell zu höheren Pensen als bisher arbeiten, erleiden sie in Zukunft keinen Karrierebruch. Dies fördert die faktische Gleichstellung und verringert den Mangel an qualifizierten Arbeitskräften. Es wäre im Interesse aller, das nationale Potenzial des Arbeitsmarktes besser auszuschöpfen und vor allem gut ausgebildete Frauen nicht aufgrund eines ungeeigneten Steuersystems vom Arbeitsmarkt auszuschliessen. Durch die Individualbesteuerung könnten 40 000 bis 60 000 Vollzeitstellen besetzt werden.

C'est encore plus, évidemment, si ce sont des temps partiels. C'est une solution concrète, Monsieur Hübscher, au fait qu'aujourd'hui, il y a un manque de main-d'œuvre qualifiée et que c'est principalement, actuellement, la migration qui y répond.

Enfin, on nous annonce un monstre bureaucratique – cela a encore été fait deux fois à la tribune précédemment. Or, c'est un fantôme et il est vite démonté. Bien évidemment, chaque réforme exige au début des travaux de mise en place. Cela a été aussi le cas du passage de la taxation bisannuelle à la taxation annuelle. Cependant, avec la numérisation des administrations fiscales, il s'agira principalement d'une mise à jour des logiciels, et le sujet fiscal ne changera plus, à l'avenir, plusieurs fois dans sa vie de statut – au moment du mariage, au moment, si cela arrive, du divorce ou du décès, et au moment d'un nouveau mariage, lorsqu'il y en a un.

AB 2025 N 1297 / BO 2025 N 1297

Avec le contre-projet, il y aura surtout des gagnants : 50 pour cent paieront moins d'impôts ; pour 35 pour cent, rien ne changera ; seuls 14 pour cent verront une augmentation de leur fiscalité. Mais il s'agit de modèles familiaux jusqu'à présent plutôt privilégiés. Alors oui, ce n'est pas parfait. Vous savez que notre groupe plaide pour un modèle légèrement différent, mais c'est un bon compromis ; un compromis raisonnable et surtout bien meilleur que la situation actuelle. Il est temps de faire ce pas, un pas important pour l'égalité, pour que notre fiscalité entre enfin dans le XXI^e siècle.

Comme nos collègues du Conseil des États tout à l'heure, je vous appelle à choisir le bon bouton. C'est un petit geste pour nous, ce sera un grand pas pour l'égalité.

Ryser Franziska (G, SG): Dezember 2019: Rückweisung des Geschäftes "Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (Ausgewogene Paar- und Familienbesteuerung)" an den Bundesrat mit dem Auftrag, stattdessen ein Modell mit einer Individualbesteuerung vorzulegen. September 2020: Das Parlament nimmt eine Vorlage zur Individualbesteuerung in die Legislaturplanung auf. September 2022: Über 110 000 Bürgerinnen und Bürger haben die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung" unterzeichnet. Dreimal – dreimal! – wurde der Auftrag gegeben, die Familien- und Ehepaarbesteuerung mit einer individuellen Veranlagung zu modernisieren. Und jetzt, fünfeinhalb Jahre später, können wir endlich ein überzeugendes Projekt in beiden Räten verabschieden.

Die Grüne Fraktion hat diese Vorlage mitgeprägt, und wir stehen hinter dem Resultat; denn es ist eine Steuerreform für mehr Gerechtigkeit, für mehr Gleichstellung, für die Frauen, für die Wirtschaft. Wir unterstützen die Individualbesteuerung aus vier Gründen: Erstens wird die Heiratsstrafe ein für alle Mal abgeschafft, und zwar nicht, wie es die Mitte-Initiative will, auf Kosten von Konkubinatspaaren, sondern mit einer echten, zivilstandsneutralen Besteuerung, die für alle gleich ist, egal ob sie verheiratet sind oder nicht. Zweitens wird die Benachteiligung von Doppelverdienenden abgeschafft. Jeder Lohn wird gleich besteuert, unabhängig davon, was der Partner oder die Partnerin verdient. Das ist fair und gerecht. Drittens lohnt sich Arbeit wieder, sodass die Arbeitsbereitschaft um 40 000 bis 60 000 Vollzeitäquivalente ansteigen wird – und das sind die Effekte, die nur durch die Änderungen auf Bundesebene erfolgen. Diese positiven Beschäftigungseffekte helfen, dem Fachkräftemangel entgegenzuwirken, und zwar mit inländischen, bereits gut ausgebildeten Arbeitskräften. Und viertens werden endlich auch vor dem Fiskus alle als eigenständige Personen anerkannt, auch Ehefrauen. Sie sind nicht mehr nur eine Bemerkung auf der Steuererklärung oben rechts unter dem Titel "Person 2". Die jähr-



liche Auseinandersetzung mit der eigenen finanziellen Situation steigert zudem die Finanzkompetenz. Natürlich ist diese Reform nicht perfekt. Hätten wir sie alleine auf der grünen Wiese gestaltet, so hätten wir ein Modell mit geringeren Steuerausfällen gewählt. Aber die 600 Millionen Franken sind als Investition in den Schweizer Arbeitsmarkt und als Investition in die ökonomische Unabhängigkeit der Frauen vertretbar. Kolleginnen und Kollegen, es ist uns etwas gelungen, was uns in diesem Saal nicht jedes Mal gelingt: Wir haben einen Kompromiss gefunden, der von der FDP über die GLP und die SP bis zu den Grünen alle progressiv-liberalen Kräfte vereint und echten Fortschritt ermöglicht – zivilstandsneutral, gerecht, mit positiven Beschäftigungseffekten und einem Fortschritt für die Gleichstellung. All diese Vorteile bringt kein anderes Modell mit, schon gar nicht jenes, das die Mitte mit ihrer Initiative proklamiert. Wir sind bereit, ein weiteres Kapitel in der Gleichstellungsgeschichte der Schweiz zu schreiben und dieses bei Bedarf bis an die Urne zu verteidigen. Die Fraktion der Grünen stimmt der Initiative und dem Gegenprojekt deshalb zu.

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)"**1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)"***Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 24.026/30936)

Für Annahme des Entwurfes ... 101 Stimmen

Dagegen ... 93 Stimmen

(0 Enthaltungen)

2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung**2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle***Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 24.026/30937)

Für Annahme des Entwurfes ... 101 Stimmen

Dagegen ... 93 Stimmen

(0 Enthaltungen)



24.026

**Für eine zivilstandsunabhängige
Individualbesteuerung
(Steuergerechtigkeits-Initiative).
Volksinitiative
und indirekter Gegenvorschlag
(Bundesgesetz
über die Individualbesteuerung)**

**Pour une imposition individuelle
indépendante de l'état civil
(initiative pour des impôts
équitables).
Initiative populaire
et contre-projet indirect
(loi fédérale
sur l'imposition individuelle)**

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.05.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)"

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables)"

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7554)

Für Annahme des Entwurfes ... 22 Stimmen

Dagegen ... 21 Stimmen

(0 Enthaltungen)



2. Bundesgesetz über die Individualbesteuerung
2. Loi fédérale sur l'imposition individuelle

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.026/7555)

Für Annahme des Entwurfes ... 22 Stimmen

Dagegen ... 21 Stimmen

(0 Enthaltungen)